



**MANUEL DES OMNIPRATICIENS
BROCHURE NO 1**

**MISE À JOUR : 51
SEPTEMBRE 2004**

Veillez conserver cette page pour fins de références ultérieures

SOMMAIRE

NOTE : Ce fichier contient les recto / verso des pages touchées par la modification ainsi que les pages décalées

NOTE : Amendement n° 87 + autres documents officiels et modifications administratives

Amendement n° 87 (En vigueur à la date de sa signature, sauf mention contraire)

- Entente générale

- Le paragraphe 19.03 est remplacé
Page : [16](#)

- Lettres d'entente

- La Lettre d'entente n° 150 est prolongée jusqu'au 31 décembre 2004 (En vigueur le 1^{er} août 2004)
Page : [157](#)

- Ententes particulières

- Service en anesthésie dans certains CHSGS est remplacée (En vigueur le 1^{er} avril 2004)
Pages : [10-2](#), [10-3](#), [10-6](#) et [10-7](#)

Autres documents officiels

- Lettres d'entente

- Ajout des Lettres d'entente n^{os} 165 et 166
Pages : [191](#) à 197

- Accords

- Ajout des accords n^{os} 534, 544, 545 et 546
Pages : [127](#) et [130](#)

- **Ententes particulières**

- Soins psychiatriques en C.H. : Annexe 1
Page : [A 2-2](#)
- Unité de soins coronariens ou intensifs en CHSGS : Annexe 1
Pages : [A 3-1](#) et [A 3-2](#)
- Rémunération dans certains centres de réadaptation ou programme spécifique d'un CHSGS : Annexe 1
Page : [A 22-3](#)
- Garde sur place - Urgence 1^{ère} ligne, CHSGS désignés - Réseau intégré : Annexe 1
Page : [A 25-2](#)
- Garde en disponibilité auprès de certains établissements (maintien à domicile) : Annexe 1
Pages : [A 26-4](#), [A 26-5](#), [A 26-8](#), [A 26-9](#), [A 26-13](#), [A 26-14](#), [A 26-16](#) à A 26-19
- Garde en disponibilité en CHSGS : Annexe 1
Pages : [A-301](#) et [A 30-2](#)
- Groupe de médecine familiale (G.M.F.) : Annexe 1
Pages : [A 33-1](#) à A 33-4

Modifications d'ordre administratif

Onglet « Table des matières » :

Page : [5](#)

- Mise à jour des index
- Ajout et/ou modification de certains AVIS

Onglet « Entente » :

Pages : [13](#), [41](#) et [106](#)

Onglet « Ententes particulières » :

Pages : [A 10-1](#), [A 10-2](#), [A 26-20](#), [A 32-4](#), [A 32-1](#), [A 32-2](#) et [A 35-4](#)

NOTE : Cette mise à jour comprend les informations publiées dans le communiqué suivant :
051 / 2004-08-02

LÉGENDE

- Les modifications sont indiquées dans la marge de gauche de la façon suivante :
 - # corrections d'ordre administratif
 - + modifications relatives aux ententes, accords, décrets, amendements, etc.
- La signification des références en bas de page figure à l'endos de la page INTRODUCTION.

Régie de l'assurance maladie du Québec
Direction des services à la clientèle professionnelle
Service de l'information aux professionnels



	<i>Page</i>
ANNEXE XVIII :	
MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI EXERCE DANS LE CADRE DU MÉCANISME DE DÉPANNAGE PRÉVU À L'ARTICLE 30.00 DE L'ENTENTE GÉNÉRALE	101
1.00 Dépannage dans un service d'urgence	101
2.00 Dépannage dans une unité de soins de courte durée	101
3.00 Dépannage en obstétrique et en anesthésie.	103
4.00 Dispositions générales.	104
5.00 Comité paritaire	104
# 6.00 Équipe intra-régionale (<i>Abrogé par l'Amendement n° 85</i>)	104
7.00 Mise en vigueur	104
ANNEXE XIX :	
PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE (<i>Amendement n° 72 remplacé par Amendement n° 85</i>).	105
2. LETTRES D'ENTENTE (<i>Voir l'index au début de cette section</i>)	1
3. ACCORDS.	1
4. ENTENTES PARTICULIÈRES (<i>Voir l'index au début de cette section</i>)	1
5. DÉCRETS ET RÈGLEMENTS.	1
6. PROTOCOLES D'ACCORD (<i>Voir l'index au début de cette section</i>)	1

Lorsque l'Entente y pourvoit, le médecin peut être rémunéré à tarif horaire selon les modalités prévues qu'édicte l'annexe XIV, ou autrement.

15.03 Garde en disponibilité

La garde en disponibilité est rémunérée à l'acte.

15.04 Calcul du taux horaire normal

Le taux horaire normal d'un médecin rémunéré à des honoraires fixes s'établit en divisant le taux annuel de rémunération apparaissant à l'annexe II par 1820 heures.

15.05 Horaires défavorables

- a) Une majoration du taux horaire normal du médecin rémunéré à honoraires fixes peut être accordée pour le samedi, le dimanche et les jours fériés. Les congés fériés et la date où ils sont chômés sont les mêmes que ceux déterminés pour le personnel professionnel de l'établissement. Si une date ne correspond pas à celles énumérées au paragraphe 3.01 de l'annexe VI de l'Entente, le médecin en avise la Régie.

AVIS : Dans un établissement, si les congés fériés sont différents de ceux du tableau sous l'onglet RÉDACTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT (1.4), de la Brochure no 2, la liste des congés fériés et la date chômée doivent être transmises à la Régie par les autorités de l'établissement et ce, avant le 1er mai de chaque année pour la période de référence du 1er mai au 30 avril de l'année suivante. L'information doit être adressée à :

Régie de l'assurance maladie du Québec
Service de l'admissibilité et de l'inscription des professionnels
C.P. 500
Québec, Qc G1K 7B4

Le taux de majoration est de 12,8 % lorsque le médecin dispense les activités visées par cette majoration, pendant sa période régulière d'activités professionnelles telle que définie au paragraphe 13.01 de l'Entente. Pour fins d'application du présent alinéa, toute période supplémentaire est présumée être une période régulière d'activités.

Le taux de majoration est de 12 % lorsque la période concernée est une période de garde telle que définie au paragraphe 14.05 de l'Entente.

Les heures rémunérées à un taux majorant le taux horaire normal sont toujours payées lors de leur facturation, et ne peuvent faire l'objet d'une remise de temps au sens du sous-paragraphe 15.01 ci-dessus. Elles sont toutefois comptabilisées dans le total des heures faites dans la semaine et le médecin peut se prévaloir des dispositions relatives à la remise de temps pour les heures autres que celles majorées en vertu du présent sous-paragraphe.

- b) Cette majoration est accordée pour les examens et consultations faits dans le cadre de la tournée quotidienne ainsi que lors d'une urgence avec ou sans déplacement auprès d'un patient admis dans une unité de courte durée dans un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés, dans un centre hospitalier de soins psychiatriques ou dans tout centre désigné par les parties.

AVIS : - Les heures d'activités donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci.

- Pour se prévaloir de ces avantages, le médecin doit facturer selon les instructions de facturation suivantes : Utiliser le secteur de dispensation **15** et les codes d'activité suivants :

- **XXX016** (Examen et consultation d'urgence, **sans** déplacement)
- **XXX017** (Examen et consultation d'urgence, **avec** déplacement)
- **XXX030** (Services cliniques)
- **XXX063** (Garde sur place)

- Le médecin en CLSC qui, en fonction d'une nomination spécifique, dispense des services en CHSGS, doit se conformer à ces instructions en précisant l'établissement et les activités visées.

Le médecin en CLSC, rémunéré à honoraires fixes, qui, en fonction d'une nomination spécifique, dispense des services dans un CHSGS visé par l'entente particulière « Malades admis - CHSGS », doit se conformer aux instructions énoncées à cette entente particulière.

CHAPITRE V**MODE DE PARTICIPATION AU RÉGIME ET CONDITIONS RELATIVES À LA RÉMUNÉRATION****16.00 MODE DE PARTICIPATION AU RÉGIME****16.01 Régime d'assurance maladie**

Tout médecin est réputé participant au régime d'assurance maladie. Toutefois, l'entrée en vigueur de cette entente n'a pas pour effet de changer l'option déjà faite par un médecin dans le cadre de l'article 26 de la Loi.

Un médecin peut opter pour le désengagement ou la non-participation. Cette option s'opère par l'envoi à la Régie, sous pli recommandé, de la formule prévue à l'annexe III et prend effet le trentième (30e) jour qui suit la date de la mise en poste.

Un médecin désengagé ou non-participant peut devenir un médecin soumis à l'application de l'entente. Cette option prend effet le huitième (8e) jour qui suit la date de la mise à la poste sous pli recommandé de la formule prévue à l'annexe III et opère ipso facto la réintégration du médecin au régime.

La Régie fait parvenir sans délai à la Fédération une copie de toute formule visée au présent paragraphe.

Un médecin non-participant qui a fourni un service assuré selon la Loi dans un cas d'urgence, peut facturer à la Régie le montant de ses honoraires. Dans un cas, la Régie paie au médecin le montant des honoraires payables en vertu de l'entente à un médecin soumis à son application. Si le médecin non-participant décide de facturer au patient le montant de ses honoraires, il ne peut réclamer un montant plus élevé que les honoraires payables en vertu de l'entente. Un cas d'urgence comprend toute condition pathologique qui, selon le médecin, requiert dans l'immédiat la dispensation de services assurés.

Un médecin rémunéré à des honoraires fixes est réputé soumis à l'application de l'entente et il ne peut se prévaloir des dispositions du présent paragraphe relatives au désengagement et à la non-participation.

17.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

17.01 Le paiement à l'acte constitue le mode de rémunération en cabinet privé. Ce mode s'applique également en établissement sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'un autre mode de rémunération est prévu dans le cadre d'une entente particulière, d'une lettre d'entente, d'un protocole d'accord ou d'un accord, ou permis, en centre hospitalier, en vertu d'une nomination spécifique octroyée au médecin, conformément à l'article 10.00A de l'Entente.
- Lorsqu'il s'agit d'activités faites en santé et sécurité au travail placées sous la responsabilité des directeurs régionaux de la santé publique. Ces activités peuvent être exercées dans ou auprès d'un centre local de services communautaires ou dans un centre hospitalier à qui le service ou l'équipe de santé publique est rattaché selon les dispositions de l'entente particulière relative à la santé publique.

Lorsque l'option du médecin a pour objet le mode du tarif horaire ou celui des honoraires fixes, le médecin ne peut modifier cette option pour l'un ou l'autre de ces modes qu'une seule fois pendant la durée de l'exercice de sa profession auprès du centre.

Lorsque l'option du médecin rémunéré à honoraires fixes ou à tarif horaire a pour objet une forme additionnelle de rémunération prévue par entente particulière, cette option ne peut être exercée par le médecin qu'à l'occasion de sa nomination ou du renouvellement de celle-ci.

17.02 Le médecin rémunéré à l'acte l'est selon une échelle tarifaire qui tient exclusivement compte de la valeur relative des actes médicaux et chirurgicaux.

17.03 Seul le médecin pour lequel un nombre de vacations a été autorisé peut se prévaloir de ces codes d'acte.

La vacation consiste en une période de trois (3) heures que le médecin consacre exclusivement à des activités professionnelles. La vacation peut être effectuée et rémunérée en périodes de service distinctes d'au moins une (1) heure chacune.

17.04 Le tarif des actes médicaux apparaissant à l'annexe V fait partie intégrante de l'entente; le tarif des actes médicaux comprend un préambule général, des préambules particuliers, une nomenclature des actes médicaux et les échelles tarifaires y afférentes.

17.05 Le tarif de rémunération à honoraires fixes de l'annexe II fait partie intégrante de l'entente.

17.06 Seul le médecin soumis à l'application d'une entente, titulaire d'une nomination à temps plein ou à demi-temps dans un établissement, peut recevoir une rémunération à honoraires fixes.

17.07 Le Ministre et la Fédération peuvent en tout temps convenir de tout autre mode de rémunération ou, en vertu du paragraphe 4.04, stipuler l'application d'un mode de rémunération à toute catégorie désignée de médecins, nonobstant les dispositions du présent article.

17.08 Le Ministre et la Fédération conviennent que le médecin oeuvrant dans un établissement ou partie d'établissement énuméré soit à l'annexe X, soit dans un accord entre le Ministre et la Fédération en application du paragraphe 17.07 est obligatoirement rémunéré à la vacation selon les modalités qu'édicte cette annexe.

17.09 Un médecin ne peut être autrement rémunéré pour les actes médicaux qu'il pose durant la période de temps pour laquelle il est rémunéré à honoraires fixes ou selon le mode de la vacation.

17.10 Les conditions d'application des tarifs apparaissant à l'annexe IX font partie intégrante de l'Entente.

17.11 Le tarif horaire constitue un mode distinct de rémunération.

17.12 Le tarif horaire comprend des règles générales et des dispositions tarifaires qui déterminent les conditions d'application de ce mode. Ce dispositif apparaît à l'annexe XIV de l'Entente et fait partie intégrante de celle-ci.

18.00 FACTURATION

18.01 Un médecin fait parvenir ses relevés d'honoraires à la Régie, pas plus d'une (1) fois la semaine et au moins une (1) fois le mois.

Cette facturation se fait sur les formules prescrites fournies par la Régie.

Le défaut pour un médecin rémunéré à honoraires fixes de fournir à la Régie un relevé d'honoraires pour une période donnée, à l'exception d'une période au cours de laquelle un médecin est en congé sans rémunération prévu à l'Entente ou à l'annexe VI, entraîne, pour la durée de cette période, l'interruption de l'accumulation du service au sens de l'Annexe VI de la présente Entente et l'application du paragraphe 4.13 de la même annexe, à moins que le médecin ne démontre à la Régie qu'il a été dans l'impossibilité de le produire.

AVIS : Il est important de faire parvenir à la Régie une demande de paiement pour les services rendus afin de ne pas interrompre l'accumulation du service.

Un relevé d'honoraires relatif au mode de la vacation, à celui du tarif horaire ou à celui des honoraires fixes doit être contresigné par un représentant autorisé de l'établissement avant d'être transmis à la Régie. Il en est de même d'un relevé portant sur des services de laboratoire en centre hospitalier rémunérés selon le mode de l'unité. Advenant le refus de l'établissement de contresigner un relevé d'honoraires, le médecin peut logger un différend pour obtenir paiement.

18.02 Un médecin n'est tenu de fournir à la Régie que les seuls renseignements et documents dont elle a besoin pour apprécier un relevé d'honoraires.

La Régie peut faire toute enquête ou inspection sur les matières qui sont de sa compétence en vertu de la Loi ou de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie, selon le cas, ou en vertu de l'Entente.

19.00 PAIEMENT - REMBOURSEMENT

19.01 Un relevé d'honoraires est payé par la Régie s'il est dûment complété, savoir qu'il porte les renseignements requis.

Ces renseignements consistent limitativement en les mentions prévues selon la formule de relevé d'honoraires appropriée.

Tout relevé d'honoraires qui n'est pas payé par la Régie du fait qu'il omet l'énoncé d'un renseignement requis doit faire l'objet d'un avis d'annulation au médecin indiquant le renseignement omis; dans tel cas, le médecin soumet un nouveau relevé d'honoraires.

19.02 Un relevé d'honoraires est apprécié par la Régie après son paiement. À cette fin, la Régie peut requérir les renseignements et documents exigibles en vertu de la Loi ou de la présente entente.

Advenant un différend, le régime de la preuve quant au relevé d'honoraires en litige n'est pas modifié.

+ **19.03** Le paiement des honoraires est fait au médecin ou au tiers qu'il autorise, soit :

- Un groupe de médecins ;
- Une société de médecins dont il est membre ;
- Une société par actions visée au Règlement sur l'exercice de la profession médicale en société et pour le compte de laquelle il exerce ses activités professionnelles.

La Régie y procède par versement bancaire au compte du médecin ou du tiers qu'il autorise ou, lorsque le médecin en fait la demande, par chèque. »

19.04 La Régie obtient, selon le mode de la compensation, remboursement d'un paiement qu'elle a effectué sur un relevé d'honoraires et auquel elle prétend que le médecin n'a pas droit en vertu de la Loi ou de l'Entente.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également au relevé d'honoraires pour lequel le médecin n'a pas, dans les soixante (60) jours d'une demande écrite de la Régie, fourni les renseignements et documents qu'elle peut requérir en vertu de la Loi et de l'Entente.

19.05 Lors d'un remboursement, la Régie informe le médecin au moyen d'un avis qui identifie le relevé d'honoraires en cause et énonce les motifs au soutien de sa décision.

Dans le cas où la décision de la Régie suit une recommandation du comité de révision, la Régie informe le médecin de sa décision, motifs à l'appui, en lui transmettant, en outre, copie de la recommandation du comité de révision.

19.06 La Régie apprécie un relevé d'honoraires que lui soumet un médecin et, le cas échéant, obtient les renseignements et documents qu'elle peut requérir en vertu de la Loi ou de l'Entente, avant d'effectuer le paiement des honoraires réclamés, dans les circonstances suivantes :

- a) le médecin a cessé d'être détenteur d'un permis de la Corporation professionnelle des médecins du Québec;
- b) le médecin est devenu désengagé ou non-participant;
- c) la Régie est d'avis qu'un nombre important de relevés portent sur des services qui ne sont pas assurés ou qu'il n'a pas fournis;
- d) le médecin est décédé;
- e) les honoraires du médecin font l'objet d'une saisie;
- f) en ce qui concerne les honoraires dus avant la date de la faillite, dans le cas d'un médecin qui est en faillite;
- g) le médecin a quitté le Québec ou la Régie est informée qu'il s'apprête à s'établir en dehors du Québec;

En pareil cas, un relevé d'honoraires est acquitté dès compensation de tout montant pour lequel la Régie entend obtenir remboursement en vertu du paragraphe 19.04.

19.07 Tout montant dû et non payé sur un relevé d'honoraires payable en vertu du paragraphe 19.01 porte intérêt, depuis le quarante-cinquième (45e) jour de sa réception par la Régie, au taux d'escompte de la Banque du Canada en vigueur au moment du paiement, majoré d'un et demi pour cent (1 1/2 %).

Le bénéfice de l'intérêt ne peut être réclamé que pour un relevé d'honoraires soumis dans les trente (30) jours de la date de la dispensation des soins médicaux ou, dans le cas d'une hospitalisation, du congé du malade.

19.A.00 DEMANDE DE RÉVISION

19.A.01 Le médecin qui conteste la décision de la Régie sur le paiement d'un relevé d'honoraires autre que les cas prévus au troisième alinéa du paragraphe 19.01 peut présenter une demande de révision.

19.A.02 Le délai pour demander la révision est de trois (3) mois; il court de la date de la décision de la Régie sur le relevé d'honoraires concerné.

19.A.03 La Régie statue sur une demande de révision et communique sa décision motivée au médecin dans les trois (3) mois de la réception de la demande de révision. Selon le cas, elle paie les honoraires réclamés, applique le redressement réclamé, maintient sa décision antérieure avec ou sans modification. Le défaut de la Régie de rendre sa décision dans le délai prévu équivaut à une décision de refuser la demande de révision.

19.A.04 Le médecin ou la Fédération peut contester cette décision de la Régie dans les délais et selon les modalités prévues par les dispositions de la présente entente concernant les différends.

Toutefois, si le médecin présente une demande de révision, la Fédération ou le médecin ne peut loger un différend tant que la Régie n'a pas rendu sa décision.

3.00 CONGÉS FÉRIÉS

3.01 Le médecin a droit à treize (13) jours de congés fériés par année, du 1^{er} mai au 30 avril.

Sous réserve du paragraphe 3.02, ces congés sont les suivants : la Confédération, la Fête du travail, la fête de l'Action de Grâces, la veille de Noël, la fête de Noël, le lendemain de Noël, la veille du Jour de l'An, le Jour de l'An, le lendemain du Jour de l'An, le Vendredi Saint, le Lundi de Pâques, la Fête de Dollard et la Fête nationale.

AVIS : - Utiliser le code de congé 40.

- Voir tableau des congés fériés, onglet RÉDACTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT (1.4), Brochure n° 2. Ce tableau sera utilisé pour déterminer, entre autres, les droits du médecin en début ou en fin d'emploi, ainsi que lors de la prise de congés qui suspendent le droit aux congés fériés tels un congé de maternité ou un congé sans rémunération qui excède 4 semaines (art. 4.13, annexe VI de l'Entente). Il sera utilisé aussi pour l'application de l'article 3.04 de l'annexe VI de l'Entente. Si un jour de congé férié est célébré dans votre établissement à une date différente de celle mentionnée dans ce tableau, vous devrez vous conformer à la date déterminée pour le personnel professionnel de votre établissement. Les autorités de l'établissement doivent faire parvenir à la Régie, avant le 1^{er} mai de chaque année, la liste des congés fériés et la date de leur célébration. L'information doit être adressée à :

Régie de l'assurance maladie du Québec
Service de l'admissibilité et de l'inscription des professionnels
C.P. 500
Québec, Qc G1K 7B4

- Le calendrier de la Régie, ainsi que les calendriers spécifiques des établissements s'il y a lieu, sont diffusés dans Internet. Vous pouvez y accéder à l'adresse suivante: www.ramq.gouv.qc.ca, en cliquant sur la rubrique « Établissements du réseau de la santé », puis sur « Calendriers des congés fériés ».

En plus des congés fériés prévus au présent paragraphe, les médecins exerçant en psychiatrie ou en toxicomanie dans les établissements ou parties d'établissements où le personnel a droit à cinq (5) jours ouvrables additionnels de congé ont droit également à ces cinq (5) jours additionnels de congé. Il en va de même pour le médecin qui exerce dans un établissement visé par l'entente particulière du Grand Nord ou par l'entente particulière concernant les médecins qui exercent dans les territoires de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (17), du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James (18) et le Centre de santé de la Basse Côte-Nord (09).

Les congés prévus au sous-paragraphe précédent sont calculés au médecin au prorata des mois ouvrés.

AVIS : Utiliser le code de congé 41.

3.02 Les congés fériés et la date où ils sont chômés sont les mêmes que ceux déterminés pour le personnel professionnel de l'établissement à moins d'accord à ce contraire entre le médecin et le chef du département de médecine générale ou, dans un établissement autre qu'un centre hospitalier, le médecin qui assume ces fonctions. Les congés additionnels prévus au troisième sous-paragraphe du paragraphe 3.01 sont pris après accord entre le chef du département de médecine générale ou, dans un établissement autre qu'un centre hospitalier, le médecin qui assume ces fonctions, et le médecin concerné.

Toute modification aux dates des congés fériés ne peut, même si les périodes de référence ne sont pas les mêmes pour le personnel professionnel et pour le médecin, donner à ce dernier le droit à plus de treize (13) congés fériés par période de référence.

3.03 À l'occasion de la prise d'un congé férié, le médecin est rémunéré à raison de 1/5 du traitement hebdomadaire établi selon la méthode prévue au paragraphe 1.24.

Il en est de même pour les autres congés prévus au troisième sous-paragraphe du paragraphe 3.01.

3.04 Lorsque le médecin est tenu d'exercer ses fonctions l'un de ces jours fériés ou lorsqu'il s'agit d'un médecin dont l'horaire régulier d'activités professionnelles ne coïncide pas avec la date d'un congé férié, son congé lui est accordé, à la date convenue entre le chef du département de médecine générale ou, dans un établissement autre qu'un centre hospitalier, le médecin qui assume ces fonctions, et le médecin concerné, dans la mesure où cette date se situe dans les quatre (4) semaines qui précèdent ou suivent le jour de congé férié et dans la mesure où ce report se situe dans la période du 1^{er} mai au 30 avril au cours de laquelle ce congé est prévu.

Dans l'éventualité où il ne peut lui être accordé le congé férié dans les délais ci-haut prévus, le médecin est rémunéré pour chaque jour de congé férié non chômé à raison de un cinquième (1/5) du traitement hebdomadaire établi selon la méthode prévue au paragraphe 1.24 de la présente annexe.

3.05 Lorsque l'un de ces congés fériés survient pendant une invalidité n'excédant pas douze (12) mois, à l'exception des accidents du travail ou maladie professionnelle, le médecin ne perd pas ce congé férié.

En ce cas, la Régie verse au médecin la différence entre la prestation de l'assurance invalidité et la rémunération qu'il recevrait selon le paragraphe 3.03.

AVIS : *En période d'invalidité, utiliser le code de congé 42 pour la facturation des congés fériés.*

3.06 Le présent paragraphe s'applique avec l'accord du chef du département de médecine générale ou, dans un établissement autre qu'un centre hospitalier, du médecin qui assume ces fonctions.

Lorsqu'un médecin visé au troisième (3e) sous-paragraphe du paragraphe 3.01 a, en réserve, en date du 30 juin 1989, vingt (20) jours ou moins de congés fériés ou de congés additionnels accumulés aux termes des dispositions de l'annexe VI applicables antérieurement au 1^{er} mai 1989, ces congés fériés et ces congés additionnels lui sont payés rétroactivement sur la base du traitement hebdomadaire calculé selon la formule prévue au paragraphe 1.24, sous réserve que la période témoin de vingt (20) semaines soit celle identifiée par la Régie avant le 1^{er} janvier 1989. Si le médecin a bénéficié de ces congés fériés et de ces congés additionnels, le paiement est ajusté selon la même formule.

Si le médecin visé au sous-paragraphe précédent a, en réserve, en date du 30 juin 1989, plus de vingt (20) jours de congés fériés ou de congés additionnels accumulés, les congés fériés et les congés additionnels en surplus des vingt (20) premiers constituent une réserve que le médecin doit utiliser à raison d'un minimum de dix (10) jours par année, à compter du 1^{er} juillet 1989, jusqu'à concurrence du nombre total des jours ainsi accumulés en réserve. Lors de l'utilisation de ces jours de congés fériés et de ces jours de congés additionnels, le médecin est rémunéré pour chaque jour à raison de sept (7) heures s'il a qualité de plein temps ou à raison de trois heures et demie (3 1/2) s'il a qualité de demi-temps. Une déduction du même ordre est effectuée en termes d'heures sur cette réserve pour chaque jour de congé férié ou pour chaque jour de congé additionnel ainsi pris.

Toutefois, lorsqu'un médecin non visé au troisième (3e) sous-paragraphe du paragraphe 3.01 a, en réserve, en date du 30 juin 1989, quinze (15) jours ou moins de congés fériés accumulés aux termes des dispositions de l'annexe VI applicables antérieurement au 1^{er} mai 1989, ces congés fériés lui sont payés rétroactivement sur la base du traitement hebdomadaire calculé selon la formule prévue au paragraphe 1.24, sous réserve que la période-témoin de vingt (20) semaines soit celle identifiée par la Régie avant le 1^{er} janvier 1989. Si le médecin a bénéficié de ces congés fériés, le paiement est ajusté selon la même formule.

Si le médecin visé au sous-paragraphe précédent a, en réserve, en date du 30 juin 1989, plus de quinze (15) jours de congés fériés accumulés aux termes des dispositions de l'annexe VI applicables antérieurement au 1^{er} mai 1989, les congés fériés en surplus des quinze (15) premiers constituent une réserve que le médecin doit utiliser à raison d'un minimum de dix (10) jours par année, à compter du 1^{er} juillet 1989, jusqu'à concurrence du nombre total des jours ainsi accumulés en réserve. Lors de l'utilisation de ces jours de congés fériés, le médecin est rémunéré pour chaque jour à raison de sept (7) heures s'il a qualité de plein temps ou à raison de trois heures et demie (3 1/2) s'il a qualité de demi-temps. Une déduction du même ordre est effectuée en termes d'heures sur cette réserve pour chaque jour de congé férié ainsi pris.

3.07 Le médecin qui abandonne sa pratique en milieu psychiatrique ou qui quitte un établissement mentionné au troisième sous-paragraphe du paragraphe 3.01 est payé, pour tous les congés additionnels prévus au troisième sous-paragraphe du paragraphe 3.01 dans la mesure où ils n'ont pas été utilisés, selon la méthode prévue au paragraphe 1.24 de la présente annexe comme s'il les prenait alors.

De la même façon, le médecin est payé pour tous les congés acquis à chaque période du 1^{er} mai au 30 avril de l'année subséquente s'il ne les a pas utilisés au terme de la période où il les a acquis.

Cependant, ce médecin a droit au report de ces congés si, dans les trois (3) mois de son départ, il avise la Régie de son intention de reprendre ses activités professionnelles rémunérées à honoraires fixes dans un établissement. Cette reprise d'activités doit s'effectuer dans les douze (12) mois suivant la date de son départ et le report est sujet aux règles de la période de référence mentionnée à l'alinéa précédent.

AVIS : *Voir l'AVIS sous l'article 2.14.*

ANNEXE XIX PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE

Préambule

Les parties ont convenu d'un programme de formation continue pour le médecin qui participe aux activités médicales particulières (AMP) en vertu de l'entente particulière en ces matières conclue le 1^{er} septembre 2003.

1.00 Conditions d'admissibilité du médecin

1.01 Est admissible à se prévaloir des dispositions de la présente annexe tout médecin qui est adhérent ou réputé adhérent à l'entente particulière relative aux activités médicales particulières;

Il est rémunéré pour la totalité ou une partie de sa pratique selon le mode de l'acte, du tarif horaire ou de la vacation et est, à cet égard, considéré comme en pratique active selon les dispositions du paragraphe 3.04 de la présente annexe;

1.02 N'est pas admissible à ce programme le médecin qui bénéficie des mesures de ressourcement prévues à l'annexe XII de l'Entente ainsi que le médecin rémunéré à honoraires fixes pour plus qu'un demi-temps selon l'annexe VI de l'Entente.

2.00 Conditions d'admissibilité des cours de formation continue

2.01 Sous réserve du premier alinéa du paragraphe 2.02, les cours de formation continue doivent répondre aux critères d'obtention de crédits de catégorie 1 tels que déterminés par un organisme agréé par le Collège des médecins du Québec (CMQ) et apparaissant en annexe I de la présente ou, répondre aux critères d'obtention d'un MainPro 1 en vertu d'une entente de réciprocité avec le Collège québécois des médecins de famille;

Sur cette même base, sont également admissibles les cours de formation continue organisés par une association affiliée à la Fédération en autant qu'ils aient été validés au préalable par le directeur de la Formation professionnelle de la Fédération.

2.02 Une session de formation continue dispensée à l'extérieur du Québec est admissible une fois par année. Dans ce cas, le cours de formation continue doit avoir été validé, au préalable, quant à sa durée et à son mérite scientifique, par le Comité consultatif sur la répartition prévu à l'Entente;

Ne sont pas considérées comme dispensées à l'extérieur du Québec les sessions de formation qui se tiennent à Ottawa, Campbellton (Nouveau-Brunswick) et dans la province de Terre-Neuve.

3.00 Modalités d'application

3.01 La journée de formation visée par les dispositions de la présente annexe comporte un minimum de six (6) heures de formation divisibles en demi-journées comportant un minimum de trois (3) heures de formation;

3.02 Le médecin a droit à sept (7) journées de formation par période de douze (12) mois de pratique active dans le cadre du régime d'assurance maladie du Québec dans l'année précédant le 1^{er} janvier de chaque année. Les journées de formation non utilisées au cours de l'année civile pour laquelle elles sont attribuées ne peuvent être utilisées au cours de l'année ou des années subséquentes;

3.03 Les dispositions de la présente annexe s'appliquent sur la base de l'année civile;

3.04 Pour se prévaloir des dispositions de la présente annexe, le médecin doit être rémunéré, en tout ou en partie, selon le mode de l'acte, du tarif horaire, de la vacation ou du per diem, et doit, à cet égard être considéré comme actif. Sous réserve des adaptations appropriées afin de permettre au médecin de prendre des vacances pour une durée totale d'au plus six (6) semaines par année, est considéré comme actif tout médecin qui, mensuellement, reçoit, selon le mode de l'acte, du tarif horaire ou de la vacation, une rémunération minimale de 4 000 \$ ou qui, bénéficiant d'une rémunération moindre, reçoit une rémunération minimale de 2 000 \$, l'activité professionnelle du médecin devant toutefois comprendre, dans ce dernier cas, un minimum de dix (10) jours de facturation selon un des modes de rémunération visés aux présentes. Le médecin qui répond à cette exigence mais uniquement pour une partie d'année se voit reconnaître cette partie d'année aux fins du calcul du nombre de jours de formation auquel il a droit;

Les périodes d'invalidité totale, les périodes de congé de maternité ou d'adoption jusqu'à un maximum de dix-sept (17) mois (congé de maternité ou d'adoption d'une durée maximale de cinq (5) mois auquel s'ajoute, le cas échéant, un congé additionnel d'une durée maximale de douze (12) mois tenant lieu d'un congé sans solde de même durée) sont considérées, aux fins des présentes, comme des périodes de pratique active. Lorsque l'adoption est le fait d'un couple constitué de deux (2) médecins régis selon la présente entente générale, le congé d'adoption n'est octroyé qu'à l'un des conjoints;

AVIS : Le professionnel doit informer la Régie de la période du congé par une lettre auxquelles sont jointes les pièces justificatives appropriées à l'adresse suivante :

Service de l'admissibilité et de l'inscription des professionnels
C.P. 500
Québec, Qc G1K 7B4

Le directeur des services professionnels d'un établissement qui revient, au cours d'une année civile, en pratique active dans le régime d'assurance maladie se voit reconnaître les mois ouvrés comme directeur des services professionnels au cours de cette même année aux fins du calcul des mois de pratique active et du nombre de journées de formation qui en découle.

3.05 Ces journées de formation doivent être prises un jour ouvrable, les samedi, dimanche et journée fériée étant exclus.

4.00 Allocation forfaitaire

4.01 Le médecin qui bénéficie de journées de formation continue conformément à la présente annexe reçoit une allocation forfaitaire quotidienne de 300 \$ ou, lorsqu'elles sont prises en demi-journées, de 150 \$.

AVIS : Remplir le formulaire n° 3814 « Demande de remboursement - Programme de formation continue », en inscrivant les renseignements pertinents et le transmettre à l'adresse précisée dans le formulaire. Joindre l'attestation signée. (Voir art. 6.02).

5.00 Dispositions applicables à la RAMQ

5.01 Au plus tard le 15 janvier de chaque année, la Régie informe le médecin de son profil de rémunération des six (6) premiers mois de l'année précédente aux fins de l'application du paragraphe 3.04 de la présente annexe;

5.02 Ce profil partiel permet au médecin d'établir, dans un premier temps, une présomption de son respect des règles édictées par le paragraphe 3.04 des présentes.

6.00 Dispositions applicables au médecin

6.01 Le médecin qui bénéficie des journées de formation continue prévues à la présente annexe doit, pour obtenir l'allocation forfaitaire visée à l'article 4.00 des présentes, fournir à la Régie les pièces justificatives au plus tard trois (3) mois après la prise de la journée de formation ou lors de sa facturation;

6.02 Les pièces justificatives sont :

- l'attestation dûment signée par le responsable officiel du cours de formation reconnu en vertu de l'article 2.00 de la présente annexe. Cette attestation doit identifier l'organisme responsable du cours de formation, préciser la durée de l'activité de formation suivie ainsi que la catégorie de crédits de formation octroyés;

ANNEXE I CRÉDIBILITE DES ORGANISMES (2.01 et 2.02)

Les organismes agréés par le Collège des médecins du Québec aux fins de la formation médicale continue sont :

- Les facultés de médecine du Québec;
- La Fédération des médecins spécialistes du Québec;
- La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec;
- L'Association des médecins de langue française du Canada;
- Collège québécois des médecins de famille.

N.B. : Les facultés de médecine d'Ottawa, de Dalhousie et de Memorial sont les organismes répondant aux critères d'admissibilité prévus au paragraphe 2.01.

2. LETTRES D'ENTENTE

#

INDEX DES LETTRES D'ENTENTE

AVIS : Cet index est un document administratif créé dans le but de faciliter la consultation (les titres sont abrégés). Les lettres abrogées ou remplacées sont identifiées à la dernière page du présent index.

NO	LETTRE CONCERNANT :	Page
1	L'établissement d'un fonds de formation médicale continue	1
2	Conditions d'exercice et modes de rémunération en CHSLD	1
3	Certaines tâches administratives hospitalières	2
4	Rémunération de la garde en disponibilité	2
5	L'implantation d'un régime de congé à traitement différé (honoraires fixes)	2
6	Médecin exerçant en C.A.H. non régi par l'entente particulière.	3
7	Application du code d'acte 0272.	4
8	Paiement de certains traitements psychiatriques	5
9	Modifications et financement découlant de l'Amendement n° 36, 8 mai 1990	7
11	Coûts/ vacations allouées(dépannage Grand-Nord et Système d'évacuation aéromédicale).	9
20	Examen d'un enfant de moins de 18 ans/ Loi sur la Protection de la jeunesse	10
22	Montants forfaitaires prévus à l'article 5 de l'Annexe II et à l'article 21 de l'Annexe IX	11
23	Rémunération dans le cadre du programme de vaccination contre la méningococcémie.	12
24	Annexe IX de l'Entente/ services rendus dans le cadre d'un programme en adaptation-réadaptation	13
30	Rémunération des médecins qui exercent dans la localité de Rivière-au-Renard	14
35	Enseignement clinique (dans ou auprès d'une unité de médecine familiale)	15
38	Services médicaux dispensés dans une installation exploitée par un organisme privé de réadaptation pour les personnes souffrant d'alcoolisme ou d'une autre toxicomanie, ou des deux	16
40	Négociation d'un préambule général pour les médecins rémunérés à la vacation.	17
42	Matérialisation de certaines économies dans le domaine de la santé.	17
43	Application de l'article 20.00A de l'Entente, dispositions applicables entre le 6 mars 1994 et la date d'entrée en vigueur de l'annexe XIV de l'Entente	18
44	Modalités d'application du paragraphe 8.01 de l'Annexe XIV de l'Entente	19
45	Article 20.00A de l'Entente et annexe XIV/ tarif horaire et taux afférent aux médecins concernés par l'E.P. service d'interventions médicales d'urgence/ région de Montréal Métropolitain	20
47	Coûts et modalités d'adhésion découlant de l'application de l'entente relative aux UMF	21
48	Rémunération du docteur Serge Tremblay	22
49	Informatisation des dossiers médicaux et garde sur place à l'urgence au CH Anna Laberge .	23
50	L'hôpital La Providence de Magog	24

NO	LETTRÉ CONCERNANT :	Page
52	AMP et règlement des questions concernant le docteur Jean-Maurice Turgeon.	24
53	Rémunération de certaines activités effectuées au bénéfice d'une Régie régionale	25
54	Dr Jacques Ramsay/ Hôpital de l'Ungava	26
55	E.P. « Garde sur place/ régions universitaires, dans le service d'urgence de 1 ^{re} ligne-CH »	27
56	Avortement et examen dispensé, le même jour, dans une clinique de planification des naissances, par un médecin autre que celui qui effectue l'avortement.	28
57	Interruption volontaire de grossesse dans le local de certains organismes privés	29
58	Dépannage dans les établissements de la région Nord-du-Québec	30
59	Politique triennale/ programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine	31
60	La répartition des effectifs médicaux	32
61	L'instauration de nouveaux programmes	33
62	La modification de l' Accord-cadre intervenue en date du 22 janvier 1996.	34
63	La rémunération/ domaines de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail	34
64	Mise en oeuvre de certaines dispositions de l'Accord-cadre du 22 janvier 1996.	35
65	Modifications à convenir à l'annexe IX « plafond trimestriel », à l'annexe V « Tarif : thérapie de soutien et ECG », ainsi qu'aux taux du tarif horaire et de la vacation	36
66	Des modifications à convenir à l'annexe VI	37
67	Ajout du CLSC Beauce-Centre à l'E.P./ garde/ service d'urgence 1 ^{re} ligne/ réseau intégré	37
68	La réouverture des négociations en vue du renouvellement de l'entente générale	38
69	La rationalisation des services médicaux.	39
72	Le programme de départ assisté	40
73	Engagement financier (en attendant la mise en application de la L.E. n° 69)	40
74	Statut professionnel du Docteur Patrice Laflamme	41
75	L'assurance responsabilité professionnelle	42
76	Réseau intégré de soins généraux.	44
77	Modalités de rémunération majorée (Samedi, dimanche et jours fériés) (Voir L. E. n° 95)	45
79	Travailleurs victimes de lésion au dos	50
81	Mesures de compensation de délais Ref. : Garde en disponibilité CHSLD	52
83	Octroi de certaines mesures de rétenion et de recrutement	53
85	Interruption volontaire de grossesse - Clinique médicale Fémina (Voir L. E. n° 96)	55
87	Garde aux points de services de Grande-Vallée et de Murdochville du CLSC Mer et Montagnes	56
92	Paramètres financiers (Amend. 67)	57

NO	LETTRÉ CONCERNANT :	Page
93	Financement des coûts relativement au dépannage et au retour de médecins retraités	58
94	Retour en pratique du médecin adhérent au prog. fin de carrière/ départ assisté	59
95	Rémunération majorée (Samedi, dimanche et jour férié) « Prolongation de l'art. 3 de la L.E. n° 77 » .	61
96	Interruption volontaire de grossesse - Clinique médicale Féminine « Voir aussi L.E. n° 85 »	62
97	Régimes d'assurance prévus à l'annexe VI de l'Entente	63
98	Financement des coûts reliés à la tenue d'un projet pilote - CHR de Sept-Îles	64
99	Rémunération des chefs de département (DRMG) + départ. clinique médecine gén. (DCMG) . .	65
101	Financement des coûts/ émission de permis restrictifs	66
102	Accord-cadre : Dispositions de l'Entente générale/ 01-04-98 au 31-03-02 et rémunération différente	67
103	Prolongation de la L.E. n° 77	68
104	MSSS-FMOQ/ Accessibilité aux services médicaux à la population de Malartic	69
105	Dépannage - Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James	71
106	Actualisation des tarifs au 1 ^{er} avril 2001/ Accord-cadre/ période du 1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 2002 .	72
107	Rémunération des services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée	74
108	Temps de déplacement / établissement désigné par les effectifs médicaux/ région socio-sanitaire de Chaudière-Appalaches	75
110	Services dispensés dans le cadre du système d'évacuation aéromédicale (ÉVAQ)	77
111	Rémunération majorée/ services dispensés de 0h00 à 8h00, du lundi au vendredi, excepté jours fériés dans certains services d'urgence	79
114	Création d'un comité de gestion des effectifs médicaux en médecine générale	80
115	Actualisation au 1 ^{er} avril 2001/ Accord-cadre/ période du 1998-04-01 au 2002-03-31	82
116	Expérimentation/ modalités de rémunération/ Centre médical Acton ou CLSC La Chênaie	83
118	Phase transitoire/ groupe de médecine de famille (GMF)	86
120	Prise en charge du service d'urgence du CH Jonquière.	87
121	Prise en charge du service d'urgence du Centre Maria-Chapdelaine	90
122	Prise en charge du service d'urgence du CH Val-d'Or	93
123	Prise en charge du service d'urgence du CH régional Baie-Comeau	96
124	Médecins résidents aux services d'urgence du CH du Centre-de-la-Mauricie et du CH Jonquière .	99
125	Temps de déplacement/ établissement désigné par les effectifs médicaux de la région socio- sanitaire de Québec	100
126	Temps de déplacement/ établissement désigné par les effectifs médicaux de la région socio- sanitaire du Saguenay - Lac Saint-Jean	102

NO	LETTRÉ CONCERNANT :	Page
127	Temps de déplacement/ établissement désigné par les effectifs médicaux de la région socio-sanitaire de La Mauricie et Centre du Québec	104
128	Prise en charge du service d'urgence du CH régional de Sept-Iles	106
129	Prise en charge du service d'urgence du CH du Centre- de- la -Mauricie	109
130	Expérimentation/ Entente de parrainage/ services d'urgences de deux ou plusieurs établissements	112
131	Programme de ressourcement en médecine hospitalière, urgence et courte durée, d'une région en pénurie d'effectifs médicaux.	115
132	Expérimentation de certaines modalités de rémunération des services de garde dans le cadre d'une prise en charge, intra-régionale et interrégionale, du service d'urgence par un groupe de médecins auprès d'un établissement désigné	118
133	Rémunération / service d'urgence durant certaines périodes de l'année (Du 15-06-2003 au 06-09-2003)	122
134	Application découlant du protocole d'accord / prolongation conventionnelle de l'Entente générale se terminant le 31 mars 2002	125
135	Prise en charge et suivi des clientèles vulnérables / Entente particulière GMF	126
136	Modification protocole d'accord / Prolongation conventionnelle de l'Entente se terminant le 31 mars 2002	128
137	Adoption des mesures favorisant la qualité et l'accessibilité aux soins	131
138	Redressement de la rémunération des médecins omnipraticiens	132
139	Gestion de fin de carrière des médecins omnipraticiens	134
140	Conditions d'exercice des médecins omnipraticiens	135
141	Prise en charge du service d'urgence de l'hôpital de Notre-Dame-de-Fatima.	136
142	Prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier de Chandler	139
143	Temps de déplacement / établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de l'Estrie	142
145	Prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier Beauce-Etchemin	144
146	Rémunération différente pour les médecins omnipraticiens durant les premières années d'exercice de leur profession	147
147	Modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement / Région socio-sanitaire de Lanaudière	148
148	Modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement / Région socio-sanitaire de la Gaspésie	150
149	Modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement / Région socio-sanitaire du Bas-Saint-Laurent	152
# 150	Modalités de rémunération des services de garde du service d'urgence / Centre hospitalier régional Lanaudière	154
151	Prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier Rouyn-Noranda	158

NO	LETTRÉ CONCERNANT :	Page
152	Données nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions transitoires d'une version modifiée / Entente particulière AMP	161
153	Données nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions transitoires d'une version modifiée / Entente particulière PREM	164
154	Retour en pratique du médecin (programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté) .	165
155	Rémunération / Service d'urgence durant certaines périodes de l'année (Du 22-12-2003 au 04-01-2004 et du 01-03-2004 au 07-03-2004)	167
156	Forfaits d'accessibilité / Installation de nouveaux médecins dans certaines localités de municipalités régionales de comté	170
157	Garde en disponibilité / Médecine hyperbare de l'Hôtel-Dieu-de-Lévis	173
158	Comité de gestion des effectifs médicaux en médecine générale	174
159	Applications découlant de l'E.P. PREM	176
160	Temps de déplacement / Région socio-sanitaire des Laurentides	177
161	Rémunération / Service d'urgence durant certaines périodes de l'année (Du 19-06-2004 au 10-09-2004)	179
162	Forfait rétroactif / Services en anesthésie	182
163	Prise en charge du service d'urgence du Centre de Mont-Laurier	183
164	Rémunération / Période de rénovation (01-06-2004 au 30-06-2005) / Centre hospitalier Honoré-Mercier	186
# 165	Compensation du temps de déplacement / Montérégie	191
# 166	Prise en charge du service d'urgence de l'Hôtel-Dieu de Sorel	194

NO	LISTE DES LETTRES D'ENTENTE ABROGÉES ou REMPLACÉES (textes retirés de la présente brochure)
10	Mécanisme de dépannage (Remplacée par Ent. particulière du Grand-Nord)
12	Coûts reliés aux soins gériatriques visés à l'entente particulière (Abrogée par Amend. 50)
13	Rémunération du médecin, CLSC de la Pointe (Remplacée par la Lettre n° 30)
14	Coûts découlant de l'actualisation de janvier 1991 (Abrogée par Amend. 50)
15	Coûts reliés à la dispensation de services dans un CHSLD (Abrogée par Amend. 50)
16	Coûts supplémentaires Ent. part./ garde au service d'urgence du CH Trois-Pistoles et adhésion de l'hôp. Bellechasse à l'Ent. part./ soins intensifs ou coronariens (Abrogée par Amend. 50)
17	Coûts suppl., rémunération à l'acte, garde/ Hôpital St-Julien (Abrogée par Amend. 50)
18	Coûts suppl./ententes relatives au réseau de garde intégrée (Remplacée par la Lettre n° 27)
19	Coûts découlant de l'application de l'Amendement n° 42 (Abrogée par Amend. 50)
21	Programme de maintien à domicile de certains CLSC (Abrogée par Amend. 53)
25	Services médicaux/Maison Jean Lapointe Inc. (Remplacée par la Lettre n° 38)
26	E.P. garde sur place, régions univ./ urg.1 ^{re} ligne / CHSCD (Remplacée par la Lettre n° 55)
27	Coûts supplémentaires/ ententes relatives au réseau de garde intégré (Abrogée par Amend. 50)
28	Avortement et examen.... (Remplacée par la Lettre n° 56)
29	Mise en oeuvre de la Lettre d'entente n° 21 (Abrogée par Amend. 53)
31	Informatisation des dossiers médicaux/ CH Anna-Laberge (Remplacée par la Lettre n° 49)
32	Coûts suppl./ modif. au décret/ rémun. diff. et économies/ AMP (Abrogée par Amend.50)
33	Accord-cadre, sous-parag. 2.2/ Loi sur les Services de santé et des services sociaux, art. 360 à 366/ AMP et révision rémunération différente/ répartition géographique et autres questions (Abrogée par Amend. 85)
34	Coûts suppl./ adhésion des CH de Verdun et de Sherbrooke (Abrogée par Amend. 50)
36	Questions diverses : Ent. part./ AMP, champ de la santé publique et nomination spécifique en CH (Abrogée par Amend. 85)
37	AMP/ la prise en compte de certaines activités exercées par un médecin (Abrogée par Amend. 85)
39	Garde au CLSC l'Estran (Remplacée par la Lettre d'entente n° 87)
41	Application de l'article 20.00A de l'Entente (Remplacée par la Lettre n° 43)
46	Dispositions de l'Annexe IX de l'Entente (Terminée le 30 novembre 1995)
51	Dr Danielle Mercier/ Hôpital de l'Ungava (Abrogée par Amend. 59)
70	Règles d'émancipation relatives à l'application de l'entente relative aux AMP (Abrogée par Amend. 85)
78	Mesure d'exemption partielle du plafond semestriel (Terminée le 28 févr. 99, Amend. 67)

NO	LISTE DES LETTRES D'ENTENTE ABROGÉES ou REMPLACÉES (textes retirés de la présente brochure)
80	Mesure d'exemption partielle du plafond semestriel (Terminée le 28 févr. 99, Amend. 67)
82	Plafonds trimestriel/ semestriel, serv.d'urgence (CHSGS/ garde intégré) (Terminée le 30 nov. 98)
84	Plafonds trimestriel et semestriel/ CH de l'Hôtel-Dieu de Sorel (Terminée ,1999, Amend. 67)
86	Plafonds trimestriel et semestriel - Hôpital Santa Cabrini et CH de Trois-Rivières (Terminée le 28 févr. 99, Amend. 67)
88	Cliniques privées de la Régie régionale des Laurentides (Terminée le 28 févr. 99)
89	Plafonds trimestriel et semestriel, service d'urgence du CH, CHSLD, CLSC, Cléophas-Claveau (Hôpital de la Baie des Ha! Ha!) (Terminée le 28 févr. 99)
90	Plafonds trimestriel et semestriel, service d'urgence et patients admis en courte durée (CHSGS et réseau de garde intégré) (Terminée le 28 févr. 99)
100	Services/ système d'évacuation aéromédicale (EVAQ) (Remplacée par la Lettre d'entente n° 110)
119	Prise en charge du service d'urgence du CH Beauce- Etchemin (Remplacée par la Lettre d'entente n° 145, le 1 ^{er} mai 2003)

LE - N°s 1, ET 2

2. LETTRES D'ENTENTE

LETTRE D'ENTENTE NO 1

Concernant l'établissement d'un fonds de formation médicale continue.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

Poursuivre leurs négociations concernant l'établissement b° d'un fonds de formation médicale continue.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 2

Concernant les conditions d'exercice et les modes de rémunération en C.H.S.L.D.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

Conclure, d'ici la fin de juin 1991, une entente particulière relativement aux modes de rémunération en Centre hospitalier de soins de longue durée qui devront être adaptés à la rémunération de l'ensemble des activités du médecin dans ces établissements, peu importe qu'il s'agisse de services cliniques individuels ou en équipe de soins, ou de tâches administratives reliées à l'organisation et au fonctionnement des services dispensés dans ces établissements, et à cet égard, les parties reconnaissent le mérite comme mode général de rémunération de la rémunération à honoraires fixes et à la vacation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N^{os} 3, 4 ET 5

LETTRE D'ENTENTE NO 3

Concernant certaines tâches administratives hospitalières.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Entreprendre la négociation relative à la rémunération de certaines tâches administratives requises du médecin chef de département clinique et reliées à l'organisation et au fonctionnement des services médicaux dispensés en établissement.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 4

Concernant la rémunération de la garde en disponibilité.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Entreprendre, dès la fin de février 1991, des négociations concernant la rémunération de la garde en disponibilité en établissement psychiatrique et de celle afférente au réseau de garde intégré.

La présente lettre d'entente prend effet le 1^{er} février 1991.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 5

Concernant l'implantation d'un régime de congé à traitement différé pour le médecin rémunéré à honoraires fixes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Conclure, d'ici la fin juin 1991, la négociation relativement à l'établissement d'un régime de congé à traitement différé pour le médecin rémunéré à honoraires fixes.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 6

LETTRE D'ENTENTE NO 6

VU les paragraphes 4.04, 17.01 et 17.07 de l'entente générale;

VU l'entente particulière relative à la rémunération des médecins dans certains centres d'accueil d'hébergement conclue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 30 mai 1988 et entrée en vigueur le 1^{er} juin 1988;

CONSIDÉRANT que le paragraphe 17.01 de l'entente générale permet, à son deuxième alinéa, la rémunération à honoraires fixes en centre d'accueil d'hébergement non régi par cette entente particulière;

CONSIDÉRANT qu'étant donné l'entente particulière en cause, il y aurait lieu, quant aux établissements de cette catégorie non régis par l'entente particulière précitée, d'assujettir, à certaines conditions, l'implantation nouvelle du mode de rémunération selon le mode des honoraires fixes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Malgré le deuxième alinéa du paragraphe 17.01 de l'entente générale, un médecin exerçant dans un centre d'accueil d'hébergement non régi par l'entente particulière précitée ne peut être rémunéré à honoraires fixes, à plein temps ou à demi-temps, sauf dans le cadre d'un accord entre le Ministre et la Fédération conclu en application du premier alinéa du paragraphe 17.01 de l'entente générale;

2. La présente lettre d'entente ne s'applique pas au médecin qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente lettre d'entente, exerce dans un centre d'accueil d'hébergement non régi par l'entente particulière précitée, si ce médecin :

- a) entre le 1^{er} juillet 1984 et la date d'entrée en vigueur de la présente lettre d'entente, a bénéficié de l'application de l'article 2 de la lettre d'entente n° 8 du 11 octobre 1984;
- b) entre le 11 octobre 1984 et la date d'entrée en vigueur de la présente lettre d'entente, a bénéficié d'un accord conclu entre le Ministre et la Fédération selon l'article 1 de la Lettre d'entente n° 8 du 11 octobre 1984, accord l'autorisant à recevoir une rémunération selon le mode des honoraires fixes.

3. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 16 du 30 mai 1988. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 7

LETTRE D'ENTENTE NO 7**Concernant l'application du code d'acte 0272.**

VU le libellé du code d'acte 0272 rédigé comme suit :

« Évaluation de l'efficacité de la stimulation électrique nerveuse transcutanée ... 34,00 \$ »;

ATTENDU la volonté des parties de restreindre l'usage de ce code d'acte à certains centres hospitaliers de soins ultra-spécialisés, dans le cadre d'un programme de soins d'une clinique organisée de la douleur;

CONSIDÉRANT qu'il y aurait lieu, par lettre d'entente concernant ce code d'acte, d'identifier les centres hospitaliers de soins ultra-spécialisés visés ainsi que d'établir certaines autres modalités relatives à l'usage de ce code d'acte.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.** Le code d'acte 0272 est appliqué comme suit :

Cet honoraire est payé au médecin pour l'évaluation de l'efficacité de ce traitement chez un malade qu'il voit dans le cadre du programme de soins d'une clinique de la douleur organisé par l'un des centres hospitaliers suivants :

- C.H. Royal Victoria
- C.H. Hôtel-Dieu de Montréal
- C.H. Institut de Neurologie de Montréal
- C.H. Notre-Dame
- C.H. Hôpital St-Luc
- C.H. Hôpital du Sacré-Coeur
- C.H. Universitaire de Sherbrooke
- C.H. de l'Université Laval
- C.H. Hôpital de l'Enfant-Jésus

2. Une fois par cent quatre-vingts (180) jours, cet honoraire peut être payé pour une réévaluation du patient effectuée soit par le même médecin, soit par un autre médecin de la clinique.

3. L'honoraire prévu pour cet acte comprend tout autre traitement alors dispensé par le médecin.

4. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 17 du 30 mai 1988 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 8

Concernant le paiement de certains traitements physiatriques.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Régie paie le coût des traitements physiatriques dispensés en cabinet par le médecin lui-même;
 2. La Régie défraie, en vertu d'un programme du Ministre de la Santé et des Services sociaux, le coût de certains traitements physiatriques dispensés en clinique de physiothérapie énumérées en annexe des présentes lorsque ceux-ci sont dispensés à un patient âgé de soixante-cinq (65) ans ou plus; (*voir l'annexe I à la page suivante*)

Ces traitements doivent, pour être rémunérés, être dispensés dans une clinique de physiothérapie soumise à l'autorité de la Corporation professionnelle des médecins du Québec et désignée à cette fin par les parties selon les modalités ci-après déterminées;
 3. Une clinique de physiothérapie soumise à l'autorité de la Corporation professionnelle des médecins du Québec est, aux fins des présentes, désignée par les parties lorsque cette clinique répond, sur la foi d'un rapport de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, aux critères d'excellence établis par cette Corporation en matière d'inspection professionnelle;
 4. Une clinique de physiothérapie qui ne répond pas aux critères mentionnés au paragraphe précédent, peut présenter aux parties une demande de désignation dès lors qu'elle peut, sur la foi d'un rapport provenant de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, établir qu'elle répond, en matière d'inspection professionnelle, aux critères établis par cette Corporation;
 5. Toute demande de désignation adressée aux parties doit contenir copie du rapport de la Corporation professionnelle des médecins du Québec attestant qu'une clinique de physiothérapie soumise à l'autorité de cette Corporation répond aux critères établis par celle-ci, en matière d'inspection professionnelle;
 6. Les traitements physiatriques sont les suivants :
 - 0671 chaleur (diathermie, bains de paraffine, micro-thermie, infrarouge, fomentation chaude, etc.)
 - 0672 électrothérapie (courants galvaniques, faradiques et sinusoïdaux, iontophorèse)
 - 0673 ergothérapie (programme adapté individuellement : activités fonctionnelles, évaluation des activités de la vie quotidienne, etc.)
 - 0674 exercices de rééducation, respiration
 - 0675 hydrothérapie (bains de contraste, bains à agitation constante, bain Hubbard, piscine, etc.)
 - 0676 mécanothérapie (massage, traction, poulies, poids, etc.)
 - 0677 ultra-sons
 - 0678 ultra-violet
 - 0670 T.E.N.S.
 - 0686 techniques de mobilisation (traitement par approche musculo-squelettique spécifique)
 7. Lorsque les traitements physiatriques sont dispensés dans une clinique de physiothérapie désignée, cette dispensation est effectuée par du personnel auxiliaire;
 8. La tarification est de 10,10 \$ par séance peu importe le type et le nombre de traitements dispensés.
- AVIS :** Voir la section TRAITEMENTS PHYSIATRIQUES dans le Manuel des médecins omnipraticiens, à la fin de l'onglet « C - Actes diagnostiques et thérapeutiques » et l'AVIS s'y rapportant. Les cliniques de physiothérapie désignées sont codées **341XX**

9. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 23 du 8 mai 1990 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I (*Lettre d'entente n°8*)

Liste des cliniques de physiothérapie désignées aux fins de la Lettre d'entente n° 8 (1991) concernant le paiement de certains traitements physiatriques

34103 Clinique de physiothérapie Grand'Mère, 790, 4e Rue, Grand'Mère (Qc) (90-06-04)

34105 Clinique de Réadaptation Côte-des-Neiges, 6555, Côte-des-Neiges, Suite 310, Montréal (Qc) (90-06-04)

34108 Clinique de physiatrie Métro-Longueuil, 100, Place Charles-Lemoyne, suite 205, Longueuil (Qc) (95-04-15)

AVIS : - Liste modifiée par les Accords suivants : 16, 38, 68, 131, 209, 219 et 271

- Les dates énumérées ci-dessus sont les dates de prise d'effet pour la clinique désignée.

LE - N° 9 ET L'ANNEXE

LETTRE D'ENTENTE NO 9

Concernant la détermination de certaines modifications et le financement de certains coûts découlant de l'amendement N° 36 de l'entente générale en vigueur au 8 mai 1990.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. En rapport avec l'Amendement n° 36 de l'Entente générale en vigueur le 8 mai 1990, la présente lettre d'entente a pour objet la détermination et le financement, selon le cas, de certaines modifications convenues et de certains coûts à convenir, ces modifications et coûts étant décrits à l'annexe 1 des présentes;
2. Pour toute période annuelle d'application ou autre visée aux présentes, les coûts observés convenus selon la présente lettre d'entente sont, selon qu'il s'agit des coûts décrits à la Section A ou B de cette annexe, pris en compte de la façon ci-après déterminée;
3. Les coûts observés à convenir reliés aux modifications apparaissant à la Section A de l'annexe I visée aux présentes sont, à compter du 1^{er} avril 1990, pris en compte de la façon suivante :
 - a) les coûts observés à convenir afférents à la période allant du 1^{er} avril au 31 mai 1990 sont déduits des paiements forfaitaires à verser pour la période du 1^{er} juin au 31 août 1990;
 - b) les coûts observés à convenir, pour la période du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991, sont déduits des paiements forfaitaires à verser pour la période du 1^{er} juin au 31 août 1991;
 - c) les coûts prévus à l'alinéa b) susmentionné donnent lieu, pour la période du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991, selon les modalités à être convenues par les parties, à un ajustement négatif du revenu moyen annuel brut et de l'échelle tarifaire afférents à cette période;
4. En ce qui a trait aux modifications apparaissant à la Section B de l'annexe ci-jointe, les parties conviennent que, pour les périodes annuelles d'application apparaissant ci-après, les modifications visées à cette section et les coûts estimés y afférents correspondent, sur une base annuelle, aux estimations convenues ci-après indiquées :

Modification	Coût estimé convenu du 01/06/89 au 31/05/90	Coût estimé convenu * du 01/06/90 au 31/05/91
a) Physiatrie	1 153 082,00 \$	
b) Patient inscrit de 70 ans ou plus	2 000 000,00 \$	

* Indexé selon l'article 5

5. Un pourcentage d'augmentation applicable, pour la période d'application annuelle postérieure au 31 mai 1990, à un acte visé à l'article 4 précité, s'applique également, pour la période d'application visée, à l'actualisation, sur base annuelle, des coûts estimés correspondants prévus à l'article 4 susmentionné pour l'année 1990-1991;
6. Pour toute période d'application, annuelle ou autre, apparaissant ci-après, en regard des coûts estimés convenus, sur base annuelle, selon les articles 4 et 5, les coûts observés convenus, pertinents à chacune de ces périodes d'application sont, selon que les coûts observés convenus sont inférieurs (différentiel positif) ou supérieurs (différentiel négatif) aux coûts estimés convenus, pris en compte de la façon suivante :
 - a) pour la période allant du 1^{er} avril au 31 mai 1990, le montant correspondant au différentiel observé est, selon qu'il est positif ou négatif, ajouté ou déduit des paiements forfaitaires à verser pour la période du 1^{er} juin au 31 août 1990;
 - b) pour la période du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991, le montant correspondant au différentiel observé est, selon qu'il est positif ou négatif, ajouté ou déduit des paiements forfaitaires à verser pour la période du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991;
 - c) le montant prévu à l'alinéa b) susmentionné donne lieu, pour la période du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991, selon les modalités à être convenues par les parties, à un ajustement, positif ou négatif selon le cas, du revenu moyen annuel brut et de l'échelle tarifaire afférents à cette période;

7. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 26 du 8 mai 1990 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I (*Lettre d'entente n° 9*)

La présente Lettre d'entente n° 9 a pour objet les modifications convenues et, par période annuelle d'application, la première débutant le 1^{er} juin 1989, les coûts observés à convenir suivants :

Section A :

1. Par rapport au coût actualisé de l'acte (constatation de décès) chargé antérieurement à cette fin, le coût additionnel découlant de l'inclusion d'une tarification spécifique à l'examen externe d'un cadavre effectué à la demande d'un coroner (Préambule général, art. 2.2.8);
2. Par rapport au coût actualisé de la thérapie psychiatrique de soutien chargé antérieurement à cette fin, le coût additionnel découlant de l'inclusion d'une tarification spécifique au conseil génétique (Préambule général, art. 2.7);
3. Le coût de l'installation d'un pacemaker cutané antéro-postérieur;
4. En cabinet, pour les patients âgés de soixante-dix (70) ans ou plus, le coût de l'acte intitulé « grattage, pelage, taillage de callosités »;
5. Dans le cas du transfert du patient, le coût de l'exploration, sous anesthésie, d'une plaie ou d'un tendon;
6. Le coût de la dérogation à l'honoraire global résultant de l'acte technique prévoyant la pose d'un nouveau plâtre ou d'attelles;
7. Le coût additionnel résultant de la dérogation à l'honoraire global prévue postérieurement à un transfert postopératoire interétablissement;
8. Par rapport au coût actualisé des actes (en établissement, 85 \$ et, en cabinet, 125 \$) chargé antérieurement, le coût additionnel découlant de l'inclusion d'une tarification spécifique à l'avortement thérapeutique tardif;
9. Le coût de la détermination du PH foetal;
10. Le coût du prélèvement de l'oeil d'un cadavre;
11. Le coût du supplément de 20 \$, octroyé dans le cas de l'examen d'évaluation pour fin d'allocation de ressources, lorsqu'effectué à domicile.

Section B :

1. En cabinet ou dans une clinique de physiothérapie agréée par les parties, le coût des traitements physiatriques dispensés;
2. Dans le cas d'un patient âgé de soixante-dix (70) ans ou plus, en regard du coût chargé antérieurement, les coûts additionnels découlant de la nouvelle tarification applicable au patient inscrit.

LE - N° 11

LETTRE D'ENTENTE NO 11

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les coûts à convenir découlant :

- de l'augmentation du nombre de vacations allouées dans le cadre de l'entente sur le dépannage pour les territoires visés par l'entente sur le Grand-Nord (Lettre d'entente n° 29);
et
- de l'augmentation du nombre de vacations allouées au système d'évacuation aéromédicale du Québec (Amendement n° 39)

seront pris en compte lors de l'actualisation prévue pour l'automne 1990 afférente à la période allant du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991.

2. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 31. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'Entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 20

LETTRE D'ENTENTE NO 20

Concernant certains services reliés à l'examen d'un enfant de moins de dix-huit (18) ans suivant la Loi sur la protection de la jeunesse.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Régie défraie, en vertu d'un programme du ministre de la Santé et des Services sociaux, le coût des services suivants :

- la prise en charge d'un enfant de moins de dix-huit (18) ans en situation d'urgence par le médecin auquel cet enfant est dirigé afin de déterminer s'il est victime de mauvais traitements;
- sauf lorsque le médecin est rémunéré à titre d'expert, la présence du médecin à la Cour du Québec, Chambre de la Jeunesse, dans les cas d'abus sexuels ou de mauvais traitements.

2. Mauvais traitements et tarification applicable :

prise en charge d'un enfant présumément victime de mauvais traitements, évaluation médicale et rapport	84,85
supplément par demi-heure additionnelle, pour une séance de plus de soixante (60) minutes, chez un patient de moins de quatorze (14) ans	36,05

3. Présence du médecin et tarification applicable :

dans les cas d'abus sexuels ou de mauvais traitements, présence du médecin devant la Cour du Québec, Chambre de la Jeunesse. De l'heure	103,00

4. La rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas sujette à l'application de l'annexe IX de l'entente générale.

AVIS : Voir les codes d'acte appropriés dans votre manuel à l'onglet B - Consultation et examen.

5. La présente lettre d'entente entre en vigueur au moment de sa signature et le demeure jusqu'au renouvellement de l'Entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de juin 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 22

LETTRE D'ENTENTE NO 22**Concernant les montants forfaitaires prévus à l'article 5 de l'annexe II et à l'article 21 de l'annexe IX****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Les montants forfaitaires prévus à l'article 5 de l'annexe II et à l'article 21 de l'annexe IX de l'Entente et qui sont applicables à compter du 1^{er} décembre 1991, s'ajoutent à chacun des tarifs et à chacun des taux de traitement et sont égaux à 1 % de chaque tarif et de chaque taux correspondant, sous réserve des exclusions découlant des spécifications ci-après;
2. Pour la rémunération selon le mode des honoraires fixes, le pourcentage précité (1 %) ne s'applique qu'à l'endroit des rémunérations concernant les périodes suivantes :
 - a) la période régulière d'activités professionnelles du médecin;
 - b) les heures de garde sur place pour lesquelles les avantages sociaux sont applicables;
3. Pour la rémunération à l'acte (incluant la vacation), le pourcentage précité (1 %) est applicable selon les spécifications suivantes :
 - a) pour la rémunération selon le mode de la vacation, à la rémunération des vacations prévues à l'avis de service du médecin ainsi qu'aux vacations en rémunération du dépannage;
 - b) pour les ententes particulières concernant le Grand-Nord et le Centre hospitalier de l'Archipel, à l'ensemble de la rémunération à l'exception des heures rémunérées selon les modificateurs de la colonne 3;
 - c) pour la rémunération à l'acte, à l'ensemble de la rémunération à l'acte à l'exclusion du forfait de 50 \$ pour la garde en disponibilité prévue aux ententes particulières visant certains C.L.S.C. et l'hôpital St-Julien ainsi que, dans le cas de l'entente particulière en anesthésie, du forfait de 50 \$ pour la garde en disponibilité de même que des vacations prévues au régime A en excédent de celles prévues au régime B;
4. Sont exclus de l'application des forfaitaires les primes d'éloignement ou d'isolement prévues à l'annexe XII;
5. le versement des forfaitaires prévus au paragraphe 3 des présentes est effectué selon les modalités agréées par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 28^e jour de octobre 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 23

LETTRE D'ENTENTE NO 23

Concernant la rémunération des services dispensés dans le cadre du programme de vaccination contre la méningococcémie.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La rémunération selon le mode de la vacation versée pour des services dispensés dans le cadre du programme de vaccination contre la méningococcémie n'est pas, aux fins de l'application du plafond de revenu individuel, comptée dans le calcul du revenu trimestriel du médecin, ni sujette à réduction (Annexe IX, article 18).
2. Cette rémunération n'est pas considérée dans le calcul de la moyenne arithmétique du revenu brut annuel des médecins utilisée aux fins de l'application des articles de l'annexe IX relatifs à l'objectif de revenu moyen brut annuel.
3. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} décembre 1991 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'Entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 21^e jour de septembre 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 24

LETTRE D'ENTENTE NO 24

Ayant pour objet la détermination et le financement de certains coûts à convenir, régis selon l'annexe IX de l'entente, reliés à la dispensation de services professionnels, à l'intérieur d'un programme en adaptation-réadaptation auprès d'une clientèle ayant une déficience physique.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. En rapport avec l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce à l'intérieur d'un programme en adaptation-réadaptation auprès d'une clientèle ayant une déficience physique, la présente lettre d'entente a pour objet :

- a) la détermination des coûts, antérieurs ou autres, reliés à la dispensation des services professionnels précités et découlant de l'application, selon le cas, de l'entente générale ou de l'entente particulière mentionnée ci-dessus;
- b) le financement des coûts additionnels, régis selon l'annexe IX, découlant de l'application de l'entente particulière en cause.

2. Aux fins des présentes, lorsque les coûts visés sont antérieurs à la présente entente particulière, ils réfèrent dès lors exclusivement à la rémunération à l'acte ou à la vacation (vacations de D.S.C.) versée, selon l'entente générale, pour la dispensation de services professionnels visés aux présentes. Lorsqu'ils découlent de l'application de l'entente particulière visée, les coûts en cause portent limitativement sur la rémunération à l'acte et à la vacation qui y est prévue.

Aux mêmes fins, un différentiel découlant de l'application de l'article 1.00 de l'annexe IX de l'entente ne constitue pas un coût additionnel au sens de la présente lettre d'entente.

3. Pour toute période annuelle d'application ou autre visée aux présentes, les coûts observés à convenir dans la présente lettre d'entente sont pris en compte selon les modalités prévues aux paragraphes 4 et 5.

4. Pour les périodes annuelles d'application apparaissant ci-après, les coûts encourus antérieurement seront convenus entre les parties pour chaque établissement qui adhèrera à l'entente particulière.

5. Pour toute période d'application, annuelle ou autre, apparaissant ci-après, en regard des coûts encourus antérieurement, les coûts observés, pertinents à chacune de ces périodes d'application sont, selon que les coûts observés sont inférieurs (différentiel positif) ou supérieurs (différentiel négatif) aux coûts encourus antérieurement, pris en compte de la façon suivante :

- a) pour la période débutant le 1^{er} juin 1991 et se terminant le 30 novembre 1992, le montant correspondant au différentiel observé est, selon qu'il est positif ou négatif, ajouté ou déduit des paiements forfaitaires à verser pour cette même période;
- b) pour la période allant du 1^{er} décembre 1992 au 28 février 1993, le montant correspondant au différentiel observé est, selon qu'il est positif ou négatif, ajouté ou déduit des paiements forfaitaires à verser pour cette même période;
- c) pour la période du 1^{er} mars 1993 au 30 novembre 1993, le montant correspondant au différentiel observé est, selon qu'il est positif ou négatif, ajouté ou déduit des paiements forfaitaires à verser pour la période du 1^{er} septembre 1993 au 30 novembre 1993;
- d) le montant correspondant au différentiel observé pendant la période du 1^{er} juin 1992 au 31 mai 1993, donne lieu, selon les modalités à être convenues par les parties, à un rajustement positif ou négatif, selon le cas, du revenu moyen annuel brut et de l'échelle tarifaire afférents à cette période.

6. La présente lettre d'entente prend effet à la date de la signature de l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui dispense des services à l'intérieur d'un programme en adaptation-réadaptation auprès d'une clientèle ayant une déficience physique.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 21^e jour de septembre 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 30

LETTRE D'ENTENTE NO 30

Concernant la rémunération des médecins qui exercent leur profession dans la localité de Rivière-au-Renard.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Malgré l'article 1 de l'annexe XII, le médecin exerçant dans la localité de Rivière-au-Renard et détenant une nomination au C.L.S.C. de la Pointe est rémunéré à 115 %.
2. Cette rémunération s'applique aussi longtemps que le plan des effectifs médicaux du C.L.S.C. de la Pointe n'est pas atteint.
3. Aux fins de sa rémunération, tant qu'il exerce sa profession dans la localité de Rivière-au-Renard, le docteur Gérald Morris est réputé répondre aux exigences de l'article 1.1 (section I) de l'annexe XII de l'Entente.
4. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 13 du 16 mai 1991. Elle prend effet le 16 juin 1992 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 29^e jour de mars 1993.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 35

LETTRE D'ENTENTE NO 35**Ayant pour objet l'enseignement clinique.****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. La présente lettre d'entente a pour objet de fixer un calendrier de négociation en vue d'en arriver, dans les meilleurs délais, à la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans le cadre d'un programme de formation en médecine familiale, exerce sa profession dans ou auprès d'une unité de médecine familiale;

2. À compter du 1^{er} juillet 1993, un moratoire d'une durée de douze (12) mois s'applique à la situation des médecins qui exercent leur profession dans ou auprès d'une unité de médecine familiale. Ce moratoire couvre notamment les conditions de rémunération (honoraires fixes ou vacation) qui, à cette date, sont appliquées en paiement de la dispensation de services médicaux reliés à la formation et à l'enseignement cliniques, le tout dans le cadre d'un programme de formation en médecine familiale;

Malgré le paragraphe précédent, la date de terminaison du moratoire visé au présent article est reportée du 30 juin 1994 au 30 octobre de la même année.

3. Est constitué un comité paritaire M.S.S.S./F.M.O.Q. ayant pour mandat, d'ici le 31 décembre 1993, d'étudier l'ensemble de la situation qui, en matière d'enseignement clinique, prévaut actuellement dans les unités de médecine familiale susmentionnées, le tout en vue de faire aux parties toute recommandation jugée pertinente;

4. Les membres de ce comité sont nommés, selon le cas, par le Ministre ou la Fédération, dans les trente (30) jours suivant la date de mise en vigueur de la présente lettre d'entente;

5. Pendant la durée de ce moratoire, le Ministre et la Fédération conviennent de s'attaquer, en priorité, au règlement de la situation qui prévaut dans les unités de médecine familiale qui, en régions non universitaires sont situées dans ou auprès des centres hospitaliers affiliés;

6. Dans le même délai, le Ministre et la Fédération s'engagent à convenir d'un règlement de la situation qui prévaut dans les unités de médecine familiale situées en régions universitaires, dans ou auprès des centres hospitaliers universitaires affiliés;

7. La durée du moratoire susmentionné, de même que celle du mandat du comité paritaire, n'est prolongée qu'avec l'accord exprès des parties;

8. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8e jour de octobre 1993.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 38 ET L'ANNEXE

LETTRE D'ENTENTE NO 38

Concernant la rémunération des services médicaux dispensés dans une installation exploitée par un organisme privé de réadaptation pour les personnes souffrant d'alcoolisme ou d'une autre toxicomanie, ou des deux.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les actes médicaux dispensés dans une installation susmentionnée, désignée en annexe I des présentes, sont rémunérés selon la nomenclature et le tarif à l'acte applicables en cabinet.
2. L'annexe précitée est modifiable par accord des parties.
3. Cette lettre d'entente remplace la lettre d'entente n° 25 du 28 octobre 1992.
4. La présente lettre d'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale. Toutefois, en ce qui a trait au Pavillon Ivry (Ivry-sur-le-Lac), à l'Auberge du Nouveau Chemin (Val-David) ainsi qu'à la Maison Trait d'union (St-Alphonse de Rodriguez), elle prend effet le 1^{er} septembre 1993.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de mars 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I (*Lettre d'entente n° 38*)

Liste des installations exploitées par un organisme privé de réadaptation pour les personnes souffrant d'alcoolisme ou d'une autre toxicomanie, ou des deux, aux fins de la Lettre d'entente n° 38 (1994)

Région 06 : Montréal-Centre

- Maison Jean Lapointe Inc. (Montréal) (91-07-08)
- Clinique du Nouveau Départ (00-04-01)

Région 14 : Lanaudières

- Maison Trait d'union (St-Alphonse de Rodriguez) (93-09-01)

Région 15 : Laurentides

- Pavillon Ivry (Ivry-sur-le-Lac) (93-09-01)
- Auberge du Nouveau Chemin (Val-David) (93-09-01)

AVIS : Cette annexe a été modifiée par l'Accord n° 378.

LE - N°s 40, ET 42

LETTRE D'ENTENTE NO 40

Concernant la négociation d'un préambule général pour les médecins rémunérés à la vacation.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Entreprendre, dans les meilleurs délais, des discussions ayant pour objet, la négociation d'un préambule général, applicable à la vacation, au bénéfice du médecin qui, de façon principale ou importante, exerce sa profession selon ce mode, le tout en regard ou en parallèle avec ce qu'est, pour le médecin rémunéré à honoraires fixes, la période régulière d'activités professionnelles et la rémunération afférente.

Ces négociations devront comprendre des discussions sur la situation et les garanties qui seront applicables au médecin qui, rémunéré selon ce mode, a une période hebdomadaire d'activités professionnelles d'une durée moindre.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de mars 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 42

Ayant pour objet la matérialisation de certaines économies dans le domaine de la santé.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Entreprendre, dans les meilleurs délais, des discussions ayant pour objet la détermination de modalités permettant, sur base incitative, la matérialisation de certaines économies dans le domaine de la santé. Tout en sauvegardant la qualité de l'acte médical, les économies en cause devront être reliées, selon le cas, aux réductions des coûts de système ou aux gains d'efficience ou de productivité.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de mars 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 43

LETTRE D'ENTENTE NO 43

Ayant pour objet, en regard de l'application de l'article 20.00A de l'Entente, certaines dispositions transitoires applicables, selon les modalités apparaissant ci-après, à des périodes comprises entre le 6 mars 1994 et la date d'entrée en vigueur de l'annexe XIV de l'Entente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Pour la période débutant le 6 mars 1994 et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'annexe XIV de l'Entente, sont exclues de l'application des dispositions de l'article 20.00A de l'Entente, les rémunérations versées en vertu des dispositifs suivants :

- a) l'article 30.00 de l'Entente (dépannage);
- b) l'accord n° 4 concernant le système d'évacuation aéromédicale du Québec (E.V.A.Q.);
- c) l'entente particulière concernant la dispensation de services professionnels en anesthésie;
- d) l'accord n° 5 concernant la rémunération des médecins agissant à titre de chirurgiens au Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs (Maria) et au Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie;
- e) l'entente particulière concernant les médecins qui exercent dans le Grand Nord;
- f) l'entente particulière relative au médecin qui exerce sa profession dans ou auprès du Centre hospitalier de l'Archipel situé à Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine;
- g) l'entente particulière relative à la rémunération des médecins qui exercent au Centre de santé des Hauts-Bois.

2. Le médecin visé au présent article est le médecin qui, pendant la période comprise entre le 1^{er} juin 1994 et le 30 octobre de la même année, a vu réduite la rémunération, selon le mode de la vacation, qui lui a été versée pour l'activité professionnelle effectuée durant cette période, des suites de l'application des dispositions de l'article 20.00A de l'Entente.

Dans les cent vingt (120) jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur de l'annexe XIV de l'Entente, ce médecin est remboursé de la somme correspondant au montant des réductions.

3. À compter du 1^{er} juin 1994, les périodes d'activités professionnelles des médecins rémunérés selon le mode de la vacation sont, traduites sur une base horaire, prises en compte aux seules fins du calcul des nombres d'heures prévus aux paragraphes 5.02 à 5.04 de l'annexe XIV de l'Entente.

4. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 41, intervenue en date du 22 mars 1994.

5. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 30 octobre 1994.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 44

LETTRE D'ENTENTE NO 44

Ayant pour objet les modalités d'application du paragraphe 8.01 de l'annexe XIV de l'Entente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. En conformité avec les dispositions du paragraphe 8.01 de l'annexe XIV de l'Entente, sont exclues de l'application des dispositions de cette annexe les rémunérations versées en vertu des dispositifs suivants :

- a) l'article 30.00 de l'Entente (dépannage);
- b) l'accord n° 4 concernant le système d'évacuation aéromédicale du Québec (E.V.A.Q.);
- c) l'entente particulière concernant la dispensation de services professionnels en anesthésie;
- d) l'accord n° 5 concernant la rémunération de médecins agissant à titre de chirurgiens au Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs (Maria) et au Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie;

2. La présente lettre d'entente prend effet à la date d'entrée en vigueur de l'annexe XIV de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 45

LETTRÉ D'ENTENTE NO 45

Ayant pour objet l'application de l'article 20.00A de l'entente générale et de l'annexe XIV concernant les règles générales relatives au tarif horaire et au taux afférent aux médecins qui exercent leur profession dans le cadre de l'entente particulière concernant le service d'interventions médicales d'urgence de la région de Montréal Métropolitain.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Pour la période du 6 mars 1994 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'annexe XIV introduite par l'amendement n° 51, le paragraphe 20.03 A de l'entente générale s'applique avec les modifications suivantes :

- Pour l'ensemble des médecins, au maximum de trente-cinq (35) heures apparaissant au paragraphe 20.03 A, s'ajoutent cinq (5) heures si elles sont effectuées dans le cadre de l'entente visée aux présentes et lorsque ces heures sont en excédent de trente-cinq (35) heures effectuées dans le cadre de la même entente;
- Pour le médecin coordonnateur, s'ajoutent en plus cinq (5) heures si elles sont effectuées comme médecin coordonnateur dans le cadre de l'entente visée aux présentes et lorsque ces heures sont en excédent de quarante (40) heures effectuées comme médecin coordonnateur dans le cadre de la même entente.

2. À partir de la date d'entrée en vigueur de l'annexe XIV introduite par l'amendement n° 51 et jusqu'au renouvellement de l'entente relative aux services dispensés dans ou auprès de la Corporation d'urgences-santé, le paragraphe 5.02 de l'annexe XIV s'applique avec les modifications suivantes :

- Pour l'ensemble des médecins, au maximum de mille cinq cent quarante (1 540) heures prévu au paragraphe 5.02, s'ajoutent deux cent vingt (220) heures si elles sont effectuées dans le cadre de l'entente visée aux présentes et lorsque ces heures sont en excédent de mille cinq cent quarante (1 540) heures effectuées dans le cadre de la même entente;
- Pour le médecin coordonnateur, s'ajoutent en plus deux cent vingt (220) heures si elles sont effectuées comme médecin coordonnateur dans le cadre de l'entente visée aux présentes et lorsque ces heures sont en excédent de mille sept cent soixante (1 760) heures effectuées comme médecin coordonnateur dans le cadre de l'entente visée aux présentes.

Les rajustements pour les parties d'année seront faits proportionnellement à la période rémunérée dans le cadre de l'entente visée aux présentes.

3. La présente lettre d'entente entre en vigueur à la date de sa signature et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente concernant le service d'interventions médicales d'urgence de la région de Montréal Métropolitain.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 47

LETTRE D'ENTENTE NO 47

Ayant pour objet la détermination, le financement, l'imputation des coûts ainsi que certaines modalités d'adhésion découlant de l'application de l'entente relative aux unités de médecine familiale.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Quels que soient les modes de rémunération des médecins, estimer et convenir, pour une période annuelle donnée, des coûts supplémentaires (coûts d'adhésion moins coûts antérieurs) de l'activité médicale des médecins découlant de l'adhésion à l'entente de chaque unité de médecine familiale, sur les bases suivantes :

- en convenant des coûts antérieurs à l'adhésion des activités médicales faites dans ou auprès de l'unité de médecine familiale en tenant compte des activités faites dans les autres unités ou programmes de l'établissement et visées par l'adhésion à l'entente;
- en déterminant les coûts découlant de l'adhésion de l'unité de médecine familiale sur la base des heures allouées dans le cadre de l'entente particulière précitée. Les heures ainsi allouées sont, par la suite, validées en fonction de leur utilisation et les coûts y afférents sont, le cas échéant, réduits en conséquence.

2. Matérialiser, par accord des parties, l'adhésion à l'entente d'une unité de médecine familiale si les coûts supplémentaires convenus sont non-significatifs.

3. Acheminer, pour approbation gouvernementale, toute demande d'adhésion d'une unité de médecine familiale comportant des coûts supplémentaires significatifs en précisant la partie de ces coûts générée par les activités de formation et, à cet égard, les modes et moyens de financement proposés.

4. Advenant fermeture ou diminution des activités d'une unité de médecine familiale, les parties conviennent des montants ainsi épargnés et de leur affectation.

5. La présente lettre d'entente entre en vigueur à la date de sa signature et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 48

LETTRE D'ENTENTE NO 48

Entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec relativement à la rémunération du docteur Serge Tremblay.

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976, telle que modifiée subséquemment, entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Reconnaître que les modifications apportées par l'amendement n° 49 du 1^{er} novembre 1993 à l'annexe XII de l'entente générale ne s'appliquent pas au docteur Serge Tremblay qui exerce à Forestville.
2. Reconnaître que le docteur Serge Tremblay, compte tenu de sa pratique privée et des heures de disponibilité qu'il offre à la population de Forestville depuis 1979, est réputé satisfaire aux conditions prévues au paragraphe 1.2 de la section I de l'annexe XII de l'Entente.
3. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} décembre 1993 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 49

LETTRE D'ENTENTE NO 49

Concernant la rémunération de certains services professionnels reliés à l'informatisation des dossiers médicaux et à la garde sur place à l'urgence, dispensés par des médecins au Centre hospitalier Anna-Laberge.

1. Rémunération des services reliés à la conception et à la validation d'un dossier médical hospitalier informatisé

1.1 Pour les fins de la rémunération des services professionnels reliés à la conception et à la validation d'un dossier médical informatisé, il est alloué, par période de vingt-huit (28) jours, un total de vingt-huit (28) vacations. L'établissement avise la Régie du nom des médecins concernés.

AVIS : Veuillez utiliser le code d'activités 002043 : Tâches médico-administratives et hospitalières.

2. Rémunération de la garde sur place

2.1 Les services médicaux en garde sur place au service d'urgence de première ligne sont rémunérés selon les modalités prévues par l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée, en régions universitaires, dans le service de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier de soins de courte durée.

3. Cette lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 31 du 29 mars 1993.

4. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} septembre 1994 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale, à l'exception du paragraphe 1.1 dont l'application se termine le 31 janvier 1995.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N^{os} 50 ET 52**LETTRE D'ENTENTE NO 50****Ayant pour objet l'hôpital La Providence de Magog.****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Les coûts reliés à l'inclusion de l'hôpital susmentionné dans l'entente particulière relative aux soins coronariens et aux soins intensifs seront pris en compte lors de l'actualisation des tarifs afférente à la période annuelle d'application débutant le 1^{er} décembre 1995.
2. La présente lettre d'entente prend effet le 1^{er} octobre 1994.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 52**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Entreprendre, dès le début septembre 1994, des négociations relativement aux matières suivantes :
 - a) la rémunération des activités médicales particulières du médecin qui compte moins de cinq (5) années de pratique;
 - b) le règlement des questions (report de vacances et cumul des jours de ressourcement) concernant le docteur Jean-Maurice Turgeon. *(L'alinéa b) est abrogé le 16 décembre 1997 par l'Amendement n^o 59).*
2. La présente lettre d'entente prend effet le 1^{er} août 1994.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 53

LETTRE D'ENTENTE NO 53

Concernant le financement de la rémunération du médecin qui, en tant que membre de la commission médicale régionale, exerce sa profession dans le cadre du protocole d'accord ayant pour objet la rémunération de certaines activités professionnelles effectuées au bénéfice d'une régie régionale.

AVIS : Voir l'Accord n° 148 à l'onglet ACCORDS et le protocole d'accord à la fin de la présente Brochure.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Coûts visés**

1.01 Les coûts visés à la présente lettre d'entente sont ceux relatifs à la rémunération des activités professionnelles décrites au paragraphe 4.02 du protocole d'accord visé aux présentes.

2.00 Modalités de financement

2.01 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'entrée en vigueur du protocole d'accord visé aux présentes, les parties conviennent de stipuler conventionnellement, sur une base récurrente, relativement au financement des coûts visés à la présente lettre d'entente;

2.02 Les stipulations en cause devront tenir compte des paramètres suivants :

- a) sur une base annuelle ou autre, la détermination de ces coûts est assujettie à l'accord des parties;
- b) le coût global convenu est, en regard de l'ensemble des médecins assujettis à l'application de l'Entente, converti, sur une base annuelle, en un coût « per capita »;
- c) selon les modalités à être alors déterminées par les parties, les échelles de rémunération à honoraires fixes (annexe II) ainsi que les objectifs tarifaires (annexe IX) sont rajustés en conséquence aux fins d'assurer le financement des coûts visés aux présentes ainsi agréés.

2.03 Les modalités visées à l'alinéa c) ci-dessus comprennent les mécanismes de rajustement dont se doteront les parties aux fins de s'assurer qu'il y ait équilibre entre les montants versés en rémunération de l'activité professionnelle visée aux présentes et les sommes réservées à cette fin en vertu des dispositions de l'alinéa en cause.

3.00 Mise en vigueur

3.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend effet le 1^{er} janvier 1995.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 14^e jour de juillet 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 54

LETTRE D'ENTENTE NO 54

Concernant les conditions d'exercice du docteur Jacques Ramsay lorsqu'il exerce à l'Hôpital de l'Ungava.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La présente lettre d'entente a pour objet de reconnaître au docteur Jacques Ramsay, lorsqu'il est titulaire d'une nomination de l'Hôpital de l'Ungava à temps plein, le droit d'exercer ses activités professionnelles pendant six mois de l'année, en périodes discontinues qui sont déterminées par le docteur Ramsay en accord avec l'établissement. L'établissement informe la Régie des périodes ainsi déterminées.
2. Le docteur Jacques Ramsay bénéficie des dispositions de l'annexe XII sous réserve des dispositions suivantes :
 - a) la moitié de la prime d'isolement;
 - b) deux sorties annuelles;
 - c) dix jours de ressourcement et le remboursement des frais encourus deux fois par année. Les jours de ressourcement peuvent être pris pendant une période de l'année autre que celles déterminées selon l'article 1 de la présente lettre d'entente.
3. Le docteur Ramsay bénéficie des avantages additionnels prévus au paragraphe 10.01 de l'entente particulière relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec concernant les médecins qui exercent leur profession dans le Grand-Nord au prorata des mois ouverts.
4. Le docteur Ramsay est rémunéré à la vacation conformément à l'entente particulière relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec concernant les médecins qui exercent leur profession dans le Grand-Nord.
5. La présente lettre d'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend effet le 1^{er} octobre 1994. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 25^e jour de avril 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 55

LETTRE D'ENTENTE NO 55

Le 29 mars 1993, les parties signaient la Lettre d'entente n° 26 qui fut modifiée par l'amendement n° 48 du 8 octobre 1993 et abrogée par l'amendement n° 50 du 22 mars 1994. Cette lettre concernait le financement de certains coûts reliés à l'entente particulière concernant la rémunération de la garde sur place effectuée, en régions universitaires, dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier. Compte tenu de la pertinence de conserver l'article 6 de ladite lettre d'entente,

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Aux fins de l'application des articles de l'annexe IX relatifs à l'objectif du revenu moyen brut annuel, le forfait alloué en vertu du paragraphe 5.01 de l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée, en régions universitaires, dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier est établi à 120 \$ par quart de quatre (4) heures.
2. La présente lettre d'entente prend effet le 1^{er} décembre 1993 et elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 25^e jour de avril 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 56 ET L'ANNEXE

LETTRE D'ENTENTE NO 56

Le 29 mars 1993, les parties signaient la **Lettre d'entente n° 28** qui fut abrogée par l'amendement n° 50 du 22 mars 1994 et qui concernait la rémunération de l'**avortement** et de l'examen dispensé, le même jour, dans une clinique de planification des naissances, par un médecin autre que celui qui effectue l'avortement.

Compte tenu de la pertinence de conserver certains éléments contenus dans cette lettre,

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'avortement effectué dans la clinique de planification des naissances d'un centre exploité par un établissement désigné en annexe I des présentes est rémunéré selon l'honoraire global prévu au tarif.
2. Par exception, l'honoraire global précité ne couvre pas le coût de l'examen dispensé, le même jour, dans le centre visé, par un médecin autre que celui qui effectue l'avortement.
3. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} décembre 1993 sauf en ce qui a trait à l'établissement qui exploite le Centre hospitalier de l'université Laval (C.H.U.L.), dans lequel cas elle prend effet le 18 septembre 1990. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 25^e jour de avril 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I (*Lettre d'entente n° 56*)**Liste des centres désignés aux fins des présentes :**

- 1) Centre hospitalier de l'université Laval (C.H.U.L.), clinique de planification des naissances

LE - N° 57 ET L'ANNEXE

LETTRE D'ENTENTE NO 57

Ayant pour objet des stipulations particulières concernant la rémunération de certains services médicaux reliés à une interruption volontaire de grossesse dispensés dans le local de certains organismes privés à but non lucratif.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Est visé aux fins des présentes un acte médical qui, relié à une interruption volontaire de grossesse, est identifié, à la nomenclature des actes apparaissant à l'annexe V de l'Entente, sous l'un des codes d'acte suivants : 6902, 6905, 6908, 6909, 6938 et 6939.
2. Lorsqu'il est dispensé dans le local d'un organisme privé à but non lucratif désigné à l'annexe I ci-jointe, cet acte médical est rémunéré à l'acte, selon la tarification applicable en cabinet, à la condition qu'il y ait entente entre l'organisme et le médecin quant aux coûts que ce dernier aura à assumer relativement à l'utilisation des locaux et d'autres services. Cette annexe peut être modifiée par accord des parties.
3. Le montant de la rémunération relative à la dispensation de cet acte n'est pas sujet, lorsque le plafond trimestriel du médecin est atteint, à la réduction prévue à l'article 18 de l'annexe IX de l'Entente.
4. Cette lettre d'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend effet le 1^{er} décembre 1994. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 7^e jour de juillet 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I (Lettre d'entente n° 57)

Liste des établissements désignés aux fins de la Lettre d'entente n° 57 ayant pour objet des stipulations particulières concernant la rémunération de certains services médicaux reliés à une **interruption volontaire de grossesse** dispensés dans le local de certains organismes privés à but non lucratif.

Région de la Mauricie / Bois-Francs (04)

56001 Centre de santé des femmes de la Mauricie
1700, St-Olivier
Trois-Rivières, Québec G9A 4C7

Région de Montréal-Centre (06)

56002 Centre de santé des femmes de Montréal
16, boul. St-Joseph est
Montréal, Québec H2T 1G8

Région de l'Outaouais (07)

56003 Clinique des femmes de l'Outaouais
44, rue Jeanne-d'Arc
Hull, Québec J8Y 2H2

LE - N° 58

LETTRE D'ENTENTE NO 58

Concernant la rémunération des services médicaux dispensés dans le cadre du dépannage dans les établissements de la région Nord-du-Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les dispositions de l'entente particulière ayant pour objet certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession pour le compte de l'Hôpital Chibougamau Limitée relatives aux services médicaux dispensés dans le cadre du dépannage par le médecin désigné selon les modalités de l'article 30.00 de l'entente générale s'appliquent lorsque ces services sont dispensés dans un établissement de la région Nord-du-Québec.

- C.L.S.C. des Grands Bois
- Centre de santé Isle-Dieu
- Centre de santé Lebel

2. La présente lettre d'entente prend effet le 1^{er} décembre 1995 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

AVIS : *Utiliser les codes d'activité identifiés dans l'entente particulière concernant l'Hôpital Chibougamau Limitée.*

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 59

LETTRE D'ENTENTE NO 59**Concernant la politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine.**

CONSIDÉRANT l'introduction d'enveloppes budgétaires globales prédéterminées devant servir à la rémunération des médecins pendant la durée de l'accord-cadre intervenu en date du 22 janvier 1996;

CONSIDÉRANT le mandat dévolu à la Table de concertation permanente sur la planification des effectifs médicaux et la participation de la Fédération aux travaux de cette Table;

CONSIDÉRANT que la rémunération des nouveaux effectifs médicaux en omnipratique, tels que déterminés en vertu des contingents d'étudiants existant à la date de la signature de la présente lettre d'entente, est assumée à même cette enveloppe budgétaire.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Mettre sur pied un comité permanent composé de représentants du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec ainsi que d'un (1) représentant des régies régionales de la santé et des services sociaux;
2. Ce comité a pour mandat de faire des recommandations au ministre de la Santé et de Services sociaux concernant la politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine, eu égard aux travaux de la Table de concertation;
3. Ces recommandations peuvent porter sur le nombre de postes disponibles et nécessaires pour répondre aux besoins de la population, les besoins en formation des médecins eu égard au surplus ou à la pénurie d'effectifs dans certaines disciplines ou sur toutes autres matières que les membres du comité estiment pertinentes;
4. Les recommandations du comité tiennent compte de l'impact de la politique gouvernementale sur l'enveloppe budgétaire globale prédéterminée à l'accord-cadre. Ces recommandations peuvent également porter sur les modalités de financement des nouveaux effectifs médicaux provenant d'un contingent d'étudiants hors-Québec n'existant pas à la date de la signature des présentes.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 60

LETTRE D'ENTENTE NO 60**Concernant la répartition des effectifs médicaux.**

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de poursuivre les efforts déployés jusqu'à présent en vue d'améliorer la répartition géographique des médecins sur l'ensemble du territoire québécois;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'assurer aux populations des territoires insuffisamment pourvus de professionnels de la santé une plus grande accessibilité à des services médicaux généraux le plus près possible de leur lieu de résidence;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'arrêter certaines mesures permettant l'atteinte de ces objectifs.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Réviser l'ensemble des mesures de répartition existantes prévues par l'Entente afin d'évaluer l'opportunité de les maintenir, les modifier, les remplacer ou les abroger;
2. Examiner l'ensemble des mesures de répartition non prévues par l'Entente aux fins d'en évaluer l'opportunité;
3. Harmoniser les mesures conventionnelles de répartition, soit entre elles, soit par rapport aux mesures non prévues par l'Entente;
4. Formuler toute autre proposition au Ministre en vue d'améliorer l'efficacité du plan de répartition de l'effectif médical comme instrument d'installation et de rétention des médecins.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 61

LETTRE D'ENTENTE NO 61**Concernant l'instauration de nouveaux programmes.**

CONSIDÉRANT que le ministre de la Santé et des Services sociaux a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives à la santé et aux services sociaux;

CONSIDÉRANT que dans l'exercice de ces fonctions, le Ministre a le pouvoir de proposer et de développer de nouveaux programmes;

CONSIDÉRANT l'introduction d'une enveloppe budgétaire globale prédéterminée devant servir à la rémunération des médecins pour la durée de l'accord-cadre intervenu en date du 22 janvier 1996;

CONSIDÉRANT que la rémunération des services rendus par les médecins, dans le cadre des programmes dont l'administration est confiée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, est assumée à même l'enveloppe budgétaire globale prédéterminée.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Discuter de l'impact de tout nouveau programme institué par la loi ou le gouvernement dont l'administration est confiée à la Régie de l'assurance maladie du Québec sur une enveloppe budgétaire globale prédéterminée à l'accord-cadre susmentionné et des mesures à prendre. Ces discussions pourront également porter sur d'autres programmes institués par le Ministre après la signature des présentes, impliquant la participation des médecins et ayant un impact sur une enveloppe budgétaire globale prédéterminée.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N^{os} 62 ET 63**LETTRE D'ENTENTE NO 62****Concernant la modification de l'Accord-cadre intervenu en date du 22 janvier 1996.****CONSIDÉRANT** l'entente de principe devant intervenir entre le gouvernement et le secteur public;**CONSIDÉRANT** la nécessité d'agir avec équité avec l'ensemble des intervenants;**CONSIDÉRANT** la nécessité de modifier l'accord-cadre susmentionné selon les paramètres de l'entente de principe à intervenir dans le secteur public.**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

Apporter les modifications nécessaires à certaines enveloppes budgétaires globales prédéterminées à l'accord-cadre susmentionné aux fins d'y traduire les augmentations de 1 % à intervenir dans le secteur public, respectivement en date des 1^{er} janvier 1997 et 1^{er} janvier 1998. Cette bonification des enveloppes budgétaires aura pour effet de modifier le niveau de celles-ci en conséquence.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 63**Concernant la rémunération des médecins exerçant dans le domaine de la santé publique, incluant le domaine de la santé et de la sécurité au travail.****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

Entreprendre, dès après la conclusion de l'accord-cadre intervenu en date du 22 janvier 1996, des négociations relativement à la rémunération des médecins exerçant leur profession en santé publique, notamment quant au nombre d'heures rémunérées à cette fin sur une base provinciale et régionale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 64

LETTRE D'ENTENTE NO 64

Ayant pour objet la mise en oeuvre de certaines dispositions de l'accord-cadre intervenu en date du 22 janvier 1996.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Dans les meilleurs délais, établir les modalités d'application de la mesure concernant la thérapie psychiatrique de soutien, identifiée au paragraphe e) de l'article 3 de l'accord-cadre du 22 janvier 1996 de façon à ce que ces modalités entrent en vigueur avant le 1^{er} février 1996.
2. Dès le mois de janvier 1996, entreprendre des négociations ayant pour objet le resserrement de règles de facturation (modifications à apporter au préambule des tarifs de l'annexe V de l'Entente) ainsi que l'harmonisation de certains tarifs avec ceux des médecins spécialistes (modification de la nomenclature des actes apparaissant à l'annexe V précitée) afin d'assurer le respect des enveloppes budgétaires des deux premières périodes annuelles couvertes par l'accord-cadre.
3. Les mesures découlant de l'application du paragraphe précédent devront entrer en vigueur avant le 1^{er} avril 1996 et permettre, minimalement, la réalisation d'économies annuelles et récurrentes de l'ordre de 9,6 millions, en prenant en compte les économies découlant du paragraphe 1 des présentes.
4. Dans le but de respecter l'objectif prévu au paragraphe 2, les négociations comportent également l'examen ou la modification de toute autre disposition monétaire.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 22^e jour de janvier 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 65

LETTRE D'ENTENTE NO 65**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Au cours du mois de février 1996, introduire un amendement à l'Entente;
2. Cet amendement comprendra une modification à l'annexe IX prévoyant, limitativement à la période comprise entre le 1^{er} mars 1996 et le 28 février 1997, une réduction du plafond trimestriel de 1 000 \$;
3. Cet amendement comprendra également des modifications à la nomenclature des actes prévoyant :
 - a) quant à la thérapie psychiatrique de soutien, individuelle ou collective, par période de trente (30) minutes, la détermination d'un nouveau tarif en cabinet (30 \$) ainsi qu'en établissement (28,80 \$);
 - b) quant au tarif de l'électrocardiogramme, la détermination de nouveaux tarifs concernant les actes suivants, tel que ci-après indiqué :

(0340)	1,50
(0341)	4,00
(0342)	4,00
(30010)	1,50
(30060)	30,00
(0339)	41,00
(0344)	18,00

4. Cet amendement prévoira que le taux du tarif horaire sera fixé à 57,90 \$ et celui de la vacation à 173,70 \$.
5. Cet amendement prendra effet le 1^{er} mars 1996.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 27^e jour de mai 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N°s 66 ET 67

LETTRE D'ENTENTE NO 66**PAR LA PRÉSENTE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. D'ici le 30 avril 1996, introduire un amendement à l'Entente;
2. Cet amendement comprendra une modification à l'annexe VI prévoyant une récupération de 618 000 \$ pour le mode de rémunération à honoraires fixes;
3. Cette récupération est effectuée dans le but de réduire les coûts générés par l'entente générale convenue entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et le Ministre de la santé et des services sociaux;
4. Cette récupération sera répartie en accordant un congé partiel sans traitement pour chacun des treize (13) congés fériés octroyés dans une année d'application aux médecins rémunérés selon ce mode. Ce congé sans traitement sera égal à 16 % de la valeur de ces jours fériés;
5. Cette diminution ne devra pas avoir pour effet de réduire la valeur du traitement hebdomadaire des avantages sociaux telle que calculée selon les articles 1.12 et 1.24 de l'annexe VI;
6. Ces conséquences pécuniaires ayant aussi pour effet de réduire le service ou le traitement retenu aux fins de l'application du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) une demande d'inscription à l'application du règlement d'application du titre IV.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le dépôt de l'amendement pertinent seront faits par les parties;
7. Cet amendement prendra effet le 1^{er} avril 1996.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 24^e jour de octobre 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 67**PAR LA PRÉSENTE LES PARTIES CONVIENNENT :**

1. D'introduire, lors du prochain amendement à l'Entente, une modification à l'entente particulière relative à la rémunération de la garde effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains centres locaux de services communautaires dans le cadre du réseau de garde intégré en ajoutant, à la liste apparaissant à son annexe, l'établissement suivant :

Région 12 : Chaudière-Appalaches

- CLSC Beauce-Centre - Point de service Beauceville

2. Cette modification prend effet le 18 novembre 1996.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 29^e jour de septembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 68

LETTRE D'ENTENTE NO 68**Ayant pour objet la réouverture des négociations en vue du renouvellement de l'entente générale.****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :**

1. La signature du protocole d'accord intervenue en date du 16 décembre 1997 emporte, pour le Ministre et la Fédération, l'obligation d'examiner et de traiter prioritairement, lors de la réouverture des négociations en vue du renouvellement de l'Entente, des questions suivantes :

- a) la finalisation du dossier des frais de pratique;
- b) la détermination des politiques applicables, à moyen et long termes, en matière de gains d'efficience;
- c) les effets sur l'enveloppe budgétaire globale de l'ajout net d'effectifs médicaux, de l'impact du virage ambulatoire, dont le transfert de certains examens maintenant effectués par les médecins omnipraticiens, de la hiérarchisation des soins, et les rajustements conventionnels alors requis;
- d) l'introduction de nouveaux modes de rémunération;
- e) les conditions de participation des médecins à certains projets-pilote à financement conjoint fédéral-provincial, ainsi que toutes modalités de financement s'y rapportant.

2. La présente lettre d'entente prend effet à la date de sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, ce 16^e jour de décembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 69

LETTRE D'ENTENTE NO 69**Concernant la rationalisation des services médicaux.****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Finaliser le dossier de la rationalisation des services médicaux d'ici le 1^{er} juillet 1997 en convenant, pour fins de modifications réglementaires, de l'identification des services non médicalement requis ainsi que, pour fins conventionnelles, de l'évaluation monétaire s'y rapportant.
2. Réallouer, jusqu'à concurrence de 10 M \$, les économies réalisées aux priorités suivantes :
 - l'actualisation de programmes visant des clientèles prioritaires plus particulièrement en ce qui a trait à la rémunération des soins médicaux à domicile, de la garde en disponibilité assurée pour les bénéficiaires hébergés en soins de longue durée et pour ceux du programme de maintien à domicile ainsi qu'à la rémunération des services dispensés dans le service d'urgence de certains centres hospitaliers. À ces fins, de nouveaux modes de rémunération pourront être considérés;
 - la rémunération de certaines tâches médico-administratives, particulièrement celles reliées à l'organisation régionale des soins médicaux;
 - la correction de certains problèmes reliés à la rémunération différente, particulièrement en ce qui a trait aux communautés en pénurie d'effectifs médicaux et, en régions universitaires, aux centres d'hébergement et de soins de longue durée;
 - après évaluation des parties, le financement des coûts additionnels reliés aux services médicaux dispensés dans le cadre du nouveau programme de dépistage du cancer du sein incluant la rémunération du coordonnateur clinique régional.
3. Les imputations en cause étant effectuées, établir le solde en découlant et, le cas échéant, rajuster l'enveloppe budgétaire globale en conséquence.
4. La présente lettre d'entente prend effet à la date de sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, ce 16^e jour de décembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N^{os} 72 ET 73**LETTRE D'ENTENTE NO 72****Ayant pour objet le programme de départ assisté.****VU** l'article 10 de l'annexe XV de l'Entente, notamment ses paragraphes 10.1 et 10.3.**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

1. Advenant observation d'un dépassement de l'enveloppe monétaire particulière établie selon le paragraphe 10.1 de l'annexe visée aux présentes, convenir alors des mesures à prendre conjointement aux fins d'assurer le financement du montant du dépassement agréé par les parties;

2. Cette lettre d'entente prend effet à la date de sa signature par les parties et demeure en vigueur jusqu'à la date de son abrogation par celles-ci.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, ce 16^e jour de décembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 73**VU** les dispositions apparaissant à la lettre d'entente n^o 69 intervenue entre le Ministre et la Fédération;

ATTENDU la mesure d'économie, la marge de manoeuvre financière et les imputations prévues à ce document conventionnel;

ATTENDU que l'on ne peut exclure, quant à la mise en oeuvre de la mesure d'économie prévue à cette lettre d'entente, la survenance de certains délais, ou leur prolongation;

ATTENDU que ces délais, s'ils se matérialisent ou se prolongent, peuvent avoir pour effet de compromettre temporairement la marge de manoeuvre financière projetée et, également, certaines imputations convenues;

CONSIDÉRANT que, parmi les imputations projetées, certains dossiers requièrent que les parties ont tout intérêt à arrêter, dès à présent, certaines mesures conventionnelles pour en assurer la mise en oeuvre ou le financement, ou les deux.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Quant au financement du dossier de la rémunération dans certains services d'urgence de première ligne et de ceux de la rémunération différente en CHSLD et dans les unités de soins gériatriques des CHSGS, assurer, à compter du 1^{er} avril 1998, le financement des coûts réels engendrés par l'introduction de modifications à ces rémunérations. À ce financement, s'ajoute le paiement des coûts réels, observés pour l'année financière 1997-1998, découlant des modifications en cause;

2. Le financement susmentionné est assuré, pour chaque année financière, par le biais d'un rajustement sur une base forfaitaire de l'enveloppe budgétaire globale. Ce rajustement forfaitaire ne peut, sur base annuelle, excéder 3 M \$. Le rajustement dû pour l'année 1997-1998 s'ajoutera au rajustement calculé pour l'année 1998-1999.

3. Cet engagement financier vaut jusqu'à la mise en application de la lettre d'entente n^o 69;

4. Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} décembre 1997.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 27^e jour de avril 1998.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 74

LETTRE D'ENTENTE NO 74

Ayant pour objet le statut professionnel du docteur Patrice Laflamme dont le numéro de permis émis par le Collège des médecins du Québec est 95-376.

ATTENDU que le docteur Patrice Laflamme est un médecin spécialiste qui a complété sa formation en médecine familiale après avoir obtenu son certificat de spécialiste en santé communautaire;

ATTENDU qu'une attestation du Collège signée par le docteur Joëlle Lescop, secrétaire générale, certifie que le docteur Patrice Laflamme a rempli toutes les conditions nécessaires pour que le Collège des médecins du Québec reconnaisse sa compétence en médecine familiale suite à un programme de formation de deux ans et la réussite à l'examen de médecine familiale en novembre 1997;

CONSIDÉRANT que le docteur Laflamme pratique comme médecin omnipraticien;

CONSIDÉRANT que le docteur Laflamme demande d'adhérer à la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ);

COMPTE TENU que le paragraphe 2.01 de l'Entente prévoit que le Ministre reconnaît la Fédération comme seul et unique organisme représentatif aux fins de négocier, conclure et appliquer toute entente en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie au nom et pour tous les médecins qui ne détiennent pas de certificat de spécialité du Collège des médecins du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Exceptionnellement, malgré le paragraphe 2.01 de l'Entente, le docteur Patrice Laflamme, en autant qu'il exerce en médecine familiale, est considéré membre de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et de ce fait est régi exclusivement par l'entente relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976, telle que modifiée subséquemment, entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et par tout décret du gouvernement visant les médecins omnipraticiens.

2. Cette reconnaissance s'applique exclusivement au docteur Patrice Laflamme. Elle ne peut, d'aucune façon, être interprétée et appliquée à un médecin qui, avant ou après avoir obtenu un certificat en spécialité du Collège des médecins du Québec, a satisfait aux exigences de celui-ci pour exercer en médecine familiale.

3. L'exercice du docteur Patrice Laflamme, en médecine familiale, est révisé annuellement par le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale. Le comité paritaire informe la Régie du résultat de cette révision.

4. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 12 janvier 1998. Elle le demeure jusqu'à ce que le docteur Patrice Laflamme cesse d'exercer en médecine familiale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2e jour de septembre 1999.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 75

LETTRE D'ENTENTE NO 75**Relative à l'entente particulière concernant l'assurance responsabilité professionnelle.**

CONSIDÉRANT l'augmentation importante des primes d'assurance responsabilité professionnelle devant être acquittées par les médecins omnipraticiens pour l'année 1998;

CONSIDÉRANT l'engagement des parties négociantes d'évaluer les effets d'une augmentation significative des primes d'assurance responsabilité professionnelle sur les frais de pratique et d'apporter les ajustements nécessaires.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De façon exceptionnelle, pour l'année 1998, la Régie verse au médecin omnipraticien un montant forfaitaire afin de le compenser de l'augmentation de la prime d'assurance responsabilité professionnelle qu'il doit assumer pour l'année 1998.

Ce montant forfaitaire (MF) est calculé selon les conditions et modalités apparaissant en annexe de la présente lettre d'entente.

2. Le versement de ce montant forfaitaire est accordé au médecin omnipraticien qui, pour la période du 1^{er} avril 1996 au 31 mars 1997, a touché des revenus supérieurs à 36 000 \$. Il est également accordé au médecin omnipraticien qui, pendant l'année 1998, aura touché des revenus supérieurs à 36 000 \$.

3. Le versement de ce montant forfaitaire est effectué par la Régie dans les 45 jours de la réception d'un reçu attestant le paiement de la prime ou d'une partie d'icelle. Il doit être demandé au plus tard le 31 mars 1999.

Un remboursement exigible non acquitté dans le délai prévu pour son paiement porte un intérêt annuel. Cet intérêt correspond au taux d'escompte de la Banque du Canada majoré de 1,5 %; on applique le taux d'intérêt qui a cours au jour du paiement.

Toutefois, le médecin visé par l'entente particulière ayant présenté une demande de remboursement dans les délais prescrits à cette lettre d'entente, reçoit le versement du montant forfaitaire prévu à la présente lettre d'entente sans qu'il ne soit nécessaire de présenter une nouvelle demande.

4. Les montants forfaitaires payés par la Régie ne sont pas comptés dans le calcul du revenu trimestriel et semestriel du médecin visé à l'annexe IX de l'entente générale.

5. Est exclue de l'enveloppe budgétaire globale prédéterminée, la somme des montants forfaitaires versés par la Régie en vertu de la présente lettre d'entente et des montants correspondant à la quote-part remboursée par la Régie pour l'année 1998 en vertu de l'entente particulière de laquelle on déduit les montants correspondant à la quote-part remboursée par la Régie pour l'année 1997 en vertu de l'entente particulière alors applicable.

6. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

*LE - N° 75 - ANNEXE***ANNEXE** (*Lettre d'entente n° 75*)**À la lettre d'entente relative à l'entente particulière concernant l'assurance responsabilité professionnelle.** (*Lettre d'entente n°75*)

Le montant forfaitaire (MF) prévu à l'article I de la lettre d'entente n° 75 relative à l'entente particulière concernant l'assurance responsabilité professionnelle est calculé comme suit :

$$MF = (P98 - P97) - (QP98 - QP97)$$

où P98 correspond à la prime payable par le médecin pour l'année 1998 selon le groupe auquel il appartient;

P97 correspond à la prime payable par le médecin pour l'année 1997 selon le groupe auquel il appartient pour l'année 1998;

QP98 correspond à la quote-part versée par la Régie au médecin pour l'année 1998 selon le groupe auquel il appartient; et

QP97 correspond à la quote-part qui aurait été versée par la Régie au médecin pour l'année 1997 selon le groupe auquel il appartient pour l'année 1998.

Dans tous les cas, le montant forfaitaire doit être calculé en utilisant la prime-témoin, tant pour l'année 1997 que pour l'année 1998, du dernier groupe auquel appartient le médecin omnipraticien.

LE - N° 76

LETTRE D'ENTENTE NO 76

VU les dispositions de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29)*;

ATTENDU la suspension et le report des négociations relatifs à l'accord-cadre ayant pour objet le renouvellement de l'entente générale;

ATTENDU la conclusion d'un protocole d'accord relatif au réseau intégré de soins généraux;

ATTENDU la volonté des parties de reporter à l'automne la reprise des négociations ayant pour objet la conclusion de l'accord-cadre susmentionné;

CONSIDÉRANT la nécessité qu'il y a pour les parties de fixer certains paramètres en conséquence;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. À compter du 15 septembre 1998, reprendre les négociations en vue de la conclusion d'un accord-cadre ayant pour objet le renouvellement de l'entente générale;
2. Disposer des dépassements relatifs aux années 1996-1997 et 1997-1998. Dans cette tâche, les parties doivent tenir compte de l'ajout des nouveaux médecins, des coûts reliés à l'augmentation des frais de pratique du médecin, de l'alourdissement de la tâche du médecin, de l'accroissement du volume de services et des effets de la transformation du réseau;
3. Pour assurer le financement d'un éventuel solde des dépassements décrits à l'article 2 des présentes, prioriser des moyens n'ayant pas pour effet de pénaliser le médecin au niveau de sa rémunération;
4. La mise en oeuvre de la présente lettre d'entente est effectuée dans le cadre du règlement, par accord-cadre, du renouvellement de l'entente générale;
5. La présente lettre d'entente prend effet le 15 septembre 1998.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 19^e jour de février 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 77

LETTRE D'ENTENTE NO 77

Concernant les modalités de rémunération majorée relatives aux services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Pour la période du 1^{er} septembre 1998 au 31 août 1999 :

1.1 À l'exception des CLSC du réseau de garde intégré lorsque le médecin y est rémunéré selon le mode de l'acte, en cabinet privé et en CLSC, de majorer de 10 % la rémunération selon le tarif de base pour les services médicaux dispensés sur place, les samedi, dimanche et jour férié.

AVIS : - Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire

- CLSC du réseau de garde intégré (**service d'urgence**) :

Pour la période de 24 h à 8 h, utiliser le secteur de dispensation **12** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : XXX015, XXX030, XXX063, XXX098 et 072103(*);

- **tarif horaire** : XXX015, XXX030, XXX063, XXX071 et selon le cas, XXX084, XXX085, XXX098 et 072103(*).

- CLSC du réseau de garde intégré (**en dehors du service d'urgence**) et les autres CLSC, utiliser le secteur de dispensation **14** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : XXX015, XXX030, XXX063, XXX098 et 072103(*);

- **tarif horaire** : XXX015, XXX030, XXX040, XXX063, XXX071 et selon le cas, XXX084, XXX085, XXX098 et 072103(*).

- Les heures d'activités donnant droit à la majoration sont les heures réelles consacrées à celles-ci.

- Le médecin qui détient un contrat en CLSC et qui dispense des services en CH en vertu d'une nomination spécifique, doit se conformer à ces instructions de facturation et, ajouter pour les services alors rendus en CH, les précisions suivantes dans la partie RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES : le numéro de l'établissement (du CH) et les activités visées.

- Le médecin, rémunéré à honoraires fixes, qui, en fonction d'une nomination spécifique, dispense des services dans un CHSGS visé par l'entente particulière « Malades admis en CHSGS », doit se conformer aux instructions énoncées à cette entente particulière.

- Rémunération à l'acte

- Inscrire dans la section ACTES le modificateur 046 pour chacun des services facturés (Y compris examens, visites). Dans la case ÉTABLISSEMENT, le code de localité (6XXXX) ou de CLSC (9XXX2) ou (8XXX5) et inscrire les honoraires demandés en y incluant la majoration de 10 %.

(*) (072103 : **activités cliniques en GMF**) : Les professionnels qui se retrouvent dans cette situation et qui participent à un groupe de médecine de famille (GMF) doivent utiliser ce code d'activité.

Cette majoration s'applique également dans une unité de médecine familiale d'un CHSGS qui est désignée à un réseau de garde élaboré par la régie régionale.

AVIS : - Les unités de médecine familiale désignées sont les suivantes :

- 02063 : Hôpital Laval

- 02103 : CHUQ, Pavillon Saint-François d'Assise

- 02033 : Pavillon Enfant-Jésus

- Rémunération à l'acte :

- inscrire le modificateur 101 pour chacun des services facturés ou le MOD multiple 227 si les MOD 094 et 101 sont utilisés simultanément;

- inscrire le code d'une des unités de médecine familiale désignées dans la case ÉTABLISSEMENT;

- inscrire les honoraires demandés en y incluant la majoration de 10 %;

- Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :

pour les installations (établissements) désignées :

- Utiliser le secteur de dispensation **16** et les codes d'activités suivants :

- honoraires fixes : XXX030;

- tarif horaire : XXX030;

À cette fin le Ministère, avec l'assentiment de la Fédération, transmet à la Régie, la liste des unités visées.

Cette majoration à l'exception des services dispensés de 0 h 00 à 8 h 00, s'applique également pour les activités rémunérées en vertu de l'entente particulière relative à l'assurance maladie concernant le système préhospitalier d'urgence de la région de Montréal-Centre et de Laval entre le Ministre de la santé et des services sociaux, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et La Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal-Métropolitain.

1.2 Cette majoration s'applique sur la rémunération à l'acte à l'exclusion de la rémunération versée en vertu de l'alinéa b) du sous-paragraphe 1.4 du préambule général de l'annexe V de l'Entente quant à la période de 0 h 00 à 8 h 00 et à l'exclusion des suppléments accordés à titre de frais compensatoires en vertu du sous-paragraphe 2.4.7.7 du préambule général de cette même annexe;

Sont considérés comme jours fériés les jours identifiés au sous-paragraphe 2.4.7.6 du préambule général à l'annexe V « Tarif des actes médicaux ». Toutefois, pour le médecin qui exerce en CLSC, les congés fériés et la date où ils sont chômés sont les mêmes que ceux déterminés pour le personnel professionnel de l'établissement.

1.3 Cette majoration s'applique également sur la rémunération à honoraires fixes selon les dispositions de l'article 15.05 a) de l'entente générale et sur la rémunération à tarif horaire selon les dispositions de l'article 3.00 de la section II de l'annexe XIV;

2. Dès le 1^{er} septembre 1998;

- de former un comité paritaire afin de définir, avec l'accord des parties, les critères d'admissibilité aux modalités de rémunération majorée relatives aux centres de consultations sans rendez-vous et de préciser les modalités de désignation de ces centres;
- de former, en collaboration avec les médecins omnipraticiens siégeant sur les commissions médicales régionales, des comités régionaux responsables de l'identification, dans chaque région, des centres de services de consultation sans rendez-vous et de faire aux parties toute recommandation appropriée. Avec l'implantation des départements régionaux de médecine générale, le comité de direction remplacera les médecins omnipraticiens siégeant sur les commissions médicales régionales au sein des comités régionaux;

3. Pour une application à partir du 1^{er} septembre 1999, de désigner les centres de consultations sans rendez-vous admissibles aux modalités de rémunération suivantes;

AVIS : voir les lettres d'entente n° 95 et n° 103

La rémunération pour des services dispensés en cabinet et en CLSC les samedi, dimanche et journée fériée est majorée de 10 % quel que soit le mode de rémunération selon les dispositions prévues à l'article 1 de la présente lettre d'entente;

- le bénéfice des dispositions régissant la garde sur place effectuée par un médecin rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire est accordé.

À l'exception des établissements visés par le paragraphe 2.2.9B du Préambule général de l'annexe V de l'Entente, ces modalités de rémunération pourraient également être applicables dans un service d'urgence d'un CH ou dans tout autre centre situé dans un territoire désigné selon l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie et dépourvu d'un centre de services de consultations sans rendez-vous, lorsqu'il est désigné par un comité régional tel que ci-après mentionné, avec l'accord du comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale.

4. De façon transitoire, avec l'accord des parties, en collaboration avec la régie régionale concernée, les dispositions régissant une désignation, au sens de l'article 3, peuvent, à titre exceptionnel, recevoir application avant le 1^{er} septembre 1999. À la même condition, il en est ainsi de l'octroi des bénéfices reliés à la garde sur place qui y serait effectuée par un médecin selon le mode des honoraires fixes ou, selon le cas, celui du tarif horaire.

AVIS : **A) Liste des établissements désignés (1^{er} juillet 2000) :**

Région 01 : Bas-Saint-Laurent

- Centre mitissien de santé et de services communautaires:
- 04967 : Hôpital de Mont-Joli

Région 06 : Montréal-Centre (1^{er} janvier 2001)

- 07747 : Pavillon Albert-Prévost (Hôpital du Sacré- coeur)
- 00877 : Hôpital Louis-H. Lafontaine
- 00697 : Hôpital Douglas

Région 09 : Côte-Nord

- 02607 : Centre de santé de la Basse Côte-Nord
- 07797 : Centre de santé de l'Hématite
- 02637 : Centre de santé de la Minganie
- 95272 : CLSC Naskapi

Région 10 : Nord-du-Québec

- Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James :
- 01617 : Point de service de Matagami
- 01577 : Point de service de Lebel-sur-Quevillon
- 07557 : Point de service Radisson
- 02537 : Point de service de Chibougamau

Région 11 : Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine

- 03267 : Centre hospitalier de l'Archipel

Région 17 : Nunavik

- 01607 : Centre de santé Tulattavik de l'Ungava
- 07527 : Centre de santé Inuulitsivik

Région 18 : Terres-Cries-de-la-Baie-James

- 01627 : Conseil Cri de santé et de services sociaux de la Baie-James

B) Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :

Pour les installations (établissements) désignées et mentionnées ci-dessus :

- Utiliser le secteur de dispensation 17.
- Les activités donnant droit à cette majoration sont codées comme suit :
 - **honoraires fixes** : XXX030, XXX063 et XXX098
 - **tarif horaire** : - 0090XX excluant 009081 et 009094,
 - XXX030, XXX063, XXX071 et,
 - XXX084 , XXX085 et XXX098, selon le cas.

5. Une seconde majoration de 10 % selon les modalités prévues au paragraphe 1.3 de la présente lettre d'entente applicable sur le tarif de base pour des services dispensés de 8h00 à 24h00 le samedi, dimanche ou journée fériée dans le service d'urgence des établissements suivants :

- a) les CLSC du réseau de garde intégrée lorsque les médecins sont rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire;

AVIS : - Les heures d'activités donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci; pour obtenir ces majorations, le professionnel doit utiliser **une seule plage horaire à la fois par ligne**.

- Utiliser le secteur de dispensation **12** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : XXX015, XXX030, XXX063, XXX098 et **072103**;

- **tarif horaire** : 009XXX, XXX015, XXX030, XXX063, XXX071 et, selon le cas, XXX084, XXX085, XXX098 et **072103**.

NOTE : - Les professionnels des CLSC du réseau de garde intégré qui, en plus de cette situation, participent à un groupe de médecine de famille doivent utiliser ce code d'activité (**072103** : activités cliniques en GMF).

- Pour la période de 24 h à 8 h, utiliser aussi le secteur de dispensation 12; considérer que pour cette période, une seule majoration s'applique.

- b) La Corporation d'Urgences-santé;

AVIS : - Les heures d'activités donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci; pour obtenir ces majorations, le professionnel doit utiliser **une seule plage horaire à la fois par ligne**.

- Utiliser le secteur de dispensation **12** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : 010015, 010038, 010042, 010063, 010075 et 010098;

- **tarif horaire** : 010015, 010038, 010042, 010044, 010063, 010071, 010075, 010098.

NOTE : Les professionnels à **honoraires fixes et à tarif horaire** doivent refacturer pour bénéficier des majorations.

- c) les centres hospitaliers de soins psychiatriques suivants :

Région 06 – Montréal-Centre

- Hôpital du Sacré-Cœur, Pavillon Albert Prévost
- Hôpital Louis-H. Lafontaine
- Hôpital Douglas

AVIS : - Les heures d'activités donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci; pour obtenir ces majorations, le professionnel doit utiliser **une seule plage horaire à la fois par ligne**.

- Utiliser le secteur de dispensation **17** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : XXX015, XXX030, XXX063 et XXX098;

- **tarif horaire** : 009XXX, XXX015, XXX030, XXX063, XXX071, XXX098.

- d) les établissements des régions éloignées ou isolées suivants :

Région 09 – Côte-Nord

- CLSC Naskapi
- Centre de Santé de la Basse-Côte-Nord⁽¹⁾
- Centre de Santé de l'Hématite
- Centre de Santé de la Minganie

Région 10 – Nord-du-Québec

- Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James, Point de service de Matagami, Lebel-sur-Quevillon, Radisson, Chibougamau

Région 11 – Gaspésie Iles-de-la-Madeleine

- Centre hospitalier de l'Archipel

Région 17 – Nunavik

- Centre de santé Tulattavik de l'Ungava⁽¹⁾
- Centre de santé Inuulitsivik⁽¹⁾

Région 18 – Terres-Cries-de-la-Baie-James

- Conseil Cri de la Santé et des Services sociaux de la Baie-James⁽¹⁾

AVIS : - Les heures d'activités donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci; pour obtenir ces majorations, le professionnel doit utiliser **une seule plage horaire à la fois par ligne**.

- Utiliser le secteur de dispensation **17** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : - XXX015, XXX030, XXX063 et XXX098;
- **tarif horaire** : - 09XXX excluant 009081 et 009094;
- XXX015, XXX030, XXX063, XXX071 et,
- XXX084, XXX085 et XXX098, selon le cas;

- **per diem** : - 009XXX **excluant** celui de l'E.P. visant les régions 17 - 18 et le CS de la Basse Côte-Nord.

6. Est également accordé un supplément de 50 \$ pour les services dispensés de 20 h à 24 h du lundi au vendredi, à l'exception des journées fériées, aux médecins qui exercent dans les CLSC du réseau de garde intégré et qui sont rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire ainsi qu'aux médecins exerçant dans les services d'urgence des centres hospitaliers de soins psychiatriques apparaissant au paragraphe 5c) ci-dessus.

AVIS : *Inscrire sur une demande de paiement n° 1200, les données suivantes :*

- la date et le code d'acte **09791**;
- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'établissement correspondant au service d'urgence (0XXX7) d'un CH de soins psychiatriques visé ou d'un CLSC du réseau de garde intégré (9XXX2) ou (8XXX5);
- le nombre d'heures dans la case UNITÉS;
- les honoraires (soumis à la rémunération différente).

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

7. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 19^e jour de février 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

(1) : Pour ces établissements, seuls les médecins ayant des droits acquis à honoraires fixes sont visés par la Lettre d'entente n° 77 (cf : E.P. régions 17 - 18 et CS Basse Côte-Nord)

LETTRE D'ENTENTE NO 79**Concernant les travailleurs victimes de lésion professionnelle au dos.**

ATTENDU QUE la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* confie au médecin qui a charge du travailleur la détermination du diagnostic, de la date ou de la période de consolidation de la lésion, de la nature, de la nécessité, de la suffisance ou de la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits, de l'existence ou du pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur ou de l'existence ou de l'évaluation des limitations fonctionnelles du travailleur;

ATTENDU QUE les médecins omnipraticiens sont, de façon générale, les premiers à dispenser des services professionnels aux travailleurs victimes de lésion professionnelle, particulièrement à ceux victimes de lésion professionnelle au dos, et à assumer le suivi médical requis;

ATTENDU QUE la Commission de la santé et de la sécurité du travail a l'obligation d'assurer au travailleur victime de lésion professionnelle l'assistance médicale que requiert son état, tout en poursuivant l'objectif de maintenir le lien d'emploi de ce travailleur;

ATTENDU QUE la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec partagent l'objectif de permettre au travailleur victime de lésion professionnelle au dos le plus prompt et durable retour au travail de celui-ci;

ATTENDU QUE la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec croient que des mesures d'efficience pourraient être définies aux fins de cet objectif de prompt et durable retour au travail des travailleurs victimes de lésion professionnelle au dos;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec créent, relativement aux lésions professionnelles au dos, un comité technique chargé :

- a) de cerner l'état de la situation actuelle en matière de lésions professionnelles au dos;
- b) de dégager, à partir de statistiques disponibles, par l'étude de dossiers de la Commission ou par un relevé d'études existantes, les composantes du traitement d'une lésion professionnelle au dos;
- c) d'identifier, parmi ces composantes, celles relevant de la compétence des médecins et celles propres aux intervenants de la Commission;
- d) d'arrêter des mesures d'intervention spécifiques aux médecins omnipraticiens et aux intervenants de la Commission;
- e) de préparer, selon les pratiques médicales reconnues et sur la base de la situation actuelle, un guide relatif au traitement des lésions professionnelles au dos;
- f) de préciser les moyens de diffusion et de soutien aux médecins omnipraticiens de ce guide;
- g) de définir des indicateurs permettant d'évaluer l'évolution de la situation;
- h) de déterminer les moyens et les outils nécessaires à cette évaluation;
- i) de proposer des mesures de bonification, de nature forfaitaire, de la tarification des services médico-administratifs.

2. Le comité technique devra, dans les six mois suivant la signature de la présente lettre d'entente, déposer son rapport conformément au mandat confié.

3. Le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec verront, selon les termes du rapport soumis, à préciser les modalités de son application.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 19^e jour de février 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

TREFFLÉ LACOMBE
Président du conseil d'administration
et chef de la direction- CSST

LE - N° 81

LETTRE D'ENTENTE NO 81

Ayant pour objet des mesures de compensation pour certains délais de mise en application de l'entente particulière relative à la rémunération de la garde en disponibilité effectuée auprès d'un centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) exploité par un établissement ou dans le cadre du programme de maintien à domicile d'un CLSC.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Dans le cas où une garde en disponibilité ne rencontre pas les critères prévus à l'entente relative à la rémunération de la garde en disponibilité, une compensation équivalente aux modalités de rémunération prévues à cette entente sera accordée à tout médecin qui assure une telle garde en disponibilité auprès d'un CHSLD ou dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC si les conditions suivantes sont rencontrées :

- la garde est assurée pour l'ensemble de la semaine au 1^{er} septembre 1998;
- la régie régionale doit avoir été saisie de la demande de compensation faite conjointement par l'établissement et le médecin responsable;
- l'établissement et le médecin responsable doivent avoir amorcé une démarche auprès des autres établissements avec lesquels il est susceptible de se regrouper;
- le ou les médecin(s) de l'établissement accepte(nt) de participer à une garde regroupée.

2. Cette compensation est accordée pour une période de trois mois allant du 1^{er} septembre au 30 novembre 1998 selon des modalités déterminées par le comité paritaire à l'article 32.00 de l'entente générale.

3. L'établissement, conjointement avec le chef du département clinique, le chef du service médical ou le médecin responsable, adressent la demande de compensation au bénéfice des médecins concernés au comité paritaire. Le comité paritaire analyse la demande à la lumière des conditions énoncées à l'article I des présentes et, s'il y a lieu, l'autorise et en informe la Régie de l'assurance maladie.

4. L'impact financier réel de cette mesure exceptionnelle est évalué après l'année d'application de l'entente relative à la rémunération de la garde en disponibilité. S'il advenait que l'application de la présente lettre d'entente provoque un dépassement du montant de 6,1M \$ alloué à la prise d'effet de ladite entente particulière, les modalités de financement des coûts supplémentaires seront alors convenues par les parties.

5. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} novembre 1998 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 83

LETTRE D'ENTENTE NO 83

Ayant pour objet, en certains établissements, l'octroi de certaines mesures conventionnelles de rétention et de recrutement.

VU l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chap. c.29);

ATTENDU les difficultés de recrutement du Centre hospitalier Jonquière, du Complexe hospitalier de la Sagamie, du CH, CHSLD, CLSC Cléophas-Claveau (Hôpital de la Baie des Ha! Ha! et point de services de l'Anse Saint-Jean) et du CLSC et CHSLD de la MRC de l'Islet pour son point de services de Saint-Pamphile et la charge accrue des médecins qui y exercent;

ATTENDU la pénurie sévère d'effectifs médicaux au Centre hospitalier Jonquière et la transformation du réseau d'accessibilité aux soins de santé qui concerne de façon majeure cet établissement;

CONSIDÉRANT que les parties reconnaissent qu'il y a urgence de convenir et de mettre en place, dans les meilleurs délais, certaines mesures conventionnelles susceptibles de répondre aux exigences des situations ci-haut décrites :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Conditions d'admissibilité

Est admissible aux fins des présentes, le médecin qui répond aux exigences suivantes :

- a) en date du 1^{er} novembre 1998, il exerce principalement sa profession dans le territoire de régie régionale où est situé un centre exploité par un établissement visé aux présentes;
- b) il est détenteur d'une nomination d'un établissement susmentionné.

2. Exemption partielle du plafond trimestriel

Dès que le revenu brut d'un médecin visé aux présentes, pour les services médicaux fournis dans un trimestre donné, atteint le plafond fixé pour ce trimestre, les honoraires qui lui sont payables pour les services médicaux dispensés, pour le compte d'un établissement visé aux présentes, dans un centre désigné en annexe ci-jointe, ne sont pas assujettis à la réduction prévue au paragraphe 5.4 de l'annexe IX de l'Entente.

Le présent article ne s'applique qu'à la période comprise entre le 1^{er} décembre 1998 et le 30 novembre 1999. Il bénéficie au médecin qui, pendant cette période ou partie de celle-ci, exerce sa profession dans un centre visé au présent article.

3. Forfait compensatoire (CH Jonquière)

Le médecin qui, en date du 7 novembre 1998, exerce avec statut de membre actif sa profession au Centre hospitalier de Jonquière bénéficie et remplit les conditions apparaissant ci-après, bénéficie, à compter de cette date, d'un forfait de dix mille dollars (10 000,00 \$). Ce montant lui est versé à la fin de l'année couverte par le forfait.

Ce forfait compensatoire est renouvelable pour une période additionnelle d'un (1) an et est payable au médecin à la fin de la période annuelle de renouvellement de son forfait. Ce renouvellement est toutefois conditionnel à ce que le Centre hospitalier de Jonquière et le Complexe de santé de la Sagamie conviennent avant le 7 novembre 1999, d'un plan d'intégration clinique. Une fois ce plan approuvé par la Ministre, le renouvellement du forfait compensatoire devient effectif et cela, à partir du 7 novembre 1999.

Le médecin qui entend bénéficier des dispositions du paragraphe 1 du présent article doit s'engager à exercer sa profession, à compter du 7 novembre 1998, de façon régulière et continue, pendant une période minimale d'un (1) an. Pareil engagement vaut également pendant la période annuelle couverte par le renouvellement du forfait compensatoire.

Lorsque le médecin doit, pour cause de maladie ou de congé de maternité, suspendre provisoirement l'exercice de sa profession pour une période supérieure à trente (30) jours, le montant du forfait de ce médecin est, tout en respectant la durée de la franchise précitée, réduit en fonction de la durée de son absence.

4. Incidences financières

Les coûts découlant de l'application de l'article 2 de cette lettre d'entente font l'objet d'une évaluation par les parties lors de la vérification finale du coût de la rémunération versée aux médecins en application de l'annexe IX de l'Entente. Les coûts ainsi établis sont exclus de tout dépassement de l'enveloppe budgétaire prédéterminée prévue à cette même annexe.

Les montants versés aux médecins en vertu de l'article 3 des présentes ne sont pas assujettis aux dispositions de l'annexe IX de l'Entente.

5. Prise d'effet et durée

Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} décembre 1998 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 85

LETTRE D'ENTENTE NO 85

Ayant pour objet des stipulations particulières concernant la rémunération de certains services médicaux reliés à une interruption volontaire de grossesse dispensés dans la Clinique médicale Fémina.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Est visé aux fins des présentes un acte médical qui, relié à un avortement thérapeutique à partir de 14 semaines, est identifié, à la nomenclature des actes apparaissant à l'annexe V de l'Entente, sous l'un des codes suivants : 6941, 6947, 6948, 6949 et 6951.
2. Pour la période allant du 1^{er} juin 1998 au 30 novembre 1998, la rémunération des actes énumérés au point 1 des présentes, lorsque dispensés à la Clinique médicale Fémina sur référence de la Régie régionale de Montréal-Centre, n'est pas sujette à l'application du plafond semestriel prévu à l'annexe IX de l'Entente. Il en est de même pour le trimestre s'échelonnant du 1^{er} septembre 1998 au 28 février 1999.
3. Les services visés au point 1 des présentes ne sont alors assujettis à aucune coupure ou réduction.
4. Cette mesure s'applique une fois les plafonds atteints par le médecin.
5. Le médecin informe la Régie de l'assurance maladie du Québec des services visés par la présente lettre d'entente en lui transmettant à nouveau les informations apparaissant sur les demandes de paiement qui auraient fait l'objet d'une réduction ou d'une coupure et qui ont déjà été expédiées. La régie régionale de Montréal-Centre confirme à la Régie les références visées par les présentes.
6. Les coûts découlant de l'application de la présente lettre d'entente font l'objet d'une évaluation par les parties lors de la vérification finale du coût de la rémunération versée aux médecins en application de l'annexe IX de l'Entente. Ces coûts ainsi établis sont exclus de tout dépassement de l'enveloppe budgétaire prédéterminée prévue à cette même annexe.
7. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} décembre 1998 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale

AVIS : Voir la Lettre d'entente n° 96.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 87

LETTRE D'ENTENTE NO 87

Concernant la garde aux points de services de Grande-Vallée et de Murdochville du CLSC Mer et Montagnes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Toutes les conditions de rémunération prévues par l'entente générale et par l'entente particulière relative à la rémunération de la garde effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains centres locaux de services communautaires dans le cadre du réseau de garde intégré s'appliquent, sauf en ce qui a trait à la rémunération de la garde en disponibilité.

2. La garde en disponibilité est rémunérée, sur une base horaire, à la moitié du taux horaire normal applicable pour le médecin rémunéré selon le mode des honoraires fixes et, sous réserve du paragraphe suivant, à la moitié du taux horaire pour le médecin rémunéré selon le mode du tarif horaire.

AVIS : Veuillez utiliser le code d'activité 002081.

3. Malgré le paragraphe 5.04 de l'annexe XIV de l'Entente, les modificateurs inscrits sous la colonne 3 du paragraphe 5.01 s'appliquent à la rémunération de la garde en disponibilité.

4. Pour chacun des points de services visés, la rémunération de la garde en disponibilité prévue par la présente lettre d'entente n'est payable, pour une même période et pour un même service d'urgence, qu'à un seul médecin et à la condition qu'aucun médecin n'assure de présence au CLSC pour la période concernée.

5. Les heures de présence-médecin au CLSC sont maintenues à un minimum de 59 heures par semaine.

6. La présente lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 39. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 92

LETTRE D'ENTENTE NO 92**Concernant la détermination de certains paramètres financiers.**

VU les dispositions de l'Amendement n° 67 à l'entente générale intervenu entre la Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 2 septembre 1999;

VU également les dispositions du Protocole d'accord relatif à l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou d'un CLSC du réseau de garde intégré intervenu en date du 2 septembre 1999;

ATTENDU la nécessité qu'il y a de pourvoir au financement, sur base récurrente, des coûts additionnels découlant de ces textes conventionnels;

CONSIDÉRANT l'importance qu'il y a, pour les parties, de fixer certains paramètres en conséquence.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les coûts annuels récurrents découlant de la mise en oeuvre du Protocole d'accord visé aux présentes sont, quant à leur financement, pris en compte lors de l'affectation de la marge financière dégagée aux fins du renouvellement de l'Entente, dans le cadre des paramètres gouvernementaux applicables aux secteurs public et parapublic. Le tiers (1/3) de cette marge de manoeuvre sera, jusqu'à concurrence de 10 M \$, affectée au financement des mesures convenues aux termes de ce protocole;
2. Les coûts découlant de la mise en oeuvre de l'Amendement n° 67 susmentionné font l'objet d'une évaluation par les parties lors de la vérification finale du coût de la rémunération versée au médecin en application de l'annexe IX de l'Entente. Sur base annuelle, les coûts ainsi établis et, le cas échéant, les coûts en excédent du 10 M \$ prévus à l'article précédent, sont exclus, jusqu'à concurrence de 7,2 M \$, de tout dépassement d'une enveloppe budgétaire prédéterminée prévue à cette annexe;
3. L'impact des modifications apportées par l'Amendement n° 67 et par le Protocole d'accord visé aux présentes devra faire l'objet d'une évaluation par les parties en regard des objectifs poursuivis à savoir l'augmentation de la disponibilité des services médicaux dans les secteurs visés et quant aux coûts entraînés par ces modifications. En cas de non-atteinte des résultats attendus ou d'un dépassement du montant prévu à l'article 2, les parties conviendront alors des mesures à prendre et, dans cet exercice, elles tiendront compte des exigences que comporte une organisation adéquate de la dispensation des soins médicaux;
4. La présente lettre d'entente prend effet à la date de sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 93

LETTRE D'ENTENTE NO 93

Concernant le financement des coûts additionnels découlant de certains accords et ententes relativement au dépannage et au retour de médecins retraités.

COMPTE TENU des modifications introduites par des accords concernant les modalités de rémunération du dépannage;

COMPTE TENU du retour en pratique active de médecins qui se sont prévalus du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les coûts additionnels découlant de l'application de certaines mesures convenues par les parties depuis le 15 mars 1999 relativement au mécanisme du dépannage, notamment par les Accords nos 303 à 307 inclusivement, 309, 310, 318, 319, 320 et 323, tels qu'évalués par les parties, seront pris en compte lors de la détermination des enveloppes budgétaires globales applicables à compter du 1^{er} avril 1998. Il en est de même des coûts reliés à l'application de la lettre d'entente concernant le retour en pratique de médecins s'étant prévalus du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté.

2. La présente lettre d'entente prend effet à la date de sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 94

LETTRE D'ENTENTE NO 94

Concernant le retour en pratique du médecin adhérent aux programmes d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté.

PRÉAMBULE

La présente lettre d'entente est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente lettre d'entente a pour objet, malgré les dispositions de l'annexe XV de l'entente générale, de permettre au médecin adhérent aux programmes d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté de dispenser des services assurés auprès de patients dans le cadre de solutions palliatives au problème de pénurie d'effectifs, pour une période limitée et dans ou auprès d'établissements désignés par les parties.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

3.01 Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un centre local de services communautaires (CLSC) et exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique;
- d) Les services professionnels dispensés dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale.
- e) Les services professionnels dispensés dans le cadre de l'entente particulière relative à la rémunération de la prestation des services professionnels effectués par un médecin, dans certains établissements offrant un programme en toxicomanie.

4.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES**4.01 Engagement du médecin**

Le médecin s'engage à respecter les dispositions de la présente lettre d'entente et à n'exercer que dans un ou dans des établissements désignés. Il doit obtenir une nomination de cet ou de ces établissements conformément à la Loi sur les services de santé et sur les services sociaux et en respecter les obligations.

Le médecin doit compléter le contrat de retour en pratique prescrit par le comité paritaire.

Le contrat d'engagement complété par le médecin revenu en pratique avant le 15 septembre 1999 est remplacé par le contrat de retour en pratique. Ce médecin doit compléter le contrat de retour en pratique.

4.02 Mode de rémunération

Sauf exception autorisée par le comité paritaire prévu à l'article 5.00 des présentes, le médecin est rémunéré exclusivement à tarif horaire **pour la période allant du 6 mai 1999 au 11 septembre 1999 inclusivement**.

À partir du 12 septembre 1999 sauf exception autorisée par le comité paritaire, le médecin est rémunéré selon les dispositions de l'entente générale ou, le cas échéant, selon les dispositions de tout autre document conventionnel s'appliquant dans l'établissement où il exerce.

Le médecin dont la date de retour en pratique se situe avant le 12 septembre 1999 et qui est rémunéré selon le mode du tarif horaire dans un établissement où le mode de rémunération est celui de l'acte, maintient son mode de rémunération jusqu'au 26 septembre 1999. Il peut également opter pour le maintien de ce mode de rémunération pour toute la durée de son retour en pratique dans l'établissement. Il doit, alors en aviser le comité paritaire avant le 5 octobre 1999.

4.03 Versement de l'allocation

Le médecin signifie, par la voie du contrat de retour en pratique, s'il opte ou non pour la suspension et le report des versements de son allocation de fin de carrière ou de départ assisté à la suite de sa période d'étalement déjà convenue.

Une période de suspension et de report n'entre pas dans le calcul d'une période de versements d'allocations aux fins de l'application de l'annexe XV.

Cette option vaut pour toute la durée de la présente lettre d'entente sauf modification autorisée par le comité paritaire et sauf si le médecin ayant opté pour la suspension et le report de son allocation cesse de pratiquer avant la fin de la présente entente. Dans ce dernier cas, le médecin en avise, alors, par écrit, le comité paritaire.

5.00 COMITÉ PARITAIRE

5.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable de l'administration de la présente lettre d'entente.

5.02 Aux fins de l'application du paragraphe 5.01, le comité paritaire a notamment pour fonctions :

- a) de désigner les établissements visés au paragraphe 1.01 en retenant comme premier critère une pénurie d'effectifs prévalant dans le secteur en cause et d'en informer la Régie;
- b) de définir le contrat de retour en pratique, de le faire compléter au médecin et d'en transmettre copie à la Régie;
- c) d'informer la Régie de la modification de l'option exercée en vertu du paragraphe 4.03.

6.00 ÉTABLISSEMENT

6.01 L'établissement désigné accorde une nomination au médecin qui se prévaut des dispositions de la présente lettre d'entente selon les dispositions prévues à la Loi sur les services de santé et sur les services sociaux. Il suit également les procédures régulières pour qu'en soit avisée la Régie.

7.00 DURÉE ET MISE EN VIGUEUR

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 6 mai 1999 et le demeure jusqu'au 6 mai 2000.

7.02 La présente lettre d'entente est reconduite jusqu'au 31 décembre 2001.

AVIS : *La présente lettre d'entente est reconduite jusqu'au renouvellement de l'entente générale (Amend. n° 78)*

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 95

LETTRE D'ENTENTE NO 95

Concernant les modalités de rémunération majorée relatives aux services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée.

CONSIDÉRANT les négociations en cours;

CONSIDÉRANT les responsabilités qu'assumeront les département régionaux de médecine générale (DRMG);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Malgré l'article 3. de la lettre d'entente n° 77 du 19 février 1999, les règles d'application de ladite lettre d'entente prévalant à ce jour se poursuivent jusqu'au 1^{er} septembre 2000.

2. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 22 juin 1999 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 96

LETTRE D'ENTENTE NO 96

Ayant pour objet des stipulations particulières concernant la rémunération de certains services médicaux reliés à une interruption volontaire de grossesse dispensés dans la Clinique médicale Fémina.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Est visé aux fins des présentes un acte médical qui, relié à un avortement thérapeutique à partir de 14 semaines, est identifié, à la nomenclature des actes apparaissant à l'annexe V de l'Entente, sous l'un des codes suivants : 6941, 6947, 6948, 6949 et 6951.
2. Pour la période allant du 1^{er} décembre 1998 au 31 août 1999, la rémunération des actes énumérés au point 1 des présentes, lorsque dispensés à la Clinique médicale Fémina sur référence de la Régie régionale de Montréal-Centre, n'est pas sujette à l'application des plafonds trimestriels prévus à l'annexe IX de l'Entente.
3. Les services visés au point 1 des présentes ne sont alors assujettis à aucune coupure ou réduction.
4. Cette mesure s'applique une fois les plafonds atteints par le médecin.
5. Le médecin informe la Régie de l'assurance maladie du Québec des services visés par la présente lettre d'entente en lui transmettant à nouveau les informations apparaissant sur les demandes de paiement qui auraient fait l'objet d'une réduction ou d'une coupure et qui ont déjà été expédiées. La régie régionale de Montréal-Centre confirme à la Régie les références visées par les présentes.
6. Les coûts découlant de l'application de la présente lettre d'entente font l'objet d'une évaluation par les parties lors de la vérification finale du coût de la rémunération versée aux médecins en application de l'annexe IX de l'Entente. Ces coûts ainsi établis sont exclus de tout dépassement de l'enveloppe budgétaire prédéterminée prévue à cette même annexe.
7. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 22 juin 1998 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 97

LETTRE D'ENTENTE NO 97**Relative aux régimes d'assurance prévus à l'annexe VI de l'entente générale.**

CONSIDÉRANT les négociations en cours concernant le mode de rémunération à honoraires fixes;

CONSIDÉRANT que ces négociations incluent la révision des avantages sociaux prévus à l'annexe VI de l'entente générale;

CONSIDÉRANT que les garanties prévues aux régimes d'assurance font l'objet d'une évaluation globale aux fins d'établir les coûts réels que la Régie doit assumer en vertu des paragraphes 6.23, 6.24 et 6.25 de l'annexe VI;

ATTENDU que le comité paritaire prévu au paragraphe 6.07 de l'annexe VI a révisé les régimes d'assurance complémentaires obligatoires relativement à l'assurance vie et à l'assurance invalidité, dans le processus du renouvellement des assurances assumées par la SSQ-Vie;

ATTENDU que cette révision implique des modifications aux garanties prévues à l'annexe VI;

COMPTE TENU que ces modifications doivent s'appliquer au moment du renouvellement des assurances, soit le 1^{er} juillet 1999;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De modifier, d'ici le 1^{er} octobre 1999, les articles 6.00, 7.00 et 8.00 de l'annexe VI de l'entente générale relativement aux régimes d'assurance en y précisant, entre autres, que :

- dans le cas du régime complémentaire obligatoire d'assurance vie, pour toute nouvelle invalidité débutant à compter du 1^{er} juillet 1999, l'exonération des primes et la protection des personnes dont l'invalidité débute avant 63 ans se terminent à 65 ans;
- le régime complémentaire obligatoire d'assurance invalidité de longue durée se termine à 65 ans;
- dans le cas du régime complémentaire optionnel d'assurance vie, pour toute nouvelle invalidité débutant à compter du 1^{er} juillet 1999, l'exonération des primes et la protection des personnes dont l'invalidité débute avant 63 ans se terminent à 65 ans.

2. D'appliquer, dès le 1^{er} juillet 1999, les modifications décrites à l'article I des présentes.

3. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 23 juin 1999 et le demeure jusqu'à la signature des amendements requis à l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 98

LETTRE D'ENTENTE NO 98

Ayant pour objet le financement des coûts additionnels reliés à la tenue d'un projet pilote intéressant le Centre hospitalier régional de Sept-Îles.

VU l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29);

ATTENDU la conclusion d'une entente particulière prévoyant la tenue d'un projet pilote au Centre hospitalier régional de Sept-Îles;

ATTENDU que ce projet pilote vise à stabiliser la pratique médicale des médecins qui exercent leur profession dans le centre hospitalier visé tout en augmentant l'accessibilité aux soins médicaux prioritaires qui y sont dispensés;

CONSIDÉRANT la nécessité qu'il y a de pourvoir à la détermination de modalités additionnelles de financement des soins médicaux prioritaires dispensés en certaines régions.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les coûts additionnels déterminés par les parties découlant de la mise en oeuvre du projet pilote susmentionné sont financés à même certaines ressources financières additionnelles qui, dans un avenir prochain, seront dégagées par la ministre de la Santé et des Services sociaux en vue de stabiliser la pratique médicale, hospitalière ou autre, des médecins qui exercent leur profession en certaines régions tout en rendant plus disponibles les soins médicaux prioritaires qui y sont dispensés.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 99

LETTRE D'ENTENTE NO 99

Ayant pour objet le financement des coûts reliés à la mise en oeuvre des documents conventionnels régissant la rémunération des chefs de département régional de médecine générale (DRMG) (Protocole d'accord) et de département clinique de médecine générale (DCMG) (Entente particulière).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les coûts reliés à la mise en oeuvre du protocole d'accord régissant la rémunération des chefs de département régional de médecine générale (DRMG) sont financés, sur base annuelle, à même une somme de 2,5 millions que le gouvernement rend disponible à cette fin. Subsidiairement, toute quote-part non utilisée de cette somme est, sur la même base, en raison notamment des activités professionnelles que le chef de département clinique de médecine générale (DCMG) est appelé à effectuer pour le compte du DRMG, affecté au financement des coûts reliés à la mise en application de l'entente particulière prévoyant la rémunération des chefs de DCMG.
2. Les économies réalisées au niveau de l'utilisation de la banque d'heure attribuée aux médecins énumérés aux paragraphes 4.01 et 4.02 du protocole d'accord visé aux présentes et découlant de la rémunération des fonctions décrites au paragraphe 4.03 de ce même protocole sont également affectées, dans une année donnée d'application de l'Entente, au financement des autres coûts reliés à la mise en oeuvre des documents conventionnels susmentionnés.
3. Tout autre coût supplémentaire relié à la mise en oeuvre des documents conventionnels susmentionnés excédant la somme totale des montants ci-haut décrits est pris en compte lors de l'affectation de la marge financière dégagée aux fins du renouvellement de l'Entente, dans le cadre des paramètres gouvernementaux applicables aux secteurs public et para-public.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 101

LETTRE D'ENTENTE NO 101

Considérant le financement des coûts découlant de l'émission de permis restrictifs.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

1. La rémunération des médecins à qui le Collège des médecins du Québec décerne un permis restrictif après le 1^{er} avril 2000 n'est pas considérée aux fins de la détermination de tout dépassement ou non atteinte de l'enveloppe budgétaire globale prédéterminée à l'Accord-cadre.
2. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2000 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 28^e jour de septembre 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 102

LETTRE D'ENTENTE NO 102

Concernant l'application de certaines dispositions de l'Accord-cadre ayant pour objet le renouvellement de l'entente générale pour la période débutant le 1^{er} avril 1998 et se terminant le 31 mars 2002 ainsi que la révision de modalités relatives à la rémunération différente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les dispositions du sous-paragraphe 9.00 a) i) de l'Accord-cadre s'appliquent, pour les parties du territoire actuellement désignées aux fins de la rémunération différente, aux régions suivantes :

- Région 04 : Mauricie et Centre-du-Québec
- Région 07 : Outaouais
- Région 08 : Abitibi-Témiscamingue
- Région 09 : Côte-Nord
- Région 11 : Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine
- Région 15 : Laurentides

et sous réserve de l'article 2 de la présente lettre d'entente, pour les parties du territoire actuellement désignées aux fins de la rémunération différente, aux régions suivantes :

- Région 01 : Bas-St-Laurent
- Région 02 : Saguenay-Lac-St-Jean

2. D'ici le 30 mai 2000, les parties devront décider de l'applicabilité des dispositions du sous-paragraphe 9.00 a) i) de l'Accord-cadre aux secteurs géographiques d'Alma, de Rimouski, de Rivière-du-Loup, de Kamouraska et de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

3. La révision de la carte et des modalités de la rémunération différente, pour l'ensemble du Québec, doit être réalisée par les parties pour le 31 décembre 2000.

4. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 5 mai 2000 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 28^e jour de septembre 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 103

LETTRE D'ENTENTE NO 103

Lettre d'entente n° 77 concernant les modalités de rémunération majorée relatives aux services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée.

CONSIDÉRANT les négociations en cours;

CONSIDÉRANT les responsabilités qu'assumeront incessamment les départements régionaux de médecine générale (DRMG);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Malgré l'article 3. de la lettre d'entente n° 77 du 19 février 1999, les règles d'application de ladite lettre d'entente prévalant à ce jour se poursuivent jusqu'au 1er mars 2001.
2. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1er septembre 2000 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 17 jour de juillet 2001.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 104

LETTRE D'ENTENTE NO 104

Entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec concernant l'accessibilité aux services médicaux à la population de Malartic.

PRÉAMBULE

La présente lettre d'entente est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 17.07 de l'entente relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976, telle que modifiée subséquemment, entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

ATTENDU que la population de Malartic est éloignée de plus de vingt-six (26) km du service d'urgence de première ligne le plus près;

ATTENDU le nombre important de personnes habitant Malartic et les environs;

ATTENDU que cette population est plus âgée que dans les autres secteurs de la région, plus affligée sur le plan socio-économique et moins mobile;

ATTENDU que les services de transport en commun y sont inexistants;

CONSIDÉRANT que le centre hospitalier de Malartic est un centre hospitalier de soins psychiatriques (CHSP);

CONSIDÉRANT que le service d'urgence du CHSP est devenu un point de service du Centre de Santé Vallée de l'Or dans le cadre d'une réorganisation des services de première ligne;

CONSIDÉRANT la pénurie d'effectifs médicaux et l'impossibilité de répondre aux besoins de services médicaux d'urgence de première ligne;

CONSIDÉRANT les difficultés de recruter de nouveaux médecins;

CONSIDÉRANT la vulnérabilité du réseau intégré de soins dispensés à la population de Malartic;

CONSIDÉRANT que ledit réseau fait l'objet d'un projet d'expansion pour la population de Val d'Or requérant des soins psychiatriques;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Accessibilité aux services médicaux d'urgence de première ligne;**

1.01 L'équipe médicale de Malartic s'engage à offrir, sur place, des services médicaux d'urgence de première ligne à la population de Malartic selon des plages horaires couvrant une période minimale quotidienne de six (6) heures, sept (7) jours semaine;

1.02 Sous réserve d'un recrutement suffisant d'effectifs médicaux, la période d'accessibilité aux services médicaux d'urgence de première ligne devra couvrir graduellement une période quotidienne de douze (12) heures sur sept (7) jours semaine.

2.00 Participation

2.01 Le médecin qui est détenteur d'une nomination du Centre de Santé Vallée de l'Or et qui participe à la dispensation des soins au service d'urgence de première ligne, bénéficie des mesures prévues à la présente lettre d'entente.

3.00 Mesures de rétention

3.01 Le médecin qui participe à la dispensation des soins médicaux d'urgence de première ligne est rémunéré, pour ces services, conformément au paragraphe 2.1 de l'annexe XII de l'Entente comme si dispensés dans un des établissements visés à ce paragraphe.

AVIS : Les modes de rémunération sont ceux prévus à l'article 3.00 de l'entente particulière relative aux médecins qui exercent dans ou auprès d'un CLSC.

4.00 Mise en vigueur et durée

4.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} février 2001 et le demeure jusqu'à la révision, par les parties, des ententes particulières relatives au réseau de garde intégré.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec. ce 17^e jour de juillet 2001.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 105

LETTRE D'ENTENTE NO 105

Concernant la rémunération des services médicaux dispensés dans le cadre du dépannage dans certains points de service du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIV

1. Sous réserve de l'article 2 de la présente lettre d'entente, les dispositions de l'entente particulière ayant pour objet certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession pour le compte de l'Hôpital Chibougamau Limitée relatives aux services médicaux dispensés dans le cadre du dépannage par le médecin désigné selon les modalités de l'article 30.00 de l'entente générale s'appliquent lorsque ces services sont dispensés dans les points de services suivants:

- Point de services Chapais
- Point de services Matagami .
- Point de services Lebel sur Quevillon

2. La garde en disponibilité faite en plus des services rémunérés selon le per diem prévue au paragraphe 6.02 a) de l'entente relative à l'Hôpital Chibougamau Limitée n'est pas rémunérée contrairement aux dispositions apparaissant à ce même paragraphe.

3. La présente lettre d'entente remplace la lettre d'entente n° 58 du 22 janvier 1996. Elle prend effet le 11 février 2001 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 17e jour de juillet 2001.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 106

Concernant l'actualisation des tarifs, afférente à la période annuelle d'application débutant le 1^{er} avril 2001, prévue à l'accord-cadre ayant pour objet le renouvellement de l'entente générale pour la période débutant le 1^{er} avril 1998 et se terminant le 31 mars 2002.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

1. Dans le cadre des dispositions de l'accord-cadre susmentionné, affecter, pour la période annuelle d'application débutant le 1^{er} avril 2001, les sommes disponibles, telles que déterminées par les parties à partir de leur estimation de la dépense réelle sur la base des données disponibles au 31 mars 2001 et, sur cette base, en tenant compte de l'application des taux d'augmentation de 2,5 % au 1^{er} janvier 2001 et, pour les trois premiers mois de l'année visée, de 2,5 % au 1^{er} janvier 2002, aux majorations suivantes :

- a) une majoration de 2,5 % applicable sur le tarif de l'examen en cabinet;
- b) une majoration de 5 % sur le tarif de la thérapie psychiatrique de soutien en cabinet.

Les majorations visées à cet article prennent effet le 1^{er} avril 2001. La tarification découlant de ces majorations s'applique à compter du 1^{er} juin de la même année.

2. Si l'expérience du régime, tel qu'il appert des données relatives aux trois premiers trimestres de la période annuelle d'application débutant le 1^{er} avril 2000, autorise les parties à dégager, malgré la mise en oeuvre de l'article 1, une marge de manœuvre additionnelle permettant de bonifier la rémunération du médecin applicable à la période annuelle d'application débutant le 1^{er} avril 2001, appliquer, successivement et dans l'ordre apparaissant ci-après, jusqu'à concurrence des sommes disponibles, les montants ainsi dégagés, tels que déterminés par les parties, aux majorations suivantes :

- a) une majoration de 2,5 % sur le tarif de la consultation;
- b) une majoration de 2,5 % sur le tarif de l'examen à domicile;
- c) l'équivalent d'une majoration de 2,5 % sur la rémunération des examens dispensés, auprès du malade inscrit, dans le service d'urgence d'un centre hospitalier ou d'un CLSC du réseau de garde intégré, selon des modalités à être déterminées par les parties.

Les majorations visées à cet article prennent effet le 1^{er} juillet 2001. La tarification découlant de ces majorations s'applique à compter du 1^{er} septembre de la même année.

Dans la mesure où la mise en oeuvre du présent article laisse aux parties une marge de manœuvre financière résiduelle, celles-ci disposent des sommes ainsi dégagées, selon les dispositions qu'édicte l'article 10 de l'accord-cadre.

3. Convenir des amendements techniques requis

- a) d'ici le 31 mars 2001, quant à la mise en oeuvre de l'article 1;
- b) d'ici le 30 juin 2001, quant à la mise en oeuvre de l'article 2.

La mise en oeuvre des articles 1 et 2 de cette lettre d'entente comprend la détermination des modalités de versement de la rétroactivité prévue à l'article 1 pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2001 et le 31 mai de la même année et, à l'article 2, pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 2001 et le 31 août de la même année.

En outre, la mise en oeuvre de l'article 1 de cette lettre d'entente comprend, selon des modalités à être déterminées par les parties, un rajustement à la hausse du plafond trimestriel non inférieur à 51125 \$.

4. Aux fins d'assurer le caractère fonctionnel des modalités qui seront convenues selon l'alinéa c) de l'article 2, entreprendre, à compter du 15 avril 2001, une révision judicieuse de la nomenclature des actes afférente aux actes médicaux visés à cet alinéa.

5. Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} avril 2001.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 20e jour de septembre 2001.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 107

LETTRE D'ENTENTE NO 107

Concernant les modalités de rémunération majorée relatives aux services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Sous réserve des dispositions prévues à la présente lettre d'entente, prolonger jusqu'au 1^{er} avril 2002 la lettre d'entente n° 77 du 19 février 1999.

2. D'ici le 1^{er} octobre 2001 :

- identifier sur base annuelle et régionale les dépenses réelles encourues relatives à l'application de la lettre d'entente n° 77;
- convenir, sur recommandation du comité paritaire formé en vertu de l'article 2 de la lettre d'entente n° 77, de mesures incitatives qui, à partir du 1^{er} avril 2002, pourront être octroyées aux centres de consultation désignés selon l'article 4 des présentes;
- convenir d'un cadre de gestion des mesures incitatives qui relèvera du département régional de médecine générale (DRMG);
- établir les modalités et procédures d'application des nouvelles dispositions convenues entre les parties et impliquant les régies régionales, la Régie et le comité paritaire.

3. D'ici le 1^{er} octobre 2001, le comité paritaire :

- élabore les critères que doit rencontrer tout centre de consultation sans rendez-vous appelé à bénéficier des mesures incitatives convenues entre les parties;
- recommande aux parties des mesures incitatives.

4. À partir du 1^{er} octobre 2001, le comité paritaire :

- reçoit des régies régionales la liste des centres de consultation sans rendez-vous qu'elles proposent et qui a été, au préalable, recommandée par le DRMG;
- désigne les centres de consultation sans rendez-vous qui bénéficieront, selon leurs engagements, des mesures incitatives applicables à partir du 1^{er} avril 2002.

5. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mars 2001 et le demeure jusqu'au 1^{er} avril 2002.

AVIS : Cette lettre d'entente est reconduite jusqu'au renouvellement de l'entente générale par l'amendement n° 80.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 20^e jour de septembre 2001.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 108

LETTRE D'ENTENTE NO 108

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de Chaudière-Appalaches.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**1. Objet**

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2. Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4. Établissement visé

La régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie un **avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné. Inscrire la **période couverte** par l'avis de service. Sous la section « Situations d'entente », cocher la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire : lettre d'entente n° 108.

Sur demande de la régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5. Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6. Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principale se situe dans la région socio-sanitaire de Chaudière-Appalaches et son lieu de résidence est situé à plus de 40 km de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75% de la totalité de sa pratique.
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de 40 km de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la lettre d'entente n° 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7. Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la régie régionale.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des annexes IX et XIV de l'entente générale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes dans leur partie respective :

- sous **quantième** : la journée du déplacement;
- sous **mode de rémunération** : le mode TH;
- sous **plage horaire** : la ou les plages horaires concernées;
- sous **code d'activités** : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous **secteur disp.** : ne rien inscrire;
- sous **heures travaillées** : le nombre d'heures de déplacement;
- sous **total des heures travaillées** : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

8. Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9. Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2001 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 29^e jour de janvier 2002.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 110

LETTRE D'ENTENTE NO 110**Concernant la rémunération des services dispensés dans le cadre du système d'évacuation aéro-médicale au Québec (É.V.A.Q.)****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :****1. Objet**

1.1 La présente lettre d'entente a pour objet de déterminer les conditions de rémunération du médecin qui exerce dans le cadre du système d'évacuation aéro-médicale au Québec.

2. Champ d'application

2.1 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

3.1 Les activités professionnelles visées couvrent l'ensemble des services dispensés par les médecins-escortes, ceux dispensés par les médecins responsables de l'intervention téléphonique ainsi que les activités médico-administratives.

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activité 016045: Activités d'évacuation aéro-médicale*

4. Banque d'heures allouée

4.1 Est allouée pour la rémunération de l'ensemble des services visés aux présentes une banque de 861 heures par période de vingt-huit (28) jours dont au plus 120 heures peuvent être consacrées à rémunérer des activités autres que celles des médecins-escortes.

Tout dépassement de la banque d'heures allouée doit être soumis et autorisé par le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale.

5. Modalités de rémunération

5.1 Le médecin détenteur d'une nomination avec privilèges en évacuation aéro-médicale dans le département de médecine générale du Centre hospitalier affilié universitaire de Québec, Hôpital de l'Enfant-Jésus, lorsqu'il exerce dans le cadre du système d'évacuation aéro-médicale au Québec, est obligatoirement rémunéré selon le mode du tarif horaire.

5.2 Les services dispensés par les médecins-escortes sont rémunérés sur la base des modalités suivantes :

- a) les heures de garde assumées par le médecin durant le quart de garde sous sa responsabilité sont rémunérées à tarif horaire ;
- b) les heures de garde en disponibilité assumées par le médecin avant le début de son quart de garde sont rémunérées à tarif horaire à raison d'une heure par quart de garde quelle que soit la durée du quart de garde ;
- c) les heures supplémentaires faites en déplacement suite au quart de garde du médecin sont rémunérées à tarif horaire pour la totalité des heures faites en déplacement, le déplacement débutant à l'heure du départ à l'aéroport de Québec et se terminant à l'heure du retour à l'aéroport de Québec.

5.3 Pour les fins de l'application du Règlement sur la rémunération différente pour les médecins omnipraticiens durant les premières années d'exercice de leur profession (Loi sur l'assurance maladie, L.R.Q. c.A-29), la rémunération versée dans le cadre de la présente lettre d'entente est réputée être versée dans un service d'urgence d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés.

5.4 Une majoration de 8,7 % de la rémunération de base payée au taux du tarif horaire est accordée pour tous les services dispensés et cela en tout temps.

5.5 Un supplément de 50 \$ est accordé pour les services dispensés de 20 h à 24 h du lundi au vendredi, à l'exception des journées fériées. Un seul forfait peut être facturé par jour.

AVIS : *Inscrire sur une demande de paiement n° 1200, les données suivantes :*

- la date et le code d'acte **09791**;
- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'établissement correspondant au service d'urgence (0XXX7) d'un CH visé;
- ne rien inscrire dans la case UNITÉS;
- les honoraires (soumis à la rémunération différente).

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

5.6 Aux fins de l'application de l'annexe IX, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente est sujette à l'application du paragraphe 5.3 de cette annexe.

6. Mise en vigueur

La présente lettre d'entente remplace la lettre d'entente n° 100. Elle entre en vigueur le 1^{er} août 2001 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 29^e jour de janvier 2002.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 111

LETTRE D'ENTENTE NO 111

Concernant les modalités de rémunération majorée relatives aux services dispensés de 0 h 00 à 8 h 00, du lundi au vendredi, à l'exception des journées fériées dans certains services d'urgence de certains établissements.

ATTENDU que le médecin de garde sur place au service d'urgence des établissements énumérés aux présentes est rémunéré selon les modes du tarif horaire ou des honoraires fixes;

ATTENDU que ce médecin bénéficie depuis le 1^{er} janvier 2001 des dispositions de la lettre d'entente n° 77 du 19 février 1999 concernant la rémunération majorée pour les services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée;

ATTENDU que ce médecin ne peut se prévaloir du forfait de nuit prévu au paragraphe 1.4 du préambule général de l'Entente;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ce médecin de bénéficier d'une majoration à sa rémunération pour les services qu'il dispense la nuit au service d'urgence.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Pour les services médicaux dispensés au service d'urgence des établissements énumérés à l'article 3 des présentes, de majorer de 10 % la rémunération versée selon le mode du tarif horaire et de majorer selon les dispositions des trois derniers alinéas du paragraphe 15.05 a) de l'entente générale la rémunération versée selon le mode des honoraires fixes.

2. Cette majoration s'applique du lundi au vendredi, de 0 h 00 à 8 h 00, à l'exception des jours fériés et n'est payable qu'à un seul médecin de garde sur place au service d'urgence.

AVIS : - Les heures d'activités donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci;

- Utiliser le secteur de dispensation **12** et les codes d'activités suivants :

- **honoraires fixes** : XXX015, XXX030, XXX043, XXX055 et XXX063

- **tarif horaire** : XXX015, XXX030, XXX043, XXX055, XXX063 et XXX071

3. Aux fins de l'application des présentes est désigné le service d'urgence des établissements suivants :

Région 06 : Montréal-Centre

- Hôpital du Sacré-Cœur : Pavillon Albert-Prévost
- Hôpital Louis-H. Lafontaine
- Hôpital Douglas

4. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 29^e jour de janvier 2002.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 114**Concernant la création d'un comité de gestion des effectifs médicaux en médecine générale.**

CONSIDÉRANT qu'il est primordial de bien planifier les effectifs médicaux en médecine générale;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de poursuivre les efforts déployés jusqu'à présent en vue d'assurer la répartition géographique des médecins omnipraticiens sur l'ensemble du territoire québécois;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'améliorer l'accessibilité à des services médicaux généraux et la prise en charge de la population québécoise qui nécessite des services de médecins de famille;

ATTENDU qu'il y a lieu d'arrêter certaines mesures permettant l'atteinte de ces objectifs;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties négociantes conviennent de mettre sur pied un comité permanent de gestion des effectifs médicaux en médecine générale composé de représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. Lorsque les travaux portent sur l'organisation des services en médecine générale au sein d'une région spécifique, le chef du département de médecine générale de la région régionale concernée, participe également au comité.

De plus, le comité peut s'adjoindre les services de médecins omnipraticiens ainsi que de représentants des établissements qui sont susceptibles de contribuer aux travaux du comité en raison de leur expertise.

2. Le comité permanent de gestion des effectifs médicaux en médecine générale a pour fonction d'évaluer les besoins en effectifs médicaux en médecine générale et de favoriser leur répartition sur l'ensemble du territoire québécois, le tout afin d'assurer une accessibilité optimale aux services médicaux en médecine générale de première et deuxième ligne et une prise en charge pour la population québécoise qui nécessite des services de médecins de famille. À cette fin, le comité exerce notamment les attributions suivantes, sur le plan local, régional et provincial :

- a) Il évalue les besoins en effectifs médicaux en médecine générale et donne son avis au ministre de la Santé et des Services sociaux sur la politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et post-doctorale en médecine;
- b) Il identifie les besoins prioritaires en effectifs médicaux en médecine générale de première et de deuxième ligne et définit les objectifs de répartition;
- c) Il donne son avis sur l'organisation des services médicaux généraux;
- d) Le cas échéant, il évalue et donne son avis sur les plans d'organisation des établissements, les plans régionaux d'organisation des services et les plans régionaux des effectifs médicaux relatifs aux services de médecine générale;
- e) Il donne son avis sur tout projet concernant la prestation des services médicaux généraux;

3. Dans le cadre de l'exercice de ses attributions, le comité tient compte, notamment, des besoins de la population en matière de services médicaux généraux de première et de deuxième ligne, des effectifs médicaux disponibles en médecine générale et de leur répartition dans les différentes régions et dans les différents territoires de MRC et communautés urbaines. De plus, il tient compte des prévisions de l'évolution de ces effectifs, des mesures incitatives déjà existantes, des modes d'organisation des services et des masses critiques d'effectifs médicaux nécessaires, sur une base locale et régionale, pour assurer un panier de services médicaux généraux de première et de deuxième ligne adéquat.

4. Afin de favoriser l'atteinte des objectifs qu'il identifie et l'accessibilité aux soins dans certaines régions, dans certains territoires de MRC et communautés urbaines ainsi que dans certains centres hospitaliers, le comité peut recommander la mise en place de différentes mesures, selon les modalités et conditions qu'il détermine, dont notamment :

- a) La révision de certains plans d'organisation d'établissement, de plans régionaux d'effectifs médicaux et de plans régionaux d'organisation des services relatifs à la médecine générale;
- b) L'instauration de mesures incitatives de rémunération visant l'installation de médecins ou la desserte intrarégionale ou interrégionale dans certains territoires de MRC ou communautés urbaines et dans certains établissements insuffisamment pourvus en médecins omnipraticiens;
- c) La conclusion d'ententes de services interétablissements;
- d) La conclusion d'ententes de services entre un établissement et un cabinet de médecins omnipraticiens;
- e) Le soutien financier, logistique et informationnel de projets d'organisation de services médicaux généraux de première ligne.

5. Le comité évalue les résultats découlant de l'application des mesures identifiées à l'article 4 en regard des objectifs visés.

6. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} octobre 2001 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de mars 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 115

LETTRE D'ENTENTE NO 115

Concernant l'actualisation pour l'année débutant le 1^{er} avril 2001 prévue à l'Accord-cadre ayant pour objet le renouvellement de l'entente générale pour la période débutant le 1^{er} avril 1998 et se terminant le 31 mars 2002.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Sur la base des données sur la dépense réelle pour l'année 2000-2001, des estimations de la dépense pour l'année 2001-2002 et en escomptant l'augmentation consentie au 1^{er} janvier 2002 par l'Accord-cadre ayant trait au renouvellement de l'entente générale pour la période du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 2002, affecter :

1.1 Une somme de 19M \$, sur une base annuelle, aux tarifs des consultations, des examens faits à domicile, de la thérapie psychiatrique de soutien, ainsi qu'à ceux des examens faits en cabinet selon des modalités à convenir par les parties. La majoration des tarifs sera intégrée aux tarifs à partir du 1^{er} décembre 2001 et un montant forfaitaire sera versé aux médecins pour la période du 1^{er} juillet 2001 au 30 novembre 2001 selon des modalités à déterminer par les parties. Le montant forfaitaire n'est pas sujet à l'application des dispositions de l'article 5 de l'annexe IX de l'entente générale.

1.2 Une somme de 0,7M \$, sur une base annuelle, aux tarifs des accouchements qui seront augmentés de 5 % pour les actes 6903 et 6943 et de 50 % pour l'acte 6933. Cette majoration entre en vigueur le 1^{er} juillet 2001 et, pour la période comprise entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre 2001, cette majoration n'est pas davantage sujette aux dispositions de l'article 5 de l'annexe IX de l'Entente.

1.3 Une somme de 0,8M \$ aux fins de financer l'exclusion, du calcul du plafond trimestriel, de la rémunération versée pour les services dispensés dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée et dans un service d'urgence d'un centre hospitalier ou d'un CLSC du réseau de garde, quelle que soit la plage horaire en cause. Cette mesure entre en vigueur le 1^{er} décembre 2001.

1.4 Une somme de 5,1M \$, sur une base annuelle, à la bonification de la rémunération versée pour les services dispensés dans un service d'urgence d'un centre hospitalier ou d'un CLSC du réseau de garde. Cette somme se répartit comme suit :

Le tarif de l'examen fait auprès d'un malade inscrit est majoré de 8,5 % lorsqu'il est fait auprès d'une personne âgée de 70 à 79 ans et de 13,5 % lorsqu'il est fait auprès d'une personne âgée de 80 ans et plus. Le tarif de l'examen psychiatrique fait auprès d'un malade inscrit est majoré de 17 % lorsqu'il est fait auprès d'un malade inscrit de moins de 70 ans et de 34 % lorsqu'il est fait auprès d'une personne de 70 ans et plus. Cette mesure coûte annuellement 1,6M \$ et elle entre en vigueur le 1^{er} décembre 2001.

- Le modificateur s'appliquant au tarif des actes faits de 0 h 00 à 8 h 00 dans un établissement visé au paragraphe 1.4 du préambule général de l'annexe V de l'entente générale, lorsque le médecin opte pour le forfait compensatoire, est augmenté à 90 %. Une somme de 2,3M \$ est affectée annuellement à cette mesure qui entre en vigueur le 1^{er} décembre 2001.

- Le forfait compensatoire prévu au paragraphe 1.4 du préambule général de l'annexe V de l'entente générale est porté à 500 \$. Cette mesure coûte 1,2M \$, sur une base annuelle, et elle entre en vigueur le 1^{er} décembre 2001.

1.5 Une somme de 2M \$, sur une base annuelle, à la révision des conditions de rémunération pour les services dispensés dans les régions 17 et 18. Les parties doivent convenir avant le 1^{er} décembre 2001 de ces modifications par la voie d'une nouvelle entente particulière prévoyant une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

2. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 16 octobre 2001 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de mars 2002.

RÉMY TRUDEL
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 116

LETTRE D'ENTENTE NO 116

Concernant l'expérimentation de certaines modalités de rémunération des médecins qui exercent dans le cadre du Centre médical Acton ou du CLSC La Chênaie.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.0 Objet

1.01 La présente lettre d'entente a pour objet d'expérimenter certaines modalités de rémunération des services dispensés au Centre médical Acton ou au CLSC La Chênaie.

2.0 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.0 Médecins réguliers

3.01 Est considéré comme médecin régulier aux fins de la présente lettre d'entente le médecin dont la pratique en cabinet se situe principalement, c'est-à-dire à plus de 75 % de sa pratique totale en cabinet, au Centre médical Acton.

3.02 La rémunération du médecin régulier provenant de sa pratique auprès du Centre médical Acton ou auprès du CLSC La Chênaie est comptée dans le calcul de son plafond individuel aux fins de l'application de l'annexe IX de l'entente générale mais n'est pas sujette à la réduction qui y est prévue.

4.0 Engagement individuel

4.01 Est visé par les dispositions du présent article tout médecin qui n'est pas un médecin régulier au sens de la présente lettre d'entente, dont la pratique principale se situe à l'extérieur de la municipalité d'Acton Vale et qui s'engage à assurer pendant deux trimestres l'équivalent d'au moins une (1) journée de services médicaux par semaine au Centre médical Acton soit un total de vingt-deux (22) jours répartis de façon égale sur les deux (2) trimestres couverts par l'engagement. Cet engagement implique que le médecin est sur place au moins sept (7) heures par journée de services médicaux.

4.02 La rémunération des services dispensés par ce médecin au Centre médical Acton ou au CLSC La Chênaie n'est pas comptée dans le calcul du plafond individuel du médecin aux fins de l'application de l'annexe IX de l'entente générale ni sujette à réduction.

4.03 Un forfait de 100 \$ est versé au médecin pour chaque journée de dispensation des services médicaux au Centre médical Acton conformément à son engagement de départ pour un maximum de cinq (5) forfaits par semaine.

AVIS : *Veuillez inscrire les données suivantes sur la « Demande de paiement n° 1200 » :*

- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'acte **19008** dans la case CODE de la section « ACTE »;
- le code d'établissement correspondant au Centre médical Acton : **54005**;
- ne rien inscrire dans la case UNITÉS;
- les honoraires, et reporter ce montant dans la case TOTAL .

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

4.04 Le non-respect de l'engagement du médecin qui ne peut être pallié par un médecin remplaçant et qui se traduit par une diminution de services au Centre médical Acton pendant une journée d'engagement donne lieu à l'application d'une pénalité de 100 \$ par jour au médecin et cela pour chaque journée pendant laquelle il ne respecte pas l'engagement de départ et qu'il ne peut être remplacé.

4.05 L'engagement du médecin est renouvelable pour un (1) ou plusieurs trimestres au sens de l'annexe IX de l'entente générale.

5.0 Engagement de groupe

5.01 Est visé par les dispositions du présent article tout médecin qui n'est pas un médecin régulier au sens de la présente lettre d'entente, dont la pratique principale se situe à l'extérieur de la municipalité d'Acton Vale et qui fait partie d'un groupe de médecins qui prend l'engagement d'assurer, au Centre médical Acton, la dispensation de services médicaux à raison de cinq (5) jours par semaine pendant vingt-deux (22) semaines réparties sur deux (2) trimestres. Cet engagement implique la présence sur place d'un médecin pendant au moins sept (7) heures par jour et cela cinq (5) jours par semaine.

5.02 La rémunération des services dispensés par un médecin du groupe au Centre médical Acton ou au CLSC La Chênaie n'est pas comptée dans le calcul du plafond individuel du médecin aux fins de l'application de l'annexe IX de l'entente générale ni sujette à réduction.

5.03 Un forfait de 100 \$ par jour pour un maximum de cinq (5) forfaits par semaine est versé au médecin du groupe responsable durant cette journée de la dispensation des services médicaux au Centre médical Acton.

AVIS : Veuillez inscrire les données suivantes sur la « Demande de paiement n° 1200 » :

- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'acte **19008** dans la case CODE de la section « ACTE »;
- le code d'établissement correspondant au Centre médical Acton: **54005**;
- ne rien inscrire dans la case UNITÉS;
- les honoraires, et reporter ce montant dans la case TOTAL.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

5.04 Le non-respect de l'engagement d'un médecin qui ne peut être pallié par un médecin remplaçant et qui se traduit par une diminution de services au Centre médical Acton pendant une journée où sa présence était requise donne lieu à l'application d'une pénalité de 100 \$ par jour au médecin en faute et cela pour chaque journée pendant laquelle il ne respecte pas l'engagement de départ et qu'il ne peut être remplacé.

5.05 L'engagement du groupe de médecins peut être renouvelé pour un ou plusieurs trimestres au sens de l'annexe IX de l'entente générale même si les médecins qui assurent la continuité ne font pas tous partie du groupe de départ.

5.06 Un médecin qui se prévaut des dispositions du présent article ne peut se prévaloir, pendant la période de l'engagement, des dispositions de l'article 4.00.

6.0 Médecin retraité

6.01 Un médecin qui s'est prévalu des dispositions du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté peut être autorisé, malgré les dispositions de la Lettre d'entente n° 94, à exercer au Centre médical Acton.

AVIS : L'établissement doit informer la Régie de l'assurance maladie du nom du médecin en utilisant le formulaire « Avis de service tarif horaire et acte » n° 3547; indiquer la période de nomination et, inscrire dans la section « Situation d'entente » qu'il s'agit de la Lettre d'entente n° 116. Aucune heure ne doit être précisée puisque le médecin se prévaut du mode de l'acte au Centre médical Acton.

6.02 Ce médecin est rémunéré selon le mode de l'acte lorsqu'il exerce au Centre médical Acton. Il ne peut se prévaloir des dispositions de l'article 4.00 et du paragraphe 5.03 des présentes.

7.0 Autres modalités de rémunération

7.01 Le médecin qui se prévaut des dispositions de l'un des articles 4.00, 5.00 ou 6.00 et dont le lieu de pratique principale ou le lieu de résidence dans le cas du médecin retraité se situe à plus de vingt-cinq (25) kilomètres d'Acton Vale peut se prévaloir des dispositions suivantes :

- Le temps de déplacement du lieu principal de pratique ou, le cas échéant, du domicile au Centre médical Acton est compensé sur la base du tarif horaire selon les dispositions de la partie II de l'annexe XIV de l'entente générale;

AVIS : Voir les modalités de facturation sous l'onglet « Rédaction de la demande de paiement » section 4.6.5, annexe V « Remboursement des frais de déplacement » du MANUEL des Médecins omnipraticiens.

Le temps de déplacement se calcule comme suit : *Kilométrage total (aller-retour) divisé par 80 km/heure*

- La compensation versée en vertu de l'alinéa précédent n'est pas considérée aux fins d'application des annexes IX et XIV de l'entente générale ;
- Les frais de transport sont remboursés selon les dispositions prévues à l'alinéa a) du paragraphe 30.05 de l'entente générale.

8.0 Modalités de fonctionnement

8.01 Les médecins du Centre médical Acton confient à un des leurs la responsabilité de l'application de la présente lettre d'entente en regard des points suivants :

- Recevoir la demande de tout médecin ou tout groupe de médecins intéressé à se prévaloir des dispositions de l'article 4.00, 5.00 ou 6.00 des présentes;
- Préciser et convenir, par écrit, de l'engagement du médecin ou du groupe de médecins;
- Informer le comité paritaire, prévu à l'article 32.00 de l'entente générale, du nom du médecin ou des médecins concernés et de la période couverte par l'engagement;
- Transmettre au comité la liste de garde pour la période couverte par l'engagement et toute modification à cette liste de garde;
- Informer le comité du nom des médecins dont la demande n'aura pas été agréée par les médecins du Centre médical Acton;
- Au plus tard un mois suivant la fin du trimestre au sens de l'annexe IX de l'entente générale, informer le comité de tout non-respect de l'engagement et cela pour chacune des journées pour lesquelles il y aura eu manquement à l'engagement. Le comité doit être informé du nom du médecin en cause ainsi que de la journée pendant laquelle il y aura eu non-respect de l'engagement.

8.02 Le comité paritaire transmet à la Régie le nom des médecins qui se prévalent des dispositions de la présente lettre d'entente.

8.03 Il transmet également le nom du médecin qui ne respecte pas son engagement ainsi que la date des journées au cours desquelles le médecin n'a pas respecté son engagement au plus tard six (6) semaines suivant la fin du trimestre au sens de l'annexe IX de l'entente générale.

9.0 Mise en vigueur

9.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mars 2002 sauf pour son article 3.00 qui entre en vigueur le 1^{er} décembre 2001. Elle demeure en vigueur jusqu'au 31 août 2003.

AVIS : *Cette lettre d'entente est prolongée jusqu'au 31 août 2004 par l'Amendement 85.*

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 12^e jour de mars 2003.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 118

LETTRE D'ENTENTE NO 118

Concernant certains engagements relatifs à l'entente particulière prévoyant la détermination des conditions d'exercice et de rémunération applicables, en phase transitoire, au médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Dans le cadre de l'entente particulière applicable en phase transitoire, allouer sur une base annuelle:
 - une banque de 30 870 heures pour la rémunération des activités additionnelles requises pour le fonctionnement en GMF;
 - une somme de 1,9M\$ pour la bonification tel que prévue à la section 1 de l'annexe V de l'entente particulière;
 - les sommes requises pour le financement de la garde en disponibilité et les fonctions du médecin responsable selon les modalités prévues à l'annexe V de l'entente particulière.
 2. Limiter, pendant la phase transitoire, l'application de cette entente particulière à au plus vingt (20) groupes de médecine de famille, ou l'équivalent de l'un deux, si un GMF déjà identifié en date du 1^{er} avril 2002 se scinde en parties. Malgré le fractionnement autorisé, le nombre maximal de GMF ne peut, sauf accord des parties, exéder vingt-cinq (25);
 3. Prendre acte des coûts découlant de la rémunération prévue à l'annexe V de l'entente particulière visée et ajuster pour autant, jusqu'à concurrence de 4,8M\$ annuellement, selon des modalités à convenir, les enveloppes budgétaires prédéterminées applicables pendant la phase transitoire en cause;
 4. En regard des ressources financières qui, par période annuelle d'application, sont réservées aux fins de la bonification prévue à l'article 1 des présentes, réallouer, sur la base des données afférentes aux périodes annuelles d'application couvertes par cette entente particulière, selon des modalités à convenir entre les parties et au bénéfice des médecins visés, tout montant résiduel non versé.
- Advenant que moins de deux cents (200) médecins ETP(*) se prévalent des dispositions de l'entente particulière citée en rubrique, le montant résiduel à réallouer est proportionnel au nombre de médecins visés sur deux cents (200) médecins ETP(*);
5. Prendre acte des coûts additionnels reliés à l'augmentation du nombre de médecins ETP(*) en exédant de deux cents (200) médecins ETP(*) et convenir des mesures nécessaires aux fins d'assurer un financement équitable et adéquat des coûts additionnels engendrés;
 6. Effectuer, pendant la première année d'application de cette entente particulière, une évaluation des coûts, économies et impacts découlant de la mise en place des premiers GMF;
 7. Dans l'entente particulière permanente susceptible d'intervenir, au bénéfice du médecin qui exerce sa profession dans un GMF visé à l'article 2 de la présente lettre d'entente, reconnaître les droits acquis de ce médecin à l'égard du nombre de patients que celui-ci a inscrit à même sa clientèle, telle que celle-ci est décrite au paragraphe 5.1 de l'entente particulière citée en rubrique;
 8. Constituer, sur base paritaire, un comité de travail sur les modalités de rémunération susceptibles de s'appliquer, sur une base permanente aux médecins qui exercent leur profession dans le cadre d'un GMF;
 9. Entreprendre, toutes affaires cessantes, des échanges sur les questions d'ordre légal et réglementaire que soulève le statut juridique du GMF qui, selon le cas, est sis en CLSC ou en CH et, dans les même délais, négocier les incidences d'ordre conventionnel qui s'y rattachent;
 10. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2002 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 12e jour de novembre 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ETP (*) = *Équivalents temps pleins*

LE - N° 120

LETTRE D'ENTENTE NO 120**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier Jonquière par les médecins de l'établissement.**

Considérant que l'activité principale du Centre hospitalier Jonquière est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

Considérant que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30% des services dispensés au service d'urgence;

Considérant que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

Considérant que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination dans l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes:

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement.;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence.

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite.

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50% de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte :** Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- **Tarif horaire et Honoraires fixes :** Utiliser la demande de paiement n° 1215 ou n° 1216 et les **codes d'activités** suivants :

- XXX015, Examens relatifs à l'hépatite C
 - XXX030, Services cliniques
 - XXX043, Tâches médico-administratives et hospitalières
 - XXX055, Communications (proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063, Garde sur place
 - XXX071, Garde sur place à même les 35 premières heures d'activités (**TH**, seulement)
 - XXX098, Services de santé durant le délai de carence
- et les **codes de secteurs de dispensation** suivants :
- 12 : samedi, dimanche et jour férié
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence.
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application du paragraphe 4.02 et 5.00.

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement.

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et se termine le 1^{er} septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce _____ e jour de _____ 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 121**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre Maria-Chapdelaine par les médecins de l'établissement.**

Considérant que l'activité principale du Centre Maria-Chapdelaine est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

Considérant que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence;

Considérant que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

Considérant que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 Sous réserve du paragraphe 3.03 des présentes, la période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite. L'établissement peut mettre fin à la période d'engagement en tout temps;

3.03 Si l'établissement met fin à la période d'engagement avant que six (6) mois se soient écoulés, la période de référence est alors rajustée en conséquence et a la même durée que la période d'engagement effective;

3.04 La période d'engagement débute le 1^{er} juillet 2002.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50% de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte** : Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- **Tarif horaire et Honoraires fixes** : Utiliser la demande de paiement n° 1215 ou n° 1216 et les **codes d'activités** suivants :

- XXX015, Examens relatifs à l'hépatite C
 - XXX030, Services cliniques
 - XXX043, Tâches médico-administratives et hospitalières
 - XXX055, Communications (proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063, Garde sur place
 - XXX071, Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (**TH**, seulement)
 - XXX098, Services de santé durant le délai de carence
- et les **codes de secteurs de dispensation** suivants :
- 12 : samedi, dimanche et jour férié
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie de la date de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie ;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence.
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01.

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire de la date de fin de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement.

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et se termine le 1^{er} septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 12^e jour de mars 2003.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 122

LETTRE D'ENTENTE NO 122**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier de Val-d'or par les médecins de l'établissement.**

Considérant que l'activité principale du Centre hospitalier de Val-d'or est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

Considérant que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence;

Considérant que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

Considérant que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination dans l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Aux mêmes fins, est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 Sous réserve du paragraphe 3.03 des présentes, la période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite.

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte :** Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

- **Tarif horaire et Honoraires fixes :** Utiliser la demande de paiement n° 1215 ou n° 1216 et les **codes d'activités** suivants :

- XXX015, Examens relatifs à l'hépatite C
 - XXX030, Services cliniques
 - XXX043, Tâches médico-administratives et hospitalières
 - XXX055, Communications (proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063, Garde sur place
 - XXX071, Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (**TH**, seulement)
 - XXX098, Services de santé durant le délai de carence
- et les **codes de secteurs de dispensation** suivants :
- 12 : samedi, dimanche et jour férié
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % et répartition de la somme résiduelle. Cependant, malgré ce qui précède, cette majoration sera d'au moins 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie de la date de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie ;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence.
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global ;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01.

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente ;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire ;
- c) Il informe le comité paritaire de la date de fin de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement.

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et se termine le 1^{er} septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 12^e jour de mars 2003.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 123**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier régional Baie-Comeau par les médecins de l'établissement.**

Considérant que l'activité principale du Centre hospitalier régional Baie-Comeau est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

Considérant que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence;

Considérant que l'établissement devra grandement faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

Considérant que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination dans l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination dans l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 Sous réserve du paragraphe 3.03 des présentes, la période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée;

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite. L'établissement peut mettre fin à la période d'engagement en tout temps;

3.03 Si l'établissement met fin à la période d'engagement avant que six (6) mois se soient écoulés, la période de référence est alors rajustée en conséquence et a la même durée que la période d'engagement effective;

3.04 La période d'engagement débute le 1^{er} juillet 2002.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte :** Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- **Tarif horaire et Honoraires fixes :** Utiliser la demande de paiement n° 1215 ou n° 1216 et les **codes d'activités** suivants :

- XXX015, Examens relatifs à l'hépatite C
 - XXX030, Services cliniques
 - XXX043, Tâches médico-administratives et hospitalières
 - XXX055, Communications (proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063, Garde sur place
 - XXX071, Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (**TH**, seulement)
 - XXX098, Services de santé durant le délai de carence
- et les **codes de secteurs de dispensation** suivants :
- 12 : samedi, dimanche et jour férié
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % et répartition de la somme résiduelle. Cependant, malgré ce qui précède, cette majoration sera d'au moins 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie de la date de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01.

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire de la date de fin de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement.

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et se termine le 1^{er} septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 12^e jour de mars 2003.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 124

LETTRE D'ENTENTE NO 124

Concernant l'apport des médecins résidents avec permis de pratique aux services d'urgence du Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie et du Centre hospitalier Jonquière.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Conditions d'admissibilité

1.01 Un médecin résident peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il détient un permis de pratique du Collège des médecins du Québec;

1.02 Seuls les services dispensés auprès du service d'urgence du Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie ou du Centre hospitalier Jonquière sont visés aux fins des présentes;

1.03 La liste des médecins admissibles aux dispositions de la présente lettre d'entente apparaît en annexe.

AVIS : *Les médecins visés par la présente lettre d'entente ne peuvent se prévaloir des modalités de rémunération prévues aux lettres d'entente n° 120 ou n° 129.*

2.00 Modalités de rémunération

2.01 Le médecin visé aux présentes est dépêché auprès des établissements concernés par la présente lettre d'entente dans le cadre de l'article 30.00 relatif au mécanisme de dépannage de l'entente générale;

2.02 Les dispositions s'appliquant au médecin désigné dans le cadre de l'article 30.00 de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions apparaissant au paragraphe suivant;

2.03 Malgré les dispositions du paragraphe 1.01 de l'annexe XVIII et pour la durée de la présente lettre d'entente, le médecin visé aux présentes peut opter, pour les services dispensés au service d'urgence, pour le mode, ou l'un des modes de rémunération en vigueur dans le service d'urgence de l'établissement ou pour le mode du tarif horaire.

AVIS : - *Pour les modalités de facturation, voir les AVIS à l'article 30.00 et à l'annexe XVIII, sous l'onglet ENTENTE.*
- *Pour le remboursement des frais de déplacement, voir la partie 4.6.5 sous l'onglet RÉDACTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT du Manuel des médecins omnipraticiens.*

3.00 Dispositions particulières

3.01 Pour la durée de la présente lettre d'entente, la cotisation versée par le médecin au Collège des médecins du Québec lui est remboursée, sur pièce justificative, par la RAMQ;

3.02 Malgré les dispositions de l'entente particulière relative à l'assurance responsabilité professionnelle et pour la durée de la présente lettre d'entente, le Ministère s'engage à assumer la totalité de la prime d'assurance responsabilité professionnelle payée par le médecin. La RAMQ rembourse au médecin, sur pièce justificative, ladite prime.

4.00 Mise en vigueur

4.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 19 juillet 2002 et se termine le 19 octobre 2002.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 125

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1. Objet**

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2. Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4. Établissement visé

La régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie un **avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situations d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire *Lettre d'entente n° 125*.

Sur demande de la régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5. Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6. Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire de Québec et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75 % de la totalité de sa pratique;
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la Lettre d'entente n° 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7. Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes dans leur partie respective :

- sous **quantième** : la journée du déplacement;
- sous **mode de rémunération** : le mode TH;
- sous **plage horaire** : la ou les plages horaires concernées;
- sous **code d'activités** : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous **secteur disp.** : ne rien inscrire;
- sous **heures travaillées** : le nombre d'heures de déplacement;
- sous **total des heures travaillées** : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

8. Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9. Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 126

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1. Objet**

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2. Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4. Établissement visé

La régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie un **avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situations d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire *Lettre d'entente n° 126*.

Sur demande de la régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5. Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6. Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75 % de la totalité de sa pratique ;
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la Lettre d'entente n° 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7. Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes dans leur partie respective :

- sous **quantième** : la journée du déplacement;
- sous **mode de rémunération** : le mode TH;
- sous **plage horaire** : la ou les plages horaires concernées;
- sous **code d'activités** : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous **secteur disp.** : ne rien inscrire;
- sous **heures travaillées** : le nombre d'heures de déplacement;
- sous **total des heures travaillées** : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

8. Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9. Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 127

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de la Mauricie et Centre-du-Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1. Objet**

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2. Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4. Établissement visé

La régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie un **avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situations d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire *Lettre d'entente n° 127*.

Sur demande de la régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5. Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6. Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire de Mauricie et Centre-du-Québec et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75 % de la totalité de sa pratique;
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la Lettre d'entente n° 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7. Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes dans leur partie respective :

- sous **quantième** : la journée du déplacement;
- sous **mode de rémunération** : le mode TH;
- sous **plage horaire** : la ou les plages horaires concernées;
- sous **code d'activités** : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous **secteur disp.** : ne rien inscrire;
- sous **heures travaillées** : le nombre d'heures de déplacement;
- sous **total des heures travaillées** : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

8. Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9. Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 128**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier régional de Sept-Iles par les médecins de l'établissement.**

Considérant que l'activité principale du Centre hospitalier régional de Sept-Iles est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

Considérant que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

Considérant que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

Considérant que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination dans l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée;

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite;

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte :** Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- **Tarif horaire et Honoraires fixes :** Utiliser la demande de paiement n° 1215 ou n° 1216 et les **codes d'activités** suivants :

- XXX015, Examens relatifs à l'hépatite C
 - XXX030, Services cliniques
 - XXX043, Tâches médico-administratives et hospitalières
 - XXX055, Communications (proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063, Garde sur place
 - XXX071, Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (**TH**, seulement)
 - XXX098, Services de santé durant le délai de carence
- et les **codes de secteurs de dispensation** suivants :
- 12 : samedi, dimanche et jour férié
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00 . Ce pourcentage inclut une majoration de 5% applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie de la date de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01.

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement.

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et se termine le 1^{er} septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003..

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 129

LETTRE D'ENTENTE NO 129**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale du Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;

CONSIDÉRANT que l'établissement a convenu d'une entente de parrainage avec un autre établissement selon les articles 108 et 109 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six(6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin de la première période d'engagement;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.01 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée;

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle peut être prolongée pour deux autres périodes de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite;

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 15 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - Rémunération à l'acte : Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 15 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- Tarif horaire et honoraires fixes : Utiliser la demande de paiement n°1215 ou n° 1216 et les **codes d'activités** suivants :

- XXX015, Examens relatifs à l'hépatite C
 - XXX030, Services cliniques
 - XXX043, Tâches médico-administratives et hospitalières
 - XXX055, Communications (proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063, Garde sur place
 - XXX071, Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (**TH**, seulement)
 - XXX098, Services de santé durant le délai de carence
- et les **codes de secteurs de dispensation** suivants :
- 12 : samedi, dimanche et jour férié
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 15 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 15 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

5.02 Le médecin qui, pendant la période d'application de la présente lettre d'entente exerce au service d'urgence de l'établissement dans le cadre du mécanisme du dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale voit sa rémunération pour les services dispensés à ce service d'urgence majorée de 15 % s'il respecte les conditions suivantes:

- Il s'engage, par écrit, pour une période de trois mois, à assumer un nombre déterminé de garde;
- Il respecte cet engagement pour l'ensemble de la période de trois mois.

AVIS : Rémunération à l'acte : Voir l'AVIS sous 4.02.

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie de la date de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence.
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01.

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire de la date de fin de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement;
- d) Il informe le comité paritaire du nom du médecin dépanneur visé par le paragraphe 5.02 et, le cas échéant, du non-respect de l'engagement pris par ce dernier.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002, sauf pour son paragraphe 5.02 qui entre en vigueur le 25 novembre 2002 et se termine le 31 décembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 130

Concernant l'expérimentation de certaines modalités d'exercice et de rémunération des services dispensés dans le cadre d'une entente de parrainage entre les services d'urgence de deux ou de plusieurs établissements.

CONSIDÉRANT que les établissements désignés aux fins des présentes ont convenu d'une entente de services selon les articles 108 et 109 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente lettre d'entente a pour objet d'expérimenter, dans le cadre d'une entente de services convenue entre un établissement ou plus d'un établissement en pénurie d'effectifs médicaux (ci-après nommé établissement parrainé) et un ou plusieurs établissements (ci-après nommé établissement parrain), certaines modalités de rémunération des services dispensés au service d'urgence de l'établissement parrainé par les médecins de l'établissement parrain.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Conditions d'admissibilité

3.01 Un établissement ne peut être désigné comme établissement parrainé que s'il adhère à une lettre d'entente visant, au plan de la rémunération, la reconnaissance de la prestation supplémentaire de ses médecins à son service d'urgence;

3.02 Un établissement peut être désigné comme établissement parrain s'il répond aux conditions suivantes :

- l'entente de services convenue entre l'établissement parrainé et l'établissement parrain est agréée par la majorité des médecins qui exercent au service d'urgence de l'établissement parrain;
- l'entente de parrainage n'entraîne pas de diminution de la prestation des services d'urgence de l'établissement parrain;
- l'établissement ne fait pas appel au dépannage.

3.03 L'annexe aux présentes fait état, pour chaque entente de parrainage, de la désignation de l'établissement parrainé et de l'établissement parrain, du nombre minimal de gardes que chaque établissement parrain s'engage à assumer ainsi que de la période d'application;

3.04 Dans le cas où un parrainage implique plus d'un établissement parrain, le nombre de gardes qui apparaît en annexe est le nombre total auquel s'engagent ensemble les médecins des établissements. Toutefois, les articles 4.00 et 5.00 des présentes s'appliquent, de façon distincte, pour les médecins de chacun des services d'urgence des établissements impliqués;

3.05 La désignation des établissements se fait par accord des parties sur recommandation du comité paritaire prévu au paragraphe 6.02 des présentes.

4.00 Engagement

4.01 Les médecins du service d'urgence de l'établissement parrain s'engagent à assumer un nombre minimal de gardes par mois à l'établissement parrainé pendant un an. Cet engagement représente une prestation de services supplémentaires pour ces médecins. Également cet engagement peut être révisé après six mois d'application de la présente entente. Il ne peut être prolongé à moins d'accord des parties;

4.02 Un médecin de l'établissement parrain est désigné comme coordonnateur du parrainage;

4.03 Pendant une phase de démarrage d'au plus deux mois précédant le début de la période d'application, les dispositions de l'article 5.00 s'appliquent à l'exception du paragraphe 5.05;

4.04 Sur approbation du comité paritaire, cet engagement peut être révisé à la baisse eu égard au nombre minimal de gardes à assumer, ou annulé, s'il s'avère que la disponibilité des effectifs médicaux pour le service d'urgence de l'établissement parrainé augmente ou que les effectifs médicaux du service d'urgence de l'établissement parrain diminuent de façon significative. L'établissement parrain doit en aviser l'établissement parrainé au moins un mois à l'avance.

Le comité paritaire peut également réviser à la baisse ledit engagement pour tout motif qu'il juge satisfaisant.

5.00 Modalités spécifiques de rémunération

5.01 Sous réserve des paragraphes suivants, les dispositions s'appliquant au médecin désigné dans le cadre de l'article 30.00 de l'entente générale s'appliquent au médecin de l'établissement parrain lorsqu'il exerce au service d'urgence de l'établissement parrainé;

5.02 La rémunération versée pour la dispensation des services au service d'urgence de l'établissement parrainé par un médecin du service d'urgence de l'établissement parrain est majorée d'un pourcentage de 15 % applicable sur le tarif de base;

5.03 Pour chaque garde régulière assumée au service d'urgence de l'établissement parrainé par un médecin de l'établissement parrain, une prime de 150 \$ est accordée à l'ensemble des médecins du service d'urgence de l'établissement parrain. Cette prime n'est pas sujette à l'application de l'annexe XII;

5.04 Les médecins du service d'urgence décident du mode de répartition entre eux des primes accordées en vertu du paragraphe précédent. Le coordonnateur transmet, à tous les mois, au comité paritaire, le nom des médecins et les montants alloués à chacun selon le mode de répartition retenu;

5.05 L'engagement des médecins de l'établissement parrain relatif au nombre minimal de gardes doit être respecté pour chacun des mois de la période d'application d'un an de la présente lettre d'entente. Le non-respect de cet engagement, pour un mois donné, entraîne, pour ce mois, l'annulation des dispositions prévues au paragraphe 5.03 à moins d'exemption accordée par le comité paritaire;

5.06 Un forfait de 4 000 \$ est versé au médecin coordonnateur pour la rémunération de l'ensemble des activités réalisées dans le cadre de l'élaboration de l'entente de services entre les établissements concernés, de sa mise en place ainsi que de son application. Dans le cas où une entente de parrainage implique plus d'un établissement parrain, ce forfait peut être réparti entre plusieurs coordonnateurs. Un des établissements parrains en informe le comité paritaire et lui transmet le nom des médecins concernés ainsi que le montant qui est alloué à chacun;

5.07 Une somme de 3 000 \$ du forfait prévu au paragraphe précédent est versée au début de la période d'engagement et la somme résiduelle de 1 000 \$ est versée au début de la deuxième période de six mois de la période d'engagement.

AVIS : *Le médecin n'a pas à facturer la Régie pour le paiement des primes et le forfait du médecin coordonnateur. Le comité paritaire avise la Régie quant aux montants à verser.*

6.00 Modalités de fonctionnement

6.01 Le coordonnateur du parrainage est responsable, notamment :

- de transmettre au comité paritaire la liste des médecins du service d'urgence de l'établissement parrain qui acceptent d'assumer des gardes à l'établissement parrainé;
- de transmettre les informations requises pour l'application, s'il y a lieu, des dispositions des paragraphes 5.04 et 5.06;
- d'aviser le comité paritaire de toute difficulté relative à la réalisation de l'entente de parrainage;

6.02 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit, notamment, les fonctions suivantes :

- il transmet à la Régie toutes les informations requises pour l'application des dispositions de la présente lettre d'entente;
- s'il y a lieu, il informe la Régie du non-respect, pour un mois donné, de l'engagement;
- il informe la Régie, le cas échéant, du retrait de la désignation de l'établissement parrain de la présente lettre d'entente;
- il est responsable du suivi de l'application de la présente lettre d'entente et fait des recommandations aux parties le cas échéant.

7.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} novembre 2002 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 20^e jour de janvier 2003.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE 1 (*Lettre d'entente n° 130*)

Établissement parrain	Établissement parrainé	Nombre minimal de gardes	Période d'application
+ CH de Lévis + et + CH de Montmagny	CH St-Georges de Beauce	12	01-05-2004 au 31-01-2005

AVIS : La présente annexe est modifiée par l'Accord n° 542

LE - N° 131

LETTRE D'ENTENTE NO 131

Concernant le programme de ressourcement en médecine hospitalière, urgence et courte durée, d'une région en pénurie d'effectifs médicaux

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Conditions d'application

1.01 Les dispositions de la présente lettre d'entente s'appliquent aux établissements d'une région en pénurie d'effectifs médicaux désignée par le comité paritaire;

1.02 Le département régional de médecine générale (DRMG) doit élaborer son programme de ressourcement. Ce programme de ressourcement doit :

- Tenir compte de l'accréditation des milieux de stages par le Collège des médecins du Québec et, en accord avec ce dernier, déterminer le mode de sélection des maîtres de stages;
- Désigner les établissements en grave pénurie d'effectifs médicaux où le médecin inscrit au programme de ressourcement pourra effectuer les gardes ou dispenser les services dans une unité de soins de courte durée selon l'engagement pris en vertu de la présente lettre d'entente
- Être approuvé par le comité paritaire;
- Déterminer les termes de l'engagement attendu du médecin qui se prévaut des dispositions de la présente lettre d'entente quant aux services à dispenser dans le service d'urgence ou à l'unité de soins de courte durée de l'établissement désigné.

1.03 Sauf sur dérogation du comité paritaire, est admissible à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente le médecin qui :

- Est en pratique depuis plus de quatre ans;
- N'a pas pratiqué dans un service d'urgence ou dans une unité de soins de courte durée d'un centre hospitalier, de façon significative, depuis plus de quatre ans. N'est pas considérée comme une pratique dans un service d'urgence, une pratique limitée au service d'urgence mineure d'un établissement;
- S'inscrit dans le programme de ressourcement de la régie régionale;
- Répond aux exigences du Collège des médecins du Québec;
- S'engage à répondre aux attentes déterminées par la régie régionale, par son DRMG, quant aux services à dispenser au service d'urgence ou dans l'unité de soins de courte durée de l'établissement désigné;
- Complète ses stages sur une période ne dépassant pas trois (3) mois, sauf sur approbation du comité paritaire.

2.00 Allocations compensatoires

2.01 Le médecin en stage de ressourcement reçoit une allocation forfaitaire quotidienne de 600 \$ pour une période de formation de huit (8) heures ou de 300 \$ pour une période de formation de quatre (4) heures;

AVIS : Utiliser la « Demande de paiement - Médecin » n° 1200 en y inscrivant les données suivantes dans les cases appropriées:

- le code XXXX01010112, dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE
- le code d'acte **19020** (stage de ressourcement pour une période de formation de **8 heures**) ou,
- le code d'acte **19021** (stage de ressourcement pour une période de **4 heures**) dans la case CODE de la section **actes**;
- ne **rien** inscrire dans la case UNITÉS;
- le code d'établissement;
- les honoraires et reporter ce montant dans la case TOTAL (non soumis à la rémunération différente).

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

2.02 Il ne peut recevoir, pour la journée pendant laquelle il se prévaut de l'allocation forfaitaire, aucune autre rémunération pour les services dispensés dans le service d'urgence ou dans l'unité de soins de courte durée où il effectue son stage;

2.03 Pour le médecin qui exerce de façon régulière en cabinet, une allocation supplémentaire de 180 \$ par journée de stage ou de 90 \$ par demi-journée de stage, est accordée pour compenser les frais de cabinet lorsque la journée de formation ou la demi-journée selon le cas, a lieu une journée pendant laquelle il aurait exercé en cabinet;

AVIS : Pour facturer une allocation supplémentaire de :

- 180 \$ par journée de stage (code **19020**), inscrire le modificateur **152** dans la case MOD

- 90 \$ par demi-journée de stage (code **19021**), inscrire le modificateur **153** dans la case MOD

2.04 Les dispositions relatives à la compensation du temps de déplacement et du remboursement des frais de déplacement s'appliquant au médecin désigné dans le cadre de l'article 30.00 de l'entente générale s'appliquent au médecin en stage de ressourcement visé aux présentes et, s'il y a lieu, au médecin maître de stages. Les frais de séjour sont à la charge de l'établissement désigné;

AVIS : Voir les modalités de facturation sous l'onglet « Rédaction de la demande de paiement » section 4.6.5, Annexe V « Remboursement des frais de déplacement » du MANUEL des médecins omnipraticiens.

2.05 La participation aux séances de formation en ATLS, APLS et ACLS est admissible aux dispositions de la présente entente;

2.06 Les dispositions du paragraphe 1.1.3 du préambule général de l'annexe V s'appliquent au médecin maître de stages;

2.07 Aux fins de l'annexe IX, les allocations versées en vertu des présentes sont considérées comme une rémunération versée pour des services dispensés dans un service d'urgence ou, selon le cas, dans une unité de soins de courte durée;

2.08 Le médecin qui se prévaut des dispositions de la présente lettre d'entente ne peut se prévaloir des dispositions de l'annexe XIX relative au programme de formation continue pour les mêmes journées de formation ni, le cas échéant, de celles relatives au ressourcement prévues à l'annexe XII.

3.00 Procédures

3.01 La régie régionale assume les fonctions suivantes :

- Elle soumet, pour approbation, son programme de ressourcement au comité paritaire;
- Elle transmet au comité paritaire le nom du médecin qui s'inscrit au programme de ressourcement, le nombre de journées de stages prévu ainsi que le nom du ou des médecins maîtres de stages et le nom des établissements identifiés comme lieux de formation
- Elle établit les liens avec le Collège des médecins du Québec responsable de déterminer le nombre de journées de stages requis pour chaque médecin, les critères de sélection des maîtres de stages et des lieux de stages;
- Elle s'assure du bon déroulement du stage de ressourcement;
- Elle s'assure du respect de l'engagement du médecin quant aux services à dispenser dans le service d'urgence ou, selon le cas, dans l'unité de soins de courte durée, de l'établissement désigné;

3.02 Le comité paritaire assume les fonctions suivantes ;

- Il approuve le programme de ressourcement de la régie régionale ;
- Il transmet à la Régie le nom des médecins visés par la présente lettre d'entente ;
- Il évalue l'efficacité du programme de ressourcement après un an de fonctionnement.

4.00 Mise en vigueur

4.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et se termine le 31 mars 2004.

AVIS : *Cette lettre d'entente est prolongée jusqu'au 31 mars 2005 par l'Amendement 85.*

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 132

Concernant l'expérimentation de certaines modalités de rémunération des services de garde dans le cadre d'une prise en charge, intra-régionale et interrégionale, du service d'urgence par un groupe de médecins auprès d'un établissement désigné.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente lettre d'entente a pour objet d'expérimenter certaines modalités de rémunération des services de garde d'un service d'urgence de première ligne d'un établissement dans le cadre d'une prise en charge de la couverture complète de ces services par un groupe de médecins.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Désignation des établissements

3.01 Peut être désigné, sur recommandation de la régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale, dans le cadre de l'expérimentation des modalités de rémunération prévues aux présentes, l'établissement doit opérer un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et remplir, à moins de dérogation accordée par le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale, les conditions suivantes :

- a) Ses effectifs médicaux sont en nombre insuffisant de façon importante et depuis plus d'un an. Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable d'évaluer l'ampleur de la pénurie relativement aux effectifs requis en se basant, notamment, sur l'historique de l'établissement quant aux effectifs en place et sur la charge de travail globale des médecins qui y exercent;
- b) Le temps de déplacement pour se rendre au service d'urgence le plus rapproché est de plus de quarante-cinq (45) minutes;
- c) Il est situé dans un territoire désigné par arrêté du Ministre conformément au 3^e alinéa de l'article 19 de la Loi;
- d) Il est désigné dans le cadre d'une lettre d'entente concernant des modalités spécifiques de compensation de temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire;

3.02 Sur recommandation du comité paritaire, les parties désignent, par accord, les établissements inscrits à l'annexe des présentes.

4.00 Conditions d'application

4.01 Pour chaque établissement désigné, la régie régionale, par la voie de son département de médecine générale, en collaboration avec les établissements concernés, forme un groupe de médecins qui s'engagent à couvrir l'ensemble des quarts de garde au service d'urgence de l'établissement désigné;

4.02 Peut faire partie du groupe de médecins prévu au paragraphe précédent :

- a) tout médecin de l'établissement désigné;
- b) tout médecin exerçant dans la région de l'établissement désigné et détenant une nomination dans un établissement avec privilèges à l'urgence ou en ayant détenu depuis moins de quatre ans;
- c) tout médecin qui exerce dans une autre région que celle de l'établissement désigné et détenant une nomination d'un établissement avec privilèges à l'urgence ou en ayant détenu depuis moins de quatre ans;
- d) Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale peut être admissible à faire partie du groupe. Il est alors réputé être un médecin hors région visé à l'article 7.00 des présentes;

4.03 Un médecin ne peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente que s'il fait partie du groupe de médecins qui, collectivement, prend l'engagement décrit à l'article 5.00 des présentes;

4.04 Ne peut faire partie du groupe de médecins, un médecin qui exerce de façon régulière auprès d'un établissement autre que celui désigné aux fins des présentes si cet établissement doit faire appel au mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale.

5.00 Engagement

5.01 Un groupe de médecins, y compris ceux qui détiennent déjà des privilèges pour exercer dans le service d'urgence de l'établissement, prend l'engagement de couvrir la totalité des quarts de garde au service d'urgence de l'établissement pendant une période d'au moins trois (3) mois. Par la suite, cet engagement est renouvelable sur autorisation du comité paritaire;

5.02 Chaque médecin faisant partie du groupe s'engage à assumer un nombre prédéterminé de garde selon les modalités déterminées par le chef du groupe désigné selon l'article 9.00 des présentes;

5.03 La garde peut être assurée sur place ou en disponibilité en conformité avec les modalités de garde déterminées par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) ou le chef du service médical ou par celui qui en assume les fonctions.

6.00 Médecin de la région

6.01 Pour les services dispensés dans le service d'urgence de l'établissement désigné, le médecin visé au paragraphe 4.02b) de la présente lettre d'entente est rémunéré selon les modalités de rémunération qui s'appliquent dans l'établissement désigné;

AVIS : *Un avis de service doit être transmis **seulement** dans les cas où le mode du tarif horaire (n° 3547) ou celui des honoraires fixes (n° 1897) prévaut dans l'établissement. Ce dernier doit préciser qu'il concerne la Lettre d'entente n° 132.*

6.02 La compensation du temps et des frais de déplacement du médecin visé au paragraphe 4.02b) se fait selon les modalités de la lettre d'entente citée au paragraphe 3.01d) des présentes.

7.00 Médecin hors région

7.01 Le médecin visé aux alinéas c) ou d) du paragraphe 4.02 est, en regard des conditions de rémunération et de la compensation du temps et des frais de déplacement, réputé exercer dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale et est soumis à l'ensemble des conditions qui y sont spécifiées;

7.02 Pour se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente, il doit s'engager à effectuer au moins six (6) quarts de garde ou quarante-huit (48) heures des services cliniques de dépannage dans le cadre de l'engagement pris par le groupe de médecins au cours des trois (3) mois en cause;

7.03 Chaque déplacement de ce médecin, dans le cadre des services dispensés auprès de l'établissement désigné aux fins des présentes, doit donner lieu à au moins deux quarts de garde sauf si ce médecin a son lieu de pratique principale, ou son lieu de résidence s'il s'agit d'un médecin à la retraite, à moins de 75 kilomètres de l'établissement. Toutefois, le comité paritaire peut accepter de réduire cette exigence d'un minimum de quarts de garde par déplacement sur la base de la distance à parcourir par le médecin.

8.00 Modalités spécifiques de rémunération

8.01 La rémunération versée pour la dispensation des services au service d'urgence de l'établissement désigné, par un médecin faisant partie du groupe de médecins, est majorée d'un pourcentage de 10 % applicable sur le tarif de base. Le taux de majoration est de 12,8 % pour le médecin rémunéré à honoraires fixes pendant une période régulière d'activités et de 12 % pendant une période de garde;

AVIS : Pour les professionnels rémunérés à l'acte : Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et facturer vos services en **ajoutant le 10 %** à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

Pour les professionnels rémunérés **selon le mode des honoraires fixes et du tarif horaire (TH)**. Veuillez utiliser les codes d'activités et les secteurs de dispensation appropriés :

Codes d'activités :

- 075015 : examens relatifs à l'hépatite C;
- 075030 : services cliniques;
- 075063 : garde sur place;
- 075071 : garde sur place à même les 35 premières heures d'activités (**TH seulement**);
- 075081 : garde en disponibilité (Voir NOTE plus bas pour utilisation);
- 075098 : services de santé durant le délai de carence.
- 009104 : dépannage lors de la prise en charge de l'urgence par un groupe de médecins (**TH seulement**)

Codes de secteurs de dispensation :

- 12 : Samedi, dimanche et journée fériée **ou 17 pour les professionnels pratiquant dans les établissements mentionnés aux articles 4, 5c) et 5d) de la Lettre d'entente n° 77**;
- 12 : En semaine de 20h00 à 8h00;
- 07 : En semaine de 8h00 à 20h00.

NOTE : Pour la garde en disponibilité : Les professionnels couverts par les ententes particulières **1)** du Grand-Nord **2)** dans ou auprès du CH de l'Archipel **3)** pour le compte du Centre de santé Chibougamau, **sont les seuls** pour qui la facturation à honoraires fixes et à tarif horaire de la garde en disponibilité (075081) est permise; autrement, la garde en disponibilité doit être facturée à l'acte tel qu'il est prévu dans les documents d'entente.

8.02 Si l'engagement du groupe de médecins, pour un mois donné, est respecté et qu'en conséquence l'établissement n'a pas eu à faire appel, dans le cadre du dépannage, à d'autres médecins que ceux du groupe de médecins et qu'il n'y a pas eu de rupture de services, un forfait de 50 \$ par quart de garde de huit (8) heures est versé au médecin qui a assumé ce quart de garde. Le forfait est divisible en heure;

AVIS : Bien vouloir inscrire les données suivantes sur votre demande de paiement n° 1200 :

- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'ASSURANCE MALADIE;
- la date et le code **19022**;
- le code d'établissement correspondant au service d'urgence (0XXX7);
- le nombre d'heures de garde dans la case **UNITÉS**;
- les honoraires au prorata du temps de garde effectué (soumis à la rémunération majorée);
- l'heure du début et de fin de la période de garde ainsi que la durée totale dans la case **DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**.

8.03 Dans le cas où, pour un mois donné, l'engagement des médecins n'est pas respecté et que l'établissement doit faire appel, dans le cadre du dépannage, à d'autres médecins que ceux du groupe de médecins ou qu'il y a rupture de services, le forfait prévu au paragraphe précédent n'est pas versé pour aucun des quarts de garde effectués pendant le mois en cause.

9.00 Modalités de fonctionnement

9.01 La régie régionale concernée, par la voie de son département régional de médecine générale, est responsable de :

- a) transmettre au comité paritaire la liste des médecins qui font partie du groupe de médecins visé aux présentes, le statut de chaque médecin en regard des dispositions du paragraphe 4.02 de la présente entente, le nombre de quarts de garde auxquels chacun s'engage par trois mois ainsi que, le cas échéant, le nom de l'établissement où ils exercent de façon régulière;
- b) informer le comité paritaire de la date de début de l'engagement des médecins ainsi que de son renouvellement;
- c) désigne le chef du service d'urgence de l'établissement désigné comme médecin responsable de la coordination de la prestation des services visés aux présentes.

9.02 L'établissement informe la régie régionale de toute rupture de services et des quarts de garde pour lesquels il a dû faire appel à un médecin dans le cadre du mécanisme de dépannage qui ne fait pas partie du groupe de médecins prévu aux présentes. La régie régionale en informe le comité paritaire;

9.03 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes:

- a) il transmet à la Régie le nom des médecins faisant partie du groupe de médecins, de l'engagement du groupe, de la date de début de cet engagement ainsi que de son renouvellement s'il y a lieu;
- b) il informe la Régie, le cas échéant, de l'application du paragraphe 8.03 des présentes.
- c) il fait le suivi de l'application de la présente lettre d'entente et fait des recommandations aux parties, le cas échéant.

10.00 Entrée en vigueur et durée

10.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 15 avril 2003 et le demeure jusqu'au 15 avril 2005.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 133

LETTRE D'ENTENTE NO 133

Concernant l'expérimentation de certaines modalités de rémunération afin d'assurer l'accessibilité auprès d'un service d'urgence durant certaines périodes de l'année.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

La présente entente a pour objet d'expérimenter certaines modalités de rémunération afin d'assurer l'accessibilité auprès d'un service d'urgence d'un établissement confronté à une pénurie d'effectifs lors de la période comprise entre le 15 juin 2003 et 6 septembre 2003.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Conditions d'admissibilité de l'établissement

3.01 Un établissement peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- Il compte dix (10) médecins ou moins détenant une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;
- Plusieurs de ses médecins quittent le service d'urgence de sorte que l'établissement est confronté à une pénurie très importante d'effectifs;
- Il n'a pas réussi à trouver des médecins dépanneurs via le mécanisme de dépannage prévu par l'entente générale ou via la desserte intra-régionale convenue entre les parties;
- Durant la période de rupture d'effectifs visée par la présente lettre d'entente, ses effectifs médicaux sont en nombre insuffisant de façon importante et depuis près d'un an. À cette fin, le comité paritaire est responsable d'évaluer l'ampleur de la pénurie des effectifs en se fondant, notamment, sur l'historique de l'établissement quant aux effectifs en place et sur la charge de travail globale des médecins;
- Il doit adresser une demande, dans le cadre de la présente entente, au comité paritaire selon les délais prescrits par celui-ci;
- Il établit, à la satisfaction du comité paritaire, qu'en prévision de la période d'application de la présente lettre d'entente, avoir pris les moyens afin que ses effectifs médicaux réguliers assurent le maximum possible des quart de garde requis;

3.02 Un établissement peut se prévaloir, pour au plus à deux reprises, des dispositions de la présente lettre d'entente pour combler, à chaque fois, un maximum de cinq (5) quarts de garde durant la période visée par la présente lettre d'entente sauf en cas de situation exceptionnelle préalablement autorisé par le comité paritaire.

4.00 Conditions d'admissibilité du médecin

4.01 Pour se prévaloir de la présente lettre d'entente, un médecin doit répondre aux conditions ci-après énumérées:

- Le médecin doit détenir des privilèges pour exercer dans un service d'urgence d'un établissement ou en a détenu au cours des quatre(4) dernières années;
- Tant durant la période visée par la présente lettre d'entente qu'au cours de l'année précédant le moment où il manifeste sa disponibilité, l'établissement ou les établissements où le médecin exerce de façon régulière n'est pas ou ne sont pas en pénurie d'effectifs médicaux selon l'évaluation qu'en fait le comité paritaire;

- Le médecin doit souscrire un engagement écrit suivant lequel il s'engage spécifiquement :
 - a) à se rendre disponible durant une semaine complète, soit du dimanche au samedi suivant, semaine dont les dates seront fixées à l'avance et qui tiendront compte, dans la mesure du possible, des choix de dates formulés par le médecin;
 - b) à assumer, selon les besoins, cinq (5) quarts de garde échelonnés sur une période de cinq (5) jours non nécessairement consécutifs, d'une durée de 8 à 12 heures et/ou selon le mode d'organisation de l'établissement et ce, auprès d'un ou plusieurs établissements désignés par le comité paritaire;
 - c) d'assumer les quarts de garde selon l'horaire qui lui sera assigné par l'établissement demandeur;
- Durant sa semaine d'engagement, le médecin ne peut effectuer de dépannage autrement que dans le cadre de la présente lettre d'entente dans un ou des établissements qu'à condition d'avoir été préalablement autorisé par le comité paritaire prévu aux présentes;
- Pour les fins de l'application de la présente lettre d'entente, un médecin peut souscrire un engagement pour plus d'une semaine de disponibilité;
- Suite à l'acceptation de sa candidature, le médecin doit transmettre au comité paritaire un exemplaire de l'engagement écrit prévu aux fins de la présente lettre d'entente.

5.00 Modalités spécifiques de rémunération

5.01 Aux fins de l'application de la présente lettre d'entente, le médecin dépêché auprès d'un établissement désigné est rémunéré selon les modalités prévues à l'article 30.00 de l'entente générale et le tout conformément, aux lettres d'ententes régissant le ou les établissement (s) demandeur (s);

5.02 Un forfait au montant de 2 500 \$ par semaine de disponibilité sera versé au médecin s'il respecte l'ensemble des obligations prévues aux paragraphes a), b) et c) et s'il effectue un ou des quarts de garde. Toutefois, ce forfait est fixé à 3 500 \$ par semaine de disponibilité si le médecin engagé n'est pas dépêché par le comité paritaire pour effectuer un ou des quarts de garde durant sa semaine de disponibilité.

AVIS : Remplir le formulaire « Demande de paiement - médecin (n° 1200) » de la façon suivante :

- Dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE, inscrire XXXX01010112;
- Dans la case ACTES, inscrire le code 19041 (montant de 2 500 \$) ou le code 19042 (montant de 3 500 \$), soumis à la rémunération différente;
- La date de service correspondant au dernier jour de dispensation de la semaine de disponibilité;
- Le code de localité de son lieu de pratique principal.

Aucun autre service doit être facturé sur cette demande de paiement.

5.03 La rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente est sujette au paragraphe 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale.

6.00 Banque

6.01 Pour les fins d'application de la présente lettre d'entente, le comité paritaire détermine, au plus tard le 1^{er} mai 2003, la banque maximale de semaines de disponibilité allouée au total.

7.00 Respect de l'engagement

7.01 Sauf si le médecin trouve lui-même un médecin pour le remplacer répondant aux critères d'admissibilité prévus aux présentes ou sauf cas fortuits soumis à l'approbation du comité paritaire, le médecin qui met fin unilatéralement à son engagement après le 15 mai 2003 ou qui ne respecte pas son engagement est passible d'une pénalité au montant 1 750 \$ pour chaque semaine d'engagement.

8.00 Modalités de fonctionnement**8.01** Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- En prévision de la période visée par la présente lettre d'entente, il fera, jusqu'au 31 mai 2003, un appel de candidatures des médecins. Il distribuera les semaines de disponibilité aux médecins en tenant compte notamment, de la date de réception de chaque candidature, de la banque de semaines de disponibilité allouée, des dates de disponibilité du médecin;
- Au plus tard deux (2) semaines suivant la date de réception de sa candidature, il informe le médecin de la semaine ou des semaines de disponibilité qui lui sont attribuées et lui transmet un exemplaire de l'engagement écrit prévu aux présentes;
- Il transmet à la Régie le nom des médecins sélectionnés et leur(s) semaine (s) de disponibilité attribuée(s);
- Il informe la Régie des autorisations de dépannage, s'il y a lieu, le tout selon la procédure habituelle;
- En collaboration avec la régie concernée et tenant compte des besoins des établissements, le comité paritaire procédera à la désignation du ou des médecins ainsi que du nombre de quarts de garde;
- Il décide de l'application de la pénalité prévue à l'article 7.00 et il transmet à la Régie le nom du médecin sujet à la pénalité.

9.00 Entrée en vigueur et durée

9.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mars 2003 et se termine le 7 septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 134

LETTRE D'ENTENTE NO 134

Concernant certaines applications découlant du Protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La révision de la nomenclature des actes et la majoration de certains tarifs applicables dans le service d'urgence d'un CHSGS ou d'un CLSC au réseau de garde tel que prévu au deuxième alinéa du paragraphe 8.00 du protocole ci-haut mentionné prennent effet le 15 mars 2003.
2. Les modifications de l'entente particulière relative à l'unité de soins coronariens ou intensifs d'un CHSGS découlant du paragraphe 8.06 du protocole ci-haut mentionné prennent effet le 1^{er} avril 2003.
3. Pour la période du 1^{er} janvier au 14 mars 2003 en ce qui concerne le service d'urgence et du 1^{er} janvier au 31 mars 2003 en ce qui concerne l'entente particulière relative à l'unité de soins intensifs ou coronariens, un forfait équivalent à la majoration est accordé. Le montant de ce forfait est déterminé selon des modalités à convenir par les parties.
4. Cette lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 135

LETTRE D'ENTENTE NO 135

Concernant certaines dispositions relatives à l'application de l'entente relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables et de l'entente particulière relative à certaines conditions de rémunération applicables, en phase transitoire, au médecin qui exerce sa profession dans le cadre d'un groupe de médecine de famille.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Objet**

1.01 La présente lettre d'entente a pour objet de rendre applicables les dispositions de l'entente relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables au médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille et la détermination des modalités de cette application.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Application de l'entente particulière provisoire relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables

3.01 Malgré le second alinéa du paragraphe 2 de l'annexe I du protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002, un médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille peut se prévaloir des dispositions de l'entente relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables, de l'entente particulière provisoire, et lorsque convenue, de l'entente particulière relative à ce protocole.

3.02 Le médecin qui se prévaut des dispositions de l'entente relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables pour les services dispensés auprès d'un patient, ne peut se prévaloir, pour ce patient, des dispositions prévues au paragraphe I de l'annexe V de l'entente particulière applicable, en phase transitoire, au médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille.

3.03 Au bénéfice du médecin qui exerce en cabinet, dans le cadre d'un groupe de médecine de famille, un forfait supplémentaire de 7 \$ est versé lors du premier examen fait, pour une période annuelle d'application, auprès d'un patient pour lequel le médecin se prévaut de l'entente relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables pour un total de 14 \$ lors du premier examen, en comptabilisant le forfait versé en vertu du paragraphe 3.01 des présentes.

3.04 Au bénéfice du médecin qui exerce en CLSC ou en UMF (CH), dans le cadre d'un groupe de médecine de famille, un forfait supplémentaire de 6 \$ est versé, une fois par période annuelle d'application, pour un examen fait auprès d'un patient pour lequel le médecin se prévaut de l'entente relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables pour un total de 21 \$, une fois par période annuelle d'application, en comptabilisant le forfait versé en vertu du paragraphe 3.01 des présentes.

3.05 L'entente particulière relative à certaines conditions de rémunération applicables, en phase transitoire, au médecin qui exerce sa profession dans le cadre d'un groupe de médecine de famille est modifiée au paragraphe I de son annexe V en remplaçant le montant de 5,50 \$ qui y apparaît par le montant de 7 \$.

AVIS : Les articles **3.01 à 3.05** de cette lettre d'entente sont remplacés par les nouvelles dispositions des alinéas E et F de l'article 8 de l'Amendement 83.

3.06 À compter du 1^{er} avril 2003, le formulaire d'inscription prévu à l'annexe III de l'entente particulière applicable, en phase transitoire, au médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille sera modifié pour inclure l'identification des conditions de vulnérabilité du patient retenues aux fins de l'entente particulière relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables.

4.00 Financement

4.01 Le financement des mesures prévues à la présente lettre d'entente est évalué par les parties, sur base annuelle récurrente, à 6M \$ pour 100 GMF.

4.02 Pour la période comprise entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004, un montant maximal de 3M \$ est retenu à cette fin par les parties. Ce montant est pris à même les sommes allouées dans le cadre des mesures visant l'équité convenues en regard du règlement intervenu entre le MSSS et la FMSQ. Si les coûts réels encourus, durant la période annuelle visée au présent paragraphe, sont inférieurs au montant de la réserve maximale sus-mentionnée, les parties conviennent d'affecter les sommes rendues ainsi disponibles aux fins qu'elles détermineront.

4.03 Pour les années subséquentes, les parties conviennent de discuter, à l'occasion du renouvellement de l'Entente, du financement récurrent des mesures visées à la présente lettre d'entente.

5.00 Entrée en vigueur et durée

5.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour d'octobre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 136

LETTRE D'ENTENTE NO 136

Prévoyant la modification du protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente se terminant le 31 mars 2002.

VU l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q. c. A-29) ;

VU également les dispositions du Protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002 ;

ATTENDU que le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec conviennent d'introduire certaines modifications à ce protocole d'accord ;

CONSIDÉRANT la nécessité qu'il y aura, d'ici le 31 mars 2003, d'amender en conséquence le protocole d'accord visé.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Objet

1.1 Cette lettre d'entente détermine certaines modifications à introduire au Protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002.

2. Prolongation

2.1 L'article 1 de ce protocole sera amendé de façon à couvrir la période comprise entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2004.

3. Paramètres monétaires

3.1 L'article 2 de ce protocole sera amendé en conformité avec les dispositions apparaissant à cette lettre d'entente.

4. Évolution de la pratique médicale

4.1 L'article 3 de ce protocole sera amendé de façon à prévoir, respectivement en date des 1^{er} avril 2002 et 1^{er} avril 2003, aux lieu et place du facteur de croissance actuel (1 %), l'application d'un facteur de croissance de 1,5 % de l'enveloppe budgétaire globale applicable, à chacune de ces dates.

4.2 Cet amendement indiquera également que pour les années 2002-2003 et 2003-2004, toute non atteinte cumulée reliée à l'application de l'augmentation prévue au paragraphe 4.1 sera affectée, de façon ciblée, selon des modalités à convenir entre les parties.

4.3 Cet amendement précisera enfin que cette augmentation du facteur de croissance devra, dans le cadre du renouvellement de l'Entente se terminant conventionnellement le 31 mars 2004, faire l'objet d'un réexamen par les parties selon une méthodologie agréée par celles-ci.

5. Financement additionnel

5.1 L'article 4 de ce protocole sera amendé de façon à prévoir, sur base annuelle, à certaines fins spécifiques (mise à niveau en GMF, régions et rattrapage), l'introduction d'un financement additionnel récurrent de 23,5 M \$.

6. Enveloppe budgétaire

6.1 L'article 5 de ce protocole sera amendé de façon à prévoir ce qui suit :

- a) pour la période annuelle d'application comprise entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2003, une enveloppe budgétaire globale établie à 1 116,7 M \$;
- b) pour la période d'application comprise entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004, une enveloppe budgétaire globale établie à 1 238,9 M \$ (incluant le forfaitaire de 0,5 % prévu payable en 2003-2004). Sur base annuelle récurrente, cette enveloppe budgétaire s'établit à 1 250,4 M \$;

6.2 Cet amendement devra préciser que les montants susmentionnés incluront les sommes allouées aux titres des paramètres monétaires, de l'évolution de la pratique médicale ainsi que des sommes supplémentaires octroyées par le Ministre à certaines fins spécifiques ;

6.3 Cet amendement précisera également que les paramètres visés au présent article devront comprendre, sur base annuelle, le pourcentage d'augmentation découlant de la mise en œuvre de l'article 8 de cette lettre d'entente ;

6.4 L'amendement susmentionné devra enfin indiquer que l'enveloppe budgétaire globale sera rajustée en fonction des mesures que les parties auraient convenu d'introduire dans le cadre des dispositions de la Lettre d'entente n° 137.

7. Ajustement monétaire

7.1 L'article 7 de ce protocole sera amendé de façon à prévoir que l'annexe IX de l'Entente sera actualisée de façon à refléter les augmentations consenties aux termes de cette lettre d'entente ;

7.2 Cet article 7 sera également amendé de façon à permettre, à des fins de recrutement ou de rétention, l'introduction, à partir du 1^{er} octobre 2003, de mesures et de conditions particulières de rémunération au bénéfice des médecins qui, en régions, y exercent leur profession. Sur base récurrente, une somme de 14,7 M \$ est réservée à cette fin.

8. Ajustement spécifique

8.1 Le protocole d'accord visé aux présentes sera amendé de façon à prévoir un ajustement de l'enveloppe monétaire de 1 % en date du 1^{er} janvier 2004. Cet ajustement est consenti en anticipation de l'augmentation à être accordée à cette date dans les secteurs public et parapublic ;

8.2 Si l'augmentation consentie dans les secteurs en cause devait s'avérer inférieure au pourcentage de l'ajustement consenti, l'ajustement de 1 % accordé aux termes des présentes, sera toutefois maintenu et pris en considération dans le cadre du redressement découlant de la mise en œuvre de la *Lettre d'entente n° 138 ayant pour objet le redressement de la rémunération des médecins omnipraticiens* ;

8.3 Si, au cours de la période couverte par cette lettre d'entente, des augmentations supérieures à l'ajustement consenti étaient apportées aux conventions collectives applicables aux employés des secteurs public et parapublic, les dispositions de cette lettre d'entente ainsi que celles du protocole d'accord visé aux présentes seront rajustées en appliquant, à compter du 1^{er} janvier 2004, le pourcentage d'augmentation qui aura été accordé à ces employés.

9. Augmentation paramétrique

9.1 Déduction faite des sommes réservées par les parties à certaines fins spécifiques (mise à niveau en GMF et régions), le solde des bénéfices monétaires consentis aux termes des présentes sera consacré, sauf exception arrêtée par les parties, à une augmentation paramétrique de la rémunération du médecin, peu importe que celui-ci soit rémunéré à l'acte (*annexe V*), à tarif horaire (*annexe XIV*) ou à honoraires fixes (*annexe II*).

9.2 Les modalités relatives à l'actualisation visée au présent article seront complétées avant le 1^{er} avril 2003. Cette actualisation comportera des stipulations disposant du montant que représente le pourcentage de 1 % apparaissant à l'article 8 de cette lettre d'entente ;

9.3 Cette actualisation ne saurait être affectée, retardée ou remise en question en raison d'un dépassement prévisible ou constaté de l'enveloppe budgétaire globale.

10. Modification

10.1 La modification du protocole d'accord visée aux présentes est complétée d'ici le 31 mars 2003.

11. Mise en vigueur

11.1 Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} mars 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour d'octobre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 137

LETTRE D'ENTENTE NO 137**Ayant pour objet l'adoption des mesures favorisant la qualité et l'accessibilité aux soins.**

VU l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie* (L.R.Q.c. A-29);

VU les dispositions du *Protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente se terminant le 31 mars 2002*;

VU également les dispositions de la *Lettre d'entente n° 136* prévoyant la modification du protocole d'accord susmentionné;

ATTENDU la volonté des parties de poursuivre sans délai les échanges et les travaux déjà entrepris relativement à l'étude de certaines questions ainsi qu'à l'adoption de certaines mesures favorisant la qualité et l'accessibilité aux soins;

CONSIDÉRANT la nécessité qu'il y aurait d'identifier les principales mesures et questions en cause en les situant à l'intérieur d'un calendrier pouvant comporter certaines échéances.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties s'engagent à poursuivre les échanges et les travaux déjà entrepris sur les mesures et questions suivantes:

- Dans le cadre du réseau d'accessibilité, les rôles et fonctions dévolus au cabinet privé, au CLSC ainsi qu'au GMF;
- Dans le cadre susmentionné, la révision de la composante technique;
- La rémunération de la télé-médecine;
- L'amélioration du programme de congé parental;
- La révision et la bonification du programme de ressourcement;
- Dans le cadre du réseau d'accessibilité, la rémunération des tâches médico-administratives;
- Dans le cadre susmentionné, la modification des plafonds de gains de pratique;

2. La négociation ayant trait aux mesures et questions susmentionnées devra être complétée dans les meilleurs délais afin de permettre la conclusion d'ententes applicables même avant le 1^{er} avril 2004;

3. Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} mars 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour d'octobre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 138

LETTRE D'ENTENTE NO 138**Ayant pour objet le redressement de la rémunération des médecins omnipraticiens**

VU l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie* (L.R.Q. c. A-29);

ATTENDU la politique de rémunération du gouvernement;

ATTENDU que le gouvernement a la responsabilité d'offrir, et de maintenir, un niveau de rémunération concurrentiel aux fins de permettre la rétention et le recrutement des médecins omnipraticiens nécessaires au bon fonctionnement du système de santé québécois;

ATTENDU, qu'à ces fins, les comparaisons et les écarts de rémunération avec les autres provinces se doivent d'être pris en considération;

ATTENDU que le gouvernement et la Fédération reconnaissent l'existence d'écarts entre la rémunération des médecins omnipraticiens du Québec et celle de leurs collègues des autres provinces, sans pour autant s'entendre sur l'ampleur des écarts à reconnaître et à corriger;

CONSIDÉRANT que les comparaisons de rémunération de même que leur interprétation exigent la prise en compte d'une multitude de facteurs d'ordre technique, économique et social;

CONSIDÉRANT qu'en dépit de l'incertitude sur l'ampleur des écarts à corriger, le gouvernement a déjà accepté de procéder, à compter du 1^{er} avril 2003, à un redressement de la rémunération des médecins omnipraticiens par le biais des mesures prévues aux termes de l'article 5 de la *Lettre d'entente n° 136 prévoyant la modification du protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'Entente se terminant le 31 mars 2002*.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De mettre sur pied un comité d'étude sur la rémunération des médecins omnipraticiens. Ce comité a pour mandat de comparer la rémunération des médecins omnipraticiens du Québec par rapport à celle de leurs confrères des autres provinces et, partant, de déterminer l'ampleur des écarts de rémunération.

Dans le cadre de son analyse, le comité tient compte de l'ensemble des facteurs pertinents à la comparaison de la rémunération des médecins omnipraticiens et à la détermination des écarts de rémunération.

2. Ce comité est composé des personnes suivantes :

- a) un expert indépendant choisi par les parties qui, par ses connaissances dans le domaine, pourra, par sa participation, faciliter la réalisation du mandat du comité;
- b) de représentants de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec;
- c) de représentants du Ministre de la Santé et des Services sociaux; et :
- d) d'un représentant du Secrétariat du Conseil du trésor.

3. Les parties désignent monsieur Marc-André Fournier afin d'agir comme expert indépendant et conviennent d'assumer, à part égale, le paiement de ses honoraires.

4. Afin de permettre au comité d'accomplir son mandat avec compétence et célérité, les parties conviennent de retenir les services de l'Institut canadien d'information sur la santé ou, à défaut, de tout autre expert, afin de colliger et de fournir aux membres du comité l'ensemble des données pertinentes à la comparaison de la rémunération des médecins omnipraticiens du Québec avec celle de leurs confrères des autres provinces, de même qu'à la détermination des écarts de rémunération qui prévalent. Les coûts reliés à l'obtention de ces services sont assumés, à part égale, par les parties.

Les parties conviennent d'octroyer les mandats requis à cette fin de façon à ce que l'ensemble des données pertinentes soit colligé et fourni au plus tard le 31 mai 2003.

5. Les travaux du comité d'étude sur la rémunération devront être complétés au plus tard le 31 octobre 2003. Le comité remettra aux parties un rapport faisant état de ses commentaires et conclusions.

6. Une fois saisies des résultats des travaux du comité, les parties entreprennent des pourparlers en vue de conclure une entente sur les écarts de rémunération à corriger. À moins que les parties n'en conviennent autrement, le calendrier de ces correctifs, avec les échéances qu'il comportera, ne saurait s'étendre sur une période excédant quatre (4) ans.

7. En tout temps, à la demande d'une partie, un médiateur pourra être désigné par les parties afin de leur permettre d'en arriver à une entente. Les honoraires du médiateur sont assumés, à part égale, par celles-ci.

8. Le médiateur fera rapport aux parties en indiquant à celles-ci les sujets d'ententes et de mésententes. Il les saisira de toute autre conclusion ou recommandation qu'il jugera raisonnables. Une recommandation du médiateur aux parties ne lie pas celles-ci.

9. Le gouvernement s'engage à corriger les écarts reconnus par les parties afin d'assurer et de maintenir un niveau de rémunération concurrentiel visant à permettre la rétention et le recrutement des médecins omnipraticiens nécessaires au bon fonctionnement du système de santé québécois.

10. Ces correctifs s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2004, et par la suite au 1^{er} avril de chaque année, selon l'ampleur des écarts à être corrigés et en conformité avec le calendrier convenu entre les parties.

11. Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} mars 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour d'octobre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 139

LETTRE D'ENTENTE NO 139**Concernant la gestion de fin de carrière des médecins omnipraticiens**

CONSIDÉRANT l'introduction en 1995 d'un programme d'allocation de fin de carrière pour les médecins omnipraticiens;

CONSIDÉRANT la fin du programme d'allocation de fin de carrière au 31 décembre 1998;

ATTENDU que depuis cette date les médecins omnipraticiens ne bénéficient plus de modalités particulières de gestion de fin de carrière;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir le statut de travailleur autonome des médecins omnipraticien ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. D'ici le 31 mai 2003, la Fédération déposera à la table de négociation, à laquelle se sera joint un représentant du Secrétariat du Conseil du trésor, ses orientations, en matière de gestion de la fin de carrière des médecins omnipraticiens;

2. Dans les quatre-vingt-dix (90) jours de ce dépôt, les représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux et du Secrétariat du Conseil du trésor procéderont à l'analyse des orientations déposées par la Fédération et feront part de leur position;

3. Par la suite, les parties entameront des pourparlers en vue d'en arriver à la conclusion d'une entente applicable à compter du 1^{er} avril 2004;

4. Dans le cadre de ces pourparlers, les parties pourront convenir de procéder aux divers travaux ou études susceptibles de les éclairer dans leur négociation.

5. Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} mars 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour d'octobre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 140

LETTRE D'ENTENTE NO 140**Ayant pour objet les conditions d'exercice des médecins omnipraticiens**

VU l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie* (L.R.Q. c. A-29);

ATTENDU que les médecins omnipraticiens exercent leurs activités professionnelles à divers niveaux de soins, que ce soit en cabinet, en établissement ou à domicile;

ATTENDU que les champs d'activités du médecin omnipraticien se situent aussi bien en première, deuxième et, plus rarement, en troisième ligne;

ATTENDU la nécessité qu'il y a d'assurer en CLSC, compte tenu des ressources disponibles, des conditions propices à l'exercice de la médecine, notamment un soutien administratif et technique adéquat;

ATTENDU que la Fédération considère que la vocation première du médecin omnipraticien est, et doit demeurer, la médecine générale et la médecine de famille et qu'il lui importe d'assurer la sauvegarde de cette vocation première, celle-ci étant d'ailleurs la raison d'être du médecin omnipraticien;

CONSIDÉRANT la nécessité qu'il y aurait, à ces fins, de cerner plus précisément les facteurs qui influencent la détermination des champs d'activités du médecin omnipraticien, ses orientations de carrière ainsi que le choix des niveaux de soins où il exerce sa profession.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De mettre sur pied un comité paritaire sur les conditions d'exercice des médecins omnipraticiens composé de représentants du Ministre de la Santé et des Services sociaux et de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. Un observateur en provenance du Collège des médecins du Québec participe également aux travaux de ce comité.

2. Le comité peut s'adjoindre les services de médecins omnipraticiens exerçant dans divers champs d'activités, de représentants de régions régionales ou voire d'établissements du réseau, lesquels sont susceptibles de contribuer aux travaux du comité. Il peut à cette fin constituer un groupe de travail et leur confier des mandats spécifiques.

3. Le comité a pour mandat de favoriser l'amélioration des conditions d'exercice des médecins omnipraticiens, et ce, dans le but de favoriser la qualité des soins et d'améliorer leur accessibilité pour la population.

4. À des fins d'analyse et de recommandation quant aux correctifs à apporter, le comité identifie plus particulièrement certaines problématiques liées aux conditions d'exercice des médecins omnipraticiens, parmi lesquelles :

- La hiérarchisation des soins, ses causes et ses effets;
- Les modes de rémunération et leur impact sur le partage des tâches entre médecins omnipraticiens et médecins spécialistes;
- L'importance du rôle du médecin omnipraticien, peu importe le niveau de soins (pratique institutionnelle, cabinet, GMF, domicile, réseau de garde ou réseau d'accessibilité);
- En CLSC, l'existence de conditions propices à l'exercice de la médecine, notamment en matière de soutien administratif et technique.

5. Le comité peut également donner des avis ou faire des recommandations sur toute question relative à l'organisation du travail ou aux conditions d'exercice des médecins omnipraticiens.

6. Cette lettre d'entente prend effet le 1^{er} mars 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour d'octobre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 141**Concernant la prise en charge du service d'urgence de l'hôpital de Notre-Dame-de-Fatima par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale de l'hôpital de Notre-Dame-de-Fatima est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause.

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite. L'établissement peut mettre fin à la période d'engagement en tout temps;

3.03 Si l'établissement met fin à la période d'engagement avant que six (6) mois se soient écoulés, la période de référence est alors rajustée en conséquence et a la même durée que la période d'engagement effective;

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte :** Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- **Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :**

Veillez utiliser les codes d'activités :

- XXX015 (Examens relatifs à l'hépatite C)
- XXX030 (Services cliniques)
- XXX043 (Tâches médico-administratives et hospitalières)
- XXX055 (Communications - proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- XXX063 (Garde sur place)
- XXX071 (Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activité) : Tarif horaire uniquement
- XXX098 (Service de santé durant le délai de carence)

et les codes de secteurs de dispensation suivants :

- 12 : samedi, dimanche et journée fériée
- 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
- 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement ;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01;

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente ;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire ;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement ;

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2003 et se termine le 1^{er} juin 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 142

LETTRE D'ENTENTE NO 142**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier de Chandler par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale du Centre hospitalier de Chandler est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée;

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui, selon le cas l'approuve et y donne suite s'il y a lieu. L'établissement peut mettre fin à la période d'engagement en tout temps;

3.03 Si l'établissement met fin à la période d'engagement avant que six (6) mois se soient écoulés, la période de référence est alors rajustée en conséquence et a la même durée que la période d'engagement effective.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - Rémunération à l'acte : Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 5 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :

Veillez utiliser les codes d'activités :

- XXX015 (Examens relatifs à l'hépatite C)
- XXX030 (Services cliniques)
- XXX043 (Tâches médico-administratives et hospitalières)
- XXX055 (Communications - proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- XXX063 (Garde sur place)
- XXX071 (Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activité) : Tarif horaire uniquement
- XXX098 (Service de santé durant le délai de carence)

et les codes de secteurs de dispensation suivants :

- 12 : samedi, dimanche et journée fériée
- 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
- 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

AVIS : *Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente générale et, qui est déjà rémunéré selon les modalités de l'annexe XVIII ne peut se prévaloir des modalités de la présente lettre d'entente.*

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes:

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante:
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01;

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement;

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mai 2003 et se termine le 1^{er} juillet 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 143

LETTRE D'ENTENTE NO 143

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de l'Estrie.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2.00 Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4.00 Établissement visé

La Régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation;

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie;

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie **un avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situation d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire *Lettre d'entente n° 143*.

Sur demande de la Régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5.00 Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire;

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation;

Le comité paritaire en informe la Régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6.00 Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire de l'Estrie et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75% de la totalité de sa pratique;
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la lettre d'entente n° 94;

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7.00 Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la régie régionale;

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

AVIS : *Veillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes :*

- sous quantième : la journée du déplacement;
- sous mode de rémunération : le mode TH;
- sous plage horaire : la ou les plages horaires concernées;
- sous code d'activité : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous secteur de disp. : ne rien inscrire;
- sous heures travaillées : le nombre d'heures de déplacement;
- sous total des heures travaillées : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

8.00 Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9.00 Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 145

LETTRE D'ENTENTE NO 145**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier Beauce-Etchemin par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale du Centre hospitalier Beauce-Etchemin est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins ou l'équivalent en tenant compte des effectifs requis pour assurer la prestation des services, qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;

CONSIDÉRANT que l'établissement a convenu d'une entente de parrainage avec un autre établissement selon les articles 108 et 109 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03 ;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin de la première période d'engagement;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application du paragraphe 4.01 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée;

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause;

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle peut être prolongée pour deux autres périodes de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite;

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 15 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - **Rémunération à l'acte :** Utiliser la demande de paiement n° 1200. **Ajouter le 15 %** à vos honoraires. *Aucun modificateur n'est requis.*

- **Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :**

*Veuillez utiliser les **codes d'activités** suivants :*

- XXX015 (Examens relatifs à l'hépatite C)
- XXX030 (Services cliniques)
- XXX043 (Tâches médico-administratives et hospitalières)
- XXX055 (Communications - proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- XXX063 (Garde sur place)
- XXX071 (Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activité) :

Tarif horaire uniquement

- XXX098 (Service de santé durant le délai de carence)

*et les codes de **secteurs de dispensation** suivants :*

- 12 : samedi, dimanche et journée fériée
- 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
- 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 15 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin et au médecin qui exerce dans le cadre du dépannage

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 15 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

5.02 Le médecin qui, pendant la période d'application de la présente lettre d'entente, exerce au service d'urgence de l'établissement dans le cadre du mécanisme du dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale voit sa rémunération pour les services dispensés à ce service d'urgence majorée de 15 % s'il respecte les conditions suivantes :

- Il s'engage, par écrit, pour une période de trois (3) mois, à assumer un nombre déterminé de gardes ;
- Il respecte cet engagement pour l'ensemble de la période de trois (3) mois.

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01;

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mai 2003 et se termine le 30 avril 2004. Elle remplace, à partir du 1^{er} mai 2003, la Lettre d'entente n° 119 du 1^{er} juillet 2002.

AVIS : La présente lettre d'entente est prolongée jusqu'au 31 janvier 2005 par l'Amendement 86.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 146

LETTRE D'ENTENTE NO 146

Concernant la rémunération différente pour les médecins omnipraticiens durant les premières années d'exercice de leur profession.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

1. Les parties, pour la période comprise entre le 1^{er} et le 30 juin 2003, conviennent d'appliquer, dans les territoires visés par le décret punitif, le tarif de base prévu à l'Entente.
2. Le différentiel existant entre les rémunérations sus-mentionnées, fixé conventionnellement ou par décret selon le cas, est versé au médecin par la Régie de l'assurance maladie du Québec.
3. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 147

LETTRE D'ENTENTE NO 147

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de Lanaudière.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2.00 Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré ;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale ;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4.00 Établissement visé

La Régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie **un avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situation d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire Lettre d'entente n° 147.

Sur demande de la Régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5.00 Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la Régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6.00 Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire de Lanaudière et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75% de la totalité de sa pratique.
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la lettre d'entente no 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7.00 Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes :

- sous quantième : la journée du déplacement;
- sous mode de rémunération : le mode TH;
- sous plage horaire : la ou les plages horaires concernées;
- sous code d'activité : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous secteur de disp. : ne rien inscrire;
- sous heures travaillées : le nombre d'heures de déplacement;
- sous total des heures travaillées : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

Si vous pratiquez dans le cadre du dépannage, veuillez suivre les instructions régulières du dépannage pour demander le remboursement de vos frais de déplacement.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

8.00 Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9.00 Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 148

LETTRE D'ENTENTE NO 148

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de la Gaspésie.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2.00 Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré ;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale ;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4.00 Établissement visé

La Régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie **un avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situation d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire Lettre d'entente no 148.

Sur demande de la Régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5.00 Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la Régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6.00 Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) Son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire de la Gaspésie et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75% de la totalité de sa pratique.
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la lettre d'entente no 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7.00 Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes :

- sous quantième : la journée du déplacement;
- sous mode de rémunération : le mode TH;
- sous plage horaire : la ou les plages horaires concernées;
- sous code d'activité : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous secteur de disp. : ne rien inscrire;
- sous heures travaillées : le nombre d'heures de déplacement;
- sous total des heures travaillées : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

Si vous pratiquez dans le cadre du dépannage, veuillez suivre les instructions régulières du dépannage pour demander le remboursement de vos frais de déplacement.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

8.00 Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9.00 Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 149

LETTRE D'ENTENTE NO 149

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire du Bas-Saint-Laurent.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2.00 Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré ;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale ;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4.00 Établissement visé

La Régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie **un avis de service** (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la **période couverte** par cet avis de service. Sous la section « Situation d'entente », cochez la case **LETTRE D'ENTENTE** et inscrire Lettre d'entente no 149.

Sur demande de la Régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5.00 Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la Régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6.00 Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) Son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire du Bas-Saint-Laurent et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75% de la totalité de sa pratique.
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) km de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la lettre d'entente no 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7.00 Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes :

- sous quantième : la journée du déplacement;
- sous mode de rémunération : le mode TH;
- sous plage horaire : la ou les plages horaires concernées;
- sous code d'activité : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous secteur de disp. : ne rien inscrire;
- sous heures travaillées : le nombre d'heures de déplacement;
- sous total des heures travaillées : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

Si vous pratiquez dans le cadre du dépannage, veuillez suivre les instructions régulières du dépannage pour demander le remboursement de vos frais de déplacement.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

8.00 Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

9.00 Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 150

LETTRE D'ENTENTE NO 150

Concernant l'expérimentation de certaines modalités de rémunération des services de garde dans le cadre d'une prise en charge, intra-régionale et interrégionale, du service d'urgence par un groupe de médecins auprès du Centre hospitalier régional de Lanaudière.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente lettre d'entente a pour objet certaines modalités de rémunération des services de garde du service d'urgence de première ligne du Centre hospitalier régional de Lanaudière dans le cadre d'une prise en charge de la couverture complète de ces services par un groupe de médecins.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Conditions d'application

3.01 La régie régionale, par la voie de son département de médecine générale, en collaboration avec l'établissement concerné, forme un groupe de médecins qui s'engagent à assurer la présence d'au moins un médecin lors de chaque quart de garde au service d'urgence;

3.02 Peut faire partie du groupe de médecins prévu au paragraphe précédent;

- a) Tout médecin de l'établissement;
- b) Tout médecin exerçant dans la région de l'établissement et détenant une nomination dans un établissement avec privilèges à l'urgence ou en ayant détenu depuis moins de quatre ans;
- c) Tout médecin qui exerce dans une autre région que celle de l'établissement et détenant une nomination d'un établissement avec privilèges à l'urgence ou en ayant détenu depuis moins de quatre ans;
- d) Le médecin qui exerce dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale peut être admissible à faire partie du groupe. Il est alors réputé être un médecin hors région visé à l'article 6.00 des présentes;

3.03 Sous réserve du paragraphe 3.04, tout médecin ou équipe de médecins provenant d'un même établissement qui répond à un des critères énumérés au paragraphe 3.02 et qui s'engage à assurer un minimum de trois (3) quarts de garde ou vingt-quatre (24) heures de services cliniques au service d'urgence durant la période d'engagement peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente sans faire partie du groupe de médecins visé au paragraphe 4.00 des présentes;

3.04 Ne peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente, un médecin qui exerce de façon régulière auprès d'un établissement autre que celui désigné aux fins des présentes si cet établissement doit faire appel au mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale.

4.00 Engagement

4.01 Un groupe de médecins, y compris ceux qui détiennent déjà des privilèges pour exercer dans le service d'urgence de l'établissement, prend l'engagement d'assurer la couverture, par au moins un médecin, de chaque quart de garde au service d'urgence de l'établissement pendant une période d'au moins trois (3) mois. Par la suite, cet engagement est renouvelable sur autorisation du comité paritaire;

4.02 Chaque médecin faisant partie de l'équipe s'engage à assumer un nombre prédéterminé de garde selon les modalités déterminées par le chef de l'équipe désigné selon l'article 8.00 des présentes;

5.00 Médecin de la région

5.01 Pour les services dispensés dans le service d'urgence de l'établissement, le médecin visé au paragraphe 3.02b) de la présente lettre d'entente est rémunéré selon les modalités de rémunération qui s'appliquent dans l'établissement;

5.02 La compensation du temps et des frais de déplacement du médecin visé au paragraphe 3.02b) se fait selon les modalités de la lettre d'entente n° 147 du 1^{er} juin 2003.

6.00 Médecin hors région

6.01 Le médecin visé aux alinéas c) ou d) du paragraphe 3.02 est, en regard des conditions de rémunération et de la compensation du temps et des frais de déplacement, réputé exercer dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale et est soumis à l'ensemble des conditions qui y sont spécifiées;

6.02 Pour se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente, il doit s'engager à effectuer au moins trois (3) quarts de garde ou vingt-quatre (24) heures des services cliniques de dépannage dans le cadre de l'engagement pris par le groupe de médecins au cours des trois (3) mois en cause;

6.03 Cet engagement peut être assumé par le médecin ou par le groupe de médecins provenant du même établissement.

7.00 Modalités spécifiques de rémunération

7.01 La rémunération versée pour la dispensation des services au service d'urgence de l'établissement, par un médecin visé à la présente lettre d'entente est majorée d'un pourcentage de 5 % applicable sur le tarif de base;

AVIS : Pour les professionnels rémunérés à l'acte : Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et facturer vos services en **ajoutant le 5 %** à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

Pour les professionnels rémunérés **selon le mode des honoraires fixes et du tarif horaire (TH)**. Veuillez utiliser les codes d'activités et les secteurs de dispensation appropriés :

Codes d'activités :

- 075015 : examens relatifs à l'hépatite C;
- 075030 : services cliniques;
- 075063 : garde sur place;
- 075071 : garde sur place à même les 35 premières heures d'activités (**TH** seulement);
- 075098 : services de santé durant le délai de carence;
- 009104 : dépannage lors de la prise en charge de l'urgence par un groupe de médecins (**TH** seulement).

Codes de secteurs de dispensation :

- 12 : Samedi, dimanche et journée fériée;
- 12 : En semaine de 20h00 à 8h00;
- 07 : En semaine de 8h00 à 20h00.

7.02 Si l'engagement du groupe de médecins, pour un mois donné, est respecté et qu'en conséquence l'établissement n'a pas eu à faire appel, dans le cadre du dépannage, à d'autres médecins que ceux du groupe de médecins pour assurer la couverture par au moins un médecin d'un quart de garde donné et qu'il n'y a pas eu de rupture de services, un forfait de 50 \$ par quart de garde de huit (8) heures est versé au médecin qui a assumé ce quart de garde. Ce forfait est divisible en heure;

AVIS : Bien vouloir inscrire les données suivantes sur votre demande de paiement n° 1200 :

- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'ASSURANCE MALADIE;
- la date et le code **19022**;
- le code d'établissement correspondant au service d'urgence (0XXX7);
- le nombre d'heures de garde dans la case **UNITÉS**;
- les honoraires au prorata du temps de garde effectué (soumis à la rémunération majorée);
- l'heure du début et de fin de la période de garde ainsi que la durée totale dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

7.03 Dans le cas où, pour un mois donné, l'engagement des médecins faisant partie du groupe de médecins n'est pas respecté et que l'établissement doit faire appel, dans le cadre du dépannage, à d'autres médecins que ceux visés à la présente lettre d'entente pour assurer la couverture par au moins un médecin d'un quart de garde donné ou qu'il y a rupture de services, le forfait prévu au paragraphe précédent n'est pas versé pour aucun des quarts de garde effectués pendant le mois en cause.

Cette présente disposition s'applique également au médecin ou équipe de médecins visé au paragraphe 3.03 des présentes malgré le respect de leur engagement minimal;

7.04 Si l'engagement minimal du médecin ou équipe de médecins visé au deuxième alinéa du paragraphe ci-dessus n'est pas respecté, la majoration et le forfait prévus aux paragraphes 7.01 et 7.02 ne sont pas versés au médecin ou équipe de médecins pour la durée de la période d'engagement.

8.00 Modalités de fonctionnement

8.01 La régie régionale concernée, par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG), est responsable de :

- a) transmettre au comité paritaire la liste des médecins qui font partie du groupe de médecins visé aux présentes, le statut de chaque médecin en regard des dispositions du paragraphe 3.02 de la présente lettre d'entente, le nombre de quarts de garde auxquels chacun s'engage par trois (3) mois ainsi que, le cas échéant, le nom de l'établissement où ils exercent de façon régulière;
- b) transmettre au comité paritaire la liste des médecins qui ne font pas partie du groupe de médecins visé aux présentes mais qui se prévalent de la présente lettre d'entente conformément au paragraphe 3.03, le statut de chaque médecin en regard des dispositions du paragraphe 3.02 de la présente entente, le nombre de quarts de garde auxquels chacun s'engage par trois (3) mois ainsi que, le cas échéant, le nom de l'établissement où ils exercent de façon régulière;
- c) informer le comité paritaire de la date de début de l'engagement des médecins faisant partie du groupe de médecins ainsi que de son renouvellement;
- d) désigne le chef du service d'urgence de l'établissement comme médecin responsable de la coordination de la prestation des services visés aux présentes.

8.02 L'établissement informe la régie régionale qui à son tour informe le comité paritaire de :

- a) toute rupture de services et des quarts de garde pour lesquels il a dû faire appel à un médecin dans le cadre du mécanisme de dépannage qui ne fait pas partie des médecins visés aux présentes pour assurer la couverture par au moins un médecin;
- b) de tout non-respect de l'engagement minimal par un médecin ou équipe de médecins provenant d'un même établissement qui ne fait pas partie du groupe de médecins prévu aux présentes mais qui se prévaut de la présente lettre d'entente;

8.03 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) il transmet à la Régie le nom des médecins faisant partie du groupe de médecins, de l'engagement du groupe, de la date de début de cet engagement ainsi que de son renouvellement s'il y a lieu;
- b) il transmet à la Régie le nom des médecins ne faisant pas partie du groupe de médecins qui peuvent se prévaloir de la présente lettre d'entente;
- c) il informe la Régie, le cas échéant, de l'application du paragraphe 7.03 et 7.04 des présentes;
- d) il fait le suivi de l'application de la présente lettre d'entente et fait des recommandations aux parties, le cas échéant.

9.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

9.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2003 et le demeure jusqu'au 31 juillet 2004.

AVIS : *La Lettre d'entente n° 150 est prolongée jusqu'au 31 décembre 2004 par l'Amendement 87.*

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 151

LETTRE D'ENTENTE NO 151**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre hospitalier Rouyn-Noranda par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale du Centre hospitalier Rouyn-Noranda est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence au cours de la prochaine année;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement, ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin à la période d'engagement. Dans le cas du renouvellement de la période d'engagement pour un second six (6) mois, la seconde période de référence est la période de six (6) mois qui suit la première période de référence;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application de l'article 4.00 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause.

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois. Elle ne peut être prolongée que pour une seconde période de six (6) mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés. La demande est acheminée au quatrième mois de la première période au comité paritaire qui lui donne suite. L'établissement peut mettre fin à la période d'engagement en tout temps.

3.03 Si l'établissement met fin à la période d'engagement avant que six (6) mois se soient écoulés, la période de référence est alors rajustée en conséquence et a la même durée que la période d'engagement effective.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 5 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - Rémunération à l'acte :

Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et facturer vos services, sans aucun nouveau modificateur, en prenant soin de calculer le pourcentage de 5 %.

- Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :

Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- XXX015 (Examens relatifs à l'hépatite C)
 - XXX030 (Services cliniques)
 - XXX043 (Tâches médico-administratives et hospitalières)
 - XXX055 (Communications – proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063 (Garde sur place)
 - XXX071 (Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités) : Tarif horaire unique-
ment
 - XXX098 (Services de santé durant le délai de carence)
- et les codes de secteurs de dispensation suivants :*
- 12 : samedi, dimanche et journée fériée
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 5 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 5 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01;

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement;

6.03 La Régie est responsable de l'application du paragraphe 4.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003 et se termine le 1^{er} septembre 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 152

LETTRE D'ENTENTE NO 152

Concernant la production et la transmission par la Régie de l'assurance maladie du Québec des données nécessaires à la mise en œuvre des dispositions transitoires d'une version modifiée de l'entente particulière relative aux activités médicales particulières.

CONSIDÉRANT les modifications législatives apportées au régime d'activités médicales particulières telles qu'édictees selon les dispositions de la Loi modifiant la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins sanctionnée le 18 décembre 2002 (la Loi);

CONSIDÉRANT les dispositions du Protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002 (le Protocole) quant aux activités médicales particulières.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Dans le cadre des dispositions susmentionnées au préambule des présentes et de manière à préparer la mise en œuvre d'une version modifiée de l'entente particulière ayant pour objet les activités médicales particulières, les parties conviennent de demander à la Régie de produire et de transmettre aux médecins les données requises à une éventuelle application des dispositions transitoires qui y seront contenues;

2.00 Les données requises référeront à l'engagement qui sera requis du médecin relativement à sa participation individuelle aux activités médicales particulières prévues au Protocole et de façon plus spécifique aux activités suivantes:

2.01 de façon prioritaire, la prestation de services médicaux dispensés dans un service d'urgence d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés exploités par un établissement ou de certains établissements exploitant un centre local de services communautaires ou désignés centre de santé;

2.02 la dispensation de soins aux usagers admis en soins de courte durée d'un établissement qui exploite un centre hospitalier;

2.03 la dispensation de services médicaux, impliquant une garde en disponibilité, dans un CHSLD, un centre de réadaptation ou dans le cadre d'un programme de soutien à domicile d'un CLSC;

2.04 la dispensation, dans le service d'obstétrique d'un centre exploité par un établissement, de services médicaux en obstétrique;

3.00 Les données requises seront modulées individuellement en fonction des exigences de base stipulées à l'article 10.01 du Protocole et en fonction, au surplus, d'une méthode de calcul des années de pratique apparaissant à l'annexe I des présentes.

4.00 Au bénéfice de la Régie dans la production des données requises, le médecin adhèrerait à la version modifiée de l'entente particulière à partir de la date de sa mise en vigueur selon des formalités rencontrant l'une des situations suivantes et s'appliquant à son cas:

4.01 le médecin qui débute sa pratique pendant l'année 2003 ou celui de moins de vingt ans de pratique qui, au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, n'a pas répondu aux exigences de base établies à l'article 10.01 du Protocole dans les secteurs d'activités apparaissant aux paragraphes 2.01 à 2.04 de l'article 2 des présentes devra entreprendre des procédures d'adhésion au cours des trois premiers mois d'application de la version modifiée de l'entente particulier ;

4.02 Les dispositions prévues au paragraphe précédent s'appliquent également au médecin adhérent au 31 août 2003 à l'entente particulière relative aux activités médicales particulières conclue en fonction des dispositions législatives antérieures à la Loi et qui, au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, n'a pas répondu aux exigences de base établies à l'article 10.01 du Protocole dans les secteurs d'activités apparaissant aux paragraphes 2.01 à 2.04 de l'article 2 des présentes;

4.03 Le médecin de moins de vingt ans de pratique qui a répondu au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, aux exigences de base établies à l'article 10.01 du Protocole dans les secteurs apparaissant aux paragraphes 2.01 à 2.04 de l'article 2 des présentes sera réputé adhérer à la version modifiée de l'entente particulière. Il ne sera pas tenu d'entreprendre des procédures d'adhésion avant que ne se soit écoulée une période de six mois suivant la date de mise en vigueur de la version modifiée de l'entente particulier ;

4.04 Le médecin adhérent au 31 août 2003 à l'entente particulière relative aux activités médicales particulières conclue en fonction des dispositions législatives antérieures à la Loi et répondant aux exigences de base établies à l'article 10.01 du Protocole dans les secteurs apparaissant aux paragraphes 2.01 à 2.04 de l'article 2 des présentes pour la totalité de son adhésion sera réputé adhérer à la version modifiée de l'entente particulière. Il ne sera pas tenu d'entreprendre des procédures d'adhésion avant que ne se soit écoulée une période de douze mois suivant la date de mise en vigueur de la version modifiée de l'entente particulière. Il en sera de même pour le médecin, ayant moins de quinze ans de pratique qui a réalisé, selon sa rémunération au tarif de base, au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, plus de 50 % de sa pratique, 25 % s'il compte quinze ans ou plus mais moins de vingt ans de pratique, dans les secteurs apparaissant aux paragraphes 2.01 à 2.04 de l'article 2 des présentes;

4.05 Les dispositions du sous-paragraphe 4.04 s'appliquent également au médecin de vingt ans ou plus de pratique, et ce, quel que soit son profil de pratique.

5.00 La Régie informera à partir du 1^{er} octobre 2003 chaque médecin de son profil de pratique en fonction des paramètres stipulés aux présentes, et ce, de manière à ce que ce dernier puisse savoir:

5.01 la répartition de sa rémunération selon les règles de conversion apparaissant à l'annexe II des présentes selon les secteurs d'activités suivants : service d'urgence d'un centre hospitalier ou d'un CLSC du réseau de garde intégré, de soins dispensés à un patient hospitalisé en soins de courte durée, à un patient hébergé dans un CHSLD ou dans un centre de réadaptation;

5.02 le nombre d'années de pratique qu'il a accumulé ;

5.03 les dates du trimestre pendant lequel il devra entreprendre les procédures d'adhésion, mais ce, une fois connue les termes de la version modifiée de l'entente particulière.

En outre, la Régie informe également les médecins qu'elle transmettra les mêmes renseignements au DRMG de la Régie régionale concernée, sauf dans les cas où le médecin avise la Régie qu'il communiquera lui-même ces renseignements au DRMG.

6.00 Entrée en vigueur

6.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 2 septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I (*Lettre d'entente n° 152*)**CALCUL DES ANNÉES DE PRATIQUE**

Le calcul des années de pratique se fera selon les modalités suivantes :

Lorsqu'une année, ou partie de celle-ci, est antérieure à la date d'entrée en vigueur de la version modifiée de l'entente particulière, cette année, ou partie de celle-ci, est au bénéfice du médecin, comptabilisée depuis la date d'obtention de son permis de pratique du Collège des médecins du Québec.

Le médecin qui, dans le cadre de l'entente particulière relative aux activités médicales particulières conclue en fonction des dispositions législatives antérieures à la Loi, s'est prévalu des règles d'émancipation prévues à cette entente se verra comptabiliser la période reconnue par la Régie.

ANNEXE II (*Lettre d'entente n° 152*)**RÈGLES DE CONVERSION**

Afin de transmettre des données sur le profil des médecins sur une base uniformisée, quels que soient les différents modes de rémunération du médecin, la Régie se base sur les règles de conversion suivantes :

- Garde sur place : (CH et CLSC du réseau de garde intégré) temps réel à partir des modes de rémunération à tarif horaire, honoraires fixes ou forfaitaires ou, si rémunération à l'acte (exception faite des actes associés à un forfait), selon un tarif horaire établi à 90,90 \$;
- Garde en disponibilité : selon le nombre de forfaits de garde versé, chaque forfait équivalent à une (1) heure;
- Obstétrique : nomination avec privilèges en obstétrique équivaut à douze (12) heures par semaine;
- Malade admis : trente (30) minutes par examen pour les services non rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire;
- Anesthésie : temps réel ou, si rémunération à l'acte, sur la base d'un tarif horaire de 90,90 \$;
- CHSLD et CR : selon le nombre d'heures ou, si rémunération à l'acte, sur la base d'un tarif horaire de 90,90 \$.

LE - N° 153

LETTRE D'ENTENTE NO 153

Concernant la production et la transmission par la Régie de l'assurance maladie du Québec des données nécessaires à la mise en œuvre des dispositions transitoires d'une entente particulière relative au respect des plans régionaux d'effectifs médicaux.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 11.00 du Protocole d'accord ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002, les parties s'engagent à convenir, par entente particulière, de dispositions conventionnelles permettant d'assurer le respect des plans régionaux d'effectifs médicaux ;

CONSIDÉRANT qu'aux fins de préparer la mise en œuvre d'une telle entente particulière, les parties estiment impératif de demander à la Régie de produire les données requises à une éventuelle application des dispositions transitoires qui y seront contenues :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Dans le cadre des dispositions susmentionnées au préambule des présentes et de manière à préparer la mise en œuvre d'une entente particulière qui aura pour objet le respect des plans régionaux d'effectifs médicaux, les parties conviennent de demander à la Régie de produire les données requises à une éventuelle application des dispositions transitoires qui y seront contenues.

2.00 Les données requises permettront de connaître la répartition de la pratique de chaque médecin en fonction de ses différents territoires de pratique.

3.00 Le calcul de la répartition de la pratique de chaque médecin en fonction de ses différents territoires de pratique se fait sur la base des journées de facturation par territoire. Dans le cas où un médecin aurait exercé dans plus d'un territoire de régie régionale au cours d'une même journée, la journée est comptabilisée comme une journée de pratique dans chacun des territoires en cause.

4.00 Le calcul du nombre de journées de facturation par territoire de régie régionale se fait sur la base d'une période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003.

5.00 Ne sont considérés, aux fins de l'application des présentes, que les services dispensés dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

6.00 À moins d'avis contraire, la Régie transmettra à partir du 1^{er} octobre 2003 à chaque médecin les informations suivantes :

- l'identification de sa région de pratique selon qu'il y exerce pour plus de 50 % de sa pratique totale ;
- dans le cas où un médecin n'exerce pas pour plus de 50 % dans une même région, l'identification de sa principale région de pratique est déterminée en identifiant celle où il exerce le plus ;
- la répartition de sa pratique entre le territoire des différentes régies régionales.

7.00 À moins d'avis contraire, la Régie transmet à partir du 1^{er} octobre 2003 au DRMG de chaque régie régionale la liste des médecins de son territoire qui y ont leur pratique à plus de 50 %, la liste de ceux qui y ont une pratique principale mais n'atteignant pas plus de 50 % et la liste de ceux qui y exercent sans qu'ils y aient une pratique principale.

8.00 Entrée en vigueur

8.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 2 septembre 2003.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 154

LETTRE D'ENTENTE NO 154**Concernant le retour en pratique du médecin qui s'est prévalu du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté****PRÉAMBULE****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :****1.00 OBJET**

1.01 Cette lettre d'entente a pour objet, malgré les dispositions de l'annexe XV de l'entente générale, de permettre au médecin qui s'est prévalu du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté de dispenser des services professionnels dans le cadre de solutions palliatives au problème de pénurie d'effectifs.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 CONDITION D'ADMISSIBILITÉ

3.01 Un médecin qui s'est prévalu du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté en vertu des dispositions de l'annexe XV de l'Entente peut, malgré certaines dispositions de cette annexe, dispenser des services professionnels dans le cadre du régime d'assurance maladie dans ou auprès d'un établissement, un cabinet ou un organisme en situation de pénurie d'effectifs médicaux, désigné, pour une période déterminée, par le comité paritaire, sur recommandation de la région régionale.

4.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES**4.01 Engagement du médecin**

Le médecin s'engage à respecter les dispositions de cette lettre d'entente et à n'exercer que dans un ou des milieux de pratique désignés. Il doit, s'il y a lieu, y obtenir une nomination conformément à la Loi sur les services de santé et sur les services sociaux et en respecter les obligations.

Le médecin doit compléter le contrat de retour en pratique prescrit par le comité paritaire.

4.02 Mode de rémunération

Le médecin est rémunéré selon les dispositions de l'Entente ou, le cas échéant, selon les dispositions de tout autre document conventionnel s'appliquant dans le milieu de pratique où il exerce.

Malgré l'alinéa précédent, le médecin qui s'est prévalu des dispositions de la Lettre d'entente No 94 et qui, en vertu des dispositions de cette lettre d'entente, est rémunéré selon le mode du tarif horaire dans un établissement où le mode de rémunération est celui de l'acte, peut opter pour le maintien de ce mode de rémunération pour toute la durée de son retour en pratique dans cet établissement. Il doit, alors, en avoir avisé le comité paritaire avant le 5 octobre 1999.

4.03 Versement de l'allocation

Le médecin précise, dans son contrat de retour en pratique, s'il opte ou non pour la suspension et le report des versements de son allocation de fin de carrière ou de départ assisté à la suite de sa période d'étalement déjà convenue.

Une période de suspension et de report n'entre pas dans le calcul d'une période de versements d'allocations aux fins de l'application de l'annexe XIV.

Cette option vaut pour toute la durée de la présente lettre d'entente sauf si le médecin, ayant opté pour la suspension et le report de son allocation, cesse de pratiquer avant la fin de la présente entente. Le médecin en avise alors, par écrit, le comité paritaire.

5.00 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

5.01 Les établissements désignés en vertu de la Lettre d'entente N° 94 feront l'objet d'une réévaluation par les parties selon les dispositions de la présente lettre d'entente. Leur désignation demeure en vigueur jusqu'à ce que cette réévaluation soit complétée.

6.00 COMITÉ PARITAIRE

6.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable de l'administration de cette lettre d'entente.

6.02 Aux fins de l'application du paragraphe 6.01, le comité paritaire a notamment pour fonctions :

- a) de désigner les établissements, cabinets ou organismes visés aux présentes en retenant, comme premier critère, une pénurie d'effectifs prévalant dans le secteur en cause et d'en informer la Régie;
- b) de définir le contrat de retour en pratique, de le faire compléter au médecin et d'en transmettre copie à la Régie;
- c) d'informer la Régie du maintien de la modification de l'option exercée en vertu du paragraphe 4.02.

7.00 DROITS ACQUIS

7.01 Une révision au sens du paragraphe 5.01 des présentes, une modification ou une terminaison de désignation ne peut avoir pour effet d'affecter les droits acquis du médecin régi selon cette lettre d'entente.

8.00 DURÉE ET MISE EN VIGUEUR

8.01 Cette lettre d'entente remplace la Lettre d'entente n° 94. Elle prend effet le 12 octobre 2003 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 155

LETTRE D'ENTENTE NO 155

Concernant certaines modalités de rémunération afin d'assurer l'accessibilité auprès d'un service d'urgence durant certaines périodes de l'année

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente entente a pour objet certaines modalités de rémunération afin d'assurer l'accessibilité auprès d'un service d'urgence d'un établissement confronté à une menace de rupture due à une pénurie d'effectifs. Elle vise les périodes suivantes : Période de Noël et du Nouvel An s'échelonnant du 22 décembre 2003 au 4 janvier 2004, inclusivement; période de « relâche scolaire » s'échelonnant du 1^{er} au 7 mars 2004 inclusivement.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Conditions d'admissibilité de l'établissement

3.01 Un établissement peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- Il compte dix (10) médecins ou moins détenant une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;
- Plusieurs de ses médecins ne sont pas disponibles pour le service d'urgence de sorte que l'établissement est confronté à une pénurie très importante d'effectifs;
- Il n'a pas réussi à trouver des médecins dépanneurs via le mécanisme de dépannage prévu par l'entente générale ou via la desserte intra-régionale convenue entre les parties;
- Durant la période de rupture d'effectifs visée par la présente lettre d'entente, ses effectifs médicaux sont en nombre insuffisant de façon importante et depuis près d'un an. À cette fin, le comité paritaire est responsable d'évaluer l'ampleur de la pénurie des effectifs en se fondant, notamment, sur l'historique de l'établissement quant aux effectifs en place et sur la charge de travail globale des médecins;
- Il doit adresser une demande, dans le cadre de la présente entente, au comité paritaire selon les délais prescrits par celui-ci;
- Il établit, à la satisfaction du comité paritaire, qu'en prévision de la période d'application de la présente lettre d'entente, avoir pris les moyens afin que ses effectifs médicaux réguliers assurent le maximum possible des quarts de garde requis;

3.02 Un établissement peut se prévaloir une seule fois des dispositions de la présente lettre d'entente pour combler, à chaque fois, un maximum de trois (3) quarts de garde pendant chacune des périodes visées par la présente lettre d'entente sauf en cas de situation exceptionnelle préalablement autorisé par le comité paritaire.

4.00 Conditions d'admissibilité du médecin

4.01 Pour se prévaloir de la présente lettre d'entente, un médecin doit répondre aux conditions ci-après énumérées :

- Le médecin doit détenir des privilèges pour exercer dans un service d'urgence d'un établissement ou en a détenu au cours des quatre (4) dernières années;
- Tant durant les périodes visées par la présente lettre d'entente qu'au cours de l'année précédant le moment où il manifeste sa disponibilité, l'établissement ou les établissements où le médecin exerce de façon régulière n'est pas ou ne sont pas en pénurie d'effectifs médicaux selon l'évaluation qu'en fait le comité paritaire;

- Le médecin doit souscrire un engagement écrit suivant lequel il s'engage spécifiquement :
 - a) à se rendre disponible durant une semaine complète, soit du lundi au dimanche inclusivement, semaine dont les dates seront fixées à l'avance et qui tiendront compte, dans la mesure du possible, des choix de dates formulés par le médecin;
 - b) à assumer, selon les besoins, cinq (5) quarts de garde échelonnés sur une période de cinq (5) jours non nécessairement consécutifs, d'une durée de 8 à 12 heures et/ou selon le mode d'organisation de l'établissement et ce, auprès d'un ou plusieurs établissements désignés par le comité paritaire;
 - c) d'assumer les quarts de garde selon l'horaire qui lui sera assigné par l'établissement demandeur et tel qu'entériné par le comité paritaire;
- Durant sa semaine d'engagement, le médecin ne peut effectuer de dépannage autrement que dans le cadre de la présente lettre d'entente dans un ou des établissements qu'à condition d'avoir été préalablement autorisé par le comité paritaire prévu aux présentes;
- Pour les fins de l'application de la présente lettre d'entente, un médecin peut souscrire un engagement pour plus d'une semaine de disponibilité;
- Suite à l'acceptation de sa candidature, le médecin doit transmettre au comité paritaire un exemplaire de l'engagement écrit prévu aux fins de la présente lettre d'entente.

5.00 Modalités spécifiques de rémunération

5.01 Aux fins de l'application de la présente lettre d'entente, le médecin dépêché auprès d'un établissement désigné est rémunéré selon les modalités prévus à l'article 30.00 de l'entente générale et le tout conformément, aux lettres d'ententes régissant le ou les établissement(s) demandeur(s);

5.02 Un forfait au montant de 2 500 \$ par semaine de disponibilité sera versé au médecin s'il respecte l'ensemble des obligations prévues aux paragraphes a), b) et c) et s'il effectue un ou des quarts de garde. Toutefois, ce forfait est fixé à 3 500 \$ par semaine de disponibilité si le médecin engagé n'est pas dépêché par le comité paritaire pour effectuer un ou des quarts de garde durant sa semaine de disponibilité.

AVIS : Remplir le formulaire « Demande de paiement - médecin (n° 1200) » de la façon suivante :

- Dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE, inscrire XXXX01010112;
- Dans la case ACTES, inscrire le code 19041 (montant de 2 500 \$) ou le code 19042 (montant de 3 500 \$), soumis à la rémunération différente;
- La date de service correspondant au dernier jour de dispensation de la semaine de disponibilité;
- Le code de localité de son lieu de pratique principal.

Aucun autre service doit être facturé sur cette demande de paiement.

5.03 La rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente est sujette au paragraphe 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale.

6.00 Banque

6.01 Pour les fins d'application de la présente lettre d'entente, le comité paritaire détermine, au plus tard le 1^{er} novembre 2003, la banque maximale de semaines de disponibilité allouée au total.

7.00 Respect de l'engagement

7.01 Sauf si le médecin trouve lui-même un médecin pour le remplacer répondant aux critères d'admissibilité prévus aux présentes ou sauf cas fortuits soumis à l'approbation du comité paritaire, le médecin qui met fin unilatéralement à son engagement moins de dix (10) jours avant le début de la période concernée ou qui ne respecte pas son engagement est passible d'une pénalité au montant 1 750 \$ pour chaque semaine d'engagement.

8.00 Modalités de fonctionnement**8.01** Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- En prévision des périodes visées par la présente lettre d'entente, il fera, jusqu'au 15 décembre, un appel de candidatures des médecins. Il distribuera les semaines de disponibilité aux médecins en tenant compte notamment, de la date de réception de chaque candidature, de la banque de semaines de disponibilité allouée, des dates de disponibilité du médecin;
- Au plus tard deux (2) semaines suivant la date de réception de sa candidature, il informe le médecin de la semaine ou des semaines de disponibilité qui lui sont attribuées et lui transmet un exemplaire de l'engagement écrit prévu aux présentes;
- Il transmet à la Régie le nom des médecins sélectionnés et leur semaine(s) de disponibilité attribué(es);
- Il informe la Régie des autorisations de dépannage, s'il y a lieu, le tout selon la procédure habituelle;
- En collaboration avec la régie concernée et tenant compte prioritairement des besoins des CHSGS, le comité paritaire procédera à la désignation du ou des médecins ainsi que du nombre de quarts de garde;
- Il décide de l'application de la pénalité prévue à l'article 7.00 et il transmet à la Régie le nom du médecin sujet à la pénalité.

9.00 Entrée en vigueur et durée

9.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1er novembre 2003 et se termine le 9 mars 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 156

Concernant l'attribution et les modalités relatives au versement de forfaits d'accessibilité pour favoriser l'installation de nouveaux médecins dans certaines localités de municipalités régionales de comté.

Article 1 - Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de déterminer les modalités relatives à l'attribution et au versement de forfaits d'accessibilité pour favoriser l'installation de nouveaux médecins dans certaines localités de municipalités régionales de comté (MRC)

Article 2 – Condition générale d'application des forfaits d'accessibilité

2.1 Sous réserve des conditions et modalités contenues à la présente lettre d'entente, les forfaits d'accessibilité sont destinés à des médecins pour leur installation dans des localités non visées par les dispositions de l'annexe XII de l'entente générale.

Article 3 – Conditions d'admissibilité applicables aux projets favorisant l'installation de médecins

3.1 Aux fins de l'application de la présente lettre d'entente, un projet présenté par une régie régionale doit, pour être admissible, répondre aux conditions ci-après énoncées :

- a) Il vise l'installation d'un ou plusieurs médecins dans une MRC, ou une partie de celle-ci, faisant partie du territoire de cette régie régionale;
- b) La MRC visée, ou partie de celle-ci, subit sur son territoire une grave pénurie d'effectifs médicaux oeuvrant en première ou deuxième ligne;
- c) La MRC visée, ou partie de celle-ci, peut en outre présenter les caractéristiques d'un milieu rural, notamment si elle compte moins de 15 000 habitants ou, encore, si elle ne comporte aucune localité de plus de 5 000 habitants;
- d) Le plan régional d'effectifs médicaux autorise la régie régionale à y installer sur le territoire qu'elle dessert le ou les nouveaux médecins visés par son nouveau projet;
- e) Des activités médicales particulières sont disponibles sur le territoire de la régie régionale pour le candidat médecin désirant s'y installer;
- f) Le projet doit être soumis au comité paritaire au plus tard le 30 janvier de chaque année ou le cas échéant, à toute autre date de présentation fixée par le comité paritaire.

Article 4 – Conditions d'admissibilité du médecin

4.1 Pour se prévaloir de la présente lettre d'entente, un médecin doit répondre aux conditions ci-après énumérées :

- a) Il ne pratique pas ou n'a pas pratiqué dans les vingt-quatre (24) mois précédant sa demande d'installation dans la MRC pour laquelle il soumet sa candidature en vue d'obtenir un forfait d'accessibilité;
- b) Il doit obtenir de la régie régionale de la MRC où il désire s'installer un avis de conformité selon l'entente particulière relative au respect des plans régionaux d'effectifs médicaux;
- c) Au cours de sa pratique, il n'a jamais bénéficié pendant quatre (4) ans ou plus de primes d'installation et de maintien dans les régions désignées allouées dans le cadre des mesures non négociées;
- d) Il n'a pas non plus bénéficié de telles primes, au sens de l'alinéa précédent, au cours des douze (12) mois qui précèdent la date projetée de son installation indiquée dans sa demande de forfait d'accessibilité. Cette dernière condition est réputée respectée lorsque d'une part, le début de son engagement est reporté de douze (12) mois suivant sa date de départ d'une région désignée et, d'autre part, il ne reçoit pas au cours de cette dernière période de versement de forfait d'accessibilité;

- e) Le médecin qui a opté pour le remboursement de bourses accordées en vertu de l'article 88 de la Loi sur l'assurance maladie voit la date de début de sa période d'engagement reportée de douze (12) mois suivant la fin de son remboursement;
- f) Il s'engage à pratiquer de façon régulière et significative pour une période continue de vingt-quatre (24) mois dans la MRC ou dans la partie de la MRC visée par le projet;
- g) Il s'engage à exécuter les activités médicales particulières auxquelles il est assujéti dans le territoire de la région régionale qui lui alloue un forfait d'accessibilité;
- h) Il autorise la Régie de l'assurance maladie du Québec à transmettre au comité paritaire les données pertinentes concernant sa rémunération;
- i) Aux fins de la présente lettre d'entente, il doit signer un engagement et notamment, y préciser la date effective du début de sa pratique régulière dans la MRC ou partie d'une MRC tel qu'apparaissant au projet favorisant l'installation de médecins.

Article 5 – Pratique régulière

5.1 Un médecin est considéré pratiquer de façon régulière et significative dans une MRC ou une partie de celle-ci visée par les présentes lorsqu'il y effectue au moins 60 % de sa pratique totale dans le cadre du régime d'assurance maladie en termes de jours de pratique. Le calcul se fait sur la base de douze (12) mois à compter de la date effective de son installation dans une MRC ou partie de celle-ci visée par la présente lettre d'entente. Ne fait pas partie du 60 % de la pratique régulière celle faite dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale ou d'une lettre d'entente relative à une desserte intra régionale.

Article 6 – Modalités spécifiques du versement du forfait d'accessibilité

6.1 Aux fins des présentes, le médecin qui s'installe dans une MRC ou une partie de celle-ci visée par la présente lettre d'entente a droit au versement d'un forfait d'accessibilité au montant de 20 000 \$.

Le montant du forfait d'accessibilité est sujet à l'application de l'article 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale.

6.2 Le forfait d'accessibilité est versé en un seul paiement par la Régie et ce, dans les trois (3) mois suivant la date du début de la pratique régulière du nouveau médecin dans le cadre de son engagement.

Au cours de sa pratique, un médecin ne peut bénéficier qu'à une seule reprise du forfait d'accessibilité prévu par la présente lettre d'entente.

Article 7 – Non respect de l'engagement

7.1 Sauf circonstances exceptionnelles soumises pour approbation du comité paritaire, le médecin qui ne respecte pas l'engagement qu'il a souscrit aux termes des présentes est tenu de rembourser à la Régie la totalité du forfait d'accessibilité qui lui a été versé conformément aux modalités prévues par l'article 6 qui précède.

Article 8 – Banque

8.1 Pour les fins d'application de la présente lettre d'entente, vingt (20) forfaits d'accessibilité d'un montant de 20 000 \$ chacun sont alloués annuellement au cours d'une période comprise entre le 1^{er} avril et le 31 mars de chaque année.

8.2 Tout forfait non versé au cours d'une année est reporté l'année suivante.

8.3 Tout forfait remboursé au sens du paragraphe 7.1 est alloué de nouveau l'année suivante.

Article 9 – Modalités de fonctionnement**9.1** Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) En prévision de l'attribution annuelle des vingt (20) forfaits d'accessibilité, il invite les régies régionales à lui présenter des projets favorisant l'installation de médecins;
- b) Dans les trente (30) jours suivant la réception d'un projet, il informe par écrit la régie régionale de sa décision quant à l'admissibilité ou à la non-admissibilité du projet présenté;
- c) Dans les trente (30) jours suivant la date de présentation de la candidature d'un médecin par une régie régionale, il informe cette dernière de sa décision quant à l'admissibilité du médecin au projet;
- d) Il reçoit l'engagement écrit du médecin;
- e) Il transmet à la Régie les informations pertinentes à l'application des dispositions de la présente entente;
- f) Il informe la Régie de la date effective du début de pratique du médecin dans la MRC ou la partie de celle-ci concernée;
- g) Il décide de l'application des dispositions de l'article 7 et il transmet à la Régie l'information pertinente;
- h) Advenant qu'au cours d'une année la totalité des forfaits prévue par l'article 8.1 ne soit pas entièrement attribuée, il peut, à des dates qu'il détermine, inviter les régies régionales à lui présenter de nouveaux projets.

Article 10 – Fonctions de la régie régionale**10.1** La régie régionale remplit les fonctions suivantes :

- a) Elle présente son projet favorisant l'installation de médecins au comité paritaire au plus tard le 30 janvier de chaque année;
- b) Au plus tard le 1er juin, elle présente au comité paritaire les candidatures des médecins visés par son projet;
- c) Elle avise par écrit le médecin de son admissibilité ou non au projet préalablement approuvé par le comité paritaire;
- d) Elle fait signer au médecin l'engagement prévu par l'article 4 des présentes et en transmet un exemplaire au comité paritaire.

Article 11 – Disposition transitoire

11.1 Pour la période comprise entre le 1^{er} octobre 2003 et le 31 mars 2004, dix (10) forfaits d'accessibilité d'un montant de 20 000 \$ sont alloués.

Aux fins de l'attribution des dix forfaits d'accessibilité, les régies régionales doivent soumettre au comité paritaire leur projet favorisant l'installation de médecins au plus tard le 1^{er} décembre 2003.

Article 12 – Entrée en vigueur et durée

12.1 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} octobre 2003 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 157

LETTRE D'ENTENTE NO 157**Concernant les modalités de rémunération de la garde en disponibilité assurée dans le cadre du Service de médecine hyperbare de l'Hôtel-Dieu-de-Lévis****LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIV**

1. La garde en disponibilité dans le cadre du Service de médecine hyperbare de l'Hôtel-Dieu-de-Lévis est assurée toute la semaine mais n'est rémunérée qu'à compter du samedi à 0 h 00 au dimanche suivant à 24 h 00 et les jours fériés de 0 h 00 à 24 h 00;

2. Elle est rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte prévoyant le paiement d'un forfait de cinquante-et-un dollars et quatre-vingt-dix-cents (51,90 \$) par quart de garde de huit (8) heures additionné de la rémunération à l'acte, selon le tarif applicable, pour les services médicaux dispensés durant cette période. Si une période de garde assurée par le médecin comprend une fraction d'un quart de garde, le forfait prévu à la présente lettre d'entente devient, quant à cette portion de quart de garde, divisible. Il est alors payé au médecin par la Régie au prorata du temps de garde effectué par le médecin;

AVIS : *Utiliser une demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :*

- la date et le code 19043;
- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'établissement; ne rien inscrire dans la case UNITÉS;
- les honoraires au prorata du temps de garde effectué;
- l'heure du début et de fin de la période de garde ainsi que la durée totale dans la case RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES; la lettre « E » dans la case C.S.

Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, inscrire un « E » dans la case C.S. Ces services doivent être facturés pour chaque personne assurée sur des demandes de paiement distinctes.

3. Un seul médecin à la fois peut se prévaloir, pour un même quart de garde ou portion de quart de garde, des dispositions de la présente lettre d'entente;

4. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1er juin 2003 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LETTRE D'ENTENTE NO 158**Concernant le comité de gestion des effectifs médicaux en médecine générale**

CONSIDÉRANT qu'il est primordial de bien planifier les effectifs médicaux en médecine générale;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de poursuivre les efforts déployés jusqu'à présent en vue d'assurer la répartition géographique des médecins omnipraticiens sur l'ensemble du territoire québécois;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'améliorer l'accessibilité à des services médicaux généraux et la prise en charge de la population québécoise qui nécessite des services de médecins de famille;

ATTENDU qu'il y a lieu d'arrêter certaines mesures permettant l'atteinte de ces objectifs.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties négociantes conviennent de mettre sur pied un comité permanent de gestion des effectifs médicaux en médecine générale composé de représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. Lorsque les travaux portent sur l'organisation des services en médecine générale au sein d'une région spécifique, le chef du département régional de médecine générale de la région concernée, participe également du comité.

De plus, le comité peut s'adjoindre les services de médecins omnipraticiens ainsi que de représentants des établissements qui sont susceptibles de contribuer aux travaux du comité en raison de leur expertise.

2. Le comité permanent de gestion des effectifs médicaux en médecine générale a pour fonction d'évaluer les besoins en effectifs médicaux en médecine générale et de favoriser leur répartition sur l'ensemble du territoire québécois, le tout afin d'assurer une accessibilité optimale aux services médicaux en médecine générale de première et deuxième ligne et une prise en charge pour la population québécoise qui nécessite des services de médecins de famille. A cette fin, le comité exerce notamment les attributions suivantes, sur le plan local, régional et provincial:

- a) Il évalue les besoins en effectifs médicaux en médecine générale de première et de deuxième ligne pour l'ensemble du Québec et chacune de ses régions socio-sanitaires et donne son avis au ministre de la Santé et des Services sociaux;
- b) Il donne son avis au ministre de la Santé et des Services sociaux sur la politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et post-doctorale en médecine;
- c) Il donne son avis au ministre sur les objectifs de croissance et de décroissance des effectifs en médecine générale dont doivent tenir compte les régions régionales dans l'élaboration de leur plan d'effectifs médicaux en omnipratique;
- d) Il donne son avis sur l'organisation des services médicaux généraux;
- e) Le cas échéant, il évalue et donne son avis sur les plans d'organisation des établissements, notamment la partie concernant les effectifs médicaux en omnipratique;
- f) Il évalue et donne son avis au ministre sur les plans régionaux d'organisation des services et les plans régionaux des effectifs médicaux relatifs aux services de médecine générale;
- g) Il assure un suivi des plans régionaux d'effectifs médicaux sur la base des données transmises par la Régie de l'assurance maladie du Québec dans le cadre de l'entente particulière relative au respect des plans régionaux d'effectifs médicaux et sur la base des états de situation fournis par les régions régionales;
- h) Il donne son avis sur toute dérogation ayant comme conséquence le dépassement temporaire du plan des effectifs médicaux d'une région;
- i) il donne son avis sur tout projet concernant la prestation des services médicaux généraux.

3. Dans le cadre de l'exercice de ses attributions, le comité tient compte, notamment, des besoins de la population en matière de services médicaux généraux de première et de deuxième ligne, des effectifs médicaux disponibles en médecine générale et de leur répartition dans les différentes régions et dans les différents territoires de MRC et communautés urbaines. De plus, il tient compte des prévisions de l'évolution de ces effectifs, des mesures incitatives déjà existantes, des modes d'organisation des services et des masses critiques d'effectifs médicaux nécessaires, sur une base locale et régionale, pour assurer un panier de services médicaux généraux de première et de deuxième ligne adéquat.

4. Afin d'évaluer les besoins en effectifs médicaux en médecine générale, de favoriser l'atteinte des objectifs de croissance et de décroissance qu'il identifie et l'accessibilité aux soins dans certaines régions, dans certains territoires de MRC et communautés urbaines ainsi que dans certains centres hospitaliers, le comité peut élaborer et proposer au ministre la mise en place de différentes mesures, selon les modalités et conditions qu'il détermine, dont notamment :

- a) Un guide méthodologique pour la détermination d'un plan régional d'effectifs médicaux en médecine générale;
- b) Des règles de gestion des objectifs de croissance et de décroissance des effectifs en médecine générale dont devront tenir compte les régies régionales dans l'élaboration et la gestion de leur plan régional d'effectifs médicaux en médecine générale.

5. Toujours aux fins d'évaluer les besoins en effectifs médicaux en médecine générale, de favoriser l'atteinte des objectifs de croissance et de décroissance qu'il identifie et l'accessibilité aux soins dans certaines régions, dans certains territoires de MRC et communautés urbaines ainsi que dans certains centres hospitaliers, le comité donne son avis sur la mise en place de différentes mesures, selon les modalités et conditions qu'il détermine, dont notamment :

- a) La révision de certains plans d'organisation d'établissements, de plans régionaux d'effectifs médicaux et de plans régionaux d'organisation des services relatifs à la médecine générale;
- b) L'instauration de mesures incitatives de rémunération visant l'installation de médecins ou la desserte intra-régionale ou interrégionale dans certains territoires de MRC ou communautés urbaines et dans certains établissements insuffisamment pourvus en médecins omnipraticiens;
- c) La conclusion d'ententes de services inter-établissements;
- d) La conclusion d'ententes de services entre un établissement et un cabinet de médecins omnipraticiens;
- e) Le soutien financier, logistique et informationnel de projets d'organisation de services médicaux généraux de première ligne.

6. Le comité évalue les résultats découlant de l'application des mesures identifiées aux articles 4 et 5 en regard des objectifs visés.

7. La présente lettre d'entente remplace la lettre d'entente 114. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 20^e jour de mai 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 159

LETTRE D'ENTENTE NO 159**Concernant certaines applications découlant de l'entente particulière relative au respect des plans régionaux d'effectifs médicaux**

CONSIDÉRANT que l'entente particulière relative au respect des plans régionaux d'effectifs médicaux a pour objet d'assurer la meilleure répartition possible des médecins omnipraticiens sur l'ensemble du territoire québécois;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de cette entente particulière, les parties ont convenu de désigner temporairement des régions au sein desquelles un médecin n'y détenant pas un avis de conformité du PREM dûment délivré par le DRMG, ne peut y exercer, même partiellement, sans réduction monétaire;

CONSIDÉRANT que la région de l'Estrie et la région de Québec, compte tenu du consensus auquel les parties en viennent quant à leurs particularités territoriales et quant au niveau d'atteinte de leur PREM respectif, sont désignées en regard du paragraphe précédent;

CONSIDÉRANT que les parties, dans ce même exercice de désignation, n'ont pu établir un tel consensus pour la région de Montréal-Centre ou pour toute autre région;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties conviennent, dans un délai de six (6) mois suivant l'entrée en vigueur de la présente lettre d'entente, d'arrêter une approche méthodologique commune leur permettant d'évaluer si la région de Montréal-Centre, ou toute autre région, nécessite une désignation visant, dans le cadre de cette dernière entente particulière, l'application des règles relatives à une pratique partielle restreinte.

2. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Elle le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 20^e jour de mai 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 160

LETTRE D'ENTENTE NO 160

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire des Laurentides.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2. Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4. Établissement visé

La Régie régionale par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à la Régie.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie un avis de service (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la période couverte par cet avis de service. Sous la section « Situation d'entente », cochez la case LETTRE D'ENTENTE et inscrire Lettre d'entente n° 160.

Sur demande de la Régie régionale, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5. Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe la Régie régionale ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6. Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) son lieu de pratique principal se situe dans la région socio-sanitaire des Laurentides et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. La pratique principale est définie aux fins des présentes comme étant le lieu où il réalise plus de 75 % de la totalité de sa pratique;
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la Lettre d'entente n° 94.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7. Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la région régionale.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes :

- sous quantième : la journée du déplacement;
- sous mode de rémunération : le mode TH;
- sous plage horaire : la ou les plages horaires concernées;
- sous code d'activité : le code 002092 (temps de déplacement);
- sous secteur de disp. : ne rien inscrire;
- sous heures travaillées : le nombre d'heures de déplacement;
- sous total des heures travaillées : le total des heures de déplacement.

La demande de paiement doit être contresignée par le chef du DRMG ou son représentant.

Si vous pratiquez dans le cadre du dépannage, veuillez suivre les instructions régulières du dépannage pour demander le remboursement de vos frais de déplacement.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

8. Présomption

Le médecin qui se prévaut de la présente lettre d'entente pour dispenser des services médicaux est présumé répondre aux exigences de l'article 1.2 de la Section I de l'Annexe XII de l'entente générale, lorsqu'applicable.

9. Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

10. Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 23 janvier 2004 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce _____ e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 161

LETTRE D'ENTENTE NO 161

Concernant certaines modalités de rémunération afin d'assurer l'accessibilité auprès d'un service d'urgence durant certaines périodes de l'année.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente entente a pour objet certaines modalités de rémunération afin d'assurer l'accessibilité auprès d'un service d'urgence d'un établissement confronté à une menace de rupture due à une pénurie d'effectifs. Elle vise la période suivante : du 19 juin au 10 septembre 2004 inclusivement.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Conditions d'admissibilité de l'établissement

3.01 Un établissement peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- Il compte dix (10) médecins ou moins détenant une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;
- Plusieurs de ses médecins ne sont pas disponibles pour le service d'urgence de sorte que l'établissement est confronté à une pénurie très importante d'effectifs;
- Il n'a pas réussi à trouver des médecins dépanneurs via le mécanisme de dépannage prévu par l'entente générale ou via la desserte intra-régionale convenue entre les parties;
- Les médecins exerçant à moins de soixante-quinze (75) kilomètres de l'établissement et ayant exercé dans une salle d'urgence ou détenant leur permis d'exercice depuis moins de quatre (4) ans ont été sollicités;
- Durant la période de rupture d'effectifs visée par la présente lettre d'entente, ses effectifs médicaux sont en nombre insuffisant de façon importante et depuis près d'un an. À cette fin, le comité paritaire est responsable d'évaluer l'ampleur de la pénurie des effectifs en se fondant, notamment, sur l'historique de l'établissement quant aux effectifs en place et sur la charge de travail globale des médecins;
- Il doit adresser une demande, dans le cadre de la présente entente, au comité paritaire selon les délais prescrits par celui-ci;
- Il établit, à la satisfaction du comité paritaire, en prévision de la période d'application de la présente lettre d'entente, avoir pris les moyens afin que ses effectifs médicaux réguliers assurent le maximum possible des quarts de garde requis;

3.02 Un établissement peut se prévaloir au maximum deux (2) fois des dispositions de la présente lettre d'entente pour combler, à chaque fois, un maximum de cinq (5) quarts de garde pendant la période visée par la présente lettre d'entente sauf en cas de situation exceptionnelle préalablement autorisée par le comité paritaire.

4.00 Conditions d'admissibilité du médecin

4.01 Pour se prévaloir de la présente lettre d'entente, un médecin doit répondre aux conditions ci-après énumérées :

- Il doit détenir des privilèges pour exercer dans un service d'urgence d'un établissement ou en a détenu au cours des quatre (4) dernières années;
- Tant durant la période visée par la présente lettre d'entente qu'au cours de l'année précédant le moment où il manifeste sa disponibilité, l'établissement ou les établissements où le médecin exerce de façon régulière n'est pas ou ne sont pas en pénurie d'effectifs médicaux selon l'évaluation qu'en fait le comité paritaire;
- Il doit souscrire un engagement écrit suivant lequel il s'engage spécifiquement :
 - a) à se rendre disponible durant une semaine complète, soit du samedi au vendredi inclusivement ou du lundi au dimanche inclusivement, semaine dont les dates seront fixées à l'avance et qui tiendront compte, dans la mesure du possible, des choix de dates formulés par le médecin;
 - b) à assumer, selon les besoins pour chaque semaine de disponibilité, cinq (5) quarts de garde échelonnés sur une période de cinq (5) jours non nécessairement consécutifs, d'une durée de 8 à 12 heures et/ou selon le mode d'organisation de l'établissement et ce, auprès d'un ou de plusieurs établissements désignés par le comité paritaire;
 - c) à assumer les quarts de garde selon l'horaire qui lui sera assigné par l'établissement demandeur et tel qu'entériné par le comité paritaire;
- Durant sa semaine d'engagement, le médecin ne peut effectuer de dépannage autrement que dans le cadre de la présente lettre d'entente dans un ou des établissements, qu'à la condition d'avoir été préalablement autorisé par le comité paritaire prévu aux présentes;
- Pour les fins de l'application de la présente lettre d'entente, un médecin peut souscrire un engagement pour plus d'une semaine de disponibilité;
- Suite à l'acceptation de sa candidature, le médecin doit transmettre au comité paritaire un exemplaire de l'engagement écrit prévu aux fins de la présente lettre d'entente.

5.00 Modalités spécifiques de rémunération

5.01 Aux fins d'application de la présente lettre d'entente, le médecin dépêché auprès d'un établissement désigné est rémunéré selon les modalités prévues à l'article 30.00 de l'entente générale et le tout conformément aux lettres d'ententes régissant le ou les établissement(s) demandeur(s);

5.02 Un forfait au montant de 2 500 \$ par semaine de disponibilité sera versé au médecin s'il respecte l'ensemble des obligations prévues aux paragraphes a), b) et c) et s'il effectue un ou des quarts de garde. Toutefois, ce forfait est fixé à 3 500 \$ par semaine de disponibilité si le médecin engagé n'est pas dépêché par le comité paritaire pour effectuer un ou des quarts de garde durant sa semaine de disponibilité.

AVIS : Remplir le formulaire « Demande de paiement - médecin n° 1200 » et inscrire les données suivantes :

- XXXX01010112 dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code **19041** (montant de 2 500 \$) ou le code **19042** (montant de 3 500 \$) dans la case ACTES (montants soumis à la rémunération majorée);
- reporter le montant dans la case TOTAL;
- la date de service correspondant au dernier jour (le vendredi ou le dimanche selon le cas) de dispensation de la semaine de disponibilité;
- le code de localité de votre lieu de pratique principal.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

5.03 La rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente est sujette au paragraphe 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale.

6.00 Banque

6.01 Pour les fins d'application de la présente lettre d'entente, le comité paritaire détermine, au plus tard le 31 mai, la banque maximale de semaines de disponibilité allouée au total.

7.00 Respect de l'engagement

7.01 Sauf si le médecin trouve lui-même un médecin pour le remplacer répondant aux critères d'admissibilité prévus aux présentes ou sauf cas fortuits soumis à l'approbation, après le 21 mai 2004, du comité paritaire, le médecin qui met fin unilatéralement à son engagement ou qui ne respecte pas son engagement est passible d'une pénalité au montant de 1 750 \$ pour chaque semaine d'engagement non-respectée.

8.00 Modalités de fonctionnement

8.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- En prévision de la période visée par la présente lettre d'entente, il fera, jusqu'au 1^{er} juin 2004, un appel de candidatures des médecins. Il distribuera les semaines de disponibilité aux médecins en tenant compte notamment, de la date de réception de chaque candidature, de la banque de semaines de disponibilité allouée, des dates de disponibilité du médecin;
- Au plus tard deux (2) semaines suivant la date de réception de sa candidature, il informe le médecin de la semaine ou des semaines de disponibilité qui lui sont attribuées et lui transmet un exemplaire de l'engagement écrit prévu aux présentes;
- Il transmet à la Régie le nom des médecins sélectionnés et leur(s) semaine(s) de disponibilité attribuée(s);
- Il informe la Régie des autorisations de dépannage en vertu de la présente entente s'il y a lieu, le tout selon la procédure habituelle;
- En collaboration avec l'agence régionale concernée et tenant compte prioritairement des besoins des CHSGS, le comité paritaire procédera à la désignation du ou des médecins ainsi que du nombre de quarts de garde attendus;
- Il décide de l'application de la pénalité prévue à l'article 7.00 et il transmet à la Régie le nom du médecin sujet à la pénalité.

9.00 Entrée en vigueur et durée

9.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} avril 2004 et se termine le 11 septembre 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 162

LETTRE D'ENTENTE NO 162

Concernant le versement d'un forfait rétroactif relativement à la prestation de services en anesthésie et découlant du Protocole d'accord amendé ayant pour objet la prolongation conventionnelle de l'entente générale se terminant le 31 mars 2002.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Sur la base de la rémunération versée pour la dispensation de services d'anesthésie entre 7h00 et 19h00 du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés, au cours de l'année s'échelonnant du 1^{er} octobre 2002 au 30 septembre 2003, rémunération réduite de toute augmentation de tarif ou de nombre d'unités par intervention suite au 1^{er} janvier 2003, répartir le montant forfaitaire prévu à l'article suivant entre les médecins ayant reçu, sans égard à leur mode de rémunération, une rémunération de plus de 40 000 \$ pour les services anesthésiques visés pour la période susmentionnée.

2. Verser, sous forme d'un forfait compensatoire, un montant équivalent de 417 500 \$ (334 000 \$ sur une base annuelle) pour la période s'échelonnant entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 mars 2004.

Le taux du forfait compensatoire sera convenu par les parties et tiendra compte du mode de rémunération en cause : acte, tarif horaire ou vacation.

3. La date du versement du forfait compensatoire devra être convenue par les parties mais devra être au plus tard le 30 juin 2004.

4. Le montant forfaitaire est sujet à l'application des dispositions de l'article 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale.

5. La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mars 2004 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 163

LETTRE D'ENTENTE NO 163**Concernant la prise en charge du service d'urgence du Centre de Mont-Laurier (Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle), par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale du Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle pour sa partie du Centre de Mont-Laurier est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit pas de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement ;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin de la première période d'engagement;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application du paragraphe 4.01 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause.

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois;

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 15 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - Rémunération à l'acte :

Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200. Ajouter le 15 % à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

- Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :

Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- XXX015 (Examens relatifs à l'hépatite C)
- XXX030 (Services cliniques)
- XXX043 (Tâches médico-administratives et hospitalières)
- XXX055 (Communications – proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
- XXX063 (Garde sur place)
- XXX071 (Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités) : (Tarif horaire uniquement)
- XXX098 (Services de santé durant le délai de carence)

et les codes de secteurs de dispensation suivants :

- 12 : samedi, dimanche et journée fériée
- 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
- 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 15 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin et au médecin qui exerce dans le cadre du dépannage ou dans le cadre de la desserte intra-régionale (Lettre d'entente N° 160)

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 15 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement;

5.02 Le médecin qui, du 16 mars au 30 avril 2004, exerce au service d'urgence de l'établissement dans le cadre du mécanisme du dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale ou dans le cadre de la desserte intra-régionale (Lettre d'entente n° 160) voit sa rémunération pour les services dispensés à ce service d'urgence majorée de 15 %.

AVIS : Rémunération à l'acte : Veuillez utiliser la demande de paiement à l'acte n° 1200. **Ajouter le 15 %** à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

Pour les autres modes de rémunération : voir AVIS sous 4.02.

Temps de déplacement : Les médecins autorisés à se prévaloir de la LE n°160 doivent se référer à l'avis sous l'article 7 de cette dernière pour facturer leur temps de déplacement.

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01;

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement;
- d) Il informe le comité paritaire du nom du médecin visé par le paragraphe 5.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et se termine le 30 juin 2004, sauf pour son paragraphe 5.02 qui entre en vigueur le 16 mars 2004 et se termine le 30 avril 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce _____^e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 164

LETTRE D'ENTENTE NO 164

Concernant certaines modalités temporaires de rémunération des médecins qui exercent leur profession au Centre hospitalier Honoré-Mercier du Réseau santé Richelieu-Yamaska pendant la période de rénovation de cet établissement ;

CONSIDÉRANT que le Centre hospitalier Honoré-Mercier du Réseau santé Richelieu-Yamaska procédera à des rénovations majeures à ses installations;

CONSIDÉRANT que durant la période comprise entre le 1^{er} juin 2004 et le 30 juin 2005, les travaux de rénovation entraîneront des changements sur la dispensation des services dans certains secteurs d'activités du Centre hospitalier ainsi que sur la rémunération des médecins qui y exerceront leur profession durant la période de rénovation;

CONSIDÉRANT l'importance de maintenir l'équipe médicale d'omnipraticiens en place durant toute la période de rénovation;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente lettre d'entente porte sur la détermination de certaines conditions particulières de rémunération applicables au médecin, qui, durant la période comprise entre le 1^{er} juin 2004 et le 30 juin 2005, exerce dans un ou des secteurs du Centre hospitalier Honoré-Mercier énumérés à l'article 3.00 de la présente lettre d'entente.

Cette période d'application peut être révisée par les parties négociantes selon l'évolution des travaux de rénovation.

Aux fins de l'application de la présente lettre d'entente un trimestre inclut, le cas échéant, partie d'un trimestre.

2.00 Champ d'application

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3.00 Désignation des secteurs visés

Les secteurs d'activités du centre hospitalier visés par la présente lettre d'entente sont les suivants :

- a) Le service d'urgence;
- b) L'unité de soins de courte durée;
- c) L'unité de soins intensifs;
- d) La pratique en obstétrique;
- e) Les pratiques exclusives en spécialité;

4.00 Conditions particulières de rémunération

4.01 Les modalités de rémunération spécifiques au service d'urgence sont les suivantes :

4.01.01 Dans le cas où une baisse de la rémunération moyenne par heure travaillée (partie facturée selon le mode de l'acte avec modificateur en excluant la partie rémunérée à forfait) est constatée, une majoration compensatoire est appliquée, pour chaque médecin, sur la partie de sa rémunération versée pour les services dispensés durant la garde sur place à l'urgence en vertu de l'entente particulière concernant la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne et découlant de la partie facturée selon le mode de l'acte avec modificateur (en excluant la partie rémunérée à forfait). Cette majoration compensatoire se calcule et s'applique selon les modalités ci-après énoncées :

- a) La baisse de la rémunération moyenne par heure travaillée pour la partie rémunérée selon le mode de l'acte avec modificateur découle de la différence entre la rémunération moyenne par heure travaillée (partie acte avec modificateur) versée en vertu de l'entente particulière concernant la rémunération de la garde sur place effectuée en première ligne pour chacun des trimestres de la période visée aux présentes et celle versée au cours du trimestre correspondant de l'année précédente pour l'ensemble des services dispensés;
- b) La baisse de la rémunération moyenne par heure travaillée, convertie en pourcentage, observée pour un trimestre de la période visée aux présentes constitue, jusqu'à concurrence d'un maximum de 5 %, le taux de majoration applicable à la rémunération (partie acte avec modificateur et excluant la partie à forfait) versée, durant le trimestre en cause, à chacun des médecins pour les services dispensés durant la garde sur place à l'urgence en vertu de l'entente particulière concernant la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne;
- c) S'il advenait que la baisse de la rémunération observée pour un trimestre soit supérieure à 5 %, le comité paritaire, suite à une évaluation des causes d'une telle baisse, peut, le cas échéant, recommander aux parties les mesures additionnelles appropriées;

4.01.02 Les modalités de rémunération prévues au paragraphe 4.01.01 qui précède s'appliquent, en faisant les adaptations nécessaires, à chaque médecin pour les services qu'il dispense au service d'urgence de l'établissement en vertu de l'article 1.4 du Préambule de l'entente générale;

4.02 Durant la période visée par la présente lettre d'entente, les modalités de rémunération spécifiques au médecin qui exerce sa profession à l'unité des soins de courte durée de l'établissement sont les suivantes :

4.02.01 Le supplément de responsabilité prévu au sous-paragraphe 2.4.7.8 du Préambule général de l'annexe V de l'entente générale est augmenté à 12 \$ pour chacun des deux premiers suppléments facturés hors des soins intensifs;

AVIS : *Le supplément doit être facturé le jour même de l'examen effectué et sur la même demande de paiement. Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement - Médecin » n° 1200 et inscrire les données suivantes :*

- le numéro d'assurance maladie de la personne assurée et les données d'identification usuelles;
- le code **15150** dans la section « ACTES »;
- dans la case ÉTABLISSEMENT inscrire 00942, 00943 ou 00948 selon le secteur d'activité concerné.

4.02.02 Le cas échéant, une majoration compensatoire est appliquée, pour chaque médecin, sur la partie de sa rémunération pour les services dispensés et facturés selon le mode de l'acte à l'unité de soins de courte durée de l'établissement au cours de la période visée par la présente. Cette majoration compensatoire se calcule et s'applique selon les modalités ci-après énoncées :

- a) En comptabilisant les sommes versées en vertu des dispositions du sous-paragraphe 4.02.01, la variation en pourcentage entre la rémunération totale versée pour l'ensemble des services dispensés à l'unité des soins de courte durée de chacun des trimestres de la période visée à la présente et celle du trimestre correspondant de l'année précédente est calculée.
- b) Si une baisse de la rémunération totale de l'ensemble des médecins pour les services dispensés à l'unité des soins de courte durée est observée pour un trimestre de la période visée aux présentes, cette diminution convertie en pourcentage constitue, jusqu'à un maximum de 10 %, le taux de majoration applicable à la rémunération versée à chacun des médecins pour les services dispensés à l'unité des soins de courte durée durant le trimestre en cause.
- c) S'il advenait que la baisse de la rémunération observée pour un trimestre soit supérieure à 10 %, le comité paritaire, suite à une évaluation des causes d'une telle baisse, peut, le cas échéant, recommander aux parties les mesures additionnelles appropriées.

4.03 Durant toute la période visée par la présente lettre d'entente, les modalités spécifiques au médecin responsable de l'unité des soins intensifs sont les suivantes :

4.03.01 En sus de la rémunération prévue à l'article 3.02.1 de l'entente particulière relative à une unité de soins intensifs et coronariens, le médecin responsable de l'unité reçoit un forfait additionnel de 75 \$ par jour. Un seul forfait additionnel de 75 \$ est payable par jour pour l'unité des soins intensifs.

AVIS : Remplir le formulaire « Demande de paiement - Médecin n° 1200 » et inscrire les données suivantes :

- XXXX01010112 dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code **19046** dans la section « ACTES »;
- dans la case ÉTABLISSEMENT inscrire 00946.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement .

4.03.02 S'il y a lieu, un complément au forfait quotidien prévu au sous-paragraphe précédent est versé, rétroactivement, au médecin responsable, par journée de facturation, selon les modalités suivantes :

- a) une baisse de la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins affectés au service des soins intensifs, incluant le forfait déjà payé en vertu du sous-paragraphe 4.03.01, est observée pour un trimestre de la période visée à la présente entente comparativement au trimestre correspondant de l'année précédente.
- b) Le montant correspondant à cette baisse de rémunération calculée par journée de dispensation de services constitue le complément quotidien au forfait déjà versé en vertu du sous-paragraphe 4.03.01.

4.04 Durant toute la période visée par la présente lettre d'entente, le médecin qui fait l'examen d'évaluation d'une parturiente et qui, au lieu d'effectuer lui-même l'accouchement, doit en raison de l'insuffisance des ressources reliées aux travaux de rénovation en cours, procéder au transfert de cette parturiente dans un autre établissement, est rémunéré au tarif de 150 \$ pour cet examen.

Le tarif de 150 \$ est majoré à 200 \$ lorsque les services professionnels mentionnés à l'alinéa qui précède sont dispensés un samedi, un dimanche, un jour férié ou, tous les jours, de 19h00 à 7h00.

Cet examen inclut tout autre examen fait avec ou sans déplacement.

AVIS : Veuillez utiliser le formulaire « Demande de paiement - Médecin » n° 1200 inscrire les données suivantes :

- le numéro d'assurance maladie de la personne assurée et les données d'identification usuelles;
- le code **15151** (tarif de **150 \$**) ou **15152** (tarif de **200 \$**) dans la section « ACTES »;
- dans la case ÉTABLISSEMENT inscrire 00943.

4.05 Le médecin reconnu par les parties comme ayant une pratique exclusive en spécialité est soumis, de façon exclusive, aux dispositions ci-après énoncées :

4.05.01 Une majoration compensatoire de 7 % s'applique sur la partie de sa rémunération versée pour les services dispensés à l'établissement dans le secteur de sa pratique exclusive ;

AVIS : Remplir le formulaire « Demande de paiement - Médecin » n° 1200. Ajouter le 7 % à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

4.05.02 De plus, les services médicaux électifs dispensés en salle d'opération entre 19h00 et 24h00 du lundi au vendredi, la fin de semaine ainsi que les jours fériés sont majorés de 20 %;

AVIS : *Inscrire dans la section « ACTES » du formulaire « Demande de paiement - Médecin » n° 1200 :*

- le modificateur 173 ou un de ses multiples pour chaque service rendu;
- les honoraires demandés en les calculant à 120 % du tarif de base majoré de 7 % (ou selon le % applicable du modificateur multiple utilisé, s'il y a lieu);
- dans la case ÉTABLISSEMENT inscrire 00943.

Les multiples du modificateur 173 sont :

Combinaison de modificateurs	Modificateur multiple	Constante
050 - 093 - 173	319	0,6000
093 - 094 - 173	320	1,2000
022 - 173	558	1,2000
024 - 173	559	0,9000
025 - 173	560	0,3000
037 - 173	561	1,2000
047 - 173	562	1,2000
050 - 173	563	0,6000
063 - 173	564	1,8000
093 - 173	565	1,2000
094 - 173	566	1,2000
129 - 173	568	1,8000
130 - 173	569	1,2000

4.05.03 Durant la période des rénovations, le médecin qui a vu ses revenus totaux baisser, a droit, pour chaque trimestre d'application au versement d'une compensation financière équivalent à la différence entre le montant de ses gains de pratique trimestriels moyens dans le secteur de sa pratique exclusive au CH Honoré-Mercier pendant la période de rénovation et le montant de ses gains de pratique durant la période de référence et ce, sans tenir compte des majorations accordées par les sous-paragrophes 4.05.01 et 4.05.02 qui précèdent;

4.05.04 Pour avoir droit aux compensations prévues par la présente disposition, le médecin doit assurer pendant la durée des travaux de rénovation une disponibilité de service à l'établissement.

Pendant la durée de la présente lettre d'entente, le Comité paritaire peut, le cas échéant, vérifier si le médecin assure la disponibilité requise en tenant compte de divers facteurs dont, son statut, son niveau de participation aux activités de l'établissement, son nombre de jours de facturation, ses gains de pratique mensuels perçus durant la période de référence par rapport à ceux qu'il reçoit durant la période d'application.

S'il advenait que la disponibilité du médecin a diminué, le Comité paritaire peut exclure le médecin des bénéfices prévus par la présente lettre d'entente, modifier la période d'application à son endroit ou adapter le montant de la compensation financière en fonction de la pratique de celui-ci.

5.00 Dispositions générales

5.01 Aux fins du calcul des compensations financières prévues pour un trimestre ou partie de trimestre de la période visée par la présente lettre d'entente, les augmentations de tarifs intervenues postérieurement au trimestre ou partie de trimestre correspondant de l'année précédente sont appliquées à la rémunération de la période concernée.

5.02 Pour chacun des trimestres ou partie de trimestre de la période visée à la présente, les calculs relatifs à la détermination du niveau de la majoration compensatoire s'effectuent, par les parties, au cours du cinquième mois suivant de la période retenue. La Régie doit verser au médecin le montant relatif à cette majoration au plus tard au cours du sixième mois suivant de la dite période retenue.

5.03 Aux fins du calcul des compensations financières postérieures à mai 2005, la période de référence est l'année 2003.

6.00 Comité paritaire

6.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en œuvre d'une lettre d'entente.

7.00 Entrée en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2004 et se termine le 1^{er} juillet 2005.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD

Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.

Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 165

+

LETTRE D'ENTENTE NO 165

Concernant des modalités spécifiques de compensation du temps de déplacement dans le cadre de la desserte d'un établissement désigné par les effectifs médicaux de l'ensemble de la région socio-sanitaire de la Montérégie.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Objet

La présente lettre d'entente a pour objet de compenser le temps de déplacement d'un médecin qui accepte de dispenser des services sur une base temporaire dans un établissement en pénurie d'effectifs désigné par les parties.

2. Champ d'application

Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente lettre d'entente.

3. Activités professionnelles

Les activités professionnelles visées couvrent les services assurés suivants :

- a) Les services professionnels dispensés auprès des patients d'un centre hospitalier (CH), d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) et dans le service d'urgence de première ligne d'un CLSC d'un point du réseau de garde intégré ;
- b) Les services professionnels dispensés dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC et, exceptionnellement, des services médicaux courants dispensés auprès de la clientèle du CLSC ou d'une clinique médicale ;
- c) Les services professionnels dispensés auprès de patients admis dans un centre de réadaptation (CR) pour une clientèle ayant une déficience physique.

4. Établissement visé

L'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de la Montérégie (l'Agence) par la voie de son département régional de médecine générale (DRMG) recommande au comité paritaire l'établissement devant être l'objet de la desserte par des effectifs de la région socio-sanitaire, le nombre de semaines visées par cette recommandation ainsi que la nature des services concernés par la recommandation.

Le comité paritaire analyse cette recommandation en tenant compte de la pénurie d'effectifs médicaux dans le territoire en cause. Si le comité agréé cette recommandation, il transmet les informations requises à l'Agence.

AVIS : *L'établissement doit faire parvenir à la Régie un **avis de service** (formulaire n°3547) pour chaque médecin concerné en y inscrivant la période couverte par cet avis de service. Sous la section «Situation d'entente», cocher la case LETTRE D'ENTENTE et inscrire Lettre d'entente n° 165.*

Sur demande de l'Agence, le comité paritaire peut mettre fin en tout temps à cette désignation.

5. Banque d'heures

Le comité paritaire évalue pour chaque établissement désigné aux fins des dispositions de la présente lettre d'entente le nombre d'heures requis pour le déplacement des effectifs médicaux en considérant, notamment, l'ampleur de la pénurie d'effectifs médicaux et les caractéristiques géographiques du territoire à desservir relativement à l'ensemble de la région socio-sanitaire.

La banque d'heures est allouée pour toute la période visée par la recommandation.

Le comité paritaire en informe l'Agence ainsi que la Régie de l'assurance maladie du Québec.

6. Conditions d'admissibilité du médecin

Le médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il y est autorisé par le chef du département régional de médecine générale et s'il répond à une des situations suivantes :

- a) il détient ou est réputé détenir un avis de conformité au plan régional des effectifs médicaux (PREM) de la Montérégie et son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné ;
- b) Dans le cas d'un médecin à la retraite qui accepte de revenir en pratique active, son lieu de résidence est situé à plus de quarante (40) kilomètres de l'établissement désigné. Si ce médecin s'est prévalu du programme de départ assisté ou d'allocation de fin de carrière, il doit être habilité à revenir à la pratique active en vertu de la Lettre d'entente n° 154.

Dans tous les cas, le médecin ne doit pas diminuer sa prestation de services dans le centre exploité par l'établissement où il exerce habituellement ni pratiquer dans un centre exploité par un établissement qui a recours au mécanisme du dépannage au cours de la période concernée.

7. Modalités de rémunération

La compensation du temps de déplacement du domicile ou du lieu de pratique principal, selon le cas, à l'établissement désigné se fait sur la base du tarif horaire selon les dispositions de l'Annexe XIV de l'entente générale. Le remboursement des frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, est à la charge de l'établissement ou de la régie régionale.

La compensation versée en vertu des présentes n'est pas considérée aux fins d'application des Annexes IX et XIV de l'entente générale.

AVIS : *Veuillez utiliser le formulaire «Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, en inscrivant les informations suivantes dans leur partie respective :*

- sous quantième : la journée du déplacement;*
- sous mode de rémunération : le mode TH;*
- sous plage horaire : la ou les plages horaires concernées;*
- sous code d'activités : le code 002092 (temps de déplacement);*
- sous secteur disp. : ne rien inscrire;*
- sous heures travaillées : le nombre d'heures de déplacement;*
- sous total des heures travaillées : le total des heures de déplacement.*
- ne rien inscrire dans les sections **frais de déplacement et heures de déplacement**.*

*La demande de paiement **doit être contresignée** par le chef du DRMG ou son représentant.*

Si vous pratiquez dans le cadre du dépannage, veuillez suivre les instructions régulières du dépannage pour demander le remboursement de vos frais de déplacement.

8. Présomption

Le médecin qui se prévaut de la présente lettre d'entente pour dispenser des services médicaux est présumé répondre aux exigences de l'article 1.2 de la Section I de l'Annexe XII de l'entente générale, lorsque applicable.

9. Répartition et procédures

Le chef du département régional de médecine générale est responsable de la répartition des heures allouées dans le cadre de la présente lettre d'entente aux médecins autorisés à s'en prévaloir. Il doit contresigner les demandes de paiement.

10. Mise en vigueur et durée

La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} mai 2004 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD

Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.

Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

LE - N° 166

+

LETTRE D'ENTENTE NO 166**Concernant la prise en charge du service d'urgence de l'Hôtel-Dieu de Sorel par les médecins de l'établissement.**

CONSIDÉRANT que l'activité principale de l'Hôtel-Dieu de Sorel est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et que cet établissement opère un service d'urgence;

CONSIDÉRANT que, sur une courte période, plusieurs médecins quittent l'établissement ou diminuent, de façon importante, leur participation au service d'urgence et que ces médecins assurent plus de 30 % des services dispensés au service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement devra faire appel, sur une base régulière, à des médecins dépanneurs à son service d'urgence;

CONSIDÉRANT que l'établissement compte dix (10) médecins ou moins qui ont une nomination de l'établissement avec privilèges au service d'urgence et qui y exercent régulièrement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 Conditions d'admissibilité**

1.01 Un médecin peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente s'il répond aux conditions suivantes :

- a) Il détient une nomination de membre actif ou de membre associé avec privilèges au service d'urgence, assure auprès de l'établissement une présence régulière et ne prévoit pas de diminution importante de sa pratique au service d'urgence;
- b) Le médecin détient une nomination de l'établissement et y exerce à la fin de la période d'engagement;
- c) Malgré ce qui précède, sur recommandation de l'établissement et avec l'approbation du comité paritaire, un médecin qui diminue sa pratique de façon importante ou un médecin en congé de maternité ou d'invalidité, peut se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente;
- d) Il donne son consentement afin que le comité paritaire puisse avoir accès aux données sur sa rémunération.

2.00 Définitions

2.01 Aux fins des présentes est considéré comme un départ de l'établissement la prise du congé de maternité, une période d'invalidité totale ou partielle empêchant le médecin d'exercer au service d'urgence, un décès ou une démission de l'établissement;

2.02 Aux fins des présentes, est considéré comme médecin régulier de l'établissement celui qui a une nomination de l'établissement à la date de début de la période d'engagement ou, au plus tard, six (6) semaines après le début de la période d'engagement, et dont le départ n'est aucunement prévu au cours de cette même période. Il en est de même du médecin habilité à se prévaloir des dispositions de la présente lettre d'entente en vertu du paragraphe 1.01c) est considéré comme médecin régulier;

2.03 Est considéré comme nouveau médecin celui qui obtient sa nomination dans l'établissement au cours de la période d'engagement mais après les six (6) premières semaines suivant la date de début de la période d'engagement;

2.04 L'établissement transmet au comité paritaire le nom des médecins visés par les paragraphes 2.01, 2.02 et 2.03;

2.05 La période de référence est la période de six (6) mois de l'année précédente qui correspond en termes de date de début et de fin de la première période d'engagement;

2.06 Sous réserve du paragraphe 2.07, aux fins de l'application du paragraphe 4.01 des présentes, le calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au service d'urgence de l'établissement au cours des périodes de référence et d'engagement, se fait sur la base de la rémunération globale, selon les tarifs de la période de référence, versée à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement pour les services dispensés au service d'urgence. À ces fins, la rémunération versée en vertu de la présente lettre d'entente n'est pas considérée.

Seuls sont considérés, dans le calcul de la rémunération de la période de référence, les médecins réguliers qui exerçaient au service d'urgence au début de la période de référence en cause.

Le comité paritaire devra s'assurer que toute augmentation de la rémunération au service d'urgence découle d'une augmentation de la charge de travail ou du nombre de quarts de travail assumés par les médecins réguliers de l'établissement ;

2.07 Dans le cas du médecin visé au paragraphe 1.01c) des présentes, la rémunération le concernant qui est retenue aux fins du calcul de la prestation faite par l'ensemble des médecins réguliers au cours de la période de référence est celle qui lui est versée, au cours de la période d'engagement, pour les services dispensés au service d'urgence.

3.00 Engagement

3.01 La majorité des médecins réguliers de l'établissement qui exercent au service d'urgence de l'établissement s'engagent collectivement à accroître, pendant la période d'engagement, la part assumée par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence ;

3.02 La période d'engagement est de six (6) mois et peut être prolongée pour une deuxième période de 6 mois sur demande de l'établissement et des médecins concernés.

3.03 L'établissement informe le comité paritaire des dates de début et de fin de la période d'engagement.

4.00 Modalités de rémunération s'appliquant au médecin régulier

4.01 Un forfait global équivalent à une majoration de 50 % de la rémunération versée pour le surplus de tâches assumées par l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement comparativement à la prestation totale des médecins réguliers au service d'urgence pendant la période de référence est accordé à l'ensemble des médecins réguliers de l'établissement exerçant au service d'urgence ;

4.02 Une partie du forfait découlant de l'application du paragraphe précédent est versée sous la forme d'une majoration de 15 % de la rémunération pour les services dispensés au service d'urgence pendant la période d'engagement.

AVIS : - Rémunération à l'acte :

Veillez utiliser la demande de paiement n° 1200. Ajouter le 15 % à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

- Rémunération à honoraires fixes et à tarif horaire :

Veillez utiliser les codes d'activités suivants :

- XXX015 (Examens relatifs à l'hépatite C)
 - XXX030 (Services cliniques)
 - XXX043 (Tâches médico-administratives et hospitalières)
 - XXX055 (Communications – proches, tiers, intervenants du Réseau et de la Justice)
 - XXX063 (Garde sur place)
 - XXX071 (Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités) : (Tarif horaire uniquement)
 - XXX098 (Services de santé durant le délai de carence)
- et les codes de secteurs de dispensation suivants :**
- 12 : samedi, dimanche et journée fériée
 - 12 : en semaine, de 20 h à 8 h
 - 07 : en semaine, de 8 h à 20 h

La somme résiduelle à savoir le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes moins les sommes déjà versées sous la forme de la majoration de 15 %, est versée, à titre de rajustement rétroactif, cinq (5) mois suivant la fin de la période d'engagement. La répartition entre les médecins réguliers qui ont exercé au service d'urgence pendant cette même période se fait selon la proportion que représente la rémunération totale versée à chacun pour les services dispensés au service d'urgence sur la rémunération totale versée à l'ensemble des médecins réguliers du service d'urgence pendant la même période.

5.00 Modalités de rémunération s'appliquant au nouveau médecin et au médecin qui exerce dans le cadre du dépannage ou dans le cadre de la desserte intra-régionale (lettre d'entente no 165)

5.01 Le nouveau médecin voit sa rémunération versée pour les services dispensés au service d'urgence de l'établissement majorée d'un pourcentage équivalent à celui qui s'appliquera à la rémunération des médecins réguliers de l'établissement, pourcentage découlant de l'application de l'article 4.00. Ce pourcentage inclut une majoration de 15 % applicable dès le début de sa pratique au service d'urgence de l'établissement.

5.02 Le médecin qui exerce au service d'urgence de l'établissement dans le cadre du mécanisme du dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale ou dans le cadre de la desserte intra-régionale (lettre d'entente no 165) voit sa rémunération pour les services dispensés à ce service d'urgence majorée de 15 %.

AVIS : - **Rémunération à l'acte** :

Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200. Ajouter le 15 % à vos honoraires. Aucun modificateur n'est requis.

Pour les autres modes de rémunération, voir AVIS sous 4.02.

- **Temps de déplacement** : les médecins autorisés à se prévaloir de la Lettre d'entente n° 165 doivent se référer à l'avis sous l'article 7 de cette dernière pour facturer leur temps de déplacement.

6.00 Procédures

6.01 Le comité paritaire remplit les fonctions suivantes :

- a) Il informe la Régie des dates de début et de fin de la période d'engagement ainsi que, le cas échéant, du renouvellement de la période d'engagement ;
- b) Il détermine le forfait global découlant de l'application du paragraphe 4.01 des présentes selon la méthode suivante :
 - Une fois connues les dates de début et de fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part des services dispensés au service d'urgence pendant la période de référence, par les médecins réguliers de l'établissement. Le comité valide ce calcul auprès de l'établissement et en informe la Régie ;
 - Au plus tard cinq (5) mois après la fin de la période d'engagement, le comité paritaire détermine la part assumée par les médecins réguliers de l'établissement au service d'urgence pendant la période d'engagement, ainsi que l'accroissement de cette part relativement à celle de la période de référence ;
- c) Il informe l'établissement et la Régie du montant du forfait global ;
- d) Il informe la Régie du nom des médecins visés par l'application des paragraphes 4.02 et 5.01 ;

6.02 L'établissement assume les responsabilités suivantes :

- a) Il informe le comité paritaire du nom des médecins réguliers et des nouveaux médecins visés par la présente lettre d'entente ;
- b) Il s'assure de l'application du paragraphe 1.01d) des présentes et transmet les formules de consentement au comité paritaire ;
- c) Il informe le comité paritaire des dates de la période d'engagement et lui achemine, le cas échéant, la demande de renouvellement ;
- d) Il informe le comité paritaire du nom du médecin visé par le paragraphe 5.02.

7.00 Mise en vigueur

7.01 La présente lettre d'entente entre en vigueur le 1^{er} juin 2004 et se termine 31 mai 2005

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2004.

PHILIPPE COUILLARD

Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.

Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ACCORD NO 533

Entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec ayant trait à certaines dispositions relatives à la rémunération des services dispensés au service d'urgence du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur du 15 au 19 avril 2004.

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT que le Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur aménagera dans un nouvel édifice le 19 avril 2004

CONSIDÉRANT que le service d'urgence fermera du 15 avril à 8 h 00 au 18 avril à 8 h 00

CONSIDÉRANT que le déménagement des patients admis dans l'établissement s'effectuera graduellement du 16 au 19 avril et qu'il y a lieu d'assurer en tout temps une présence médicale sur place pour ces patients dans l'un ou l'autre des sites ou, pour certaines plages horaires, dans les deux sites en même temps

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De rémunérer selon le mode du tarif horaire le médecin qui assure sur place les services d'urgence aux patients admis dans l'établissement pour la période du 15 au 19 avril 2004 inclusivement.

AVIS : *L'établissement doit transmettre un avis de service n° 3547 pour chaque médecin concerné. Pour la facturation, veuillez utiliser le formulaire «demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires» n° 1215 :*

- Indiquer le code d'établissement **01417**

- Indiquer le code d'activité **061030** (Forfaitaire lors de la fermeture d'un service d'urgence)

Et les codes de secteurs de dispensation suivants :

- **12** : samedi, dimanche et journée fériée;

- **12** : en semaine de 20 h à 8 h;

- **07** : en semaine de 8 h à 20 h.

2. D'allouer une banque totale de 160 heures pour la rémunération des services visés aux présentes.

3. Le présent accord entre en vigueur le 15 avril 2004 et se termine le 20 avril 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 20^e jour d'avril 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

+

ACCORD NO 534

AVIS : *Retrait de l'établissement «Vigi Santé Ltée : CHSLD Vigi Yves-Blais» (région 14, Lanaudière). Les autres établissements visés ont été remplacés ou ajoutés à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Garde en disponibilité auprès de certains établissements » (maintien à domicile).*

ACCORD NO 535

AVIS : *Les établissements visés ont été ajoutés à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Rémunération dans certains centres de réadaptation ou programme spécifique d'un CHSGS ».*

ACCORD NO 536

Entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec relativement à la dérogation permettant aux médecins, en vertu du paragraphe 3.2 de l'annexe XVI de l'entente générale, d'exercer dans un service d'urgence d'établissements désignés par les parties.

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu entre les parties en vertu du paragraphe 17.07 de l'entente relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976, telle que modifiée subséquemment, entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Inscrire les établissements suivants comme établissements désignés en vertu du paragraphe 3.2 de l'annexe XVI de l'entente générale :

Région 09 : Côte-Nord

Centre de santé Port-Cartier :

- CLSC - Centre de santé des Sept Rivières

Région 15 : Laurentides

Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix, Mont-Laurier

- Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle

2. Le présent accord entre en vigueur le 30 avril 2004 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 25^e jour de mai 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ACCORD NO 537

AVIS : L'établissement visé a été ajouté à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Unité de soins coronariens ou intensifs en CHSGS ».

ACCORD NO 538

AVIS : L'établissement visé a été ajouté à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Gériatrie en CHSLD ».

ACCORD NO 539

AVIS : Les établissements visés ont été ajoutés à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Rémunération dans certains centres de réadaptation ou programme spécifique d'un CHSGS ».

ACCORD NO 540

AVIS : Les établissements visés ont été remplacés à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Garde sur place - Urgence 1^{re} ligne, CHSGS désignés Réseau intégré ».

ACCORD NO 541

Entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec relativement à la rémunération des docteurs Hélène Cormier et Alain Gingras.

PRÉAMBULE

Le présent accord est conclu entre les parties en vertu du paragraphe 17.07 de l'entente relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976, telle que modifiée subséquemment, entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

CONSIDÉRANT la menace de fermeture des services d'urgence du Centre hospitalier Beauce-Etchemin et de l'Hôtel-Dieu de Roberval au cours du mois d'avril 2004.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Accorder aux médecins dont le nom et les coordonnées sont inscrits à l'article 4a) des présentes, un forfait de 150 \$ pour le quart de garde de huit (8) heures sur place qu'ils ont effectué les 17 et 18 avril 2004 au centre hospitalier Beauce-Etchemin;
2. Accorder au médecin dont le nom et les coordonnées sont inscrits à l'article 4 b) des présentes, un forfait de 2 000 \$ pour les quarts de garde de huit (8) heures sur place qu'il a effectués les 9, 10, 11 et 12 avril 2004 à l'Hôtel-Dieu de Roberval;
3. Inclure à l'application du paragraphe 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale la rémunération versée en vertu du présent accord;
4. Les médecins visés par le présent accord sont :
 - a) Docteur Hélène Cormier #96423
Le 18 avril 2004;

Docteur Alain Gingras #86100
Le 17 avril 2004;
 - b) Docteur Paul Saba #81650
Les 9, 10, 11 et 12 avril 2004.
5. Le présent accord entre en vigueur le 8 avril 2004.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 5^e jour de juillet 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ACCORD NO 542

Entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec ayant trait à l'application de la Lettre d'entente n° 130 du 20 janvier 2003 relative à une entente de parrainage entre les services d'urgence de deux ou plusieurs établissements.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Modifier l'annexe 1 de la Lettre d'entente n° 130 du 20 janvier 2003 en remplaçant les données concernant les établissements parrains et l'établissement parrainé ci-dessous, par les suivantes :

Établissement parrain	Établissement parrainé	Nombre minimal de gardes	Période d'application
CH de Lévis et CH de Montmagny	CH St-Georges de Beauce	12	01-05-2004 au 31-01-2005

2. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} mai 2004 et se termine le 31 janvier 2005.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 22^e jour de juin 2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ACCORD NO 543

AVIS : *Retrait du Foyer Notre-Dame de Foy Inc. (Adhésion complète), région 03 : Québec; et, ajout de l'établissement visé à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Gériatrie en CHSLD ».*

ACCORD NO 544

+
AVIS : *Les établissements visés ont été ajoutés à l'Annexe 1 de l'Entente particulière « Rémunération dans certains centres de réadaptation ou programme spécifique d'un CHSGS ».*

ACCORD NO 545

+
AVIS : *Les établissements visés ont été ajoutés à l'annexe 1 de l'Entente particulière « Soins coronariens ou intensifs dans un CHSGS ».*

ACCORD NO 546

+
AVIS : *L'établissement visé a été inscrit à l'Annexe I de l'Entente particulière « Soins psychiatriques en CH ».*

4. ENTENTES PARTICULIÈRES

AVANT-PROPOS :

Les Ententes particulières sont des ententes conclues entre le MSSS et la FMOQ en vertu de l'Entente générale relative à l'assurance maladie (Paragraphe 4.04 ou article 17.07), qui ont pour objet la détermination de la rémunération et de certaines conditions d'exercice.

#

INDEX DES ENTENTES PARTICULIÈRES

Remarque : L'index des ententes particulières est un document administratif, créé dans le but de faciliter la consultation et constitue un **point de repère**. Les **titres officiels** paraissant au début de chacune des ententes particulières ont été **abrégés**; seuls les mots-clés sont conservés **pour le présent index**.

N° SÉQ.	TITRES ABRÉGÉS	PAGE
1	Grand-Nord	1-1
2	Soins psychiatriques en C.H.	2-1
3	Unité de soins coronariens ou intensifs en C.H.S.G.S.	3-1
4	Garde en disponibilité , C.L.S.C./Réseau de garde intégré	4-1
5	Garde sur place C.H. Paul-Gilbert de Charny /Service d'urgence de 1 ^{re} ligne.	5-1
6	Garde dans C.L.S.C./Réseau de garde intégré/Service d'urgence de 1^{re} ligne	6-1
	Programme d'hospitalisation à domicile/Projet d'expérimentation (Abrogée par Amend. n° 69)	
7	Urgences-santé (Système préhospitalier d'urgence, Montréal-Centre et Laval)	7-1
8	Gériatrie dans un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés (C.H.S.G.S.)	8-1
9	C.H. de l' Archipel (Îles-de-la-Madeleine)	9-1
10	Services en anesthésie dans certains C.H.S.G.S.	10-1
11	Assurance responsabilité professionnelle	11-1
12	Programme en toxicomanie (Certains établissements)	12-1
13	Gériatrie dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée (C.H.S.L.D.)	13-1
	Garde sur place C.H. Trois-Pistoles /Service d'urgence de 1 ^{re} ligne (Abrogée par l'Amend. n° 65)	
	Garde effectuée à l' hôpital St-Julien (Abrogée par l'Amendement n° 82)	
14	C.L.S.C. Centre-ville et personnes itinérantes de Montréal	14-1
15	Programme en adaptation-réadaptation - Déficience physique	15-1
	Centre de santé des Hauts-Bois (Abrogée par l'Amendement n° 62)	
	Garde sur place en régions universitaires - Service d'urgence de 1 ^{re} ligne en C.H.S.C.D. (Abrogée par l'Amendement n° 84)	
16	Activités médicales particulières (A.M.P.)	16-1

N° SÉQ.	TITRES ABRÉGÉS	PAGE
17	Profession dans ou auprès d'un C.L.S.C.	17-1
18	Unité de médecine familiale (U.M.F.) (programme de formation)	18-1
19	Évaluation multidisciplinaire de personnes en attente d'hébergement pour la régie régionale	19-1
20	Soins palliatifs/ Établissement qui exploite un C.H.S.G.S. ou maison privée liée par entente.	20-1
21	Planning-sexualité (Établissement qui exploite un C.H.S.G.S.)	21-1
22	Rémunération dans certains centres de réadaptation ou programme spécifique d'un C.H.S.G.S..	22-2
23	Centre de Santé Chibougamau	23-1
24	Santé publique	24-1
25	Garde sur place - Urgence 1 ^{re} ligne, C.H.S.G.S. désignés - Réseau intégré	25-1
26	Garde en disponibilité auprès de certains établissements (<i>maintien à domicile</i>)	26-1
	CH Régional de Sept-Iles (Abrogée le 30 juin 2001, Amendement n° 75)	
27	Chef de département clinique de médecine générale (CHSGS)	27-1
28	Centre hospitalier ambulatoire de la Région de Laval (CHARL)	28-1
29	Malade admis - CHSGS.	29-1
30	Garde en disponibilité en CHSGS	30-1
31	Projet / CH Pierre Janet / santé mentale	31-1
32	Régie régionale SSS du Nunavik (17), du Conseil Cri SSS de la Baie James (18) et du Centre de santé de la Basse Côte-Nord (09)	32-1
33	Groupe de médecine familiale (GMF)	33-1
34	Entente particulière provisoire / Prise en charge et suivi des clientèles vulnérables	34-1
35	Prise en charge et suivi des clientèles vulnérables	35-1
36	Chef du service d'urgence (CHSGS)	36-1
37	Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM)	37-1

EP - GRAND-NORD

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À L'ASSURANCE MALADIE ET À L'ASSURANCE HOSPITALISATION ENTRE LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC CONCERNANT LES MÉDECINS QUI EXERCENT LEUR PROFESSION DANS LE GRAND-NORD

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet certaines normes spéciales relatives à la rémunération des services professionnels des médecins qui exercent dans ou auprès des établissements suivants : le Centre de santé et des services sociaux de la Radissonie (Centre hospitalier La Grande Rivière), le Centre de santé de l'Hématite, le Centre de santé de la Minganie, le CLSC Naskapi ou l'un de leurs points de service.

1.02 Aux fins de l'application de l'annexe XII de l'Entente, le CLSC Naskapi #1104-3866 est réputé être un CLSC du réseau de garde intégré.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, s'applique au médecin qui exerce sa profession dans ou auprès des centres susmentionnés, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 CONDITIONS D'EXERCICE

3.01 La dispensation à domicile de services médicaux sur le territoire desservi par un établissement qui exploite un centre visé aux présentes fait partie du programme de santé de cet établissement. Il en est ainsi des services médicaux dispensés dans l'un de ces centres en vertu d'une entente de service;

3.02 Le temps que le médecin consacre à la dispensation de ces services fait partie de sa période régulière d'activités professionnelles s'il est rémunéré à honoraires fixes et, s'il est rémunéré selon le mode du tarif horaire, de sa période normale d'activités professionnelles;

AVIS : Pour le mode de rémunération honoraires fixes ou tarif horaire, utilisez les codes d'activités suivants :

- 002030 Services cliniques
- 002032 Rencontres multidisciplinaires
- 002043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 002055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- 002063 Garde sur place
- 002071 Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (TH, seulement)
- 002081 Garde en disponibilité
- 002084 Services cliniques (situation exceptionnelle) (TH, seulement)
- 002085 Garde sur place (situation exceptionnelle) (TH, seulement)
- 002094 Garde en disponibilité (Points de services)
- 002098 Services de santé durant le délai de carence.

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

Selon la nomination qu'il détient, le médecin régi selon la présente entente particulière est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, soit à tarif horaire. Le médecin peut cependant opter pour le mode de l'acte lorsqu'il dispense des services médico-administratifs visés à l'annexe XIII de l'Entente.

AVIS : Pour le mode de rémunération à l'acte, veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 pour la facturation des services médico-administratifs.

5.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES

5.01 Circonstances exceptionnelles et temporaires

S'il y a survenance de circonstances exceptionnelles et temporaires, le chef du département de médecine générale, le chef du service médical ou le médecin responsable peut, avec l'accord de l'établissement, autoriser, au bénéfice d'un médecin, le dépassement du nombre maximal d'heures prévu aux paragraphes 5.02 et 5.05 de l'annexe XIV de l'entente générale.

5.02 Nomination à demi-temps en périodes discontinues

- a) Le médecin qui est rémunéré à tarif horaire conformément à la présente entente particulière peut demander, sur recommandation du chef de département de médecine générale, une nomination d'une durée annuelle de six (6) mois répartie sur des périodes discontinues qu'il détermine en accord avec l'établissement. L'établissement informe la Régie des périodes ainsi déterminées.

AVIS: L'établissement doit utiliser l'avis de service « Rémunération au tarif horaire » (formulaire n° 3547), cocher la case ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE, et inscrire la mention « Article 5.02 de l'entente particulière du Grand-Nord ».

- b) Le médecin bénéficie par année, des dispositions de l'annexe XII sous réserve des dispositions suivantes :
- la moitié de la prime d'isolement;
 - deux (2) sorties;
 - dix (10) jours de ressourcement et le remboursement des frais encourus au maximum deux (2) fois. Les jours de ressourcement peuvent être pris pendant une période de l'année autre que celles déterminées selon le paragraphe 5.02 a) de la présente entente particulière;
- c) Le médecin bénéficie des avantages additionnels prévus à l'article 8.00 de la présente entente particulière pour la période des mois ouvrés.

6.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

6.01 La garde en disponibilité se situe en dehors des heures régulières de dispensation de services dans le centre. Elle est, selon le mode de rémunération du médecin, rémunérée, sur base horaire, à la moitié du taux normal applicable;

6.02 Dans ou auprès d'un centre, ou pour le compte d'un établissement exploitant plusieurs centres, au plus deux (2) médecins peuvent, par période de garde en disponibilité, se prévaloir de la rémunération prévue au paragraphe 6.01;

6.03 Dans ou auprès d'un point de service désigné spécifiquement par accord des parties, un médecin peut, par période de garde en disponibilité, être rémunéré selon les modalités qu'édicte le paragraphe 6.01. Cette garde en disponibilité se situe en dehors des heures régulières de dispensation de services dans le dispensaire.

7.00 TAUX NORMAL APPLICABLE

7.01 Aux fins des présentes, les vocables « taux normal applicable » signifient, sur base horaire, pour le médecin rémunéré à honoraires fixes, le taux horaire normal prévu au paragraphe 15.04 de l'entente générale;

7.02 Au bénéfice du médecin rémunéré selon le tarif horaire, ces mêmes vocables signifient, sur une base horaire pour la garde en disponibilité, le taux horaire prévu à l'annexe XIV de l'entente générale, auquel on applique les modificateurs inscrits sous la colonne 3.

8.00 AVANTAGES ADDITIONNELS

8.01 Les avantages et les conditions relatives à la nourriture et au logement sont octroyés au médecin aux endroits et conformément aux normes établies par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour les cadres de l'établissement selon les termes du décret 1179-88 du 3 août 1988;

8.02 La perte de temps que subit un médecin par suite d'une attente qui lui est imposée par une intempérie ou une force majeure à l'occasion de l'exercice de ses fonctions n'entraîne aucune perte de rémunération ou autres avantages auxquels il aurait eu droit autrement selon la répartition des tâches et l'horaire établis pour la période correspondant à la période d'attente.

9.00 DÉPANNAGE

9.01 L'établissement peut faire appel à la banque de noms de médecins volontaires constituée en vertu de l'article 30.00 de l'entente générale afin de pourvoir au remplacement temporaire d'un médecin dans sa tâche habituelle. Les dispositions de ce même article s'appliquent au médecin visé par le présent article, sous réserve des dispositions suivantes :

9.02 Un médecin appelé à effectuer le remplacement temporaire d'un médecin dans sa tâche habituelle auprès d'un établissement visé, est rémunéré :

- a) soit selon un per diem auquel s'ajoute, le cas échéant, jusqu'à concurrence d'un maximum de dix (10) heures par jour, la garde en disponibilité rémunérée selon le taux prévu au paragraphe 6.00;
- b) soit, dans le cas où les heures d'activités professionnelles effectuées sur place dans la journée diffèrent des heures prévues au per diem, pour les activités professionnelles sur place, selon le taux horaire applicable au médecin rémunéré à tarif horaire;

AVIS: - Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 009030 Services cliniques
- 009063 Garde sur place
- 009071 Garde sur place à même les 35 premières heures d'activité (T.H. seulement)
- 009081 Garde en disponibilité
- 009094 Garde en disponibilité (Points de service du Grand-Nord)

- Veuillez identifier le mode de rémunération, comme suit :

PD : per diem (maximum de 14 hres d'activités professionnelles, dont au moins 9 hres d'activités sur place).

TH : tarif horaire (heures d'activités de garde en disponibilité ou lorsque les heures d'activités professionnelles effectuées sur place sont différentes des heures prévues au per diem, soit moins de 9 hres ou plus de 9 hres).

Toutefois, pour plus de 9 hres d'activités professionnelles sur place, le médecin peut choisir l'un ou l'autre de ces modes de rémunération.¹⁸

9.03 ABROGÉ par l'Amendement n° 85

9.04 La rémunération selon le per diem couvre un maximum de quatorze (14) heures d'activités professionnelles, dont neuf (9) heures d'activités professionnelles sur place.

Le taux de base du per diem est de 766 \$ à compter du 1^{er} janvier 2003 et de 789 \$ à compter du 1^{er} octobre 2003.

9.05 Le médecin peut bénéficier, pour chaque période minimale de quinze (15) jours consécutifs de présence, d'une sortie aller-retour à son domicile. Dans ce cas, seuls les frais de transport lui sont remboursés selon les modalités prévues au paragraphe 30.05 de l'entente générale;

Un (1) droit de sortie octroyé au médecin en vertu du présent paragraphe peut être utilisé par son conjoint pour rendre visite au médecin en autant que celui-ci effectue une période de dépannage continue minimale de deux (2) mois auprès du même établissement.

9.06 Aux fins de l'application de l'annexe IX de l'entente générale, une rémunération versée en vertu du présent article de la présente entente particulière est réputée versée en vertu de l'article 30.00 de l'entente générale.

10.00 MESURES TRANSITOIRES

10.01 Les heures excédentaires effectuées du 1^{er} juin 1998 au 30 septembre 1998, peuvent être imputées sur les semaines couvrant la période du 1^{er} décembre 1997 au 31 mai 1998, en autant que le médecin bénéficie de la disposition du paragraphe 6.09 de l'entente particulière du 8 octobre 1993 et que les règles d'application de ce paragraphe soient rencontrées.

10.02 Ces heures ainsi imputées ne sont pas comptabilisées dans le calcul des 1540 heures prévues au paragraphe 5.02 de l'annexe XIV de l'entente générale;

10.03 La Régie applique cette imputabilité au plus tard le 28 février 1999;

10.04 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale, peut, exceptionnellement, permettre à un médecin une dérogation aux délais qui lui sont fixés par le présent article.

11.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

11.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière intervenue en date du 8 octobre 1993, telle que modifiée subséquemment, concernant les médecins qui exercent leur profession dans le Grand-Nord;

11.02 Elle prend effet le 1^{er} juin 1998. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 19^e jour de février 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

*EP - PSYCHIATRIQUES***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA PRESTATION DE CERTAINS SERVICES PROFESSIONNELS DANS CERTAINS CENTRES HOSPITALIERS OÙ SONT DISPENSÉS DES SOINS PSYCHIATRIQUES****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières d'exercice et de rémunération du médecin qui assure la prestation de services professionnels dans une partie de centre hospitalier énuméré à l'annexe I des présentes où sont dispensés des soins psychiatriques.

1.02 Cette entente régit également la rémunération des services professionnels dispensés par un médecin dans un centre hospitalier à vocation essentiellement psychiatrique énuméré à l'annexe 1 des présentes.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent au médecin visé au paragraphe 1.01 ci-dessus, sous réserve des stipulations contenues à la présente entente particulière.

3.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

3.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin, lorsqu'il assure la prestation de services professionnels dans une partie d'établissement visé aux présentes, est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes s'il y est détenteur d'une nomination avec qualité de plein-temps ou de demi-temps, soit à la vacation s'il y est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération. Le médecin qui, dans cette partie d'établissement, n'est pas détenteur d'une nomination à honoraires fixes ou à la vacation est rémunéré à l'acte lorsqu'il y fournit des services médicaux.

3.02 Le présent article régit également, cette fois-ci au niveau de l'établissement, la rémunération du médecin qui exerce sa profession dans un centre hospitalier à vocation essentiellement psychiatrique visé par les présentes.

4.00 VACATION ET NORMES Y AFFÉRENTES

4.01 L'attribution des vacations disponibles aux fins des présentes est effectuée sur recommandation du chef du département de médecine générale et du chef du département de psychiatrie, après consultation des médecins visés.

5.00 COMITÉ PARITAIRE

5.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32,00 de l'Entente remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre de la présente entente particulière.

6.00 ADHÉSION ET RETRAIT

6.01 Le présent article a pour objet de déterminer les modalités d'adhésion à la présente entente particulière, ou de retrait de celle-ci, d'un centre hospitalier, ou d'une partie de centre hospitalier, où sont dispensés des soins psychiatriques.

6.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement, par le centre hospitalier visé ainsi que par des médecins qui exercent leur profession dans le centre, ou dans la partie de centre, concerné. Elle est transmise, par écrit, au Ministre et à la Fédération.

6.03 Une demande ayant pour objet le retrait d'un centre hospitalier de la présente entente particulière requiert, outre l'assentiment du centre hospitalier et des médecins concernés, l'approbation des parties.

6.04 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que le centre hospitalier et les médecins concernés.

6.05 Toute modification à l'annexe I ci-jointe peut s'effectuer par le biais d'un accord conclu selon le paragraphe 17.07 de l'Entente.

7.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES À HONORAIRES FIXES OU À LA VACATION

7.01 Dans une partie d'établissement énumérée aux présentes, la rémunération selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation, couvre :

- a) la dispensation des soins médicaux effectuée par le médecin;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail multidisciplinaire reliées à la dispensation des soins psychiatriques visée aux présentes.

AVIS: *Veillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 027030 *Services cliniques*
- 027032 *Rencontres multidisciplinaires*
- 027037 *Planification - programmation - évaluation*
- 027043 *Tâches médico-administratives et hospitalières*
- 027055 *Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)*
- 027063 *Garde sur place*
- 027071 *Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (tarif horaire)*
- 027098 *Services de santé durant le délai de carence.*

7.02 Par extension, la rémunération prévue au paragraphe 7.01 couvre également la dispensation des soins psychiatriques que le médecin visé à ce paragraphe est, pendant une période où il est rémunéré à honoraires fixes ou à la vacation, appelé à dispenser ailleurs dans l'établissement.

7.03 Dans un centre hospitalier à vocation essentiellement psychiatrique, la rémunération selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation couvre, sauf dérogation expressément prévue à l'annexe I des présentes, l'ensemble de l'activité professionnelle du médecin dans ce centre hospitalier.

8.00 DISPONIBILITÉ

8.01 La garde en disponibilité est rémunérée selon les dispositions de l'entente générale.

AVIS: *Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire un « E » dans la case C.S.*

9.00 DROITS ACQUIS

9.01 Le médecin qui, à la date d'inclusion d'un établissement à l'annexe I ci-jointe, exerce sa profession dans un établissement ou partie d'établissement visé par cette annexe et y est rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation ne peut être contraint, pendant la durée de la présente entente particulière, de se prévaloir d'un autre mode de rémunération.

10.00 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

10.01 L'inscription, en tout ou en partie, à l'annexe I de la présente entente particulière, d'un établissement rend caduque, pour autant, l'inscription de cet établissement, lorsqu'elle existe, soit à l'annexe X de l'Entente, soit à tout autre accord prescrivant, comme mode exclusif de rémunération, soit les honoraires fixes, soit la vacation.

11.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

11.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière du 30 juin 1986 et ses amendements et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

AVIS : L'article 9.01 a été modifié par l'Amendement n° 45.

A - EP - PSYCHIATRIQUES

ANNEXE I

Les parties de centres hospitaliers désignés aux fins de l'entente particulière relative à la rémunération de la prestation de certains services professionnels dans certains centres hospitaliers où sont dispensés des soins psychiatriques sont :

		ACCORD	AMENDEMENT
Région 01 : Bas St-Laurent			
03348	Centre hospitalier régional de Rimouski, département de psychiatrie (93-03-01)		n° 45
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean			
00018	Complexe hospitalier de la Sagamie : Pavillon Roland Saucier (98-02-16)	246	-----
02528	Hôtel-Dieu de Roberval, département de psychiatrie, Roberval (90-04-01)	-----	-----
Région 03 : Québec			
02038	Centre hospitalier affilié universitaire de Québec : Pavillon Enfant-Jésus, département de psychiatrie (98-02-16)	246	-----
02378	Centre hospitalier de Charlevoix, service de santé mentale (incluant la clinique externe) (95-04-30)	134	
02138	Centre hospitalier de l'Université Laval, département de psychiatrie (95-04-30)	134	
00888	Centre hospitalier Robert Giffard, Québec (87-11-18) (90-05-08)	-----	-----
02028	Clinique Roy-Rousseau, Québec (87-11-18) (90-05-08)	-----	-----
00898	Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec, département de psychiatrie (92-10-01)		n° 44
02048	Hôtel-Dieu de Québec, département de psychiatrie (93-01-18)		n° 46
Région 04 : Mauricie / Bois-Francs			
01778	Carrefour de santé et de services sociaux de la St-Maurice, service psychiatrique (99-06-06)	312	
01838	CH Ste-Marie, département de psychiatrie, Trois-Rivières (92-10-01)		n° 44
01808	CH Ste-Thérèse de Shawinigan (91-04-01)	-----	-----
02788	Hôpital du Christ-Roi, département de psychiatrie, Nicolet (92-10-01)		n° 44
01858	Hôpital régional de la Mauricie, département de psychiatrie, Shawinigan (87-05-13)	-----	-----
02778	Hôpital Ste-Croix, département de psychiatrie, Drummondville (90-04-01)	-----	-----
02758	Hôtel-Dieu d'Arthabaska, département de psychiatrie (92-10-01)		n° 44

		ACCORD	AMENDEMENT
Région 05 : Estrie			
01108	CH Hôtel-Dieu de Sherbrooke, département de psychiatrie (92-10-01)		n° 44
01098	CH St-Vincent-de-Paul, département de psychiatrie (93-03-01)		n° 45
Région 06 : Montréal-Centre			
00058	CH Fleury, département de psychiatrie, Montréal (87-05-13)	-----	-----
00068	Hôtel-Dieu de Montréal, département de psychiatrie (91-04-01)	-----	-----
00108	Hôpital Jean-Talon, département de psychiatrie (89-03-01)	-----	-----
00118	Hôpital Général Juif - Sir Mortimer B. Davis, département de psychiatrie (92-10-01)		n° 44
00158	Hôpital Maisonneuve-Rosemont, département de psychiatrie (93-03-01)		n° 45
00188	Hôpital Général de Montréal, département de psychiatrie (95-09-01)	154	
+ 00208	Centre hospitalier de l'université de Montréal : Hôpital Notre-Dame du CHUM	546	
00248	Hôpital Reddy Memorial, département de psychiatrie Montréal (87-05-13) (date de fin 98-02-15)	246	-----
00258	Hôpital Royal Victoria, département de psychiatrie (92-10-01)		n° 44
00308	Hôpital St-Luc, service de psychiatrie (94-10-30)	120	
00318	CH de St-Mary, département de psychiatrie (98-02-16)	246	
00348	Hôpital Ste-Justine, département de psychiatrie (91-04-01)	-----	-----
00408	Hôpital général du Lakeshore, département de psychiatrie, Pointe-Claire (88-04-13)	-----	-----
00698	CH Douglas (93-10-08)		n° 48
00798	Institut Philippe Pinel de Montréal (03-02-28)	484	
00878	Hôpital Louis-H. Lafontaine, Montréal (87-11-18) (90-05-08)	-----	-----
00848	Hôpital Rivière-des-Prairies (97-06-01)	338	
07748	Hôpital du Sacré-Coeur, pavillon Albert Prévost (89-03-01)	-----	-----
Région 07 : Outaouais			
01338	Centre de santé Vallée-de-la Gatineau - Centre hospitalier, département de psychiatrie (89-03-01)	-----	-----
00828	La corporation du Centre Hospitalier Pierre-Janet - CH Pierre Janet (90-04-01)	-----	-----
01268	Centre hospitalier des vallées de l'Outaouais - Pavillon de Hull (95-12-18) - Pavillon Gatineau (03-02-03)	484 484 484	
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
01508	CH Hôtel-Dieu d'Amos, département de psychiatrie (89-03-01)	-----	-----
01538	CH Rouyn-Noranda, département de psychiatrie, Rouyn-Noranda (88-04-13) CLSC des Aurores Boréales :	-----	-----
01528	- CH La Sarre, département de psychiatrie (98-02-16)	246	-----
00778	CH Malartic Inc., à l'exception du service d'urgence et de la clinique externe (90-04-01)	-----	-----
01548	CH St-Sauveur de Val d'Or, service de psychiatrie (94-10-30)	120	
Région 09 : Côte-Nord			
07548	CH régional Baie-Comeau, départ. de soins psychiatriques (97-04-20)	217	n° 45
02698	Hôpital de Sept-Iles, département de psychiatrie, Sept-Iles (88-04-13)	-----	-----

		ACCORD	AMENDEMENT
Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine			
03308	Centre hospitalier Baie des Chaleurs, département de psychiatrie, Maria (87-11-18)	-----	-----
04958	Centre hospitalier Mgr Ross, à l'exception du Foyer Notre-Dame de Gaspé (94-05-01)	100	-----
03418	Hôpital des Monts, service de psychiatrie (95-04-30)	134	
Région 12 : Chaudière-Appalaches			
02878	Centre hospitalier Beauce-Etchemin, département de psychiatrie (97-01-01)	205	
02808	Centre hospitalier de la Région de l'Amiante Inc., département de psychiatrie, Thetford-Mines (87-05-13)	-----	-----
03038	Hôtel-Dieu de Montmagny, département de psychiatrie, Montmagny (87-11-18)	-----	-----
03008	Hôtel-Dieu de Lévis, département de psychiatrie (89-03-01)	-----	-----
Région 13 : Laval			
00448	Cité de la Santé de Laval, département de psychiatrie, Laval (87-11-18)	-----	-----
Région 14 : Lanaudière			
01418	Centre hospitalier Le Gardeur, département de psychiatrie, Le Gardeur (87-11-18)	-----	-----
00858	Centre hospitalier régional de Lanaudière, département de psychiatrie, Joliette (88-04-13)	-----	-----
Région 15 : Laurentides			
00788	Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine Labelle, département de psychiatrie (96-03-01)	183	
01448	Hôtel-Dieu de St-Jérôme, département de psychiatrie, Saint-Jérôme (90-04-01)	-----	-----
01278	Hôpital d'Argenteuil, département de psychiatrie (94-05-01)	-----	-----
Région 16 : Montérégie			
07768	Centre hospitalier Anna-Laberge, département de psychiatrie (89-03-01)	-----	-----
01038	Centre hospitalier de Granby, département de psychiatrie, Granby (87-05-13)	-----	-----
01148	Centre hospitalier de Valleyfield, département de psychiatrie, Valleyfield (88-04-13)	-----	-----
00948	Centre hospitalier Honoré Mercier Inc. (C.H.C.D. : département de psychiatrie; C.H.L.D. : pavillon sud), St-Hyacinthe (86-02-15)	-----	-----
07538	Centre hospitalier Pierre Boucher, département de psychiatrie, Longueuil (87-11-06)	-----	-----
00958	Hôpital Charles Lemoyne, département de psychiatrie, Greenfield Park (89-03-01)	-----	-----
00428	Hôpital du Haut-Richelieu, département de psychiatrie, St-Jean-sur-Richelieu (86-02-15)	-----	-----
00928	Hôtel-Dieu de Sorel, département de psychiatrie, Sorel (87-11-18)	-----	-----

Remarque : L'absence de numéro d'accord ou d'amendement signifie que l'établissement faisait partie de l'Annexe I de l'entente particulière lorsque celle-ci a été reconduite par l'accord-cadre d'avril 1991.

AVIS : Établissements retirés ou modifiés par les Accords n^{os} 183, 246, 312 et 338.

EP - SOINS CORONARIENS

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA PRESTATION DES SERVICES PROFESSIONNELS EFFECTUÉS PAR UN MÉDECIN, EN CERTAINS CENTRES HOSPITALIERS DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS, DANS UNE UNITÉ DE SOINS CORONARIENS OU DE SOINS INTENSIFS

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet de déterminer certaines normes spéciales relatives à la rémunération de la prestation des services professionnels effectués par un médecin auprès de patients dans l'unité de soins coronariens ou dans l'unité de soins intensifs, excluant les lits de monitoring, sise dans un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés inscrit à l'annexe I des présentes.

1.02 L'adhésion ou le retrait d'un établissement dans le cadre de la présente entente se fait par accord des parties.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les stipulations de l'entente générale intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'appliquent au médecin visé au paragraphe 1.01 ci-dessus, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES

3.01 Le médecin, selon un choix quotidien, opte d'être rémunéré selon la formule du mode de rémunération forfaitaire prévue au présent article ou selon la rémunération à l'acte prévue à l'entente générale.

3.02 Mode de rémunération forfaitaire

3.02.1 La prestation de l'ensemble des services professionnels dispensés au cours d'une journée à un patient admis dans une unité visée aux présentes est, au bénéfice du médecin qui fournit cette prestation, rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte prévoyant un forfait de 96,65 \$ pour la première journée de séjour dans l'unité, 76,30 \$ pour la deuxième journée de séjour et 71,25 \$ pour les suivantes;

AVIS : Pour facturer le forfait, inscrire les données suivantes:

- le numéro d'assurance maladie de la personne assurée
- le code d'acte **9997** pour la **première** journée de séjour dans l'unité et les honoraires de **96,65 \$**
- le code d'acte **8896** pour la **deuxième** journée de séjour dans l'unité et les honoraires de **76,30 \$**
- le code d'acte **8897** pour les journées **suivantes** de séjour dans l'unité et les honoraires de **71,25 \$**
- le code d'établissement spécifique (OXXX6)
- la date d'entrée et, le cas échéant, la date de sortie de cette unité de soins.

En vertu des dispositions du sous-paragraphe 2.2.9.A du préambule général de l'annexe V de l'entente générale, ce forfait est majoré de 10 % le samedi, dimanche et un jour férié.

AVIS : Inscrire le modificateur 045 ou ses multiples pour le code d'acte 8896, 8897 ou 9997 le code d'établissement correspondant à l'unité des soins coronariens ou intensifs (OXXX6) et le montant des honoraires demandés en y incluant la majoration de 10 %.

3.02.2 Toutefois, le forfait ne comprend pas la rémunération de la réanimation cardio-respiratoire ni le supplément de responsabilité à l'examen d'un malade admis.

Il ne couvre pas non plus la prestation des actes médicaux suivants :

- a) En cas de non disponibilité temporaire du médecin visé au paragraphe 3.01, les soins immédiatement requis dispensés par un autre médecin;
- b) Les actes médicaux dispensés par un médecin appelé à intervenir à titre de consultant;
- c) La constatation de décès;
- d) L'examen médical et le constat médico-légal pour un bénéficiaire présumément victime d'assaut sexuel;
- e) L'examen d'évaluation médicale d'une personne en perte d'autonomie en vue d'allocation de ressources.

AVIS : *Inscrire la lettre « G » dans la case C.S.*

3.02.3 Sont rémunérés à l'acte de la façon prévue à l'entente générale les soins simultanés requis par le médecin qui fournit l'ensemble de la prestation des services, quelle que soit la formule de rémunération retenue selon les dispositions de la présente entente, ou par un médecin spécialiste.

AVIS : *Inscrire la lettre « H » dans la case C.S.*

4.00 COMITÉ PARITAIRE

4.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre d'une entente particulière.

5.00 ADHÉSION ET RETRAIT

5.01 Le présent article a pour objet de déterminer, pour un établissement, les modalités d'adhésion à la présente entente particulière et les modalités de retrait de celle-ci;

5.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement, par l'établissement et les médecins qui dispensent les services professionnels visés par la présente entente. Cette demande est transmise par écrit au Ministre et à la Fédération;

5.03 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement de la présente entente requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des médecins concernés, l'accord des parties;

5.04 Advenant une dissidence entre les médecins concernés quant à l'adhésion à la présente entente ou à son retrait de celle-ci, le comité paritaire prévu à l'article 4.00 des présentes fait ses recommandations au Ministre et à la Fédération;

5.05 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement et les médecins concernés.

6.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

6.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière signée le 16 mai 1991 et ses amendements. Elle entre en vigueur le 1^{er} avril 1997 et se termine lors du renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, ce 16^e jour de décembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP SOINS CORONARIENS

ANNEXE I

Liste des établissements désignés aux fins de l'application de l'entente particulière relative à la rémunération de la prestation des services professionnels effectués par un médecin, dans certains centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés, dans une unité de soins coronariens ou de soins intensifs.

Région 01 : Bas St-Laurent

- 03316 Les centres hospitaliers et centres d'hébergement et de soins de longue durée de Matane :
- Centre hospitalier de Matane, Matane (86-12-01)
Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup :
03406 - Centre hospitalier régional du Grand-Portage, Rivière-du-Loup (88-02-01)
03346 Centre hospitalier régional de Rimouski :
- CH régional de Rimouski (90-04-01)
03256 Centre hospitalier d'Amqui :
- CH d'Amqui, Amqui (88-02-01)
03336 Hôpital Notre-Dame-du-Lac, Notre-Dame-du-Lac (88-02-01)
03046 Réseau santé Kamouraska :
- Centre Notre-Dame-de-Fatima, La Pocatière (88-02-01)

Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean

- 02506 Centre Maria-Chapdelaine :
- Centre hospitalier de Dolbeau, Dolbeau (88-02-01)
02476 Complexe hospitalier de la Sagamie, Chicoutimi (86-12-01)
02456 Centre Le Jeannois :
- Pavillon de l'Hôtel-Dieu d'Alma, Alma (86-12-01)
02526 Hôtel-Dieu de Roberval :
- Hôtel-Dieu de Roberval, Roberval (88-02-01)
02516 Centre hospitalier Jonquière (00-10-02)

Région 04 : Mauricie / Bois-Francs

- Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :
01836 - Pavillon Sainte-Marie, Trois-Rivières (86-12-01)
01826 - Pavillon St-Joseph (99-07-23)
01756 Regroupement Cloutier-du-Rivage :
- Hôpital Cloutier, Cap-de-la-Madeleine (86-12-01)
02786 Complexe Santé et Services sociaux Nicolet-Yamaska :
- Hôpital du Christ-Roi, Nicolet (86-12-01)
01856 Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie :
- CH régional de la Mauricie, Shawinigan (86-12-01)
02756 Hôtel-Dieu d'Arthabaska, Arthabaska (86-12-01)

Région 05 : Estrie

- 01116 Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke :
- Pavillon Argyll (93-06-14)
01126 Corporation Centre hospitalier Lac Mégantic :
- Centre hospitalier Lac Mégantic (88-02-01)
01066 Centre hospitalier et d'hébergement de Memphrémagog :
- CH et CHSLD de Memphrémagog (94-10-30)

Région 06 : Montréal-Centre

00056 Centre hospitalier Fleury (91-04-01)
00086 Institut de Cardiologie de Montréal (90-02-01)
00106 Hôpital Jean-Talon (04-02-02)
Centre hospitalier Angrignon :
00146 - Pavillon Lasalle (86-12-01)
00366 - Pavillon Verdun (93-06-29)
+ 00286 Centre de santé et de services sociaux Lasalle et du Vieux Lachine :
- Centre hospitalier de Lachine (04-08-16)
00316 Centre hospitalier de St-Mary (03-06-15)
00356 Hôpital Santa Cabrini (96-02-01)

Région 07 : Outaouais

01256 Centre hospitalier de Buckingham, Buchingham (86-03-06)
01336 Centre de Santé Vallée-de-la-Gatineau (2004-05-01)
07696 Centre hospitalier de Gatineau, Gatineau (86-12-01)
01266 Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais :
- Pavillon de Hull (02-07-03)

Région 08 : Abitibi-Témiscamingue

01506 Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos (04-01-11)
01536 Centre hospitalier Rouyn-Noranda, Rouyn (86-12-01)
01526 Réseau de la Santé et des Services sociaux des Aurores Boréales :
- CH La Sarre (86-12-01)
01546 Centre hospitalier de Val-d'Or (88-02-01)
+ 01556 Centre de santé Sainte-Famille (2004-08-30)

Région 09 : Côte-Nord

07546 Centre hospitalier régional Baie-Comeau :
- Pavillon Le Royer (86-12-01)
02696 Centre hospitalier régional de Sept-Iles (90-04-01)

Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine

03326 CLSC Mer et Montagnes :
- Centre de santé des Hauts Bois, Murdochville (88-02-01)
03306 Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs, Maria (88-02-01)
03416 CLSC-CHSLD de la MRC Denis-Riverin :
- Hôpital des Monts (90-04-01)

Région 12 : Chaudière-Appalaches

02876 Centre hospitalier Beauce-Etchemin, St-Georges-de-Beauce (86-12-01)
02806 Centre hospitalier de la région de l'Amiante, Thetford-Mines (86-12-01)
03036 Hôtel-Dieu de Montmagny, Montmagny (86-12-01)

Région 13 : Laval

00446 Cité de la Santé de Laval, Laval (86-12-01)

Région 14 : Lanaudière

01416 Centre hospitalier Le Gardeur, Repentigny (88-02-01)
00856 Centre hospitalier régional Delanaudière (90-04-01)

Région 15 : Laurentides

- 01436 Centre hospitalier Laurentien, Sainte-Agathe-des-Monts (88-02-01)
- 01456 Centre hospitalier St-Eustache, St-Eustache (86-12-01)
- 01426 Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle :
 - Centre de Mont-Laurier (86-03-06)
- 01276 L'Hôpital d'Argenteuil, Lachute (88-02-01)
- 00786 Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle :
 - Centre de l'Annonciation (00-11-01)

Région 16 : Montérégie

- 07766 Centre hospitalier Anna Laberge (96-05-27)
- 01036 Centre hospitalier de Granby, Granby (86-12-01)
- 01146 Centre hospitalier régional du Suroit, Valleyfield (90-04-01)
- 00946 Réseau santé Richelieu - Yamaska, St-Hyacinthe (86-02-22)
- 01136 Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins, Cowansville (86-12-01)
- 00426 Hôpital du Haut-Richelieu (97-04-01)
- 00926 Hôtel-Dieu de Sorel, Sorel (86-12-01)
- 01086 L'Hôpital Barrie Memorial, Ormstown (86-02-01)

Remarque : Les dates énumérées ci-dessus sont les dates de prise d'effet pour l'établissement désigné dans l'entente par le biais d'un amendement ou d'un accord

AVIS : Liste modifiée par les **Amendements** : 48, 51, 54, 56 et 58 et par les **Accords** : 12, 162, 220, 228, 348, 411, 450, 497, 519, 524, 537 et 545.

*EP - GARDE EN DISPONIBILITÉ CLSC***ENTENTE PARTICULIÈRE****AYANT POUR OBJET LA RÉMUNÉRATION DE CERTAINES GARDES EN DISPONIBILITÉ EFFECTUÉES DANS CERTAINS CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DU RÉSEAU DE GARDE INTÉGRÉ****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu de l'article 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

La présente entente particulière a pour objet la détermination de la rémunération de la garde en disponibilité effectuée, dans le cadre du réseau de garde intégré, dans ou auprès d'un service d'urgence de première ligne d'un centre local de services communautaires (C.L.S.C.) inscrit en annexe I des présentes.

2.00 PARTICIPATION

La présente entente particulière permet à un médecin d'être titulaire d'une nomination spécifique aux seules fins d'effectuer une période de garde en disponibilité selon la présente entente.

3.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

La garde en disponibilité effectuée par un médecin régi selon la présente entente particulière est rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte prévoyant le paiement d'un forfait de cinquante et un dollars et quatre-vingt-dix cents (51,90 \$) par quart de huit (8) heures de garde, additionné de la rémunération à l'acte prévue à l'Entente, selon le tarif applicable, pour les services médicaux dispensés durant cette période.

Si une période de garde assurée par le médecin comprend une fraction d'un quart de garde de huit (8) heures, le forfait prévu à la présente entente particulière devient, quant à cette portion de quart de garde, divisible. Il est alors payé par la Régie au prorata du temps de garde effectué par le médecin.

Pour être rémunérée selon la présente entente particulière, une garde en disponibilité doit se situer, les samedi, dimanche et jours fériés, entre 8 h et 20 h, ainsi que tous les jours de la semaine, entre 20 h et 8 h ou, le cas échéant, sur semaine, après l'heure de fermeture du Centre.

La rémunération prévue à la présente entente particulière n'est payable, pour une même période de garde et pour un même service d'urgence, qu'à un seul médecin.

AVIS: Utiliser une demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- la date et le code 9272;
- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'établissement; ne rien inscrire dans la case UNITÉS;
- les honoraires au prorata du temps de garde effectué (soumis à la rémunération différente);
- l'heure du début et de fin de la période de garde ainsi que la durée totale dans la case RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES; la lettre « E » dans la case C.S.

Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, inscrire un « E » dans la case C.S. Ces services doivent être facturés pour chaque personne assurée sur des demandes de paiement distinctes.

4.00 RÉPARTITION DE LA GARDE

Lorsque le fonctionnement du service d'urgence de première ligne d'un C.L.S.C. visé aux présentes est assumé par des médecins dont certains sont rémunérés à l'acte et d'autres à honoraires fixes, la garde est répartie équitablement entre ces médecins par le chef de médecine générale, ou le médecin qui assume ces fonctions, peu importe leur mode de rémunération.

5.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente entente particulière prend effet à la date de sa signature et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de juin 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GARDE EN DISPONIBILITÉ CLSC

ANNEXE I

Liste des C.L.S.C. désignés aux fins de l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de certaines gardes en disponibilité effectuées dans certains centres locaux de services communautaires dans le cadre du réseau de garde intégré.

Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean

80045 C.L.S.C. du Fjord
- Point de service l'Anse St-Jean (*)

Région 03 : Québec

80055 C.L.S.C. de Portneuf
- Point de service de Donnacona (*)

Région 04 : Mauricie / Bois-Francs

80065 C.L.S.C. Valentine-Lupien
- Point de service St-Alexis-des-Monts (*)

Région 05 : Estrie

80075 C.L.S.C. Fleur de Lys
- Point de service La Patrie

Région 10 : Nord-du-Québec

80015 C.S. Isle-Dieu (90-09-01)
- Point de service Joutel

Région 11 : Gaspésie et Iles-de-la-Madeleine

93422 C.L.S.C. Des Berges (Mont-Louis) (*)

Région 15 : Laurentides

80085 C.L.S.C. des Hautes Laurentides
- Point de service Notre-Dame-du-Laus (*)

(*) Les dates d'entrée en vigueur sont celles de la signature de l'Entente particulière.

Remarque : Les dates énumérées ci-dessus sont les dates d'entrée en vigueur d'un amendement ou d'un accord.

AVIS : Établissement retiré par l'Amendement n° 54 prenant effet le 1^{er} octobre 1995.

EP - CH PAUL-GILBERT DE CHARNY

ENTENTE PARTICULIÈRE

CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DE LA GARDE SUR PLACE EFFECTUÉE DANS LE SERVICE D'URGENCE DE PREMIÈRE LIGNE DU CENTRE HOSPITALIER PAUL-GILBERT DE CHARNY

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu de l'article 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de la rémunération de la garde sur place effectuée de 20 h à 8 h, dans le service d'urgence de première ligne du centre hospitalier Paul-Gilbert de Charny.

2.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES

2.01 Forfait compensatoire

À compter du 1^{er} juin 1988, l'option de rémunération prévue au paragraphe 1.4 du préambule général au tarif qui entre en vigueur à cette date s'applique, dans le service d'urgence visé aux présentes, à la rémunération de la garde sur place effectuée, de 20 h à 8 h, par le médecin rémunéré à l'acte.

3.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

3.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière du 30 mai 1988 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

EP - GARDE DANS CLSC

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA GARDE EFFECTUÉE DANS LE SERVICE D'URGENCE DE PREMIÈRE LIGNE DE CERTAINS CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DU RÉSEAU DE GARDE INTÉGRÉ

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu de l'article 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de la rémunération de la garde effectuée, dans le cadre du réseau de garde intégré, dans ou auprès du service d'urgence de première ligne d'un centre local de services communautaires (C.L.S.C.) agréé par les parties et énuméré en annexe I des présentes.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, s'applique au médecin exerçant dans ou auprès du service d'urgence de première ligne d'un C.L.S.C. visé aux présentes, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES

3.01 Participation

Dans un centre local de services communautaires régi selon la présente entente particulière, cette entente permet au médecin non rémunéré à honoraires fixes dont l'activité professionnelle s'en limite à effectuer des gardes sur place régies en vertu des présentes, d'être titulaire, à cette fin, d'une nomination spécifique.

Cette entente particulière permet également à un médecin déjà rémunéré à honoraires fixes dans un autre établissement d'être titulaire, dans un centre local de services communautaires visé aux présentes, d'une nomination spécifique à honoraires fixes pour la garde sur place qu'il effectue.

Une nomination spécifique à honoraires fixes au sens de la présente entente particulière ne comporte, à l'endroit du médecin qui en est titulaire, ni détermination d'une qualité quelconque, ni détermination d'une période régulière d'activités professionnelles.

3.02 Garde sur place

La garde sur place effectuée par un médecin qui est rémunéré à l'acte est rémunérée selon ce mode et les options de rémunération prévues au paragraphe 1.4 du préambule général au tarif s'appliquent.

AVIS: - L'établissement doit faire parvenir un avis de service à la Régie.

- Voir l'article 1.4 du préambule général, dans le Manuel des médecins omnipraticiens, sous l'onglet A, pour les modalités d'application et de facturation.

La garde sur place effectuée par un médecin qui se prévaut d'une nomination spécifique à honoraires fixes ou à tarif horaire est, selon le mode de rémunération applicable au médecin, rémunérée selon l'un de ces modes.

AVIS : Utiliser le code d'activités 002063 (Honoraires fixes et tarif horaire) ou 002071 (tarif horaire). Samedi, dimanche, jour férié, utiliser le secteur de dispensation 12 ou 14⁽¹⁾. **Tout autre jour :** de 20 h à 8 h, utiliser le secteur 12 **ET** de 8 h à 20 h, utiliser le secteur 07.

(1) Le secteur de dispensation 14 peut être utilisé si les avantages de la Lettre d'entente n° 77 vous sont acquis.

3.03 Garde en disponibilité

Outre les motifs énoncés à l'article 14.00 de l'entente générale, la nécessité d'effectuer, en complémentarité avec la garde sur place, une garde en disponibilité selon la présente entente particulière, se fonde également sur le nombre réduit des effectifs médicaux et l'impossibilité qui en découle d'assurer, de façon continue, une garde sur place.

La garde en disponibilité effectuée par un médecin régi selon la présente entente particulière est rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte prévoyant le paiement d'un forfait de cinquante et un dollars et quatre-vingt-dix cents (51,90 \$) par quart de huit (8) heures de garde, additionné de la rémunération à l'acte prévue à l'Entente, selon le tarif applicable, pour les services médicaux dispensés durant cette période.

Si une période de garde assurée par le médecin comprend une fraction d'un quart de garde de huit (8) heures, le forfait prévu à la présente entente particulière devient, quant à cette portion de quart de garde, divisible. Il est alors payé par la Régie au prorata du temps de garde effectué par le médecin.

Pour être rémunérée selon la présente entente particulière, une garde en disponibilité doit se situer, les samedi, dimanche et jours fériés, entre 8 h et 20 h, ainsi que, tous les jours de la semaine, entre 20 h et 8 h ou, le cas échéant, sur semaine, après l'heure de fermeture du Centre.

AVIS : *Inscrire sur la demande de paiement n° 1200 les données suivantes :*

- la date et le code 9272
- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'établissement; ne rien inscrire dans la case UNITÉS;
- les honoraires au prorata du temps de garde effectué (soumis à la rémunération différente);
- l'heure du début et de fin de la période de garde ainsi que la durée totale; dans la case RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES;
- la lettre « E » dans la case C.S.

Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire un « E » dans la case C.S. Ces services doivent être facturés pour chaque personne assurée sur des demandes de paiement distinctes.

3.04 Répartition de la garde sur place

Lorsque le fonctionnement du service d'urgence de première ligne d'un C.L.S.C. visé aux présentes est assumé par des médecins dont certains sont rémunérés à l'acte et d'autres à honoraires fixes, la garde est répartie équitablement entre ces médecins par le chef de médecine générale, ou le médecin qui assume ces fonctions, peu importe leur mode de rémunération.

3.05 Activités professionnelles

Un médecin dont la nomination spécifique a pour objet exclusif, dans un centre local de services communautaires visé aux présentes, la dispensation de services d'urgence de première ligne selon la présente entente particulière ne peut être contraint d'accepter une autre activité professionnelle se situant en dehors des périodes de garde sur place visées aux présentes. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux activités qui sont celles du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du centre local de services communautaires.

Malgré l'objet restreint de sa nomination, le médecin qui est détenteur d'une nomination spécifique selon la présente entente particulière peut, à l'occasion et à la demande expresse du chef de médecine générale ou du médecin qui assume ces fonctions, accepter d'effectuer une activité professionnelle autre que la garde prévue à la présente entente particulière. Dans ce cas, pour l'activité professionnelle ainsi exercée, la rémunération à l'acte s'applique au médecin qui est rémunéré selon ce mode et, selon que le médecin est détenteur d'une nomination spécifique à honoraires fixes ou à tarif horaire, il est rémunéré, selon le mode de rémunération qui lui est applicable, en vertu des dispositions des paragraphes 15.04 ou 17.12 de l'Entente.

3.06 Effectifs médicaux

Malgré les paragraphes 10.09 et 10.11 de l'entente générale, le médecin régi selon le paragraphe 3.05 de la présente entente particulière ne peut voir son avis de non-renouvellement de nomination spécifique fondé sur la détermination des effectifs médicaux arrêtés par le conseil d'administration du C.L.S.C.

Toutefois, cette disposition ne doit pas avoir pour effet d'augmenter le nombre de médecins autorisés par le plan d'effectifs médicaux spécifique prévu pour le C.L.S.C.

3.07 Malgré l'objet restreint de la nomination spécifique du médecin rémunéré à honoraires fixes visé aux deuxième et troisième sous-paragraphes du paragraphe 3.01, la garde sur place effectuée par ce médecin dans un C.L.S.C. visé aux présentes est, selon les modalités qu'édicte l'annexe VI de l'Entente, prise en compte aux fins de la détermination du traitement hebdomadaire de ce médecin comme si la garde sur place visée avait été effectuée dans un établissement où, en qualité de plein temps ou de demi-temps, il exerce principalement.

3.08 La rémunération prévue à la présente entente particulière n'est payable, pour une même période de garde et pour un même service d'urgence, qu'à un seul médecin.

3.09 L'établissement avise la Régie du nom du médecin rémunéré selon la présente entente.

4.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

4.01 La présente entente particulière entre en vigueur à la date de sa signature sauf quant au C.L.S.C. Nouvelle Beauce où elle prend effet le 18 novembre 1991.

4.02 Elle remplace l'entente particulière concernant la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.) intervenue en date du 16 mai 1991 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de juin 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GARDE DANS CLSC

ANNEXE I

Liste des C.L.S.C. désignés aux fins de l'entente particulière concernant la rémunération de la garde effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains centres locaux de services communautaires dans le cadre du réseau de garde intégré.

		AMENDEMENT
Région du Bas St-Laurent (01)		
91372	C.L.S.C. des Frontières (Pohénégamook) (89-05-01)	-----
93492	CHSLD-CLSC Des Basques (99-03-01)	65
Région de Québec (03)		
90682	C.L.S.C. de Portneuf (St-Marc-des-Carières) (89-05-01)	-----
Région de Mauricie / Bois-Francs (04)		
90642	C.L.S.C. Les Blés d'or (Fortierville) (89-05-01)	-----
Région de l'Estrie (05)		
91272	C.L.S.C. Fleur de Lys (Weedon) * (92-06-16)	42
93932	Carrefour de la santé et des services sociaux CLSC-CHSLD de la MRC Coaticook : CLSC Albert-Samson (98-09-01)	65
Région de l'Outaouais (07)		
90602	C.L.S.C. de la Petite Nation (St-André-Avellin) (89-05-01)	-----
90712	C.L.S.C. Pontiac (Fort Coulonges) *	-----
Région de l'Abitibi-Témiscamingue (08)		
91012	C.L.S.C. Le Minordet (Senneterre) (89-05-01)	-----
91212	C.S. Ste-Famille (Ville-Marie) (89-05-01)	-----
91312	C.S. Témiscaming (Témiscaming) (89-05-01)	-----
Région de la Côte-Nord (09)		
90632	C.L.S.C. de Forestville (Forestville) (89-05-01)	-----
93342	C.S. Haute Côte-Nord (Les Escoumins) (89-05-01)	-----
95062	C.S. Port-Cartier (Port-Cartier) (89-05-01)	-----
Région du Nord-du-Québec (10)		
90762	C.L.S.C. des Grands Bois (Chapais) (89-05-01)	-----
93552	C.S. Isle-Dieu (Matagami) (89-05-01)	-----
93352	C.S. Lebel (Lebel-sur-Quévillon) (89-05-01)	-----
Région de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (11)		
90582	C.L.S.C. Chaleurs (Paspébiac) (89-05-01)	-----
90562	C.L.S.C. de l'Estran (Grande-Vallée) (89-05-01)	-----
90872	C.L.S.C. Malauze (Matapédia) (89-05-01)	-----
93662	C.S. des Hauts-Bois (Murdochville) (89-05-01)	-----

		AMENDEMENT
Région Chaudière-Appalaches (12)		
91322	C.L.S.C. Antoine Rivard (St-Fabien-de-Panet) (89-05-01)	-----
90732	C.L.S.C. Arthur Caux (Laurier Station) (89-05-01)	-----
93782	C.L.S.C. Bellechasse (St-Lazare) * (92-06-16)	42
90662	C.L.S.C. des Appalaches (St-Pamphile) (95-10-01)	54
90572	C.L.S.C. des Etchemins (Lac-Etchemin) (89-05-01)	-----
91222	C.L.S.C. des Trois-Saumons (St-Jean-Port-Joli) (89-05-01)	-----
93382	C.L.S.C. Nouvelle-Beauce (Ste-Marie de Beauce) (91-11-18)	42
80095	C.L.S.C. Beauce - centre (Point de service de Beauceville) (96-11-18)	59
Région de Lanaudière (14)		
91282	C.L.S.C. Joli-Mont (Chertsey) (89-05-01)	-----
80025	- Point de service St-Michel-des-Saints * (92-06-16)	42
80035	- Point de service St-Donat * (92-06-16)	42

Remarque : L'absence de numéro d'accord ou d'amendement signifie que l'établissement faisait partie de l'Annexe I de l'entente particulière lorsque celle-ci a été reconduite par l'accord-cadre d'avril 1991.

*EP - URGENCES-SANTÉ***ENTENTE PARTICULIÈRE RELATIVE À L'ASSURANCE MALADIE****CONCERNANT LE SYSTÈME PRÉHOSPITALIER D'URGENCE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL-CENTRE ET DE LAVAL ENTRE LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC ET LA CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION DE MONTRÉAL-MÉTROPOLITAIN****PRÉAMBULE :**

En ce qui a trait au ministre de la Santé et des Services sociaux et à la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, la présente entente particulière est conclue en vertu du paragraphe 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. La Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain intervient en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, selon la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1988, c. 47), et conformément aux dispositions du Code civil du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 DÉFINITIONS****1.01 Médecin inscrit**

Un médecin qui, selon la présente entente particulière et à compter de sa nomination par la Corporation, accepte de dispenser les activités professionnelles prévues à l'article 8.00;

1.02 Chef de département

Le médecin qui, sous l'autorité du directeur des services professionnels ou du conseil des médecins et pharmaciens, surveille, coordonne et contrôle les activités professionnelles des médecins inscrits;

1.03 Conseil des médecins et pharmaciens

Le conseil des médecins et pharmaciens institué aux termes de l'article 5.00 des présentes;

1.04 Directeur des services professionnels

Le médecin représentant la Corporation au conseil des médecins et pharmaciens et exerçant les fonctions de directeur des services professionnels. Une description de ces fonctions apparaît en annexe I des présentes;

1.05 Médecin consultant

Le médecin qui, en vertu d'une nomination spécifique, est appelé à fournir l'expertise particulière dont traite le paragraphe 7.05 des présentes;

1.06 Les parties

Le Ministre, la Fédération ainsi que, en sa qualité d'intervenante, la Corporation;

1.07 La Régie

La Régie de l'assurance maladie du Québec;

1.08 La Corporation

La Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

2.00 OBJET DE L'ENTENTE PARTICULIÈRE

2.01 Cette entente particulière a pour objet de régir, dans le cadre du système préhospitalier d'urgence établi sous la responsabilité de la Corporation, les normes afférentes à la rémunération du médecin, les conditions d'exercice de sa profession ainsi que les modalités de sa participation aux activités du système visé aux présentes.

3.00 CHAMP D'APPLICATION

3.01 La présente entente particulière lie, outre les parties, le médecin inscrit;

3.02 Selon les stipulations qu'elle énonce, la présente entente particulière lie la Régie ainsi que tout établissement, catégorie d'établissement, organisme ou autre personne qu'elle vise;

3.03 Aucune disposition de la présente entente particulière n'a pour effet de limiter le droit d'un médecin de dispenser, dans la région, un service assuré selon la Loi sur l'assurance maladie;

3.04 Pendant la durée de la présente entente particulière, les parties conviennent de s'abstenir d'établir ou d'organiser tout système ayant pour objet principal des interventions médicales à domicile de nature urgente ou semi-urgente, tel que déterminé aux présentes, sur le territoire desservi par la Corporation, ou de participer à tel système. La présente disposition lie également tout médecin ainsi que tout établissement ou catégorie d'établissement. La présente disposition ne peut avoir pour effet d'empêcher la régie régionale ou le Ministre de transférer une partie des activités visées aux présentes à un établissement, à un organisme ou à toute autre personne;

3.05 L'organisation et le fonctionnement du système préhospitalier d'urgence visé aux présentes relèvent de la Corporation, sous réserve des stipulations contenues dans la présente entente particulière;

3.06 Dans le système préhospitalier d'urgence visé par les présentes, les incidences administratives et financières de l'activité professionnelle du médecin relèvent de la Corporation.

4.00 GARANTIES D'ORDRE PROFESSIONNEL ET RESPONSABILITÉ

4.01 Les garanties d'ordre professionnel prévues par l'article 7.00 de l'Entente bénéficient au médecin inscrit. Le Ministre et la Corporation en garantissent l'exercice;

4.02 À l'intérieur du système préhospitalier d'urgence visé par la présente entente particulière, le médecin inscrit, conservant son entière autonomie professionnelle, assume l'entière responsabilité des services professionnels qu'il rend;

4.03 La Corporation accepte ou refuse la nomination d'un médecin en tenant compte des éléments de son plan d'organisation visés à l'article 9.06 de la présente entente particulière.

La Corporation peut également refuser la demande de nomination d'un médecin en se fondant sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin, eu égard aux exigences propres au présent système préhospitalier d'urgence;

4.04 Une demande de renouvellement de nomination ne peut être refusée par la Corporation qu'en fonction des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin, eu égard aux exigences propres au présent système préhospitalier d'urgence et du respect des obligations rattachées à la nomination du médecin;

4.05 La Corporation ne peut statuer sur le non-renouvellement de nomination d'un médecin inscrit, sa suspension ou son congédiement, qu'après lui avoir donné l'occasion de se faire entendre.

5.00 LE CONSEIL DES MÉDECINS ET PHARMACIENS

5.01 Les parties conviennent de constituer, au sein de la Corporation, un conseil des médecins et pharmaciens;

5.02 Le conseil des médecins et pharmaciens est composé de tous les médecins et pharmaciens qui exercent au sein de la Corporation;

5.03 Les responsabilités du conseil des médecins et pharmaciens envers le conseil d'administration de la Corporation sont :

- 1° de contrôler et d'apprécier la qualité, y compris la pertinence, des activités professionnelles des médecins et des pharmaciens faites dans le cadre du système préhospitalier d'urgence de la Corporation d'urgences-santé;
- 2° d'évaluer et de maintenir la compétence des médecins et pharmaciens qui exercent dans le cadre du système préhospitalier d'urgence;

- 3° de faire des recommandations sur les qualifications et la compétence d'un médecin qui adresse une demande de nomination ou de renouvellement de nomination;
- 4° de faire des recommandations sur les qualifications et la compétence d'un pharmacien qui adresse une demande de nomination;
- 5° de donner son avis sur les mesures disciplinaires que le conseil d'administration devrait imposer à un médecin ou un pharmacien;
- 6° de faire des recommandations concernant l'adoption de règles, procédures ou règlements nécessaires à la dispensation adéquate des services médicaux et de règles d'utilisation des médicaments applicables dans le cadre du système préhospitalier d'urgence et élaborés par le chef de département;
- 7° d'élaborer les modalités d'un système de garde assurant en permanence la présence de médecins en fonction des besoins du présent système préhospitalier d'urgence;
- 8° de donner son avis sur les aspects professionnels relativement à l'organisation technique et scientifique du système préhospitalier d'urgence;
- 9° de faire des recommandations sur les aspects professionnels de la distribution appropriée des services médicaux et pharmaceutiques ainsi que sur l'organisation médicale de la Corporation;
- 10° de faire des recommandations sur les obligations qui peuvent être rattachées à la nomination accordée à un médecin par le conseil d'administration eu égard aux exigences propres du présent système préhospitalier d'urgence;
- 11° de faire des recommandations, eu égard aux vocables « exigences propres au présent système préhospitalier d'urgence » employés aux paragraphes 4.03 et 4.04, relativement à toute norme ou tout critère afférents auxdites exigences;
- 12° de donner son avis sur la nomination du chef de département conformément au paragraphe 6.01 de la présente entente particulière;
Il en est de même pour la nomination du directeur des services professionnels prévu au paragraphe 1.04;
- 13° de faire des recommandations à la Corporation sur les interventions médicales de nature urgente et de donner à celle-ci des avis relativement aux interventions médicales de nature semi-urgente prévues à l'article 8.00 des présentes;
- 14° de faire des recommandations à la Corporation sur les responsabilités relatives à la garde et à la confidentialité du dossier médical, responsabilités assumées par le directeur des services professionnels;
- 15° d'assumer toute autre fonction que lui confie le conseil d'administration.

Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil des médecins et pharmaciens tient compte de la nécessité de rendre des services adéquats et efficaces aux patients, de l'organisation de la Corporation et des ressources dont dispose cet organisme.

Le conseil des médecins et pharmaciens doit faire un rapport annuel au conseil d'administration concernant l'exécution de ses fonctions et les avis qui en résultent;

5.04 Le conseil des médecins et pharmaciens donne son avis au directeur général sur les aspects administratifs des questions suivantes :

- 1° les moyens à mettre en oeuvre pour que les services médicaux et pharmaceutiques dispensés dans le cadre du système préhospitalier d'urgence le soient en complémentarité avec ceux dispensés dans la région, soit dans un centre exploité par un établissement, soit par un organisme ou par toute autre personne et qui répondent aux besoins de la population à desservir, compte tenu des ressources disponibles et de la nécessité de fournir des services adéquats;
- 2° l'organisation technique et scientifique de la Corporation;
- 3° la distribution appropriée des services médicaux et pharmaceutiques ainsi que l'organisation médicale de la Corporation;
- 4° toute autre question que le directeur général porte à son attention;

5.05 Le conseil des médecins et pharmaciens peut adopter des règlements concernant sa régie interne, la création de comités et leur fonctionnement ainsi que la poursuite de ses fins. Ces règlements entrent en vigueur après avoir été approuvés par le conseil d'administration;

5.06 Les responsabilités du conseil des médecins et pharmaciens sont exercées par un comité exécutif formé d'au moins cinq (5) médecins ou pharmaciens désignés par le conseil, du directeur général, du directeur des services professionnels et du chef de département.

Le comité exécutif exerce tous les pouvoirs du conseil des médecins et pharmaciens.

Le mandat des membres du comité exécutif désignés par le conseil est de deux (2) ans et peut être renouvelé;

5.07 Aux fins de la présente entente particulière, les dossiers et procès-verbaux du conseil des médecins et pharmaciens, y compris ceux de chacun de ses comités, sont confidentiels et nul ne peut y avoir accès.

Pour autant qu'il s'agit du conseil des médecins et pharmaciens, l'interdiction susmentionnée ne s'applique pas à un membre du conseil, à un membre du comité exécutif de ce conseil, ou à un représentant du Collège des médecins ou de l'Ordre des pharmaciens dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la Loi.

Pour autant qu'il s'agit d'un comité du conseil des médecins et pharmaciens, l'interdiction susmentionnée ne s'applique pas à un membre de ce comité, un membre du comité exécutif du conseil ou un représentant du Collège des médecins ou de l'Ordre des pharmaciens dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la loi;

5.08 Nonobstant le paragraphe 5.07 ci-dessus, la Corporation peut obtenir à ses fins, sous un code anonyme, tout renseignement raisonnable relatif au fonctionnement du système préhospitalier d'urgence visé aux présentes.

6.00 CHEF DE DÉPARTEMENT

6.01 Le chef de département est choisi parmi les médecins inscrits au système préhospitalier d'urgence de la Corporation. Il est nommé par le conseil d'administration après consultation du directeur général, du directeur des services professionnels et du conseil des médecins et pharmaciens. Son mandat est d'au plus quatre (4) ans et peut être renouvelé. Le conseil d'administration doit statuer sur le renouvellement de nomination du chef de département au moins trois (3) mois avant l'échéance du terme pour lequel il a été nommé. Les dispositions du paragraphe 4.05 s'appliquent alors, mutatis mutandis, à celui-ci;

6.02 Sur l'autorité du directeur des services professionnels, le chef de département exerce les fonctions suivantes :

- 1° coordonner, sous réserve des responsabilités exécutées par le conseil des médecins et pharmaciens, les activités professionnelles des médecins;
- 2° gérer les ressources médicales;
- 3° élaborer les règles d'utilisation des ressources médicales ainsi que des ressources matérielles utilisées par les médecins;
- 4° faire la liste de garde conformément aux règlements du conseil des médecins et pharmaciens approuvés par le conseil d'administration et veiller à son application;
- 5° s'assurer de la distribution appropriée des services médicaux;
- 6° voir au respect des règles d'utilisation des ressources élaborées et informer, le cas échéant, le directeur des services professionnels ou le conseil des médecins et pharmaciens de l'inobservance, par un médecin, de ces règles.

Les règles prévues au paragraphe 3° du premier alinéa doivent prévoir des sanctions administratives qui peuvent avoir pour effet de limiter ou de suspendre le droit d'un médecin d'utiliser les ressources de la Corporation. Toutefois, ces sanctions ne peuvent être considérées comme une suspension de la nomination du médecin accordée par le conseil d'administration.

Sous l'autorité du directeur général, le directeur des services professionnels est responsable de l'application de ces sanctions. Il doit faire part au médecin des motifs sur lesquels il s'est fondé pour prendre sa décision et le médecin, s'il est en désaccord avec la décision, peut soulever un différend selon l'article 11.00 de la présente entente particulière.

Lorsqu'aucun chef de département n'est nommé, les responsabilités visées au paragraphe 6.02 sont exercées par le directeur des services professionnels.

Lorsque le chef de département néglige d'élaborer les règles d'utilisation des ressources, le directeur général peut demander au directeur des services professionnels de les élaborer.

Les règles d'utilisation des ressources prévues au paragraphe 3° du premier alinéa du présent article entrent en vigueur après avoir été approuvées par le conseil d'administration qui doit, au préalable, obtenir l'avis du conseil des médecins et pharmaciens;

6.03 Sous l'autorité du conseil des médecins et pharmaciens, le chef de département exerce les fonctions suivantes :

- 1° surveiller la façon dont s'exerce la médecine;
- 2° élaborer des règles, procédures ou règlements nécessaires à la dispensation adéquate des services médicaux qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats aux patients, de l'organisation et des ressources dont dispose la Corporation;
- 3° donner son avis lors d'une demande de nomination ou de renouvellement de nomination d'un médecin et sur les obligations qui y sont rattachées.

Les règles, procédures, règlements visés au paragraphe 2° du premier alinéa du présent article doivent prévoir que l'exercice professionnel des médecins doit répondre à des règles uniques.

Lorsqu'aucun chef de département n'est nommé, les responsabilités visées au présent article sont exercées par le conseil des médecins et pharmaciens.

Lorsque le chef de département néglige d'élaborer les règles, procédures ou règlements visés au paragraphe 2° du premier alinéa, le conseil d'administration peut demander au conseil des médecins et pharmaciens de les élaborer.

7.00 NOMINATION

7.01 Un médecin doit, pour dispenser des services comme médecin inscrit, faire parvenir sa demande de nomination au directeur général de la Corporation qui la transmet sans délai au conseil des médecins et pharmaciens, pour recommandation. Il en informe par écrit le médecin;

7.02 Dans les quarante-cinq (45) jours de la réception de la demande de nomination prévue par le paragraphe 7.01, le conseil des médecins et pharmaciens transmet ses recommandations à la Corporation;

7.03 Dans les quarante-cinq (45) jours de la réception des recommandations du conseil des médecins et pharmaciens, la Corporation avise le médecin par écrit de sa décision. Tout refus doit être motivé par écrit;

7.04 La nomination d'un médecin inscrit vaut pour une période de deux (2) ans. Au terme de cette période, elle est renouvelée pour un même terme selon les dispositions de la présente entente particulière par la Corporation, après recommandation du conseil des médecins et pharmaciens. La date de renouvellement de nomination applicable au médecin visé par le présent paragraphe est arrêtée par la Corporation, après recommandation du conseil des médecins et pharmaciens.

7.05 De façon exceptionnelle, une nomination spécifique à titre de médecin consultant peut être accordée à un médecin sur recommandation du conseil des médecins et pharmaciens lorsque ses services sont requis dans le cadre d'une expertise particulière. Les obligations rattachées à cette nomination sont alors celles visées par l'expertise particulière demandée;

7.06 Pour acquérir et conserver la qualité de médecin inscrit, tout médecin doit détenir, pour lui et sa succession, une police valide d'assurance responsabilité professionnelle acceptée par la Corporation et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur. Un médecin peut toutefois s'acquitter de l'obligation visée par le présent paragraphe en fournissant annuellement à la Corporation la preuve qu'il est membre de l'Association canadienne de protection médicale;

7.07 Tout médecin exerçant dans le système visé par les présentes doit s'engager à respecter les règles et procédures de fonctionnement du système préhospitalier d'urgence sous la responsabilité de la Corporation;

7.08 La Corporation peut, après recommandation du conseil des médecins et pharmaciens, démettre un médecin visé par le présent article s'il n'a pas respecté les règles et procédures de fonctionnement du système préhospitalier d'urgence ou s'il s'est rendu coupable d'un acte de négligence ou d'inconduite;

7.09 En cas d'urgence et de manquement grave, le chef de département ou le directeur des services professionnels de la Corporation peut décréter la suspension immédiate et temporaire d'un médecin inscrit et il doit alors faire rapport au conseil des médecins et pharmaciens dans les soixante-douze (72) heures suivant cette suspension. Dans les quinze (15) jours de la réception de ce rapport, le conseil des médecins et pharmaciens transmet à la Corporation les recommandations qui lui semblent appropriées;

7.10 Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme empêchant un médecin détenant un certificat de spécialité non prévu par l'Entente d'agir comme médecin inscrit s'il satisfait aux critères de nomination en vigueur;

7.11 Le médecin qui décide de cesser d'exercer sa profession dans le présent système préhospitalier d'urgence doit donner à la Corporation un préavis d'au moins soixante (60) jours;

7.12 La Corporation avise la Régie de la nomination et du mode de rémunération des médecins visés par cette entente.

8.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

8.01 La rémunération selon le mode des honoraires fixes ou selon celui du tarif horaire prévue par la présente entente particulière couvre :

- a) les activités de contrôle immédiat à distance au niveau de la répartition et du tri des appels urgents et comprenant certaines fonctions d'expertise reliées à la formation, à l'évaluation et à l'appréciation de la qualité;
- b) les activités de contrôle direct faites sur les lieux de l'intervention et reliées à la supervision des protocoles de soins et au contrôle de la qualité des interventions-terrain. Ces activités peuvent comprendre, dans les cas urgents selon des critères déterminés par la Corporation sur recommandation du conseil des médecins et pharmaciens, des interventions diagnostiques et thérapeutiques;
- c) après consultation du conseil des médecins et pharmaciens, les interventions médicales de nature semi-urgente déterminées par la Corporation, telles les constats de décès, l'évaluation des cas à caractère psychiatrique avec refus de transport et le traitement de clientèles à mobilité réduite.

AVIS: Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 010038 Coordination (chef de département)
- 010042 Médecin inscrit
- 010044 Médecin consultant (tarif horaire)
- 010098 Services de santé durant le délai de carence.

9.00 RÉMUNÉRATION

9.01 Pour les services qu'il dispense dans le cadre de la présente entente particulière, le médecin inscrit est rémunéré par la Régie, de façon exclusive, soit au tarif horaire, soit à honoraires fixes. Le médecin consultant est, quant à lui, rémunéré selon le mode du tarif horaire;

9.02 Les modalités de rémunération s'appliquant à chacun de ces modes sont celles prévues à l'entente générale conclue entre le Ministre et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec;

9.03 Aux fins de l'application des annexes VI et XIV de l'Entente et des articles 5 et 7 de l'annexe IX, la Corporation d'Urgences-Santé est réputée être un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés au sens de ces dispositions;

9.04 Le médecin peut se prévaloir des dispositions apparaissant à l'annexe XIV de l'entente générale, relatives à la garde sur place seulement, lorsqu'il dispense des services en horaires défavorables, soit les fins de semaine, les jours fériés et de 20 h 00 à 8 h 00 les autres jours de la semaine.

AVIS: Veuillez utiliser le secteur de **dispensation 12** pour les services dispensés durant les **horaires défavorables** et les codes d'activités suivants :

- 010063 Garde sur place
- 010071 Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures (tarif horaire)

Il en est de même pour le médecin régi par l'annexe VI de l'entente générale qui est appelé, en sus de ses heures régulières, à dispenser des services pendant les périodes mentionnées à l'alinéa précédent;

9.05 Les modalités prévues à l'article 5 de l'annexe IX de l'Entente générale relativement à la rémunération de la garde sur place s'appliquent au médecin qui dispense des services en horaires défavorables, soit les fins de semaine et les jours fériés et de 20 h 00 à 8 h 00 les autres jours de la semaine;

9.06 Une majoration du taux horaire normal du médecin rémunéré à honoraires fixes est accordée pour les services dispensés de 0 h 00 à 8 h 00 tous les jours de la semaine. Ce taux de majoration est de 12,8 % lorsque le médecin dispense ces services pendant sa période régulière d'activités professionnelles. Il est de 12 % lorsqu'ils sont dispensés pendant une période de garde sur place. Pour fins d'application du présent paragraphe, toute période supplémentaire est présumée être une période régulière d'activités.

9.07 Une majoration de 10 % de la rémunération de base payée selon les dispositions de l'annexe XIV et accordée pour les services dispensés de 0 h 00 à 8 h 00 tous les jours de la semaine.

AVIS: La facturation des activités de la plage de nuit qui est limitée à 8 heures doit être indépendante des autres plages et ne pas faire partie d'une facturation à plages multiples. Les codes habituels de facturation sont maintenus. La Régie reconnaîtra les activités régulières ou de garde et ajustera la rémunération en conséquence.

9.08 Dans le cadre de son plan d'organisation, la Corporation, sur une base annuelle, détermine, quant aux médecins, le nombre d'effectifs et le nombre d'heures d'activités professionnelles requis, après recommandation du conseil des médecins et pharmaciens. Dans la détermination du nombre d'heures requis, la Corporation tient compte des activités médico-administratives exigées du chef de département et du médecin inscrit, eu égard à la mission du système géré par la Corporation;

9.09 Les relevés d'honoraires, selon les formulaires prescrits par la Régie, doivent être contresignés par le directeur des services professionnels;

9.10 Lorsqu'un médecin est convoqué pour agir comme témoin devant un tribunal, un organisme quasi-judiciaire, le coroner, le commissaire aux incendies ou toute autre commission d'enquête, dans une cause où il n'est pas partie mais qui est reliée à son activité professionnelle dans le cadre du système préhospitalier d'urgence, l'activité professionnelle ainsi requise est réputée constituer une activité professionnelle au sens de la présente entente particulière et est rémunérée en conséquence.

AVIS : *Veillez utiliser le code d'activités 010075 : témoin.*

10.00 ÉQUIPEMENT ET SOUTIEN TECHNIQUE

10.01 La Corporation convient, dans l'application de la présente entente, après consultation du conseil des médecins et pharmaciens, de fournir, à ses frais, aux médecins inscrits, les moyens de communication, les moyens de transport comprenant le personnel d'assistance technique auprès du patient, le soutien technique approprié, les ressources matérielles, instrumentales, humaines et pharmaceutiques nécessaires à l'exercice de leur profession, dans le cadre des interventions médicales de nature urgente visées aux présentes, conformément au budget approuvé à cette fin par le Ministre.

11.00 CONSULTATION

11.01 La Corporation convient de consulter le conseil des médecins et pharmaciens avant de modifier, quant aux médecins, les règles et procédures de fonctionnement du présent système préhospitalier d'urgence.

12.00 DIFFÉREND

12.01 Un différend s'entend de toute mésentente relative à l'interprétation, l'application et la prétendue violation de la présente entente particulière;

12.02 Étant donné son intervention aux présentes, la Corporation peut être partie à un différend au sens du paragraphe 12.01 ci-dessus;

12.03 Un avis ou une recommandations ne peut faire l'objet d'un différend;

12.04 Seule une décision du Ministre, de la Corporation, de la Régie ou d'un établissement contrevenant aux dispositions de la présente entente particulière peut faire l'objet d'un différend;

12.05 Est imputable à la Corporation tout autre acte ou toute autre directive :

- a) du conseil d'administration de la Corporation;
- b) d'un organisme ou d'une instance relevant de la Corporation y compris, selon les modalités qui sont prévues aux présentes, le conseil des médecins et pharmaciens;
- c) d'un responsable relevant de l'autorité de la Corporation;

12.06 Un médecin, seul ou par l'entremise de la Fédération, peut soulever un différend, conformément au paragraphe 12.07. La Fédération peut aussi, de son propre chef, soulever un différend. Nonobstant la présente disposition, lorsqu'un médecin a déjà, soit par lui-même, soit par l'entremise de la Fédération, soulevé un différend, la Fédération ne peut, de son propre chef, soulever, au bénéfice du même médecin, un différend ayant la même cause et le même objet;

12.07 Un différend doit être soulevé contre une partie de la façon ci-après déterminée :

- a) le différend doit être soulevé par la Fédération lorsque le litige se fonde uniquement sur les articles 3.00 et 10.00 de la présente entente particulière;
- b) le différend peut être soulevé par le médecin ou par la Fédération, celle-ci agissant en son nom ou au nom d'un médecin, lorsque le litige se fonde, en tout ou en partie, sur d'autres dispositions de la présente entente particulière;

12.08 La partie contre laquelle est soulevé un différend est réputée mandataire des autres parties non mises en cause aux fins de l'obtention de tous les renseignements requis, du règlement du différend à toute étape de la procédure de différend ou d'arbitrage et de l'exécution de la décision du conseil d'arbitrage;

12.09 Le Ministre ou la Fédération peuvent, en tout temps, intervenir de leur propre chef dans tout différend. Les articles 24.00, 25.00, 26.00, 27.00 et 28.00 de l'Entente s'appliquent mutatis mutandis à un différend visé par le présent article;

12.10 La décision que l'arbitre rend en rapport avec un différend visé au présent article lie, selon le cas, la Régie, un établissement, le médecin visé ainsi que les parties.

13.00 MESURES TRANSITOIRES

13.01 Pendant une période d'une durée maximale de six (6) mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente entente particulière, le médecin qui exerçait les fonctions de médecin coordonnateur avant que la présente entente particulière ne prenne effet exerce, par intérim, les fonctions de chef de département au sens de la présente entente. Pendant cette période, le médecin en cause continue à être régi selon les dispositions du paragraphe 8.02 de l'entente particulière remplacée aux termes du paragraphe 14.01 des présentes;

13.02 Les dispositions de l'article 2 de la lettre d'entente n° 45 traitant de la rémunération du médecin coordonnateur, telles qu'elles étaient en vigueur en date du 1^{er} avril 1995, s'appliquent à la rémunération prévue au paragraphe 13.01 ci-dessus.

14.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

14.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière relative à l'assurance maladie concernant le service d'intervention médicale d'urgence de la région de Montréal Métropolitain intervenue, en date du 16 mai 1991, entre le Ministre et la Fédération;

14.02 La présente entente particulière entre en vigueur le 2 avril 1995 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec , ce 25^e jour de avril 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

MAURICE CHARLEBOIS
Président-directeur général
Corporation d'urgences-santé de la
région de Montréal Métropolitain

A - EP - URGENCES-SANTÉ

ANNEXE I**Fonctions du directeur des services professionnels**

Le directeur des services professionnels doit être un médecin. Il est nommé par la Corporation, après consultation du conseil des médecins et pharmaciens.

Sous l'autorité du directeur général de la Corporation, le directeur des services professionnels exerce les fonctions suivantes :

- 1° Diriger, coordonner et surveiller les activités du chef de département prévues au paragraphe 6.02 de la présente entente particulière;
- 2° Obtenir, du chef de département, des avis sur les conséquences administratives et financières des activités des médecins et pharmaciens exerçant au sein de la Corporation;
- 3° Appliquer les sanctions administratives prévues au paragraphe 6.02 et en informer le conseil des médecins et pharmaciens et le chef de département;
- 4° Surveiller le fonctionnement des comités du conseil des médecins et pharmaciens et s'assurer que ce conseil contrôle et apprécie adéquatement les actes médicaux et pharmaceutiques posés;
- 5° Faire part au médecin ou au pharmacien qui fait l'objet d'une sanction administrative, énoncée à l'alinéa 3 de la présente annexe, des motifs sur lesquels se fonde cette décision;
- 6° Assumer toute autre fonction prévue au plan d'organisation de la Corporation.

*EP - GÉRIATRIE (CHSGS)***ENTENTE PARTICULIÈRE**

AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI EXERCE SA PROFESSION DANS OU AUPRÈS D'UNE UNITÉ OU D'UN SERVICE DE GÉRIATRIE EXPLOITÉ PAR UN ÉTABLISSEMENT DONT LA FONCTION PRINCIPALE EST LA GESTION D'UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'une unité ou d'un service de gériatrie, ci-après nommé une unité ou un service, exploité par un établissement dont la fonction principale est la gestion d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés.

1.02 Aux fins de la présente entente particulière, les vocables « unité ou service » signifient et, lorsque telle chose existe, couvrent l'unité de soins gériatriques de courte durée, l'unité de réadaptation fonctionnelle intensive (dite de moyen séjour), l'hôpital de jour, l'unité des services ambulatoires gériatriques et l'unité d'hébergement et de soins de longue durée.

1.03 Cette entente porte également sur la rémunération du médecin qui est appelé, à titre de médecin de famille d'une personne en perte d'autonomie, à participer, dans ou auprès d'une unité ou d'un service, à l'évaluation de cette personne en vue de son orientation ou du suivi médical à lui être accordé.

1.04 L'annexe I ci-jointe fait état de l'adhésion, complète ou partielle, d'un établissement visé aux présentes. À moins d'indication contraire, cette annexe comprend, pour cet établissement, l'ensemble de ses installations.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 PORTÉE ADDITIONNELLE

3.01 Selon les modalités qu'elle édicte, notamment celles prévues à son article 13.00, la présente entente particulière s'applique également aux établissements et centres qui, conventionnellement, étaient régis selon l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un centre hospitalier de soins de courte durée désigné, dispense des services professionnels dans ou auprès d'une unité ou d'un service de soins gériatriques, conclue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 16 mai 1991, telle qu'amendée subséquemment, avant que cette entente ne soit remplacée par l'entente particulière visée aux présentes. Les noms de ces établissements et, le cas échéant, ceux des unités ou services qu'ils exploitent, apparaissent en annexe des présentes.

4.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES VISÉES

4.01 Quel que soit le mode de rémunération prévu par la présente entente particulière, les activités professionnelles que le médecin doit effectuer sont les suivantes :

- a) la dispensation des services médicaux;
- b) les activités professionnelles reliées à l'élaboration et à la révision du plan d'intervention pour le patient;

- c) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins à un patient;
- d) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation médicale et aux rencontres avec le médecin de famille ou un proche, notamment un parent ou un ami du patient.

4.02 Le nombre d'heures alloué, sur une base annuelle, à un établissement, pour l'ensemble des activités professionnelles susmentionnées, est déterminé par le Ministre après consultation du comité paritaire dont création est prévue à l'article 32.00 de l'Entente.

4.03 La répartition entre les médecins de ce nombre d'heures est déterminée par le chef du département de médecine générale. En son absence, ses pouvoirs sont exercés par le médecin qui a été désigné à cette fin par le conseil d'administration, après consultation des médecins régis selon la présente entente particulière.

5.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

5.01 Le médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'une unité ou d'un service régi selon la présente entente particulière est rémunéré, de façon exclusive, selon les modalités apparaissant ci-après, soit à honoraires fixes s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit à tarif horaire s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération, soit à l'acte;

AVIS : *Rémunération selon tarif horaire ou honoraires fixes, veuillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 057030 Services cliniques
- 057032 Rencontres multidisciplinaires
- 057043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 057055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- 057063 Garde sur place
- 057097 Plan d'intervention pour le patient
- 057071 Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (tarif horaire)
- 057098 Services de santé durant le délai de carence.

5.02 Le médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'une unité ou d'un service dont l'établissement n'adhère pas à la présente entente particulière est rémunéré selon le mode de l'acte;

5.03 Le médecin qui exerce dans ou auprès d'une unité ou d'un service dont l'établissement adhère partiellement à la présente entente particulière est rémunéré soit à honoraires fixes, soit à tarif horaire, soit à l'acte s'il est rémunéré selon ce mode à la date d'adhésion de l'établissement à l'entente. Cette rémunération à l'acte a cours tant que le médecin continue à se prévaloir de ce mode de rémunération;

5.04 Le médecin qui exerce dans ou auprès d'une unité ou d'un service dont l'établissement est complètement adhérent à l'entente est rémunéré à honoraires fixes ou à tarif horaire;

5.05 Exceptionnellement et malgré les paragraphes 5.03 et 5.04, le médecin qui ne dispense pas des soins de façon régulière dans ou auprès d'une unité ou d'un service est, lorsqu'il y dispense des soins médicaux à la demande de son patient, rémunéré à l'acte;

5.06 Au bénéfice du médecin visé au paragraphe 1.03, cette entente tient lieu des nomination et autorisation permettant à ce médecin d'être rémunéré selon le mode du tarif horaire. Le présent paragraphe ne s'applique pas au médecin qui se prévaut des dispositions du paragraphe 5.05 susmentionné;

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activités 057080 : Participation du médecin de famille.*

5.07 L'établissement avise sans délai la Régie de l'assurance maladie du Québec du nom des médecins visés par la présente entente particulière ainsi que de leur mode de rémunération. Les cas d'exception prévus au paragraphe 5.05 font également l'objet d'un pareil avis. L'établissement doit transmettre copie de cet avis au médecin concerné. L'établissement joint, lorsque tel est le cas, l'autorisation du comité paritaire concernant le médecin visé par l'article 6.00;

5.08 Par extension, la rémunération prévue au présent article couvre également la dispensation de soins gériatriques que le médecin est, pendant une période où il est rémunéré selon le mode du tarif horaire ou celui des honoraires fixes, appelé à dispenser ailleurs dans le centre hospitalier, à l'extérieur des unités ou services visés aux présentes;

5.09 Aux fins de l'application de l'annexe XIV de l'Entente, lorsqu'il s'agit de pourvoir à la dispensation de soins médicaux immédiatement requis ou de soins médicaux dont la dispensation est rendue nécessaire par l'état ou la condition du patient admis, le chef du département de médecine générale, ou le médecin qui le remplace, peut, avec l'accord de l'établissement, s'il existe des circonstances particulières dans le service ou l'unité visés, autoriser, au bénéfice d'un médecin dont la réquisition de services entraîne ou est susceptible d'entraîner le dépassement du nombre maximal d'heures prévu au paragraphe 5.02 de ladite annexe, des heures additionnelles d'activités professionnelles. Ces heures additionnelles sont réputées être des heures de garde sur place. La facturation de ces heures se fait selon la colonne 2 prévue au paragraphe 5.01 et suit les règles d'application apparaissant aux paragraphes 5.03 et 5.05 de ladite annexe. L'établissement informe la Régie de cette autorisation.

Il en est de même, aux fins de l'application de l'annexe VI de l'Entente, lorsqu'une telle réquisition de services entraîne un dépassement de la période régulière d'activités professionnelles telle que prévue à l'avis de service. La facturation de ces heures se fait selon les modalités de rémunération de la garde sur place.

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activités 057070 : Situation d'exception, soins médicaux immédiatement requis. Le médecin doit s'assurer que l'établissement informe la Régie (Service du règlement de la rémunération à honoraires forfaitaires, dépôt de courrier 19), de son autorisation avant de facturer les heures concernées.*

6.00 RÉMUNÉRATIONS DÉROGATOIRES

6.01 En cas de difficultés de recrutement, le comité paritaire peut autoriser un établissement dont l'adhésion est partielle à remplacer, dans une unité ou un service, un médecin rémunéré à l'acte par un médecin rémunéré selon ce mode;

6.02 Malgré le paragraphe 5.02, le médecin qui exerce dans ou auprès d'une unité ou d'un service dont l'établissement n'est pas adhérent à l'entente mais qui, en date du 29 avril 1995, y était rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation peut, en rémunération des activités professionnelles visées aux présentes, se prévaloir, selon le cas, de la rémunération à honoraires fixes ou à tarif horaire;

6.03 Malgré le paragraphe 5.02, le comité paritaire peut, de façon exceptionnelle, autoriser un médecin qui, dans ou auprès d'une unité ou d'un service, n'était pas rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation en date du 29 avril 1995, à se prévaloir du mode de rémunération à honoraires fixes ou à tarif horaire, s'il exerce dans un programme où l'ensemble des médecins, en considération de l'activité professionnelle visée aux présentes, sont rémunérés selon l'un ou l'autre de ces modes;

6.04 Au bénéfice des médecins et de l'établissement visé, le comité paritaire peut également autoriser, pour une unité ou un service visés aux présentes, un mode de rémunération différent pour les médecins qui, au moment de l'adhésion complète de cet établissement à la présente entente, y exercent leur profession, lorsqu'il y a réalisation des conditions suivantes :

- a) l'établissement en cause gère plus d'une unité ou d'un service visés aux présentes;
- b) les équipes de médecins qui exercent dans ou auprès des unités ou services visés aux présentes sont différentes;
- c) il y a désaccord relativement à une adhésion complète au sens de la présente entente particulière.

Lorsqu'un mode de rémunération différent est autorisé par le comité paritaire, l'activité professionnelle du médecin doit toutefois demeurer conforme aux exigences qu'édicte l'article 4.00 des présentes.

7.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

7.01 La garde en disponibilité est rémunérée à l'acte selon les dispositions prévues par l'entente générale.

AVIS : *Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire un « E » dans la case C.S.*

8.00 MODALITÉS GÉNÉRALES D'ADHÉSION

8.01 En regard de l'ensemble des unités ou services visés aux présentes, un établissement peut adhérer partiellement ou complètement à l'entente;

8.02 Une demande d'adhésion est formulée conjointement par l'établissement et les médecins;

8.03 Une demande d'adhésion partielle peut être formulée, en tout temps, si les médecins qui désirent être rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire assurent la dispensation de 25 % et plus des heures de service visées aux présentes;

8.04 Une demande d'adhésion complète peut être formulée, en tout temps, si les médecins qui désirent être rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire assurent la dispensation de plus de 50 % des heures de service visées aux présentes;

8.05 L'adhésion d'un établissement à cette entente requiert l'accord des parties.

9.00 MODALITÉS PARTICULIÈRES D'ADHÉSION ET PRÉSUMPTION

9.01 Un établissement pour le compte duquel 25 % et plus des heures de service visées aux présentes sont effectuées par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire est réputé partiellement adhérent à l'entente;

9.02 Dans ou auprès des unités ou services visés aux présentes, même si les heures de service effectuées par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire n'atteignent pas 25 % des heures de service dispensées, le comité paritaire peut, exceptionnellement, recommander aux parties une adhésion partielle si l'établissement en cause démontre qu'il est en mesure d'atteindre, dans ou auprès des unités ou services visés, un pourcentage de 25 % dans un délai n'excédant pas six (6) mois;

9.03 Lorsque les médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire effectuent déjà plus de 50 % des heures de service dispensées et qu'une demande d'adhésion complète n'est pas formulée, l'adhésion de cet établissement continue à bénéficier de la présomption d'adhésion partielle si, selon l'évaluation du comité paritaire, les services dispensés respectent la description des activités professionnelles telles que déterminées selon l'article 4.00 de la présente entente. Si l'activité professionnelle constatée ne répond pas aux exigences de cette description, le comité paritaire peut recommander aux parties une adhésion complète;

9.04 Tout constat relatif à la détermination des pourcentages dont traitent les articles 8.00 à 10.00 de cette entente relève de l'autorité du comité paritaire;

9.05 En regard de la détermination des pourcentages dont traite le paragraphe 9.04 ci-dessus, la rémunération selon le mode de l'acte est, à des fins de calcul, convertie en heures travaillées, sur la base du tarif horaire.

10.00 MODALITÉS DE RETRAIT

10.01 Une demande qui a pour objet le retrait de l'adhésion complète d'un établissement requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des médecins qui effectuent la dispensation de plus de la moitié des heures de service, l'accord des parties. Toutefois, une demande ayant pour objet le retrait de l'adhésion partielle de l'établissement requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des parties, l'accord des médecins qui, rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire, dispensent la majorité des services médicaux rémunérés selon ces modes;

10.02 En regard de l'établissement, des médecins et des services ou unités visés aux présentes, une demande de retrait entraîne l'application des dispositions du paragraphe 5.02, sauf à l'égard du médecin rémunéré à honoraires fixes, lequel conserve son mode de rémunération;

10.03 Lorsque le retrait de l'entente concerne un établissement dont l'adhésion est complète, cet établissement ne peut, pendant la période de six (6) mois qui suit la date de ce retrait, que réadhérer complètement à l'entente. Au-delà de cette période, l'établissement en cause peut, partiellement ou complètement, réadhérer à l'entente.

11.00 COMITÉ PARITAIRE

11.01 Le comité paritaire informe, par écrit, l'établissement ainsi que les parties, de la détermination des modes de rémunération découlant de l'application des paragraphes 6.01 à 6.04.

12.00 RÉVISION

12.01 À compter de la première date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente entente particulière, cette entente peut, à la demande d'une partie, faire l'objet d'une révision.

13.00 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

13.01 Un établissement visé aux présentes est réputé non adhérent à la présente entente si, en date du 31 mars 1995, la dispensation de moins de 25 % des heures de service visées aux présentes est effectuée par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à la vacation. La rémunération du médecin qui exerce sa profession dans ou auprès des unités ou services visés aux présentes est sujette aux conditions qu'édictent les paragraphes 5.01, 5.02, 6.02 et 6.03 des présentes;

13.02 Un établissement visé aux présentes est réputé adhérent partiellement à la présente entente si, en date du 31 mars 1995, la dispensation de 25 % et plus des heures de service visées aux présentes étaient effectuées par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à la vacation;

13.03 Un établissement visé au présent article ainsi que les médecins qui exercent leur profession dans ou auprès des unités ou services visés aux présentes, peuvent, par la suite, se prévaloir des modalités, générales ou particulières, d'adhésion ou, le cas échéant, de retrait, visées aux présentes;

13.04 L'adhésion d'un établissement au sens de la présente entente particulière rend caduque pour autant l'inscription de cet établissement, lorsqu'elle existe, soit à l'annexe I de l'accord n° 1, soit à l'annexe I de l'accord n° 2 de l'entente générale;

13.05 La mise en oeuvre du présent article, ainsi que celle de la présente entente particulière, ne peuvent avoir pour effet de réduire les droits et bénéfices qui, à la date d'entrée en vigueur de cette entente, étaient ceux d'un médecin rémunéré à honoraires fixes qui, depuis cette date, est régi aux termes des présentes.

13.06 Aux fins de la mise en oeuvre des paragraphes 6.02, 6.03, 13.01 et 13.02 des présentes, le vocable « vacation » comprend également, lorsque ce mode existe, les vocables « tarif horaire ».

14.00 REMPLACEMENT

14.01 À compter de sa date de mise en vigueur, la présente entente particulière remplace l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un centre hospitalier de soins de courte durée désigné, dispense des services professionnels dans ou auprès d'une unité ou d'un service de soins gériatriques, conclue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 16 mai 1991, telle qu'amendée subséquemment.

15.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

15.01 La présente entente particulière entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend effet le 30 avril 1995;

15.02 Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 25^e jour d'avril 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GERIATRIE (CHSGS)

ANNEXE I

Liste des établissements désignés aux fins de l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'une unité ou d'un service de gériatrie exploité par un établissement dont la fonction principale est la gestion d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés (CHSGS).

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION partielle	complète
Région 01 : Bas St-Laurent				
03252	Centre hospitalier d'Amqui		X	
03342	Centre hospitalier régional de Rimouski		X	
	Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup			
04984	- Hôpital St-Joseph-Rivière-du-Loup	267 (98-11-01)		X
03402	- Centre hospitalier régional du Grand-Portage	267 (98-11-01)	X	
	- Foyer de St-Antonin	267 (98-11-01)		X
	Réseau Santé Kamouraska:	492 (03-03-31)		
03042	- Centre Notre-Dame-de-Fatima		X	
	- Centre Villa Maria		X	
03312	CH et CHSLD de Matane (CH de Matane)	454(01-10-01)		X
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean				
02512	Centre hospitalier Jonquière	-----	X	
02452	Centre le Jeannois	255 (95-04-30)	X	
02522	Hôtel-Dieu de Roberval		X	
Région 03 : Québec				
02372	Centre hospitalier de Charlevoix	-----	X	
02312	Centre hospitalier St-Joseph de la Malbaie	-----	X	
	Centre hospitalier affilié universitaire de Québec	224 (97-07-27)	X	
02032	- Pavillon Enfant-Jésus			
02122	- Pavillon St-Sacrement			
	Centre hospitalier universitaire de Québec	224 (97-07-27)	X	
02102	- Pavillon St-François d'Assise			
02132	- Pavillon Centre hospitalier de l'Université Laval			
02042	- Pavillon L'Hôtel-Dieu de Québec			
02062	Hôpital Laval	203 (95-04-30)	X	
Région 04 : Mauricie / Centre-du-Québec				
01772	Centre hospitalier St-Joseph de La Tuque	-----	X	
01852	Centre hospitalier régional de la Mauricie	-----	X	
	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières	224 (97-07-27)	X	
01822	- Pavillon St-Joseph			
01832	- Pavillon Sainte-Marie			
02772	Hôpital Ste-Croix	-----	X	
02752	Hôtel-Dieu d'Arthabaska	-----	X	
01752	Regroupement Cloutier-Du-Rivage	383 (99-12-22)		
	- Hôpital Cloutier	-----	X	
	- Centre d'accueil Luc Désilets	-----	X	
	- Foyer Père Frédéric	-----	X	
	Centre de santé de la MRC de Maskinongé :	492 (03-03-31)		
01782	- Site Comtois		X	
10685	- Site de la Résidence Avellin-Dalcourt		X	

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION	
			partielle	complète
Région 05 : Estrie				
01102	Centre universitaire de santé de l'Estrie : site Bowen	224 (97-07-27)	X	
01122	Corporation du Centre hospitalier Lac-Mégantic	-----	X	
Région 06 : Montréal-Centre				
00282	Centre hospitalier de Lachine(CHSLD)	191 (96-01-08)	X	
	Centre hospitalier de l'Université de Montréal			
00202	- Campus Notre-Dame	-----	X	
00302	- Campus St-Luc	-----	X	
00052	Centre hospitalier Fleury	-----	X	
00272	Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	-----	X	
00402	Hôpital Général de Lakeshore	-----	X	
00182	Hôpital Général de Montréal	-----	X	
00112	Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis	-----	X	
00102	Hôpital Jean-Talon	-----	X	
00152	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	-----	X	
00252	Hôpital Royal Victoria	-----	X	
00062	Hôtel-Dieu de Montréal	-----	X	
00142	Centre hospitalier de LaSalle	430(01-01-23)	X	
Région 07 : Outaouais				
01252	Centre hospitalier de Buckingham	-----	X	
01302	L'Hôpital Communautaire du Pontiac Inc.	-----	X	
01312	Centre hospitalier Gatineau Mémorial	409 (00-07-20)	X	
01332	Corporation du Centre hospitalier de Maniwaki	-----	X	
07692	Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais	267 (98-11-01)	X	
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue				
01502	Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	-----	X	
01522	Centre hospitalier La Sarre	-----	X	
01542	Centre hospitalier de Val-d'Or	-----	X	
Région 09 : Côte-Nord				
02692	Centre hospitalier régional de Sept-Iles	191 (96-04-01)	X	
07542	Centre hospitalier régional Baie-Comeau : - Pavillon Le Royer	358 (99-09-19)		X
Région 11 : Gaspésie / Iles-de-la-Madeleine				
03302	Centre hospitalier Baie des Chaleurs	-----	X	
03272	Centre hospitalier de Chandler	-----	X	
03282	L'Hôtel-Dieu de Gaspé	-----	X	
03412	Corporation de l'Hôpital des Monts	-----	X	
Région 12 : Chaudière-Appalaches				
02802	Centre hospitalier de la Région de l'Amiante	-----	X	
02872	Centre hospitalier Beauce-Étchemin	203 (97-01-01)	X	
03032	Hôtel-Dieu de Montmagny	-----	X	
Région 13 : Laval				
00442	Cité de la Santé de Laval	-----	X	

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION partielle complète
Région 14 : Lanaudière			
00852	Centre hospitalier régional De Lanaudière	421 (00-12-11)	X
01412	Centre hospitalier Le Gardeur	-----	X
10885	Centre d'accueil St-Thomas	421 (00-12-11)	X
Région 15 : Laurentides			
01272	L'Hôpital d'Argenteuil	135 (95-04-30)	X
01422	Hôpital Notre-Dame de Ste-Croix (Centre de Mont-Laurier)	-----	X
01442	Hôtel-Dieu de St-Jérôme	-----	X
01452	Centre hospitalier Saint-Eustache	-----	X
Région 16 : Montérégie			
00422	Hôpital du Haut-Richelieu	-----	X
00922	Hôtel-Dieu de Sorel	-----	X
00942	Réseau Santé Richelieu-Yamaska	-----	X
00952	Hôpital Charles Lemoyne	-----	X
07532	Centre hospitalier Pierre-Boucher	-----	X
07762	Centre hospitalier Anna-Laberge	-----	X
01032	Centre hospitalier de Granby	-----	X
01082	L'Hôpital Barrie Mémorial	-----	X
01132	Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins	-----	X
01142	Centre Hospitalier Régional du Suroît	241 (98-01-04)	X

ÉTABLISSEMENT NON ADHÉRENT**DROIT ACQUIS****Région 08 : Abitibi-Témiscamingue**

01532 Centre hospitalier Rouyn-Noranda

AVIS : Cette liste a été modifiée par les accords: 149, 162, 164, 184, 224, 241, 255, 267, 299, 421, 430, 454, 479 et 516.

Remarque : L'absence de numéro d'accord ou d'amendement signifie que l'établissement faisait partie de l'Annexe I de l'entente particulière lorsque celle-ci a été reconduite par l'Accord-cadre d'avril 1991.

EP - ARCHIPEL (ÎLES-DES-LA-MADELEINE)

ENTENTE PARTICULIÈRE

AYANT POUR OBJET CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI EXERCE SA PROFESSION DANS OU AUPRÈS DU CENTRE HOSPITALIER DE L'ARCHIPEL, SITUÉ À CAP-AUX-MEULES, ÎLES-DE-LA-MADELEINE

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans ou auprès du Centre hospitalier de l'Archipel, situé à Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine et ses points de service.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, s'applique au médecin qui exerce sa profession dans ou auprès de l'établissement susmentionné, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 CONDITIONS D'EXERCICE

3.01 Les dispensations à domicile de services médicaux sur le territoire de l'archipel font partie du programme de santé de l'établissement. Il en est ainsi des services médicaux dispensés dans un autre centre en vertu d'une entente de service;

3.02 Le temps que le médecin consacre à la dispensation de ces services fait partie de sa période régulière d'activités professionnelles s'il est rémunéré à honoraires fixes et, s'il est rémunéré selon le mode du tarif horaire, de sa période normale d'activités professionnelles.

AVIS : Pour le mode de rémunération honoraires fixes ou tarif horaire, utilisez les codes d'activités suivants :

- 002030 Services cliniques
- 002032 Rencontres multidisciplinaires
- 002043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 002055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- 002063 Garde sur place
- 002071 Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (TH, seulement)
- 002081 Garde en disponibilité
- 002083 Garde en disponibilité (anesthésie)
- 002084 Services cliniques (situation exceptionnelle) (TH, seulement)
- 002085 Garde sur place (situation exceptionnelle) (TH, seulement)
- 002098 Services de santé durant le délai de carence

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Selon la nomination qu'il détient, le médecin régi selon la présente entente particulière est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, soit à tarif horaire;

5.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES

5.01 Circonstances exceptionnelles et temporaires

S'il y a survenance de circonstances exceptionnelles et temporaires, le chef du département de médecine générale, le chef du service médical ou le médecin responsable peut, avec l'accord de l'établissement, autoriser, au bénéfice d'un médecin, le dépassement du nombre maximal d'heures prévu aux paragraphes 5.02 et 5.05 de l'annexe XIV de l'entente générale.

5.02 Nomination à demi-temps en périodes discontinues

- a) Le médecin qui est rémunéré à tarif horaire conformément à la présente entente particulière peut demander, sur recommandation du chef de département de médecine générale, une nomination d'une durée annuelle de six (6) mois répartie sur des périodes discontinues qu'il détermine en accord avec l'établissement. L'établissement informe la Régie des périodes ainsi déterminées.

AVIS: L'établissement doit utiliser l'avis de service « Rémunération au tarif horaire » (formulaire n° 3547), cocher la case **ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE**, et inscrire la mention « Article 5.02 de l'E.P. C.H. de l'Archipel (Îles-de-la-Madeleine) ».

- b) Le médecin bénéficie par année, des dispositions de l'annexe XII sous réserve des dispositions suivantes :

- la moitié de la prime d'isolement;
- une (1) sortie dont les frais sont remboursés à 50 %;
- dix (10) jours de ressourcement et le remboursement des frais encourus au maximum deux (2) fois. Les jours de ressourcement peuvent être pris pendant une période de l'année autre que celles déterminées selon le paragraphe 5.02 a) de la présente entente particulière;

6.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

6.01 Cette garde est, selon le mode de rémunération du médecin, rémunérée, sur base horaire, au taux normal applicable;

6.02 La garde en disponibilité est toutefois rémunérée à 40 % du taux susmentionné lorsqu'elle a lieu en anesthésie;

6.03 À l'endroit d'un médecin rémunéré selon le mode du tarif horaire, les dispositions du paragraphe 6.02 ci-dessus reçoivent application jusqu'à leur remplacement éventuel par de nouvelles dispositions découlant de la révision de l'entente particulière concernant la dispensation de services professionnels en anesthésie et, le cas échéant, l'extension possible de cette entente au Centre hospitalier de l'Archipel.

7.00 TAUX NORMAL APPLICABLE

7.01 Aux fins des présentes, les vocables « taux normal applicable » signifient, sur base horaire, pour le médecin rémunéré à honoraires fixes, le taux horaire normal prévu au paragraphe 15.04 de l'entente générale;

7.02 Au bénéfice du médecin rémunéré selon le tarif horaire, ces mêmes vocables signifient, sur base horaire pour la garde en disponibilité, le taux horaire prévu à l'annexe XIV de l'entente générale, auquel on applique les modificateurs inscrits sous la colonne 3.

8.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

8.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière intervenue en date du 16 mai 1991;

8.02 Elle prend effet le 1^{er} juin 1998. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 19^e jour de février 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

EP - ANESTHÉSIE (CHSGS)

+ ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA PRESTATION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN ANESTHÉSIE DANS CERTAINS CENTRES HOSPITALIERS DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS**PRÉAMBULE :**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet de déterminer la rémunération de la prestation de services professionnels en anesthésie effectuée par un médecin qui détient des privilèges en anesthésie dans un centre hospitalier visé en annexe des présentes.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les stipulations de l'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'appliquent au médecin visé au paragraphe 1.01 ci-dessus, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION

3.01 Le médecin, ou le cas échéant, le groupe de médecins si l'établissement compte plus d'un médecin visé aux présentes, opte pour le régime B ou C tel que décrits aux articles 5.00 et 6.00 des présentes;

3.02 Le médecin, ou, le cas échéant, le groupe de médecins, rémunéré, à la date d'entrée en vigueur de la présente entente particulière, selon les dispositions du régime A ou du régime B tel que décrits aux articles 4.00 et 5.00 des présentes continue de se prévaloir du même régime. Il peut, toutefois, opter pour le régime B ou C, selon le cas, selon les dispositions du paragraphe suivant;

3.03 Une option de rémunération au sens du présent article ne peut être exercée qu'une seule fois par année à compter de la date anniversaire d'adhésion de l'établissement à la présente entente. Elle est exercée par le médecin ou, dans le cas où l'établissement compte plus d'un médecin visé aux présentes, par l'ensemble des médecins visés et doit recueillir leur accord unanime;

AVIS : *Si l'option de rémunération est exercée, l'établissement doit informer la RAMQ par le biais d'une lettre adressée au Service de l'admissibilité et de la révision (réf. : voir les modalités précisées dans l'avis administratif du régime de rémunération choisi). Cette information peut être transmise par télécopieur au numéro (418) 646-8110 ou par la poste à l'adresse suivante :*

*Service de l'admissibilité et de la révision
C.P. 500
Québec, Qc G1K 7B4*

3.04 L'adhésion d'un établissement à la présente entente fait état du régime de rémunération pour lequel a opté le médecin visé aux présentes ou, le cas échéant, le groupe de médecins;

3.05 La désignation d'un établissement à l'annexe I des présentes ainsi que, le cas échéant, le nombre de vacations allouées dans le cadre du régime A se fait par accord des parties.

4.00 RÉGIME DE RÉMUNÉRATION A

4.01 La prestation des services professionnels en anesthésie, effectuée par un médecin visé par le présent mode est rémunérée selon le mode de la vacation;

4.02 Cette rémunération couvre la dispensation, par un médecin, de tous les actes anesthésiques au sens du préambule particulier d'anesthésie-réanimation prévu à l'entente générale du 1^{er} septembre 1976 et comprend en outre la prestation de toute période de garde afférente à la dispensation de tels actes;

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activités 008030 : Services cliniques, sur la demande de paiement n° 1215.*

4.03 Pour la prestation des services anesthésiques visés aux présentes, le médecin est, sur une base hebdomadaire, rémunéré jusqu'à concurrence du nombre de vacations apparaissant à l'annexe I, sous la colonne intitulée régime A. Lorsque la prestation en cause ne couvre que partie de la période hebdomadaire visée, le médecin est alors rémunéré au prorata de la période qu'il a effectivement couverte.

Lorsque plus d'un médecin dispense des services anesthésiques dans un centre hospitalier, le nombre de vacations prévu en annexe pour ce centre hospitalier est réparti par le centre hospitalier après consultation des médecins concernés.

Toutefois, un médecin ne peut être rémunéré pour plus de vingt (20) vacations hebdomadaires.

4.04 Dans le cadre du régime de rémunération prévu au présent article, le comité paritaire évalue le nombre de vacations allouées hebdomadairement pour la dispensation des services anesthésiques à l'établissement visé aux présentes. Le nombre de vacations allouées est réévalué à tous les deux ans.

5.00 RÉGIME DE RÉMUNÉRATION B

5.01 Sous réserve de l'article 7.00 des présentes, le médecin qui opte pour le régime B est rémunéré selon le mode de la vacation pour la dispensation sur place de tous les actes anesthésiques au sens du préambule particulier d'anesthésie-réanimation prévu à l'entente générale du 1^{er} septembre 1976 et pour la garde afférente à ces actes faite sur place;

AVIS : *L'établissement doit utiliser l'avis de service n° 3133, cocher la case ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE, inscrire : E.P. Anesthésie en CHSGS, préciser que le régime choisi est B.*

5.02 La rémunération selon le mode de la vacation s'applique la dispensation des services professionnels en anesthésie effectués sur place par le médecin, de 7 h à 16 h, du lundi au vendredi, incluant le cas échéant, pendant ces périodes, la garde faite sur place.

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activités 008030 : Services cliniques, sur la demande de paiement n° 1215.*

Pour les services dispensés sur place après 16 h, l'entente générale s'applique.

5.03 Le médecin ne peut recevoir pour les services professionnels visés au présent article plus de trois (3) vacations par jour. Lorsque la prestation en cause ne couvre qu'une partie d'une journée telle que définie au paragraphe précédent, le médecin est alors rémunéré au prorata de la période qu'il a effectivement couverte;

5.04 Malgré le maximum de vacations prévu au paragraphe précédent, lorsque la durée d'un acte anesthésique couvre des périodes qui sont rémunérées selon des modalités différentes, les modalités de rémunération applicables au début de l'acte anesthésique visé s'appliquent à la rémunération de l'ensemble de l'acte concerné;

+ **5.05** Dans le cas où un établissement n'opère qu'un seul bloc opératoire, sauf exception autorisé par le comité paritaire prévu à l'article 8 des présentes, et qu'il a été désigné aux fins du présent paragraphe par le comité paritaire, le médecin peut également se prévaloir des conditions de rémunération suivantes :

- Le médecin qui dispense sur place des services d'anesthésie durant moins de 45 heures au cours d'une semaine donnée peut être rémunéré, à raison de la différence entre 45 heures et le nombre d'heures de services dispensés sur place, pour les heures faites non sur place, en-dehors de la période déjà rémunérée en vertu de l'article 7.00 des présentes, selon le mode de la vacation, au quart (1/4) du taux de la vacation pour chaque heure facturée;

AVIS : *Un médecin qui facture les codes d'activités 008030 et 008105 pour une même plage horaire doit indiquer sur sa demande de paiement les heures rattachées à chacun de ces codes dans la partie RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.*

- Concurrerment aux heures compensées au quart (1/4) du taux de la vacation et sous réserve de l'alinéa suivant, le médecin peut, sous réserve de l'alinéa suivant, dispenser des services dans d'autres secteurs d'activités et être rémunéré selon les modalités de rémunération s'appliquant dans le secteur en question à la condition que le médecin soit, lorsque requis, disponible pour la dispensation de services en anesthésie selon le règlement de l'établissement;
- Les services dispensés auprès des malades admis dans l'établissement où le médecin détient sa nomination avec privilèges en anesthésie sont rémunérés selon les dispositions des paragraphes 5.01 à 5.03 des présentes;

AVIS: *L'Établissement doit utiliser l'avis de service n° 3133, cocher la case ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE, inscrire E.P. anesthésie en CHSGS, préciser que le régime choisi est B- Article 5.05 (non requis lorsque l'établissement est désigné par le comité paritaire (voir Annexe 1), sauf si de nouveaux médecins s'ajoutent).*

Le médecin ne peut se prévaloir des dispositions prévues à ce présent paragraphe que pour les journées ou partie de journées pendant lesquelles il assume seul la garde afférente à la dispensation des services en anesthésie.

AVIS: *Veuillez utiliser le code d'activités 008105 : Heures non faites sur place.*

6.00 RÉGIME DE RÉMUNÉRATION C

6.01 Sous réserve de l'article 7.00 des présentes, le médecin qui opte pour le régime C est rémunéré, lorsqu'il dispense des services anesthésiques, selon le mode du per diem plus un pourcentage des actes tel qu'apparaissant à l'annexe II des présentes. Malgré certaines dispositions d'ententes particulières, cette rémunération couvre, de façon exclusive, pendant la période couverte par le per diem ou le demi per diem, la dispensation de tous les services médicaux au sens de l'entente générale dispensés sur place et comprend la garde afférente à ces actes faite sur place.

AVIS: *- L'établissement doit utiliser l'avis de service n° 3547, cocher la case ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE, inscrire : E.P. Anesthésie en CHSGS, préciser que le régime choisi est C, cocher les cases PER DIEM et ACTE, inscrire le nombre d'heures hebdomadaire travaillées.*

*- Les honoraires demandés par le médecin doivent être facturés en tenant compte du supplément d'honoraires (%) précisé au tableau de l'Annexe II, pour les services médicaux dans la section « Actes » du formulaire « Demande de paiement - Médecin » (n° 1200). Aux fins de l'application de la présente annexe, le médecin durant la période où il est autorisé au mode de rémunération mixte, doit **obligatoirement** inscrire dans la case « P.H. » sur le formulaire n° 1200, la plage horaire durant laquelle le service a été rendu **et ce, peu importe le lieu de dispensation** (établissement, cabinet, domicile, etc.) :*

De minuit à 7h (nuit), la plage horaire = 1

De 7 h à 12 h (A.M.), la plage horaire = 2

De 12h à 17h (P.M.), la plage horaire = 3

De 17h à minuit (soir), la plage horaire = 4

- Les services anesthésiques dispensés selon le mode du per diem doivent être facturés sur le formulaire demande de paiement - rémunération mixte n° 3743.

Les activités faites sur place en-dehors des périodes prévues au paragraphe 6.03 sont rémunérées selon l'entente générale;

AVIS: *Pour la facturation des services médicaux, utiliser le formulaire de demande de paiement médecin n° 1200 toujours **inscrire la plage horaire** appropriée et les honoraires à 100 % (ou selon le taux auquel vous avez droit en vertu de la rémunération différente).*

6.02 Les services médicaux visés ainsi que les pourcentages des actes sont indiqués à l'annexe II des présentes. La détermination et l'application de ces pourcentages d'actes se font selon les règles suivantes :

i) Lorsqu'un service médical est visé par plus d'un pourcentage d'acte le pourcentage de l'acte le plus élevé est retenu;

AVIS: *On détermine le supplément d'honoraires (%) applicable selon le tarif du rôle 1 ou selon le tarif du rôle 2 (unités anesthésiques) du service médical. Ce supplément d'honoraires (%) s'applique ensuite pour tous les rôles à l'exception du rôle 4 qui n'est pas sujet à rémunération. Pour un service médical à unités (rôle1), on tient compte seulement du tarif de la première unité pour déterminer le supplément d'honoraires (%) applicable.*

ii) Le pourcentage des actes est appliqué sur les unités de base ainsi que sur les unités de durée;

iii) Sous réserve de l'alinéa iv) ci-dessous, l'heure de début de prestation de services est retenu;

- iv) À l'égard des procédés d'anesthésie-réanimation tarifés en unités, le temps de prestation du service est retenu pour les unités de durée et l'heure du début de prestation du service est retenue pour les unités de base.

AVIS: Pour la suite de l'opération inscrire le **MOD = 116 ou un multiple** et ce, peu importe la plage horaire (*) :

Exemple : Anesthésie qui chevauche 3 plages horaires payable à 63 % pour la plage horaire 2 de 7 h à 12 h, à 63 % pour la plage horaire 3 de 12 h à 17 h et à 100 % pour la plage horaire 4 de 17 h à 20 h.

Heure de début: 7 h heure de fin : 20 h.

Date	P.H.	Code d'acte	Rôle	MOD	Unités	Unités Honoraires (\$)
04-04-21	2	9419	2		44	317,39
04-04-21	3	9419	2	116	60	432,81
04-04-21	4	9419	2	116	36	412,20

(*) S'il s'agit d'un établissement où le médecin n'est pas autorisé à facturer selon le mode de la rémunération mixte, utiliser le **modificateur 130** pour la suite de l'opération et ce, peu importe la plage horaire.

6.03 Une journée d'activités s'entend d'une période moyenne d'activités faites sur place de sept (7) heures, entre 7 h et 17 h, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés.

Une demi-journée d'activités s'entend d'une période moyenne d'activités de trois heures et demie (3 ½), entre 7 h et 17 h, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés;

6.04 Aux fins de la détermination d'une période moyenne d'activités on applique les règles suivantes :

- le calcul de la période moyenne d'activités est effectué par période de deux (2) semaines;
- le médecin ne peut réclamer plus d'un per diem par jour;
- le médecin ne peut réclamer le paiement d'un demi per diem au cours d'une journée où il ne participe à aucune des activités prévues à l'article 6.02;
- le médecin ne peut réclamer le paiement d'un per diem au cours d'une journée où sa participation aux activités prévues à l'article 6.02 a été inférieure à trois heures et demie (3 ½);
- aux fins de déterminer le nombre maximum de demi per diem qu'un médecin peut réclamer par période de deux (2) semaines, on divise par 3,5 le nombre d'heures de participation du médecin aux activités prévues à l'article 6.02 au cours de cette période de deux (2) semaines;

AVIS: La période est établie selon le calendrier de la rémunération mixte; vous référer au point 5.8 de l'onglet « Paiement » du manuel de facturation.

6.05 Un médecin reçoit un per diem de 600 \$ pour l'ensemble des services médicaux qu'il dispense sur place au cours d'une journée d'activités. Pour une demi-journée d'activités, il reçoit un demi per diem de 300 \$;

AVIS : Les services anesthésiques dispensés selon le mode du per diem doivent être facturés sur le formulaire demande de paiement - rémunération mixte n° 3743.

Veuillez utiliser le code d'activités **008030** : Services cliniques

Limitation sur la rémunération

6.06 Sous réserve du paragraphe 6.07, le médecin ne peut durant la journée, de 7h à 17h pendant laquelle il se prévaut d'un per diem, ou de 7h à 12h, ou de 12h à 17h, selon le cas, s'il se prévaut d'un demi per diem, se prévaloir des dispositions d'une entente particulière en vigueur pour une unité ou service de l'établissement à l'exception de l'entente particulière relative aux soins intensifs ou coronariens. Les modalités de rémunération prévues à cette entente sont limitées, pour la période en cause, à l'application des modificateurs apparaissant à l'annexe II des présentes.

AVIS : Les services facturés dans le cadre de l'E.P. relative aux soins intensifs ou coronariens doivent être facturés selon les pourcentages prescrits à l'Annexe II pendant la période du per diem ou demi per diem.

Malgré ce qui précède, le médecin peut, de 16h à 8h, être rémunéré selon l'entente générale ou, le cas échéant, selon l'entente particulière relative à la rémunération de la garde sur place dans un service d'urgence de première ligne, pour des services dispensés dans un service d'urgence de l'établissement;

AVIS : Veuillez inscrire le **MOD = 028 ou un multiple** et la **plage horaire** appropriée.

Exemple 1 : Anesthésie qui chevauche 3 plages horaires dans un service d'urgence et rémunérée selon l'Entente générale. Payable à 100 % pour la plage horaire **3** de 16 h à 17 h, à 100 % pour la plage horaire **4** de 17 h à 24 h et à 100 % pour la plage horaire **1** de 24 h à 6 h.

Heure de début : 16 h Heure de fin : 6 h.

Date	P.H.	Code d'acte	Rôle	MOD	Unités	Unités Honoraires (\$)
04-04-21	3	9419	2	28	15	171,75
04-04-21	4	9419	2	116	65	744,25
04-04-21	1	9419	2	116	72	824,40

N.B. : S'il s'agit d'un établissement où le médecin n'est pas autorisé à facturer selon le mode de la rémunération mixte, utiliser le **modificateur 130** pour la suite de l'opération et ce, peu importe la plage horaire.

Exemple 2 : Anesthésie qui chevauche 3 plages horaires dans un service d'urgence et rémunérée selon l'Entente particulière relative à la rémunération de la garde sur place dans un service d'urgence de première ligne. Payable à 45 % pour la plage horaire **4** de 20 h à 24 h, à 45 % pour la plage horaire **1** de 24 h à 7 h et à 45 % pour la plage horaire **2** de 7 h à 8 h.

Heure de début : 20 h Heure de fin : 8 h.

Pour les instructions de facturation du forfait, veuillez vous référer à votre brochure 1, au point 5.01 de l'Entente particulière relative à la rémunération de la garde sur place dans un service d'urgence de première ligne. Prenez soin d'utiliser le modificateur 028.

Pour la facturation de l'acte, veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous.

Date	P.H.	Code d'acte	Rôle	MOD	Unités	Unités Honoraires (\$)
04-04-21	4	9419	2	106	35	180,34
04-04-21	1	9419	2	62	70	360,68
04-04-21	2	9419	2	62	12	61,83

Inscrire les modificateurs 107 et 116 à la section **DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES** pour expliquer l'utilisation du modificateur 62 sur la ligne 2.

Inscrire les modificateurs 28, 107 et 116 à la section **DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES** pour expliquer l'utilisation du modificateur 62 sur la ligne 3.

N.B. : S'il s'agit d'un établissement où le médecin n'est pas autorisé à facturer selon le mode de la rémunération mixte, utiliser le **modificateur 130** pour la suite de l'opération et ce, peu importe la plage horaire.

6.07 Sous réserve de l'article 7.00, le médecin peut exercer en cabinet ou dans tout établissement et y être rémunéré selon les dispositions de l'entente générale ou, le cas échéant, de toute autre entente particulière pour les services dispensés en dehors de la période de 7 h à 17 h s'il se prévaut d'un per diem ou en-dehors de la période de 7 h à 12 h s'il se prévaut d'un demi per diem;

- + **6.08** Le médecin ne peut, de 7 h à 17 h, lorsqu'il se prévaut d'un per diem, ou de 7 h à 12 h, ou de 12 h à 17 h, selon le cas, s'il se prévaut d'un demi per diem, être rémunéré selon le mode de rémunération à l'acte pour les services médico-administratifs rendus dans le cadre de la *Loi sur les accidents du travail* et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* lorsque dispensés entre 7 h et 17 h, à l'exception des services médico-administratifs énumérés à l'annexe II des présentes;

6.09 Le médecin qui se prévaut d'un per diem ou d'un demi per diem au cours d'une journée de calendrier est rémunéré pour l'examen pré-anesthésique selon le pourcentage applicable de l'annexe II sauf pour les soins immédiatement requis pendant une période de garde en disponibilité.

7.00 RÉGIMES B ET C : GARDE EN DISPONIBILITÉ

7.01 La garde en disponibilité est rémunérée à raison d'un forfait de cinquante-et-un dollars et quatre-vingt-dix cents (51,90 \$) pour les quarts de garde suivants :

- du lundi au vendredi :
 - de 0h à 7h;
 - de 16h à 24h pour le médecin rémunéré en vertu du régime B;
 - de 17h à 24h pour le médecin rémunéré en vertu du régime C;
- les samedi, dimanche et jour férié, de 0 h à 8 h et de 8 h à 16 h et de 16 h à 24 h;

AVIS : Pour la garde en disponibilité dans un établissement adhérent au régime **B**, veuillez utiliser une demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le code XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- la date et le code d'acte **9090** dans la section des ACTES et les honoraires correspondants; **veuillez utiliser 1 ligne par quart de garde;**
- l'heure de début et de fin de la période de garde dans la case RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES;
- la lettre « E » dans la case C.S.;
- le code d'établissement.

Pour la garde en disponibilité dans un établissement adhérent au régime **C**, veuillez utiliser une demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes:

- le code XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- la date et le code d'acte **19045** dans la section des ACTES et les honoraires correspondants; **veuillez utiliser 1 ligne par quart de garde;**
- la plage horaire correspondant à celle du début du quart de garde facturé dans la case PH;
- l'heure de début et de fin de la période de garde dans la case RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES;
- la lettre « E » dans la case C.S.;
- le code d'établissement.

N.B. : Pour les services rendus pendant la garde en disponibilité, inscrire la lettre « E » dans la case C.S.

7.02 Sous réserve du paragraphe 6.09, les services médicaux dispensés pendant une garde en disponibilité sont rémunérés de la façon prévue au paragraphe 15.03 de l'entente générale, cette rémunération entraînant, le cas échéant, l'application du paragraphe 2.4.7.3B du préambule général au tarif;

7.03 Une garde au sens du présent article n'est effectuée que par un seul médecin ; cette garde ne peut être concomitante avec une garde qui, dans un centre hospitalier, pour une même période, serait effectuée par un médecin spécialiste.

8.00 COMITÉ PARITAIRE

8.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre d'une entente particulière.

9.00 ADHÉSION ET RETRAIT

9.01 Le présent article a pour objet de déterminer, pour un établissement, les modalités d'adhésion à la présente entente particulière et les modalités de retrait de celle-ci;

9.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement, par l'établissement et les médecins qui dispensent les services professionnels visés par la présente entente. Cette demande est transmise par écrit au Ministre et à la Fédération;

9.03 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement de la présente entente requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des médecins concernés, l'accord des parties;

9.04 Advenant une dissidence entre les médecins concernés quant à l'adhésion à la présente entente ou à son retrait de celle-ci, le comité paritaire prévu à l'article 4.00 des présentes fait ses recommandations au Ministre et à la Fédération;

9.05 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement et les médecins concernés;

9.06 L'adhésion d'un établissement à la présente entente est abrogée lorsque aucun médecin de cet établissement ne s'est prévalu de ses dispositions depuis plus d'un an ou, pour la première année d'application de la présente entente, de l'entente en vigueur du 1^{er} juin 1997.

+ 10.00 DISPOSITION TRANSITOIRE

+ **10.01** Tout médecin ou ensemble de médecin d'un même établissement qui, selon la modalité prévue au paragraphe 3.03 des présentes, opte pour le Régime C entre le 1^{er} avril 2004 et le 30 septembre 2004 peut, malgré la limite en regard de la date anniversaire d'adhésion énoncée à ce paragraphe, modifier son option avant le 1^{er} octobre 2004. La date de cette modification devient alors la date anniversaire visée au paragraphe 3.03 des présentes.

+ 11.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

+ **11.01** La présente entente particulière remplace l'entente particulière du 20 mai 2004. Elle entre en vigueur le 1^{er} avril 2004 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce ____^e jour de _____ 2004.

#**PHILIPPE COUILLARD**
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - ANESTHÉSIE (CHSGS)

ANNEXE I

Liste des établissements désignés aux fins de l'application de l'entente particulière relative à la rémunération de la prestation de services professionnels en anesthésie dans certains centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés.

ÉTABLISSEMENTS		Régime	NOMBRE DE VACATIONS HEBDOMADAIRES (Régime A)
Région 01 : Bas St-Laurent			
03403	Centre hospitalier de Rivière-du-Loup : C.H. Régional du Grand-Portage - Rivière-du-Loup (2004-08-09)	C	
03253	Réseau de santé de la Matapédia : Centre hospitalier d'Amqui - Amqui (82-04-02)	A	17
03333	Réseau de santé de Témiscouata : Hôpital Notre-Dame-du-Lac - Notre-Dame-du-Lac (83-07-15)	*	
03043	Réseau santé Kamouraska : Centre Notre-Dame de Fatima - La Pocatière (83-07-15)	*	
Région 02 : Saquenay / Lac-St-Jean			
02503	Centre Maria-Chapdelaine : C.H. de Dolbeau - Dolbeau (82-04-02)	*	
02453	Centre Le Jeannois : Pavillon de l'Hôtel-Dieu d'Alma - Alma (85-07-01)	A	20
Région 03 : Québec			
#02313	C.H. St-Joseph de La Malbaie - La Malbaie (82-04-02)	B	
02373	C.H. de Charlevoix - Baie St-Paul (82-04-02)	*	
Région 05 : Estrie			
01063	Centre de santé Memphrémagog : Centre de santé Memphrémagog-siège social - Magog (86-10-07)	A	20
Région 06 : Montréal			
00113	Hôpital général Juif Sir Mortimer B. Davis (2004-06-10)	C	
00173	Centre universitaire de santé McGill : L'Hôpital de Montréal pour enfants (2004-06-03)	C	
Région 07 : Outaouais			
01253	C.H. de Buckingham - Buckingham (84-07-01)	*	
#01333	Centre de santé Vallée-de-la-Gatineau : Centre de santé Vallée-de-la-Gatineau - Maniwaki (82-04-02) (art. 5.05)	B	
#01303	Centre de santé du Pontiac : Centre de santé du Pontiac - Shawville (95-01-01) (art. 5.05)	B	
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
#01553	Centre de Santé Sainte-Famille : Centre de Santé Sainte-Famille - Ville-Marie (99-10-08) (art. 5.05)	B	
01503	C.H. Hôtel-Dieu d'Amos - Amos (82-04-02)	*	

ÉTABLISSEMENTS		Régime	NOMBRE DE VACATIONS HEBDOMADAIRES (Régime A)
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue (suite)			
01533	C.H. Rouyn-Noranda - Noranda (2004-07-01)	C	
01523	Réseau de la Santé et des Services sociaux des Aurores Boréales : C.H. La Sarre - LaSarre (90-06-01)	A	30
01543	C.H. Vallée-de-l'Or et de soins psychiatriques régionaux : C.H. Val d'Or - Val d'Or (2004-04-16)	C	
Région 09 : Côte-Nord			
07543	Centre hospitalier régional Baie-Comeau : Pavillon Le Royer - Baie-Comeau (89-03-01)	*	
02693	Centre hospitalier régional de Sept-Iles - Sept-Iles (90-01-11)	*	
Région 10 : Nord-du-Québec			
02533	Centre de santé et de services sociaux de la Radissonie : Point de service de Chibougamau - Chibougamau (83-07-15)	*	
Région 11 : Gaspésie / Iles-de-la-Madeleine			
03273	C.H. de Chandler - Chandler (82-04-02)	A	20
03303	C.H. Baie-des-Chaleurs - Maria (2004-04-01)	C	
03413	CLSC - CHSLD - CH de la MRC Denis-Riverin : Hôpital des Monts - Ste-Anne-des-Monts (83-07-15)	*	
03283	Centre hospitalier de Gaspé : Centre hospitalier de Gaspé - Gaspé (82-04-02)	*	
Région 14 : Lanaudière			
00853	Centre hospitalier régional de Lanaudière (2004-06-20)	C	
Région 15 : Laurentides			
00783	Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle : Centre de l'Annonciation - L'Annonciation (86-05-04)	*	
01423	Centre de Mont-Laurier - Mont-Laurier (82-04-02)	B	
Région 16 : Montérégie			
01133	Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins (2004-04-04)	C	
#01083	L'Hôpital Barrie Memorial - Ormstown (87-03-23) (89-03-01) (art. 5.05)	B	

Remarque : Les dates énumérées ci-dessous sont les dates de prise d'effet pour l'établissement désigné dans l'entente, dans l'amendement ou par le biais d'un accord.

* : Établissements retirés le 1^{er} avril 2004 (E.P. Par. : 9.06).

Annexe révisée en date du 1^{er} avril 2004

ANNEXE II

POURCENTAGE DES ACTES

% Services médicaux visés

30 Tous les services médicaux, à l'exception des examens et consultations (sauf l'examen pré-anesthésique), les thérapies de soutien : codes 8938, 8939, 8949, 8950, 8951, 8952, les transferts ambulanciers : codes 9087 et 9246.

40 Tous les services médicaux de 7 à 10 unités de base.

63 Tous les services médicaux de 11 unités de base et plus.
Tous les services médicaux dispensés à un patient de moins de 2 ans.

70 Les services médicaux codés 0910, 0911, 0912, 0921, 0927, 0928, 0933, 0935, 0939, 0940, 0984, 0988, 0989, 0990, 0991, 0997, 0998, 0999, 1900, 0828, 0829, 0822, 0824.

Les services médicaux codés 0123, 0170, 0176, 0251, 0291, 0435, 0469, 0530, 0542, 0559, 0575, 0617, 0639, 0648, 0707, 0753, 0799, 0973, 0975, 3019, 3026, 3028, 3029, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3120, 3122, 3123, 3124, 3125, 3133, 5022, 5023, 5025, 5027, 5029, 5057, 5060, 5067, 5077, 5080, 5081, 5083, 5090, 5140, 5141, 5142, 5146, 5147, 5150, 5154, 5158, 5160, 5161, 5164, 5166, 5194, 5241, 5242, 5245, 5253, 5279, 5280, 5304, 5329, 5335, 5338, 5339, 5350, 5353, 5362, 5363, 5364, 5374, 5379, 5384, 5385, 5386, 5389, 5396, 5405, 5412, 5418, 5421, 5423, 5426, 5428, 5429, 5434, 5436, 5437, 5450, 5452, 5467, 5470, 5473, 5474, 5475, 5478, 5480, 5485, 6101, 6113, 6114, 6115, 6141, 6199, 6311, 6312, 6331, 6332, 6334, 6335, 6336, 6340, 6357, 6374, 6383, 9351, 9352, 9353, 9360, 9362, 9363, 9419, 9420, 9422, 9423, 9436, 9439, 9444, 9446, 9447, 9448, 9449, 9450, 9492, 9493, 9494, 9495 et 9496 lorsque dispensés à un patient de moins de 16 ans.

100 Tous les services médicaux apparaissant sous l'onglet « Appareil cardio-vasculaire » lorsque dispensés à un patient de moins de 16 ans.

Tous les services médicaux apparaissant sous l'onglet « Système nerveux » lorsque dispensés à un patient de moins de 16 ans.

Tous les services codés 0013, 0014, 0016, 0018, 9100, 9101, 9063, 9067, 9069, 9070, 9073, 9800, 9801, 9825, 9826, 9907, 9908, 9914, 9915, 9916, 9926, 9927, 9928, 9929, 9930, 9970, 9971, 9972, 9975, 9818.

Modalité particulière :

Les pourcentages d'actes sont payables en rôle 1, 2 et 3 seulement.

EP - ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LA MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 La présente entente particulière a pour objet, au bénéfice du médecin qui exerce sa profession au Québec, la détermination des conditions de remboursement par la Régie de l'assurance maladie du Québec d'une quote-part de la prime annuelle d'assurance responsabilité que ce médecin paie en regard de chacune des années de calendrier visées aux présentes.

2.00 Conditions particulières

2.01 Une prime d'assurance responsabilité professionnelle visée aux présentes ne comprend pas le coût de toute prime spécifique afférente à la couverture des actes médicaux posés antérieurement par le médecin;

AVIS: - *Le remboursement n'est effectué que sur présentation de preuves attestant que la prime ou partie de la prime réclamée a été acquittée entièrement par le professionnel (ex. : reçu, chèque estampillé ou tout autre document).*
- *Pour connaître les modalités de remboursement, voir la description du formulaire n° 2904 sous l'onglet FORMULAIRES du Manuel des médecins omnipraticiens, Régime d'assurance maladie.*

2.02 La Régie rembourse au médecin participant au régime, une quote-part de sa prime d'assurance responsabilité professionnelle.

Cette quote-part correspond, selon la classification du médecin, à la différence entre la prime-témoin et qui inclut la taxe de vente de 9 % sur les assurances et le montant représentant la contribution du médecin, lesquels sont mentionnés en annexe de la présente entente. La prime témoin s'entend du montant de la cotisation fixé pour un genre d'activité médicale par l'Association canadienne de protection médicale (ACPM) pour l'année 2004 incluant la taxe de vente de 9 % sur les assurances.

Toutefois, pour le médecin qui ne souscrit pas son assurance responsabilité professionnelle auprès de l'ACPM, la quote-part correspond, selon le genre d'activité médicale visé, à la différence entre :

- le moindre de la prime d'assurance responsabilité professionnelle applicable pour une année et de la prime-témoin incluant la taxe de vente de 9 % sur les assurances; et
- le montant mentionné en annexe représentant la contribution du médecin.

De plus, lorsque le médecin n'exerce qu'une partie de l'année et n'acquitte ainsi, auprès de l'ACPM ou d'un assureur, qu'une partie de la prime d'assurance responsabilité professionnelle autrement applicable, la quote-part est déterminée en tenant compte de la prime acquittée pour cette partie de l'année et en ajustant au prorata la contribution du médecin mentionnée en annexe.

3.00 Remboursement

3.01 Le remboursement de prime est accordé au médecin qui, pour la période du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, a touché des revenus supérieurs à 36 000 \$.

Le remboursement de prime est également accordé au médecin qui, pendant l'année 2004, a touché des revenus supérieurs à 36 000 \$.

Le remboursement de prime visé aux alinéas ci-dessus est aussi accordé au médecin qui, pour la période du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003 ainsi que pendant l'année 2004, a touché des revenus supérieurs à 20 000 \$ mais inférieurs à 36 000 \$.

Le remboursement visé à l'alinéa ci-dessus est accordé au médecin qui au retour d'un congé de maternité a une pratique réduite pour une période maximale de deux (2) ans d'au moins 30 % ou est en invalidité partielle temporaire ou, également, au médecin qui, s'étant prévalu du programme d'allocation de fin de carrière ou de départ assisté, effectue un retour en pratique active dans le cadre des paramètres fixés par la lettre d'entente No 154.

3.02 Un remboursement de prime est payé dans les 45 jours de la réception d'un reçu attestant le paiement de la prime ou d'une partie d'icelle.

Un remboursement de prime pour l'année 2004 doit être demandé au plus tard le 31 mars 2005.

Un remboursement exigible non acquitté dans le délai prévu pour son paiement porte un intérêt annuel. Cet intérêt correspond au taux d'escompte de la Banque du Canada majoré de 1,5 % ; on applique le taux d'intérêt qui a cours au jour du paiement.

4.00 Mise en vigueur

4.01 La présente entente a effet du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004. Elle est renégociée au 1^{er} octobre 2004.

AVIS : Cette entente ainsi que son annexe ont été remplacées par l'amendement n° 86.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, à ____ce ____e jour de _____2004.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

ANNEXE

Genre d'activité	Prime témoin 2004 (incluant la taxe)	Contribution du médecin
Adjointes cliniques en médecine, hospitalistes, médecins affiliés à un hôpital ou médecins d'établissements – affectés à un service de chirurgie . Comprend l'assistance chirurgicale, les soins pré/postopératoires (ne comprend pas les procédures invasives, le travail et l'accouchement ou la pratique chirurgicale indépendante et le traitement des fractures). Ce code ne s'applique pas aux médecins détenteurs d'un certificat de spécialisation qui continuent d'effectuer du travail clinique dans leur spécialité. Ce code ne s'applique pas aux médecins admissibles au code 12 ou 14.	1 190,28 \$	928,00 \$
Adjointes cliniques en médecine, hospitalistes, médecins affiliés à un hôpital ou médecins d'établissements – affectés à un service médical (ne comprend pas le travail dans une unité de soins intensifs ou dans une unité de soins intensifs néonataux, la consultation en salle d'urgence pour services de spécialistes ou les procédures invasives). Ce code ne s'applique pas aux médecins détenteurs d'un certificat de spécialisation qui continuent d'effectuer du travail clinique dans leur spécialité. Ce code ne s'applique pas aux médecins admissibles au code 12 ou 14.	1 190,28 \$	928,00 \$
Allergie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Anesthésie	2 877,60 \$	1 141,00 \$
Associés cliniciens (Fellows) – Médecins suivant un programme structuré de formation non reconnu par le Collège des médecins de famille du Canada (CMFC), le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada (CRMCC), ou par un ordre provincial/territorial émettant les permis d'exercice.	967,92 \$	928,00 \$
i) jusqu'à 36 mois de formation supervisée en plus des programmes de formation agréée par le CMFC ou le CRMCC, OU formation équivalente et titres de compétence obtenus dans un autre pays ;		
ii) doit se donner dans un centre hospitalier affilié à une université ;		
iii) comprend seulement le travail clinique faisant partie intégrante de la formation additionnelle ;		
iv) comprend les quarts de travail supplémentaires effectués à titre de résident ;		
v) ce code ne comprendra aucune assistance de l'ACPM advenant des problèmes médico-légaux résultant de tout travail supplémentaire réalisé en dehors du programme, rémunéré ou non. AUCUN TRAVAIL CLINIQUE ADDITIONNEL (MOON-LIGHTING)		
Biochimie médicale	1 164,12 \$	928,00 \$
Cancérologie médicale (oncologie médicale)	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Cardiologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Chirurgie cardiovasculaire	9 090,60 \$	1 211,00 \$
Chirurgie générale	6 487,68 \$	1 211,00 \$
Chirurgie gynécologique excluant le travail et l'accouchement	6 487,68 \$	1 211,00 \$
Chirurgie orthopédique	10 437,84 \$	1 211,00 \$
Chirurgie pédiatrique	2 877,60 \$	1 141,00 \$
Chirurgie plastique	9 090,60 \$	1 211,00 \$
Chirurgie thoracique	6 487,68 \$	1 211,00 \$
Chirurgie vasculaire	6 487,68 \$	1 211,00 \$
Dermatologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Endocrinologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Gastroentérologie	2 877,60 \$	1 141,00 \$
Génétique	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Hématologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Imagerie diagnostique	1 713,48 \$	1 141,00 \$
Immunologie clinique	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Maladies infectieuses	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Médecine administrative – aucun travail clinique	1 164,12 \$	928,00 \$

Genre d'activité	Prime témoin 2004 (incluant la taxe)	Contribution du médecin
Médecine communautaire (santé publique)	1 190,28 \$	928,00 \$
Médecine d'urgence / Urgentologie	3 950,16 \$	1 211,00 \$
Médecine familiale ou médecine générale. Travail professionnel effectué principalement en médecine familiale ou en médecine générale (cabinet privé, CLSC, clinique sans rendez-vous, y compris clinique en milieu hospitalier ou unité hospitalière) excluant les quarts de travail au Service des urgences, l'anesthésie, la chirurgie et l'obstétrique (travail et accouchement). Ce code ne s'applique pas aux médecins détenteurs d'un certificat de spécialisation qui continuent d'effectuer du travail clinique dans leur spécialité. Il se peut que plusieurs interventions cosmétiques ne soient pas comprises sous ce code. Si le travail se limite à la psychothérapie ou au traitement médical de la toxicomanie, vous devez choisir le code 36, Psychiatrie.	1 190,28 \$	928,00 \$
Médecine familiale ou médecine générale. Travail professionnel effectué principalement en médecine familiale ou en médecine générale (cabinet privé, CLSC, clinique sans rendez-vous, y compris clinique en milieu hospitalier ou unité hospitalière) incluant les quarts de travail au Service des urgences . Ce code ne s'applique pas aux médecins détenteurs d'un certificat de spécialisation qui continuent d'effectuer du travail clinique dans leur spécialité. Il se peut que nombre interventions cosmétiques ne soient pas comprises sous ce code.	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Médecine familiale ou médecine générale. Travail professionnel effectué principalement en médecine familiale ou en médecine générale (cabinet privé, CLSC, clinique sans rendez-vous, y compris clinique en milieu hospitalier ou unité hospitalière) incluant l'anesthésie et /ou la chirurgie (peut comprendre les quarts de travail au Service des urgences). Ne comprend pas l'obstétrique. Ce code ne s'applique pas aux médecins détenteurs d'un certificat de spécialisation qui continuent d'effectuer du travail clinique dans leur spécialité.	1 713,48 \$	1 141,00 \$
Médecine familiale ou médecine générale. Travail professionnel effectué principalement en médecine familiale ou en médecine générale (cabinet privé, CLSC, clinique sans rendez-vous, y compris clinique en milieu hospitalier ou unité hospitalière) incluant l'obstétrique avec travail et accouchement (peut comprendre l'anesthésie, la chirurgie et/ou les quarts de travail au Service des urgences). Ce code ne s'applique pas aux médecins détenteurs d'un certificat de spécialisation qui continuent d'effectuer du travail clinique dans leur spécialité.	3 950,16 \$	1 211,00 \$
Médecine des voies respiratoires	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Médecine du sport	1 190,28 \$	928,00 \$
Médecine du travail	1 190,28 \$	928,00 \$
Médecine interne et ses sous-spécialités non précisées ailleurs	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Médecine nucléaire	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Médecine physique et réadaptation	1 190,28 \$	928,00 \$
Microbiologie médicale	1 164,12 \$	928,00 \$
Néonatalogie	1 713,48 \$	1 141,00 \$
Néphrologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Neurochirurgie	15 499,80 \$	1 211,00 \$
Neurologie	2 877,60 \$	1 141,00 \$
Obstétrique incluant ou excluant la gynécologie	17 814,96 \$	1 211,00 \$
Ophthalmologie	2 877,60 \$	1 141,00 \$
Otolaryngologie incluant les interventions cosmétiques limitées à la tête et au cou.	4 447,20 \$	1 211,00 \$
Pathologie anatomique	1 164,12 \$	928,00 \$
Pathologie générale	1 164,12 \$	928,00 \$
Pathologie hématologique	1 164,12 \$	928,00 \$
Pathologie neurologique (neuropathologie)	1 164,12 \$	928,00 \$
Pédiatrie – Travail professionnel effectué principalement en pédiatrie, peut inclure les quarts de travail au Services des urgences.	2 027,40 \$	1 141,00 \$

Genre d'activité	Prime témoin 2004 (incluant la taxe)	Contribution du médecin
Pratique chirurgicale excluant tout traitement opératoire	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Pratique limitée au traitement de la douleur chronique (excluant l'anesthésie générale et rachidienne)	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Pratique limitée à l'assistance chirurgicale	1 190,28 \$	928,00 \$
Pratique obstétricale /Pratique axée sur le traitement de l'infertilité excluant le travail et l'accouchement et/ou la chirurgie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Psychiatrie et/ou traitement médical de la toxicomanie – comprend les omnipraticiens dont la pratique se limite à la psychothérapie. Peut comprendre les quarts de travail au Service des urgences d'un hôpital psychiatrique	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Radio-oncologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Résidents en formation postdoctorale inscrits à un programme de formation postdoctorale agréé soit par le CMFC, le CRMCC, ou par un ordre provincial/territorial émettant les permis d'exercice. Comprend les quarts de travail supplémentaires effectués à titre de résident. Ce code est aussi utilisé par les médecins diplômés à l'étranger inscrits à un programme visant l'obtention du permis d'exercice complet. Ce code ne comprendra aucune assistance de l'ACPM advenant des problèmes médico-légaux résultant de tout travail supplémentaire réalisé en dehors du programme, rémunéré ou non. AUCUN TRAVAIL CLINIQUE ADDITIONNEL (MOONLIGHTING)	967,92 \$	928,00 \$
Résidents en formation postdoctorale inscrits à un programme de formation postdoctorale agréé soit par le CMFC, le CRMCC, ou par un ordre provincial/territorial émettant les permis d'exercice. Ce code comprend tout travail supplémentaire réalisé en dehors du programme, rémunéré ou non. AVEC TRAVAIL CLINIQUE ADDITIONNEL (MOONLIGHTING). Les médecins qui désirent adhérer sous ce code doivent détenir un permis d'exercice complet ou être inscrits en vue de l'obtention d'un tel permis.	967,92 \$	928,00 \$
Rhumatologie	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Soins intensifs	1 556,52 \$	1 141,00 \$
Urologie	2 877,60 \$	1 141,00 \$

*EP - TOXICOMANIE***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA PRESTATION DES SERVICES PROFESSIONNELS EFFECTUÉS PAR UN MÉDECIN, DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS OFFRANT UN PROGRAMME EN TOXICOMANIE****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières d'exercice et de rémunération du médecin qui assure la prestation de services professionnels dans un établissement ou partie d'établissement offrant un programme de toxicomanie et énuméré à l'annexe 1 des présentes.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent au médecin visé au paragraphe 1.01 ci-dessus, sous réserve des stipulations contenues à la présente entente particulière.

3.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

3.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin, lorsqu'il assure la prestation de services professionnels dans un établissement ou partie d'établissement visé aux présentes, est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes s'il y est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit à la vacation s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération. Le médecin qui, dans l'établissement ou partie d'établissement visé, n'est pas détenteur d'une nomination à honoraires fixes ou à la vacation est rémunéré à l'acte lorsqu'il y fournit des services médicaux.

4.00 VACATION ET NORMES Y AFFÉRENTES

4.01 L'attribution des vacations disponibles aux fins des présentes est effectuée sur recommandation du chef du département de médecine générale et du chef du service ou de l'unité de toxicomanie, après consultation des médecins visés ou, à défaut, du médecin responsable nommé par le Conseil d'administration, après consultation des médecins qui exercent dans l'établissement ou partie d'établissement visé.

5.00 COMITÉ MIXTE

5.01 Le nombre d'heures rémunérées qui est alloué, sur base annuelle, à un établissement pour la dispensation des services professionnels visés à l'article 6.00 est déterminé par le Ministre, sur recommandation du comité mixte prévu au paragraphe 5.02;

6.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES À HONORAIRES FIXES OU À LA VACATION

6.01 Dans un établissement ou partie d'établissement visé aux présentes, la rémunération selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation, couvre :

- a) la dispensation des soins médicaux effectués par le médecin;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail multidisciplinaire et médico-administratif, reliées à un programme de toxicomanie visé aux présentes.

AVIS: Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 031030, Services cliniques
- 031032, Rencontres multidisciplinaires
- 031043, Tâches médico-administratives et hospitalières
- 031055, Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)
- 031063, Garde sur place
- 031071, Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (tarif horaire)

6.02 Par extension, lorsque seule une partie d'établissement est désignée, la rémunération prévue au paragraphe 6.01 couvre également la dispensation des soins médicaux que le médecin visé à ce paragraphe est, pendant une période où il est rémunéré à honoraires fixes ou à la vacation, appelé à dispenser ailleurs dans l'établissement.

7.00 GARDE

7.01 La garde en disponibilité est rémunérée selon les dispositions de l'entente générale.

AVIS : Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, inscrire un « E » dans la case C.S.

8.00 DROITS ACQUIS

8.01 Le médecin qui, à la date d'inclusion d'un établissement ou d'une partie d'établissement à l'annexe 1 ci-jointe, y exerce sa profession et y est rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation, ne peut être contraint, pendant la durée de la présente entente particulière, de se prévaloir d'un autre mode de rémunération.

9.00 DISPOSITION TRANSITOIRE

9.01 L'inscription, à l'annexe 1 de la présente entente particulière, d'un établissement ou d'une partie d'établissement, rend caduque, pour autant, son inscription lorsqu'elle existe, soit à l'annexe X de l'Entente, soit à tout autre accord prescrivant, comme mode exclusif de rémunération, soit les honoraires fixes, soit la vacation.

9.02 Pour la période comprise entre le 28 janvier et le 1^{er} avril 1991, le docteur Christian Fortin est, nonobstant toute clause inconciliable, rémunéré à l'acte lorsqu'il exerce à l'unité de toxicomanie du centre hospitalier Jonquière.

10.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

10.01 La présente entente particulière prend effet le 28 janvier 1991 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de mai 1991.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - TOXICOMANIE

ANNEXE I

Liste des établissements ou parties d'établissement désignés aux fins de l'entente particulière relative à la rémunération de la prestation des services professionnels effectués par un médecin, dans certains établissements offrant un programme en toxicomanie.

		Accord ⁽¹⁾	Date
Région 01 : Bas St-Laurent			
03400	Centre hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup :		
	- Centre hospitalier régional du Grand Portage, unité d'alcoologie et toxicomanie	232	97-11-02
03340	Centre hospitalier régional de Rimouski	92	94-04-01
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean			
02510	Centre hospitalier Jonquière, unité de toxicomanie	-----	91-01-28
02450	Centre Le Jeannois :		
	- Pavillon de l'Hôtel-Dieu d'Alma, clinique externe en toxicomanie	232	97-11-02
02520	Hôtel-Dieu de Roberval	500	03-05-12
Région 03 : Québec			
02100	Centre hospitalier universitaire de Québec :		
	- Pavillon St-François d'Assise, département de toxicologie	232	97-11-02
18173	Centre de réadaptation Ubalde-Villeneuve :		
	- Centre de jour - adultes et hébergement	410	00-09-25
Région 04 : Mauricie / Bois-Francs			
13093	Domremy 04	232	97-11-02
01770	Carrefour de santé et de services sociaux de la St-Maurice :		
	- Centre hospitalier St-Joseph de la Tuque, section d'alcoologie et toxicomanie	232	97-11-02
Région 05 : Estrie			
18163	Le centre Jean-Patrice-Chiasson / Maison St-Georges (99-08-23)	352	99-08-23
Région 06 : Montréal-Centre			
17983	Le centre Dollard-Cormier	272	98-10-11
00180	Hôpital général de Montréal, unité d'alcoologie et de toxicomanie	50	93-01-01
00300	Centre hospitalier de l'Université de Montréal :		
	- Hôpital St-Luc, unité de désintoxication	232	98-11-02
Région 07 : Outaouais			
10913	Pavillon Jellinek	-----	91-01-28
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
15943	Centre Normand	467	02-03-14

(1) L'absence de numéro d'accord signifie que l'établissement faisait partie de l'Annexe I de l'Entente particulière lorsque celle-ci a été reconduite avec l'Accord-cadre d'avril 1991.

		Accord ⁽¹⁾	Date
Région 09 : Côte-Nord			
13073	Centre de protection et de réadaptation de la Côte-Nord	232	97-11-02
Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine			
18183	CLSC - CHSLD - CH de la MRC Denis-Riverin : - Centre de réadaptation pour personnes toxicomanes L'Escale	410	00-10-16
Région 12 : Chaudière-Appalaches			
02860	Les CHSLD de Beauce : - Centre hospitalier de Beauceville, unité d'alcoologie et de toxicomanie	232	97-11-02
Région 15 : Laurentides			
11123	Pavillon André Boudreau	232	97-11-02
Région 16 : Montérégie			
11163	Pavillon Foster	114	94-10-30
16663	Le Virage, réadaptation en alcoolisme et toxicomanie	232	97-11-02

(1) L'absence de numéro d'accord signifie que l'établissement faisait partie de l'Annexe I de l'Entente particulière lorsque celle-ci a été reconduite avec l'Accord-cadre d'avril 1991.

Remarque : Les dates énumérées ci-dessus sont les dates de prise d'effet pour l'établissement désigné dans l'entente ou dans l'amendement.

AVIS : Liste modifiée par les Accords n^{os} 147, 232, 251, 272, 352, 410, 467 et 500.

*EP - GÉRIATRIE (CHSLD)***ENTENTE PARTICULIÈRE**

AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI EXERCE SA PROFESSION DANS OU AUPRÈS D'UNE UNITÉ OU D'UN SERVICE DE GÉRIATRIE VISÉS AUX PRÉSENTES EXPLOITÉS PAR UN ÉTABLISSEMENT DONT LA FONCTION PRINCIPALE EST LA GESTION D'UN CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'une unité ou d'un service de gériatrie visés aux présentes, exploités par un établissement dont la fonction principale est la gestion d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée;

1.02 Aux fins des présentes, les vocables « unité ou service » signifient et, lorsque telle chose existe, couvrent un centre d'hébergement et de soins de longue durée, un hôpital de jour, un centre de réadaptation et une unité gériatrique de soins de courte durée, exploités par l'établissement visé au paragraphe 1.01 précité;

1.03 Cette entente s'applique également au médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée géré par un établissement dont la fonction principale est l'exploitation d'un centre local de services communautaires;

1.04 Cette entente porte enfin sur la rémunération du médecin qui est appelé, à titre de médecin de famille d'une personne en perte d'autonomie, à participer, dans ou auprès des unités et services visés aux présentes, à l'évaluation de cette personne en vue de son orientation ou du suivi médical à lui être accordé;

1.05 L'annexe I ci-jointe fait état de l'adhésion, complète ou partielle, d'un établissement visé aux présentes. À moins d'indication contraire, cette annexe comprend, pour cet établissement, l'ensemble de ses installations;

1.06 Sauf lorsqu'elle y pourvoit autrement, l'annexe susmentionnée ne couvre pas, lorsque telle chose existe, le service d'urgence de première ligne de l'établissement, la clinique externe de soins généraux et l'unité de soins de courte durée autres que gériatriques;

1.07 Aux fins de cette entente, un centre peut ne comprendre que des lits faisant partie du programme d'achat de places du Gouvernement. Aux mêmes fins, un programme de centre de jour d'un établissement ne peut être couvert par l'adhésion de cet établissement.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 PORTÉE ADDITIONNELLE

3.01 Selon les modalités qu'elle édicte, notamment celles prévues à son article 12.00, la présente entente particulière s'applique également aux établissements et centres qui, conventionnellement, étaient régis selon l'entente particulière relative à la rémunération des médecins dans certains centres d'accueil et d'hébergement conclue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 16 mai 1991, telle qu'amendée subséquemment, avant que cette entente ne soit remplacée par l'entente particulière visée aux présentes. Les noms de ces établissements, et le cas échéant ceux des centres qu'ils exploitent, apparaissent en annexe des présentes;

3.02 Selon les mêmes modalités, cette entente particulière s'applique enfin aux établissements, centres ou unités qui, conventionnellement, étaient régis par l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce dans un centre hospitalier de soins de longue durée, intervenue en date du 28 août 1991, telle qu'amendée subséquemment, avant que cette entente ne soit remplacée par la présente entente particulière. Les noms de ces établissements, et le cas échéant ceux des centres qu'ils exploitent, apparaissent en annexe des présentes.

4.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES VISÉES

4.01 Quel que soit le mode de rémunération prévu par la présente entente particulière, les activités professionnelles que le médecin doit effectuer sont les suivantes :

- a) la dispensation des services médicaux;
- b) les activités professionnelles reliées à l'élaboration et à la révision du plan d'intervention pour le patient;
- c) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins à un patient;
- d) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation médicale et aux rencontres avec le médecin de famille ou un proche, notamment un parent ou un ami du patient;

AVIS: *Veillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 056030 *Services cliniques*
- 056032 *Rencontres multidisciplinaires*
- 056043 *Tâches médico-administratives et hospitalières*
- 056055 *Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)*
- 056063 *Garde sur place*
- 056071 *Garde sur place à même les 35 premières heures (tarif horaire)*
- 056097 *Plan d'intervention pour le patient*
- 056098 *Services de santé durant le délai de carence*

4.02 Le chef du département de médecine générale, celui du service médical, ou le médecin responsable des soins médicaux s'assure que les activités professionnelles énumérées au paragraphe précédent sont généralement dispensées pendant les heures régulières de fonctionnement de l'établissement. Par heures régulières de fonctionnement, il faut entendre la période comprise entre 8 h et 17 h;

4.03 Le nombre d'heures alloué, sur une base annuelle, à un établissement, pour l'ensemble des activités professionnelles susmentionnées, est déterminé par le Ministre, après consultation du comité paritaire dont la création est prévue à l'article 32.00 de l'Entente;

4.04 La répartition entre les médecins de ce nombre d'heures est déterminée par le chef du département de médecine générale, par celui du service médical, ou par le médecin responsable des soins médicaux.

5.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

5.01 Le médecin qui exerce sa profession dans ou auprès des unité et service visés aux présentes dont l'établissement est régi selon la présente entente particulière est rémunéré, de façon exclusive, selon les modalités apparaissant ci-après, soit à honoraires fixes s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit à tarif horaire s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération, soit à l'acte;

5.02 Le médecin qui exerce sa profession dans ou auprès des unité et service dont l'établissement n'adhère pas à la présente entente particulière est rémunéré selon le mode de l'acte;

5.03 Le médecin qui exerce dans ou auprès des unité et service dont l'établissement adhère partiellement à la présente entente particulière est rémunéré soit à honoraires fixes, soit à tarif horaire, soit à l'acte s'il est rémunéré selon ce mode à la date d'adhésion de l'établissement à l'entente. Cette rémunération à l'acte a cours tant que le médecin continue à se prévaloir de ce mode de rémunération;

5.04 Le médecin qui exerce sa profession dans ou auprès des unité et service dont l'établissement est complètement adhérent à l'entente est rémunéré à honoraires fixes ou à tarif horaire;

5.05 Exceptionnellement et malgré les paragraphes 5.03 et 5.04, le médecin qui ne dispense pas des soins de façon régulière dans ou auprès des unité et service visés aux présentes est, lorsqu'il y dispense des soins médicaux à la demande de son patient, rémunéré à l'acte;

5.06 Au bénéfice du médecin visé par le paragraphe 1.04, cette entente tient lieu des nomination et autorisation permettant à ce médecin d'être rémunéré selon le mode du tarif horaire. Le présent paragraphe ne s'applique pas au médecin qui se prévaut des dispositions du paragraphe 5.05 susmentionné;

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activités 056080 : Participation du médecin de famille.*

5.07 L'établissement avise sans délai la Régie de l'assurance maladie du Québec du nom des médecins visés par la présente entente particulière ainsi que de leur mode de rémunération. Les cas d'exception prévus au paragraphe 5.05 font également l'objet d'un pareil avis. L'établissement doit transmettre copie de ces avis au médecin concerné. L'établissement joint, lorsque tel est le cas, l'autorisation du comité paritaire concernant le médecin visé par l'article 6.00.

6.00 RÉMUNÉRATIONS DÉROGATOIRES

6.01 En cas de difficultés de recrutement, le comité paritaire peut autoriser un établissement dont l'adhésion est partielle à remplacer un médecin rémunéré à l'acte par un médecin rémunéré selon ce mode;

6.02 Malgré le paragraphe 5.02, le médecin qui exerce dans ou auprès des unité et service dont l'établissement n'est pas adhérent à l'entente mais qui, en date du 29 avril 1995, y était rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation peut, en rémunération des activités professionnelles visées aux présentes, se prévaloir, selon le cas, de la rémunération à honoraires fixes ou à tarif horaire;

6.03 Malgré le paragraphe 5.02, le comité paritaire peut, de façon exceptionnelle, autoriser un médecin qui, dans ou auprès des unité et service visés aux présentes, n'était pas rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation en date du 29 avril 1995, à se prévaloir du mode de rémunération à honoraires fixes ou à tarif horaire, s'il exerce dans un programme où l'ensemble des médecins, en considération de l'activité professionnelle visée aux présentes, sont rémunérés selon l'un ou l'autre de ces modes;

6.04 Au bénéfice des médecins et de l'établissement visé, le comité paritaire peut également autoriser, pour une unité ou un service visés aux présentes, un mode de rémunération différent pour les médecins qui au moment de l'adhésion complète de cet établissement à la présente entente, y exercent leur profession, lorsqu'il y a réalisation des conditions suivantes :

- a) l'établissement en cause gère plus d'une unité ou service visés aux présentes;
- b) les équipes de médecins qui exercent dans ou auprès de ces unité ou service sont différentes;
- c) il y a désaccord relativement à une adhésion complète au sens de la présente entente particulière;

Lorsqu'un mode de rémunération différent est autorisé par le comité paritaire, l'activité professionnelle du médecin doit toutefois demeurer conforme aux exigences qu'édicté l'article 4.00 des présentes.

6.05 Dans un service d'urgence de première ligne, une clinique externe de soins généraux ou une unité de soins de courte durée autres que gériatriques exclus selon les dispositions du paragraphe 1.06, le médecin qui dispense des services médicaux est rémunéré à l'acte;

7.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

7.01 La garde en disponibilité est rémunérée à l'acte selon les dispositions prévues par l'entente générale.

AVIS : *Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire un « E » dans la case C.S.*

8.00 MODALITÉS GÉNÉRALES D'ADHÉSION

8.01 Une demande d'adhésion au sens de la présente entente particulière est formulée en regard de l'ensemble des service ou unité qu'exploite l'établissement;

8.02 Une demande d'adhésion est formulée conjointement par l'établissement et les médecins;

8.03 Une demande d'adhésion partielle peut être formulée, en tout temps, si les médecins qui désirent être rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire effectuent, pour le compte de l'établissement, 25 % et plus des heures de service;

8.04 Une demande d'adhésion complète peut être formulée, en tout temps, si les médecins qui désirent être rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire effectuent, pour le compte de l'établissement, plus de 50 % des heures de service;

8.05 L'adhésion d'un établissement à cette entente requiert l'accord des parties.

9.00 MODALITÉS PARTICULIÈRES D'ADHÉSION ET PRÉSUMPTION

9.01 Un établissement pour le compte duquel 25 % et plus des heures de service sont effectuées par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire, est, réputé partiellement adhérent à l'entente;

9.02 Même si les heures de service effectuées par les médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire n'atteignent pas 25 % des heures de service dispensées pour le compte d'un établissement, le comité paritaire peut, exceptionnellement, recommander aux parties une adhésion partielle si l'établissement en cause démontre qu'il est en mesure d'atteindre ce pourcentage de 25 % dans un délai n'excédant pas six (6) mois;

9.03 Lorsque les médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire effectuent déjà, pour le compte d'un établissement, plus de 50 % des heures de service et qu'une demande d'adhésion complète n'a pas été formulée, l'adhésion de cet établissement continue à bénéficier de la présomption d'adhésion partielle si, selon l'évaluation du comité paritaire, les services dispensés respectent la description des activités professionnelles telles que déterminées selon l'article 4.00 de la présente entente. Si l'activité professionnelle constatée ne répond pas aux exigences de cette description, le comité paritaire peut recommander aux parties une adhésion complète;

9.04 Tout constat relatif à la détermination des pourcentages dont traitent les articles 8.00 à 10.00 de cette entente relève de l'autorité du comité paritaire;

9.05 En regard de la détermination des pourcentages dont traite le paragraphe 9.04 ci-dessus, la rémunération selon le mode de l'acte est, à des fins de calcul, convertie en heures travaillées, sur la base du tarif horaire.

10.00 MODALITÉS DE RETRAIT

10.01 Une demande qui a pour objet le retrait de l'adhésion complète d'un établissement requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des médecins qui effectuent la dispensation de plus de la moitié des heures de service, l'accord des parties. Cependant, une demande ayant pour objet le retrait de l'adhésion partielle d'un établissement requiert, outre l'assentiment de l'établissement et l'accord des parties, l'assentiment des médecins qui, rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire, dispensent la majorité des services médicaux rémunérés selon ces modes;

10.02 À l'endroit de l'établissement et des médecins visés, une demande de retrait entraîne l'application des dispositions du paragraphe 5.02 sauf à l'égard du médecin rémunéré à honoraires fixes, lequel conserve son mode de rémunération;

10.03 Lorsque le retrait de l'entente concerne un établissement dont l'adhésion est complète, cet établissement ne peut, pendant la période de six (6) mois qui suit la date de ce retrait, que réadhérer complètement à l'entente. Au-delà de cette période, l'établissement en cause peut, partiellement ou complètement, réadhérer à l'entente.

11.00 COMITÉ PARITAIRE

11.01 À la demande des parties, le comité paritaire peut recommander que soit allouée, de façon provisoire, une banque d'heures à un établissement qui entend adhérer à la présente entente particulière afin de permettre à cet établissement d'initier le recrutement de ses effectifs médicaux. Les procédures régulières d'adhésion de l'établissement en cause doivent être complétées dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent la date d'allocation de cette banque;

11.02 Le comité paritaire informe, par écrit, l'établissement ainsi que les parties, de la détermination des modes de rémunération découlant de l'application du présent article et des paragraphes 6.01 à 6.04.

12.00 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

12.01 Un établissement visé au paragraphe 3.01 a, aux fins de la mise en vigueur de la présente entente particulière, statut d'établissement complètement adhérent à cette entente;

12.02 Un établissement visé au paragraphe 3.02 de la présente entente particulière est réputé non adhérent à la présente entente si, en date du 29 avril 1995, la dispensation de moins de vingt-cinq pour cent (25 %) des heures de service visées aux présentes était effectuée par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à la vacation. La rémunération du médecin qui y exerce sa profession est sujette aux modalités qu'édicte les paragraphes 5.01, 5.02, 6.02 et 6.03 des présentes;

12.03 Un établissement visé au paragraphe 3.02 a, aux fins de la mise en vigueur de la présente entente particulière, statut d'établissement adhérent partiellement à cette entente si, en date du 29 avril 1995, la dispensation de vingt-cinq pour cent (25 %) et plus des heures de service visées aux présentes était effectuée par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à la vacation;

12.04 Un établissement visé au paragraphe 3.02 susmentionné a par ailleurs statut d'établissement adhérent complètement à l'entente si, toujours en date du 29 avril 1995, la dispensation de tous les services visés aux présentes était effectuée par des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire;

12.05 Aux fins de l'application des paragraphes 12.03 et 12.04, la rémunération à l'acte décrite au paragraphe 5.05 ne peut être prise en compte;

12.06 Un établissement visé au présent article ainsi que les médecins qui exercent leur profession dans ou auprès des unités et services exploités par cet établissement peuvent, par la suite, se prévaloir des modalités, générales ou particulières, d'adhésion ou, le cas échéant, de retrait, visées aux présentes;

12.07 L'adhésion d'un établissement au sens de la présente entente particulière rend caduque pour autant l'inscription de cet établissement, lorsqu'elle existe, soit à l'annexe I de l'accord n° 1, soit à l'annexe I de l'accord n° 2 de l'entente générale;

12.08 La mise en oeuvre du présent article, ainsi que celle de la présente entente particulière, ne peuvent avoir pour effet de réduire les droits et bénéfices qui, à la date d'entrée en vigueur de cette entente, étaient ceux d'un médecin rémunéré à honoraires fixes qui, depuis cette date, est régi aux termes des présentes;

12.09 Aux fins de la mise en oeuvre des paragraphes 6.02, 6.03, 12.02 et 12.03 des présentes, le vocable « vacation » comprend également, lorsque ce mode existe, les vocables « tarif horaire ».

13.00 REMPLACEMENT

13.01 À compter de sa date de mise en vigueur, la présente entente particulière remplace l'entente particulière relative à la rémunération des médecins dans certains centres d'accueil d'hébergement conclue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 16 mai 1991, telle qu'amendée subséquemment;

13.02 Cette entente remplace également, dès sa date de mise en vigueur, l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans un centre hospitalier de soins de longue durée, intervenue en date du 28 août 1991, telle qu'amendée subséquemment.

14.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

14.01 La présente entente particulière entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend effet le 30 avril 1995;

14.02 Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 25^e jour d'avril 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GERIATRIE (CHSLD)

ANNEXE I

Liste des établissements désignés aux fins de l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'une unité ou un service de gériatrie dont la fonction principale est la gestion d'un centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD).

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION	
			partielle	complète
Région 01 : Bas St-Laurent				
03394	CHSLD et CLSC des Basques	261 (98-07-05)		X
	- Centre hospitalier Trois-Pistoles ⁽¹⁾			X
	- Villa Dubé			X
04964	Centre mitissien de santé des services communautaires			
	- Hôpital de Mont-Joli à l'exception du service d'urgence et de l'unité de courte durée psychiatrique	259 (98-05-01)	X	
10585	Le Foyer de Rimouski Inc.	-----		X
11065	Villa St-Pascal Inc.	-----		X
	Réseau de santé du Témiscouata :			
04884	- Domaine du Sommet	522 (04-02-01)	X	
11135	- Villa de la Rivière	261 (98-07-05)		X
11565	- Foyer Beauséjour	522 (04-02-01)	X	
11345	La Corporation du Foyer d'accueil de Matane Ltée	261 (98-07-05)		X
20205	Foyer St-Cyprien (1993) Inc.	474 (02-07-01)	X	
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean				
02484	Hôpital de la Baie des Ha! Ha! Inc.	-----	X	
11335	CH/CHSLD/CLSC Maria Chapdelaine	233 (97-11-02)		
	- CHSLD Maria Chapdelaine		X	
	- Pavillon Maison du Bel Age		X	
11385	Le Domaine du Bon Temps	146 (95-04-30)	X	
11475	Le Foyer de la Paix Inc.	146 (95-04-30)	X	
11615	CHSLD de Chicoutimi	261 (98-07-05)		X
12465	Le Foyer de Lac Bouchette Inc.	-----		X
Région 03 : Québec				
00894	Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec	240 (97-11-01)		X
02004	Le Regroupement des CHSLD Christ-Roi	223 (97-07-27)	X	
	Centre de santé Orléans :			
02014	- Centre d'hébergement Maizerets	528 (04-01-01)	X	
04724	- Centre d'hébergement Saint-Augustin	528 (03-10-01)	X	
15925	- Centre d'hébergement du Fargy	528 (04-01-01)	X	
16265	- Centre d'hébergement Yvonne Sylvain	528 (04-01-01)	X	
16295	- Centre d'hébergement Alphonse-Bonenfant	528 (04-01-01)	X	
02344	- Hôpital Ste-Anne-de-Beaupré	185 (96-04-01)	X	
02054	L'Hôpital Jeffery Hale	190 (96-06-01)		X
02324	Corporation du Centre hospitalier Chauveau	185 (96-04-01)	X	
02354	Centre régional d'hébergement de santé de Portneuf ⁽²⁾	-----		X
04704	Hôpital général de Québec	-----	X	
07784	Centre d'hébergement St-Jean-Eudes	447 (01-07-20)		X
10055	Saint Brigid's Home Inc.	-----		X

(1) Service d'urgence (voir entente particulière).

(2) Service d'urgence exclu.

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION partielle complète	
Région 03 : Québec (suite)				
	CLSC La Source :			
11715	- Résidence Le Foyer de Charlesbourg	362 (99-10-31)		X
11895	Centre d'hébergement Notre-Dame de Lourdes et St-Charles	128 (95-04-30)	X	
12645	CHSLD de la MRC de Charlevoix-Est	-----		X
20105	Centre d'hébergement St-Joseph Inc.	-----		X
	Vigi Santé Ltée :			
20275	- CHSLD St-Augustin	223 (97-07-27)		X
29595	Conseil de la Nation Huronne Wendat			
	- Résidence Marcel Sioui	321 (99-06-13)		X
Région 04 : Mauricie et Centre-du-Québec				
01014	Hôpital St-Julien ⁽¹⁾	-----		X
01494	CHSLD de la MRC d'Arthabaska	223 (97-07-27)		
	- Centre hospitalier Des Bois-Francs		X	
	- Foyer Étoiles d'Or Inc.		X	
	- Foyer de Kingsey Falls Inc.		X	
01764	CHSLD du Centre Mauricie	240 (97-07-27)		X
01814	CHSLD Le Trifluvien	233 (97-11-02)	X	
02784	Complexe Santé et Services sociaux Nicolet-Yamaska	256 (98-05-03)		
	- Hôpital du Christ-Roi			X
	- Foyer de St-Célestin			X
04914	- Foyer de Nicolet	389 (00-05-17)	X	
11995	- Foyer Lucien Shooner	389 (00-06-01)	X	
02794	CLSC - CHSLD de l'Érable	416 (01-02-05)	X	
04944	CHSLD regroupement de la MRC Drummond	223 (97-07-27)		
	- Centre Frédérick-George-Hériot		X	
	- L'Accueil Bon-Conseil		X	
	CLSC du Haut St-Maurice :			
11175	- Foyer Méritas	-----		X
	CLSC-CHSLD Vallée de la Batiscan	480 (02-09-09)		
11265	- Foyer Mgr Paquin		X	
11695	- Foyer de Sainte-Thècle		X	
11495	Le CLSC et le CHSLD Les Blés d'Or	223 (97-07-27)		
	- Pavillon Charles-Aimé Vachon		X	
	- Pavillon Robert Morin		X	
	- CHSLD Les Seigneuries		X	
20745	Centre d'accueil Les Chutes Inc.	-----		X
Région 05 : Estrie				
01004	CLSC, CH et CHSLD de la MRC d'Asbestos	468 (02-03-17)		
	- Le centre d'accueil de Wotton		X	
	- Centre hospitalier d'Asbestos		X	
01024	Centre hospitalier de Coaticook ⁽²⁾	-----		X
01064	CH et CHSLD de Memphrémagog	223 (97-07-27)	X	
04504	Carrefour de la santé et des services sociaux du Val Saint-François	240 (98-01-04)	X	
04524	Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke	240 (98-01-04)		X
10085	Foyer Wales	-----		X
10535	Le Foyer St-Joseph de Sherbrooke	-----		X
11375	La Maison Paternelle	-----		X

(1) Service d'urgence (voir entente particulière).

(2) Service d'urgence exclu.

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION partielle	complète
Région 05 : Estrie (suite)				
12075	La Résidence de l'Estrie de Sherbrooke Inc.	-----		X
20115	Centre d'Accueil Shermont Inc.	-----		X
20965	Maison Reine Marie Inc.	-----		X
23485	La Maison Blanche de North Hatley Inc.	201 (96-09-30)		X
Région 06 : Montréal-Centre				
00164	Centre hospitalier Jacques-Viger	-----		X
00224	CHSLD Lucille Teasdale	261 (98-07-05)		X
00324	Centre hospitalier St-Michel	204 (97-01-01)		X
04024	Hôpital Grace Dart	-----		X
04044	Centre hospitalier Juif de l'Espérance	-----		X
04114	Le Centre de soins prolongés de Montréal	-----		X
04134	Hôpital Notre-Dame de la Merci Inc.	-----		X
04154	Hôpital St-Charles Borromée	177 (96-01-15)	X	
04164	Hôpital St-Joseph de la Providence	278 (98-11-17)		X
04224	La Corporation du Centre hospitalier gériatrique Maimonides CHSLD Champlain - Manoir de Verdun :	-----	X	
04244	- Pavillon Champlain	292 (98-01-04)		X
04584	Hôpital Mont-Sinaï	139 (95-04-30)		X
05054	Centre le Cardinal Inc.	-----		X
05474	Centre d'hébergement St-Vincent-Marie Inc.	256 (98-04-01)		X
06774	Résidences Mance-Décary	153 (95-06-22)		X
08004	Centre hospitalier Côte-des-Neiges	-----		X
10005	CHSLD Les Havres	538 (2004-05-10)	X	
10045	Centre d'accueil Father Dowd	-----		X
10095	CHSLD Emilie Gamelin, Armand-Lavergne	-----		X
10365	Centre d'accueil St-Margaret	-----		X
10375	CHSLD Biermans -Triest	-----		X
10435	Manoir Cartierville	431 (01-04-01)	X	
11445	Manoir L'Age-D'or	-----		X
12245	La Corporation du Centre d'accueil de Lachine	-----		X
12275	CHSLD - CLSC St-Laurent	266 (98-09-15)		X
12305	Foyer Dorval	-----		X
13005	Foyer Rousselot	-----		X
15135	Centre d'accueil Juif	-----		X
15355	Résidence Jean de La Lande	-----		X
15645	Centre d'accueil Louis-Riel	201 (96-09-30)	X	
15725	Centre d'accueil Denis-Benjamin Viger	-----		X
15775	Centre d'accueil Nazaire Piché	-----		X
15795	Le Centre d'accueil Réal-Morel CLSC J.- Octave Roussin :	-----	X	
15865	- Centre François-Séguenot	-----		X
16185	Centre d'accueil Chevalier de Lorimier	-----		X
16305	CLSC - CHSLD de Rosemont - Résidence Robert-Cliche - Centre d'hébergement Marie-Rollet	412 (00-11-01)		X
	CLSC-CHSLD La Petite Patrie :			X
16325	- CHSLD Paul-Gouin	510 (03-12-08)		X
	Centre hospitalier Richardson :			
16335	- Centre d'accueil Henri Bradet CLSC Montréal-Nord :	-----		X
16395	- Résidence Paul Lizotte	-----		X

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION	
			partielle	complète
Région 06 : Montréal-Centre (suite)				
16525	Résidence Yvon-Brunet	-----		X
17775	Les résidences Laurendeau, Légaré, Louvain	-----		X
17855	CHSLD Jeanne-LeBer	510 (03-12-08)		X
20995	Résidence Angélica	543 (2004-06-28)	X	
	Vigi Santé Ltée :			
23645	- CHSLD Mont-Royal	153 (95-08-29)		X
24055	Les foyers presbytériens de St-Andrew Inc.	-----		X
24095	Résidence Berthiaume-DuTremblay	-----		X
25165	Les résidences montréalaises de l'Eglise unie pour personnes âgées	-----		X
28195	Les Cèdres-Centre d'accueil pour personnes âgées	240 (97-10-17)		X
Région 07 : Outaouais				
10265	Centre d'accueil La Petite Nation	-----		X
11305	Le Foyer d'accueil de Gracefield	-----		X
11325	CHSLD de Hull	-----		X
12565	Foyer Père Guinard	-----		X
	CLSC et CHSLD de Gatineau :			
15275	- Centre d'accueil de Gatineau	253 (98-02-03)		X
15735	Centre d'accueil Renaissance	-----		X
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue				
04604	Centre hospitalier St-Jean	-----		X
10815	Le Foyer de l'Age D'Or Inc.	-----		X
11045	Villa St-Martin Inc.	-----		X
11515	Maison Pie XII	-----		X
12395	Foyer Harricana Inc.	-----		X
12415	Foyer de Val D'Or Inc.	-----		X
12425	Le Foyer Mgr Halde	-----		X
Région 09 : Côte Nord				
07444	CLSC et Centre d'hébergement de Manicouagan : - Pavillon Boisvert	517 (04-01-01)	X	
10865	Foyer Monseigneur Gendron Inc.	-----		X
Région 11 : Gaspésie / Iles-de-la-Madeleine				
11205	La corporation du Centre d'accueil de Cap-Chat	-----		X
15055	Centre d'accueil de la Baie	-----		X
Région 12 : Chaudière-Appalaches				
02854	Complexe de santé et CLSC Paul Gilbert	278 (99-01-04)	X	
02864	Les CHSLD de Beauce	261 (98-05-25)		
	- L'Accueil de Ville St-Georges de Beauce		X	
	- Centre d'accueil St-Honoré		X	
	- Le Pavillon Notre-Dame		X	
	- Centre hospitalier de Beauceville	261 (98-05-25)	X	
04904	Les CLSC et CHSLD de la MRC des Etchemins			
	- Le Sanatorium Bégin	204 (97-01-01)		X
	- Foyer Lac Etchemin	214 (97-01-01)		X
	- Pavillon de l'Hospitalité	214 (97-01-01)		X
10105	Foyer D'Youville	-----		X

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION	
			partielle	complète
Région 12 : Chaudière-Appalaches (suite)				
11625	Les CLSC et CHSLD de la MRC de Bellechasse	233 (97-11-02)		X
	- Foyer St-Raphaël			X
	- Pavillon de l'Age d'Or St-Anselme			X
	- Villa Prévost			X
	- Foyer St-Gervais			X
11865	Les CLSC et CHSLD de la MRC de l'Islet	416 (01-02-05)		X
	- St-Eugène		X	
	- Ste-Perpétue			
12495	Les CLSC et CHSLD de la MRC de Lotbinière	468 (02-04-08)		
	- Saint-Apollinaire		X	
	- Saint-Flavien		X	
	- Saint-Sylvestre		X	
	- Sainte-Croix		X	
12545	CHSLD de l'Amiante	367 (99-12-01)		
	- Foyer S.-C. de Jésus d'East Broughton			X
	- Foyer Valin Inc.			X
	- Foyer de Disraeli		X	
15175	CLSC Desjardins	311 (99-05-02)		
	- Pavillon St-Antoine Enr.			X
	- Pavillon Lauzon		X	
23625	Pavillon Bellevue Inc.	-----		
Région 13 : Laval				
05374	CHSLD St-Jude Inc.	-----		X
10875	CHSLD de Laval : - Centre d'accueil Fernand Larocque	416 (01-02-05)	X	
	CLSC et CHSLD du Marigot :			
15615	- Édifice Idola St-Jean	459 (01-12-17)	X	
	CLSC-CHSLD Ste-Rose de Laval :			
18205	- Résidence Rose-de-Lima	456 ((01-10-14)	X	
26975	Résidence Riviéra	405 (00-09-18)		X
28055	Centre d'hébergement St-François Inc.	-----		X
29605	Vigi Santé Ltée : - CHSLD Vigi L'Orchidée Blanche	474 (02-07-01)	X	
Région 14 : Lanaudière				
06414	Centre hospitalier Le Château de Berthier Inc.	-----		X
10555	Le CHSLD Montcalm	-----	X	
	CLSC-CHSLD d'Autray	276 (98-09-27)		
10795	- Centre d'accueil Désy	529 (04-03-08)	X	
12105	CLSC-CHSLD Meilleur	292 (99-01-31)		X
	Carrefour SSS de Matawinie (CLSC-CHSLD)	261 (98-07-05)		
12115	- Centre d'accueil Brassard			X
12215	- Foyer de St-Donat Inc.			X
28465	Centre d'hébergement des Moulins Inc.	-----		X
29635	CHSLD de la Côte Boisée	384 (99-12-22)	X	
Région 15 : Laurentides				
07774	CHSLD Drapeau Deschambault	240 (98-01-04)		X
10225	Centre d'accueil Sainte-Anne de Mont-Laurier	-----		X
12195	Accueil Come Cartier	-----		X
13865	Les CHSLD de la Rive et de Mirabel	-----		X
15265	CLSC-CHSLD des Pays-d'en-Haut	266 (98-09-15)		X
28205	Villa du Vieux Sapin Inc.	-----		X
29615	CHSLD Villa Soleil	416 (00-12-11)	X	

		ACCORD (DATE)	ADHÉSION	
Région 16 : Montérégie			partielle	complète
01044	Centre hospitalier du Comté de Huntingdon	-----		X
04234	CHSLD de la MRC de Champlain	397 (00-07-31)	X	
04464	CHSLD du Bas Richelieu	233 (97-11-02)		X
07734	Les CLSC et CHSLD de La Pommeraie	459 (01-12-17)		
	- CH de Bedford, les Foyer Farnham	223 (97-07-27)	X	
	- Centre d'accueil de Cowansville	431 (01-04-02)	X	
28515	- Foyer Sutton	459 (01-12-17)		X
	CLSC/CHSLD Des Maskoutains :			
10975	- Centre Andrée-Perreault	233 (97-11-02)		X
11235	Le regroupement des CHSLD des Trois Rives	266 (98-09-15)		X
12135	Le Foyer de Châteauguay Inc.	-----		X
14095	Centre d'accueil La Prairie	-----		X
15095	Centre Rouville	-----		X
15385	CLSC/CHSLD de la Vallée du Richelieu	233 (97-11-02)		
	- Centre Marguerite-Adam, centre Montarville			X
15535	Centre d'accueil Jeanne Crevier	-----		X
15545	Centre d'accueil Contrecoeur	-----		X
15825	CHSLD de Longueuil	-----	X	
15855	Centre d'accueil Pierre-Rémi Narbonne	-----		X
16175	Foyer Lajemmerais	-----		X
16545	Les centres du Haut St-Laurent (CHSLD)	-----		X
23895	Centre d'accueil Marcelle Ferron Inc.	-----		X
25605	Foyer Notre-Dame de Laprairie	372 (00-01-10)	X	
28115	Accueil du Rivage Inc.	-----		X
29425	Centre d'hébergement C.P.L. Argyle inc.	498 (03-06-15)	X	
	- Résidence du Parc			
29545	La maison des Aîné(es)	504 (03-08-04)	X	
29665	Le Manoir Harwood	443 (01-08-01)		X

AVIS : 1- Certains établissements ont été retirés et/ou ajoutés par les accords suivants : 127, 132, 138, 139, 143, 144, 165, 185, 190, 204, 213, 223, 233, 240, 253, 256, 259, 261, 266, 267, 276, 278, 286, 292, 302, 321, 342, 384, 389, 397, 416, 443, 468, 510, 517, 522, 528, 529, 538 et 543.

2- L'absence de n° d'accord signifie que l'établissement faisait partie de l'annexe de cette entente particulière à la date de la signature de celle-ci.

*EP - CLSC PERSONNES ITINÉRANTES MTL***ENTENTE PARTICULIÈRE****AYANT POUR OBJET LE CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES (C.L.S.C.) CENTRE-VILLE ET LES SERVICES DISPENSÉS AUX PERSONNES ITINÉRANTES DE MONTRÉAL****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu de l'article 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération applicables au médecin qui, étant détenteur d'une nomination à cette fin du C.L.S.C. Centre-Ville, assure la dispensation de services professionnels dans les organismes communautaires participant au programme conjoint ministère de la Santé et des Services sociaux-Ville de Montréal à l'intention des personnes itinérantes de Montréal.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, telle qu'amendée subséquemment, s'applique au médecin qui dispense des services professionnels visés aux présentes, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 POINT DE SERVICE ET PROGRAMME

3.01 Les locaux qu'occupent les organismes participant au programme conjoint constituent, aux fins de la présente entente particulière, des points de service du C.L.S.C. Centre-Ville;

3.02 Toujours aux mêmes fins, les services professionnels dispensés à ces endroits par un médecin font partie des programmes de santé de cet établissement.

4.00 RÉMUNÉRATION

4.01 Le médecin qui dispense des services médicaux dans le cadre de la présente entente particulière est, pour le temps qu'il consacre à ses activités professionnelles, rémunéré selon le mode de la vacation;

4.02 Toutefois, ce mode de rémunération ne s'applique pas au médecin qui, dans l'établissement visé aux présentes, est déjà détenteur d'une nomination à honoraires fixes et participe, pendant sa période régulière d'activité professionnelle, à la dispensation des services professionnels visés à la présente entente particulière;

4.03 Le nombre d'heures allouées par le ministre pour la dispensation de services professionnels dans le cadre de la présente entente particulière est d'au maximum quarante-cinq (45) par semaine;

4.04 Les rémunérations visées au présent article couvrent l'ensemble de l'activité professionnelle des médecins, à savoir :

- a) la dispensation de services médicaux;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire ou à des activités d'encadrement, et qui sont reliées à la dispensation de services médicaux aux personnes itinérantes de Montréal;

- c) les tâches d'administration, de coordination et de planification que requiert la dispensation des soins médicaux visés aux présentes.

AVIS: *Veillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 030030 *Services cliniques*
- 030032 *Rencontres multidisciplinaires*
- 030038 *Coordination*
- 030043 *Tâches médico-administratives et hospitalières*
- 030055 *Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)*
- 030098 *Services de santé durant le délai de carence*

5.00 GARDE

5.01 En dehors de l'horaire prévu pour fins de dispensation de services médicaux, les médecins n'assurent, au bénéfice des organismes communautaires, aucun service de garde, sur place ou en disponibilité.

6.00 EXONÉRATION

6.01 Le médecin dont la nomination a pour objet exclusif, dans l'établissement visé aux présentes, la dispensation de services professionnels selon la présente entente particulière ne peut être contraint d'accepter, dans le C.L.S.C. visé, une activité professionnelle autre que celles visées aux présentes;

6.02 Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux activités qui sont celles du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement concerné, lorsque ces activités se rapportent aux services visés aux présentes.

7.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière ayant pour objet le Centre local de services communautaires (CLSC) Centre-Ville et le dispensaire médical de la maison Dernier Recours de Montréal. Elle prend effet à la date de sa signature et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 16^e jour de juin 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

EP - ADAPTATION-RÉADAPTATION - DÉFICIENCE PHYSIQUE

ENTENTE PARTICULIÈRE

AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI DISPENSE DES SERVICES À L'INTÉRIEUR D'UN PROGRAMME EN ADAPTATION-RÉADAPTATION AUPRÈS D'UNE CLIENTÈLE AYANT UNE DÉFICIENCE PHYSIQUE

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un établissement ou partie d'un établissement énuméré à l'annexe I des présentes, dispense des services à l'intérieur d'un programme en adaptation-réadaptation en déficience physique (moyen séjour, réadaptation fonctionnelle intensive).

1.02 Cette entente particulière porte également sur la rémunération du médecin qui est appelé, à titre de médecin de famille d'une personne, à participer à son évaluation en vue de son orientation ou du suivi médical à lui être accordé.

1.03 L'annexe I des présentes comprend la liste des établissements dispensant un programme visé par la présente entente particulière.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

AVIS : *Rémunération selon le tarif horaire ou honoraires fixes, veuillez utiliser les codes d'activités suivants en remplaçant le X, par le chiffre 2, 3 ou 7, selon la situation :*

- MOYEN SÉJOUR OU RÉADAPTATION FONCTIONNELLE INTENSIVE = 042XXX

- ADAPTATION - RÉADAPTATION, SERVICES EXTERNES = 043XXX

- ADAPTATION - RÉADAPTATION, AUTRES PROGRAMMES = 047XXX

04X030 Services cliniques

04X032 Rencontres multidisciplinaires

04X043 Tâches médico-administratives et hospitalières

04X055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)

04X063 Garde sur place

04X071 Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (tarif horaire)

04X080 Participation du médecin de famille (tarif horaire)

04X098 Services de santé durant le délai de carence

3.01 La rémunération, selon le mode des honoraires fixes ou celui de la vacation, prévue à la présente entente particulière, couvre :

- a) la dispensation des services médicaux;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins à un patient;
- c) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation médicale et aux rencontres avec le médecin de famille ou un proche, notamment un parent ou un ami du patient.

3.02 Par extension, la rémunération prévue au présent article couvre également les consultations reliées à la présente entente que le médecin est, pendant une période où il est rémunéré selon l'un de ces modes, appelé à dispenser ailleurs dans l'établissement, auprès d'une même clientèle à l'extérieur d'un programme visé aux présentes.

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin qui exerce dans le cadre du programme visé à l'entente, est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit à la vacation s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération.

4.02 Exceptionnellement et malgré le paragraphe 4.01, le médecin qui ne dispense pas de soins de façon régulière dans l'établissement visé aux présentes peut être rémunéré à l'acte selon l'entente générale lorsqu'il y dispense des soins à la demande de son patient. L'établissement informe la Régie de l'assurance maladie du Québec de ces cas d'exception.

Également, peuvent être rémunérés à l'acte les services médico-administratifs prévus à l'annexe XIII de l'Entente.

4.03 Même s'il n'est détenteur d'aucune nomination dans un établissement désigné à l'annexe I, le médecin de famille visé au paragraphe 1.02 de la présente entente particulière est rémunéré selon le mode de la vacation pour les activités visées par ce paragraphe.

4.04 Au bénéfice du médecin visé au paragraphe 1.02, la présente entente particulière tient lieu des nomination et autorisation permettant à ce médecin d'être rémunéré selon le mode de la vacation.

4.05 Le nombre d'heures qui est alloué, sur base annuelle, à un établissement, pour l'ensemble des activités professionnelles visées aux présentes est déterminé par le Ministre. Le comité mixte prévu à l'article 6.00 de la présente entente particulière peut soumettre au Ministre les avis qui lui semblent pertinents sur cet objet.

4.06 La répartition entre les médecins de ce nombre d'heures est déterminée par le médecin responsable des soins médicaux, après consultation des médecins régis selon la présente entente particulière.

4.07 L'établissement informe la Régie du nom des médecins visés par la présente entente particulière et de leur mode de rémunération.

5.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

5.01 La garde en disponibilité est rémunérée selon les dispositions prévues à l'entente générale.

AVIS : *Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire la lettre « E » dans la case C.S.*

6.00 COMITÉ MIXTE

6.01 Le Ministre et la Fédération constituent un comité mixte formé de deux (2) membres, l'un nommé par le Ministre, l'autre par la Fédération.

6.02 Il incombe au comité de voir à informer et à conseiller les établissements et les médecins visés aux présentes, relativement à la mise en oeuvre de la présente entente particulière.

6.03 Ce comité a également pour fonctions d'examiner les demandes des établissements et de soumettre aux parties les avis qui lui semblent pertinents quant aux matières suivantes :

- a) en regard de la présente entente particulière, l'adhésion ou le retrait d'un établissement;
- b) les effets d'une modification au permis d'un établissement.

6.04 Ce même comité voit à évaluer le fonctionnement de la présente entente et à recommander, s'il y a lieu, au Ministre et à la Fédération, les correctifs nécessaires.

7.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.01 La présente entente particulière prend effet à la date de sa signature et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 21^e jour de septembre 1992.

MARC-YVAN CÔTÉ
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - ADAPTATION-RÉADAPTATION - DÉFICIENCE PHYSIQUE

ANNEXE I

Liste des établissements ou parties d'établissement désignés aux fins de l'entente particulière relative à la rémunération du médecin qui dispense des services à l'intérieur d'un programme en adaptation-réadaptation auprès d'une clientèle ayant une déficience physique.

		Accord	Date
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean			
02473	Hôpital de Chicoutimi	124	94-09-01
02513	Centre hospitalier Jonquière	351	99-09-13
Région 03 : Québec			
10013	Institut de réadaptation en déficience physique de Québec	415	00-08-07
Région 04 : Mauricie / Bois-Francs			
10053	Centre de réadaptation Interval	192	96-05-01
Région 05 : Estrie			
10133	Centre de réadaptation de l'Estrie Inc.	63	93-06-21
Région 06 : Montréal-Centre			
04093	Hôpital des Convalescents de Montréal Inc.	46	92-09-21
00803	Institut de réadaptation de Montréal	46	93-01-01
10023	Centre de réadaptation Lucie Bruneau	63	93-06-21
10033	Centre de réadaptation Constance-Lethbridge	86	94-01-01
10153	Institut Raymond-Dewar	473	02-02-15
Région 07 : Outaouais			
10193	Centre de réadaptation La Ressource	86	94-01-01
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
44939	Centre de réadaptation La Maison	198	96-09-23
Région 12 : Chaudière- Appalaches			
02853	Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert : - Point de service Charny	445	01-08-06
Région 13 : Laval			
04213	Hôpital juif de réadaptation	86	94-01-01
Région 14 : Lanaudière			
10183	Centre d'accueil de réadaptation Le Bouclier	86	94-01-01
Région 15 : Laurentides			
11353	Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle : - Centre de l'Annonciation	252	98-03-01

Région 16 : Montérégie		Accord	Date
00953	Hôpital Charles Lemoyne	391	00-05-08
18153	Centre Montérégien de réadaptation	514	03-10-06

Remarque : Les dates énumérées ci-dessus sont les dates de prise d'effet pour l'établissement désigné dans l'Accord.

EP - AMP

ENTENTE PARTICULIÈRE**AYANT POUR OBJET LES ACTIVITÉS MÉDICALES PARTICULIÈRES (AMP)****PRÉAMBULE**

Dans le cadre de l'article 19 de la *Loi sur l'assurance maladie* (L.R.Q., c. A-29) et des articles 360 à 366 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.Q., 1991, c. 4.2), la présente entente particulière est conclue en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation convenue entre le Ministre de la santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 1^{er} septembre 1976.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1. OBJET**

1.1 La présente entente particulière a pour objet de déterminer, conventionnellement, les modalités d'application des articles 360 à 366 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.Q., 1991, c. 4.2) (la Loi), relativement à la participation du médecin aux activités médicales particulières dont traite cette loi.

2. CHAMP D'APPLICATION

2.1 Les stipulations de l'entente générale intervenue en date du 1^{er} septembre 1976, telle qu'amendée subséquemment, demeurent en vigueur sous réserve des stipulations ci-après déterminées.

3. ADHÉSION

3.1 Tout médecin qui exerce dans le cadre du régime d'assurance maladie est soumis à l'application des articles 360 à 366 de la Loi.

3.1.1 Cet assujettissement implique que le médecin adhère à la présente entente en signant un engagement conformément à la Loi et à l'article 4 de la présente entente.

3.1.2 À défaut d'adhérer à la présente entente, la rémunération du médecin pour les services qu'il dispense dans le cadre du régime est réduite selon les règles édictées par l'article 5 de la présente entente.

3.2 Pour le médecin qui débute sa pratique, pour le médecin qui débute une pratique dans une nouvelle région et également pour le médecin qui est en pratique au 1^{er} septembre 2003, sous réserve des mesures transitoires prévues à l'article 6 des présentes, son adhésion à la présente entente doit respecter les modalités suivantes :

3.2.1 Au cours du premier trimestre tel que défini à l'annexe IX de l'entente générale, le médecin doit :

- adresser une demande à la régie régionale du territoire où il exerce pour plus de 50 % de ses journées de facturation pour obtenir la liste des activités médicales particulières disponibles proposées par le département régional de médecine générale (DRMG) de la régie régionale;
- dans le cas où un médecin n'exerce pas pour plus de 50 % de ses journées de facturation dans une même région, la régie régionale visée au présent sous-paragraphe est celle où il exerce le plus de jours;
- entreprendre les démarches auprès de ou des établissement(s) qui apparaissent à la liste;

Aux fins de la détermination de la régie responsable, on ne considère pas les journées de facturation faites dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30 de l'entente générale.

3.2.2 Au cours du trimestre suivant, le médecin doit :

- obtenir la nomination de l'établissement visé au sous-paragraphe 3.2.1;
- transmettre copie de cette nomination au DRMG de la régie régionale concernée;

Cette nomination doit, dans le cadre de la présente entente, prévoir explicitement le volume d'activités particulières auquel s'engage le médecin.

Sous réserve des dispositions de l'article 4 des présentes, le médecin qui veut se voir reconnaître des activités médicales particulières, en tout ou en partie, dans les secteurs v) et vi) visés au paragraphe 4.1 des présentes, doit, au cours du même trimestre énoncé ci-dessus :

- produire au DRMG de la région les pièces justificatives lui permettant d'obtenir la reconnaissance de ses activités à titre d'activités médicales particulières conformément au deuxième alinéa du paragraphe 4.1;
- obtenir, le cas échéant, la nomination d'un établissement visé par les secteurs v) et vi) précités;
- obtenir une reconnaissance de la part du DRMG de la région de ses activités comme activités médicales particulières.

Dans tous les cas, cette reconnaissance doit prévoir le volume d'activités reconnues.

3.2.3 Le DRMG de la région régionale visée au sous-paragraphe 3.2.1, au plus tard deux (2) semaines avant la fin du trimestre visé au sous-paragraphe 3.2.2, doit :

- confirmer au médecin que son engagement s'inscrit dans la liste des activités médicales particulières de la région régionale et qu'il répond aux exigences de la présente entente. La Région reçoit copie de cette confirmation;
- ou, dans le cas où l'offre de services du médecin ne s'inscrit pas de façon satisfaisante dans la liste des activités médicales particulières ou qu'il ne répond pas aux exigences de la présente entente, aviser le médecin qu'il doit apporter des rajustements à son offre et permettre au médecin de faire ses observations;

3.2.4 Sauf circonstances exceptionnelles et avec l'approbation du comité paritaire, l'adhésion du médecin à la présente entente devient effective, au plus tard, au début du trimestre suivant celui visé au sous-paragraphe 3.2.2 ci-dessus.

Dans le cas où l'adhésion du médecin à la présente entente n'est pas confirmée à la date de début de ce troisième trimestre ou si cette adhésion a été refusée en vertu des dispositions du paragraphe 4.7 des présentes, le médecin est considéré comme non adhérent pendant tout ce trimestre et pendant chacun des trimestres suivants jusqu'à ce qu'il ait adhéré à la présente entente. Son adhésion devient, alors, effective au début du trimestre suivant son avis d'adhésion à la Région.

3.3 Activités médicales particulières hors région ou nationales

3.3.1 D'une façon générale, lorsque le médecin, pour se qualifier à des fins d'activités médicales particulières, effectue celles-ci, en tout ou en partie, dans une autre région que celle décrite au paragraphe 3.2.1 des présentes, l'administration de son dossier est confiée à cette dernière. La région régionale auprès de laquelle le médecin effectue des activités médicales particulières informe alors par écrit la région régionale décrite au paragraphe 3.2.1 de l'engagement du médecin et de son respect.

3.3.2 Malgré le paragraphe précédent, lorsque les activités en cause se situent dans le cadre d'une entente de jumelage, de parrainage ou du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale, ou encore lorsque le médecin, pour se qualifier à des fins d'activités médicales particulières, effectue ses activités, en tout ou en partie, dans le cadre d'activités relevant d'une instance à vocation nationale;

Le dossier du médecin est confié :

- a) dans le cas où le médecin a une pratique exclusive dans le cadre du dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale ou que les activités faites dans le cadre d'une instance à vocation nationale répondent à la totalité des exigences de base prévues au paragraphe 4.3 des présentes, au comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale qui remplit alors les fonctions de la région régionale décrite au paragraphe 3.2.1 des présentes. Le comité paritaire en informe, s'il y a lieu, cette région régionale;
- b) dans le cas où le médecin qui veut se voir reconnaître comme activités médicales particulières des activités faites dans le cadre du dépannage mais n'a pas une pratique exclusive dans le cadre du dépannage ou que les activités faites dans le cadre d'une instance nationale ne répondent qu'à une partie des exigences de base prévues au paragraphe 4.3 des présentes, à la région régionale décrite au paragraphe 3.2.1 des présentes y compris en ce qui a trait à la partie relative aux activités en cause.

4. ENGAGEMENT DONNANT LIEU À L'ADHÉSION

4.1 Détermination des activités médicales particulières

En tenant compte des responsabilités dévolues par la Loi au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP), l'engagement du médecin relatif aux activités médicales particulières doit se situer dans le cadre de la liste des activités proposées par le DRMG. Dans un premier temps, cet engagement doit avoir comme objet les activités décrites ci-dessous :

- i) De façon prioritaire, la prestation de services médicaux dispensés dans un service d'urgence d'un centre hospitalier exploité par un établissement ou de certains établissements exploitant un centre local de services communautaires ou désignés centre de santé ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée. Le service d'urgence doit être désigné en vertu du paragraphe 1.1° de l'article 359 de la Loi;
- ii) La dispensation de soins aux usagers admis en soins de courte durée d'un établissement qui exploite un centre hospitalier;
- iii) La dispensation de services médicaux, impliquant une garde en disponibilité, dans un CHSLD, un centre de réadaptation ou dans le cadre d'un programme de soutien à domicile d'un CLSC;
- iv) La dispensation, dans le service d'obstétrique d'un centre exploité par un établissement, de services médicaux en obstétrique.

Dans un second temps, le médecin peut se voir reconnaître des activités dans les secteurs v) et vi) ci-dessous lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- a) le DRMG d'une région visée au sous-paragraphe 3.2.1 ne peut attribuer au médecin, de façon à lui permettre de répondre aux exigences de base prévues au paragraphe 4.3 ci-dessous, des activités médicales dans un rayon de soixante-quinze (75) kilomètres de son lieu de pratique principal en ce qui concerne les activités du secteur i) ou de quarante (40) kilomètres en ce qui concerne les activités des secteurs ii) à iv) inclusivement;
- b) le DRMG d'une région limitrophe ne peut, dans un rayon de soixante-quinze (75) kilomètres du lieu de pratique principal du médecin, lui attribuer, de façon suffisante, des activités médicales dans le secteur d'activités i);

Le médecin ne peut se voir reconnaître des activités médicales particulières dans les secteurs v) et vi) d'un DRMG d'une région régionale autre que celle visée au sous-paragraphe 3.2.1 lorsque cette dernière peut lui en attribuer dans les secteurs d'activités i) à iv);

- v) La dispensation de soins ou de services de première ligne auprès de clientèles vulnérables, à domicile, en cabinet privé ou dans tout centre exploité par un établissement;
- vi) La participation à toute autre activité prioritaire déterminée par la région régionale et approuvée par le Ministre dans la mesure et aux conditions fixées par ce dernier.

Les activités du secteur iii) ci-dessus, en regard du programme de soutien à domicile d'un CLSC ne peuvent être reconnues que si le médecin détient une nomination de l'établissement même si cette nomination n'a pour objet que sa participation à la garde en disponibilité.

Les activités du secteur v) ci-dessus en regard de la clientèle vulnérable répondent aux conditions prévues à l'entente particulière relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables notamment en ce qui a trait à l'identification du médecin de famille par le patient visé à cette entente. Il peut également couvrir une clientèle reconnue prioritaire par le DRMG et acceptée à ce titre par accord des parties.

Les services médicaux visés dans les secteurs i) à iv) inclusivement comprennent la dispensation de services médicaux en vertu d'une entente de jumelage, de parrainage ou en vertu du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale.

4.2 Dérogations

- a) Exceptionnellement, certaines activités peuvent être reconnues par le DRMG comme activités médicales particulières. Une telle reconnaissance doit recevoir l'aval du comité paritaire prévu au paragraphe 7.3 des présentes.
- b) Exceptionnellement, le comité paritaire peut, sur recommandation du DRMG, autoriser un médecin à se voir reconnaître des activités dans le cadre des secteurs v) ou vi) ci-dessus malgré la disponibilité d'activités médicales particulières dans les secteurs i) à iv) tel qu'apparaissant ci-dessus.
- c) Malgré la disponibilité d'activités dans le secteur i) dans la région ou dans une région limitrophe selon les dispositions apparaissant au paragraphe précédent, le DRMG de la région régionale peut exempter un médecin d'effectuer ses activités médicales particulières dans le secteur d'activités i) pour une des raisons suivantes :

- a) Grossesse;
- b) Pratique active en obstétrique;
- c) Incapacité physique ou mentale grave le rendant inapte à exercer cette activité :

Pour tout autre motif, la demande d'exemption doit être recommandée par le DRMG de la région régionale et approuvée par le comité paritaire.

4.3 Exigences de base

Tout médecin doit, pour se qualifier à des fins d'activités médicales particulières, effectuer ses activités soit sur le territoire d'une région régionale, soit sur les territoires de plus d'une région régionale, selon les modalités qu'édicte la présente entente particulière.

La participation du médecin de moins de quinze (15) ans de pratique aux activités médicales particulières d'une ou de plusieurs régions régionales doit être de douze (12) heures par semaine, en moyenne ou, sur une base trimestrielle de cent trente-deux (132) heures;

La participation du médecin de quinze (15) ans mais de moins de vingt (20) ans de pratique est établie à six (6) heures par semaine en moyenne ou, sur une base trimestrielle de soixante-six (66) heures;

Le médecin qui compte vingt (20) ans ou plus de pratique, adhérent à la présente entente, peut être appelé par le DRMG de la région régionale à participer à des activités médicales que ce dernier reconnaît comme prioritaires. Cette demande du DRMG de la région régionale doit être justifiée par des besoins ne pouvant être comblés par les médecins adhérents de moins de vingt (20) ans de pratique.

Exceptionnellement, le DRMG de la région régionale peut modifier les exigences de base énoncées ci-dessus notamment dans les cas de grossesse ou d'invalidité partielle.

Le calcul des années de pratique se fait selon les dispositions de l'annexe I des présentes.

Aux fins de la présente entente particulière, est réputé répondre aux conditions s'appliquant à une pratique à temps réduit le médecin dont la rémunération annuelle dans le cadre du régime d'assurance maladie, selon le tarif de base prévu à l'entente, se situe à l'intérieur des paramètres apparaissant ci-après.

Dans ce cas, le DRMG d'une région régionale doit, sur une base trimestrielle, diminuer la quantité d'activités médicales particulières exigibles de ce médecin, le tout en conformité avec les modalités suivantes :

Rémunération annuelle du médecin

jusqu'à 19 999 \$
de 20 000 \$ à 39 999 \$
de 40 000 \$ à 60 000 \$

Exigences de base par semaine Médecin de moins de 15 ans de pratique

3 heures
6 heures
9 heures

Ces exigences sont réduites de moitié pour le médecin qui compte 15 ans mais moins de 20 ans de pratique et dont la rémunération se situe dans une des catégories décrites ci-dessus.

4.4 Règle spécifique de reconnaissance d'années de pratique

De façon exceptionnelle, le comité paritaire peut reconnaître à un médecin qui n'est pas considéré comme actif selon les critères énoncés à l'annexe I des présentes la période d'inactivité professionnelle en cause aux fins du calcul des années de pratique, surtout lorsqu'il s'agit d'un médecin qui, par ailleurs, satisfait aux exigences relatives à la participation aux activités médicales particulières.

4.5 Guide d'évaluation du volume d'activités

La détermination du volume d'activités auquel s'engage le médecin aux fins des activités médicales particulières doit être basée sur les critères apparaissant à l'annexe II des présentes pour les différents secteurs d'activités pouvant être reconnus comme activités médicales particulières. Cette annexe peut être modifiée par accord des parties.

Malgré l'alinéa précédent, les critères relatifs à la reconnaissance d'activités professionnelles comme répondant à des activités médicales particulières dans le secteur vi) du paragraphe 4.1 des présentes sont déterminés lors de leur approbation par le Ministre après avoir consulté la Fédération. Leur volume est convenu selon les dispositions du présent paragraphe.

4.6 Durée de l'engagement du médecin

La durée de l'engagement du médecin est de deux (2) ans et débute au trimestre suivant la date de la confirmation de son adhésion par le DRMG de la régie régionale à la Régie. L'engagement est renouvelé automatiquement sauf dans les cas suivants :

- Le médecin et le DRMG de la régie régionale sont d'accord pour procéder à une révision de l'engagement;
- Le DRMG de la régie régionale considère que les effectifs médicaux sont particulièrement insuffisants dans l'un des secteurs d'activités i) à iv) énumérés au paragraphe 4.1 des présentes. Cette révision n'est applicable que si l'engagement du médecin comprend des activités dans les secteurs v) et vi) dudit paragraphe.

La révision de l'engagement doit se finaliser au cours du trimestre pendant lequel l'engagement arrive à son terme de deux (2) ans.

Malgré ce qui précède, en cas de pénurie grave d'effectifs médicaux dans un service d'urgence d'un établissement de la région ou d'un établissement situé dans un rayon de 75 km du lieu de pratique principal du médecin, le DRMG peut obliger le médecin à une révision temporaire de son engagement.

La révision prévue à l'alinéa ci-dessus, n'est applicable que si l'engagement du médecin a pour objet les activités des secteurs v) et vi) du paragraphe 4.1 des présentes et elle doit être précédée d'un préavis de soixante (60) jours.

Cette révision temporaire ne peut être de plus de six (6) mois et ne peut être renouvelée que pour une autre période maximale de six (6) mois. Aux fins des présentes, une pénurie est dite grave lorsqu'il y a risque de rupture ou lorsque les effectifs médicaux au service d'urgence ne lui permettent pas de combler plus de 70 % de ses besoins en heures-présence selon l'évaluation faite par le comité paritaire responsable de l'application de l'entente particulière relative au service d'urgence de certains CHSGS et de CLSC du réseau de garde.

4.7 Refus d'adhésion

Lorsque des activités médicales particulières sont disponibles dans un territoire de régie régionale, le refus d'une demande d'adhésion d'un médecin par un DRMG ne peut être justifié que par le respect du plan régional des effectifs médicaux.

4.8 Consentement

L'adhésion d'un médecin à la présente entente implique que la Régie de l'assurance maladie, conformément aux articles 6. et 7. des présentes, transmet les données pertinentes à l'application de la présente concernant sa rémunération et ses années de pratique à la régie régionale concernée et au comité paritaire prévu au paragraphe 7.3 des présentes.

5. RÉDUCTION

5.1 Modalités de base

Une réduction de 30 % s'applique à la rémunération versée pendant un trimestre et provenant des activités professionnelles autres que celles effectuées dans les secteurs i) à iv) inclusivement prévus au paragraphe 4.1 des présentes. Elle s'applique dans les cas suivants :

- Le médecin qui n'a pas adhéré à la présente entente quel que soit son nombre d'années de pratique ;
- Le médecin qui, durant deux trimestres consécutifs, ne respecte pas le volume d'activités apparaissant à son engagement ;
- Le médecin de vingt (20) ans de pratique ou plus qui ne respecte pas son engagement.

5.2 Modalités d'application

Aux fins de l'application de la réduction prévue au paragraphe 5.1 des présentes, les procédures sont les suivantes :

- Médecins non adhérents : la Régie applique la réduction pour chaque trimestre non couvert en totalité par une adhésion dûment confirmée par le DRMG ou, le cas échéant, par le comité paritaire en vertu du paragraphe 3.3.2 des présentes, et en avise le DRMG et le comité paritaire ;
- Médecins adhérents de moins de vingt (20) ans de pratique : le DRMG de la Régie régionale visée au paragraphe 3.2.1 des présentes ou, le cas échéant, le comité paritaire en vertu du paragraphe 3.3.2 des présentes, suite à un avis de l'établissement lorsque le non-respect vise une nomination en établissement ou après avoir effectué son évaluation de la pratique du médecin, demande à la Régie d'appliquer la réduction à partir du début du trimestre suivant la demande du DRMG ou du comité paritaire. La Régie continue de l'appliquer jusqu'au début du trimestre suivant un avis du DRMG ou du comité paritaire de rajustement de la pratique du médecin conformément à son engagement ;
- Médecins adhérents de vingt (20) ans ou plus de pratique : sur demande du DRMG et avec l'approbation du comité paritaire, la Régie applique la réduction à partir du début du trimestre suivant l'approbation par le comité paritaire prévu au paragraphe 7.3 des présentes et continue de l'appliquer jusqu'au début du trimestre suivant un avis, du DRMG et du comité paritaire, de rajustement de la pratique du médecin conformément à son engagement ;

Seule la rémunération versée dans le cadre du régime d'assurance maladie est prise en compte aux fins des présentes, en excluant de la même façon que le prévoit l'annexe XIII pour les fins de l'annexe IX, la rémunération versée pour les services médico-administratifs visés par la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur les accidents du travail*.

Dans tous les cas, cette réduction s'applique également à la rémunération une fois réduite de la coupure découlant de l'application du plafond trimestriel.

Pour les fins de l'application des articles 2 et 3 de l'annexe IX, la rémunération sujette à l'application de la réduction prévue dans le cadre de l'entente sur les activités médicales particulières est considérée selon le tarif de base prévu à l'Entente.

5.3 Congé de maternité ou d'adoption

Les dispositions prévues aux paragraphes précédents ne s'appliquent au médecin qui bénéficie d'un congé de maternité, ou est éligible à ce congé, ou prend un congé d'adoption, qu'après l'expiration d'une période de douze (12) mois dont la répartition avant et après l'accouchement ou avant et après la prise en charge effective de l'enfant, appartient au médecin et doit comprendre, dans le cas d'un congé de maternité, le jour de l'accouchement et, dans le cas d'un congé d'adoption, le jour de la prise en charge effective.

Dans le cas d'un congé d'adoption, lorsque deux conjoints peuvent bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, la période de douze (12) mois qui y est prévue est répartie entre eux selon les modalités qu'ils fixent. Ils en informent la Régie.

AVIS : *Le médecin doit préciser à la Régie les dates de début et de fin de la période d'exemption dont il désire se prévaloir.*

5.4 Exemption

En outre et de façon exceptionnelle, le comité paritaire peut, après avis du DRMG de la région régionale, exempter un médecin de l'application de la réduction pour des raisons non prévues par l'entente.

6. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Tout médecin en pratique au cours du trimestre allant du 1^{er} septembre au 30 novembre 2003 est réputé adhérent à la présente entente jusqu'à sa date prévue d'adhésion qui lui est signifiée par la Régie, ou le cas échéant, par le DRMG, selon les modalités apparaissant aux paragraphes 6.1 à 6.4 ci-dessous.

Le médecin dont le profil de pratique s'est modifié au cours des mois précédant l'entrée en vigueur de la présente entente ou pour toute autre raison et qui n'est pas d'accord avec la date d'adhésion qui lui est signifiée par la Régie peut demander une révision de cette date d'adhésion au DRMG. Le DRMG, en se basant sur les modalités apparaissant aux paragraphes 6.1 à 6.4 ci-dessous, évalue la situation du médecin et, s'il y a lieu, avise la Régie de la modification à apporter à la date d'adhésion du médecin.

6.1 Démarche d'adhésion à entreprendre durant le trimestre allant du 1^{er} décembre 2003 au 29 février 2004

Le médecin qui débute sa pratique pendant l'année 2003 doit entreprendre les procédures d'adhésion, conformément à l'article 3 des présentes, au cours du trimestre du 1^{er} décembre 2003 au 28 février 2004.

6.2 Démarche d'adhésion à entreprendre durant le trimestre allant du 1^{er} mars au 31 mai 2004

Le médecin qui, au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, n'a pas répondu aux exigences de base établies au paragraphe 4.3 des présentes dans les secteurs d'activités i) à iv) inclusivement du paragraphe 4.1 doit entreprendre les procédures d'adhésion, conformément à l'article 3 des présentes, au cours du trimestre du 1^{er} mars au 31 mai 2004.

Le médecin adhérent, au 31 août 2003, à l'entente relative aux activités médicales particulières conclue en fonction des dispositions législatives antérieures au 1^{er} juillet 2003 est visé par le sous-paragraphe précédent si son engagement ne porte pas, en totalité, selon les exigences de base établies au paragraphe 4.3 des présentes, sur les secteurs i) à iv) du paragraphe 4.1 de la présente entente.

6.3 Démarche d'adhésion à entreprendre durant le trimestre s'échelonnant du 1^{er} juin au 31 août 2004

Sous réserve des dispositions du paragraphe 6.4, le médecin de moins de vingt (20) ans de pratique qui a répondu au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, aux exigences de base établies au paragraphe 4.3 dans les secteurs i) à iv) du paragraphe 4.1 des présentes. Il n'est pas tenu d'entreprendre les procédures d'adhésion conformément à l'article 3 des présentes avant le trimestre du 1^{er} juin au 31 août 2004.

6.4 Démarche d'adhésion à entreprendre durant le trimestre allant du 1^{er} septembre au 30 novembre 2004

Le médecin adhérent au 31 août 2003 à l'entente relative aux activités médicales particulières conclue en fonction des dispositions législatives antérieures au 1^{er} juillet 2003 et répondant aux exigences de base établies au paragraphe 4.3 dans les secteurs i) à iv) du paragraphe 4.1 des présentes pour la totalité de son engagement ainsi que le médecin de moins de quinze (15) ans de pratique qui a réalisé, au cours de la période allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, plus de 50 % de sa pratique, 25 % s'il compte quinze (15) ans ou plus mais moins de vingt (20) ans de pratique, dans les secteurs i) à iv) du paragraphe 4.1 des présentes. Il n'est pas tenu d'entreprendre les procédures d'adhésion conformément à l'article 3 des présentes avant le trimestre s'échelonnant du 1^{er} septembre au 30 novembre 2004.

Cette disposition s'applique également au médecin de vingt (20) ans ou plus de pratique quel que soit son profil de pratique.

6.5 Dispositions relatives à l'entente ayant pour objet les activités médicales particulières se terminant le 31 août 2003

L'application de la pénalité prévue au paragraphe 3.5.6 de l'entente particulière ayant pour objet les activités médicales particulières se terminant le 31 août 2003, pour un des trois (3) derniers trimestres d'application de cette entente, se fait selon les dispositions du premier alinéa du paragraphe 3.5.6 de cette entente mais en tenant compte de la rémunération versée pour des services dispensés au cours des trimestres suivant la fin de l'entente.

6.6 Cas particuliers

6.6.1 Malgré ce qui précède, un médecin de moins de quinze (15) ans de pratique qui, au 1^{er} septembre 2003, exerce exclusivement dans des secteurs d'activités non cliniques depuis plus de quatre (4) ans peut se voir reconnaître des activités dans le cadre du secteur vi) du paragraphe 4.1 des présentes malgré la disponibilité d'activités médicales particulières dans les secteurs i) à iv) du même paragraphe.

6.6.2 Le médecin qui, au 1^{er} septembre 2003, exerce exclusivement dans des secteurs d'activités non cliniques depuis plus de quatre (4) ans et qui compte quinze (15) ans ou plus de pratique selon les dispositions de l'annexe I des présentes est réputé répondre aux exigences de la présente entente. En outre, ce médecin bénéficie des dispositions prévues à la présente entente pour le médecin ayant plus de vingt (20) ans de pratique;

6.6.3 Le médecin qui, au 1^{er} septembre 2003, exerce dans le cadre d'une direction de santé publique d'une région désignée ou éloignée et ciblée par le comité paritaire est réputé, avec l'approbation du DRMG de la région régionale et du comité paritaire, répondre aux exigences de la présente entente;

6.7 Reconnaissance de certaines activités faites au 1^{er} septembre 2003

Lors du premier engagement d'un médecin dans le cadre de la présente entente, le DRMG de la région régionale doit reconnaître à tout médecin en pratique au 1^{er} septembre 2003 et qui le demande, comme activités médicales particulières, les activités qu'il fait au 1^{er} septembre 2003 dans les secteurs i) à iv);

6.8 Suivi

Au plus tard le 1^{er} février 2004, la Régie informe chaque médecin de son profil de pratique tel que requis par l'application des paragraphes précédents du présent article à savoir :

- La répartition de sa rémunération selon les règles de conversion apparaissant à l'annexe III des présentes selon les secteurs d'activités suivants : service d'urgence d'un centre hospitalier ou d'un CLSC du réseau de garde, soins dispensés à un patient hospitalisé en soins de courte durée, à un patient hébergé dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou dans un centre de réadaptation;
- Le nombre d'années de pratique du médecin;
- Le trimestre pendant lequel il devra entreprendre les procédures d'adhésion.

En outre, la Régie informe également les médecins qu'elle transmettra les mêmes renseignements au DRMG de la région régionale concernée, sauf dans les cas où le médecin avise la Régie dans les dix (10) jours de la réception de ces renseignements, qu'il les communiquera lui-même au DRMG.

Le médecin qui veut faire reconnaître ses activités dans le cadre du programme de soutien à domicile d'un CLSC impliquant une garde en disponibilité doit faire attester par l'établissement le nombre moyen hebdomadaire de visites à domicile qu'il effectue auprès des bénéficiaires de ce programme. Il transmet l'information au DRMG de la région régionale.

Le médecin qui a exercé dans des secteurs d'activités visés aux sous-paragraphes 6.6.1 et 6.6.2 en informe le DRMG de la région régionale et la Régie. La Régie effectue les vérifications requises en regard de l'application desdits paragraphes et en informe le médecin et le DRMG de la région régionale.

7. PROCÉDURES ET RESPONSABILITÉS

7.1 Dispositions s'appliquant au DRMG de la région régionale

Le DRMG de la région régionale s'assure du respect des procédures d'adhésion décrites à l'article 3 des présentes et des délais qui y sont spécifiés.

De plus, il s'assure du respect de l'engagement du médecin. En rapport avec l'application des dispositions de la présente entente particulière, il doit :

- faire connaître la liste des activités médicales particulières qui ont cours sur son territoire à tout médecin qui en fait la demande sauf pour celles relevant d'une instance à vocation nationale qui est déterminée par le Ministre;
- faire connaître à un médecin, s'il en est, les besoins des services d'urgence des régions voisines situés à moins de soixante-quinze (75) kilomètres de son lieu de pratique;

- recevoir l'avis de nomination du médecin ou, le cas échéant, convenir avec le médecin d'une reconnaissance de ses activités en cabinet ou dans un milieu autre qu'un établissement;
- confirmer l'adhésion du médecin et en informer la Régie ou aviser le médecin des ajustements à apporter;
- faire le suivi du respect de l'engagement du médecin adhérent en lien avec l'établissement concerné et à l'aide des informations transmises par la Régie;
- après avoir donné l'occasion au médecin de se faire entendre, prendre la décision de demander à la Régie d'appliquer la réduction selon les modalités prévues à l'article 5 des présentes;
- lorsque l'engagement du médecin concerne plus d'une régie régionale, transmettre toute information pertinente au DRMG de l'autre régie régionale intéressée. Chaque DRMG fait le suivi de la partie de l'engagement du médecin qui la concerne et informe le DRMG de la régie régionale visée au paragraphe 3.2.1 des présentes, du respect ou du non-respect, de cette partie de l'engagement du médecin.

7.2 Dispositions applicables par la Régie de l'assurance maladie du Québec

En rapport avec l'application des dispositions de la présente entente particulière, la Régie de l'assurance maladie du Québec doit :

En ce qui a trait au médecin non adhérent :

- faire l'inventaire, sur une base trimestrielle, des médecins non adhérents, et en transmettre la liste au comité paritaire;
- aviser le médecin qu'il est sujet à l'application de la réduction;
- appliquer, le cas échéant, la réduction selon les modalités prévues à la présente entente.

En ce qui a trait au médecin adhérent :

- sur demande du DRMG de la régie régionale visée au paragraphe 3.2.1 des présentes, lui transmettre ainsi qu'au médecin concerné le profil de pratique de ce dernier, profil de pratique converti en heures-services selon les règles de conversion apparaissant à l'annexe III des présentes. Ce profil vise les secteurs d'activités prévus au paragraphe 4.1 des présentes, par territoire et par établissement et est produit par trimestre pour les quatre derniers trimestres pour lesquels les données sont disponibles;
- appliquer la réduction suite à la demande du DRMG de la régie régionale et selon les modalités prévues aux présentes;
- lorsqu'un médecin exécute des activités médicales particulières sur les territoires de plus d'une régie régionale, aviser le médecin de l'identité de la régie régionale responsable de l'administration du dossier du médecin conformément au sous-paragraphe 3.2.1. sauf s'il s'agit de services dispensés dans le cadre d'une entente de jumelage, de parrainage ou en vertu du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente.

En ce qui a trait à l'évaluation du fonctionnement de la présente entente en regard des objectifs poursuivis d'une meilleure répartition des effectifs médicaux et d'une augmentation de la participation des médecins dans les secteurs d'activités i) à iv) inclusivement du paragraphe 4.1 des présentes, la Régie doit, sur la base des règles de conversion apparaissant en annexe III des présentes, transmettre au 1^{er} avril de chaque année :

- Au DRMG de la régie régionale, et sur demande, au comité paritaire, le profil de pratique de chaque médecin du territoire, profil de pratique converti en heures-services selon les règles de conversion retenues et visant les secteurs d'activités apparaissant au paragraphe 4.1 des présentes.
- Au DRMG et au comité paritaire, un tableau-synthèse, par région, et en se basant sur les règles de conversion, sur les éléments suivants :
 - nombre de médecins répondant aux exigences de base prévues à la présente entente;
 - répartition de leurs activités selon les secteurs d'activités apparaissant au paragraphe 4.1 des présentes;
 - évolution globale et par région du nombre d'heures-services dans les secteurs d'activités visés à la présente entente.

7.3 Dispositions applicables au comité paritaire

Outre les responsabilités qui lui sont dévolues par la présente entente, le comité paritaire est responsable du suivi de la présente entente. Notamment, il est responsable, en étroite collaboration avec les DRMG des régies régionales, d'évaluer le fonctionnement de l'entente eu égard à ses objectifs et de faire des recommandations aux parties le cas échéant.

8. ÉVALUATION

Les parties conviennent de procéder, au cours du trimestre allant du 1^{er} mars au 30 juin 2005 à une évaluation du fonctionnement de l'entente et du niveau d'atteinte des objectifs poursuivis par les articles de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* à savoir l'augmentation de la participation des médecins aux activités ciblées particulièrement celles des secteurs i) à iv) du paragraphe 4.1 des présentes sur la base d'une participation équitable des médecins et du respect individuel des exigences de base.

Dans le cas où l'une des deux parties évalue comme insuffisante l'atteinte des objectifs, les parties conviennent d'entreprendre des discussions pour apporter les correctifs requis.

9. DIFFÉREND

9.1 Un différend s'entend de toute mésentente relative à l'interprétation, l'application et la prétendue violation de la présente entente particulière.

9.2 En raison du rôle et des attributions qui lui sont confiées en vertu de la présente entente, une régie régionale ou, lorsqu'il y a cumul d'activités médicales particulières dans plus d'un territoire, une régie régionale de laquelle le médecin détient un avis de conformité prévue par l'entente particulière relative au respect du plan régional des effectifs médicaux, peut être partie à un différend au sens du présent article.

9.3 Un avis ou une recommandation ne peut faire l'objet d'un différend. Toutefois, est réputée constituer une décision toute recommandation ou avis d'un établissement, d'une régie régionale ou d'une régie de laquelle le médecin détient un avis de conformité prévu par l'entente particulière relative au respect du plan régional des effectifs médicaux ou d'un établissement contrevenant aux dispositions de la présente entente particulière peut faire l'objet d'un différend au sens des présentes dispositions.

9.4 Seule une décision du Ministre, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, d'une régie régionale, d'une régie de laquelle le médecin détient un avis de conformité prévu par l'entente particulière relative au respect du plan régional des effectifs médicaux ou d'un établissement contrevenant aux dispositions de la présente entente particulière peut faire l'objet d'un différend au sens des présentes dispositions.

9.5 Un médecin peut, seul ou par l'entremise de la Fédération, soulever un différend conformément à l'article 9.7 de la présente entente. Selon les modalités qu'édicte cette disposition, la Fédération peut également, de son propre chef, soulever un différend.

9.6 Nonobstant les dispositions de l'article 9.5, lorsqu'un médecin a déjà, soit par lui-même, soit par l'entremise de la Fédération, soulevé un différend, la Fédération ne peut de son propre chef soulever, au bénéfice du médecin, un différend relié à la même cause et au même objet.

9.7 Un différend peut être soulevé par le médecin ou la Fédération, agissant en son nom ou au nom du médecin, lorsque le litige se fonde, en tout ou partie, sur toutes autres dispositions contenues dans la présente entente particulière.

Lorsqu'un différend a pour objet l'imposition d'une réduction de la rémunération, ce différend doit, lorsque aucune question de cumul n'est soulevée, être dirigé, indistinctement, contre la Régie de l'assurance maladie du Québec ou la régie régionale en cause, ou les deux.

Lorsque le différend réfère à un cas de cumul d'activités médicales particulières, ce différend doit être dirigé contre la Régie de l'assurance maladie du Québec ou la régie visée au paragraphe 3.2.1 des présentes ou les deux.

Lorsque le différend est relatif à un pourvoi visé à l'article 366 de la Loi (L.R.Q., ch. S-4.2), ce différend doit être dirigé contre la régie régionale visée et la Régie de l'assurance maladie du Québec. Toutefois, lorsque le différend l'exige, un établissement peut également être partie à ce différend.

9.8 La partie contre laquelle un différend est soulevé est réputée mandataire de toutes autres parties non mises en cause, que ce soit à des fins d'assignation, d'obtention de tous les renseignements requis, du règlement du différend à toute étape de la procédure de différend ou de l'arbitrage ainsi que de l'exécution de la décision du Conseil d'arbitrage.

9.9 Advenant contestation, la régie de laquelle le médecin détient un avis de conformité prévu par l'entente particulière relative au respect du plan régional des effectifs médicaux est réputée mandataire des autres régies régionales intéressées au dossier des activités médicales particulières d'un médecin, que ce soit aux fins de l'application de l'article 9.7 qui précède ou en regard de l'administration des dispositions de la présente entente particulière relative au cumul des activités médicales particulières d'un médecin.

9.10 Le Ministre ou la Fédération peut, en tout temps, intervenir dans tout différend visé par les présentes dispositions.

9.11 La décision que l'arbitre rend relativement à un différend visé par les présentes dispositions lie, selon le cas, la Régie de l'assurance maladie du Québec, une régie régionale, un établissement, le médecin visé ainsi que les parties à la présente entente particulière.

9.12 En faisant les adaptations nécessaires, les articles 24.00 à 28.00 de l'entente générale s'appliquent à un différend logé en vertu de la présente entente particulière.

9.13 Le défaut par la Régie de l'assurance maladie du Québec, par une régie régionale de transmettre au médecin, en regard d'un trimestre, un avis prescrit en vertu de la présente entente particulière constitue un défaut qui empêche, pour le trimestre visé, l'imposition de toute réduction de sa rémunération, par l'une des parties précitées.

9.14 La procédure de différend prévue au présent article s'applique à un pourvoi visé à l'article 366 de la Loi (L.R.Q., ch. S-4.2).

9.15 Peut faire l'objet d'un différend toute mésentente dont la naissance est antérieure au 1^{er} septembre 2003. Question de forme, ce différend est, en faisant les adaptations appropriées, régi selon les dispositions du présent article. Question de fond, il est décidé selon les dispositions de l'entente particulière relative aux AMP alors en vigueur, telle que complétée selon les dispositions du paragraphe 6.4 de cette entente.

9.16 Un différend porté antérieurement au 1^{er} septembre 2003 est, questions de forme et de fond, régi selon l'entente particulière relative aux AMP alors en vigueur, telle que complétée selon les dispositions du paragraphe 6.5 de cette entente.

10. MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

10.1 La présente entente particulière remplace l'entente particulière relative aux activités médicales particulières signée le 17 décembre 1997. Elle prend effet le 1^{er} septembre 2003 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 18^e jour de mars 2004.

#PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE I

Calcul des années de pratique

Pour les fins d'application du paragraphe 4.3 des présentes, le calcul des années de pratique se fait selon les modalités suivantes :

- lorsqu'une année, ou partie de celle-ci, est antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente entente, cette année, ou partie de celle-ci, est, au bénéfice du médecin, comptabilisée depuis la date de l'obtention de son permis de pratique du Collège des médecins du Québec;
- lorsqu'une année de pratique en vigueur de la présente entente, ou partie de celle-ci, est postérieure à la date d'entrée en vigueur de l'entente, les conditions particulières suivantes reçoivent application :
 - cette année de pratique, ou partie de celle-ci, doit être complétée au Québec;
 - le médecin visé doit être considéré comme actif. Sous réserve des adaptations appropriées afin de permettre au médecin de prendre des vacances et des jours de ressourcement pour une durée totale d'au plus deux (2) mois par année, est considéré comme médecin actif tout médecin qui, mensuellement, reçoit une rémunération minimale de 4 000 \$ ou qui, bénéficiant d'une rémunération moindre, reçoit une rémunération minimale de 2 000 \$, l'activité professionnelle du médecin devant toutefois comprendre, dans ce dernier cas, un minimum de dix (10) jours de facturation. Le médecin qui répond à cette exigence mais uniquement pour une partie d'année, se voit reconnaître cette partie d'année aux fins du calcul des années de pratique;
 - les périodes d'invalidité totale, les périodes de congé de maternité ou d'adoption jusqu'à un maximum de dix-sept (17) mois (congé de maternité ou d'adoption d'une durée maximale de cinq (5) mois auquel s'ajoute, le cas échéant, un congé additionnel d'une durée maximale de douze (12) mois tenant lieu d'un congé sans solde de même durée) sont incluses dans le calcul des années de pratique. Il en va de même pour les années de pratique, quel que soit le lieu de dispensation des services, comme médecin militaire, pour le compte des Forces Armées Canadiennes;
 - lorsque l'adoption est le fait d'un couple constitué de deux (2) médecins régis selon la présente entente particulière, la durée du congé d'adoption est répartie entre les deux conjoints selon les modalités qu'ils fixent entre eux. Ils en informent la Régie;

AVIS: *Le médecin doit informer la Régie de la période de congé par une lettre auxquelles sont jointes les pièces justificatives appropriées à l'adresse suivante :*

*Service de l'admissibilité et de la révision
C.P. 15000
Sillery, Qc G1K 9H9*

- aux fins des sous-paragrophes précédents, seules les années postérieures à l'obtention du permis du Collège des médecins du Québec sont considérées comme des années de pratique.

ANNEXE II

Guide d'évaluation du volume d'activités

La détermination du volume d'activités auquel s'engage le médecin et devant apparaître à son engagement doit être basée, pour répondre à l'exigence d'une durée moyenne de douze (12) heures par semaine, sur les critères suivants (*) :

1. Service d'urgence d'un centre hospitalier ou d'un CLSC du réseau de garde :

Seize (16) quarts de garde de huit (8) heures par trimestre (le temps de débordement n'est pas inclus ni compté).

2. Soins aux patients admis en courte durée :

A) Soins dispensés dans une unité de soins de courte durée :

- Pratique solo : le médecin doit être responsable, sur une base de quarante-quatre (44) semaines par année, en moyenne de quatre (4) lits de courte durée chaque jour;
- Pratique en équipe : sur la base de quinze (15) lits par jour, une (1) semaine d'hospitalisation sur cinq (5) incluant la garde en disponibilité.

B) Soins dispensés à des patients admis par des omnipraticiens consultants ou agissant en qualité de médecins spécialistes

Le DRMG, sur recommandation du chef du département clinique de médecine générale, peut reconnaître ces activités en prenant en compte le nombre d'heures de présence du médecin dans l'établissement pour ces activités.

3. Soins dispensés à un patient en centre d'hébergement et de soins de longue durée :

- Selon le nombre d'heures lorsque le médecin est rémunéré sur une base horaire.
- S'il est rémunéré à l'acte, il assume la responsabilité des soins à quarante-cinq (45) patients en moyenne sur une base hebdomadaire.

4. Clientèles vulnérables et prioritaires :

Compte tenu de l'implantation récente de l'entente particulière relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables, les parties conviennent, de façon provisoire, de proposer le nombre de quatre cents (400) patients vulnérables au sens de l'entente particulière visée.

Aux fins de ce calcul, pourront être prises en compte les clientèles prioritaires au sens du paragraphe 4.1 de l'entente particulière relative aux AMP. Le DRMG de la régie régionale pourra également tenir compte, aux fins de ce calcul, des caractéristiques socio-démographiques de la clientèle du médecin.

Ce critère provisoire fera l'objet d'une révision par les parties d'ici le 31 décembre 2004.

D'ici à ce que cette révision soit complétée, les dispositions de l'article 5 de l'entente relative aux AMP ne peuvent, sans l'approbation du comité paritaire, s'appliquer pour le motif que le médecin compte parmi sa clientèle moins de quatre cents (400) patients vulnérables.

5. Programme de soutien à domicile :

Dix (10) visites à domicile par semaine sur une base de quarante-quatre (44) semaines par année auprès de bénéficiaires faisant partie du programme de soutien à domicile du CLSC. Attestation annuelle de l'établissement concerné et, le cas échéant, sur demande du DRMG de la régie régionale.

(*) Dans la mesure où un médecin cumule des activités dans plus d'un des secteurs apparaissant à la présente annexe, le DRMG de la régie régionale fait les ajustements appropriés.

6. Services médicaux en obstétrique :

Nomination avec privilèges en obstétrique.

7. Garde en disponibilité pour les secteurs ii) et iii) :

La garde en disponibilité n'est reconnue que les semaines où elle est rémunérée. Chaque forfait versé pour une garde de huit (8) heures est comptabilisé à deux heures et demie (2.5).

8. Dépannage :

- Temps réel de services cliniques selon les critères apparaissant ci-dessus.
- Le temps de déplacement est comptabilisé.

ANNEXE III

Proposition préliminaire

Règles de conversion

Dans le but de fournir aux DRMG et au comité paritaire des données dans une certaine mesure uniformisées et comparables et de traduire les données sur la rémunération des médecins en heures, comptée comme ayant été payée selon le tarif de base, la Régie de l'assurance maladie du Québec se base sur les règles de conversion qui suivent :

- Garde sur place (CH et CLSC du réseau de garde) temps réel à partir des forfaits ou si rémunération selon le mode de l'acte selon un tarif horaire établi à 90,90 \$.
- Garde en disponibilité : selon le nombre de forfaits de garde versé, chaque forfait équivalent à deux heures et demie (2.5).
- Obstétrique : nomination avec privilèges en obstétrique équivaut à douze (12) heures par semaine.
- Malade admis : trente (30) minutes par examen.
- Anesthésie : temps réel ou, si rémunération à l'acte, sur la base d'un tarif horaire de 90,90 \$.
- CHSLD, CR : selon le nombre d'heures ou, si rémunération à l'acte, sur la base d'un tarif horaire de 90,90 \$.

EP - PROFESSION DANS OU AUPRÈS D'UN CLSC

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE AUX MÉDECINS QUI EXERCENT LEUR PROFESSION DANS OU AUPRÈS D'UN CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions applicables au médecin qui exerce sa profession dans ou auprès d'un centre local de services communautaires.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique au médecin qui exerce sa profession dans ou auprès de l'établissement susmentionné, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

3.01 Le médecin qui exerce sa profession dans un centre local de services communautaires est rémunéré de façon exclusive, soit à honoraires fixes s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit au tarif horaire s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération, soit à l'acte;

AVIS : *L'établissement doit faire parvenir à la Régie, un avis de service selon son mode de rémunération : **honoraires fixes (n° 1897) ou tarif horaire (n° 3547).***

*Si le médecin choisit le mode à l'acte et qu'il effectue de la garde dans un CLSC du réseau de garde intégré, un avis de service **n° 3547** doit être rempli en mentionnant qu'il s'agit de cette présente entente particulière.*

3.02 Malgré le paragraphe précédent, le médecin qui opte pour le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire peut, au moment de sa nomination ou du renouvellement de sa nomination, choisir, sur recommandation du chef du service médical ou du médecin responsable et avec l'approbation de l'établissement, le mode de l'acte lorsqu'il exerce dans le cadre des services médicaux sans rendez-vous, dans le cadre du service d'urgence d'un centre local de services communautaires du réseau de garde ou dans le cadre du programme de maintien à domicile. **Le médecin peut aussi opter pour le mode de l'acte lorsqu'il dispense des services médico-administratifs visés à l'annexe XIII de l'Entente.**

AVIS : *L'établissement doit préciser le mode de rémunération à l'acte sur l'avis de service si le médecin qui détient une nomination à tarif horaire ou à honoraires fixes choisit le mode de l'acte lorsqu'il effectue une ou des activités ci-haut mentionnées. L'établissement doit également cocher tous les jours ou samedi, dimanche et jours fériés, s'il s'agit du service d'urgence ou de services médicaux sans rendez-vous.*

3.02.1 Le médecin visé au paragraphe 3.02 peut, au moment de sa nomination ou du renouvellement de sa nomination, choisir, sur approbation du chef de département clinique de médecine générale, le mode de l'acte lorsqu'il effectue des interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.);

3.02.2 Le choix du médecin d'être rémunéré à l'acte selon le paragraphe 3.02.1, inclut tous les services médicaux alors dispensés;

3.02.3 Lorsque le médecin opte pour une rémunération à l'acte selon les paragraphes 3.02.1 et 3.02.2, il ne peut, pour une même plage d'heures, telle qu'indiquée selon le *Règlement sur les formules et les relevés d'honoraires relatif à la Loi sur l'assurance maladie*, facturer selon ce mode et celui du tarif horaire ou des honoraires fixes;

3.02.4 Le médecin qui détient une nomination de l'établissement selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire peut choisir en cours de nomination le mode de l'acte tel qu'apparaissant aux sous-paragraphes précédents :

- a) s'il détient cette nomination au 1^{er} février 2002;
- b) si le programme d'I.V.G. n'était pas offert par l'établissement au moment de sa nomination.

Cette option ne peut s'exercer qu'une seule fois.

3.03 Exceptionnellement, le médecin qui détient un avis de service rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou du tarif horaire peut choisir, en cours de nomination, le mode de l'acte lorsqu'il exerce dans le cadre des services médicaux sans rendez-vous ou dans le cadre du service d'urgence d'un centre local de services communautaires du réseau de garde.

Le présent paragraphe ne reçoit application que si, à la date de la nomination ou du renouvellement de nomination en cours :

- a) le centre local de services communautaires n'offrait pas de services médicaux sans rendez-vous, ou
- b) le centre local de services communautaires n'offrait pas de services médicaux sans rendez-vous les samedi, dimanche, jours fériés ou pendant une période située au-delà de 18H00.

3.04 Une option de rémunération à l'acte au sens du présent article peut, selon ce qu'atteste l'avis de service, permettre la rémunération à l'acte tous les jours de la semaine ou limiter celle-ci uniquement aux samedi, dimanche et jours fériés.

4.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PRESCRITES

AVIS : *Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 002030 *Services cliniques*
- 002031 *Étude de dossiers*
- 002032 *Rencontres multidisciplinaires*
- 002037 *Planification - programmation - évaluation*
- 002043 *Tâches médico-administratives et hospitalières*
- 002055 *Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)*
- 002079 *Services anesthésiques / obstétricaux exempts du plafond trimestriel (Annexe IX de l' Entente)*
- 002098 *Services de santé durant le délai de carence*

4.01 Le nombre d'heures que comporte obligatoirement la nomination d'un médecin rémunéré selon le mode du tarif horaire est d'au moins dix-sept heures et demie (17 ½) par semaine. Cette nomination ne peut toutefois comporter, sur une base hebdomadaire, détermination d'un nombre d'heures supérieur à trente-cinq (35) heures.

4.02 Toutefois, malgré ce qui précède, la nomination d'un médecin peut, outre les cas prévus au paragraphe 10.07A de l'Entente, comporter un nombre d'heures inférieur à dix-sept heures et demie (17 ½) par semaine si le comité paritaire autorise pareille dérogation.

4.03 Un programme spécifique sous la responsabilité d'un CLSC peut être couvert par les modalités de rémunération prévues à la présente entente. Toutefois, le CLSC, le programme spécifique, la banque d'heures annuelle allouée à ce programme ainsi que, le cas échéant, les conditions particulières de rémunération, doivent être convenus par accord des parties et inscrits à l'annexe de la présente entente.

AVIS : *Pour le programme Centre anti-poison, veuillez utiliser les codes d'activités de l'entente particulière relative à la santé publique :*

- 005015 *Examens relatifs à l'hépatite C*
- 005025 *Dépistage cancer du sein*
- 005029 *Garde en disponibilité (voir avis sous art. 5.01)*
- 005032 *Transfert chez les médecins des connaissances en santé publique*
- 005037 *Planification, élaboration, et implantation des programmes*
- 005043 *Tâches médico-administratives et hospitalières*
- 005047 *Évaluation de l'impact des programmes*
- 005067 *Expertise conseil, information et coordination*
- 005088 *Programme de vaccination contre le méningocoque*
- 005098 *Services de santé durant le délai de carence*
- 006030 *Services cliniques incluant **Situation de sinistre, de catastrophe et d'épidémie***

5.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

5.01 La garde en disponibilité est rémunérée à l'acte selon les dispositions prévues par l'Entente.

AVIS : Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire la lettre « E » dans la case C.S.

Pour le programme Centre anti-poison, utiliser le code d'activités 005029 (Garde en disponibilité). Pour les heures travaillées, inscrire le nombre correspondant sous HEURES TRAVAILLÉES.

Heures travaillées	Nombre correspondant
1.	0,13
2.	0,25
3.	0,38
4.	0,50
5.	0,63
6.	0,75
7.	0,88
8.	1,00

6.00 COMITÉ PARITAIRE

6.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'Entente remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre de la présente entente particulière.

6.02 Outre les fonctions générales déjà prévues, le comité a également pour fonction de statuer sur les demandes de nomination comportant un nombre d'heures inférieur à dix-sept heures et demie (17 ½) et qui doivent, en vertu du paragraphe 4.02, recevoir son approbation avant que l'établissement ne puisse y donner suite.

6.03 L'établissement doit fournir au comité les circonstances particulières qui justifient une demande de nomination visée au présent article.

7.00 MESURES TRANSITOIRES

7.01 Le médecin qui, en date du 1^{er} septembre 1998, sera éligible, au moment du renouvellement de sa nomination, à se prévaloir des dispositions du paragraphe 3.02 de cette entente relativement au programme de maintien à domicile, peut, en tout temps dans les douze (12) premiers mois suivant cette date, se prévaloir de l'option que comporte en cette matière ce paragraphe.

8.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

8.01 La présente entente particulière prend effet le 30 octobre 1994. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

*A - EP - PROFESSION DANS OU AUPRÈS D'UN CLSC***ANNEXE I****Programme spécifique (par. 4.03)**

	CLSC	PROGRAMME	BANQUE D'HEURES
94519	CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières	Centre anti-poison (condition particulière : application des arts 3.00 et 4.00 de l'entente particulière relative à la santé publique)	3 240

EP - UMF

ENTENTE PARTICULIÈRE

AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI, DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE FORMATION EN MÉDECINE FAMILIALE, EXERCE SA PROFESSION DANS OU AUPRÈS D'UNE UNITÉ DE MÉDECINE FAMILIALE DÉSIGNÉE ET Y DISPENSE DES SERVICES MÉDICAUX

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans le cadre d'un programme de formation en médecine familiale, exerce sa profession dans ou auprès d'une unité de médecine familiale visée aux présentes et y dispense des services médicaux.

1.02 L'annexe I ci-jointe contient la liste des établissements qui exploitent un centre ayant une unité de médecine familiale et précise, pour chaque établissement, le nombre d'heures alloué pour les services de supervision et le nombre d'heures alloué pour les activités académiques pour une période annuelle d'application débutant le 1^{er} janvier de chaque année.

1.03 Pour être éligible à une désignation selon la présente entente particulière, une unité de médecine familiale doit être lourde. Est ainsi qualifiée, toute unité de médecine familiale qui est responsable, vis-à-vis d'une faculté de médecine ou d'un département universitaire de médecine familiale, de l'ensemble d'un programme de formation en médecine familiale, notamment sa mise en oeuvre et sa réalisation.

1.04 La désignation d'un établissement et d'une unité de médecine familiale s'effectue par le biais d'un accord conclu selon le paragraphe 17.07 de l'Entente.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activité pertinent qui est inscrit à chacun des sous-paragrophes.*

3.01 Sous réserve du paragraphe 3.02, la rémunération prévue par la présente entente particulière couvre les services dispensés aux malades inscrits de la clinique externe relevant de l'unité de médecine familiale désignée, c'est-à-dire :

1. Les services cliniques :

- la dispensation des services médicaux et les activités clinico-administratives qui s'y rapportent; (*Code d'activités 051030*)
- les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation des soins à un patient; (*Code d'activités 051032*)
- les activités médico-administratives et hospitalières. (*Code d'activités 051043*)

2. Les activités de supervision :

Les périodes entières où un enseignant est affecté à la supervision, par observation directe ou par discussion de cas, des étudiants et des résidents; ces périodes peuvent inclure des activités académiques ou cliniques lorsque celles-ci sont conciliables avec la supervision. (*Code d'activités 051069*)

3. Les activités académiques :

- 3.1 L'encadrement clinique et pédagogique, y compris l'enseignement théorique formel; (Code d'activités 051068)
- 3.2 L'analyse et l'évaluation des dossiers médicaux à des fins d'enseignement clinique; (Code d'activités 051031)
- 3.3 La gestion administrative spécifique de l'u.m.f.; (Code d'activités 051028)
- 3.4 Le développement d'instruments cliniques ou pédagogiques. (Code d'activités 051027)

3.02 Le médecin peut, au moment de sa nomination ou du renouvellement de celle-ci, ou encore au moment de l'adhésion de l'établissement à l'entente, opter pour le mode du tarif horaire ou pour celui des honoraires fixes lorsqu'il dispense des soins aux malades admis. (Code d'activité 063030 - Services cliniques - **malades admis**)

AVIS : Dans ce cas, le médecin doit s'assurer que l'établissement coche la case « Patient admis UMF » à son avis de service à transmettre à la Régie.

Les soins aux malades admis, au sens du présent paragraphe, ne comprennent pas les soins médicaux dont la dispensation est régie par une entente particulière, notamment celles ayant pour objet les soins coronariens ou intensifs, les soins psychiatriques, les soins palliatifs ainsi que les soins gériatriques. Toutefois, lorsqu'ils ne sont pas régis par entente particulière, ces soins sont rémunérés selon les modalités prévues à l'Entente.

Enfin, une rémunération au sens du présent paragraphe ne couvre ni un accouchement, ni un acte d'assistance opératoire.

3.03 Cette rémunération ne couvre pas la dispensation des services médicaux qui est effectuée par le médecin dans le service d'urgence de première ligne ou dans une clinique externe physiquement distincte de celle relevant de l'unité de médecine familiale désignée..

Toutefois, cette rémunération à tarif horaire ou à honoraires fixes, selon le cas, couvre les visites à domicile que le médecin est appelé à effectuer pendant une période où il est rémunéré selon l'un de ces modes.

4.00 MODE DE RÉMUNÉRATION

4.01 Malgré l'article 17.00 de l'Entente, le médecin qui exerce sa profession dans le cadre de l'unité de médecine familiale est, pour les activités décrites à l'article précédent et selon l'option exercée en vertu de son paragraphe 3.02, rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit au tarif horaire s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération.

Le médecin doit être détenteur d'un titre universitaire.

Malgré le premier alinéa ci-dessus, le médecin peut opter pour le mode de l'acte lorsqu'il dispense des services médico-administratifs visés à l'annexe XIII de l'Entente.

AVIS : Lorsque le médecin opte pour l'acte pour les services médico administratifs (Annexe XIII), il ne doit pas réclamer de rémunération à tarif horaire ou à honoraires fixes pour la période de temps où il dispense ces services.

4.02 Par accord des parties, le nombre d'heures alloué à un établissement pour les activités professionnelles de supervision et académiques visées aux présentes est, sur une base annuelle, déterminé par le Ministre, sur recommandation du comité paritaire. Le nombre d'heures ainsi déterminé se subdivise en deux banques distinctes, la première devant rémunérer les services de supervision décrits à l'alinéa 2 du paragraphe 3.01 et la seconde, les activités académiques décrites à l'alinéa 3 du paragraphe 3.01.

4.03 Le transfert d'heures de la banque relatives aux services de supervision à la banque devant servir à rémunérer les activités académiques doit être approuvé par le comité paritaire.

4.04 Le nombre d'heures alloué à chaque établissement pour les services cliniques tels que décrits à l'alinéa 1 du paragraphe 3.01 est déterminé par le comité paritaire. Toute modification à ce nombre d'heures relève également du comité paritaire.

4.05 Le comité paritaire informe l'établissement et la Régie du nombre d'heures alloué pour les activités cliniques.

4.06 La répartition entre les médecins du nombre d'heures alloué pour les activités professionnelles de supervision, académiques ainsi que du nombre d'heures alloué pour les activités cliniques est déterminée par le chef de l'unité de médecine familiale et entérinée par le chef du département de médecine générale.

4.07 L'établissement informe la Régie du nom des médecins visés par la présente entente particulière ainsi que de leur mode respectif de rémunération. La Régie doit également être informée du nom des médecins qui se prévalent des dispositions du paragraphe 3.02.

4.08 Aux fins de l'application du présent article, la Régie informe mensuellement les parties négociantes ainsi que les chefs des unités de médecine familiale concernées du suivi de l'utilisation des différentes banques d'heures.

5.00 COMITÉ PARITAIRE

5.01 Outre les fonctions qui lui sont dévolues par l'article 32.00 de l'Entente relativement à la mise en oeuvre de la présente entente particulière, le comité détermine les modalités de transfert d'heures de la banque relatives aux services de supervision à la banque allouée pour la rémunération des activités académiques, dont les règles de conversion et la période couverte par le transfert.

6.00 ADHÉSION ET RETRAIT

6.01 Le présent article a pour objet de déterminer les modalités d'adhésion à la présente entente particulière, ou de retrait de celle-ci, d'un établissement qui opère une unité de médecine familiale, désignée aux fins des présentes.

6.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement par l'établissement ainsi que par la majorité des médecins qui exercent leur profession dans ou auprès de l'unité de médecine familiale.

6.03 Le choix d'adhérer à la présente entente particulière doit, pour être valable, recevoir l'appui des médecins qui exercent leur profession dans ou auprès de l'unité de médecine familiale concernée et qui, en termes d'heures, assument la majorité des activités professionnelles qui s'y exercent.

6.04 Une demande ayant pour objet le retrait d'une unité de médecine familiale requiert, outre l'approbation des parties, celle de l'établissement qui exploite l'unité de médecine familiale ainsi que celle des médecins qui assument la majorité des services.

6.05 Par exception, lorsqu'il y a désaccord relativement à l'adhésion ou au retrait de la présente entente particulière, ce désaccord peut être soumis au comité paritaire afin qu'il recommande aux parties, s'il y a lieu, l'inclusion ou l'exclusion de l'unité de médecine familiale visée.

6.06 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie, l'établissement qui opère l'unité de médecine familiale ainsi que les médecins concernés.

7.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière du 8 septembre 1994. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 29^e jour de septembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - UMF

ANNEXE I

Liste des établissements et des banques d'heures allouées aux fins de l'entente particulière concernant les unités de médecine familiale.

Établissements		Banques	
		Supervision	Activités académiques
Région 01 : Bas St-Laurent			
93442	Centre d'hébergement et de services communautaires de l'Estuaire (99-05-19)	6059	2025
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean			
02473	Complexe hospitalier de la Sagamie (97-01-01)	7457	2391
Région 03 : Québec			
Centre hospitalier universitaire de Québec			
02133	- Pavillon CHUL (97-01-01)	5479	1981
02103	- Pavillon St-François d'Assise (97-01-01)	4786	1778
95082	CLSC Haute-Ville (98-12-31)	4764	1773
02063	Hôpital Laval (97-01-01)	4994	1818
02033	Hôpital de l'Enfant-Jésus, Hôpital de l'Enfant-Jésus (97-01-01)	4561	1718
Région 05 : Estrie			
01163	Centre universitaire de santé de l'Estrie (97-01-01)	4625	1348
Région 06 : Montréal-Centre			
00153	Hôpital Maisonneuve-Rosemont (97-01-01)	7192	2338
00203	Centre hospitalier universitaire de Montréal, Pavillon Notre-Dame (97-01-01)	5944	2000
00273	Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal (97-01-01)	5874	2022
00113	Hôpital Général Juif-Sir Mortimer B. Davis (97-10-01)	8315	2545
00363	Centre hospitalier Angrignon (97-01-01)	6443	2135
00313	Centre hospitalier de St. Mary (98-01-01)	12 588	3540
Région 07 : Outaouais			
07693	Centre hospitalier de Gatineau (97-03-10)	3380	1310
Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine			
03283	Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Gaspé (97-01-01)	1832	1094
Région 13 : Laval			
00443	Cité de la Santé de Laval (97-01-01)	6378	2104
Région 16 : Montérégie			
00953	Hôpital Charles Lemoyne (97-01-01)	7162	2349

AVIS : L'Annexe I est modifiée par les Accords suivants : n^{os} 207, 212, 231, 242, 288 et 316

EP - ÉVALUATION MULTIDISCIPLINAIRE

ENTENTE PARTICULIÈRE

AYANT POUR OBJET LA RÉMUNÉRATION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE EFFECTUÉE, POUR LE COMPTE D'UNE RÉGIE RÉGIONALE, DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION MULTIDISCIPLINAIRE DE PERSONNES EN ATTENTE D'HÉBERGEMENT

PRÉAMBULE

Dans le cadre de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., c. A-29), la présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 Objet

1.01 Cette entente particulière a principalement pour objet de déterminer les modalités de rémunération de l'activité professionnelle que le médecin exerce, pour le compte d'une régie régionale, dans le cadre de l'évaluation multidisciplinaire des besoins des personnes en attente d'hébergement et des services que celles-ci requièrent;

1.02 Cette évaluation multidisciplinaire intervient postérieurement à l'examen d'évaluation médicale du patient en perte d'autonomie effectuée par le médecin traitant.

2.00 Rémunération

2.01 L'activité professionnelle visée aux présentes est rémunérée selon le mode du tarif horaire;

AVIS : *Utiliser les codes d'activités :*

- 050032 *Rencontres multidisciplinaires).*
- 050043 *Tâches médico-administratives et hospitalières)*

2.02 Le médecin qui est déjà détenteur, pour le compte d'un établissement, d'une nomination à honoraires fixes est, en rémunération de l'activité professionnelle visée par la présente entente, selon l'option qu'il exerce, rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire. Une option au sens du présent paragraphe vaut pendant toute la durée du mandat du médecin;

2.03 Cette entente tient lieu de nomination et autorisation permettant à un médecin d'être rémunéré;

AVIS : *Pour le professionnel rémunéré à honoraires fixes, la Régie régionale doit fournir à la Régie de l'assurance maladie un AVIS DE SERVICE (formulaire n° 1897).*

2.04 L'autorisation tenant lieu de nomination ne comporte, à l'endroit du médecin rémunéré à honoraires fixes, ni détermination d'une qualité quelconque, ni détermination d'un période régulière d'activités professionnelles.

3.00 Présomption

3.01 Aux fins de l'application des modalités relatives à la rémunération différente ainsi qu'aux fins de la mise en oeuvre de l'entente relative aux activités médicales particulières, la dispensation des services professionnels visés aux présentes est réputée avoir été effectuée en centre d'hébergement et de soins de longue durée;

3.02 Lorsque l'évaluation multidisciplinaire visée aux présentes est effectuée dans un lieu de pratique différent du principal lieu de pratique du médecin et que cette circonstance a pour effet d'affecter à la baisse la rémunération prévue par l'Entente pour l'évaluation multidisciplinaire en cause, peu importe que ce soit en regard de la rémunération de base ou de celle différente (115 %) prévues par l'Entente, cette évaluation est, aux fins de l'application des modalités relatives à la rémunération différente, réputée avoir été effectuée sur le territoire où est situé le principal lieu de pratique du médecin.

AVIS : *Inscrire « A » dans la case C.S. et dans la case RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES, inscrire le numéro de la localité du lieu de pratique, la date des services, la période de référence, s'il y a lieu (de 1 à 45) ainsi que la durée en heures lorsque différente des heures facturées.*

4.00 Banque annuelle

4.01 Pour la rémunération des services professionnels visés aux présentes, chaque régie régionale se voit octroyer, annuellement, une banque d'heures. Le nombre d'heures apparaissant à cette banque est maximal;

4.02 Le nombre d'heures d'une banque est déterminé en fonction de la quantité de dossiers à évaluer et du temps requis à cette fin, selon les normes définies par le Ministre de la Santé et des Services sociaux. Ces normes ont pour objet de permettre une détermination adéquate du nombre d'heures d'une banque. Elles sont établies après consultation auprès de la Fédération.

4.03 Pour une période annuelle d'application débutant le 1^{er} janvier de chaque année, le nombre d'heures alloué à chaque régie régionale est celui apparaissant en annexe I de la présente entente particulière.

5.00 Répartition

5.01 La répartition adéquate entre les médecins d'une banque d'heures ainsi que la détermination des obligations qui en découlent relèvent de l'autorité de la régie régionale concernée.

6.00 Facturation

6.01 Tout relevé d'honoraires relatif à une activité professionnelle visée aux présentes est complété selon la procédure habituelle.

AVIS : *Le numéro attribué à la régie régionale concernée doit être utilisé dans la case NO D'ÉTABLISSEMENT.*

7.00 Révision

7.01 Toute banque d'heures doit être réévaluée, annuellement, à partir des données fournies par la régie régionale concernée, dont le nombre de dossiers;

7.02 Une banque d'heures peut, pour cause, être réévaluée en cours d'année;

7.03 Une banque d'heures qui fait l'objet d'une réévaluation en vertu du paragraphe 7.01 demeure en vigueur au-delà de la période annuelle pour laquelle elle a été octroyée, et ce jusqu'à ce que la réévaluation en cause ait été complétée;

7.04 Le rajustement d'une banque d'heures est effectué par les parties sur recommandation du comité paritaire. À cette fin, les parties procèdent par accord conclu selon le paragraphe 17.07 de l'Entente.

8.00 Entrée en vigueur

8.01 La présente entente particulière remplace l'entente du 8 septembre 1994. Elle prend effet le 1^{er} janvier 1997 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal, ce 16^e jour de décembre 1997.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - ÉVALUATION MULTIDISCIPLINAIRE

ANNEXE I

Banques annuelles d'heures allouées pour les services médicaux dispensés dans le cadre de l'évaluation des besoins des personnes en attente d'hébergement et des services qu'elles requièrent.

Pour la période annuelle d'application débutant le 1^{er} janvier et se terminant le **31 décembre**, les banques d'heures allouées se détaillent comme suit :

Régie régionale de la santé et des services sociaux	Heures	Régie régionale de la santé et des services sociaux	Heures
01 Bas St-Laurent	640	09 Côte-Nord	245
02 Saguenay / Lac-Saint-Jean	486	10 Nord-du-Québec	----
03 Québec	988	11 Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	180
04 Mauricie / Bois-Francs	700	12 Chaudière-Appalaches	600
05 Estrie	390	13 Laval	300
06 Montréal-Centre	2 300	14 Lanaudière	375
07 Outaouais	350	15 Laurentides	420
08 Abitibi-Témiscamingue	210	16 Montérégie	1 231

AVIS : Les sous-paragrophes 4.03 et 8.01 sont modifiés par l'Amendement n° 59.

*EP - SOINS PALLIATIFS***ENTENTE PARTICULIÈRE**

RELATIVE AUX CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI, DANS UN ÉTABLISSEMENT QUI EXPLOITE UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX OU SPÉCIALISÉS OU DANS UNE MAISON PRIVÉE LIÉE PAR UNE ENTENTE DE SERVICES AVEC UN ÉTABLISSEMENT, DISPENSE DES SERVICES PROFESSIONNELS EN SOINS PALLIATIFS

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés exploité par un établissement identifié à l'annexe I des présentes, dispense des services professionnels dans ou auprès d'une unité de soins palliatifs ou au sein d'une équipe médicale responsable de ces soins.

À moins d'indication contraire, l'annexe I des présentes comprend, pour cet établissement, l'ensemble de ses installations.

1.02 Cette entente particulière a également pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans une maison privée liée par une entente de services conclue avec un établissement identifié à l'annexe I des présentes, conformément aux articles 108 et 109 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (L.Q., 1991, c. 42), dispense des services professionnels en soins palliatifs.

1.03 L'annexe I des présentes, outre l'identification de l'établissement ou de la maison privée liée par une entente de services, comprend également la description des unités ou équipes médicales.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

3.01 La rémunération, selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire, prévue à la présente entente, couvre :

- a) la dispensation des services médicaux effectués par le médecin pour un patient admis ou pour un patient pour qui une demande d'admission a été présentée, y compris la consultation en soins palliatifs demandée par le médecin traitant au bénéfice de ce patient qui requiert des soins palliatifs;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins palliatifs à un patient admis ou au patient pour qui une demande d'admission a été présentée;
- c) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique et aux rencontres avec le médecin de famille ou un proche du patient admis;

- d) les activités professionnelles d'expertise dans le domaine du traitement de la douleur que le médecin est appelé à dispenser, à la demande du médecin traitant, à un patient inscrit, ou à domicile et qui requiert des soins palliatifs.

AVIS: Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 053030 Services cliniques
- 053032 Rencontres multidisciplinaires.
- 053043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 053055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice).
- 053063 Garde sur place
- 053067 Expertise professionnelle
- 053071 Garde sur place effectuée à même les 35 premières heures d'activités (tarif horaire).
- 053098 Services de santé durant le délai de carence

Remarque : Le code 053030 est autorisé pour un patient en résidence privée en attente d'entrer en établissement pour soins palliatifs. Le médecin facture alors avec le code de l'établissement.

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin qui assure la dispensation des activités professionnelles visées aux présentes est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit au tarif horaire, s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération.

4.02 Aux fins de l'application de l'annexe XIV de l'Entente, lorsqu'il s'agit de pourvoir à la dispensation de soins médicaux immédiatement requis ou de soins médicaux dont la dispensation est rendue nécessaire par l'état ou la condition du patient admis, le chef du département de médecine générale, ou le médecin qui le remplace, peut, avec l'accord de l'établissement, s'il existe des circonstances particulières dans l'unité, autoriser, au bénéfice d'un médecin dont la réquisition de services entraîne ou est susceptible d'entraîner le dépassement du nombre maximal d'heures prévu au paragraphe 5.02 de ladite annexe, des heures additionnelles d'activités professionnelles.

Ces heures additionnelles sont réputées être des heures de garde sur place. La facturation de ces heures se fait selon la colonne 2 prévue au paragraphe 5.01 et suit les règles d'application apparaissant aux paragraphes 5.03 et 5.05 de ladite annexe. L'établissement informe la Régie de cette autorisation.

Il en est de même, aux fins de l'application de l'annexe VI de l'Entente, lorsqu'une telle réquisition de services entraîne un dépassement de la période régulière d'activités professionnelles telle que prévue à l'avis de service. La facturation de ces heures se fait selon les modalités de rémunération de la garde sur place.

AVIS : Veuillez utiliser le code d'activités 053070 : Situation d'exception, soins médicaux immédiatement requis. Le médecin doit s'assurer que l'établissement informe la Régie (Service du règlement de la rémunération à honoraires forfaitaires, dépôt de courrier 19), de son autorisation avant de facturer les heures concernées.

5.00 NOMBRE D'HEURES ALLOUÉ

5.01 Le nombre d'heures qui est alloué sur base annuelle, à un établissement ou à une maison identifiés à l'annexe I de la présente entente particulière pour l'ensemble des activités professionnelles visées aux présentes, est déterminé par le Ministre, sur recommandation du comité paritaire prévu à l'article 7.00 de la présente entente particulière.

5.02 La répartition de ce nombre d'heures est déterminée par le chef de département de médecine générale, après consultation des médecins concernés.

5.03 L'établissement informe la Régie du nom des médecins visés par la présente entente particulière et de leur mode de rémunération.

6.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

6.01 La garde en disponibilité est rémunérée selon les dispositions prévues à l'entente générale.

AVIS : Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire un « E » dans la case C.S.

7.00 COMITÉ PARITAIRE

7.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre d'une entente particulière

8.00 ADHÉSION ET RETRAIT

8.01 Le présent article a pour objet de déterminer, pour un établissement ou une maison, les modalités d'adhésion à la présente entente particulière et les modalités de retrait de celle-ci.

8.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement, par l'établissement visé et la maison, le cas échéant, ainsi que par la majorité des médecins qui y exercent leur profession dans ou auprès de l'unité ou au sein de l'équipe. Cette demande est transmise par écrit au Ministre et à la Fédération.

8.03 Suite à son adhésion à la présente entente, l'établissement procède aux nominations prévues au paragraphe 4.01 et en informe la Régie conformément au paragraphe 5.03.

8.04 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement ou d'une maison de la présente entente particulière requiert, outre l'assentiment de l'établissement, de la maison et des médecins concernés, l'accord des parties.

8.05 Advenant une dissidence entre les médecins concernés quant à leur adhésion ou retrait de la présente entente, le comité paritaire prévu à l'article 7.00 des présentes fait ses recommandations au Ministre et à la Fédération.

8.06 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement, la maison et les médecins concernés.

9.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

9.01 La présente entente particulière prend effet le 30 octobre 1994 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - SOINS PALLIATIFS

ANNEXE I

Liste des établissements désignés aux fins de l'entente particulière relative aux conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un établissement qui exploite un centre hospitalier de soins généraux ou spécialisés ou dans une maison privée liée par une entente de services avec un établissement, dispense des services professionnels en soins palliatifs.

		Accord	Date
Région 01 : Bas St-Laurent			
03340	Centre hospitalier régional de Rimouski	125	95-04-30
03040	L'Hôpital de Notre-Dame de Fatima	125	95-04-01
Région 02 : Saguenay / Lac-Saint-Jean			
02520	Hôtel-Dieu de Roberval	237	98-01-01
Région 03 : Québec			
02030	Centre hospitalier affilié universitaire de Québec:- Pavillon Enfant Jésus	245	98-01-01
02100	- Pavillon Saint-François d'Assise	478	02-09-01
02120	- Hôpital du Saint-Sacrement	485	02-10-28
02370	Centre hospitalier de Charlevoix	123	95-01-01
02310	Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie	123	95-02-26
	Centre hospitalier universitaire de Québec :		
02040	- Pavillon l'Hôtel-Dieu de Québec	245	98-01-01
02130	- Pavillon Centre hospitalier de l'Université Laval	245	98-01-01
02060	Hôpital Laval	202	97-01-01
07720	La Maison Michel Sarrazin	125	95-04-30
Région 04 : Mauricie / Bois-Francs			
	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :		
01820	- Pavillon St-Joseph	245	98-01-01
	Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie :		
01850	- Centre hospitalier régional de la Mauricie	245	98-01-01
Région 05 : Estrie			
	Centre universitaire de santé de l'Estrie :		
01160	- Site Fleurimont	245	98-01-01
01100	- Site Bowen	245	98-01-01
	CLSC - Centre hospitalier et d'hébergement Memphrémagog :		
01060	- CH et CHSLD de Memphrémagog	373	99-12-14
Région 06 : Montréal-Centre			
	Centre hospitalier Angrignon :		
00360	- Centre hospitalier de Verdun	245	98-01-01
	Centre hospitalier de l'Université de Montréal :	422	01-01-31
00060	- Hôtel- Dieu du CHUM		
00200	- Hôpital Notre-Dame du CHUM		
00300	- Hôpital St-Luc du CHUM		
00310	Centre hospitalier de St-Mary	140	95-04-30
00180	Hôpital Général de Montréal	237	97-04-18

		Accord	Date
Région 06 : Montréal-Centre (suite)			
00100	Hôpital Jean-Talon	395	00-06-25
00150	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	125	95-03-12
00250	Hôpital Royal Victoria	125	95-04-30
00270	Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	331	99-04-12
00110	L'Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis	163	95-11-01
00280	Centre hospitalier de Lachine	377	00-01-17
00400	Hôpital Général du Lakeshore	470	02-04-15
00350	Hôpital Santa Cabrini	495	03-04-01
Région 07 : Outaouais			
07690	Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais,	446	01-07-16
01260	- Pavillon de Gatineau (98-01-01)		
	- Pavillon de Hull (01-07-16)		
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
01500	Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	123	95-01-01
Région 12 : Chaudière-Appalaches			
02800	Centre hospitalier de la région de l'Amiante	125	95-04-30
02870	Centre hospitalier Beauce-Etchemin	133	95-04-30
03000	Hôtel-Dieu de Lévis	123	95-01-01
03030	Hôtel-Dieu de Montmagny	125	95-04-30
Région 13 : Laval			
00440	Cité de la Santé de Laval	122	95-01-01
Région 14 : Lanaudière			
01410	Centre hospitalier Le Gardeur	122	95-01-01
00850	Centre hospitalier régional Delanaudière	366	99-11-22
Région 15 : Laurentides			
	Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle :		
01420	- Centre de Mont-Laurier	245	98-01-01
00780	- Centre de l'Annonciation	245	98-01-01
01270	L'Hôpital d'Argenteuil	125	95-04-30
01440	Hôtel-Dieu de St-Jérôme	230	97-08-31
01430	Centre hospitalier Laurentien	357	99-09-02
Région 16 : Montérégie			
07530	Centre hospitalier Pierre-Boucher	158	95-10-23
01030	Centre hospitalier de Granby	347	99-09-06
01130	Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins	133	95-04-30
00420	Hôpital du Haut-Richelieu	142	95-04-30
00950	Hôpital Charles Lemoyne	202	97-01-01
00920	Hôtel-Dieu de Sorel	142	95-04-30

AVIS : Certains établissements ont été **retirés** par les accords n^{os} 187, 202, 230, 245, 331, 347, 357, 395 et 422.

EP - PLANNING-SEXUALITÉ

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI, DANS UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS EXPLOITÉ PAR UN ÉTABLISSEMENT DÉSIGNÉ, DISPENSE DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES EN « PLANNING-SEXUALITÉ »

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés exploité par un établissement énuméré à l'annexe I des présentes, dispense des activités professionnelles dans ou auprès d'un département ou service de qui relève le programme de « planning-sexualité ».

1.02 L'annexe I des présentes, outre l'identification de l'établissement, comprend également la description du programme, du département ou service de qui il relève, régis par la présente entente particulière.

1.03 Pour les fins des présentes, l'inscription de l'établissement à l'annexe implique qu'une équipe multidisciplinaire participe aux activités du programme visé.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

3.01 La rémunération, selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire, prévue à la présente entente particulière, couvre :

- a) la dispensation des services médicaux effectués par le médecin;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins en « planning-sexualité »;
- c) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation en « planning-sexualité » et aux rencontres avec le médecin de famille ou un proche, notamment un parent ou un ami du patient;

AVIS: Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 052030 Services cliniques
- 052032 Rencontres multidisciplinaires
- 052043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 052055 Communications (Proches, tiers, intervenants du réseau et de la justice)
- 052098 Services de santé durant le délai de carence

3.02 Par extension, la rémunération prévue au présent article couvre également la dispensation de soins inclus dans le programme que le médecin est, pendant une période où il est rémunéré selon l'un de ces modes, appelé à dispenser ailleurs dans le centre, à l'extérieur du département ou service visés aux présentes.

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin qui assure la dispensation des activités professionnelles visées aux présentes est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps soit au tarif horaire, s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération.

4.02 Exceptionnellement et malgré le paragraphe 4.01, le médecin qui n'effectue que des interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) peut être rémunéré à l'acte pour ce service médical. L'établissement informe la Régie de l'assurance maladie du Québec de ces cas d'exception.

4.03 Le médecin visé au paragraphe 4.01 peut, au moment de sa nomination ou du renouvellement de sa nomination, choisir, sur approbation du chef du département clinique de médecine générale, le mode de l'acte lorsqu'il effectue des interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.);

AVIS : *L'établissement doit préciser sur l'avis de service qu'il s'agit de l'entente particulière « Planning-sexualité » et cocher la case correspondant à I.V.G. - Acte si le médecin qui détient une nomination à tarif horaire ou à honoraires fixes choisit le mode de l'acte lorsqu'il effectue des I.V.G.*

4.04 Le choix du médecin d'être rémunéré à l'acte selon le paragraphe 4.03, inclut tous les services médicaux alors dispensés;

4.05 Lorsque le médecin opte pour une rémunération à l'acte selon les paragraphes 4.03 et 4.04, il ne peut, pour une même plage d'heures, telle qu'indiquée selon le *Règlement sur les formules et les relevés d'honoraires relatif à la Loi sur l'assurance maladie*, facturer selon ce mode et celui du tarif horaire ou des honoraires fixes;

4.06 Le médecin qui détient une nomination de l'établissement selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire peut choisir en cours de nomination le mode de l'acte tel qu'apparaissant aux paragraphes précédents:

- a) s'il détient cette nomination au 1^{er} février 2002;
- b) si le programme d'I.V.G. n'était pas offert par l'établissement au moment de sa nomination.

Cette option ne peut s'exercer qu'une seule fois.

5.00 NOMBRE D'HEURES ALLOUÉ

5.01 Le nombre d'heures qui est alloué, sur base annuelle, à un établissement, pour l'ensemble des activités professionnelles visées aux présentes, est déterminé par le Ministre sur recommandation du comité paritaire prévu à l'article 7.00 de la présente entente particulière.

5.02 La répartition de ce nombre d'heures est déterminé par le chef du département de médecine générale après consultation des médecins concernés.

5.03 L'établissement informe la Régie du nom des médecins visés par la présente entente particulière et de leur mode de rémunération.

6.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

6.01 La garde en disponibilité est rémunérée selon les dispositions prévues à l'entente générale.

AVIS : *Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire la lettre « E » dans la case CS.*

7.00 COMITÉ PARITAIRE

7.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre d'une entente particulière.

8.00 ADHÉSION ET RETRAIT

8.01 Le présent article a pour objet de déterminer, pour un établissement, les modalités d'adhésion à la présente entente particulière et les modalités de retrait de celle-ci.

8.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement, par l'établissement visé, ainsi que par la majorité des médecins qui exercent, dans cet établissement, leur profession dans ou auprès du département ou service. Cette demande est transmise par écrit au Ministre et à la Fédération.

8.03 Suite à son adhésion à la présente entente, l'établissement procède aux nominations prévues au paragraphe 4.01 et en informe la Régie conformément au paragraphe 5.03.

8.04 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement de la présente entente particulière requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des médecins concernés, l'accord des parties.

8.05 Advenant une dissidence entre les médecins concernés quant à leur adhésion à la présente entente ou à leur retrait de celle-ci, le comité paritaire prévu à l'article 7.00 des présentes fait ses recommandations au Ministre et à la Fédération.

8.06 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement et les médecins concernés.

9.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

9.01 La présente entente particulière prend effet le 30 octobre 1994 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 8^e jour de septembre 1994.

LUCIENNE ROBILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - PLANNING-SEXUALITÉ

ANNEXE I

Liste des établissements visés à l'entente particulière relative à la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui, dans un centre de soins généraux et spécialisés exploité par un établissement désigné, dispense des activités professionnelles en planning-sexualité.

		Accord	Date
Région 01 : Bas St-Laurent			
03343	Centre hospitalier régional de Rimouski	137	95-04-30
Région 02 : Saguenay / Lac-Saint-Jean			
02513	Centre hospitalier Jonquière	137	95-04-30
Région 03 : Québec			
02103	Centre hospitalier universitaire de Québec :	137	95-04-30
	- Pavillon St-François d'Assise		
02133	- Pavillon Centre hospitalier de l'Université Laval	501	03-06-30
Région 04 : Mauricie / Centre du Québec			
01833	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières : Pavillon Sainte-Marie	234	97-10-26
Région 06 : Montréal-Centre			
00303	Centre hospitalier de l'Université de Montréal : Hôpital St-Luc	137	95-04-30
Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine			
03283	Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Gaspé	152	95-04-30

AVIS : L'Accord n° 234 apporte des corrections à l'inscription de certains établissements à la suite de fusion ou de changement de nom.

Le Centre hospitalier régional de la Mauricie et le Centre Lafèche sont retirés par l'Accord n° 388 depuis le 24 avril 2000.

*EP - RÉADAPTATION OU PROGRAMME SPÉCIFIQUE CHSGS***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE SERVICES PROFESSIONNELS DISPENSÉS DANS CERTAINS CENTRES DE RÉADAPTATION OU DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME SPÉCIFIQUE D'UN CENTRE DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce dans ou auprès d'un centre de réadaptation non couvert par une autre entente particulière ou dans le cadre d'un programme spécifique d'un centre de soins généraux et spécialisés. L'établissement qui gère le centre visé est inscrit à l'annexe I des présentes;

1.02 L'annexe I des présentes, outre l'identification de l'établissement et du centre, comprend également, le cas échéant, la description du programme régi par la présente entente particulière et le département ou service de qui il relève.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

3.01 La rémunération, selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire, prévue à la présente entente particulière, couvre :

- a) la dispensation des services médicaux effectués par le médecin;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins au patient;
- c) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation médicale, aux rencontres avec le médecin de famille ou un proche du patient;

AVIS: Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 054030 Services cliniques
- 054032 Rencontres multidisciplinaires
- 054043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 054055 Communications (Proches, tiers, intervenants du réseau et de la justice)
- 054081 Garde en disponibilité à la réserve d'Obedjiwan (**TH**, Accord n° 257)
- 058037 Planification - programmation - évaluation (services préhospitaliers cliniques)
- 054098 Services de santé durant le délai de carence

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin qui assure la dispensation des activités professionnelles visées aux présentes est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit au tarif horaire, s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération.

5.00 NOMBRE D'HEURES ALLOUÉ

5.01 Le nombre d'heures qui est alloué sur une base annuelle, à un établissement énuméré à l'annexe I de la présente entente particulière pour l'ensemble des activités professionnelles visées aux présentes, est déterminé par le Ministre, sur recommandation du comité paritaire prévu à l'article 7.00 de la présente entente particulière.

5.02 La répartition de ce nombre d'heures est déterminée par le chef du département de médecine générale ou le médecin responsable des soins médicaux, après consultation des médecins concernés.

5.03 L'établissement informe la Régie du nom des médecins visés par la présente entente particulière et de leur mode de rémunération.

6.00 COMITÉ PARITAIRE

6.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre d'une entente particulière.

7.00 ADHÉSION ET RETRAIT

7.01 Le présent article a pour objet de déterminer, pour un établissement, les modalités d'adhésion à la présente entente particulière et les modalités de retrait de celle-ci.

7.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement, par l'établissement et la majorité des médecins qui dispensent des activités professionnelles dans le centre ou le programme visé par la présente entente. Cette demande est transmise par écrit au Ministre et à la Fédération.

7.03 Suite à son adhésion à la présente entente, l'établissement procède aux nominations prévues au paragraphe 4.01 et en informe la Régie conformément au paragraphe 5.03.

7.04 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement de la présente entente particulière requiert, outre l'assentiment de l'établissement et des médecins concernés, l'accord des parties.

7.05 Advenant une dissidence entre les médecins concernés quant à leur adhésion à la présente entente ou à leur retrait de celle-ci, le comité paritaire prévu à l'article 7.00 des présentes fait ses recommandations au Ministre et à la Fédération.

7.06 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement et les médecins concernés.

8.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

8.01 La présente entente particulière prend effet le 30 octobre 1994 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 7^e jour de juillet 1995.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

CLÉMENT RICHER, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - RÉADAPTATION OU PROGRAMME SPÉCIFIQUE CHSGS

ANNEXE I

Liste des établissements désignés aux fins de l'entente particulière relative à la rémunération de services professionnels dispensés dans certains centres de réadaptation ou dans le cadre d'un programme spécifique d'un centre de soins généraux et spécialisés.

		Accord	Date
Région 01 : Bas St-Laurent			
03253	Centre hospitalier d'Amqui :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03313	Centre hospitalier de Matane :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03343	Centre hospitalier régional de Rimouski :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03403	Centre hospitalier régional du Grand-Portage :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
04963	Hôpital de Mont-Joli Inc. :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03333	Hôpital Notre-Dame-du-Lac :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03043	L'Hôpital de Notre-Dame-de-Fatima :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean			
10143	Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Saguenay-Lac St-Jean	381	00-04-17
02503	Centre hospitalier de Dolbeau :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02513	Centre hospitalier Jonquière :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02473	Hôpital de Chicoutimi Inc. :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02483	Hôpital de La Baie des Ha! Ha! Inc. :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02453	Hôtel-Dieu d'Alma (1964) :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02523	Hôtel-Dieu de Roberval :		
	- services médicaux dispensés aux Atikameks à la réserve d'Obedjiwan	136	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
10233	Les Centres Jeunesse du Saguenay - Lac-Saint-Jean	491	03-01-20
Région 03 : Québec			
Centre hospitalier affilié universitaire de Québec :			
02033	- Centre hospitalier affilié universitaire de Québec :		
	- services préhospitaliers cliniques	226	97-04-03
	- soins dispensés aux traumatisés crânio-cérébraux	226	97-04-03
02123	- Pavillon St-Sacrement :		
	- Centre des maladies du sein Deschênes-Fabia	437	01-05-14
	- services préhospitaliers cliniques	226	97-04-03
02373	Centre hospitalier de Charlevoix :		
	- clinique des maladies neuro-musculaires de la région de Charlevoix	136	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30

		Accord	Date
Région 03 : Québec (suite)			
02313	Centre hospitalier St-Joseph de La Malbaie :		
	- clinique des maladies neuro-musculaires de la région de Charlevoix	136	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
	Centre hospitalier universitaire de Québec :		
02103	- Pavillon St-François d'Assise :		
	- services préhospitaliers cliniques	226	97-04-03
	- programme d'aide aux personnes victimes d'abus sexuel	263	96-06-08
02043	- Pavillon L'Hôtel-Dieu de Québec :	226	97-04-03
	- services préhospitaliers cliniques		
02133	- Pavillon Centre hospitalier de l'Université Laval :		
	- services préhospitaliers cliniques	226	97-04-03
	- programme de médecine génétique, dépistage néonatal et diagnostic prénatal	226	97-04-03
02353	Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf :		
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
02323	Corporation du Centre hospitalier Chauveau :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02063	Hôpital Laval (1975) :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
	Centre jeunesse de Québec :		
10303	- Le Gouvernail - Réadaptation adolescents	535	04-05-10
10293	- L'Escale - Réadaptation interne adolescentes	535	04-05-10
Région 04 : Mauricie / Centre-du-Québec			
01783	Centre hospitalier Comtois :		
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
01853	Centre hospitalier régional de la Mauricie :		
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :	226	97-04-03
01823	- Pavillon St-Joseph :		
	- services préhospitaliers cliniques		
01833	- Pavillon Sainte-Marie :		
	- services préhospitaliers cliniques		
01773	Centre hospitalier St-Joseph de La Tuque :		
	- services médicaux fournis au dispensaire de Parent du Lac Edouard	136	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
10413	Centre l'Aubier Inc.		
	- services médicaux dispensés auprès de la clientèle déficiente intellectuelle	221	97-06-15
01753	Hôpital Cloutier :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02783	Hôpital du Christ-Roi :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02773	Hôpital Ste-Croix :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02753	Hôtel-Dieu d'Arthabaska :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
Région 05 : Estrie			
01003	Centre hospitalier d'Asbestos :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01023	Centre hospitalier de Coaticook :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01093	Centre universitaire de santé de l'Estrie - site King		
	- soins dispensés aux traumatisés crânio-cérébraux	174	95-12-01
01113	Centre hospitalier de Sherbrooke :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01123	Centre hospitalier Lac Mégantic :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		

		Accord	Date
Région 05 : Estrie (suite)			
01163	Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke : Hôpital de Fleurimont		
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
	- clinique anti-douleur	503	03-06-16
11313	Hôpital de St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01063	Hôpital La Providence de Magog	141	95-04-30
01103	Hôtel-Dieu de Sherbrooke :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
10423	Centre Jeunesse de l'Estrie :	433	01-01-01
	- Point de services : Val-du-Lac :		
	- service externe ambulatoire	243	97-12-08
10443	Centre Notre-Dame de l'Enfant (Sherbrooke) inc.	539	2004-05-25
10453	Centre d'accueil Dixville Inc.	539	2004-05-25
Région 06 : Montréal-Centre			
45169	Centre de réadaptation Lisette-Dupras :		
	- Pavillon Pierrefonds (C.R. Lisette-Dupras) (00-04-15)	385	00-04-15
10543	Centre Rose-Virginie Pelletier	167	95-12-01
	Centre hospitalier de l'Université de Montréal:	436	01-10-15
00063	- Pavillon Hôtel-Dieu de Montréal :		
	- programme d'aide aux victimes d'agression à caractère sexuel (94-04-30)		
	- Clinique anti-douleur (01-10-15)		
00303	- Pavillon Saint-Luc :		
	- programme : itinérance-toxicomanie-sida (95-01-01)		
	- unité relative aux patients multi-problématiques ayant des pathologies physiques majeures et une des composantes suivantes : psychopathie, toxicomanie, sociopathie(95-04-30)		
00173	L'Hôpital de Montréal pour Enfants :		
	- centre de contrôle anti-poison et de toxicologie clinique	136	95-04-30
+ 00183	Centre universitaire de santé McGill	460	01-11-01
	- Hôpital général de Montréal : Centre du traitement des maladies immunitaires	544	2004-03-01
+ 00303	- Hôpital général de Montréal - Clinique anti-douleur		
	L'Hôpital St-Luc :		
	- programme : itinérance - toxicomanie - sida	121	95-01-01
	- unité relative aux patients multi-problématiques ayant des pathologies physiques majeures et une des composantes suivantes : psychopathie, toxicomanie, sociopathie	136	95-04-30
10583	Les Centres Jeunesse de Montréal		
	- Campus Cité des Prairies	381	00-03-20
	- Campus Dominique-Savio		
	- Campus Mont St-Antoine		
	- Campus Rose-Virginie Pelletier		
10573	Villa Notre-Dame-de-Grâce	167	95-12-01
Région 07 : Outaouais			
	Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais:	472	02-05-16
07693	- Pavillon de Gatineau		
	- services préhospitaliers cliniques(95-04-30)		
	- services d'oncologie (02-05-16)		
01263	- Pavillon de Hull -		
	- services préhospitaliers cliniques (95-04-30)		
17753	Centre de réadaptation Les Jeunes de l'Outaouais	167	95-12-01
	Centre hospitalier de Buckingham :		
01253	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30

		Accord	Date
Région 07 : Outaouais (suite)			
01333	Centre hospitalier de Maniwaki :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01313	Centre hospitalier Gatineau Memorial :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01303	L'Hôpital Communautaire du Pontiac Inc. :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
10903	Pavillon du Parc :		
	- services médicaux dispensés auprès de la clientèle du Centre Mgr Proulx	208	96-11-21
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
01543	Centre hospitalier de Val-d'Or :	167	95-04-30
	- service d'oncologie		
08173	Centre de Santé de Témiscaming :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01553	Centre de Santé Sainte-Famille :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01503	Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos :		
	- services médicaux dispensés auprès de la clientèle du centre de réadaptation		
	Clair Foyer Inc.	136	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
01523	Centre hospitalier La Sarre : -	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
01533	Centre hospitalier Rouyn-Noranda :		
	- services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
	- clinique anti-douleur	463	02-01-28
Région 09 : Côte-Nord			
02643	Centre de Santé de la Haute Côte-Nord :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02713	Centre de santé de Port-Cartier :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
07543	Centre hospitalier régional Baie-Comeau :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
02693	Centre hospitalier régional de Sept-Iles :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
Région 10 : Nord-du-Québec			
02533	Hôpital Chibougamau Limitée :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
Région 11 : Gaspésie / Iles-de-la-Madeleine			
03323	Centre de Santé des Hauts-Bois :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03303	Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03273	Centre hospitalier de Chandler :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03413	Corporation de l'Hôpital des Monts :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
03283	L'Hôtel-Dieu de Gaspé :	141	95-04-30
	- services préhospitaliers cliniques		
18233	Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles	486	03-02-03

		Accord	Date
Région 12 : Chaudière-Appalaches			
02803	Centre hospitalier de la région de l'Amiante : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
	- projet pilote : Centre intégré de ressources alternatives (C.I.R.A.) (96-04-16, prolongé jusqu'au 97-10-15)	221	96-10-16
02873	Centre hospitalier St-Georges-de-Beauce: - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
03003	Hôtel-Dieu de Lévis : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
03033	Hôtel-Dieu de Montmagny : - programme sous-régional de rapatriement et suivi des patients en oncologie	136	95-04-30
Région 13 : Laval			
10603	Centre de réadaptation Cartier	167	95-12-01
10503	Maison Notre-Dame de Laval Inc.	167	95-12-01
Région 14 : Lanaudière			
01413	Centre hospitalier Le Gardeur : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
00853	Centre hospitalier régional DeLanaudière : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
Région 15 : Laurentides			
01453	Centre hospitalier St-Eustache : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
	CH et Centre de réadaptation Antoine Labelle :	444	01-06-11
00783	- Centre Mont-Laurier - services préhospitaliers cliniques - services d'oncologie		
01423	- Centre de l'Annonciation : - services préhospitaliers cliniques		
01433	Centre hospitalier Laurentien : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
01443	Hôtel-Dieu de St-Jérôme : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
01273	L'Hôpital d'Argenteuil : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
Région 16 : Montérégie			
07763	Centre hospitalier Anna-Laberge : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
01033	Centre hospitalier de Granby : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
01143	Centre hospitalier de Valleyfield : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
07533	Centre hospitalier Pierre-Boucher : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
00953	- Hôpital Charles LeMoyne : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
00423	Hôpital du Haut-Richelieu : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30

		Accord	Date
	Région 16 : Montérégie (suite)		
00923	Hôtel-Dieu de Sorel : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
10843	Les Pavillons Bois-Joly Inc.	167	95-12-01
00943	Réseau Santé Richelieu-Yamaska : - services préhospitaliers cliniques	141	95-04-30
05863	Conseil des Mohawks de Kahnawake : - services médicaux dispensés dans le cadre du programme des services à domicile et d'autres programmes prioritaires	400	00-07-29

Remarque : Les dates énumérées ci-dessus sont les dates de prise d'effet pour l'établissement désigné dans l'entente ou dans l'amendement.

AVIS : Le programme services préhospitaliers cliniques exclut la participation au cours de formation.

EP - CHIBOUGAMAU

ENTENTE PARTICULIÈRE**AYANT POUR OBJET CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI EXERCE SA PROFESSION POUR LE COMPTE DU CENTRE DE SANTÉ CHIBOUGAMAU****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce pour le compte du Centre de santé Chibougamau.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique au médecin qui exerce sa profession dans l'établissement susmentionné, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

AVIS : *Veillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 002030 *Services cliniques*
- 002032 *Rencontres multidisciplinaires*
- 002043 *Tâches médico-administratives et hospitalières*
- 002055 *Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la Justice)*
- 002063 *Garde sur place*
- 002071 *Garde sur place effectuée à même les premières 35 heures d'activité (tarif horaire seulement)*
- 002079 *Services anesthésiques et obstétricaux exempts du plafond trimestriel (article 5 de l'annexe IX).*
- 002098 *Services de santé durant le délai de carence*

3.01 Selon la nomination qu'il détient, le médecin qui exerce pour le compte du Centre de santé Chibougamau est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, soit à tarif horaire

ou

pour les services dispensés au service d'urgence, le médecin peut se prévaloir des dispositions prévues à l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou qui font partie du réseau de garde intégré.

Lorsque le médecin opte pour l'application de cette entente particulière, il ne peut partager la garde qu'il est appelé à effectuer avec un médecin rémunéré à tarif horaire ou à honoraires fixes.

3.02 Lorsque l'option du médecin a pour objet le mode prévu à l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou qui font partie du réseau de garde intégré, il ne peut modifier cette option qu'une seule fois pendant la durée de l'exercice de sa profession dans le centre.

4.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

AVIS: *Veillez utiliser le code d'activité 002081.*

4.01 La garde en disponibilité auprès du Centre de santé visé aux présentes est, selon le mode de rémunération du médecin, rémunérée, sur une base horaire, à la moitié du taux horaire normal applicable.

4.02 Pour être rémunérée selon l'article 4.01, une garde en disponibilité doit se situer, les samedi, dimanche et jours fériés, entre 8 h et 20 h, ainsi que tous les jours de la semaine, entre 20 h et 8 h.

4.03 La rémunération prévue pour la garde en disponibilité visée par la présente entente particulière n'est payable pour une même période de garde, qu'à un seul médecin dans chacun des deux secteurs suivants :

- a) pour les services aux patients admis, incluant les transferts inter-établissements;
- b) pour les services d'obstétrique.

5.00 TAUX NORMAL APPLICABLE

5.01 Aux fins des présentes, les vocables « taux horaire normal applicable » signifient, sur une base horaire, pour le médecin rémunéré à honoraires fixes, le taux normal prévu au paragraphe 15.04 de l'entente générale.

5.02 Au bénéfice du médecin rémunéré selon le mode du tarif horaire, ces mêmes vocables signifient, sur une base horaire pour la garde en disponibilité, le taux horaire prévu à l'annexe XIV de l'Entente, auquel on applique les modificateurs inscrits sous la colonne 3.

6.00 DÉPANNAGE

6.01 L'établissement peut faire appel à la banque de noms de médecins volontaires constituée en vertu de l'article 30.00 de l'Entente afin de pourvoir au remplacement temporaire d'un médecin dans sa tâche habituelle. Les modalités de désignation du médecin sont celles prévues au même article, les autres modalités applicables étant celles prévues ci-après.

6.02 Sous réserve du paragraphe 6.04 un médecin appelé à effectuer le remplacement temporaire d'un médecin dans sa tâche habituelle auprès de l'établissement visé est rémunéré :

- a) soit selon un per diem auquel s'ajoute, le cas échéant, jusqu'à concurrence d'un maximum de dix (10) heures par jour, la garde en disponibilité rémunérée selon le taux prévu à l'article 4.00;
- b) soit, dans le cas où les heures d'activités professionnelles effectuées sur place dans la journée diffèrent des heures prévues au per diem, pour les activités professionnelles sur place, selon le taux horaire applicable au médecin rémunéré à tarif horaire.

AVIS: *Veillez utiliser les codes d'activités suivants :*

- 009030 *Services cliniques*
- 009063 *Garde sur place*
- 009081 *Garde en disponibilité*
- *Identifier le mode de rémunération comme suit : PD (per diem), TH (tarif horaire).*

6.03 La rémunération selon le per diem couvre un maximum de quatorze (14) heures d'activités professionnelles, dont neuf (9) heures d'activités professionnelles sur place.

Le taux de base du per diem est de 789 \$ à compter du 1^{er} octobre 2003.

6.04 Malgré le paragraphe précédent, le médecin appelé à effectuer le remplacement temporaire au service d'urgence de l'établissement est rémunéré selon les modalités prévues à l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou qui font partie du réseau de garde intégré.

6.05 Lorsque le médecin se prévaut des dispositions relatives au dépannage prévues à la présente entente, il ne peut, pour une journée rémunérée selon ces dispositions, recevoir toute autre rémunération de la Régie.

6.06 Sous réserve du paragraphe 5.02 de la présente entente, la rémunération versée selon le mode du tarif horaire n'est pas comptabilisée aux fins de l'article 5.00 de l'annexe XIV de l'entente générale ni soumise aux modificateurs qui y sont indiqués.

6.07 Les frais de déplacement, de séjour ainsi que la compensation pour le temps de déplacement sont sujets à l'application de l'article 30.00 de l'entente générale.

AVIS : Vous trouverez les instructions de facturation dans la Brochure n° 2, onglet « Vacation - tarif horaire - Per diem », section 2.1.2, Partie 10.

6.08 Le médecin peut bénéficier, pour chaque période minimale de quinze (15) jours consécutifs de présence, d'une sortie aller-retour à son domicile. Dans ce cas, seuls les frais de transport lui sont remboursés selon les modalités prévues au sous-paragraphe a) du paragraphe 6.06.

7.00 MESURES DÉROGATOIRES

7.01 L'entente particulière relative à la rémunération de la prestation de services professionnels en anesthésie dans certains centres hospitaliers de courte durée continue de s'appliquer malgré les dispositions de la présente entente particulière.

8.00 DISPOSITIONS DIVERSES

8.01 Aux fins de l'application de l'annexe IX de l'Entente, une rémunération versée en vertu de l'article 6.00 de la présente entente particulière est réputée versée en vertu de l'article 30.00 de l'Entente.

9.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

9.01 La présente entente particulière prend effet le 25 avril 2003 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale. Elle remplace l'entente particulière du 1^{er} octobre 1995.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

EP - SANTÉ PUBLIQUE

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À LA SANTÉ PUBLIQUE

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce dans le cadre de la santé publique sous la responsabilité de la régie régionale par son directeur de la santé publique, du directeur général de la santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux ou du président-directeur général de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ci-après nommé directeur de l'INSPQ. La rémunération des services en santé et en sécurité du travail dispensés dans le cadre d'un programme contractuel en santé et sécurité au travail n'est pas visée par la présente entente particulière;

AVIS : Pour les codes d'activités des services en santé et sécurité au travail, veuillez vous référer à votre brochure n° 2 « RÉDACTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT », section 1.6.1 ou 2.6.1, partie générale.

1.02 L'annexe I ci-jointe fait état des banques d'heures allouées, sur une base annuelle, à l'ensemble des régies régionales pour leur direction de santé publique, à la Direction générale de la santé publique ainsi qu'à l'INSPQ.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

3.01 À des fins de rémunération, les activités professionnelles couvertes par la présente entente sont :

- l'expertise-conseil, l'information et la sensibilisation des intervenants du réseau et de la population, le soutien des intervenants et leur coordination professionnelle;
- la planification, l'élaboration et l'implantation de programmes et de services, incluant l'élaboration de protocoles et d'outils d'intervention;
- l'évaluation de l'impact des programmes de santé publique et, dans le cadre de l'approche épidémiologique, les activités liées à la connaissance et à la surveillance de l'état de santé de la population;
- le transfert chez les médecins des connaissances en santé publique en vue de l'harmonisation des pratiques d'intervention;
- la participation au système de coordination et de garde en disponibilité des urgences en santé publique;
- en situation de sinistre, de catastrophe ou d'épidémie réelle ou appréhendée, la dispensation, à titre exceptionnel et temporaire, de services cliniques, ceux-ci comprenant, en pareille situation, les vaccinations de population-cible;

AVIS: Le nom des médecins visés doit être communiqué à la Régie par le directeur général de la santé publique, le directeur régional ou le directeur de l'INSPQ.

- les activités liées au programme de dépistage du cancer du sein incluant celles découlant de l'invitation faite aux femmes ainsi que le suivi des femmes dépistées.

AVIS: Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 005015 Examens relatifs à l'hépatite C
- 005025 Dépistage cancer du sein
- 005029 Garde en disponibilité
- 005032 Transfert chez les médecins des connaissances en santé publique
- 005037 Planification, élaboration, et implantation des programmes
- 005043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 005047 Évaluation de l'impact des programmes
- 005067 Expertise conseil, information et coordination
- 005088 Programme de vaccination contre le méningocoque
- 005098 Services de santé durant le délai de carence
- 006030 Services cliniques : **Situation de sinistre, de catastrophe et d'épidémie**

3.02 Sauf s'il y a une situation de sinistre, de catastrophe ou d'épidémie réelle ou appréhendée, les activités rémunérées sont réputées, aux fins des présentes dispositions, ne pas inclure les services médicaux qui sont habituellement fournis par un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée, un centre de réadaptation ou un centre local de services communautaires;

3.03 Il y a une situation de sinistre, de catastrophe ou d'épidémie réelle ou appréhendée aux fins de l'application du paragraphe précédent lorsqu'une situation est déclarée telle par le Ministre, le directeur général de la santé publique ou un directeur régional de santé publique.

4.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

4.01 Malgré l'article 15.00 de l'entente générale et malgré son annexe XIV, la garde en disponibilité est rémunérée comme activités régulières, à raison d'une heure par huit heures de garde, à tarif horaire ou à honoraires fixes, selon le mode de rémunération du médecin;

AVIS : Utiliser le code d'activités 005029 (Garde en disponibilité). Pour les heures travaillées, inscrire le nombre correspondant sous HEURES TRAVAILLÉES.

Heures travaillées Nombre correspondant

1	0,13
2	0,25
3	0,38
4	0,50
5	0,63
6	0,75
7	0,88
8	1,00

4.02 Pour être rémunéré selon la présente entente, une garde en disponibilité doit se situer tous les jours de la semaine, entre 18 h 00 et 08 h 00, ainsi que les samedi, dimanche et jours fériés entre 08 h 00 et 18 h 00;

4.03 Lorsqu'il est appelé à se déplacer pendant une période de garde en disponibilité, le médecin est rémunéré selon le paragraphe 5.01 pour les services dispensés.

5.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

5.01 Le médecin qui exerce sa profession dans le cadre de la santé publique, telle que visée par la présente entente, est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi-temps, soit au tarif horaire s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération;

5.02 Pour être rémunéré selon les dispositions de la présente entente, le médecin doit détenir une nomination dans un établissement désigné par la régie régionale pour sa direction de santé publique. Dans le cas de l'INSPQ et de la Direction générale de la santé publique, la lettre d'engagement passée entre le médecin et le directeur de l'INSPQ ou le directeur général de la santé publique et relative aux activités prévues par la présente entente tient lieu de nomination;

5.03 Le Ministère transmet à la Régie et à la Fédération la liste des établissements auxquels sont rattachés les médecins des régies régionales pour leur direction de santé publique;

5.04 Malgré le paragraphe 5.02 en ce qui a trait à l'obligation de détenir une nomination dans un établissement désigné, une lettre d'engagement passée entre le directeur de la santé publique de la régie régionale et un médecin peut tenir lieu de nomination pour le médecin qui exerce dans le cadre d'une direction de santé publique d'une régie régionale pour moins de 300 heures par année;

AVIS : *Veillez transmettre à la Régie, par le biais d'une lettre, l'identité du médecin, la période visée, ainsi que le nombre d'heures d'activité hebdomadaire en précisant qu'il s'agit de l'article 5.04 de l'Entente particulière en santé publique et annexer la lettre d'engagement passée entre le directeur de la santé publique et le médecin.*

5.05 Aux fins de l'application de l'Entente et de la mise en oeuvre des dispositions réglementaires régissant la rémunération différente (Décret 1781-93), la rémunération versée en vertu de la présente entente particulière au médecin qui exerce pour la Direction générale de la santé publique ou pour l'INSPQ est réputée avoir été versée pour une activité professionnelle effectuée pour le compte d'un établissement exploitant un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés. Cette rémunération est sujette au taux s'appliquant à la région où sont situés les bureaux permanents de la Direction générale de la santé publique ou de l'INSPQ, selon le cas;

5.06 La répartition entre les médecins des banques d'heures allouées, sur base annuelle, est déterminée, selon le cas, par le directeur de la santé publique pour la régie régionale, après consultation du chef de département de médecine générale de l'établissement ou des établissements désignés selon le paragraphe 5.02 de la présente entente, par le directeur général de la santé publique ou par le directeur le l'INSPQ;

5.07 Le directeur de l'INSPQ et le directeur général de la santé publique font parvenir à la Régie les avis de services des médecins visés par la présente entente particulière. Quant aux médecins des régies régionales, les établissements auxquels ils sont rattachés envoient les avis de services avec l'autorisation du directeur régional de la santé publique;

5.08 Les dispositions des annexes VI et XIV relatives à la rémunération de la garde sur place ne s'appliquent pas au médecin visé par la présente entente particulière.

6.00 BANQUE ANNUELLE

6.01 Après consultation des régies régionales et de l'INSPQ, les parties déterminent la banque totale d'heures allouée, sur une base annuelle débutant le 1^{er} janvier de chaque année, pour la rémunération des activités professionnelles prévues dans le cadre de la présente entente. Ce nombre d'heures apparaît à l'annexe I des présentes;

6.02 Sur recommandation des régies régionales pour leur direction de santé publique, de l'INSPQ et de la Direction générale de la santé publique, le Ministre détermine la répartition de la banque d'heures totale et en informe les directions de santé publique, l'INSPQ, la Fédération et la Régie. Le détail de cette répartition apparaît, à titre informatif, à l'annexe II des présentes;

6.03 Le suivi de la banque d'heures totale ainsi que de celle allouée à la Direction générale de la santé publique est assuré par le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'Entente. En cas de dépassement d'une ou de l'autre, le comité paritaire demande à la Direction générale de la santé publique de lui présenter un plan de redressement comportant toute modalité relative aux correctifs proposés ainsi que le calendrier de résorption.

Si la Direction générale de la santé publique ne répond pas, de façon satisfaisante, aux exigences du comité paritaire, ce dernier avise la Régie et la Direction générale que toute nouvelle nomination, ou le cas échéant, toute nouvelle lettre d'engagement, dans une régie régionale, à l'INSPQ ou à la Direction générale de la santé publique, doit recevoir son approbation;

6.04 La Direction générale de la santé publique est responsable du suivi de chacune des banques d'heures accordées aux régies régionales ainsi qu'à l'INSPQ.

Même si la banque d'heures totale est respectée, la Direction générale de la santé publique doit exiger, en cas de dépassement récurrent de la banque d'heures allouée à une régie régionale ou à l'INSPQ, constaté pendant une année d'application donnée, qu'il soit résorbé pendant l'année d'application qui suit celle-ci. Un plan de redressement de la régie régionale en cause ou de l'INSPQ doit alors être soumis à la Direction générale de la santé publique dès le début de l'année qui suit celle où un dépassement a été observé. Ce plan de redressement doit comporter toute modalité relative aux correctifs proposés ainsi qu'au calendrier de résorption.

Si la régie régionale en cause ou l'INSPQ ne répond pas, de façon satisfaisante, aux exigences de la Direction générale de la santé publique, cette dernière en informe le comité paritaire qui avise la Régie et la direction concernée que toute nouvelle nomination, ou le cas échéant toute nouvelle lettre d'engagement, doit recevoir son approbation;

6.05 Toute modification temporaire et non récurrente relative à la répartition de la banque d'heures totale qui n'a pas pour effet de provoquer son dépassement, peut être apportée par la Direction générale de la santé publique. La Direction générale de la santé publique doit consulter le comité paritaire prévu au paragraphe 6.03 des présentes ainsi que la ou les régions régionales concernées. Pour ce faire elle doit alors préciser au comité paritaire la ou les régions régionales concernées, le nombre d'heures en cause et l'utilisation qui en sera faite.

6.06 Toute modification qui a pour effet d'augmenter la banque d'heures totale doit faire l'objet d'un accord des parties, sur recommandation du comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente;

6.07 Aux fins de l'application du présent article, la Régie informe trimestriellement pour les trois premiers trimestres et mensuellement pour les trois derniers mois de l'année les parties négociantes ainsi que les directions concernées du suivi de la banque d'heures utilisées globalement pour les parties négociantes et par professionnel pour les régions régionales, l'INSPQ et la Direction générale de la santé publique.

7.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.01 La présente entente particulière remplace l'entente particulière du 29 septembre 1997. Elle entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 9^e jour de novembre 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - SANTÉ PUBLIQUE

ANNEXE I

Banque d'heures totale

Période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

Banque d'heures allouée à l'ensemble des directions régionales de santé publique, de l'INSPQ et de la Direction générale de la santé publique :

Par année	298 760 heures

ANNEXE II

Répartition de la banque totale (à titre informatif)

Période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2004

Région		Heures attribuées 2004
Région 01		
Bas St-Laurent		7 958
Région 02		
Saguenay / Lac-St-Jean		13 382
Région 03		
Québec		30 080 ^{(1) (3)}
Région 04		
Mauricie / Centre du Québec		16 507 ⁽³⁾
Région 05		
Estrie		8 822
Région 06		
Montréal-Centre		49 767 ⁽³⁾
Région 07		
Outaouais		13 091
Région 08		
Abitibi-Témiscamingue		5 168
Région 09		
Côte-Nord		3 080
Région 10		
Nord-du-Québec		770
Région 11		
Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine		3 080
Région 12		
Chaudière-Appalaches		23 722
Région 13		
Laval		16 066
Région 14		
Lanaudière		11 760
Région 15		
Laurentides		17 677 ⁽³⁾
Région 16		
Montérégie		29 178
Région 17		
Nunavik		284 ⁽¹⁾
Région 18		
Baie-James (cf. région 06)		1 540
Institut national de la santé publique (INSPQ) :		29 888 ⁽³⁾
94519 • Centre anti-poison	3 240 ⁽²⁾	
94529 • Centre de toxicologie	770	
94539 • Laboratoire de santé publique du Québec	5 088	
94569 • Centre d'expertise en dépistage		
• Omnipraticiens de l'INSPQ	22 330	
• Transfert transitoire	(1 540) ⁽³⁾	
94509 Direction générale de la santé publique		16 940 ⁽³⁾
TOTAUX		298 760

(1) Transfert temporaire de 1 400 heures de la région 17 à la région 03.

(2) Transfert prévu de la banque d'heures du Centre anti-poison au CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières le 1^{er} avril 2004AVIS: L'Amendement 85 retire le Centre anti-poison et sa banque d'heures (3 240) en date du 1^{er} avril 2004.

(3) Transfert transitoire à la DGSP (03 et INSPQ : 1 540 heures; 04 : 770 heures; 06 et 15 : 2 310 heures)

*EP - GARDE SUR PLACE CHSGS DÉSIGNÉS***ENTENTE PARTICULIÈRE**

AYANT POUR OBJET LA RÉMUNÉRATION DE LA GARDE SUR PLACE EFFECTUÉE DANS LE SERVICE D'URGENCE DE PREMIÈRE LIGNE DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS DÉSIGNÉS QUI EXPLOITENT UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS OU QUI FONT PARTIE DU RÉSEAU DE GARDE INTÉGRÉ.

PRÉAMBULE

Cette entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 Cette entente a pour objet de fixer certaines normes spéciales relatives à la rémunération de la garde sur place effectuée, dans le service d'urgence de première ligne d'un établissement qui, visé à l'article 3.00 ci-après, exploite un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou qui fait partie du réseau de garde intégré, et est désigné aux fins des présentes;

1.02 L'annexe I ci-jointe contient la liste des établissements désignés et précise la catégorie à laquelle ils appartiennent ainsi que le nombre hebdomadaire de forfaits alloués à chacun des établissements en cause. Ces données sont déterminées par accord des parties.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique au médecin qui exerce sa profession dans le service d'urgence de première ligne d'un centre susmentionné, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 ADMISSIBILITÉ

3.01 Pour être éligible à une désignation selon cette entente, un établissement qui exploite un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés comportant un service d'urgence de première ligne ou qui fait partie du réseau de garde intégré doit, tous les jours de la semaine, 24 heures sur 24, assurer une garde sur place dans ce service d'urgence;

3.02 Selon les modalités qu'édicte l'article 8.00 ci-après, est également admissible à présenter une demande d'adhésion un établissement qui est déjà régi selon l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée, en régions universitaires, dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés en vertu de cette entente. Cet établissement doit toutefois satisfaire à toutes les exigences qu'édicte le paragraphe 3.01.

4.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

4.01 La rémunération prévue à cette entente couvre, de façon exclusive, dans le service d'urgence d'un centre désigné, la rémunération de la garde sur place effectuée par un médecin entre 8 h 00 et 24 h 00, et, au delà de 24 h 00, pour prolonger le quart de garde précédent, lorsque la dispensation des services ou le complètement de dossiers le requiert;

4.02 Exceptionnellement, est toutefois rémunéré selon l'entente générale, le médecin qui, en dehors d'une période pendant laquelle il reçoit une rémunération en vertu de cette entente ou de l'alinéa b) du paragraphe 1.4 du préambule général au tarif, est appelé à dispenser, dans le service d'urgence de première ligne de l'établissement, des soins à la demande d'un patient du service d'urgence ou à la suite d'une demande de consultation d'un médecin du service d'urgence.

AVIS : Fournir les renseignements requis et inscrire « N » dans la case C.S. (voir la section 4.2.7 sous l'onglet « RÉDACTION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT » de votre manuel).

5.00 FORMULE DE RÉMUNÉRATION

5.01 Le médecin soumis à l'application de cette entente particulière est rémunéré selon une formule spéciale de rémunération à l'acte prévoyant, pendant une période de garde sur place visée au paragraphe 4.01, le paiement d'un forfait qui, par quart de quatre (4) heures, lui est applicable. Les forfaits applicables diffèrent selon le groupe de l'établissement;

Malgré l'alinéa précédent, un médecin détenteur d'une nomination d'un établissement visé aux présentes et qui est rémunéré à honoraires fixes peut opter pour le maintien de sa rémunération à honoraires fixes lors de sa nomination ou du renouvellement de sa nomination.

AVIS : Veuillez utiliser le code d'activité suivant : XXX063 : Garde sur place.

De façon transitoire, le médecin peut se prévaloir de l'alinéa précédent lors de sa mise en vigueur s'il est déjà détenteur d'une nomination à honoraires fixes de l'établissement adhérent.

Le comité paritaire tient compte de cette situation dans la détermination du nombre de forfaits accordés à l'établissement.

AVIS : INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION DES FORFAITS ET MODIFICATEURS À UTILISER :

1. Codes d'acte à utiliser selon périodes et groupe						
Périodes	Groupe 1		Groupe 2		Groupe 3	
	Codes	Forfaits	Codes	Forfaits	Codes	Forfaits
8 h à 20 h / 4 heures :						
Semaine	9858	283 \$	9862	258 \$	9866	232 \$
Samedi, dimanche, jours fériés	9859	283 \$	9863	258 \$	9867	232 \$
20 h à 24 h / 4 heures :						
Semaine, samedi, dimanche, jours fériés	9860	309 \$	9864	283 \$	9848	232 \$
Au-delà de 24 Heures / 4 heures (art. 4.01) :						
Semaine, samedi, dimanche, jours fériés	9861	309 \$	9865	283 \$	9849	232 \$
2. Rémunération selon le paragraphe 1.4 du préambule général.						
0 h à 8 h / 8 heures :						
Semaine, samedi, dimanche, jours fériés	9802	515 \$	9804	515 \$	9998	515 \$
3. Rémunération du ou des médecin(s) additionnel(s) / 8 heures, selon 1.4 du préambule général.						
0 h à 8 h / 8 heures :						
Semaine, samedi, dimanche, jours fériés	9803	515 \$	9805	515 \$	9994	515 \$
4. Modificateurs à utiliser pour les services dispensés pendant la garde sur place						
Les services rendus doivent être réclamés pour chaque personne assurée sur des demandes de paiement distinctes en utilisant le modificateur approprié. N.B. : Voir le point 5, page suivante, pour autres données. Si le modificateur 106 ou 107 doit être utilisé simultanément avec d'autres modificateurs, veuillez inscrire le modificateur 062, 235, 236, 237, 300, 302, 303 ou 307 et ce, en application de l'annexe IX de l'Entente, art. 5.4.						
Période	Modificateur		Rémunération			
En semaine de 8 h à 20 h	105		45 % du tarif des actes			
En semaine de 20 à 24 h Samedi, dimanche, jours fériés de 8 h à 24 h	106		45 % du tarif des actes			
En semaine, samedi, dimanche et jours fériés (réf.: art. 4.01) (au-delà de 24 h)	107		45 % du tarif des actes			
En semaine, samedi, dimanche et jours fériés (parag. 1.4 du pr. gén.) de 0 h à 8 h	097		90 % du tarif des actes			

Lorsque les modificateurs suivants s'appliquent en même temps	Utiliser le modificateur multiple	Constante (Facteurs de multiplication)
050 - 106 - 108	307	0,270
094 - 106 - 108	300	0,540
106 - 108	237	0,540
094 - 105	234	0,450
094 - 106	235	0,450
094 - 107	236	0,450

5. Données à inscrire dans les cases appropriées de la demande de paiement (n°1200)

- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- l'un ou l'autre des codes d'acte sus-mentionnés dans la case ACTES;
- le code d'établissement correspondant au service d'urgence (0XXX7);
- le nombre d'heures de garde dans la case UNITÉS, sauf codes 9802, 9804 et 9998;
- les honoraires de base horaire sauf codes 9802, 9804 et 9998;
- l'heure de début et de fin de la période de garde dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Remarque : Pour éviter les erreurs de facturation, vous devez utiliser les codes 9802, 9804 ou 9998 lorsque vous n'avez pas travaillé la veille.

5.02 Le groupe auquel appartient l'établissement est déterminé par le protocole d'entente relatif à l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploitent un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés entré en vigueur le 7 mars 1999;

5.03 Les parties conviennent de revoir le regroupement des établissements pour le 1^{er} avril 1999 et, par la suite, annuellement;

5.04 Les forfaits applicables aux établissements faisant partie du groupe 1 sont les suivants :

- pour la période de 8 h à 20 h, chaque journée de la semaine, le forfait est de 283 \$;
- pour la période de 20 h à 24 h, chaque journée de la semaine, le forfait est de 309 \$;

5.05 Les forfaits applicables aux établissements du groupe 2 sont les suivants :

- pour la période de 8 h à 20 h, chaque journée de la semaine, le forfait est de 258 \$;
- pour la période de 20 h à 24 h, chaque journée de la semaine, le forfait est de 283 \$;

5.06 Le forfait applicable aux établissements du groupe 3 est de 232 \$ pour la période de 8 h à 24 h, chaque jour de la semaine;

5.07 À un forfait susmentionné, s'ajoute quelque soit le groupe de l'établissement, quarante-cinq pour cent (45 %) de la rémunération qui est payable au médecin suivant le tarif pour les services médicaux qu'il dispense pendant sa garde. Les services médico-administratifs visés par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail (Annexe XIII de l'Entente) sont toutefois rémunérés à 100 % de leur valeur;

5.08 Malgré les dispositions du paragraphe 1.4 du préambule général au tarif relativement au montant du forfait compensatoire pour la période de 0 h à 8 h, le forfait compensatoire pour cette même période est de 515 \$. Les autres dispositions du paragraphe 1.4 du préambule général continuent de s'appliquer;

5.09 Les dispositions prévues au sous-paragraphe 2.2.9B du Préambule général de l'annexe V s'appliquent à la rémunération versée en vertu de la présente entente, forfait et pourcentage des actes;

AVIS : Dans un service d'urgence (0XXX7) et CLSC du réseau de garde intégré (9XXX2) : Voir l'**AVIS** sous la règle 2.2.9B, préambule général de votre manuel.

5.10 Si un établissement visé aux présentes administre plus d'un service d'urgence de première ligne situé dans des pavillons géographiquement distincts, la formule de rémunération prévue à cet article s'applique, de façon distincte, selon les modalités de désignation apparaissant à l'annexe I, dans le service d'urgence de chacun des pavillons en cause;

5.11 Sous réserve du paragraphe 1.4 du Préambule général au tarif, un forfait visé à cet article n'est divisible que sur base horaire. Ainsi divisé, un forfait peut être utilisé aux fins de déterminations prévues au paragraphe 6.01;

5.12 Un médecin peut, si des circonstances exceptionnelles et temporaires le justifient, à la demande du chef de département de médecine générale ou du médecin responsable, en surplus du nombre de médecins bénéficiant de la rémunération forfaitaire prévue, effectuer une garde sur place, entre 8 h et 24 h. Le chef de département informe le comité paritaire des motifs de son autorisation;

5.13 Le médecin visé au paragraphe 5.12 bénéficie de la rémunération prévue à cette entente. Après examen des motifs qui lui ont été soumis, le comité paritaire rajuste pour autant le nombre hebdomadaire de forfaits alloué au service d'urgence pour la période en cause et en informe la Régie;

5.14 Lorsque le médecin visé aux paragraphes 5.01 ou 5.12 doit dispenser des services médicaux au delà de son quart de garde, l'activité professionnelle en cause est rémunérée à 45 % de la valeur des actes médicaux qu'il dispense. Par ailleurs, si le médecin doit, par delà son quart de garde, assumer la garde pendant toute la période comprise entre 0 h et 8 h, sa rémunération est alors déterminée, en exclusivité, selon les dispositions qu'édicte le paragraphe 1.4 du préambule général au tarif ou 5.08 des présentes;

5.15 Dans un service d'urgence visé aux présentes, lorsque le médecin doit, dans une même journée, effectuer, en plus d'une garde de 0 h à 8 h, une garde comprise entre 8 h et 24 h, la facturation afférente à la période de 0 h à 8 h est également déterminée, en exclusivité, selon les dispositions qu'édicte le paragraphe 1.4 susmentionné ou 5.08 des présentes.

6.00 NOMBRE DE FORFAITS AUTORISÉS

6.01 Le nombre de forfaits autorisés est, dans un premier temps, établi sur base hebdomadaire. Par la suite, il est déterminé sur base journalière;

6.02 Le nombre hebdomadaire de forfaits autorisés est établi par les parties, sur recommandation du comité paritaire prévu à l'article 7.00. Cette détermination est arrêtée en fonction du temps, du lieu, de la nature, du volume, de la fréquence et de la lourdeur des services médicaux qui doivent être dispensés, d'une façon immédiate, par les médecins, et ce, en tenant compte des conditions observées dans le service d'urgence de l'établissement visé;

6.03 Le nombre journalier de forfaits autorisés est déterminé par le chef du département de médecine générale ou le médecin responsable, ou le médecin qui le remplace;

6.04 Le nombre journalier de forfaits peut varier selon qu'il s'agit d'une journée régulière, d'une journée fériée, d'un samedi ou d'un dimanche.

7.00 COMITÉ PARITAIRE

7.01 Les parties mandatent le comité paritaire aux fins d'informer et de conseiller des établissements et les médecins visés aux présentes relativement à la mise en oeuvre de cette entente particulière;

7.02 Ce comité a également pour fonction d'examiner les demandes des établissements et de soumettre aux parties les avis qui lui semblent pertinents quant aux matières suivantes :

- a) en regard de la présente entente particulière, l'adhésion ou le retrait d'un établissement;
- b) toute recommandation, avis ou consentement visé aux présentes;

7.03 Lorsque les conditions observées dans le service d'urgence le justifient, notamment celles attestant d'une surcharge de travail en fonction des effectifs médicaux en place, le comité paritaire peut, à titre exceptionnel, dans la détermination du nombre de forfaits hebdomadaire approprié, tenir compte du temps qui, excédentaire à un quart de garde, peut être requis par la dispensation de services médicaux ou le complètement de dossiers;

7.04 Ce comité voit à évaluer le regroupement des établissements, selon les dispositions du paragraphe 5.03 ci-dessus et à la mise en oeuvre de la présente entente particulière. S'il y a lieu, il recommande, au Ministre et à la Fédération, les correctifs nécessaires.

8.00 ADHÉSION ET RETRAIT

8.01 Cet article a pour objet de déterminer les modalités d'adhésion à cette entente particulière, ou de retrait de celle-ci, d'un établissement visé aux présentes;

8.02 Une demande est formulée conjointement par l'établissement qui exploite le centre hospitalier visé ainsi que par les médecins qui exercent leur profession dans le service d'urgence de première ligne qui fait partie de ce centre. Elle est transmise, par écrit, au Ministre et à la Fédération;

8.03 Le choix d'adhérer à cette entente particulière doit, pour être valable, recevoir, outre l'accord de l'établissement et l'acquiescement du chef du département de médecine générale ou du médecin responsable, l'appui de la majorité des médecins qui exercent leur profession dans le service d'urgence de première ligne en cause;

8.04 Une demande ayant pour objet de soustraire un établissement de l'application de cette entente particulière requiert, outre l'assentiment de l'établissement et celui, majoritaire, des médecins concernés, l'accord des parties;

8.05 Par exception, lorsqu'il y a désaccord relativement à une adhésion à cette entente particulière ou à un retrait de celle-ci, ce désaccord peut, à la demande d'une partie intéressée, être soumis au comité paritaire. Ce dernier recommande, s'il y a lieu, l'inclusion ou l'exclusion de l'établissement en cause;

8.06 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon cet article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement et les médecins concernés;

8.07 Une adhésion au sens de cet article ne peut être d'une durée inférieure à un (1) an;

8.08 L'adhésion à cette entente d'un établissement visé au paragraphe 3.02 ci-dessus a pour effet de soustraire l'établissement en cause, précisément à compter de la date de cette adhésion, de l'application des dispositions de l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de garde sur place effectuée, en régions universitaires, dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés en vertu de cette entente.

9.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

9.01 Cette entente particulière prend effet le 7 mars 1999;

9.02 Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 2^e jour de septembre 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GARDE SUR PLACE CHSGS DÉSIGNÉS

ANNEXE I

Liste des établissements (CHSGS) et des services d'urgence de première ligne désignés par accord des parties visés par l'Entente particulière concernant la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de première ligne de certains établissements désignés qui exploite un CHSGS ou qui font partie du réseau de garde intégré.

		Catégorie d'établis.	Nombre hebdo. de forfaits	Date (début)
Région 01 : Bas St-Laurent				
03047	Réseau Santé Kamouraska :	III	29	03-12-14
03347	- Centre Notre-Dame-de-Fatima	I	51	03-06-08
	Centre hospitalier régional de Rimouski			
	Réseau de santé de Témiscouata :			
91372	- CLSC de Pohénégamook	III	28	03-06-08
03337	- Hôpital Notre-Dame du Lac	III	28	99-03-07
93492	CHSLD - CLSC des Basques :	III	28	99-04-11
	- CLSC des Basques			
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean				
02477	Complexe hospitalier de La Sagamie (1)	I	98	2004-06-20
	Centre Maria-Chapdelaine :			
02507	Centre Maria-Chapdelaine	II	31	03-11-16
	- Centre hospitalier Dolbeau			
02517	CH Jonquière	II	44	02-09-01
Région 03 : Québec				
02057	L'Hôpital Jeffery Hale	III	29	01-06-17
02067	Hôpital Laval	I	50	03-11-23
	CH universitaire de Québec :			
02047	- Pavillon Hôtel-Dieu de Québec	I	46	01-04-01
02107	- Pavillon St-François d'Assise	I	84	01-03-18
02137	- Pavillon CHUL (1)	I	111	04-01-11
	CH affilié universitaire de Québec :			
02037	- Pavillon de l'Enfant-Jésus (1)	I	125	01-03-18
02127	- Hôpital du St-Sacrement	I	46	03-02-23
	Centre de santé Orléans :			
02347	- CLSC Orléans / Hôpital Sainte-Anne	III	28	03-01-12
02357	Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf :	III	28	99-03-07
	- CH Portneuf			
02377	CH de Charlevoix	III	28	99-03-07
	CLSC et CHSLD de Portneuf :			
90682	- CLSC Saint-Marc-des-Carrières	III	28	00-12-10

(1) Si plus d'un médecin la nuit, selon l'article 1.4 du Préambule général.

		Catégorie d'établis.	Nombre hebdo. de forfaits	Date (début)
Région 04 : Mauricie - Centre-du-Québec				
01777	Carrefour de santé et des services sociaux de la Saint-Maurice	III	28	99-03-07
01827	CH régional de Trois-Rivières :	I	100	2004-05-08
01857	- Pavillon St-Joseph (1)	I	52	04-01-11
02757	CH du Centre-de-la-Mauricie :	I	48	03-08-03
	- CH régional de la Mauricie			
	Hôtel-Dieu d'Arthabaska			
Région 05 : Estrie				
01007	Les CLSC - CH - CHSLD de la MRC d'Asbestos :	III	28	99-03-07
	- CH d'Asbestos			
01027	CH de Coaticook	III	28	99-06-27
01107	CUSE - Pavillon Bowen (1)	I	84	99-03-07
01127	CH Lac Mégantic	III	28	99-03-26
01167	Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke :	I	91	03-03-30
	- Hôpital Fleurimont			
Région 06 : Montréal-Centre				
00087	Institut de cardiologie de Montréal	I	44	04-04-18
00157	Hôpital Maisonneuve-Rosemont (1)	I	131	01-03-18
00187	Centre universitaire de santé McGill :			
	- Hôpital général de Montréal (1)	I	91	03-05-11
00257	- Hôpital Royal Victoria	I	84	03-09-21
00277	Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal (1)	I	129	00-11-05
00067	CH universitaire de Montréal :			
	- Campus Hôtel-Dieu (1)	I	58	99-06-13
00307	- Campus St-Luc (1)	I	75	99-10-31
00357	Hôpital Santa Cabrini (1)	I	88	01-01-07
00367	Centre hospitalier de Verdun	I	70	03-06-22
Région 07 : Outaouais				
01257	CH - CHSLD de Papineau :	II	37	99-12-05
	- Pavillon du CH			
+ 01267	Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais :	I	63	04-09-05
07697	- Pavillon de Hull	I	63	03-10-05
01307	- Pavillon de Gatineau	III	28	00-09-10
01317	Centre hospitalier du Pontiac	III	28	99-03-07
	CH Gatineau Mémorial			
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue				
01507	CH Hôtel-Dieu d'Amos	II	35	00-04-02
01527	Réseau santé et services sociaux des Aurores Boréales :	III	32	03-03-30
	- Centre hospitalier La Sarre			

(1) Deuxième médecin la nuit, selon l'article 1.4 du Préambule général.

		Catégorie d'établis.	Nombre hebdo. de forfaits	Date (début)
Région 09 : Côte-Nord				
02697	CH régional de Sept-Iles	II	40	02-10-13
	Centre de santé des Nord-Côtiers :			
02647	- Pavillon Escoumins	III	28	99-04-25
90632	- Pavillon Forestville	III	28	99-11-01
95062	CLSC - Centre de santé des Sept-Rivières	III	28	99-04-11
Région 10 : Baie James				
	Centre régional de santé et services sociaux Baie James :			
02537	- Centre de santé Chibougamau	III	35	03-04-25
Région 11 : Gaspésie / Iles-de-la-Madeleine				
03287	CH de Gaspé	III	28	99-03-07
03307	CH Baie-des-Chaleurs	II	28	99-03-07
03417	CLSC - CHSLD - CH de la MRC Denis-Riverin :			
	- Hôpital des Monts	III	28	99-03-07
	CLSC - CHSLC Baie-des-Chaleurs :			
90582	- CLSC Chaleur	III	28	99-04-11
Région 12 : Chaudière-Appalaches				
02877	CH Beauce-Etchemin	I	56	03-07-13
03007	Hôtel-Dieu de Lévis	I	103	2004-03-21
03037	Hôtel-Dieu de Montmagny	II	35	00-04-02
Région 15 : Laurentides				
01437	Centre Hospitalier Laurentien	I	46	03-06-15
01447	Hôtel-Dieu de St-Jérôme	I	95	03-01-26
01457	CH St-Eustache (1)	I	88	03-03-02
Région 16 : Montérégie				
00427	Hôpital du Haut-Richelieu	I	84	2004-05-08
00927	Hôtel-Dieu de Sorel	I	52	03-10-05
	Réseau Santé Richelieu - Yamaska :			
00947	- Pavillons Honoré-Mercier et St-Charles	I	75	04-02-01
01037	CH de Granby	I	65	02-03-17
01087	L'Hôpital Barrie Memorial	III	28	99-03-07
01147	CH régional du Suroît	I	64	01-09-02
07767	Centre hospitalier Anna-Laberge	I	70	03-03-02

(1) Si plus d'un médecin la nuit, selon l'article 1.4 du Préambule général.

AVIS : Annexe modifiée par les Accords N^{os}: 298, 335, 349, 393, 408, 440, 449, 496, 505, 511, 525 et 540 ou par lettre du Comité paritaire.

*EP - GARDE EN DISPONIBILITÉ (MAINTIEN À DOMICILE)***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA GARDE EN DISPONIBILITÉ EFFECTUÉE AUPRÈS DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS** *(maintien à domicile)***PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu de l'article 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination des conditions d'exercice et de rémunération de la garde en disponibilité effectuée auprès d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), d'un centre de réadaptation (CR) qui dispense des services d'adaptation ou de réadaptation à des personnes ayant une déficience physique, d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés (CHSGS) qui n'opère pas de services d'urgence ou dans le cadre du programme de maintien à domicile d'un centre local de services communautaires (CLSC) désigné par accord des parties et énumérés en annexe I des présentes.

1.02 À moins d'indication contraire, cette annexe comprend, pour l'établissement qui y est désigné, l'ensemble de ses installations ou les établissements couverts par l'adhésion, et précise le type et le nombre de forfaits quotidiens alloué à chacun des établissements en cause.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique au médecin qui dispense des services de garde en disponibilité auprès d'un CHSLD ou d'un CR visé à l'article 1.01 des présentes ou dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un CLSC visé aux présentes, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES**3.01 Participation**

Le médecin qui désire participer à la garde en disponibilité prévue à cette entente particulière doit être détenteur d'une nomination d'un établissement visé aux présentes. Si tel n'est pas le cas, le médecin s'adresse alors à la régie régionale du territoire où est situé cet établissement. La régie régionale transmet à l'établissement concerné la demande du médecin.

Cet établissement octroie une nomination spécifique au médecin, basée sur une entente de services conformément à la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Une telle nomination n'a pas pour effet d'augmenter le nombre de médecins autorisés par le plan d'effectifs médicaux prévu pour l'établissement.

AVIS : *L'établissement doit faire parvenir à la Régie un avis de service identifiant le médecin et la période concernée.*

3.02 Garde en disponibilité

Pour donner droit à au moins un forfait à tarif régulier par période de huit (8) heures, la garde en disponibilité doit répondre à une des situations suivantes. Elle est dispensée :

- a) auprès d'un CHSLD, d'un CHSGS ou d'un CR visé au paragraphe 1.01 des présentes, que ceux-ci aient un ou plusieurs pavillons ou installations, ou auprès d'un regroupement de CHSLD, de CHSGS ou de CR, centre ou regroupement de centres desservant plus de 200 lits;
- b) dans le cadre d'un programme de maintien à domicile d'un territoire ou de territoires différents mais contigus de CLSC desservant au moins cent (100) patients nécessitant un accès aux soins médicaux 24/7;

- c) auprès de tout regroupement de centres, au sein d'un même établissement ou non, jugé acceptable par la régie régionale sur recommandation de la commission médicale régionale (CMR), ou, lorsque institué, du département régional de médecine générale (DRMG);
- d) dans le cadre de toute autre situation jugée acceptable par la régie régionale, sur recommandation de la CMR ou, lorsque institué, du DRMG.

3.03 Rémunération

La rémunération de la garde en disponibilité prévue à la présente entente particulière ne s'applique qu'à compter du samedi à 0 h 00 au dimanche suivant 24 h 00 et les jours fériés de 0 h 00 à 24 h 00.

La garde en disponibilité effectuée par un médecin régi selon la présente entente particulière est rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte, prévoyant le paiement d'un forfait de cinquante et un dollars et quatre-vingt-dix cents (51,90 \$) par quart de huit (8) heures de garde, additionné de la rémunération à l'acte prévue à l'Entente, selon le tarif applicable, pour les services médicaux dispensés durant cette période.

AVIS : Les week-end et jours fériés (voir P.G. 2.4.7.6, jours fériés), pour les **services médicaux rendus durant la garde en disponibilité :**

- utiliser **une** « Demande de paiement » **no 1200** distincte pour chaque personne assurée;
- pour les services **reliés** à cette garde : **inscrire la lettre « E »** dans la case C.S.;
- pour les services **non reliés à la garde en disponibilité, (ex. tournée des malades) : ne pas inscrire la lettre « E »** dans la case C.S.

Si une période de garde assurée par le médecin comprend une fraction d'un quart de garde de huit (8) heures, le forfait prévu à la présente entente particulière devient, quant à cette portion de quart de garde, divisible. Il est alors payé par la Régie au prorata du temps de garde effectué par le médecin.

Le forfait est réduit ou majoré de 50 % lorsque, selon la régie régionale, sur recommandation de la CMR ou, lorsque institué, du DRMG, le nombre de lits ou de patients, d'installations ou pavillons ou la distance à couvrir le justifie.

AVIS : Les week-end et jours fériés, pour facturer le **forfait**, inscrire les données suivantes :

- XXXX01010112 dans la case réservée au numéro d'assurance maladie;
- le code d'acte approprié par quart de 8 heures de garde :
 - **9856** (forfait majoré), honoraires de **77,85 \$**;
 - **9857** (forfait régulier), honoraires de **51,90 \$**;
 - **9727** (forfait réduit), honoraires de **25,95 \$**;
- le code d'établissement; nombre d'heures de garde dans la case UNITÉS;
- la lettre « E » dans la case C.S.;
- les honoraires sur base horaire; l'heure de début et de fin de la période de garde dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES;
- dans le cas de garde simultanée dans plusieurs établissements, installations ou pavillons, inscrire les services sur des lignes distinctes en respectant le nombre maximum de forfaits par établissement désigné.

4.00 NOMBRE DE FORFAITS

4.01 a) Le comité paritaire détermine le nombre de forfaits quotidiens à répartir entre les régies régionales.

b) La répartition interrégionale du nombre de forfaits visé à l'alinéa a) est déterminée par le comité paritaire à partir des critères suivants :

- Le nombre de corporations;
- le nombre de CLSC;
- le nombre de lits d'hébergement et de soins de longue durée.

c) Un dépassement du nombre de forfaits alloué à une régie régionale peut être autorisé par le comité paritaire, de façon permanente ou temporaire. Si un tel dépassement n'est pas autorisé par le comité paritaire, un plan de redressement doit être élaboré et présenté par la régie régionale sur recommandation de la CMR ou, lorsqu'institué, du DRMG, au comité paritaire.

5.00 COMITÉ PARITAIRE

5.01 Toute question relative à la mise en oeuvre et au suivi de la présente entente particulière est soumise au comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'Entente. Le comité paritaire fait aux parties les recommandations appropriées. En outre, il assume les fonctions suivantes :

- a) il s'assure de la conformité du plan d'organisation des services de garde en disponibilité qui lui est soumis par une régie régionale;
- b) il informe la régie régionale du nombre de forfaits quotidiens qui est alloué à cette dernière;
- c) il prend les mesures requises en cas d'ajustement ou de dépassement du nombre de forfaits alloué à une régie régionale conformément à l'article 4.00 des présentes.

6.00 ADHÉSION ET RETRAIT

6.01 Le présent article a pour objet de déterminer, pour un établissement, les modalités d'adhésion à la présente entente particulière et les modalités de retrait de celle-ci.

6.02 Une demande selon le présent article est formulée conjointement par l'établissement ou les établissements en cause et par le ou les chef(s) de département de médecine générale, du service médical ou par le ou les médecin(s) responsable(s). Cette demande est transmise par écrit à la régie régionale.

6.03 La régie régionale sur recommandation de la CMR ou, lorsqu'institué, du DRMG, soumet pour approbation au comité paritaire son plan d'organisation des services de garde en disponibilité pour son territoire, en totalité ou en partie, ainsi que la liste des établissements dont elle recommande la désignation sur base permanente ou temporaire dans le cadre de la présente entente.

6.04 Suite à son adhésion à la présente entente, l'établissement procède aux nominations prévues au paragraphe 3.01 et en informe la Régie.

6.05 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement de la présente entente, est soumise pour approbation au comité paritaire par la régie régionale, sur recommandation de la CMR ou, lorsqu'institué, du DRMG et nécessairement, en outre, l'accord des parties.

6.06 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que la régie régionale, l'établissement et les médecins concernés.

7.00 MISE EN VIGUEUR

7.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} septembre 1999 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GARDE EN DISPONIBILITÉ (MAINTIEN À DOMICILE)

ANNEXE I

Liste des établissements et des installations regroupées adhérant à l'Entente particulière relative à la garde en disponibilité effectuée auprès de certains établissements (*maintien à domicile*).

AVIS : Veuillez noter que l'abréviation LCP dans la colonne «Accord» signifie Lettre du Comité paritaire.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 01 : Bas St-Laurent					
03254	Centre hospitalier d'Amqui - Villa Mon Repos - Foyer Sainte-Marie de Sayabec - Résidence Marie-Anne Ouellet	394	Rég.	3	99-12-16
03314	Les CH et CHSLD de Matane - Centre hospitalier de Matane - Foyer d'accueil de Matane - Pavillon de la Mer Inc.	317	Rég.	3	99-02-01
04964	Centre Mitissien de santé et de services communautaires (*) - Hôpital de Mont-Joli	293	Maj.	3	98-09-01
04984	Centre hospitalier de Rivière-du-Loup - Hôpital St-Joseph-Rivière-du-Loup - Le Foyer de St-Antonin - Centre Villa Maria	452	Maj.	3	01-03-07
10585	Centre d'hébergement et de services communautaires de l'Estuaire - Le Foyer de Rimouski	293	Rég.	3	98-09-01
10695	Réseau santé Kamouraska - Centre Thérèse Martin - Centre d'Anjou	452	Rég.	3	01-06-22
93402	Réseau de santé du Témiscouata- CLSC Témiscouata (*) - Villa de la Rivière - Foyer Beauséjour - Domaine du Sommet - Hôpital Notre-Dame-du-Lac	452	Maj.	3	01-11-02
93442	- CLSC de l'Estuaire (**)	407	Rég.	3	00-08-21

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

(**) L'ensemble des religieuses de la maison mère des soeurs du Saint-Rosaire inscrites au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 02 : Saguenay Lac-St-Jean					
02454	Centre Le Jeannois - Pavillon de Métabetchouan - Pavillon Le Normandie - Pavillon du Bel-Age - Pavillon de l'Hôtel-Dieu d'Alma - Pavillon Le Pionnier	394	Rég.	3	99-01-25
02484	CH - CHSLD - CLSC Cléophas-Claveau : Hôpital de la Baie des Ha! Ha! - Hôpital de La Baie des Ha! Ha! - Foyer St-Joseph de La Baie - Foyer de Bagotville	407, 452 et 499	Rég.	3	98-09-01
02504	Centre Maria-Chapdelaine - Centre hospitalier de Dolbeau - Pavillon Maison du Bel Âge - Pavillon Ghislain Genest - CHSLD Maria-Chapdelaine - Foyer St-Cyrille de Normandin	293	Rég.	3	99-05-14
02514	Centre hospitalier Jonquière - Résidence Ste-Marie - Pavillon Arvida - Résidence Georges Hébert - Résidence des Années d'Or	293	Rég.	3	98-09-01
02524	Hôtel-Dieu de Roberval - Pavillon St-François-de-Sales - Le Foyer de Lac Bouchette - Le Domaine du Bon Temps	293	Rég.	3	98-09-01
11475	Hôtel-Dieu de Roberval : Le Foyer de la Paix - Le Foyer de la Paix - Pavillon de La Doré	407, 452 et 499	Rég.	3	98-09-01
11615	Le CHSLD de Chicoutimi - Beaumanoir de Chicoutimi - Le Foyer Delage - Centre Mgr Victor Tremblay	293	Rég.	3	98-09-01
93472	Centre Maria-Chapdelaine - CLSC (Mistassini) (*)	317	Rég.	3	99-05-14

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 03 : Québec					
02004	CLSC- CHSLD Haute-ville-des-Rivières/ Résidence Christ-Roi - Résidence Christ-Roi - Résidence Louis-Hébert - Résidence Le Faubourg - Résidence St-Antoine	L.C.P.	Maj.	3	02-05-09
02054	L'Hôpital Jeffery Hale - Saint Brigid's Home - Centre hospitalier St-Sacrement Ltée	293	Rég.	3	98-09-01
02134	Centre hospitalier universitaire de Québec - Pavillon CHUL(Foyer des Vétérans) - Résidence Paul Triquet	438	Rég.	3	01-02-01
02314	Centre hospitalier St-Joseph de La Malbaie - Villa des Érables - Accueil Bellerive - Foyer de Clermont - Foyer de Notre-Dame du Sacré-Cœur de St-Siméon - CLSC Charlevoix (*) (secteur Charlevoix Est)	293	Rég.	6	98-09-01
02324	Corporation du Centre hospitalier Chauveau - Centre hospitalier Chauveau - Pavillon Ste-Thérèse - Foyer de Loretteville - Pension Marie-Chantal - Pavillon Hélène de Champlain	293	Rég.	3	98-09-01
02344	Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré - Centre d'accueil St-Tite-des-Caps - L'Accueil de Notre-Dame de Beaupré - CLSC Orléans (*) (secteur Beaupré)	293	Rég.	3	98-09-01
02354	Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf - Centre hospitalier Portneuf - Centre d'hébergement St-Raymond (*)	364	Rég. Rég.	3 3	98-09-01 99-09-01
04704	Hôpital Général de Québec	293	Rég.	3	98-09-01
04724	Centre hospitalier affilié universitaire de Québec - Pavillon du Fargy - Pavillon Yvonne-Sylvain - Pavillon Maizerets - Pavillon St-Augustin - Pavillon Alphonse-Bonenfant	293 et 394	Maj.	3	99-04-01
07720	La Maison Michel Sarrazin	438	Rég.	3	00-07-01
07784	Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc. - Centre d'hébergement St-Jean-Eudes - Centre d'hébergement Champlain-Limoilou - Centre hospitalier St-François - Résidence Le Foyer de Charlesbourg	481	Rég.	3	02-05-09
10013	Institut de réadaptation en déficience physique de Québec - Site François-Charron	317	Rég.	3	98-09-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 03 : Québec (suite)					
11895	CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier : Résidence Notre-Dame de Lourdes - Résidence Notre-Dame de Lourdes - Résidence Saint-Charles	499	Rég.	3	03-06-02
17815	Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf - Centre d'hébergement Donnacona - Centre d'hébergement St-Marc-des-Carières - Centre d'hébergement St-Casimir	293	Rég.	3	98-09-01
20275	Vigi Santé Ltée - CHSLD St-Augustin - Jardins du Haut St-Laurent (1992)	317	Rég.	3	99-03-12
21695	Pavillon Saint-Dominique - Centre hospitalier Notre-Dame du Chemin - CLSC de Portneuf (secteurs ouest et sud-est)	407	Rég.	3	00-04-11
90552	CLSC-CHSLD Basse-Ville-Limoilou-Vanier : Point de service Basse-Ville - (*) (Secteur Basse-Ville et Limoilou)	499	Rég.	3	03-02-28
90682	Les CLSC et CHSLD de Portneuf (*)	407	Rég.	3	00-05-10
91232	CLSC des Seigneuries	LCP	Maj	3	03-04-23
+ 93672	Centre de santé et des services sociaux de Québec-Nord : CLSC Jacques-Cartier - CLSC Jacques-Cartier : (**)	LCP	Rég.	3	2004-05-11
93832	CLSC Orléans (*) (secteur Beauport)	438	Rég.	6	01-04-04
93972	CLSC Charlevoix (*) - Pavillon Restons chez-nous (Secteur de l'Île-aux-Coudres)	407	Rég.	3	99-12-01
95082	CLSC-CHSLD Haute-Ville des Rivières : CLSC Haute-Ville - CLSC Haute-Ville : (*) (secteur Haute-Ville)	452, 499 et 523	Rég.	3	02-11-08
	- CLSC Haute-Ville : (*) (secteur Vanier, Duberger, Les Saules)	452, 499 et 523	Rég.	3	01-11-05
95132	CLSC Sainte-Foy-Sillery-Laurentien : Point de service Sainte-Foy-Sillery - (*) desservi par votre établissement	499	Rég.	3	02-12-20
Région 04 : Mauricie - Centre-du-Québec					
01494	CHSDL de la MRC d'Arthabaska - Pavillon familial des Bois-Francs Inc. - Centre hospitalier des Bois-Francs - Foyer Étoiles d'Or - Centre d'accueil l'Ermitage - Pavillon Bujold-Lefebvre	293	Maj.	3	98-09-01
01754	Regroupement Cloutier-Du-Rivage (*) - Hôpital Cloutier - Foyer Père Frédéric - Centre d'accueil Luc Désilets - Pavillon des Aînés - Pavillon Nazareth du Cap (1985) Inc. - Pavillon Nazareth du Cap (1985) Inc.	407	Maj.	3	00-06-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

+ (**) L'ensemble des patients inscrits au programme de soutien à domicile du territoire de la Haute-Saint-Charles

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 04 : Mauricie - Centre-du-Québec (suite)					
01764	CHSLD du Centre Mauricie - Résidence Linteau - Centre Laflèche - Foyer de Grand-Mère - Résidence de la St-Maurice - Centre d'accueil Dr Joseph-Garceau	293	Rég.	6	98-09-01
01804	Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie - Pavillon St-Paulin 1994 Enr. - Pavillon St-Boniface Inc. - La Résidence des Chutes Inc. - Centre hospitalier régional de la Mauricie - Centre hospitalier Sainte-Thérèse de Shawinigan	364	Maj.	3	99-09-03
01814	CHSLD Trifluvien - Résidence Cooke - Résidence Joseph-Denys - Résidence La Providence - Résidence Louis Denoncourt - Pavillon La Cathédrale Enr.	293	Maj.	3	98-09-01
02784	Complexe santé et services sociaux Nicolet-Yamaska - Hôpital du Christ-Roi - Foyer Lucien Shooner - Foyer de Nicolet - Foyer de St-Célestin	293	Rég.	3	98-09-01
04944	CHSLD Coeur-du-Québec - Villa du Boisé Inc. - Pavillon Marie-Reine des Coeurs Enr. - Centre Frédérick-Georges-Hériot - Résidence Marguerite-d'Youville (Hôpital Ste-Croix)	293	Maj.	3	98-09-01
10053	Centre de réadaptation Interval	481	Réduit	3	02-04-04
10685	Regroupement santé et services sociaux MRC Maskinongé: - Site: La Résidence Avellin-Dalcourt	481	Rég.	3	01-11-15
90642	CLSC - CHSLD Les Blés d'Or - Foyer Romain Becquet (*)	452	Rég.	3	01-07-14
90672	CLSC-CHSLD de l'Érable (*) - Pavillon Aubin-Bolduc - Foyer des Bois-Francis - Foyer St-Eusèbe - Foyer de Lyster - Foyer Sacré-Coeur	407	Maj.	3	00-06-01
93622	Complexe santé et services sociaux Nicolet-Yamaska - CLSC Nicolet-Yamaska (*)	293	Rég.	3	98-09-01
+ 93912	CLSC Les Forges - CLSC Les Forges (*)	534	Rég.	3	2004-04-21

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 05 : Estrie					
01024	Carrefour de la santé et des services sociaux CLSC et CHSLD de Coaticook : Centre hospitalier de Coaticook - Centre hospitalier de Coaticook (**)	499	Rég.	3	02-11-01
01064	CLSC - Centre hospitalier et d'hébergement Memphrémagog - CH et CHSLD de Memphrémagog - Pavillon Place Victoria - Résidence Ste-Marguerite-Marie	350 et 376	Rég.	3	99-09-01
01114	Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke - Pavillon Argyll - Pavillon d'Youville	293	Maj.	3	98-09-01
01124	Carrefour santé du Granit (CH - CHSLD - CLSC) - Centre hospitalier Lac-Mégantic - La Maison paternelle - Pavillon Ste-Cécile - Le Castel des Aïeux (La Maison paternelle)	394	Maj.	3	00-01-22
10085	Foyer Wales	293	Rég.	3	98-09-01
10133	Centre de réadaptation de l'Estrie : Pavillon King Ouest - Centre de réadaptation de l'Estrie : Pavillon King Ouest	523	Rég.	3	03-11-10
10535	Les CHSLD Estriade - Le Foyer St-Joseph - Pavillon St-Marc Enr. - Pavillon St-François - Pavillon St-Gabriel Enr. - Pavillon l'Eden Enr. - La Résidence de l'Estrie - Le Foyer de Bromptonville - Pavillon Fontaine Enr. - Pavillon Simon Côté Inc. - Maison Reine Marie	364 et 376	Maj.	3	99-06-15
11125	CLSC - CHSLD du Haut-St-François - Site Domaine de La Sapinière - Villa du Repos	317-364-394	Rég.	3	98-09-01
23485	La Maison Blanche de North Hatle : - Foyer Connaught	317	Rég.	3	99-01-08
90652	CLSC Soc (*)	317	Rég.	3	98-09-01
91272	CLSC - CHSLD du Haut-St-François - Pavillon St-Gérard Inc. - Site Foyer de Weedon - CLSC point de service de Weedon (*)	293	Rég.	3	98-09-01
91332	Carrefour santé et services sociaux Val St-François - Pavillons : Richmond, St-Louis, Valcourt et Barlow (*)	293	Rég.	9	98-09-01
93612	CLSC Gaston-Lessard (*) : - Centre d'accueil Shermon	293	Rég.	3	98-09-01
93882	Centre de santé Memphrémagog : Centre de santé Memphrémagog - (*) (Points de service Magog, Stanstead et Mansonville)	499	Rég.	6	03-06-09

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

(**) Patients en hébergement et soins de longue durée et patients inscrits au programme de maintien à domicile nécessitant un suivi médical

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 06 : Montréal-Centre					
00164	Centre hospitalier Jacques-Viger - Centre d'accueil Ernest Routhier	293	Maj.	3	98-09-01
00204	Centre hospitalier de l'Université de Montréal - Campus Notre-Dame - Campus Hôtel-Dieu - Campus St-Luc - Pavillon Bruchesi	376	Rég.	3	99-09-16
00224	CHSLD Lucille Teasdale : Pavillon J.-Henri Charbonneau - Pavillon Eloria Lepage - Pavillon Maisonneuve - Pavillon J.-Henri Charbonneau	293	Rég.	6	98-09-01
00324	Centre hospitalier St-Michel - CHSLD St-Michel - Hôpital Notre-Dame de Lourdes	293 et 376	Rég.	3	99-01-01
00364	Centre hospitalier Angrignon (Fin 00-09-30) - (Pavillon Verdun et Pavillon LaSalle)	317 et 438		3	
04044	CHSLD Juif de Montréal : Centre hospitalier Juif de l'Espérance - Centre hospitalier Juif de l'Espérance - Centre d'accueil David et Sylvia Kastner	523	Rég.	3	03-10-31
04084	L'Hôpital Chinois de Montréal (1963) - L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)	499	Réduit	3	02-08-20
04114	Le Centre de soins prolongés de Montréal - Hôpital Grace Dart	293	Rég.	3	98-09-01
04134	Hôpital Notre-Dame de la Merci Inc. - CH Notre-Dame de la Merci - Pavillon La Visitation	293	Maj.	3	98-09-01
04154	CHSLD Centre-Ville de Montréal : Résidence Saint-Charles Borromée - Résidence Saint-Charles Borromée - Manoir l'Âge-d'or - Pavillon Marquette - Pavillon Louisiane	293 et 499	Maj.	3	02-08-20
04224	Corporation du centre hospitalier gériatrique Maimonides - Centre hospitalier gériatrique Maimonides	293	Rég.	3	98-09-01
04244	CHSLD Champlain-Manoir de Verdun : Pavillon Champlain - Pavillon Champlain - Pavillon Manoir	293	Maj.	3	98-09-01
05054	Centre Le Cardinal	293	Rég.	3	98-09-01
05764	Villa Médica Inc. : - Villa Médica	317	Rég.	3	98-09-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 06 : Montréal-Centre (suite)					
05774	Groupe Roy Santé Inc. - Centre d'hébergement St-Georges	293	Rég.	3	98-09-01
+ 05844	Groupe Champlain Inc. : Centre d'hébergement Champlain-Beloeil - Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay - Centre d'hébergement Champlain-Beloeil - Centre hospitalier Rive-Sud - CHSLD Jean-Louis Lapierre Inc.	LCP	Rég.	3	04-04-01
07834	Centre hospitalier de Lachine: - Pavillon Camille Lefebvre	317	Rég.	3	99-03-26
08004	Institut universitaire de gériatrie de Montréal - Pavillon Côte-des-Neiges - Pavillon Alfred-Desrochers	293 et 376	Maj.	3	98-09-01
10005	CHSLD Les Havres - CHSLD Les Havres (Havre Dorion) - Havre Villeray (CHSLD Les Havres) - Havre St-Marc (CHSLD Les Havres)	293	Rég.	3	98-09-01
10023	Centre de réadaptation Lucie-Bruneau	438	Réduit	3	00-11-01
10095	CHSLD Émilie-Gamelin, Armand-Lavergne - C.A. Armand-Lavergne	293	Rég.	3	98-09-01
10365	Centre d'accueil St-Margaret - Les Foyers presbytériens de St-Andrew - Centre d'accueil Father Dowd - Father Dowd Home	293	Rég.	3	98-09-01
10375	CHSLD Biermans-Triest : Centre Biermans - Centre Biermans - Centre Triest	293	Maj.	3	98-09-01
10435	Manoir Cartierville - Hôpital St-Joseph de La Providence	293	Maj.	3	98-09-01
12245	La Corporation du Centre d'accueil de Lachine - Centre d'accueil de Lachine - Centre d'accueil Nazaire Piché - Foyer Dorval	293	Maj.	3	98-09-01
12275	CHSLD - CLSC St-Laurent - Centre d'hébergement St-Vincent-Marie	293	Rég.	3	98-09-01
12965	Résidences Mance-Decary (CHSLD) - Pavillon St-Henri (CHSLD) - Pavillon des Seigneurs (CHSLD) - Pavillon Auclair (CHSLD)	293	Maj.	3	98-09-01
13005	Foyer Rousselot	438	Réduit	3	00-11-01
15355	Les CHSLD du Plateau Mont-Royal : Centre Jean-De La Lande - Centre Jean-De La Lande - Centre Chevalier De Lorimier	293 et 523	Maj.	3	03-05-20
15655	Centre d'accueil La Salle	293	Rég.	3	98-09-01
15685	CLSC - CHSLD de Rosemont : Centre d'accueil Marie-Rollet - Centre d'accueil Marie-Rollet - Résidence Robert Cliche - CHSLD Paul Gouin	499	Maj.	3	02-10-20
15725	Centre d'accueil Denis-Benjamin Viger - CHSLD Bayview	293 et 376	Rég.	3	98-12-01
15835	Hôpital Santa Cabrini : Centre d'accueil Dante	438	Réduit	3	00-11-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 06 : Montréal-Centre (suite)					
16335	Centre hospitalier Richardson - Centre d'accueil Henri Bradet - Association montréalaise pour les aveugles : - Rés. Gilman	293	Rég.	3	98-09-01
16395	CLSC Montréal-Nord : Résidence Paul Lizotte - Résidence Paul Lizotte - CHSLD Gouin	293 et 376	Rég.	3	98-12-01
16525	Résidence Yvon-Brunet - Résidence Yvon-Brunet - Centre d'accueil Réal Morel - Centre d'accueil Louis Riel	293	Rég.	6	98-09-01
17775	Les Résidences Laurendeau, Légaré, Louvain - Résidence Laurendeau - Résidence Louvain - Résidence Légaré - Résidence Berthiaume-Dutremblay	293	Maj.	3	98-09-01
17855	Centre hospitalier - Centre d'accueil Gouin-Rosemont - Centre d'accueil Gouin-Rosemont - CHSLD Jeanne-Leber	293	Maj.	3	98-09-01
20995	Résidence Angélica - Hôpital Marie-Clarac	293 et 407	Maj.	3	98-09-01
23645	Vigi Santé - CHSLD Mont Royal - CHSLD Mont Royal	293	Rég.	3	98-09-01
+ 23705	Petites Soeurs des Pauvres : Ma Maison St-Joseph - Ma Maison St-Joseph	534	Réduit	3	04-03-31
25065	Groupe Champlain Inc. : Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin - Centre d'hébergement Champlain-Marie-Victorin - Centre d'hébergement Champlain-Villeray - Hôpital St-Denis (1980)	293	Rég.	3	98-09-01
25165	Les résidences montréalaises de l'Église unie pour personnes âgées : Résidence Griffith McConnel	350	Rég.	3	98-09-01
26445	Groupe Roy Santé Inc. : Centre d'hébergement Le Royer	438	Réduit	3	00-11-01
28145	Manoir Pierrefonds - Château Westmount	293	Rég.	3	98-09-01
29475	Vigi Santé Ltée : CHSLD Dollard-des-Ormeaux - CHSLD Ste-Rita - CHSLD Ste-Germaine Cousin - CHSLD Dollard-des-Ormeaux - CHSLD Pierrefonds - CHSLD Ville-Émard - CHSLD St-Félix de Longueuil - CHSLD Montérégie	293	Maj.	3	98-09-01
90802	CLSC des Faubourgs (Pt. de service Visitation) (*)	293	Rég.	3	98-09-01
91122	CLSC Côte-des-Neiges (l'ens. patients admis au projet SIPA)	317	Rég.	3	99-04-04

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 06 : Montréal-Centre (suite)					
91342	Centre d'accueil - CLSC J. Octave Roussin - CLSC J. Octave Roussin (*) - Résidence Notre-Dame - Centre François Séguenot - Foyer Lachapelle Enr.	293	Rég.	3	98-09-01
91402	CLSC Métro - CLSC Métro - CLSC Côte des Neiges - CLSC NDG / Montréal Ouest - CLSC Parc Extension - Clinique Pointe St-Charles - CLSC René-Cassin - CLSC St-Henri - CLSC Verdun	523	Maj.	3	03-04-01
93642	CLSC Villeray - CLSC des Faubourgs - CLSC Ahuntsic - CLSC Montréal-Nord - CLSC La Petite Prairie - CLSC du Plateau Mont-Royal - CLSC St-Louis du Parc - CLSC St-Michel - CLSC Villeray	523	Maj.	3	03-04-01
95012	CLSC Mercier Est / Anjou - CLSC Mercier Est / Anjou - CLSC Hochelaga-Maisonneuve - CLSC Olivier-Guimond - CLSC Patt / Montréal-Est - CLSC Rivière des Prairies - CLSC de Rosemont - CLSC Saint-Léonard	523	Maj.	3	03-04-01
95032	CLSC du Vieux Lachine - CLSC Vieux Lachine - CLSC Bordeaux-Cartierville - CLSC Lasalle - CLSC Pierrefonds - CLSC Lac St-Louis - CLSC St-Laurent	523	Maj.	3	03-04-01
95042	CLSC Lac-Saint-Louis - CLSC Lac-Saint-Louis (**)	499	Rég.	3	02-01-01
95052	CLSC Notre-Dame-de-Grâce / Montréal-Ouest (*)	364	Rég.	3	98-09-01
95072	CLSC Verdun/ Côte St-Paul (*)	452	Rég.	3	01-09-07
95122	CHSLD - CLSC St-Laurent - CLSC St-Laurent (*)	394	Rég.	3	00-01-10

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

(**) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile en soins palliatifs des CLSC Lac St-Louis et Pierrefonds.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 07 : Outaouais					
00824	La corporation du centre hospitalier Pierre-Janet - CH Pierre-Janet : garde auprès de la clientèle suivie dans le cadre de la programmation des services de longue durée	317	Rég.	3	98-09-01
01254	CH - CHSLD de Papineau - Pavillon du Centre hospitalier - Pavillon du Centre d'accueil	317	Rég.	3	98-09-01
01304	Le CLSC, le CHSLD et le CH du Pontiac - Centre hospitalier du Pontiac (*) - Pavillon Pontiac (*)	376 et 394	Rég.	3	00-04-01
06234	Groupe Champlain Inc. - CHSLD Champlain-Gatineau - CHSLD Vigi de l'Outaouais	376	Rég.	3	00-01-02
11005	Le CLSC, le CHSLD et CH du Pontiac - Pavillon Sacré-Coeur (*)	376 et 394	Rég.	3	00-04-01
11325	CHSLD de Hull - Résidence Foyer du Bonheur - Pavillon Siesta - Pavillon du Portage - Résidence La Piéta	293	Rég.	6	98-09-01
12565	CLSC - CH - CHSLD des Forestiers - Foyer Père Guinard - Le Foyer d'accueil de Gracefield	376 et 394	Rég.	3	00-04-01
15275	- Centre d'accueil de Gatineau (15275)	452	Réduit	3	01-12-19
15735	- Centre d'accueil Renaissance CLSC et CHSLD de Gatineau (*)	376	Rég.	3	99-01-01
17665	CLSC - CHSLD des Collines - Centre d'accueil de la Basse-Gatineau (pour le territoire desservi par l'établissement) (*)	376 et 394	Rég.	3	00-04-01
90602	CLSC - CHSLD de la Petite-Nation - Centre d'accueil La Petite-Nation CLSC de la Petite-Nation (*)	300	Rég.	3	98-09-01
90612	CLSC de Hull (*)	293	Rég.	3	98-09-01
90862	- Centre de services Le Moulin (90862)	452	Rég.	3	01-12-19
90892	CLSC - CH - CHSLD des Forestiers - Centre de service de Maniwaki (pour le territoire desservi par l'établissement) (*)	376 et 394	Rég.	3	00-04-01
91262	CLSC et CHSLD Grande-Rivière - CLSC Grande-Rivière (*)	364	Rég.	3	99-01-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

(**) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile en soins palliatifs des CLSC Lac St-Louis et Pierrefonds.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue					
01524	Réseau de santé et services sociaux des Aurores boréales - Centre hospitalier La Sarre - Pavillon Royal-Roussillon Inc. - Centre hospitalier St-Jean - Le Foyer de l'Âge d'or - Le Foyer Mgr Halde - CLSC des Aurores boréales (*)	300	Rég.	3	98-09-01
11045	Centre de santé Vallée-de-l'Or - Villa St-Martin (*) - Maison des Parfums (*) (Secteur de Malartic)	317	Rég.	3	98-09-01
11515	Maison Pie XII - Pavillon Claude Larouche - Centre d'accueil Youville - CLSC le partage des eaux (*)	300	Rég.	3	98-09-01
12395	Le CLSC et le CHSLD les Eskers - Pavillon Amos Inc. - Foyer Harricana (CHSLD les Eskers) - Pavillon Barraute - CLSC de l'Élan (*)	317	Rég.	3	98-09-01
12415	Centre de santé Vallée-de-l'Or - Foyer de Val-d'Or (*) - L'Oasis du Repos(*) (Secteur de Val-d'Or)	317	Rég.	3	98-09-01
91212	Centre de santé Sainte-Famille - Centre d'accueil Duhamel - Pavillon Tête du lac Inc. - Centre de santé Sainte-Famille (*)	300	Rég.	3	98-09-01
Région 09 : Côte-Nord					
02694	Centre hospitalier régional de Sept-Iles - Résidence Gustave Gauvreau	317	Rég.	3	98-09-01
93722	CLSC et centre d'hébergement de Manicouagan - Centre N.-A. Labrie - Pavillon Boisvert - CLSC de l'Aquilon (*)	293	Rég.	3	98-09-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 11 : Gaspésie- Iles de la Madeleine					
03304	Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs - Pavillon Ste-Hélène - Résidence St-Joseph	376	Rég.	3	98-09-01
12525	Les CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny (CA St-Fabien-de-Panet) (*) - Pavillon Goulet & Labrecque Inc.(*) - Pavillon Labrie (*) - Foyer d'Youville (*) - CA St-Ignace (*) - CA St-Fabien-de-Panet (*)	300	Rég.	6	98-09-01
90582	CLSC - CHSLD Baie-des-Chaleurs: CLSC - Centre d'hébergement	438	Rég.	3	01-04-10
90872	CLSC Malauze(*) : Le Gîte St-Alexis Inc.	376	Rég.	3	98-12-01
93272	CLSC et CHSLD Pabok : CLSC La Saline - La Maison de l'Anse Inc. - Villa Pabos	376	Rég.	3	98-12-15
95202	CLSC et CHSLD de la MCR Desjardins: - CLSC Desjardins (*)	317 et 364	Rég.	3	99-11-15
Région 12 : Chaudière-Appalaches					
02854	Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert - Villa Beauséjour - Point de service : Charny - CHSLD Chanoine- Audet Inc. - Clientèle en réadaptation fonctionnelle et intensive (entente de services avec le Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalache)	452	Maj.	3	01-06-29
+ 02864	CRATCA et CHSLD de Beauce : Centre hospitalier de Beauceville (Fin 05-05-10) - Centre hospitalier de Beauceville	481, 499 et 534	Rég.	3	98-09-01
+ 10675	CRATCA et CHSLD de Beauce : Le Pavillon Notre-Dame (Fin 05-05-10) - Le Pavillon Notre-Dame	481, 499 et 534	Rég.	3	98-09-01
+ 11215	CRATCA et CHSLD de Beauce : Le Foyer Saint-Georges de Beauce (Fin : 2005-05-10) - L'Accueil de Ville Saint-Georges - Le Foyer Saint-Georges de Beauce - Pavillon Baillargeon - Pavillon Bon Pasteur	523 et 534	Rég.	3	03-10-17
03004	Hôtel-Dieu de Lévis : - Centre d'accueil St-Joseph de Lévis - Pavillon Bellevue	452	Maj.	3	01-10-01
04904	Les CLSC et CHSLD de la MRC des Etchemins - Pavillon Lefranc Enr. - Lac-Etchemin (CHSLD)(*) (maintien à domicile du CLSC) (secteur Nord-Est)	317	Rég.	3	99-03-01
+ 07424	CH de l'Assomption (St-Georges de Beauce) Inc (Fin 05-05-10) - CH de l'Assomption (St-Georges de Beauce)	481, 499 et 534	Rég.	3	99-10-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 12 : Chaudière-Appalaches (suite)					
+ 10825	CHSLD de l'Amiante : Résidence Denis Marcotte (Fin : 05-05-10) Secteur Black Lake : - Résidence du Lac Noir - Pavillon Boutin - Pavillon Lafleur - Pavillon Coulombe - Pavillon Vachon - Pavillon Grondin Secteur Thetford-Mines : - Résidence Denis Marcotte - Pavillon St-Joseph - Centre hospitalier de la région de l'Amiante et le Pavillon La Rosée d'Or	481, 499 et 534	Rég.	6	99-10-01
+ 11865	Les CLSC et CHSLD de la MRC de l'Islet : Les CLSC et CHSLD de la MRC de l'Islet : (Saint-Eugène) (Fin 05-05-10) - Les CLSC et CHSLD de la MRC de l'Islet : (Saint-Eugène)	481, 499 et 534	Rég.	3	98-09-01
12525	Les CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny : CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny (CA Saint-Fabien-de-Panet) - Pavillon Goulet & Labrecque Inc. - Pavillon Labrie - CLSC et CHSLD de la MRC de Montmagny : (Foyer d'Youville, CA Saint-Ignace, CA St-Fabien-de-Panet) (*)	300	Rég.	6	98-09-01
12545	CHSLD de l'Amiante : Foyer Disraeli - Pavillon Villa Lavoie	452	Réduit	3	01-10-01
90572	Centre de santé des Etchemins : Centre de santé de Etchemins - Point de service Lac-Etchemin - Centre de santé des Etchemins - mission CHSLD (*) (secteur Nord-Est)	LCP	Rég.	3	2004-07-09
90732	Les CLSC et CHSLD de la MRC de Lotbinière (Laurier Station) - Pavillon St-Patrice Enr. - Pavillon Chantale et Noël Tardif Inc. - Pavillon Réal et Michelle Demers Enr. - Pavillon Michel Blais Inc. - Laurier Station (*) - Sainte-Croix (*) - Saint-Flavien (*) - Saint-Sylvestre (*)	300	Rég.	6	98-09-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 12 : Chaudière-Appalaches (suite)					
93382	Les CLSC et CHSLD de la MRC de la Nouvelle-Beauce : Point de service Sainte-Marie - CHSLD de Sainte-Marie - CHSLD de Saint-Isidore - CHSLD de Sainte-Hénédine - (**)	499	Maj.	3	02-08-31
93782	Les CLSC et CHSLD de la MRC de Bellechasse - Foyer Saint-Gervais - Foyer Saint-Raphaël - Pavillon l'Age d'Or - Villa Prévost - Foyer Notre Dame de Lourdes	438	Rég.	3	00-10-07
93812	Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert : Point de service St-Romuald - Point de service St-Romuald (**)	499	Rég.	3	02-09-03
Région 13 : Laval					
05374	CHSLD St-Jude	293	Rég.	3	98-09-01
10673	Le centre de réadaptation Normand Laramée - Résidence Louise Vachon	394	Rég.	3	00-02-01
12315	CLSC - CHSLD du Ruisseau-Papineau - Résidence Sainte-Dorothée	293 et 394	Rég.	3	98-09-01
15615	CLSC et CHSLD du Marigot : Centre d'accueil Idola St-Jean - Centre d'accueil Idola St-Jean	394 et 407	Rég.	3	00-01-31
26775	Manoir St-Patrice - Centre d'hébergement St-François	394	Rég.	3	00-04-12
29555	Villa Val des Arbres (1995) - Villa Val des Arbres (1995)	376 et 523	Réduit	3	03-08-21
29565	Villa Les Tilleuls - Villa Les Tilleuls	523	Réduit	3	03-08-21
29605	L'Orchidée Blanche Inc. - L'Orchidée Blanche CHSLD - Résidence Marie-Christine - Résidence Marois - Résidence Rivière	376	Rég.	3	99-06-01
90692	CLSC - CHSLD Ste-Rose de Laval - Pavillon Chomedey (CHSLD Ste-Rose) - CLSC Ste-Rose de Laval (*)	293	Rég.	3	98-09-01
91252	CLSC des Mille-Iles - Les CHSLD Laval - Centre d'accueil Fernand Larocque - Pavillon Duguay Enr. - Centre d'accueil La Pinière - Foyer Notre-Dame Enr.	293	Rég.	3	98-09-01
91302	CLSC et CHSLD du Marigot - CLSC du Marigot (*)	293	Rég.	3	98-09-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 14 : Lanaudière					
00854	Centre hospitalier régional de Lanaudière - Centre hospitalier régional de Lanaudière - Le Centre d'accueil St-Eusèbe	293 et 499	Maj	3	03-06-19
06414	CHSLD Le Château Inc.	438	Réduit	3	00-11-01
06534	CHSLD Heather Inc. - CHSLD Heather I - CHSLD Heather II - CLSC - CHSLD Montcalm : Foyer Liguori	317	Rég.	3	98-09-01
10555	CLSC - CHSLD Montcalm - Centre d'accueil St-Antoine de Padoue	407	Rég.	3	00-09-01
11055	CLSC - CHSLD d'Autray - Centre d'accueil Désy - Centre Alphonse Rondeau - Centre d'accueil St-Thomas - Centre d'accueil Ste-Élisabeth - centre administratif - Pavillon Laurette Boucher - Pavillon Ma-Mi Enr.	300	Rég.	6	98-11-29
12105	CLSC - CHSLD - Meilleur - Pavillon Longpré-Gravel - Pavillon St-Sulpice - Pavillon Bellefeuille - Pavillon Léonie - Centre Le Gardeur - Centre de l'Assomption - Centre Alexandre Archambault	293	Rég.	3	98-09-01
+ 27905	CHSLD Vigi Yves-Blais - CHSLD Vigi Yves-Blais	394 et 534	Réduit	3	2004-05-10
+ 29635	CHSLD de la Côte Boisée	534	Réduit	3	2004-05-10
80035	Carrefour de la Santé et des Services sociaux de Matawinie - Foyer de St-Donat - Pavillon Poudrier Enr. - CLSC de Matawanie (Pt de service de St-Donat) (*)	407	Rég.	3	00-09-25
91132	CLSC Lamater : CLSC Lamater	523	Rég.	3	04-01-12
93772	CLSC de Joliette (*)	407	Rég.	3	00-09-25

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 15 : Laurentides					
01434	Centre hospitalier Laurentien - Pavillon Grignon - Foyer Sainte- Agathe	481	Réduit	3	02-02-21
04554	Les CHSLD de la Rivière du Nord - Centre d'Youville - L'Auberge (St-Jérôme) - Résidence Lucien G. Rolland - Le Médaillon d'or Enr. - Foyer Soleil - Centre d'hébergement Jaclo	293	Maj.	3	98-09-01
07774	CHSLD Drapeau Deschambault - Centre Drapeau Deschambault - Pavillon Marie-Thérèse Inc. - Manoir et Pavillon Joie de Vivre Inc. - Centre Hubert Maisonneuve	293	Maj.	3	98-09-01
10225	Les CHSLD Sainte-Anne et Come Cartier - Pavillon Therrien Inc. - Pavillon Alain Campeau Enr. - Centre d'accueil Sainte-Anne de Mont-Laurier - CLSC des Hautes-Laurentides(*) (secteur Mont-Laurier et Notre-Dame-du-Laus)	293 et 394	Maj.	3	00-03-12
13865	Les CHSLD de la Rive et de Mirabel - Pavillon St-Louis Enr. - Centre d'accueil de St-Benoît - Manoir Grand Moulin - Manoir St-Eustache - CHSLD Deux-Montagnes	300	Maj.	3	99-01-09
15265	CLSC-CHSLD des Pays-d'en-Haut - Manoir de la Pointe-Bleue (1978) - Résidence Sainte-Marguerite	438	Rég.	3	00-06-26
+ 93792	CLSC-CHSLD des Pays-d'en-Haut : CLSC des Pays-d'en-Haut - CLSC des Pays-d'en-Haut (*)	534	Rég.	3	04-01-22
80125	CLSC des Hautes-Laurentides(*) (Pt.de service L'Annonciation) - Pavillon Come-Cartier	438	Rég.	3	00-10-01
80135	CLSC- CHSLD des Trois Vallées :(Pt de service Labelle) (*) - CLSC des Trois Vallées - Résidence Labelle	438	Rég.	3	00-12-01
90792	CLSC Thérèse-de-Blainville (*)	481	Rég.	3	02-06-03
93482	CLSC-CHSLD des Trois Vallées: (Pt de service St-Jovite)(*) - CLSC des Trois Vallées (secteurs St-Jovite) - Résidence St-Jovite	438	Rég.	3	00-12-01
95232	CLSC- CHSLD des Trois Vallées (Pt de service Ste-Agathe) (*) - CLSC des Trois Vallées	481	Réduit	3	02-02-21
93522	CLSC Arthur-Buies (*)	317, 418 et 523	Rég.	3	03-10-28
93532	CLSC Jean-Olivier-Chénier - CLSC Jean-Olivier-Chénier (*)	LCP	Rég.	3	2004-09-10

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 16 : Montérégie					
+ 00424	Hôpital du Haut-Richelieu - Hôpital du Haut-Richelieu - Pavillon Brouillet Inc. - Centre Georges Phaneuf - Centre Gertrude Lafrance	293 et LCP	Maj.	3	2004-01-05
01034	Centre hospitalier de Granby - CH de Granby - Centre d'accueil Marie-Berthe Couture	381	Réduit	3	02-05-10
01044	Le CH du Comté de Huntingdon - CLSC Huntingdon (*)	350	Rég.	3	99-04-30
04234	CHSLD de la MRC de Champlain - Centre St-Lambert - Centre Champlain - Centre Henriette Céré	300 et 376	Maj.	3	99-06-11
04454	Réseau Santé Richelieu-Yamaska - Pavillon Hôtel-Dieu	293	Maj.	3	98-09-01
04464	CHSLD du Bas-Richelieu - L'Hôpital général de Sorel - Foyer Richelieu - Hôpital Richelieu - Le centre d'hébergement de Tracy	293	Rég.	3	98-09-01
05844	Groupe Champlain Inc. - Le Centre d'hébergement Champlain-Châteauguay - Centre d'hébergement Champlain-Beloeil - Centre hospitalier Rive-Sud	300	Rég.	3	98-09-01
05864	Conseil des Mohawks de Kahnawake - CH Kateri Memorial - Tehsakotitsén : Tha (*) (maintien à domicile sur la réserve)	317	Rég.	3	98-09-01
07734	Les CLSC et CHSLD de La Pommeraie - Centre hospitalier de Bedford (*) (Secteur Bedford)	364 et 394	Rég.	3	99-11-02
10065	CLSC / CHSLD de la Vallée du Richelieu - Centre Marguerite-Adam - Centre Montarville	317	Rég.	3	98-09-01
10975	CLSC - CHSLD des Maskoutains - Centre Andrée-Perrault - Pavillon Girouard	394	Rég.	3	99-11-25
11235	Le regroupement des CHSLD des Trois Rives - Foyer de Rigaud - CLSC La Presqu'île(*) (maintien à domicile du CLSC) (secteur de Rigaud et de Hudson)	350	Rég.	3	98-09-01
12435	Les CLSC et CHSLD de La Pommeraie - Les Foyers Farnham (*) (maintien à domicile du CLSC) (secteur Farnham)	317	Rég.	3	98-09-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 16 : Montérégie (suite)					
14095	Les CHSLD Trèfle d'Or - Centre d'accueil Laprairie - Le Foyer de Châteauguay - Centre d'accueil Pierre-Rémi Narbonne	300	Rég.	3	98-09-01
15095	Centre Rouville (Résidence Sainte-Croix) - Résidence Val-Joli - Résidence St-Joseph de Chambly	293	Rég.	3	98-09-01
15365	Centre d'accueil d'Acton Vale	438	Réduit	3	00-11-01
15405	Les CLSC et CHSLD de La Pommeraie - Centre d'accueil de Cowansville (*) (Secteur Cowansville)	364 et 394	Rég.	3	99-11-02
15785	Le regroupement des CHSLD des Trois Rives - Centre d'accueil Vaudreuil - Centre d'accueil Laurent-Bergevin	317	Rég.	3	98-09-01
15825	CHSLD de Longueuil - CHSLD Chevalier de Lévis - CHSLD Le Manoir Trinité - CHSLD Mgr-Coderre - CHSLD René-Lévesque - Pavillon Marie-Victorin - Pavillon Renaissance - Pavillon St-Hubert Enr.	317	Maj.	6	98-09-01
16175	CHSLD du Littoral : Foyer Lajemmerais - Foyer Lajemmerais - Foyer St-Patrick - Résidence de Boucherville Inc. - Centre d'accueil Jeanne Crevier - Centre d'accueil Contrecoeur	293 et 452	Maj.	3	01-11-14
16545	Les Centres du Haut St-Laurent (CHSLD) - Le Centre du Haut St-Laurent (CHSLD) - Maison de La Providence, Côteau-du-Lac	300	Rég.	3	98-09-01
23895	Centre d'accueil Marcelle Ferron Inc.	438	Rég.	3	98-09-01
28515	Les CLSC et CHSLD de La Pommeraie - Foyer Sutton (*) (Secteur Sutton)	364 et 394	Rég.	3	99-11-02
+ 90752	CLSC Châteauguay - CLSC Châteauguay (***)	LCP	Rég.	3	2004-09-07
90842	CLSC St-Hubert - CLSC St-Hubert (**)	499	Rég.	3	03-05-01
91162	CLSC du Richelieu (*)	481	Rég.	3	02-02-20
91232	CLSC des Seigneuries (**)	499	Maj.	3	03-04-23

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

(**) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical du territoire desservi par l'établissement.

+ (***) L'ensemble des patients inscrits au programme de soutien à domicile et qui nécessite un suivi médical 24/7.

N°	Établissement / Installation(s) regroupée(s)	Accord	Type forfait	Nombre quotidien	Date début
Région 16 : Montérégie (suite)					
93512	CLSC de la Haute-Yamaska (*)	350	Rég.	3	99-07-15
93592	Les CLSC et CHSLD Champagnat de la Vallée des Forts - Résidence Champagnat d'Iberville - CLSC Vallée des Forts (*) (nécessitant des soins palliatifs)	317 et 381	Maj.	3	02-02-20
93602	CLSC du Havre (*) (nécessitant des soins palliatifs) (projet S.I.M.A.D.)	317	Rég.	3	98-09-01
93682	CLSC et CHSLD de la Vallée du Richelieu - CLSC La Vallée des Patriotes (*)	438	Réduit	3	00-11-01

(*) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical.

(**) L'ensemble des patients inscrits au maintien à domicile nécessitant un suivi médical du territoire desservi par l'établissement.

AVIS : Cette annexe a été modifiée par les accords nos 293, 300, 317, 350, 364, 376, 394,407,438 , 452 , 481, 499, 523 et 534 ou par lettre du Comité paritaire (LCP).

EP - CHEF DE DÉPARTEMENT (CHSGS)

ENTENTE PARTICULIÈRE

ENTENTE PARTICULIÈRE RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION ET AUX CONDITIONS D'EXERCICE DU MÉDECIN OMNIPRATICIEN CHEF DU DÉPARTEMENT CLINIQUE DE MÉDECINE GÉNÉRALE D'UN ÉTABLISSEMENT EXPLOITANT UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS (CHSGS)

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1.00 OBJET

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières relatives aux activités médico-administratives ainsi que leur rémunération, du médecin qui est nommé chef du département clinique de médecine générale d'un établissement qui exploite un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés et qui a un service d'urgence;

1.02 La présente entente particulière vise également le médecin qui est nommé chef du département clinique de médecine générale d'un établissement qui a pour mission, entre autres, d'exploiter un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés, et dont les conditions de rémunération pour les activités qu'il exerce auprès de cet établissement sont régies exclusivement par les dispositions relatives aux modes des honoraires fixes ou du tarif horaire.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

3.01 À des fins de rémunération, les activités médico-administratives couvertes par la présente entente sont celles qu'assume le chef de département clinique de médecine générale en vertu des dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2);

3.02 Pour le médecin qui détient le poste de chef de département, est également couverte par la présente entente l'activité professionnelle reliée à sa participation à l'intégration des activités de son établissement aux orientations mises de l'avant par le département régional de médecine générale (DRMG).

4.00 MODE DE RÉMUNÉRATION

4.01 Le médecin visé aux présentes est rémunéré sous forme de forfait ou à tarif horaire selon les modalités prévues à l'article 6.00 des présentes;

4.02 L'établissement transmet à la Régie un avis de service l'avisant de la nomination du médecin. L'établissement remet au médecin copie de cet avis.

AVIS : L'établissement doit utiliser le formulaire « Avis de service- Rémunération au tarif horaire » n° 3547.

Rémunération à forfait (Par.1.01) : La nomination est valide du 1^{er} janvier au 31 décembre, renouvelable à chaque année.

Ne pas inscrire d'heure puisqu'il s'agit d'un forfait hebdomadaire. Indiquer dans la case « Entente particulière Autre » : chef de département clinique de médecine générale (**forfait**).

Rémunération à tarif horaire (par. 1.02) : La Régie accepte les nominations couvrant une période de 2 ans.

Nombre d'heures hebdomadaires : Inscrire cinq (5) heures. Indiquer dans la case « Entente particulière - Autre » : chef de département clinique de médecine générale (**tarif horaire**).

5.00 ANNEXE IX

5.01 La rémunération versée pour les activités visées aux présentes n'est pas sujette à l'application des paragraphes 5.3 et 5.4 de l'annexe IX de l'Entente.

6.00 MONTANT FORFAITAIRE ET TARIF HORAIRE

6.01 Au 1^{er} novembre de chaque année, les parties déterminent le montant forfaitaire accordé au médecin visé au paragraphe 1.01 pour l'année qui suit, pour la rémunération des activités prévues dans le cadre de la présente entente, sur la base des données sur la rémunération des médecins pour l'année finissant le 1^{er} juin de l'année en cours;

6.02 Sauf pour les règles d'application prévues au paragraphe 6.04, une période annuelle d'application visée aux présentes débute le 1^{er} janvier de chaque année.

L'annexe I ci-jointe fait état du montant forfaitaire qui est alloué en regard de chaque établissement concerné;

6.03 Le montant forfaitaire, sur base hebdomadaire, pour une période de 52 semaines par année, est déterminé selon le nombre de membres du département qui, sur base annuelle, reçoivent une rémunération supérieure à 5,000 \$ pour leurs activités hospitalières et selon les modalités suivantes :

Nombre de médecins	Forfait hebdomadaire
Entre 1 et 24 médecins	309 \$
Entre 25 et 74 médecins	412 \$
Entre 75 et 99 médecins	515 \$
Cent (100) médecins ou plus	618 \$

AVIS : Utiliser la « Demande de paiement–Vacation et honoraires forfaitaires », n° 1215 en inscrivant ces données:

- PROFESSIONNEL : les prénom, nom et numéro du médecin;
- ÉTABLISSEMENT : les nom et numéro de l'établissement (0XXX3) désigné;
- PÉRIODE : la date (pour la semaine débutant le dimanche et se terminant le samedi);
- QUANTIÈME : la date du jour se situant dans la semaine indiquée dans « Période »;
- ACTIVITÉS – MODE DE RÉMUNÉRATION= PD, cocher une des quatre périodes dans la « Plage horaire »;
- CODE D'ACTIVITÉS : inscrire le code d'activités selon le montant forfaitaire hebdomadaire alloué à l'établissement désigné, soit : 013007 (forfait de 309 \$), 013008 (forfait de 412 \$), 013009 (forfait de 515 \$) ou 013010 (forfait de 618 \$);
- SECTEUR DISP : ne rien inscrire;
- HEURES TRAVAILLÉES : inscrire 0100;
- TOTAL DES HEURES TRAVAILLÉES : inscrire 00100;
- Signer la demande de paiement et faire compléter la section « Attestation de l'établissement ».

6.04 Pour le médecin visé au paragraphe 1.02, les activités prévues aux présentes sont rémunérées à tarif horaire.

AVIS : Veuillez utiliser le code d'activité suivant :

- 013043 Tâches médico-administratives et hospitalières.

Au-delà du plafond annuel déterminé selon le paragraphe 5.02 de l'annexe XIV de l'Entente, la dérogation prévue au paragraphe 5.10 de la même annexe s'applique également à la rémunération des activités exercées par un médecin visé au paragraphe 1.02 des présentes.

AVIS : Tarif horaire : Utiliser le formulaire « Demande de paiement - Vacation et honoraires forfaitaires » (n° 1215) et le code d'activité régulier mentionné ci-haut (6.04).

Un dépassement spécifique est, pour l'exercice des activités prévues à la présente entente, autorisé jusqu'à concurrence de 220 heures par année, au bénéfice du médecin visé au paragraphe 1.02 lorsqu'il a atteint le maximum d'heures prévu au paragraphe 5.02 ou au paragraphe 5.10 de l'annexe XIV de l'Entente.

AVIS : Tarif horaire : Utiliser le formulaire « Demande de paiement - Vacation et honoraires forfaitaires » (n° 1215) et le code d'activité régulier mentionné ci-haut (6.04).

7.00 COMITÉ PARITAIRE

7.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable de la mise en oeuvre et du suivi de la présente entente particulière.

8.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

8.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} septembre 1999 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - CHEF DE DÉPARTEMENT (CHSGS)

ANNEXE 1

Ayant pour objet la désignation des établissements et la détermination du montant forfaitaire alloué au chef du département de médecine générale visés par l'Entente particulière relative à la rémunération et aux conditions d'exercice du médecin omnipraticien chef du département clinique de médecine générale d'un établissement exploitant un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés (CHSGS).

N°	Établissement	Forfait hebdo. \$
Région 01 : Bas St-Laurent		
03403	Centres hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup	412
03313	Les CH et CHSLD de Matane	412
03043	Réseau santé Kamouraska	309
03333	Réseau de santé du Témiscouata	309
03253	Centre hospitalier d'Amqui	309
03343	Centre hospitalier Régional de Rimouski	412
Région 02 : Saguenay / Lac-Saint-Jean		
02473	Complexe hospitalier de la Sagamie	412
02503	Centre Maria-Chapdelaine	412
02453	Centre Le Jeannois	412
02483	CH, CHSLD, CLSC Cléophas-Claveau	412
02523	Hôtel-Dieu de Roberval	412
02513	Centre hospitalier Jonquière	412
Région 03 : Québec		
02103	Centre hospitalier Universitaire de Québec	618
02343	Hôpital Sainte-Anne-de-Beaupré (Accord n° 390)	309
02053	L'Hôpital Jeffery Hale (Accord n° 390)	309
02313	Centre hospitalier St-Joseph de la Malbaie	309
02323	Corporation du Centre hospitalier Chauveau	412
02033	CH affilié universitaire de Québec	618
02373	Centre hospitalier de Charlevoix	309
02063	Hôpital Laval	412
02353	Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf	309
Région 04 : Mauricie / Centre-du-Québec		
01753	Regroupement Cloutier-du-Rivage	309
02783	Complexe Santé et Services sociaux Nicolet-Yamaska	309
01773	Carrefour de SSS de la St-Maurice	309
01783	Regroupement SSS MRC Maskinongé	412
01853	Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie	412
01823	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières	412
02753	Hôtel- Dieu d'Arthabaska	412
02773	Hôpital Ste- Croix	412

N°	Établissement	Forfait hebdo. \$
Région 05 : Estrie		
01103	Centre universitaire de santé de l'Estrie	618
01063	CLSC et CH et d'hébergement de Memphrémagog	412
01003	Les CLSC, CH et CHSLD de la MRC d'Asbestos	309
01123	Corporation CH Lac Mégantic	412
Région 06 : Montréal-Centre		
00363	Centre hospitalier Angrignon	412
00203	CH de l'Université de Montréal	618
00403	Hôpital Général du Lakeshore	412
00353	Hôpital Santa-Cabrini	412
00273	Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	412
00183	Hôpital Général de Montréal	412
00053	Centre hospitalier Fleury	412
00103	Hôpital Jean-Talon	412
00113	L'Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis	412
00283	Centre hospitalier de Lachine	412
00153	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	515
00253	Hôpital Royal Victoria	412
00313	Centre hospitalier de St-Mary	412
00143	Centre hospitalier de La Salle	412
Région 07 : Outaouais		
01303	Le CLSC, le CHSLD et le CH du Pontiac	309
07693	CH des Vallées de l'Outaouais	618
01333	CLSC - CH - CHSLD des Forestiers	309
01253	CH - CHSLD de Papineau	412
01313	Centre hospitalier Gatineau Memorial	309
Région 08 : Abitibi / Témiscamingue		
01523	Réseau Santé et Services Sociaux des Aurores boréales	412
01543	Centre hospitalier de Val-d'Or	412
01503	Centre hospitalier Hotel-Dieu d'Amos	412
01533	Centre hospitalier Rouyn-Noranda	412
Région 09 : Côte-Nord		
02693	Centre hospitalier régional de Sept-Iles	412
07543	Centre hospitalier régional Baie-Comeau	412
Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine		
03283	Centre hospitalier de Gaspé	412
03413	CLSC - CHSLD - CH de la MRC Denis-Riverin	309
03303	Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	412
03273	Centre hospitalier de Chandler	412

N°	Établissement	Forfait hebdo. \$
Région 12 : Chaudière-Appalaches		
02854	Complexe de santé et CLSC Paul-Gilbert	412
03003	Hôtel-Dieu de Lévis	412
02803	Centre hospitalier de la Région de l'Amiante	412
03033	Hôtel-Dieu de Montmagny	412
02873	Centre hospitalier Beauce-Etchemin	412
Région 13 : Laval		
00443	Cité de la santé de Laval	618
Région 14 : Lanaudière		
01413	Centre hospitalier le Gardeur	412
00853	Centre hospitalier régional De Lanaudière	515
Région 15 : Laurentides		
01423	CH et Centre de réadaptation Antoine-Labelle	412
01433	Centre hospitalier Laurentien	412
01443	Hôtel-Dieu de St-Jérôme	515
01453	Centre hospitalier St-Eustache	515
01273	L'Hôpital d'Argenteuil	309
Région 16 : Montérégie		
00943	Réseau Santé Richelieu-Yamaska	515
01083	L'Hôpital Barrie Memorial	309
01133	Hôpital Brôme-Missisquoi-Perkins	412
00423	Hôpital du Haut-Richelieu	412
01033	Centre hospitalier de Granby	412
00953	Hôpital Charles Lemoyne	515
01143	Centre hospitalier Régional du Suroît	412
00923	Hôtel-Dieu de Sorel	412
07533	Centre hospitalier Pierre-Boucher	515

AVIS : Les établissements et les forfaits sont déterminés par l'Accord n° 353. Certains sont modifiées par l'Accord n° 432.

Le tarif du forfait a été modifié par l'Amendement n° 84.

EP - AMBULATOIRE DE LA RÉGION DE LAVAL (CHARL)

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DES SERVICES PROFESSIONNELS DISPENSÉS AUPRÈS DU CENTRE HOSPITALIER AMBULATOIRE DE LA RÉGION DE LAVAL (CHARL)

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1.00 OBJET

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce auprès du Centre hospitalier ambulatoire de la région de Laval (CHARL);

1.02 Cette entente particulière a également pour objet la détermination des programmes de l'établissement qu'elle couvre ainsi que les conditions spécifiques qui s'appliquent à chacun de ces programmes;

1.03 Les programmes visés par la présente entente sont désignés par accord et inscrits à l'annexe des présentes.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉS

3.01 La rémunération prévue à la présente entente couvre les activités professionnelles suivantes :

- a) la dispensation de soins médicaux effectués par le médecin pour un patient y compris l'évaluation initiale de l'état du patient, lorsque requis;
- b) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation des soins;
- c) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique et aux rencontres avec des proches du patient;
- d) les activités professionnelles d'expertise que le médecin est appelé à dispenser auprès du médecin traitant ou auprès du patient à la demande du médecin traitant;
- e) la planification, l'élaboration et l'implantation de programmes et de services, incluant l'élaboration de protocoles et d'outils d'intervention.

AVIS : Utiliser les codes d'activités selon le programme couvert. Les 2e et 3e chiffres du code d'activités sont déterminés selon le programme couvert :

- 0690XX pour le programme en soins palliatifs à domicile

- 0730XX pour programme en gériatrie (Accord n° 434)

0XX030 Services cliniques

0XX032 Rencontres multidisciplinaires

0XX037 Planification, programme et évaluation (+élaboration et implantation de programmes/services)

0XX055 Communications (rencontres avec les proches)

0XX056 Activités cliniques - encadrement (encadrement thérapeutique)

0XX067 Expertise professionnelle

0XX098 Services de santé durant le délai de carence

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Malgré l'article 17.00 de l'entente générale, le médecin qui assure la dispensation des activités professionnelles visées aux présentes est rémunéré, de façon exclusive, soit à honoraires fixes, s'il est détenteur d'une nomination avec qualité de plein temps ou de demi temps, soit au tarif horaire, s'il est détenteur d'une nomination lui permettant de se prévaloir de ce mode de rémunération.

5.00 NOMBRE D'HEURES ALLOUÉ

5.01 Un nombre d'heures est alloué, sur base annuelle, pour les fonctions précisées au sous-paragraphe e) du paragraphe 3.01 ainsi que, de façon distincte, pour chacun des programmes visés par la présente entente;

5.02 Le nombre d'heures alloué est déterminé par le comité paritaire prévu à l'article 7.00 des présentes;

5.03 La répartition de ce nombre d'heures est déterminée par le chef de département de médecine générale ou, le cas échéant, le médecin coordonnateur du programme;

5.04 L'établissement informe la Régie du nom des médecins visés par la présente entente ainsi que de leur mode de rémunération.

6.00 GARDE EN DISPONIBILITÉ

6.01 La garde en disponibilité est rémunérée selon les dispositions de l'entente générale ou, le cas échéant, selon les dispositions de l'entente particulière relative à la rémunération de la garde en disponibilité.

7.00 COMITÉ PARITAIRE

7.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale remplit les fonctions qui lui sont dévolues relativement à la mise en oeuvre d'une entente particulière, notamment :

- a) il précise les conditions spécifiques, s'il y a lieu, s'appliquant à chacun des programmes;
- b) il détermine la banque d'heures allouée, sur base annuelle, pour les activités et les programmes visés par les présentes et en informe l'établissement;
- c) il fait les recommandations aux parties quant à l'ajout ou au retrait d'un programme de l'application de la présente entente.

8.00 AJOUT ET RETRAIT

8.01 Toute demande d'ajout ou de retrait d'un programme à la présente entente est formulée conjointement par l'établissement et la majorité des médecins qui dispensent des services dans le programme en cause. Cette demande est transmise par écrit à la Ministre et à la Fédération;

8.02 Suite à l'acceptation par les parties de l'ajout d'un programme, l'établissement procède aux nominations prévues au paragraphe 4.01;

8.03 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception d'une demande formulée selon le présent article, les parties, après avoir pris l'avis du comité paritaire, disposent de cette demande et en informent la Régie ainsi que l'établissement et les médecins concernés.

9.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

9.01 La présente entente particulière prend effet le 22 octobre 1999 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 9^e jour de novembre 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - AMBULATOIRE DE LA RÉGION DE LAVAL (CHARL)

ANNEXE

Liste des programmes désignés aux fins de l'entente particulière relative à la rémunération des services professionnels dispensés auprès du Centre hospitalier ambulatorio de la région de Laval .

Programmes désignés :

1. Programme de gériatrie

*EP - MALADE ADMIS - CHSGS***ENTENTE PARTICULIÈRE****AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION DU MÉDECIN QUI EXERCE SA PROFESSION AUPRÈS DES MALADES ADMIS EN CERTAINS CENTRES HOSPITALIERS DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions de rémunération du médecin qui exerce sa profession auprès des patients admis en soins de courte durée sous la responsabilité du département clinique de médecine générale (DCMG), et ce, dans un établissement dont l'activité principale est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés (CHSGS) et qui opère un service d'urgence de première ligne;

1.02 À moins d'indication contraire et sous réserve du paragraphe 1.03, cette entente couvre tous les services dispensés par les médecins responsables de l'ensemble des services professionnels à dispenser dans le centre hospitalier auprès de patients admis en soins de courte durée. Elle peut couvrir également, avec l'autorisation du comité paritaire, une unité ou un service déjà couvert par une autre entente particulière. Dans ce cas, les modalités d'adhésion à cette dernière entente particulière devront être révisées pour exclure l'unité ou le service couvert par la présente entente ;

1.03 Cette entente ne peut couvrir les services dispensés aux patients inscrits au service d'urgence, à l'unité d'hébergement et de soins de longue durée y compris les lits de transition et à l'unité de soins psychiatriques;

1.04 L'adhésion d'un établissement à la présente entente doit obligatoirement couvrir, dans une proportion d'au moins 90 %, les services dispensés auprès des malades admis en soins de courte durée et doit justifier, en fonction des dispositions des articles 6.00 et 8.00 des présentes, l'allocation d'au moins un forfait régulier quotidien pendant les jours de la semaine c'est-à-dire du lundi au vendredi;

1.05 L'annexe I ci-jointe fait état de la liste des établissements désignés par accord des parties aux fins de la présente entente. Elle précise également les unités ou services exclus de l'application de cette entente, de même que le nombre de forfaits alloués quotidiennement à l'établissement.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

La rémunération prévue à cette entente couvre, de façon exclusive, la rémunération des activités visées par la présente entente, lesquelles comprennent notamment :

- a) la dispensation des services médicaux;
- b) les activités professionnelles reliées à l'élaboration et à la révision du plan d'intervention pour le patient;
- c) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail en équipe multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins à un patient;
- d) les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation médicale et aux rencontres avec le médecin de famille, un proche parent ou une personne qui démontre pour le patient un intérêt particulier;
- e) les gardes afférentes à ces activités, selon les modalités déterminées par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP).

4.00 FORMULES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Les modalités de rémunération prévues au paragraphe 4.02 couvrent une période minimale de services dispensés sur place de huit (8) heures ainsi que la participation à la garde en disponibilité afférente. Celles prévues au paragraphe 4.03 couvrent une période minimale continue de services dispensés sur place de quatre (4) heures entre 8h00 et 13h00 ainsi que la garde en disponibilité afférente;

4.02 Sous réserve de l'article 5.00 des présentes, le médecin soumis à l'application de la présente entente particulière est rémunéré selon l'option qui recueille l'accord de la majorité des médecins qui exercent leur profession auprès des malades admis en soins de courte durée et dans les unités visées.

Régime A :

Le médecin soumis à l'application de la présente entente est rémunéré selon un forfait régulier quotidien de 500 \$, auquel s'ajoute 41,5 % de la rémunération qui est payable au médecin suivant le tarif pour les services médicaux qu'il dispense pendant cette période, y compris le forfait prévu à l'entente particulière relative à la prestation de services dans une unité de soins coronariens et intensifs. Les services médico-administratifs visés par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail (Annexe XIII de l'Entente) sont toutefois rémunérés à 100 % de leur valeur.

Régime B :

Le médecin soumis à l'application de la présente entente est rémunéré selon un forfait régulier quotidien de 300 \$, auquel s'ajoute 74,5 % de la rémunération qui est payable au médecin suivant le tarif pour les services médicaux qu'il dispense pendant cette période, y compris le forfait prévu à l'entente particulière relative à la prestation de services dans une unité de soins coronariens et intensifs. Les services médico-administratifs visés par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail (Annexe XIII de l'Entente) sont toutefois rémunérés à 100 % de leur valeur;

AVIS : Pour la facturation du forfait (**Régime A ou Régime B**) utiliser la « Demande de paiement » n° 1200 en y inscrivant ces données dans les cases appropriées :

- le code XXXX01010112, dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code d'acte **9778** (forfait régulier- Régime A), ou **19018** (forfait régulier - Régime B) dans la case CODE de la section « Actes »;
- le code d'établissement à l'exception des unités exclues (0XXX1, 0XXX2, 0XXX4, 0XXX5, 0XXX7, 0XXX8 et celles mentionnées à l'avis d'adhésion);
- les honoraires, et reporter ce montant dans la case TOTAL;
- ne rien inscrire dans la case UNITÉS.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

Tous les services médicaux rendus dans le cadre de la présente entente particulière doivent être facturés dans la section « Actes » de la « Demande de paiement » n° 1200, en y inscrivant :

- le modificateur **126** (Régime A) ou **151** (Régime B) ou un de leurs multiples pour chaque service rendu;
- les honoraires demandés en les calculant à **41,5 %** (Régime A) ou à **74,5 %** (Régime B) du tarif de base du service rendu ou selon le % applicable du modificateur multiple utilisé, s'il y a lieu. Les multiples des modificateurs 126 et 151 sont les suivants :

Combinaison de modificateurs	Modificateur multiple	Constante
050 - 126	MOD = 270	0,2075
093 - 126	MOD = 271	0,4150
094 - 126	MOD = 272	0,4150
050 - 151	MOD = 292	0,3725
093 - 151	MOD = 293	0,7450
094 - 151	MOD = 294	0,7450

Les médecins visés au présent sous-paragraphe peuvent, selon décision majoritaire de ceux-ci et avec l'accord du comité paritaire visé au paragraphe 8.00 des présentes, choisir de remplacer l'option d'un des deux régimes de rémunération par l'autre. Le remplacement d'un régime par l'autre ne peut toutefois s'opérer qu'une fois l'an à compter de la date anniversaire d'adhésion de l'établissement à la présente entente particulière, et implique, de la part du comité paritaire une réévaluation du nombre de forfaits accordés à l'établissement sur la base des données recueillies et des changements organisationnels intervenus;

4.03 Sous réserve des dispositions de l'article 6.00 de la présente entente, le médecin peut être rémunéré selon un demi-forfait de 250 \$ en vertu du régime A et de 150 \$ en vertu du régime B;

AVIS : 1) Veuillez utiliser la « Demande de paiement - Médecin » n° 1200 en y inscrivant, dans les cases appropriées, les données suivantes :

- le code XXXX01010112, dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code d'acte **19007** (demi-forfait - Régime A) ou le code d'acte **19019** (demi-forfait - Régime B) dans la section « ACTES » pour la facturation du demi-forfait;
- le code d'établissement à l'exception des unités exclues (0XXX1, 0XXX2, 0XXX4, 0XXX5, 0XXX7, 0XXX8 et celles mentionnées à l'avis d'adhésion);
- les honoraires et reporter ce montant dans la case TOTAL;
- Ne rien inscrire dans la case UNITÉS.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

2) Voir les AVIS sous les articles 4.02 (Régime A ou Régime B), 4.05.01, 4.05.02, 4.05.03, 4.09.01 et 4.11 de cette entente pour les services dispensés durant cette période.

4.04 Sous réserve des dispositions de l'article 6.00 ou, exceptionnellement, en raison d'une baisse ponctuelle du nombre de patients admis, le médecin peut être rémunéré selon un demi-forfait aux conditions suivantes : il assure une présence continue de quatre (4) heures entre 8h00 et 13h00 et, du lundi au vendredi, un médecin d'une équipe assure une présence minimale à l'unité de soins de courte durée de huit(8) heures et se prévaut du forfait régulier pour cette même journée;

4.05 Malgré les paragraphes précédents, l'entente générale continue de s'appliquer pour la rémunération des services suivants :

4.05.01 les services reliés à un accouchement énumérés dans la partie « obstétrique » de l'Annexe V et identifiés, aux fins de l'application du présent sous-paragraphe, par le comité paritaire. Le comité paritaire transmet à la Régie la liste de ces actes;

AVIS: Les codes des actes d'obstétrique à 100 % sont les suivants : 6901; 6903; 6907; 6914; 6916; 6919; 6921; 6922; 6923; 6925; 6933; 6935; 6942; 6943; 6944; 9705 et 9776.

4.05.02 les services immédiatement requis dispensés lors de déplacements pendant une période de garde en disponibilité;

AVIS: Inscrire la lettre « E » dans la case C.S.

4.05.03 de façon exceptionnelle, et en dehors des journées pendant lesquelles le médecin reçoit une rémunération en vertu de la présente entente, les services dispensés à la demande d'un patient ou à la suite d'une demande de consultation d'un médecin du centre hospitalier;

AVIS: Inscrire la lettre « N » dans la case C.S. (voir 4.2.7, « Rédaction de la demande de paiement » de votre manuel).

4.05.04 les services reliés à un transfert ambulancier inter établissement tel que prévu au sous-paragraphe 2.4.9 du préambule général de l'entente;

4.05.05 sur approbation du comité paritaire visé à l'article 8.00 des présentes, les services dispensés par un médecin ne faisant pas partie des équipes au sens du paragraphe 1.02 des présentes, détenteur d'une nomination avec privilèges en obstétrique et dont les activités hospitalières se limitent à ce dernier type de pratique. Peut également être visé par le présent sous-paragraphe, le médecin dont la pratique est celle d'un spécialiste non certifié ou son équivalent, de même que le médecin détenteur d'un permis restrictif. Le comité paritaire en informe la Régie;

4.06 Le médecin qui, pour une journée, se prévaut des conditions de rémunération prévues aux paragraphes 4.02 et 4.03 des présentes, est soumis, pour la journée en cause, aux restrictions suivantes :

4.06.01 il ne peut se prévaloir des dispositions d'une entente particulière en vigueur pour une unité ou service de l'établissement à l'exception de l'entente relative aux soins intensifs et coronariens. Les modalités de rémunération prévues à cette entente sont soumises, selon le régime choisi, à l'application des modificateurs de 41,5 % ou de 74,5 % apparaissant au paragraphe 4.02 de la présente entente;

4.06.02 il est rémunéré, selon le régime choisi, à 41,5 % ou 74,5 % du tarif des actes qu'il pose dans une unité exclue de l'application de la présente entente;

4.06.03 malgré les sous-paragraphes 4.05.01 et 4.05.02, il peut être rémunéré selon l'entente générale ou, le cas échéant, selon l'entente particulière relative à la rémunération de la garde sur place dans un service d'urgence de première ligne, pour des services dispensés dans le service d'urgence de l'établissement en dehors de la période de 8 h 00 à 16 h 00 ou après 12 h 00 dans le cas où il serait rémunéré en vertu du demi-forfait;

4.06.04 en dehors de la période de 8 h 00 à 17 h 00, le médecin peut exercer en cabinet ou dans un autre établissement et y être rémunéré selon les dispositions de l'entente générale ou, le cas échéant, de toute autre entente particulière. Toutefois, le médecin qui se prévaut du demi-forfait prévu au paragraphe 4.03 des présentes peut exercer, en dehors de la période de 8 h 00 à 13 h 00, dans un service ou une unité non visé par l'entente actuelle, dans un autre établissement ou en cabinet;

4.07 Tout médecin d'un établissement adhérent à la présente entente ne peut être rémunéré, pour sa pratique dans les unités couvertes par l'adhésion de l'établissement à la présente entente, en vertu de l'entente particulière relative à la garde en disponibilité assurée auprès d'une unité de soins de courte durée d'un CHSGS ni se prévaloir du supplément de responsabilité. Cette disposition vaut également pour le médecin qui ne se prévaut jamais des dispositions des paragraphes 4.02, 4.03 et 4.04. Les restrictions prévues au présent paragraphe ne s'appliquent pas, en ce qui concerne l'entente particulière relative à la garde en disponibilité assurée auprès d'une unité de soins de courte durée d'un CHSGS, à un médecin détenteur d'une nomination avec privilèges en obstétrique dans le cadre des services visés au paragraphe 6.00 de cette dernière entente;

4.08 Il peut se prévaloir des dispositions de l'entente relative à la rémunération de la garde en disponibilité effectuée auprès d'un centre d'hébergement de soins de longue durée, dans le cadre d'un programme en adaptation-réadaptation ou de maintien à domicile d'un CLSC. Cette disposition vaut également pour les journées où le médecin se prévaut des dispositions prévues aux paragraphes 4.02 et 4.03. La rémunération prévue à cette entente relative à la garde en disponibilité n'est pas soumise à l'application des modificateurs apparaissant au paragraphe 4.02 de la présente entente;

4.09 Sous réserve des dispositions prévues à la présente entente, les conditions générales prévues à l'Entente s'appliquent, notamment les suivantes :

4.09.01 la rémunération versée, forfait et pourcentage du tarif des examens et consultations, continue d'être majorée de 10 % dans le cadre de la tournée quotidienne lorsque celle-ci s'effectue un samedi, un dimanche ou un jour férié conformément aux dispositions du sous-paragraphe 2.2.9A du Préambule général au tarif;

AVIS: Pour la majoration de 10 % du forfait 9778, 19007, 19018 ou 19019, veuillez utiliser le modificateur **045**.
Pour les services cités au sous-paragraphe 2.2.9A du Préambule général, veuillez utiliser les modificateurs suivants :

Combinaison de modificateurs	Modificateur multiple	Constante
045 - 126	MOD = 273	0,4565
045 - 094 - 126	MOD = 306	0,4565
045 - 151	MOD = 295	0,8195
045 - 094 - 151	MOD = 312	0,8195

4.09.02 la rémunération prévue au présent article constitue une rémunération de base et est donc sujette à l'application du règlement sur la rémunération différente durant les premières années d'exercice ainsi que des dispositions de l'Annexe XII de l'entente générale;

4.10 Un médecin qui, en situation de pénurie d'effectifs entraînant une réduction du nombre de médecins requis pour assumer la responsabilité, pour une journée, de la dispensation des services médicaux couverts par la présente entente, à la demande du chef de département de médecine générale, assume des tâches additionnelles à celles qui lui sont habituellement dévolues, bénéficie d'une majoration de 10 % du forfait quotidien. Le médecin ne peut se prévaloir de cette majoration que s'il se prévaut, pour cette journée, d'un forfait régulier et que lorsque la réduction en cause du nombre de médecins requis implique, au moins, un médecin qui aurait bénéficié du forfait régulier prévu au paragraphe 4.02;

AVIS : Pour la majoration de 10 % du forfait régulier 9778 ou 19018 selon le cas, veuillez utiliser le modificateur **145**.

4.11 Le médecin visé par les dispositions des paragraphes 4.02, 4.03 doit s'assurer que l'établissement transmet, à cet effet, un avis de service à la Régie.

AVIS : L'établissement doit transmettre à la Régie un avis de service; le médecin visé par ces dispositions doit retenir sa facturation jusqu'à la réception d'une lettre de confirmation d'inscription par la Régie.

5.00 DROITS ACQUIS

5.01 Un médecin ne faisant pas partie des équipes visées au paragraphe 1.02 des présentes et dont le volume des activités effectuées auprès des malades admis en soins de courte durée est restreint et de faible importance peut, avec l'autorisation de l'établissement et du comité paritaire, aux conditions édictées par le comité paritaire, choisir de maintenir le mode de l'acte s'il détenait une nomination à cet effet de l'établissement à la date de l'adhésion de l'établissement à la présente entente. À moins de circonstances exceptionnelles et temporaires, ce médecin ne peut augmenter, de façon significative, sa prestation de services suite à la date d'adhésion de l'établissement à la présente entente;

5.02 Un médecin déjà rémunéré à honoraires fixes ou à tarif horaire en vertu d'une entente particulière autre que la présente entente peut, avec l'autorisation de l'établissement et du comité paritaire, choisir de maintenir son mode de rémunération malgré le retrait de son établissement de cette entente particulière. Le maintien de son mode de rémunération n'est possible, cependant, que les journées pendant lesquelles il ne fait pas partie des médecins responsables des soins aux malades admis visés aux présentes. Il agit, alors, comme consultant auprès de l'unité ou du service antérieurement couvert par l'entente particulière dont l'établissement s'est retiré. À moins de circonstances exceptionnelles et temporaires, ce médecin ne peut augmenter, de façon significative, sa prestation de services suite à la date d'adhésion de l'établissement à la présente entente;

5.03 Un médecin qui détient une nomination spécifique dans l'établissement en vertu du paragraphe 10.09A de l'entente générale ou qui détient une nomination en vertu de l'entente particulière relative aux unités de médecine familiale, ou en vertu de toute autre entente particulière s'appliquant dans une unité ou service faisant l'objet d'une adhésion à la présente entente en vertu de son paragraphe 1.02 au moment de l'adhésion de l'établissement à la présente entente et qui fait partie des médecins responsables des soins aux malades admis peut, aux fins du maintien de ses avantages sociaux, être rémunéré à honoraires fixes pour sa pratique auprès des malades admis du lundi au vendredi de chaque semaine. Les samedi et dimanche, ce médecin peut se prévaloir des dispositions prévues aux paragraphes 4.02 et 4.03 de la présente entente, selon le cas.

AVIS : L'établissement doit mentionner sur l'avis de service transmis à la Régie, l'article en vertu duquel le médecin s'est prévalu des droits acquis.

HONORAIRES FIXES: Utiliser les codes d'activités suivants et préciser l'établissement dans la partie « RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES » de votre demande de paiement :

A) Du lundi au vendredi (excluant les journées fériées) :

- 070015 Examens relatifs à l'hépatite C
- 070016 Examens et consultations d'urgence, sans déplacement
- 070017 Examens et consultations d'urgence, avec déplacement
- 070030 Services cliniques
- 070032 Rencontres multidisciplinaires
- 070037 Planification, programmation, évaluation
- 070043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 070055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau de la Justice)
- 070063 Garde sur place
- 070079 Services anesthésiques /obstétricaux exempts du plafond trimestriel (article 5 de l'annexe IX)
- 070098 Services de santé durant le délai de carence

B) Les samedi, dimanche et les journées fériées :

SELON les conditions de 15.05 b) de l'entente rencontrées :

- Les heures donnant droit aux majorations sont les heures réelles consacrées à celles-ci.
- Utiliser le secteur de dispensation 15 et les codes d'activités suivants :
 - 070015 Examens relatifs à l'hépatite C
 - 070016 Examens et consultations d'urgence, sans déplacement
 - 070017 Examens et consultations d'urgence, avec déplacement
 - 070030 Services cliniques
 - 070063 Garde sur place

SANS les conditions de 15.05 b) rencontrées : Vous référer aux instructions décrites en A).

N.B. : Cette facturation accompagne la facturation habituelle du médecin, selon le contrat qu'il détient en CLSC.

Le comité paritaire tient compte de cette situation dans la détermination du nombre de forfaits accordés à l'établissement.

Les parties désignent, nommément, par accord, les médecins qui se prévalent des dispositions des paragraphes 5.01, 5.02 et 5.03.

AVIS : Voir les accords n^{os} 398 et 453.

6.00 NOMBRE DE FORFAITS AUTORISÉS

6.01 Le comité paritaire évalue le nombre de médecins requis quotidiennement pour dispenser la totalité des services visés aux présentes et ce, aux fins d'allocation du nombre de forfaits quotidiens. Ce nombre de forfaits peut être différent pour les jours de la semaine et pour les jours de fin de semaine et jours fériés. Il peut, également, être rajusté pour tenir compte des variations saisonnières;

6.02 Un seul demi-forfait peut être alloué par journée d'application ;

6.03 Le nombre de forfaits alloué, quel que soit le régime choisi, est établi après analyse et évaluation du comité paritaire lequel se base notamment sur :

- la demande d'adhésion et des informations transmises par un établissement;
- des données de facturation de l'année qui précède la demande d'adhésion;
- du taux d'occupation des lits couverts par l'entente;
- du nombre annuel d'admissions dans les unités visées;
- de la durée de séjour;
- de l'organisation interne de l'établissement.

6.04 Le nombre de forfaits autorisés est réparti par le chef du département clinique de médecine générale (CDCMG) entre les médecins;

6.05 En cas d'une diminution temporaire des activités régulières qui n'a pu être prise en considération par le comité paritaire lors de la détermination des forfaits quotidiens, le chef du département clinique de médecine générale (CDCMG) est responsable de rajuster à la baisse le nombre de forfaits requis pour la dispensation de l'ensemble des services visés. Si ces changements interviennent sur une base permanente, il doit en aviser le comité paritaire.

7.00 DÉPANNAGE

7.01 Le médecin qui, dans le cadre du mécanisme de dépannage, exerce auprès des unités couvertes par la présente entente est rémunéré selon les modalités qui y sont prévues relativement au forfait régulier et le forfait qu'il utilise quotidiennement est comptabilisé aux fins de l'article précédent.

AVIS: - Pour les modalités de facturation des codes 9778 (forfait régulier - Régime **A**) et 19018 (forfait régulier- Régime **B**), se référer aux paragraphes 4.02, 4.05.02 et 4.09.01.
- Tous les services doivent être facturés dans la section ACTES de la demande de paiement n° 1200, **y compris les examens et consultations.**

La présente disposition s'applique malgré le paragraphe 2.01 de l'Annexe XVIII. Les autres dispositions de cette annexe ainsi que celles de l'article 30.00 de l'entente générale continuent de s'appliquer à ce médecin dépanneur.

AVIS : Lorsque la prestation de services ne couvre qu'une partie de la période de 24 heures (réf. : article 2.03 de l'Annexe XVIII), suivre l'Avis concernant le code 9778 (forfait régulier- Régime **A**) ou 19018 (forfait régulier- Régime **B**) (voir paragraphe 4.02), avec les modifications suivantes :
- inscrire les honoraires au prorata des heures effectuées;
- ne **rien** inscrire dans la case UNITÉS;
- inscrire, **de façon distincte**, les heures effectuées pour le service sur place ou en disponibilité (**heure de début et de fin de chacun**) dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

8.00 COMITÉ PARITAIRE

8.01 Les parties mandatent le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale afin qu'il :

- a) fasse des recommandations aux parties quant à la désignation des établissements et des modalités d'application de la présente entente. Le comité précise également à l'établissement les conditions spécifiques qui s'appliquent à sa désignation;
- b) détermine le nombre de forfaits sur la base du nombre de médecins requis quotidiennement pour dispenser la totalité des services visés aux présentes;
- c) voit à la mise en œuvre de la présente entente particulière, en fasse le suivi et l'analyse;
- d) évalue annuellement le nombre de forfaits alloués à un établissement et le cas échéant, recommande aux parties les rajustements appropriés. Tout rajustement à la baisse du nombre de forfaits alloués ne peut toutefois prendre effet qu'après l'expiration d'une période de six (6) mois suivant la décision s'y rattachant;
- e) soumet aux parties le nom des médecins qui se prévalent des dispositions de l'article 5.00.

9.00 ADHÉSION ET RETRAIT

9.01 Une demande est formulée conjointement par l'établissement visé ainsi que par la majorité des médecins qui exercent leur profession auprès des malades admis en soins de courte durée et dans les unités visées. Elle est transmise par écrit au Ministre et à la Fédération;

9.02 Une demande ayant pour objet le retrait d'un établissement de la présente entente particulière requiert, outre l'assentiment de l'établissement et celui de la majorité des médecins concernés, l'accord des parties.

10.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

10.01 La présente entente entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale. Elle remplace l'entente particulière ayant pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce auprès des malades admis en certains centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés du 28 septembre 2000.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à _____, ce ____^e jour de _____ 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - MALADE ADMIS - CHSGS

ANNEXE 1

Liste des établissements visés à l'entente particulière « Malades admis en certains CHSGS »

AVIS : Les établissements sont désignés par les Accords n^{os} 403, 413, 453 et 508 ou par lettres du comité paritaire.
Les médecins rémunérés à l'acte, honoraires fixes ou tarif horaire sont inscrits aux accords n^{os} 398 et 453.

	Région Nom de l'établissements	Unité(s) ou service(s) exclu(s)	Entente particulière inopérante	Régime	Nombre forfaits quotidiens	Date d'application
Région 01 : Bas St-Laurent						
03253	Centre hospitalier d'Amqui	- hébergement et soins de longue durée	Gériatrie en CHSGS (gériatrie active)	A	2	2002-07-01
03313	Les CH et CHSLD de Matane : Centre hospitalier de Matane	- hébergement et soins de longue durée		A	2	2002-07-01
03333	Réseau de santé du Témiscouata : CH Notre-Dame-du-Lac			A	2	2003-04-01
Région 03 : Québec						
02103	Centre hospitalier universitaire du Québec : Pavillon Saint-François d'Assise	- clinique externe - gériatrie - planning-sexualité - toxicomanie		A	2	2003-09-15
Région 05 : Estrie						
01103	Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke : C.H. universitaire de Sherbrooke-Hôtel-Dieu	- services gériatriques	Soins palliatifs	A	6	2003-07-01
01123	Carrefour santé du Granit (CH-CHSLD-CLSC) : CH-CLSC-CHSLD Lac Mégantic	- clinique externe - hébergement et soins de longue durée		A	2	2002-07-01
Région 06 : Montréal-Centre						
00283	Centre hospitalier de Lachine	- clinique externe		A	2	2003-09-01
00103	Hôpital Jean-Talon	- clinique externe - gériatrie - psychiatrie - soins palliatifs		A	2	2003-04-01

	Région Nom de l'établissements	Unité(s) ou service(s) exclu(s)	Entente particulière inopérante	Régime	Nombre forfaits quotidiens	Date d'application
Région 07 : Outaouais						
01333	Centre de santé Vallée-de-la-Gatineau : Centre hospitalier Maniwaki	- soins psychiatriques	Gériatrie en CHSGS	A	2	2002-07-01
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue						
01533	CH Rouyn-Noranda		Soins psychiatriques	A	4	2002-07-01
01523	Réseau de la santé et des services sociaux des Aurores Boréales : Centre hospitalier La Sarre	- clinique externe - soins psychiatriques	Gériatrie en CHSGS	A	3	2002-07-01
Région 09 : Côte-Nord						
02693	Centre hospitalier régional de Sept-Îles	- clinique externe(suivi de l'urgence) - hébergement et soins de longue durée		A	4	2002-07-01
Région 11 : Gaspésie - Îles-de-la Madeleine						
03273	Centre hospitalier de Chandler	- services gériatriques		A	3	2002-07-01
03303	Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	- services gériatriques - soins psychiatriques		A	4	2002-07-01
03413	Centre de santé de la Haute-Gaspésie : Hôpital des Monts	- clinique externe - soins psychiatriques	Gériatrie en CHSGS	A	2	2002-07-01
03283	Centre hospitalier de Gaspé : Pavillon Hôtel-Dieu	- clinique externe de l'UMF	Gériatrie en CHSGS	A	2	2002-07-01
Région 15 : Laurentides						
01423	Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle: Centre de Mont-Laurier	- Clinique externe (suivi de l'urgence)	Gériatrie en CHSGS Soins palliatifs	A	4 (jrs de semaine) 3 (sam. dim. jrs. fériés)	2002-07-01

*EP - GARDE EN DISPONIBILITÉ EN CHSGS***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DE LA GARDE EN DISPONIBILITÉ EFFECTUÉE AUPRÈS D'UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS (CHSGS)****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu de l'article 17.07 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue entre la ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination des conditions d'exercice et de rémunération de la garde en disponibilité effectuée auprès des patients admis dans un établissement dont l'activité principale est celle d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés (CHSGS) et qui opère un service d'urgence de première ligne. Cet établissement est désigné par accord des parties et inscrit à l'annexe I des présentes.

1.02 Cette annexe précise, pour l'établissement qui y est désigné, le nombre de forfaits quotidiens alloués à chacun des établissements en cause ainsi que, le cas échéant, la couverture de l'unité d'hébergement et de soins de longue durée.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique au médecin qui dispense des services de garde en disponibilité auprès des malades admis d'un CHSGS visé aux présentes, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 CONDITIONS PARTICULIÈRES**3.01 Participation**

Le médecin qui désire participer à la garde en disponibilité prévue à cette entente particulière doit être détenteur d'une nomination au sein du département clinique de médecine générale de l'établissement visé aux présentes.

AVIS : L'établissement doit faire parvenir à la Régie un avis de service (formulaire n° 3547) pour chaque médecin concerné. Cocher la case **GARDE** et inscrire la période couverte par l'avis de service. Sous la section « Situations d'entente », cocher la case **ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE** et inscrire : garde en disponibilité CHSGS.

3.02 Unités de l'établissement visées

À l'exception de la garde assumée en obstétrique, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 6.00 des présentes, la garde en disponibilité visée aux présentes peut être rémunérée selon les dispositions de la présente entente pour toutes les unités de soins de courte durée et, également, pour l'unité d'hébergement et de soins de longue durée si elle n'est pas déjà couverte par l'entente particulière relative à la rémunération de la garde en disponibilité en CHSLD.

3.03 Rémunération

La garde en disponibilité doit être assurée durant toute la semaine mais elle n'est rémunérée, en vertu de la présente entente, qu'à compter du samedi à 0 h 00 au dimanche suivant à 24 h 00 et les jours fériés de 0 h 00 à 24 h 00.

La garde en disponibilité effectuée par un médecin régi selon la présente entente particulière est rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte, prévoyant le paiement d'un ou de plusieurs forfaits quotidiens de cinquante et un dollars et quatre-vingt-dix cents (51,90 \$) additionné de la rémunération à l'acte prévue à l'Entente, selon le tarif applicable, pour les services médicaux dispensés durant cette période.

AVIS : Les **week-end et jours fériés**, pour les **services médicaux** rendus **durant** la garde en disponibilité :

- utiliser **une** « Demande de paiement » n° 1200 distincte pour chaque personne assurée;
- pour les services **reliés** à cette garde : **inscrire la lettre « E »** dans la case C.S.;
- pour les services **non reliés à la garde en disponibilité**, (ex. tournée des malades) : **ne pas inscrire la lettre « E »** dans la case C.S.

En vertu de la présente entente, un médecin peut se voir allouer quotidiennement au plus six (6) forfaits de garde en disponibilité comprenant, le cas échéant, ceux alloués spécifiquement pour l'obstétrique en vertu de l'article 6.00 des présentes.

AVIS : Les **week-end et les jours fériés**, veuillez utiliser la « Demande de paiement » n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le code XXXX01010112, dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code d'acte 9847(garde en disponibilité) ou 9705 (garde en disponibilité en obstétrique) dans la section « Actes », le samedi, le dimanche ou un jour férié de 0 h 00 à 24 h 00 (voir P.G. 2.4.7.6, jours fériés);
- le code d'établissement 0XXX3;
- le nombre de **forfaits** dans la case UNITÉS;
- le montant réclamé dans la case HONORAIRES;
- la lettre « E » dans la case C.S.;
- l'heure de début et de fin de la période de garde dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

4.00 NOMBRE DE FORFAITS

4.01 Le comité paritaire détermine le nombre de forfaits quotidiens requis pour assumer l'ensemble des gardes en disponibilité visées aux présentes en tenant compte, notamment, des critères suivants :

- Le nombre de lits sous la responsabilité des médecins omnipraticiens
- L'intensité des soins à dispenser selon le type d'unités visées par la présente entente et l'importance relative de ces unités

4.02 Un dépassement du nombre de forfaits alloué à un établissement peut être autorisé préalablement par le comité paritaire, de façon ponctuelle, en cas de circonstances exceptionnelles et temporaires nécessitant une augmentation du nombre de lits de courte durée.

4.03 Advenant une modification permanente du nombre de lits couverts par la présente entente, le comité paritaire peut procéder à une réévaluation du nombre de forfaits quotidiens.

4.04 Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à la rémunération de la garde en disponibilité en obstétrique.

5.00 RÉPARTITION DES FORFAITS

5.01 Le chef de département clinique de médecine générale détermine ce que constituent, pour les journées visées par la présente entente, les responsabilités associées à chacune des gardes en disponibilité selon les différentes unités.

5.02 Le chef de département procède, ensuite, à la répartition des forfaits de gardes en disponibilité entre les médecins étant entendu que les forfaits peuvent être cumulés jusqu'au maximum prévu au 3^e alinéa du paragraphe 3.03.

5.03 Le chef de département a la responsabilité de s'assurer du respect du nombre total de forfaits quotidiens alloué par le comité paritaire et doit valider la demande de paiement de chacun des médecins.

6.00 OBSTÉTRIQUE

6.01 Un établissement qui compte moins de huit (8) médecins détenteurs d'une nomination de membre actif avec privilèges en obstétrique peut, avec l'accord de tous ces médecins, se prévaloir de forfaits de garde en disponibilité alloués spécifiquement pour l'obstétrique.

6.02 Les modalités de rémunération de cette garde en disponibilité sont celles apparaissant au paragraphe 3.03 des présentes sous réserve des dispositions apparaissant au paragraphe suivant.

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'acte 9705 pour le forfait de garde en disponibilité et voir le 2^e AVIS sous 3.03 pour autres instructions.*

6.03 Trois (3) forfaits par jour sont octroyés à l'établissement qui se prévaut des dispositions du présent article.

6.04 Le médecin détenteur d'une nomination avec privilèges en obstétrique dans l'établissement qui se prévaut des dispositions du présent article ne peut se prévaloir du forfait annuel de garde en disponibilité faite en obstétrique en vertu des dispositions de l'article 9 du préambule particulier de l'obstétrique de l'annexe V.

AVIS : *L'établissement doit faire parvenir à la Régie un AVIS DE SERVICE (n° 3547). La case GARDE doit être cochée et la période couverte par l'avis de service doit être inscrite. Sous la section SITUATIONS D'ENTENTE, la case ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE doit être cochée et la mention « Garde en disponibilité CHSGS en obstétrique » doit être inscrite.*

7.00 COMITÉ PARITAIRE

7.01 Toute question relative à la mise en oeuvre et au suivi de la présente entente particulière, notamment en cas de rajustement ou de dépassement du nombre de forfaits alloué, est soumise au comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'Entente. Le comité paritaire fait aux parties les recommandations appropriées.

8.00 MISE EN VIGUEUR

8.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} octobre 2000 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 28^e jour de septembre 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GARDE EN DISPONIBILITÉ EN CHSGS

ANNEXE I

Liste des établissements visés à l'entente particulière relative à la rémunération de la garde en disponibilité effectuée auprès d'un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés.

	Région Établissement désigné	Nbre de forfaits quotidiens	Date ou période de mise en application
Région 01 : Bas St-Laurent			
03343	Centre hospitalier régional de Rimouski	24	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2001-10-01
03403	Centre hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup :		
	- Centre hospitalier régional du Grand-Portage	12	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2002-01-01
03333	Réseau de Santé du Témiscouata :		
	- Centre hospitalier Notre-Dame du Lac	3	2001-07-01
	- Obstétrique		
03043	Réseau Santé Kamouraska :		
	- Hôpital Notre-Dame de Fatima	7	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2001-07-01
03253	Centre hospitalier d'Amqui : Obstétrique	3	2002-10-01
Région 02 : Saguenay - Lac St-Jean			
02513	Centre hospitalier Jonquière	15	2000-10-01
02503	Centre Maria-Chapdelaine :	7	2000-10-01
	- Centre hospitalier de Dolbeau		
02473	Complexe hospitalier de la Sagamie	23	2000-10-01
02523	Hôtel-Dieu de Roberval	15	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2001-10-01
02453	Centre Le Jeannois :		
	- Pavillon de l'Hôtel-Dieu d'Alma	15	2001-02-02
	- Obstétrique	3	2001-07-01
02483	CH, CHSLD, CLSC Cléophas-Claveau :	4	2000-10-01
	- Hôpital de La Baie des Ha! Ha!		
Région 03 : Québec			
	Centre hospitalier affilié universitaire de Québec :		
02033	- Pavillon Enfant-Jésus	10	2000-10-01
02123	- Pavillon Saint-Sacrement	4	2000-10-01
02103	CHUQ : Pavillon St-François d'Assise	6	2002-04-26
02313	Centre hospitalier St-Joseph de La Malbaie	7	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2001-07-01
02063	Hôpital Laval	2	2000-10-01
+02133	Pavillon du centre hospitalier de l'Université Laval	3	2004-06-28

	Région Établissement désigné	Nbre de forfaits quotidiens	Date ou période de mise en application
Région 04 : Mauricie Centre-du-Québec			
01773	Carrefour de Santé et Services sociaux de la Saint-Maurice	7	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2001-07-01
01853	Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie :		
	- Centre hospitalier régional de la Mauricie	24	2000-10-01
02773	Hôpital Ste-Croix	18	2000-10-01
02753	Hôtel-Dieu d'Arthabaska	19	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2001-10-01
	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :		
01823	- Pavillon St-Joseph	16	2000-10-01
01833	- Pavillon Ste-Marie	3	2001-10-01
	- Obstétrique		
Région 05 : Estrie			
01003	Centre hospitalier d'Asbestos	2	2001-02-16
01063	CH et CHSLD de Memphrémagog	6	2000-10-01
01123	Carrefour Santé du Granit	3	2002-07-15
	- CH Lac Mégantic		
	- Obstétrique		
Région 06 : Montréal-Centre			
00363	Centre hospitalier Angrignon	18	2000-10-01
	Centre universitaire de santé McGill :		
00183	- Centre universitaire de santé McGill	2	2001-03-09
00253	- Hôpital Royal Victoria	11	2003-04-24
	Centre hospitalier de l'université de Montréal :		
00063	- Hôtel-Dieu du CHUM	3	2003-01-13
00303	- Hôpital Saint-Luc du CHUM	3	2000-10-01
00203	- Hôpital Notre-Dame du CHUM	3	2000-10-01
00313	Centre hospitalier de St. Mary	14	2000-10-01
00053	Centre hospitalier Fleury	16	2000-10-01
00273	Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal	10	2003-11-14
00103	Hôpital Jean-Talon	8	2002-04-29
00153	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	10	2000-12-04
00353	Hôpital Santa-Cabrini	27	2001-07-06
00113	Hôpital Juif Sir Mortimer B. Davis	6	2000-10-01
00143	Centre hospitalier de LaSalle	10	2000-12-18
	- Obstétrique	3	2003-01-01
+00403	Hôpital général du Lakeshore	13	2004-08-01
Région 07 : Outaouais			
	Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais :		
01263	- Pavillon de Hull	19	2000-10-01
07693	- Pavillon de Gatineau	20	2004-02-09
01313	Centre hospitalier Gatineau Memorial	2	2000-10-01
01253	CH - CHSLD de Papineau :		
	- Pavillon du Centre hospitalier	9	2000-10-01
01303	Le CLSC, le CHSLD et le CH du Pontiac :		
	- Centre hospitalier du Pontiac	6	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2002-01-01
01333	Centre hospitalier Maniwaki - Obstétrique	3	2001-07-01

	Région Établissement désigné	Nbre de forfaits quotidiens	Date ou période de mise en application
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
01503	Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	10	2000-10-01
01523	Réseau de la santé et des services sociaux des Aurores boréales : - CH La Sarre : Obstétrique	3	2001-07-01
01533	Centre hospitalier de Rouyn-Noranda - Obstétrique	3	2004-01-01
01543	Centre hospitalier de Val-d'Or	9	2000-10-01
01553	Centre de santé Sainte-Famille - Obstétrique	3 3	2000-10-01 2001-10-01
Région 09 : Côte-Nord			
07543	Centre hospitalier régional de Baie-Comeau : - Pavillon Le Royer - Obstétrique	12 3	2000-12-11 2001-07-01
02693	Centre hospitalier régional de Sept-Iles - Obstétrique	3	2001-07-01
Région 11 : Gaspésie- Iles-de la-Madeleine			
03303	Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs - Obstétrique	3	2002-01-01
03313	Les CH et CHSLD de Matane : - Centre hospitalier de Matane - Obstétrique	3	2002-10-01
03413	Centre de santé de la Haute Gaspésie : - Hôpital des Monts : Obstétrique	3	2002-10-01
Région 12 : Chaudière-Appalaches			
02873	Centre hospitalier Beauce-Etchemin	17	2001-12-18
02803	Centre hospitalier de la région de l'Amiante - Obstétrique	10 3	2000-10-01 2001-07-01
03003	Hôtel-Dieu de Lévis	5	2004-05-01
03033	Hôtel-Dieu de Montmagny - Obstétrique	10 3	2000-10-01 2001-07-01
Région 13 : Laval			
00443	Cité de la Santé de Laval	47	2000-10-01
Région 14 : Lanaudière			
01413	Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur	33	2003-07-01
00853	Centre hospitalier régional de Lanaudière	32	2000-11-27
Région 15 : Laurentides			
01433	Centre hospitalier Laurentien - Obstétrique	13 3	2001-05-01 2001-07-01
01453	Centre hospitalier Saint-Eustache - Obstétrique	31 3	2000-10-01 2001-10-01
00783	CH et Centre de réadaptation Antoine-Labelle : - Centre de L'Annonciation	3	2000-10-01
01423	- Centre de Mont- Laurier : Obstétrique	3	2001-07-01
01443	Hôtel-Dieu de St-Jérôme	10	2000-10-01
01273	L'Hôpital d'Argenteuil	11	2000-10-01

	Région Établissement désigné	Nbre de forfaits quotidiens	Date ou période de mise en application
	Région 16 : Montérégie		
07763	Centre hospitalier Anna-Laberge	25	2000-10-01
	- Obstétrique	3	2002-07-01
01033	Centre hospitalier de Granby	19	2002-05-10
07533	Centre hospitalier Pierre-Boucher	38	2000-10-01
01143	Centre hospitalier régional du Suroît	21	2001-12-03
	- Obstétrique	3	2001-09-01
00953	Hôpital Charles Lemoyne	14	2000-10-01
00423	Hôpital du Haut-Richelieu	40	2000-10-01
00923	Hôtel-Dieu de Sorel	21	2000-10-01
01083	L'Hôpital Barrie Memorial	7	2000-10-01
00943	Réseau Santé Richelieu-Yamaska :		
	- Centre hospitalier Honoré-Mercier	31	2000-10-01
01133	Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	13	2000-10-01

AVIS : Les établissements de cette liste ont été désignés par l'Accord n° 414 et par la suite, d'autres modifications ont été apportées par les Accords n^{os} 441, 451, 477, 490, 512 et 526 ou par lettre du comité paritaire.

*EP - PROJET CH PIERRE JANET - SANTÉ MENTALE***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE AU PROJET D'EXPÉRIMENTATION DU CENTRE HOSPITALIER PIERRE-JANET CONCERNANT LA PRISE EN CHARGE PAR UN MÉDECIN DE PRATIQUE PRIVÉE DE PATIENTS AYANT DES PROBLÈMES GRAVES ET PERSISTANTS DE SANTÉ MENTALE****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération du médecin qui exerce sa profession dans le cadre du projet d'expérimentation du Centre hospitalier Pierre-Janet visant la prise en charge de patients ayant des problèmes graves et persistants de santé mentale par un médecin exerçant en cabinet privé;

1.02 Les caractéristiques des patients visés par la présente entente apparaissent en annexe des présentes. Ils sont référés au médecin qui se prévaut des dispositions de cette entente selon des modalités élaborées par l'établissement avec le concours du département clinique de médecine générale (DCMG) et du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP).

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

3.01 La rémunération prévue à la présente entente couvre, de façon exclusive, les activités visées prévues dans le cadre de la présente entente, notamment :

- a) la dispensation des services médicaux requis par la prise en charge globale et continue du traitement du patient;
- b) les activités professionnelles reliées à l'élaboration et à la révision du plan d'intervention du patient;
- c) les activités professionnelles que le médecin consacre au travail multidisciplinaire avec l'équipe du CH Pierre-Janet et qui sont reliées à la dispensation de soins au patient visé par la présente entente;
- d) les activités professionnelles reliées aux communications avec un proche parent ou une personne qui démontre pour le patient un intérêt particulier ainsi qu'avec tout intervenant d'un organisme communautaire ou d'un autre établissement du réseau de la santé et des services sociaux que le CH Pierre-Janet;
- e) la participation du médecin au programme de formation élaboré et organisé par le CMDP, qui lui est offert par le CH Pierre-Janet dans la prise en charge du patient dans le cadre de la présente entente.

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Le médecin qui prend en charge un patient visé aux présentes est rémunéré pour les services qu'il lui dispense :

- a) à l'acte, selon les modalités de l'entente générale, pour les services dispensés auprès du patient. L'examen à domicile d'un patient dont le médecin a charge en vertu de la présente est réputé répondre aux modalités prévues au paragraphe 2.2 6 A du préambule général de l'annexe V;
- b) selon un forfait annuel de 400 \$ pour chacun des patients dont il prend en charge conformément aux modalités élaborées selon le paragraphe 1.02 de la présente entente. Ce forfait couvre une période de dispensation de services d'un an. Ce forfait est sujet à l'application du paragraphe 5.3 de l'annexe IX de l'entente générale;

4.02 Les heures de formation prévues à l'alinéa e) du paragraphe 3.01 sont rémunérées jusqu'à un maximum de neuf (9) heures par année, au taux du tarif horaire, selon les modalités de l'annexe XIV. Ces heures ne sont pas sujettes à l'application des modificateurs prévus à l'article 5.00 de ladite annexe mais sujettes à l'application du paragraphe 5.3 de l'annexe IX.

5.00 FACTURATION

5.01 Le forfait est facturé à deux reprises au cours d'une année dont une fois au début de la prise en charge du patient par le médecin, et une autre six (6) mois plus tard;

5.02 La demande de paiement du forfait comprend l'identification du patient pour lequel le forfait est alloué. Elle doit être contresignée par le chef du DCMG, ou, en l'absence de ce dernier, par tout autre médecin habilité à le faire au nom du CH Pierre-Janet;

AVIS : Utiliser la « Demande de paiement » (n° 1200), inscrire les données suivantes :

- numéro d'assurance maladie de la personne assurée;
- code d'établissement;
- date et code d'acte 9006;
- honoraires de 200,00 \$.

La demande de paiement doit être contresignée dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

5.03 La demande de paiement relative aux heures de formation doit également être contresignée par l'une des personnes mentionnées au paragraphe 5.02 des présentes.

AVIS : Utiliser la « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » n° 1215, inscrire les renseignements pertinents et utiliser le code d'activité 071013 (formation).

6.00 NOMBRE DE FORFAITS AUTORISÉS

6.01 Le comité paritaire recommande aux parties, annuellement, le nombre de forfaits devant être alloué pour une année d'application. Les parties allouent ce nombre par accord.

7.00 RÉPARTITION

7.01 Le chef de département clinique de médecine générale, ou tout autre médecin qu'il désignera à cette fin, procède à la répartition des forfaits entre les médecins participant à la présente entente.

8.00 PARTICIPATION

8.01 Le CH Pierre-Janet et le médecin doivent convenir d'une entente de services précisant les engagements de l'un et de l'autre. Le CH Pierre-Janet octroie une nomination spécifique au médecin sur la base de l'entente de services ainsi conclue;

AVIS : L'établissement doit transmettre à la Régie un avis de service pour chaque médecin concerné. Le médecin visé par ces dispositions doit retenir sa facturation jusqu'à la réception d'une lettre de confirmation d'inscription par la Régie.

8.02 Le modèle d'entente de services préparée par le CH Pierre-Janet doit être soumis pour approbation au comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale.

9.00 COMITÉ PARITAIRE

9.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable de :

- a) faire des recommandations aux parties quant au nombre de forfaits annuels alloués au CH Pierre-Janet dans le cadre de la présente entente;
- b) d'évaluer la mise en œuvre de la présente entente particulière, d'en faire le suivi et l'évaluation et de faire toute recommandation quant à la poursuite ou la terminaison de la présente entente.

10.00 ÉVALUATION

10.01 Dans le but de permettre aux parties de faire l'évaluation des modalités de rémunération expérimentées dans le cadre de la présente entente et d'en permettre l'application éventuelle dans d'autres régions, le Centre hospitalier Pierre-Janet s'engage à fournir aux parties des données non nominatives requises :

- a) relativement aux caractéristiques des patients référés aux médecins exerçant en cabinet privé;
- b) relativement aux heures consacrées, en moyenne, par un médecin pour la dispensation de l'ensemble des services requis par la prise en charge d'un patient référé dans le cadre de la présente entente;

10.02 Le médecin qui se prévaut des dispositions de la présente entente s'engage à fournir au chef du département clinique de médecine générale, les données requises à l'évaluation du volume de travail requis par la prise en charge d'un patient référé dans le cadre de cette entente.

11.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

11.01 La présente entente entre en vigueur le 1^{er} mars 2001 et le demeure jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 17^e jour de juillet 2001.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - PROJET CH PIERRE JANET - SANTÉ MENTALE

ANNEXE I

Caractéristiques de la personne visée par le projet de démonstration du CH Pierre-Janet

- La personne souffrant de troubles mentaux graves et persistants visée par l'entente relative au projet de démonstration du CH Pierre-Janet présente la plupart des caractéristiques suivantes :
- Elle est généralement très handicapée par sa maladie dans l'exercice de ses rôles sociaux;
- Elle est vulnérable et en besoin de protection;
- Elle a peu de ressources pour se mobiliser aux changements;
- Son réseau naturel de support est inexistant ou est épuisé;
- Elle a été hospitalisée fréquemment, souvent durant de longues périodes et elle est inscrite dans un programme de longue durée psychiatrique;
- Elle vit dans la communauté ou en résidence de type familial ou intermédiaire;
- Sa maladie est stabilisée, sa symptomatologie demeure importante;
- L'observance au traitement est suffisante, l'efficacité du plan d'intervention est établie et les services qui lui sont dispensés visent surtout le maintien des acquis;
- Les soins nécessitent la poursuite des services d'une équipe pluridisciplinaire d'un service de longue durée psychiatrique et des soins médicaux dans le champ de la psychiatrie sont nécessaires;
- L'entourage de la personne présente une certaine stabilité.

EP - SSS DU NUNACIK - BAIE JAMES - BASSE CÔTE-NORD

ENTENTE PARTICULIÈRE

CONCERNANT LES MÉDECINS QUI EXERCENT DANS LES TERRITOIRES DE LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK (17), DU CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES (18) ET LE CENTRE DE SANTÉ DE LA BASSE CÔTE-NORD (09)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

La présente entente particulière a pour objet certaines conditions d'exercice et de rémunération des services professionnels des médecins qui exercent dans les territoires de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (17), du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James (18) et le Centre de santé de la Basse Côte-Nord (09).

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 L'entente générale intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'applique au médecin qui exerce sa profession dans les territoires susmentionnés, sous réserve des dispositions suivantes.

3.00 ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES RÉMUNÉRÉES

La rémunération prévue à cette entente couvre, de façon exclusive, la rémunération des activités visées par la présente, notamment :

- a) La dispensation des services médicaux dans l'un des territoires 17 ou 18 visés aux présentes;
- b) Les activités professionnelles reliées à l'élaboration et à la révision du plan d'intervention pour le patient;
- c) Les activités professionnelles que le médecin consacre au travail multidisciplinaire et qui sont reliées à la dispensation de soins à un patient;
- d) Les activités professionnelles reliées à l'encadrement thérapeutique, à la consultation médicale et aux rencontres avec le médecin de famille, un proche parent ou une autre personne qui démontre pour le patient un intérêt particulier;
- e) Les activités de planification, de coordination et d'évaluation;
- f) Les gardes afférentes à ces services qu'elles soient assurées sur place ou en disponibilité.

4.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

4.01 Sous réserve du paragraphe 4.02 ci-dessous, le médecin régi selon la présente entente particulière est rémunéré, de façon exclusive, selon un per diem de 1000 \$ pour la prise en charge de l'ensemble des services cliniques pendant une période de 24 heures (journée de calendrier). Les services rémunérés en vertu du présent paragraphe doivent comprendre au moins neuf (9) heures de services sur place et ils incluent les services cliniques dispensés pendant une période de garde. Si ces services couvrent une période de douze (12) heures de services cliniques ou de moins de neuf (9) heures de services sur place, le médecin est alors rémunéré au prorata du per diem de 1000\$ en fonction des heures faites sur place relativement à l'exigence de base de neuf (9) heures de services sur place;

AVIS : Vacation, honoraires forfaitaires : Utiliser la demande de paiement **no 1215**, le code d'activité **074030** (Services cliniques) et le mode de rémunération per diem : **PD**.

- Heures travaillées : pour fins de facturation, inscrire un maximum de 9 heures (forfait de 1 000\$); **si moins de 9 heures, inscrire les heures réelles travaillées.**

4.02 La garde, sur place ou en disponibilité, effectuée par un médecin régi par la présente entente est rémunérée selon une formule prévoyant le paiement d'un ou de plusieurs forfaits quotidiens de cent dollars (100 \$);

AVIS: - Utiliser le code d'activité **074095** : Forfait de garde (sur place ou en disponibilité) et identifier le mode de rémunération per diem comme suit : **PD**; dans la case Heures travaillées: inscrire le nombre de forfaits travaillés.

- Le forfait de garde n'est pas majorable en horaire défavorable. Aux fins de l'Annexe IX (plafond trimestriel), pour les forfaits facturés en CH (0XXX3), veuillez utiliser le secteur de dispensation 12 les samedi, dimanche et jour férié ainsi qu'en semaine de 20 h à 8 h et le 07 en semaine de 8 h à 20 h. Aucun secteur de dispensation requis pour les forfaits facturés en dispensaire (80XXX) ou CLSC (9XXX2).

4.03 Malgré les paragraphes précédents, le médecin peut opter pour le mode de l'acte lorsqu'il dispense des services médico-administratifs visés à l'annexe XIII de l'Entente;

AVIS : **Rémunération à l'acte** : Utiliser la demande de paiement n° **1200** pour les services médico-administratifs.

4.04 Lorsque le déplacement du médecin d'une installation à une autre de l'établissement du territoire se fait au cours d'une journée où il dispense des services, son temps de déplacement est considéré au même titre que les services cliniques et comptabilisé pour le calcul du per diem;

4.05 La rémunération versée selon le per diem continue d'être majorée de 10 % pour les services cliniques lorsque ceux-ci sont dispensés un samedi, un dimanche ou un jour férié conformément au sous-paragraphe 2.2.9 du préambule général de l'Entente.

AVIS: - Utiliser le secteur de dispensation **14 en CLSC** et **15 en CH**;

- Les activités donnant droit à ces majorations sont celles codées **074030** et **009030** (services cliniques).

5.00 DROITS ACQUIS

5.01 Le médecin rémunéré selon le mode des honoraires fixes au moment de l'entrée en vigueur de la présente entente ou pour sa pratique précédant son début de pratique dans un territoire visé aux présentes peut, aux fins du maintien de ses avantages sociaux, être rémunéré à honoraires fixes pour sa pratique durant les cinq (5) premiers jours de la semaine commençant le lundi. Le cas échéant, les autres jours, ce médecin peut se prévaloir des dispositions prévues à l'article 4.00 des présentes;

5.02 Lorsque le médecin est rémunéré, pour une journée, selon le mode des honoraires fixes, sa garde en disponibilité, qui se situe en dehors des heures régulières de dispensation de services, est rémunérée, sur base horaire, à la moitié du taux normal applicable;

AVIS : Veuillez utiliser les codes d'activités suivants :

- 002030 Services cliniques
- 002032 Rencontres multidisciplinaires
- 002043 Tâches médico-administratives et hospitalières
- 002055 Communications (proches, tiers, intervenants du réseau et de la justice)
- 002063 Garde sur place
- 002081 Garde en disponibilité
- 002094 Garde en disponibilité (Points de service)
- 002098 Services de santé durant le délai de carence.

Utiliser le secteur de dispensation **17** pour obtenir les majorations prévues aux articles 4 et 5 de la Lettre d'entente n° 77 pour les samedi, dimanche et jour férié.

5.03 Aux fins de l'application du paragraphe précédent, les vocables « taux normal applicable » signifient le taux horaire normal prévu au paragraphe 15.04 de l'entente générale;

5.04 Le comité paritaire tient compte du nombre de médecins qui se prévalent des dispositions du présent article dans la détermination du nombre de per diem et de forfaits de garde requis pour la dispensation des services dans le territoire;

5.05 Le comité paritaire prévu à l'article 10.00 des présentes, informe la Régie du nom des médecins qui optent pour le maintien de leur mode de rémunération à honoraires fixes.

6.00 BANQUE DE PER DIEM ET DE FORFAITS DE GARDE ET RÉPARTITION

6.01 Sur la base d'une évaluation des effectifs requis en omnipratique et du plan d'effectifs s'appliquant à l'établissement du territoire, le comité paritaire détermine, par accord, pour chacun des établissements couverts par la présente entente, le nombre maximal de per diem et le nombre maximal de forfaits de garde requis pour la dispensation des services visés aux présentes pour une année;

6.02 La répartition des per diem et des forfaits de garde doit se faire par installation de l'établissement par le chef du département clinique de médecine générale ou par celui qui en assume les fonctions sous l'autorité du directeur des services professionnels (DSP). Ce dernier en informe le comité paritaire;

6.03 Le DSP transmet au comité paritaire, à chaque trimestre, les données sur l'utilisation effective des per diem et des forfaits de garde par installation relevant des établissements visés aux présentes.

7.00 AVANTAGES ADDITIONNELS

7.01 Les avantages et les conditions relatives à la nourriture et au logement sont octroyés au médecin aux endroits et conformément aux normes établies par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour les cadres de l'établissement;

7.02 La perte de temps que subit un médecin par suite d'une attente qui lui est imposée par une intempérie ou une force majeure à l'occasion de l'exercice de ses fonctions n'entraîne aucune perte de rémunération ou autres avantages auxquels il aurait eu droit autrement selon la répartition des tâches et l'horaire établis pour la période correspondant à la période d'attente.

8.00 DÉPANNAGE

8.01 L'établissement peut faire appel à la banque de noms de médecins volontaires constituée en vertu de l'article 30.00 de l'entente générale afin de pourvoir au remplacement temporaire d'un médecin dans sa tâche habituelle. Les dispositions de ce même article s'appliquent au médecin visé par le présent article, sous réserve des dispositions suivantes;

8.02 Un médecin appelé à effectuer le remplacement temporaire d'un médecin dans sa tâche habituelle auprès de l'établissement couvert par la présente est rémunéré selon les dispositions prévues à la présente entente à l'exception de celles relatives aux mesures de continuité apparaissant à l'article 9.00 des présentes;

AVIS : Utiliser la « Demande de paiement, vacation et honoraires forfaitaires » (n° 1215) :

- Services cliniques : inscrire le code d'activité **009030** et le mode de rémunération per diem comme suit : **PD**
- Heures travaillées : pour fins de facturation, inscrire un **maximum 9 heures**, (forfait de 1 000 \$), si moins de 9 heures, inscrire les heures réelles travaillées.
- Forfait de garde (sur place ou en disponibilité) : inscrire le code d'activité **009095** et le mode de rémunération per diem comme suit : **PD**, et, dans la case HEURES TRAVAILLÉES inscrire le nombre de forfaits travaillés.

8.03 La période minimale de dépannage est établie à sept (7) jours, incluant le temps de transport. Cette période peut, avec l'autorisation du Ministre, être d'une durée moindre. Il en est ainsi lorsqu'une circonstance exceptionnelle oblige le médecin à abréger son séjour. Cette circonstance exceptionnelle fait l'objet d'une considération spéciale;

8.04 Le médecin peut bénéficier, pour chaque période minimale de quinze (15) jours consécutifs de présence, d'une sortie aller-retour à son domicile. Dans ce cas, seuls les frais de transport lui sont remboursés selon les modalités prévues au paragraphe 30.05 de l'entente générale;

Un (1) droit de sortie octroyé au médecin en vertu du présent paragraphe peut être utilisé par son conjoint pour rendre visite au médecin en autant que celui-ci effectue une période de dépannage continue minimale de deux (2) mois auprès du même établissement;

8.05 Aux fins de l'application de l'annexe IX de l'entente générale, une rémunération versée en vertu du présent article de la présente entente particulière est réputée versée en vertu de l'article 30.00 de l'entente générale.

9.00 MESURES DE CONTINUITÉ

9.01 Dans les territoires visés par la présente entente particulière, les mesures de continuité suivantes s'appliquent :

Sur une période de cinquante-deux (52) semaines consécutives à partir de sa date d'arrivée, ou date de référence pour les années subséquentes, dans un territoire visé par la présente entente et sur la base du nombre de per diem versé;

- a) Le médecin qui a reçu 90 per diem pour ses activités professionnelles reçoit un supplément de 60 \$ par per diem payé;
- b) Le médecin qui a reçu 180 per diem pour ses activités professionnelles reçoit un second supplément de 60 \$ par per diem payé;

Aux fins des présentes, la date d'arrivée est celle de la première date de facturation en vertu de la présente entente. Sous réserve de l'alinéa suivant, toute interruption de pratique dans un territoire visé aux présentes de plus de douze (12) mois signifie la détermination d'une nouvelle date d'arrivée soit celle du retour dans un territoire visé aux présentes. Pour les années subséquentes, cette date devient la date de référence.

Une période d'invalidité totale d'un (1) mois ou plus ou une de congé de maternité ou d'adoption jusqu'à concurrence de dix-sept (17) mois n'est pas considérée comme une interruption de pratique. Toutefois, cette période n'est pas comptabilisée aux fins des sous-paragraphe a) et b) du présent paragraphe.

AVIS : Si vous êtes concerné par l'une de ces situations, vous devez **aviser** la Régie afin de prolonger votre période de référence; **préciser** qu'il s'agit de l' E.P. du Nunavik et de la Baie James, la raison de l'absence et de la période couverte; **joindre** les pièces justificatives appropriées. Vous pouvez **transmettre** ces renseignements **par télécopieur** au numéro (418) 646-8110 ou par la poste à l'adresse suivante :

Régie de l'assurance maladie
Service de l'admissibilité et de l'inscription des professionnels
case postale 500
Québec Qc G1K 7B4

9.02 La date d'arrivée du médecin qui détient une nomination dans l'établissement à la date de prise d'effet de la présente entente particulière est le 1^{er} février 2002;

9.03 La Régie verse les suppléments à date fixe. La première date de versement des suppléments se fait neuf (9) mois suivant la date de mise en vigueur de la présente entente. Par la suite, la Régie effectue le versement des suppléments à tous les six (6) mois;

AVIS : Le médecin n' a pas à facturer ces suppléments. La Régie effectuera les paiements à dates fixes, soit en novembre et en mai de chaque année.

9.04 Les suppléments prévus au présent article sont exclus de l'application de l'annexe XII de l'entente générale.

10.00 NOMINATION À DEMI-TEMPS EN PÉRIODES DISCONTINUES

- a) Le médecin qui est rémunéré selon la présente entente peut demander, sur recommandation du chef de département de médecine générale, une nomination d' une durée annuelle de six (6) mois répartie sur des périodes discontinues qu'il détermine en accord avec l'établissement. L'établissement informe la Régie des périodes ainsi déterminées.
- b) Le médecin bénéficie par année, des dispositions de l'annexe XII sous réserve des dispositions suivantes:
 - la moitié de la prime d'isolement;
 - deux (2) sorties;
 - dix (10) jours de ressourcement et le remboursement des frais encourus au maximum deux (2) fois. Les jours de ressourcement peuvent être pris pendant une période de l'année autre que celles déterminées selon le paragraphe 10.00 a) de la présente entente particulière;
- c) Le médecin bénéficie des avantages additionnels prévus à l'article 7.00 de la présente entente particulière pour la période des mois ouvrés.

AVIS : L'établissement doit transmettre à la Régie, un avis de service (**n° 3547**), cocher la case **ENTENTE PARTICULIÈRE AUTRE** et inscrire la mention « Article 10.00 de l'Entente particulière concernant le Nunavik et la Baie-James ».

11.00 COMITÉ PARITAIRE

11.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable de l'application et du suivi de la présente entente particulière.

12.00 ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

12.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} février 2002. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 22^e jour de juillet 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - SSS NUNAVIK - BAIE JAMES- BASSE CÔTE-NORD

ANNEXE 1

Liste des établissements couverts par l'entente particulière relativement à la rémunération des services professionnels des médecins qui exercent dans les territoires de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (17), du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (18) et le Centre de santé de la Basse Côte-Nord (09) qui disposent, sur une base annuelle, des per diem et forfaits de garde mentionnés ci-après pour la dispensation des services professionnels visés par l'entente.

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	SECTEUR DISPENSATION WEEK-END ET JOUR FÉRIÉ ⁽¹⁾	PER DIEM	FORFAITS DE GARDE
Région 09			
- Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		2312	3890
02603 : CHSGS (Blanc-Sablon)	15		
02603 : Centre de santé de la Basse Côte Nord (CLSC) (Blanc-Sablon) (utiliser le numéro du CH)	15		
80375 : Point de service La Tabatière	14		
80385 : Point de service Rivière Saint-Augustin	14		
80395 : Point de service Rivière Saint-Paul	14		
80405 : Point de service Mutton Bay	14		
80415 : Point de service Kegaska	14		
80425 : Point de service Chevery	14		
80435 : Point de service Tête-à-la-Baleine	14		
80445 : Point de service Aylmer Sound	14		
80465 : Pavillon Dr Donald G. Hodd (Harrington Harbour)	14		
80475 : Centre de santé d'Unamen Shipu (La Romaine)	14		
80485 : Centre de santé de Pakua Shipi (St-Augustin)	14		
Région 17			
- Centre de santé Tulattavik de l'Ungava		996	2912
01603 : CHSGS (Kuujjuaq)	15		
01603 : CS Tulattavik de l'Ungava – Maison de transit (CH) (Kuujjuaq)	15		
01603 : CS Tulattavik de l'Ungava (CLSC) (utiliser le numéro du CH)	15		
01603 : Centre de réadaptation Sapummivik (utiliser le numéro du CH)	15		
01603 : Foyer de groupe (CS Tulattavik de l'Ungava) (utiliser le numéro du CH)	15		
80225 : Dispensaire de Quaqtq	14		
80235 : Dispensaire de Kangiqsualujjuaq (George River)	14		
80255 : Dispensaire de Kangirsuk	14		
80265 : Dispensaire d'Aupaluk	14		
80275 : Dispensaire de Kangiqsujuaq	14		
80285 : Dispensaire de Tasiujaq	14		

(1) secteur de dispensation à utiliser avec les codes 074030 et 009030 pour la majoration des honoraires.

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	SECTEUR DISPENSATION WEEK-END ET JOUR FÉRIÉ ⁽¹⁾	PER DIEM	FORFAITS DE GARDE
Région 17 (suite)			
# - Centre de santé Inuulitsivik		1684	3692
07523 : CHSGS (Puvirnituaq)	15		
07523 : CS Inuulitsivik (CLSC) (Puvirnituaq)			
(utiliser le numéro du CH)	15		
07523 : Foyer de groupe Puvirnituaq			
(utiliser le numéro du CH)	15		
80175 : Dispensaire d'Ivujivik	14		
80185 : Dispensaire d'Akulivik	14		
80195 : Dispensaire de Kuujjuarapik	14		
80205 : Dispensaire d'Inukjuak	14		
80215 : Dispensaire de Salluit	14		
80455 : Dispensaire d'Umiujaq	14		
Région 18			
- Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James		3228	8996
01623 : CHSGS (Chisasibi)	15		
01623 : Foyer de groupe Weesapou – Chisasibi			
(utiliser le numéro du CH)	15		
80295 : Dispensaire de Whapmagoostui	14		
80305 : Dispensaire de Wemindji	14		
80315 : Dispensaire de Eastmain	14		
80325 : Dispensaire de Mistissini	14		
80325 : Unité de vie Mistissini			
(utiliser le numéro du dispensaire de Mistissini)	14		
80325 : Foyer de groupe Upaaihckush – Mistissini			
(utiliser le numéro du dispensaire de Mistissini)	14		
80335 : Dispensaire de Waswanipi	14		
80345 : Dispensaire de Nemiscau	14		
80355 : Dispensaire de Waskaganish	14		
80365 : Ouje-Bougoumou Healing Centre	14		
95192 : CCSBJ (CLSC) (Chisasibi)	14		

(1) Secteur de dispensation à utiliser avec les codes 074030 et 009030 pour la majoration des honoraires.

AVIS : Les établissements ont été désignés par les accords n^{os} 464 et 509.

EP - GMF

ENTENTE PARTICULIÈRE

AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DE CERTAINES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE RÉMUNÉRATION APPLICABLES, EN PHASE TRANSITOIRE, AU MÉDECIN QUI EXERCE SA PROFESSION DANS LE CADRE D'UN GROUPE DE MÉDECINE DE FAMILLE (GMF)

1.00 INTERPRÉTATION

1.01 *Date de départ* : signifie la date à compter de laquelle cette entente particulière s'applique aux médecins qui exercent leur profession dans un GMF;

1.02 *Dispositif contractuel* : signifie une entente de services intervenue entre un GMF et un établissement ou, selon le cas, une convention intervenue entre une régie régionale et un GMF;

1.03 *GMF* : peu importe l'entité légale visée, signifie un « groupe de médecine de famille »;

1.04 *Médecin d'un GMF* : médecin qui exerce sa profession dans le cadre d'un GMF et est régi selon les modalités prévues à cette entente;

1.05 *Médecin responsable* : le médecin qui, pour le compte d'un GMF et des médecins qui y pratiquent leur profession, exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par les médecins de ce GMF, un dispositif contractuel ou cette entente particulière;

1.06 *Services du GMF* : signifient les services qui, dans le cadre d'un GMF, sont dispensés, coordonnés ou supervisés par les médecins de ce GMF.

2.00 OBJET

2.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération applicables, en phase transitoire, au médecin qui exerce sa profession dans le cadre d'un GMF;

2.02 L'annexe I ci-jointe fait état de la liste des GMF désignés aux fins des présentes par accord des parties, de leur date respective d'adhésion à cette entente et, par période annuelle d'application donnée, du nombre d'heures alloué ainsi que du nombre de forfaits de garde en disponibilité autorisé.

3.00 ENGAGEMENT

3.01 Le Ministre et la Fédération conviennent que la mission première d'un GMF est d'assurer, dans le cadre de la prise en charge et du suivi du patient inscrit, un accès plus large à des services médicaux continus de qualité;

3.02 Dans la poursuite de ces objectifs et en considération de la rémunération prévue à cette entente, les médecins d'un GMF s'engagent à assurer collectivement, dans ce cadre, la dispensation des services professionnels fournis par le GMF, notamment ceux décrits à l'annexe II ci-jointe.

4.00 GARANTIE ET OBLIGATION

4.01 Un dispositif contractuel ou une disposition de cette entente particulière ne peut avoir pour effet d'empêcher:

- a) le paiement, par un patient, d'un service non assuré;
- b) le paiement, au bénéfice d'un patient non inscrit, de la dispensation d'un service assuré, selon les dispositions qu'édicté l'Entente;

4.02 Le médecin accepte d'inscrire sa clientèle, conditionnellement à l'accord de celle-ci;

4.03 Nul ne peut invoquer le statut du GMF où un médecin exerce sa profession pour soustraire ce médecin à une exigence prescrite par le DRMG du territoire où est situé ce GMF, ou à une obligation découlant de l'application des articles 360 à 366 de la *Loi sur les Services de santé et les Services sociaux* (L.R.Q. c. S-4.2).

5.00 INSCRIPTION DE LA CLIENTÈLE ET ACCEPTATION DU MÉDECIN

5.01 La clientèle visée par l'inscription désigne, aux fins de cette entente particulière, la clientèle régulière qui est celle de ce médecin, à la date de départ qui est celle du GMF dans le cadre duquel il exerce sa profession. Elle comprend également celle qui s'y rajoute par la suite;

5.02 L'acceptation du médecin témoigne de son engagement professionnel vis-à-vis le patient inscrit. Cette acceptation est incluse au formulaire d'inscription et a pour objet exclusif l'obligation professionnelle qu'a le médecin d'agir comme médecin de famille du patient inscrit, en conformité avec les dispositions du Code de déontologie édicté par le Collège des médecins du Québec. Le libellé de ce formulaire est reproduit en annexe III des présentes;

5.03 Tout changement apporté à ce formulaire par le Ministre qui aurait pour effet de modifier l'engagement du médecin, ses obligations professionnelles ou ses conditions d'exercice est, aux fins de sa mise en œuvre à l'égard du médecin, sujet à l'accord des parties que sont le Ministre et la Fédération;

5.04 Le médecin ne peut ni effectuer un tri de clientèle, ni refuser d'inscrire un patient, sauf dans les cas où ce tri, ou ce refus, se fonde sur un motif d'ordre professionnel apparaissant au Code de déontologie susmentionné;

5.05 Dans le cas où un patient aurait complété plus d'un formulaire d'inscription ou d'identification du médecin de famille auprès de plus d'un médecin, est considéré comme le médecin de famille le médecin pour lequel le formulaire d'inscription porte la date la plus récente.

6.00 ADMISSIBILITÉ

6.01 Pour se prévaloir des dispositions de cette entente particulière, le médecin doit faire partie d'un GMF qui, accrédité par le ministre, répond aux exigences apparaissant à l'annexe IV des présentes.

7.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

7.01 Dans un GMF, les activités cliniques du médecin sont rémunérées selon les modes de rémunération prévus à l'Entente;

7.02 Par le biais d'une banque d'heures, est également rémunéré, selon le mode du tarif horaire, le temps que le médecin consacre aux activités professionnelles requises par le fonctionnement en GMF. Ces activités comprennent notamment les activités de coordination et de suivi en GMF, les activités interdisciplinaires, les activités de concertation avec les autres intervenants du milieu et, enfin, les activités médico-administratives et de formation reliées au fonctionnement en GMF;

AVIS: *Tarif horaire : Utiliser la demande de paiement n° 1215 en inscrivant les données suivantes :*

- sous **quantième** : la journée de l'activité;
- sous **mode de rémunération** : le mode **TH**;
- sous **plage horaire** : la ou les plages horaires concernées;
- sous **code d'activité** : le code **072101** (Activités de fonctionnement en GMF);
- sous **secteur disp.** : ne rien inscrire;
- sous **heures travaillées** : le nombre d'heures;
- sous **total des heures travaillées** : la somme des heures.

7.03 Lorsque le médecin détient une nomination selon le mode des honoraires fixes de la part d'un établissement qui exploite un centre où est situé un GMF, ce médecin peut continuer à se prévaloir de ce mode pour la rémunération des activités professionnelles visées au paragraphe 7.02;

AVIS: - Le médecin qui désire maintenir le mode de rémunération à honoraires fixes pour les activités de fonctionnement GMF doit informer le Service de l'admissibilité et de la révision de la Régie de l'assurance maladie par le biais d'une lettre.

- Utiliser la demande de paiement n° 1216 et le code d'activité **072101** (Activités de fonctionnement en GMF).

7.04 Lorsque requise aux termes d'un dispositif contractuel, la garde en disponibilité est également rémunérée;

7.05 Les activités administratives du médecin responsable sont également rémunérées de la façon prévue à l'article 8.00 ci-après;

7.06 Le médecin responsable transmet au comité paritaire la liste des médecins signataires de la convention de regroupement en GMF. L'inscription du nom d'un médecin sur cette liste tient lieu de nomination et d'autorisation permettant à ce médecin d'être rémunéré selon les dispositions de cette entente particulière;

7.07 Le médecin responsable doit également aviser le comité paritaire de toute modification apportée à la liste des médecins du GMF et cela, dans la mesure du possible, un mois avant l'arrivée du médecin au GMF ou son départ du GMF.

8.00 RÉMUNÉRATION ET PAIEMENT

8.01 L'activité clinique et professionnelle du médecin exerçant en GMF est, selon le site de ce GMF, rémunérée selon le mode de rémunération qui a cours, selon le cas, en cabinet, en CLSC ou, le cas échéant, en UMF, à la date de départ qui est celle de ce GMF;

AVIS: Tarif horaire et honoraires fixes :

- Utiliser la demande de paiement n° 1215 ou n° 1216
- inscrire le code d'activité **072103** (Activités cliniques en GMF).

NOTE : Les activités cliniques en GMF et hors GMF peuvent être facturées sur la même demande de paiement. Les activités de fonctionnement (072101) et les autres activités régulières du médecin peuvent être également facturées sur la même demande de paiement.

8.02 L'annexe V ci-jointe détermine des modalités particulières applicables à la bonification de la rémunération des activités cliniques et pourvoit à la détermination d'une banque d'heures destinée à la rémunération des activités professionnelles visées aux paragraphes 7.02 et 7.03 de cette entente. Relativement aux mécanismes de contrôle prévus à l'Entente, cette annexe fixe des modalités particulières d'application de ceux-ci à l'égard de certaines rémunérations. Également, elle établit la rémunération du médecin responsable. Enfin, elle détermine certaines modalités relatives à la garantie de revenus du médecin régi selon cette entente particulière;

8.03 Le médecin responsable répartit les heures allouées ainsi que les forfaits accordés pour la garde en disponibilité;

8.04 La rémunération prévue au présent article est versée directement au médecin.

9.00 MÉCANISMES D'ADHÉSION À L'ENTENTE

9.01 Une demande d'adhésion à la présente entente particulière est transmise, au Ministre et à la Fédération, par les médecins d'un GMF;

9.02 Une demande de retrait est transmise, aux mêmes parties, par les médecins d'un GMF;

9.03 Une demande d'adhésion ou de retrait est déferée au comité paritaire visé au paragraphe 9.05, accompagnée des documents pertinents à son étude notamment la convention conclue avec la régie régionale. Le comité fait ses recommandations aux parties;

9.04 Pour fins d'adhésion à cette entente particulière, ou aux fins du maintien de cette adhésion, le GMF doit satisfaire aux exigences qu'édicté l'article 6.00 de cette entente particulière;

9.05 Aux fins des présentes, les parties mandatent le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'Entente;

9.06 En plus de veiller à la mise en œuvre du paragraphe 9.04, il incombe également à ce comité d'assumer les responsabilités suivantes :

- a) informer la régie du nom du GMF dont l'inscription à l'annexe I ci-jointe est recommandée;
- b) déterminer la banque d'heures ainsi que, le cas échéant, le nombre de forfaits de garde en disponibilité;
- c) informer la régie du nom des médecins rattachés à chacun des GMF inscrit à l'annexe I ci-jointe;
- d) veiller à la mise en œuvre, à l'analyse et au suivi de cette entente particulière.

10.00 RÉORIENTATION

10.01 La désaccréditation d'un GMF par le Ministre emporte la suspension de l'application de cette entente particulière aux médecins du GMF visé;

10.02 Pour permettre la réorientation professionnelle de ces médecins, les conditions de rémunération prévues à l'annexe V de cette entente, incluant celles du médecin responsable, continuent toutefois de s'appliquer aux médecins visés, et ce, pendant une période de six (6) mois;

10.03 La rémunération susmentionnée de la garde en disponibilité est cependant conditionnelle à ce que celle-ci soit, pendant la période de réorientation visée, effectivement assurée.

11.00 DURÉE

11.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} juin 2002;

11.02 Elle demeure en vigueur jusqu'au 31^e jour du mois de mai 2004.

AVIS : *La présente entente particulière est prolongée jusqu'au **31 décembre 2004** par l'Amendement 86.*

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec ce 4^e jour de novembre 2002.

FRANÇOIS LEGAULT
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - GMF

ANNEXE I

Liste des GMF désignés par accord des parties et mentions pertinentes

Nom du GMF	Date d'adhésion	Nombre de forfaits quotidiens (Garde en disponibilité)	Banque d'heures annuelle	Début période d'application (Banque d'heures)
Région 01 : Bas-St-Laurent				
RSSS des Basques	2002-11-29	----	1 639	2002-11-29
Lafontaine	2003-07-25	3 (2004-01-03)	966	2003-07-25
Matapédia	2004-01-06	----	806	2004-01-06
			823	2005-01-06
Région 02 : Saguenay-Lac-St-Jean				
Jonquière	2002-11-29	3 (2003-03-24)	720	2003-11-29
			713	2004-11-29
Clinique médicale d'Alma	2004-01-06	3 (2004-01-06)	1 324	2004-01-06
Clinique de médecine familiale Montcalm	2004-03-15	----	765	2004-03-15
			758	2005-03-15
+ UMF du complexe hospitalier de la Sagamie	2004-07-16	----		2004-07-16
Région 03 : Québec				
Centre médical Beauport	2002-11-14	----	1 251	2003-11-14
			1 244	2004-11-14
St-Vallier	2002-11-14	3 (2002-11-14)	899	2003-11-14
			892	2004-11-14
UMF Enfant-Jésus	2002-11-29	3 (2002-11-29)	1 842	2003-11-29
+ Saint-Louis	2003-07-25	----	1 704	2004-07-25
Carrefour	2003-07-25	----	836	2003-07-25
			852	2004-07-25
Clinique médicale Pierre-Bertrand	2003-07-17	3 (2003-07-17)	1 227	2003-07-17
			1 350	2004-07-17
Orléans du Centre de santé Orléans, mission CLSC, secteur Beauport	2003-07-25	----	1 208	2003-07-25
			1 278	2004-07-25
+ UMF du CLSC-CHSLD Haute-Ville-des-Rivières	2004-07-16	----		2004-07-16
Région 04 : Mauricie-Centre-du-Québec				
Centre médical St-Léonard	2003-01-15	----	452	2004-01-15
			445	2005-01-15
+ Bois-Francs n° 1	2003-02-24	3 (2004-01-08)	2 137	2003-02-24
Bois-Francs n° 2	2003-02-24	----	2 137	2003-02-24
Bois-Francs n° 3	2003-02-24	----	682	2004-02-24
			675	2005-02-24
Clinique médicale de Shawinigan-Sud	2004-01-06	----	640	2004-01-06
			633	2005-01-06

Nom du GMF	Date d'adhésion	Nbre de forfaits quotidiens (Garde en disponibilité)	Banque d'heures annuelle	Début période d'application (Banque d'heures)
Région 04 : Mauricie-Centre-du-Québec (suite)				
Clinique médicale de Nicolet	2004-01-06	----	994	2004-01-06
Centre médical Saint-François	2004-02-17	----	772	2004-02-17
Centre de santé	2004-02-17	----	1 171	2004-02-17
			1 162	2005-02-16
Centre médical AJC	2004-02-17	----	782	2004-02-17
			775	2005-02-17
Clinique médicale St-Nicéphore	2004-02-17	----	590	2004-02-17
Région 05 : Estrie				
Grandes-Fourches	2002-12-18	----	2 439	2004-02-18
			2432	2005-02-18
Vimy	2004-01-06	3 (2004-01-06)	880	2004-01-06
			873	2005-01-06
Plateau Marquette	2004-02-17	----	1 774	2004-02-17
			1 767	2005-02-17
Des Cantons	2004-02-17	----	852	2004-02-17
			845	2005-02-17
Région 06 : Montréal-Centre				
Verdun	2003-03-19	3 (2003-03-19)	1 821	2004-03-19
Notre-Dame	2003-03-25	----	1 287	2004-03-25
Centre médical St-André	2004-01-06	----	909	2004-01-06
			940	2005-01-06
Faubourg	2003-03-25	----	1 647	2004-03-25
			1 640	2005-03-25
Herzl	2003-06-25	3 (2003-06-25)	1 971	2004-06-25
Côte-des-Neiges	2004-01-06	----	2 163	2004-01-06
			2 156	2005-01-06
+ Sud-Ouest	2004-07-16	----		2004-07-16
+ St-Louis-du-Parc	2004-07-16	----		2004-07-16
Région 07 : Outaouais				
Aylmer	2002-11-29	3 (2003-09-08)	894	2003-11-29
			887	2004-11-29
Hull	2003-07-11	----	1 017	2003-07-11
Wakefield	2004-01-06	----	746	2004-01-06
			739	2005-01-06
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue				
Centre de santé de Témiscamingue	2003-07-02	----	731	2003-07-02
Des Aurores Boréales	2003-07-23	3 (2003-07-23)	1 080	2004-07-23
+ Haut-Saint-Maurice	2004-07-16	----		2004-07-16
Région 09 : Côte-Nord				
Polyclinique Boréale	2003-03-28	3 (2003-03-28)	995	2004-03-28
			988	2005-03-28
Sept-Iles	2004-01-06	----	1 263	2004-01-06
			1 256	2005-01-06

Nom du GMF	Date d'adhésion	Nbre de forfaits quotidiens (Garde en disponibilité)	Banque d'heures annuelle	Début période d'application (Banque d'heures)
Région 11 : Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine				
Haute-Gaspésie	2003-04-07	2 (2003-04-07)	550	2003-04-07
Région 12 : Chaudière-Appalaches				
Etchemins	2003-01-24	----	1 027	2004-01-24
			1 020	2005-01-24
Clinique médicale de Lauzon	2003-07-17	----	994	2004-07-17
+ Lévis-Métro	2003-07-02	----	1 137	2003-07-02
Clinique médicale du Vieux-Fort	2003-07-17	----	709	2004-07-17
Clinique médicale de Lévis	2003-07-17	----	1 332	2004-07-17
+ Montmagny	2003-07-23	----	1 740	2004-07-23
Sainte-Croix/Saint-Patrice	2003-07-17	----	760	2004-07-17
Centre médical Saint-Rédempteur	2003-08-28	----	831	2003-08-28
			824	2004-08-28
Clinique médicale Saint-Étienne	2003-07-23	----	1 189	2004-07-23
+ Laurier-Station	2004-07-16	----		2004-07-16
Région 13 : Laval				
Laval	2003-04-04	3 (2003-04-04)	1 465	2004-04-04
+ Centre médical Laval	2004-02-17	----	1 739	2004-02-17
			1 804	2005-02-17
Concorde	2004-03-15		3 026	2004-03-15
			3 019	2005-03-15
Région 14 : Lanaudière				
Lavaltrie-Lanoraie	2003-01-21	3 (2003-03-31)	1 148	2004-01-21
			1 141	2005-01-21
+ L'Assomption	2003-06-25	3 (2003-06-25)	1 079	2004-06-25
Mascouche	2004-01-06	----	1 034	2004-01-06
			1 027	2005-01-06
Saint-Donat	2004-03-15	----	614	2004-03-15
			607	2005-03-15
Région 15 : Laurentides				
Mont-Tremblant	2003-04-11	3 (2003-04-11)	923	2004-04-11
			916	2005-04-11
La Rouge	2003-04-11	----	908	2004-04-11
			901	2005-04-11
Lorraine	2004-02-17	----	957	2004-02-17
			950	2005-02-17

Nom du GMF	Date d'adhésion	Nbre de forfaits quotidiens (Garde en disponibilité)	Banque d'heures annuelle	Début période d'application (Banque d'heures)
Région 16 : Montérégie				
Salaberry	2003-07-02	3 (2003-07-02)	965	2004-07-02
Richelieu St-Laurent	2004-01-06	3 (2004-05-30)	823	2004-01-06
			816	2005-01-06
Bedford	2004-02-17	----	1 154	2004-02-17
			1 147	2005-02-17
Lac Brome-Cowansville	2004-02-17	6 (2004-04-02)	1 022	2004-02-17
Centre de médecine familiale de Granby	2004-03-15	----	1 035	2004-03-15
			1 028	2005-03-15
Sutton-Cowansville	2004-02-17	----	1 201	2004-02-17
Médocentre Pincourt	2004-03-15	----	947	2004-03-15
			940	2005-03-15
Rigaud	2004-03-15	----	593	2004-03-15
			586	2005-03-15
Trois Lacs	2004-03-15	----	401	2004-03-15
Vaudreuil-Dorion	2004-03-15	----	770	2004-03-15
			790	2005-03-15
Centre médical Saint-Jacques	2004-03-15	----	599	2004-03-15
			592	2005-03-15
Clinique médicale Centrale	2004-03-15	----	826	2004-03-15
			819	2005-03-15
Waterloo-Bromont	2004-02-17	----	977	2004-02-17
Farnham	2004-02-17	----	1 597	2004-02-17
			1 590	2005-02-17
Centre médical Robinson	2004-03-15	----	1 233	2004-03-15
Haut-Saint-Laurent	2004-01-06	----	561	2004-01-06
			554	2005-01-06
+ Lac St-François	2004-07-16	----		2004-07-16
+ Rive et Montagne	2004-07-16	----		2004-07-16
+ Des Seigneuries	2004-07-16	----		2004-07-16

AVIS : Les établissements de cette liste ont été désignés par l'accord n° 527 et par la suite, par lettre du comité paritaire.

ANNEXE II

À des fins de rémunération et d'adhésion à cette entente particulière, description du contenu minimal des services offerts par un GMF à sa clientèle

I Services de médecine familiale

Services de médecine familiale auprès d'une clientèle ambulatoire de tout âge, comprenant principalement l'évaluation de l'état de santé, le diagnostic et le traitement des problèmes de santé, aigus et chroniques, la prise en charge et le suivi approprié à la condition de santé des personnes, la prévention des maladies et la promotion de la santé. Ces services sont habituellement assurés par le médecin de famille avec la collaboration de l'infirmier(e) ainsi que celle des autres membres du personnel du GMF, dans le contexte d'un cabinet médical, d'un CLSC, d'une unité d'enseignement en médecine familiale ou d'une clinique externe de médecine familiale d'un CHSGS. La prise en charge et le suivi de personnes en perte sévère d'autonomie maintenues à domicile fait partie de l'offre de services du GMF.

II Coordination

Coordination des services de santé au bénéfice des personnes atteintes de pathologies graves ou complexes, nécessitant des soins continus et suivis au bureau du médecin ou à domicile.

III Activités médicales prioritaires

Participation, avec l'ensemble des médecins omnipraticiens du territoire, aux activités médicales reconnues prioritaires par le département régional de médecine générale, selon des modalités arrêtées par ce dernier.

IV Accessibilité

Les services de médecine familiale sont offerts, sur rendez-vous et sans rendez-vous, du lundi au vendredi. Selon les besoins à satisfaire et, compte tenu des effectifs médicaux en place et des services médicaux dispensés par les établissements du territoire, le GMF assure les services sans rendez-vous les samedi, dimanche et journée fériée.

ANNEXE III

Libellé du formulaire d'inscription du patient inscrit

- Formulaire d'inscription auprès d'un médecin membre d'un groupe de médecine de famille (n° 3876 - MSSS)

AVIS: *Ce formulaire d'inscription ne peut être complété que dans Internet. De type dynamique, il a été conçu pour vous permettre d'éviter les principales erreurs de remplissage. Vous devez **conserver une copie papier dûment signée par les deux parties** du formulaire n° 3876 transmis à la Régie. **ATTENTION, le formulaire n° 3876 vous permet d'inscrire les patients de 0 à 5 ans et les codes développés pour identifier les clientèles vulnérables.** Donc, vous ne devez plus utiliser de formulaires n° 3889 ou n° 1200 pour inscrire vos patients GMF présentant ces caractéristiques.*

ANNEXE IV**À des fins d'adhésion à cette entente particulière, contenu d'un dispositif contractuel****Convention (régie régionale/GMF)**

Cette convention doit, en terme de contenu, obligatoirement comprendre des stipulations portant sur les questions suivantes :

- reconnaissance de l'autonomie juridique du GMF (sous réserve des discussions entourant la détermination future du statut juridique du GMF sis en établissement);
- reconnaissance de l'autonomie du cabinet privé;
- reconnaissance de l'autorité fonctionnelle du médecin responsable du GMF à l'égard du personnel infirmier faisant l'objet d'un prêt de personnel, par entente de services ou autrement;
- obligation du GMF en ce qui a trait à l'offre collective de services, notamment le contenu minimal du panier de services offerts par un GMF à sa clientèle;
- obligation de la régie régionale envers le GMF, notamment en ce qui a trait à l'octroi des ressources, financières, informatiques ou autres, adéquates;
- processus de médiation en cas de différend;
- processus d'arbitrage en cas de différend;
- mécanisme de résiliation.

Entente de services

Une entente de services avec un CLSC ou, le cas échéant, un centre hospitalier doit, en terme de contenu, contenir des stipulations ayant pour objet la reconnaissance de l'autorité fonctionnelle du médecin responsable du GMF à l'égard du personnel, infirmier faisant l'objet d'un prêt de personnel, par entente de services ou autrement.

ANNEXE V

Modalités de rémunération

I. Bonification de la rémunération

Au bénéfice du médecin du patient inscrit, un forfait de prise en charge et de suivi est ajouté à la rémunération de base applicable au médecin en vertu de l'Entente. Ce forfait est de sept dollars (7,00 \$) que le médecin exerce en cabinet ou en CLSC ou UMF(CH). Par période annuelle d'application, ce forfait n'est payable qu'une seule fois, lors de la première visite du patient inscrit accompagnant ou suivant son inscription.

AVIS : Ce forfait peut être facturé **uniquement** s'il est supporté par un formulaire d'inscription auprès d'un médecin membre d'un GMF (n° 3876 - MSSS) dûment rempli et signé par le médecin et la personne assurée (ou son représentant) et déjà transmis à la RAMQ (ou transmis au plus tard 90 jours après la facturation)⁽¹⁾. De plus, la date de la signature doit correspondre (ou être antérieure) à la date de facturation du forfait.

Veillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE de la personne assurée
- le code d'acte **08875** dans la section ACTES
- les HONORAIRES de 7 \$ (soumis à la rémunération différente)
- le code d'établissement où vous réalisez vos activités GMF : cabinet (54XXX), CLSC (9XXX2 ou 8XXX5) ou UMF (0XXX3). Le code d'acte 08875 est incompatible avec un code de localité. Si la prise en charge ne peut être faite qu'à domicile, veuillez utiliser le code d'établissement où vous réalisez vos activités GMF.

II. Banque d'heures

Les paramètres généraux suivants s'appliquent à la détermination d'une banque d'heures destinée à la rémunération des activités visées aux paragraphes 7.02 et 7.03 de cette entente particulière, savoir :

- activités professionnelles requises par le fonctionnement en GMF :
 - octroi, par médecin ETP, d'une demi-journée par semaine, soit trois (3) heures/semaine. Multiple : cinquante-deux (52) semaines.

II. Garde en disponibilité

a) Modalités de rémunération

La garde en disponibilité est rémunérée selon une formule de rémunération à l'acte prévoyant le paiement d'un forfait de cinquante et un dollars et quatre-vingt-dix cents (51,90 \$) par quart de huit (8) heures de garde, additionné à la rémunération à l'acte prévue à l'Entente, selon le tarif applicable, pour les services médicaux dispensés pendant cette période.

(1) Un nouveau GMF ne disposant pas des installations requises peut s'adresser au service de l'information aux professionnels pour obtenir une extension au délai de 90 jours.

Pour donner droit à la rémunération prévue au paragraphe précédent, la garde en disponibilité doit être assurée tous les jours de la semaine, en horaires défavorables. Cependant, elle n'est rémunérée qu'à compter du samedi à 0 h 00 au dimanche suivant 24 h 00 ainsi que les journées fériées de 0 h 00 à 24 h 00.

AVIS: Ce forfait peut être facturé uniquement si des forfaits quotidiens sont octroyés à votre GMF. Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le code XXXX01010112 dans la case réservée au NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code 19016 dans la case CODE de la section ACTES, le samedi, dimanche ou jour férié de 0 h 00 à 24 h (voir P.G. 2.4.7.6 jours fériés); veuillez utiliser 1 ligne par quart de garde de huit heures.
- le montant demandé dans la case HONORAIRES (soumis à la rémunération différente);
- le code d'établissement où vous réalisez vos activités GMF : cabinet (54XXX), CLSC (9XXX2 ou 8XXX5) ou UMF (0XXX3);
- la date des services
- le chiffre 1 dans la case R
- la lettre « E » dans la case C.S.;
- le nombre de forfaits dans la case UNITÉS (1 ou le nombre de gardes concomitantes);
- l'heure de début et de fin de la période de garde dans la case DIAGNOSTIC PRINCIPAL ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Pour les services médicaux rendus durant la garde en disponibilité, inscrire la lettre « E » dans la case C.S. Ces services doivent être facturés pour chaque personne assurée, sur des demandes de paiement distinctes.

b) Garde concomitante

Lorsque les circonstances l'exigent, notamment à cause de l'étendue du territoire qu'il doit couvrir, un GMF peut se voir allouer, par le comité visé à l'article 9.00, pour une même journée donnée, plus d'un forfait par quart de huit (8) heures de garde en disponibilité. Dans ce cas, la convention liant la Régie régionale et le GMF doit prévoir que, pour une même journée donnée, des gardes en disponibilité peuvent être assurées de façon concomitante.

IV. Mécanismes de contrôle

Les parties conviennent de ce qui suit, savoir :

- a) en faisant les adaptations appropriées, appliquer les règles de cumul édictées par le paragraphe 5.08 de l'annexe XIV de l'Entente à la rémunération des activités professionnelles visées à la section II de cette annexe comme si celles-ci avaient été effectuées pour le compte d'un établissement;
- b) pour l'exercice des activités professionnelles visées à la section II de cette annexe, jusqu'à concurrence de deux cent vingt (220) heures par année, consentir et octroyer un dépassement spécifique au bénéfice du médecin qui a atteint le maximum prévu aux paragraphes 5.02 ou 5.10 de l'annexe XIV de l'Entente ou au troisième alinéa du paragraphe 15.01 de l'Entente;

AVIS: Veuillez utiliser le code d'activité mentionné au point 7.02 et 7.03.

Si requis, l'établissement doit faire parvenir à la Régie un avis de service n° 3547, identifiant le médecin et la période concernée en mentionnant qu'il s'agit de l'Entente particulière GMF.

- c) assujettir, à l'application du paragraphe 5.3 de l'annexe IX de l'Entente, la rémunération versée pour les activités professionnelles visées aux sections I, II et III et VI de cette annexe.

V. Garantie de rémunération

Pendant une période annuelle d'application couverte par cette entente particulière, le niveau de la rémunération du médecin d'un GMF pour ses activités cliniques est maintenu, et ce, comparativement au niveau de la rémunération découlant de la pratique clinique antérieure de ce médecin. L'octroi de ce bénéfice est conditionnel au maintien de la charge de travail clinique que ce médecin assume dans le cadre de sa pratique en GMF. Cette garantie est établie par référence à la moyenne de la rémunération qui a été constatée, en cabinet, pendant les deux années qui ont précédé la date de départ qui est spécifique au GMF dans le cadre duquel le médecin exerce sa profession.

Si, dans une période annuelle d'application donnée, une baisse du niveau de la rémunération des activités cliniques du médecin est constatée malgré le maintien de la charge de travail clinique de ce médecin, le cas de celui-ci est référé, par la Fédération, au comité paritaire prévu à l'article 9.00 de cette entente. Après avoir donné au médecin l'occasion de se faire entendre, le comité transmet aux parties ses recommandations et, s'il y a lieu, propose à celles-ci les modalités de compensation appropriées.

Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont dévolus aux fins de la présente section, le comité paritaire tient compte de tout facteur qu'il juge pertinent, parmi lesquels les besoins à satisfaire, la population à desservir et l'offre de services du GMF, en regard notamment du profil de pratique, passé et présent, du médecin.

Aux fins des présentes, la période comprise entre la date de la demande requérant l'intervention du comité visé aux présentes et celle à laquelle celui-ci fait ses recommandations aux parties, n'entre pas dans le calcul des délais prévus à l'article 24.00 de l'Entente.

VI. Rémunération du médecin responsable

Les fonctions du médecin responsable d'un GMF sont, de façon exclusive, rémunérées selon une formule prévoyant, sur base hebdomadaire, le versement d'un montant forfaitaire de trois cents dollars (300,00 \$). Le multiple applicable est de cinquante-deux (52) semaines/année.

AVIS: Ce forfait peut être facturé **uniquement** par un médecin **identifié au comité paritaire** comme médecin responsable (ou co-responsable). Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le code XXXX01010112 dans la case réservée au NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code **19017** dans la case CODE de la section ACTES;
- le montant demandé dans la case HONORAIRES (soumis à la rémunération différente);
- le code d'établissement ou le code de GMF(cabinet) 54XXX dans la case ÉTABLISSEMENT. Lorsqu'il s'agit d'une unité de médecine familiale, indiquer 0XXX3.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

VII. Clientèles vulnérables

Le médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille (GMF) et également dans un cabinet ou établissement non reconnu comme GMF ne peut se prévaloir, pour un même patient, des dispositions de la présente entente et des dispositions de l'entente particulière relative à la prise en charge et au suivi des clientèles vulnérables. Les dispositions de la présente annexe prévalent à moins que le médecin se retire du GMF et que le médecin responsable, en vertu du paragraphe 7.07 de la présente entente, en ait avisé le comité paritaire.

- a) Aux fins du présent article, un patient inscrit fait partie de la clientèle vulnérable du médecin s'il répond à une ou à plusieurs des exigences suivantes :

Il est âgé de 70 ans ou plus;

Il est âgé de moins de 70 ans et présente l'une ou plusieurs des conditions suivantes :

- Psychoses, étant entendu que la majorité des dépressions ne sont pas considérées comme des psychoses;
- Maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC), asthme de modéré à sévère (patient ayant présenté un vems inférieur à 70 % de la valeur prédite), pneumopathies professionnelles;
- Maladie cardiaque artério-sclérotique (MCAS);
- Cancer associé à un traitement passé, présent ou projeté en chimiothérapie systémique ou radiothérapie ou en phase palliative;
- Diabète avec atteinte d'organe cible;
- Sevrage de drogues dures ou d'alcool, toxicomanie sous traitement à la méthadone;
- VIH/SIDA;
- Maladies dégénératives du système nerveux central.

AVIS: Si vous souhaitez inscrire pour l'EP GMF un patient que vous aviez déjà identifié à la Régie comme clientèle vulnérable ou patient de 0 à 5 ans à titre de médecin responsable, **vous devez obligatoirement remplir un formulaire Internet n° 3876. Vous devez conserver une copie papier dûment signée par les deux parties du formulaire n° 3876 transmis à la Régie.** En effet, le formulaire n° 3889 signé antérieurement pour le même patient n'autorise pas la facturation en GMF des forfaits relatifs à ces clientèles.

b) Modalités de rémunération

En sus de la bonification de la rémunération prévue à l'article 1 de la présente annexe, les modalités de rémunération suivantes s'appliquent au patient inscrit qui répond aux conditions de vulnérabilité énoncées à l'alinéa précédent :

AVIS: Ce forfait peut être facturé **uniquement** s'il est supporté par un formulaire d'inscription auprès d'un médecin membre d'un GMF (n° 3876 - MSSS) dûment rempli et signé par le médecin et la personne assurée (ou son représentant) et déjà transmis à la RAMQ (ou transmis au plus tard 90 jours après la facturation)⁽¹⁾. De plus, la date de la signature doit correspondre (ou être antérieure) à la date de facturation du forfait.

1. Le médecin qui exerce en cabinet au sein d'un GMF reçoit à l'occasion d'un examen fait en cabinet ou à domicile le forfait de responsabilité de 7,00 \$ à chaque examen;

AVIS: Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le code d'acte **15038** dans la section ACTES;
- les HONORAIRES de 7,00 \$ (soumis à la rémunération différente);
- le code de GMF (cabinet) **54XXX** (ou le code de localité si fait à domicile) dans la case ÉTABLISSEMENT.

2. Le médecin qui exerce en établissement (CLSC ou UMF-CH) au sein d'un GMF reçoit, à l'occasion d'un examen, le forfait de responsabilité de 14,00 \$ une fois par année;

AVIS: Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE de la personne assurée;
 - le code d'acte **15039** dans la section ACTES;
 - les HONORAIRES de 14,00 \$ (soumis à la rémunération différente);
- Lorsqu'il s'agit d'une unité de médecine familiale, indiquer **0XXX3** ou s'il s'agit d'un CLSC, indiquer **9XXX2** ou **8XXX5** dans la case établissement.

3. Le médecin qui exerce en cabinet privé et en établissement (CLSC ou UMF-CH) au sein d'un ou de plusieurs GMF ne peut se prévaloir, pour un même patient, des modalités de rémunération prévues aux points 1. et 2. ci-dessus. Il doit opter pour l'une ou pour l'autre des modalités. Il peut, le cas échéant, modifier son option à la date anniversaire de sa première option. La date anniversaire de l'option correspond à la date de facturation du premier forfait de responsabilité suivant l'inscription du patient.

(1) Un nouveau GMF ne disposant pas des installations requises peut s'adresser au service de l'information aux professionnels pour obtenir une extension au délai de 90 jours.

*EP - PROVISOIRE - CLIENTÈLES VULNÉRABLES***ENTENTE PARTICULIÈRE PROVISOIRE****RELATIVE À LA PRISE EN CHARGE ET AU SUIVI DES CLIENTÈLES VULNÉRABLES ENTRE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

1.00 OBJET

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions d'exercice et de rémunération applicables, de façon provisoire, au médecin qui dispense des services auprès d'une clientèle vulnérable au sens du paragraphe suivant;

1.02 Aux fins de la présente entente, un patient fait partie de la clientèle vulnérable s'il répond à une ou plusieurs des exigences suivantes:

- a) Il est âgé de 70 ans ou plus;
- b) Il est âgé de moins de 70 ans et présente l'une ou plusieurs des conditions suivantes:
 - Psychoses ou sevrage de drogues dures ou d'alcool;
 - Maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC), asthme modéré ou sévère, pneumopathies professionnelles;
 - Maladie cardiaque artério-sclérotique (MCAS);
 - Cancer associé à un traitement passé, présent ou projeté en chimiothérapie systémique ou radiothérapie ou en phase palliative;
 - Diabète avec complication d'organe cible;
 - Toxicomanie sous traitement à la méthadone;
 - VIH / SIDA;
 - Maladies dégénératives du système nerveux central.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente entente particulière.

3.00 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

3.01 Pour se prévaloir des dispositions de la présente entente, le médecin doit avoir été identifié par le patient qui répond aux conditions décrites au paragraphe 1.02 ci-dessus comme étant son seul médecin de famille régulier au moyen du formulaire d'identification apparaissant en annexe des présentes.

4.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

4.01 Les activités rémunérées, de façon spécifique, par les dispositions de la présente entente sont celles découlant d'une prise en charge et d'un suivi plus complets du patient visé aux présentes notamment par des relances plus fréquentes, par des interventions multi-disciplinaires, par une meilleure coordination avec les ressources institutionnelles ou autres du milieu ou par des démarches complémentaires, laboratoires, consultations etc.

5.00 RÉMUNÉRATION ET PAIEMENT

5.01 Sur la base des modalités de rémunération qui s'appliqueront dans le cadre des dispositions permanentes soit:

- pour le médecin qui exerce en cabinet, le versement d'un forfait de responsabilité de 7,00 \$ à l'occasion d'un examen fait, en cabinet ou à domicile, auprès d'un patient visé aux présentes;
- pour le médecin qui exerce en établissement (CLSC ou UMF-CH), un forfait de responsabilité annuel de 15 \$ pour un patient visé aux présentes versé à l'occasion d'un examen;

Un forfait est versé, dans l'année 2003-2004, en tenant compte du nombre d'identifications par le patient accumulées au 1^{er} avril 2003 et, pour le médecin qui exerce en cabinet, du nombre d'examens faits auprès du patient qui l'a identifié comme médecin de famille à compter de la date d'identification;

AVIS : Cette entente provisoire a pris fin le 31 mars 2003 et a été remplacée par celle présentée dans la page suivante.

5.02 La date d'identification du médecin de famille par le patient est la date apparaissant sur le formulaire d'identification dûment complété par le patient et par le médecin;

5.03 Un médecin qui exerce en cabinet et en établissement ne peut se prévaloir, pour un même patient, des dispositions s'appliquant pour les services dispensés en cabinet et pour ceux dispensés en établissement. Dans le cas où deux formulaires d'identification sont complétés, la Régie retient le formulaire qui porte la date d'identification la plus récente. La même règle prévaut pour le médecin qui exerce dans le cadre d'un GMF (cabinet ou établissement) et qui exerce dans un cabinet ou établissement hors GMF et qui aurait complété, pour un même patient, un formulaire d'inscription et un formulaire d'identification.

5.04 Dans le cas où un patient a complété plus d'un formulaire d'identification de plus d'un médecin, est considéré comme le médecin de famille le médecin pour lequel le formulaire d'identification porte la date la plus récente.

6.00 DURÉE

6.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} janvier 2003 et se termine le 31 mars 2003

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 13^e jour de juin 2003.

PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

*EP - CLIENTÈLES VULNÉRALES***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA PRISE EN CHARGE ET AU SUIVI DES CLIENTÈLES VULNÉRABLES ENTRE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le Ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

1.00 OBJET

1.01 Cette entente particulière a pour objet la détermination des règles applicables au médecin qui dispense des services auprès d'une clientèle vulnérable présentant une condition complexe ou nécessitant de plus longues évaluations, des relances plus fréquentes et des interventions multidisciplinaires, ou des démarches complémentaires : labo, consultations, service social, etc.;

1.02 Aux fins de la présente entente, un patient fait partie de la clientèle vulnérable s'il répond à une ou plusieurs des exigences suivantes:

- a) Il est âgé de 70 ans ou plus;
- b) Il est âgé de moins de 70 ans et présente l'une ou plusieurs des conditions suivantes :
 - Psychoses, étant entendu que la majorité des dépressions ne sont pas considérées comme des psychoses;
 - Maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC), asthme de modéré à sévère (patient ayant présenté un vems inférieur à 70 % de la valeur prédite), pneumopathies professionnelles;
 - Maladie cardiaque artério-sclérotique (MCAS);
 - Cancer associé à un traitement passé, présent ou projeté en chimiothérapie systémique ou radiothérapie ou en phase palliative;
 - Diabète avec atteinte d'organe cible;
 - Sevrage de drogues dures ou d'alcool, toxicomanie sous traitement à la méthadone;
 - VIH / SIDA;
 - Maladies dégénératives du système nerveux central.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente entente particulière.

3.00 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

3.01 *ABROGÉ par l'Amendement n° 85;*

3.02 *ABROGÉ par l'Amendement n° 85;*

3.03 Pour se prévaloir des dispositions de la présente entente, le médecin doit avoir été identifié par le patient comme étant son médecin de famille qui assure la prise en charge et le suivi des soins requis par son état de santé incluant, le cas échéant, les examens périodiques;

3.04 N'est pas présumé répondre aux critères prévus au paragraphe 3.03 le médecin qui n'assure la prise en charge que pour un ou des épisodes de soins ponctuels;

3.05 L'identification du médecin de famille par le patient se fait au moyen du formulaire prescrit par les parties apparaissant à l'annexe I des présentes.

AVIS : En GMF, vous ne pouvez vous prévaloir des dispositions de la présente entente. Voir section VII de l'Annexe V de l'E.P. GMF.

Hors GMF, veuillez remplir et transmettre le formulaire Internet n° 3889 ou une Demande de paiement - médecin n° 1200 (papier ou informatique). Important : Vous devez conserver un exemplaire de formulaire n° 3889 dûment signé par les deux parties pour chacun de vos patients identifiés à la Régie que vous utilisiez le formulaire Internet n° 3889 ou le formulaire n° 1200.

Instructions pour l'identification à la RAMQ via le formulaire n° 1200 (Clientèle vulnérable et/ou patient de 0-5 ans) :

- Inscrire le numéro d'assurance maladie de la personne assurée.
- Inscrire sur la première ligne de la section ACTES les éléments suivants :
 - La date d'inscription dans les champs généralement utilisés pour la date des services. La date d'inscription doit correspondre à la date de signature du formulaire n° 3889 par la personne assurée (ou son représentant).
 - Une seule des valeurs comprises entre 99500 et 99509 dans le champ CODE en vous référant au tableau plus bas.
 - La valeur 1 dans le champ R (pour rôle).
 - La valeur 0 dans le champ HONORAIRES.
- Ne rien inscrire sur les deux autres lignes de la section ACTES. Ne facturer aucun service ou forfait sur cette demande de paiement. Si vous le faites, cela entraînera la coupure de ces services ou forfaits à l'état de compte ET l'annulation de l'identification.
- Ne rien inscrire dans la section VISITES.
- Inscrire zéro dans la section TOTAL (pour total des honoraires).

CODE D'ACTE	CONDITION D'ADMISSIBILITÉ ASSURÉE	ÉTATS PATHOLOGIQUES CORRESPONDANT À LA CONDITION D'ADMISSIBILITÉ
99500	01	Psychoses, étant entendu que la majorité des dépressions ne sont pas considérées comme de psychoses
99501	02	Maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC), asthme de modéré à sévère (patient présentant un vems inférieur à 70 % de la valeur prédite), pneumopathies professionnelles.
99502	03	Maladie cardiaque artério-sclérotique (MCAS).
99503	04	Cancer associé à un traitement passé, présent ou projeté en chimiothérapie systémique ou radiothérapie ou en phase palliative.
99504	05	Diabète avec atteinte d'organe cible.
99505	06	Sevrage de drogues dures ou d'alcool, toxicomanie sous traitement à la méthadone.
99506	07	VIH/SIDA
99507	08	Maladies dégénératives du système nerveux central.
# 99508	98	Enfant de 0 à 5 ans inclusivement et qui ne présente aucun des états pathologiques précédents ⁽¹⁾
99509	99	Personne de 70 ans ou plus qui ne présente aucun des états pathologiques précédents.

(1) : La condition d'admissibilité 98 vise uniquement vos patients de 0 à 5 ans qui ne font pas partie de la clientèle vulnérable.

IMPORTANT :

Si la personne assurée présente l'un des états pathologiques numérotés de 01 à 08, vous devez inscrire le code d'acte qui correspond à cette condition d'admissibilité, peu importe son âge.

Si la personne assurée ne présente aucun des états pathologiques numérotés de 01 à 08, vous devez inscrire le code d'acte correspondant à l'une ou l'autre des conditions d'admissibilité reliées à l'âge de la personne assurée (98 ou 99).

Lorsque la condition d'un enfant de 0 à 5 ans passe du code 98 à l'un des états pathologiques numérotés de 01 à 08, veuillez :

- procéder à une nouvelle identification à la Régie en acheminant un nouveau formulaire n° 1200 (papier ou informatique) ou en transmettant un formulaire n° 3889 dynamique via Internet. La date d'identification à inscrire est celle de la date de prise d'effet de la condition pathologique. Prière d'inscrire le code relié à la pathologie du patient sans répéter celui relié à l'âge.*
- ajouter le code de pathologie et sa date de prise d'effet sur votre formulaire papier n° 3889 signé antérieurement par votre client et conservez-le pour vos dossiers.*

Même procédure pour une personne de 70 ans ou plus qui passerait du code 99 à l'un des états pathologiques numérotés de 01 à 08.

Ne jamais inscrire plus d'un code compris entre 99500 et 99509 pour une même personne assurée.

REMARQUES :

Les formulaires n° 1200 servant à l'identification de la clientèle vulnérable et/ou âgée de 0 à 5 ans ne feront pas l'objet de frais de 0,50 \$ de traitement et ne paraîtront pas à votre état de compte.

Si vous nous les transmettez informatiquement, vous pouvez le faire dans le même lot que vos demandes de paiement régulières. Vous devrez OBLIGATOIREMENT consulter votre rapport d'erreurs car c'est ainsi que la Régie vous indiquera si votre demande d'identification a été rejetée. Vous pourrez la soumettre à nouveau avec les corrections appropriées pour finaliser le tout. Veuillez noter que les demandes d'identification acceptées ne figureront pas au rapport d'erreur.

Si vous nous les achetez par courrier, vous pouvez les expédier seules ou en même temps que vos formulaires n° 1200 réguliers. Vous serez avisé par courrier des erreurs détectées sur vos demandes d'identification et devrez les soumettre à nouveau.

4.00 RÈGLES D'APPLICATION

4.01 Un médecin qui exerce en cabinet et en établissement ne peut se prévaloir, pour un même patient, des deux forfaits prévus aux dispositions des paragraphes 5.01 et 5.02 de la présente entente.

Il doit opter pour l'un ou l'autre desdits forfaits. Il peut, le cas échéant, modifier son option à la date anniversaire de sa première option. La date anniversaire de l'option correspond à la date de facturation du premier forfait de responsabilité suivant l'identification du médecin de famille par le patient;

4.02 Un médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille (GMF) et dans un cabinet ou établissement non reconnu comme un GMF ne peut se prévaloir, pour un même patient, des dispositions de la présente entente et des dispositions de l'entente particulière relative aux GMF s'appliquant en phase transitoire. Il doit opter pour l'une ou pour l'autre des ententes particulières.

Dès que le médecin opte pour l'entente particulière s'appliquant, en phase transitoire, au médecin qui exerce dans le cadre d'un groupe de médecine de famille, cette option prévaut à moins que le médecin se retire du GMF;

4.03 Dans le cas où un patient aurait complété plus d'un formulaire d'identification de plus d'un médecin, est considéré comme le médecin de famille le médecin pour lequel le formulaire d'identification porte la date la plus récente.

5.00 MODALITÉS DE PAIEMENT DU FORFAIT

5.01 Le médecin qui exerce en cabinet reçoit à l'occasion d'un examen fait en cabinet ou à domicile le forfait de responsabilité suivant :

- 7,00 \$ à chaque examen;

AVIS : Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le numéro d'assurance maladie de la personne assurée et les données d'identification usuelles;
- # - le code d'acte **08894** doit être inscrit dans la section ACTES.

5.02 Le médecin qui exerce en CLSC ou en UMF-(CH) à l'occasion d'un examen reçoit le forfait de responsabilité suivant :

- 15,00 \$: forfait annuel;

AVIS : Veuillez utiliser la demande de paiement n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le numéro d'assurance maladie de la personne assurée et les données d'identification usuelles;
- # - le code d'acte **08895** doit être inscrit dans la section ACTES.
Lorsqu'il s'agit d'une unité de médecine familiale, indiquer **0XXX3** ou s'il s'agit d'un CLSC, indiquer **9XXX2** dans la case établissement.

5.03 Le médecin qui exerce en CLSC ou en UMF-CH doit fournir à la Régie de l'assurance maladie du Québec selon les modalités déterminées par le comité paritaire, la date des visites du patient visé par la présente entente.

6.00 ÉVALUATION

6.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'Entente est responsable du suivi de la présente entente particulière. Il a la responsabilité notamment :

- d'en évaluer annuellement les dépenses encourues et qui sont reliées aux conditions d'admissibilité prévues par les dispositions des articles 1.00 et 3.00 des présentes;
- de faire des recommandations aux parties le cas échéant.

7.00 DURÉE

7.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} avril 2003. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 10^e jour de novembre 2003.

PHILIPPE COUILLARD

Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.

Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - CLIENTÈLES VULNÉRABLES

ANNEXE 1

IDENTIFICATION DU MÉDECIN DE FAMILLE (Formulaire n° 3889)

Régie de
l'assurance maladie

Québec



Identification du médecin de famille

Clientèles vulnérables et examen
médical périodique des enfants
entre 0 et 5 ans inclusivement

IMPRIMER LA CARTE D'ASSURANCE MALADIE ICI

Remplir en lettres majuscules

Identification de la personne assurée Remplir cette section ou imprimer la carte d'assurance maladie ci-dessus.

Nom de famille à la naissance				Prénom usuel											
Numéro d'assurance maladie				Date de naissance		Mois		Jour		Sexe					
				Année						☐ M ☐ F					

Déclaration de la personne assurée

J'identifie le professionnel de la santé mentionné ci-dessous comme mon unique médecin de famille et annule, le cas échéant, toute identification antérieure.

Signature										Date		
										Année		
										Mois		
										Jour		

Identification du représentant de la personne assurée de moins de 14 ans ou inapte

Nom du titulaire de l'autorité parentale, du tuteur, du mandataire ou du curateur										Prénom usuel									
Le représentant agit à titre de :										☐ Titulaire de l'autorité parentale ☐ Tuteur ☐ Mandataire ☐ Curateur									
Dans le cas d'un enfant de moins d'un an sans carte, inscrire le numéro d'assurance maladie du père ou de la mère.										Numéro d'assurance maladie									
Signature										Date									
										Année									
										Mois									
										Jour									

Identification du médecin de famille

Code

Nom										Prénom usuel										Numéro de pratique									
J'accepte, conformément à mon code de déontologie, d'être le médecin de famille de la personne assurée identifiée ci-dessus.																													
Signature																													

Un seul formulaire doit être complété pour la prise en charge et toute la durée du suivi par le médecin, sauf dans le cas d'un changement de code pour un enfant entre 0 et 5 ans inclusivement.

Transmettre à l'adresse suivante :

Régie de l'assurance maladie du Québec
Case postale 500, Terminus postal
Québec (Québec) G1K 7B4
Télécopieur : (418) 646-8110

ANNEXE I (suite)

IDENTIFICATION DU MÉDECIN DE FAMILLE - Verso (Formulaire n° 3889)

IDENTIFICATION DU MÉDECIN DE FAMILLE
Clientèles vulnérables et examen médical périodique
des enfants entre 0 et 5 ans inclusivement

Le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec ont convenu d'une entente qui vise à faciliter la prise en charge et le suivi des clientèles dites *vulnérables* et le suivi périodique des enfants entre 0 et 5 ans inclusivement.

Dans le cadre de cette entente, votre médecin doit vous demander de compléter le présent formulaire. Celui-ci vous permet d'identifier votre médecin de famille, celui qui vous prend en charge et qui assure le suivi de votre dossier, en d'autres termes, votre médecin habituel.

Voici les conditions pour pouvoir remplir ce formulaire. Aux fins de la prise en charge et du suivi des clientèles vulnérables, vous devez

- avoir 70 ans ou plus;
- ou avoir entre 6 et 69 ans, et vous trouver dans une situation qui répond à certains critères prévus à l'entente (ce que seul votre médecin a le droit de déterminer);
- et, **dans les deux cas**, posséder une carte d'assurance maladie valide.

Aux fins de l'examen médical périodique de l'enfant, ce dernier doit

- avoir entre 0 et 5 ans inclusivement;
- et, à partir d'un an, posséder une carte d'assurance maladie valide.

Vous devez identifier comme **votre médecin de famille** un seul médecin omnipraticien. Vous pouvez cependant changer de médecin de famille si vous le désirez. Pour ce faire, vous n'avez qu'à signer un nouveau formulaire chez le médecin que vous voulez identifier comme votre médecin de famille. Vous ne devez pas vous adresser à la Régie de l'assurance maladie du Québec pour effectuer ce changement.

Signer ce formulaire n'a pas pour effet de vous empêcher de consulter d'autres médecins omnipraticiens ou spécialistes et vous demeurez libre de signer ou non le formulaire.

AVIS : Pour les codes d'état pathologique, veuillez vous référer à l'avis figurant sous l'article.

*EP - CHEF DU SERVICE D'URGENCE (CHSGS)***ENTENTE PARTICULIÈRE****RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION ET AUX CONDITIONS D'EXERCICE DU MÉDECIN OMNIPRATICIEN CHEF DU SERVICE D'URGENCE D'UN ÉTABLISSEMENT EXPLOITANT UN CENTRE HOSPITALIER DE SOINS GÉNÉRAUX ET SPÉCIALISÉS (CHSGS)****PRÉAMBULE**

La présente entente particulière est conclue entre les parties en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie intervenue le 1^{er} septembre 1976 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 La présente entente particulière a pour objet la détermination de certaines conditions particulières relatives aux activités médico-administratives ainsi que leur rémunération, du médecin chef du service d'urgence d'un établissement et, le cas échéant, de celui qui l'assiste;

1.02 Est considéré admissible à la présente entente tout centre hospitalier de soins généraux et spécialisés qui répond aux conditions suivantes :

- a) Il opère un service d'urgence ouvert 24 heures par jour, tous les jours de la semaine;
- b) Il dispense des services en anesthésie et en chirurgie;
- c) Il a obligatoirement un département clinique de médecine générale conformément à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*;

1.03 Exceptionnellement, malgré le sous-paragraphe 1.02 b), l'installation d'un établissement qui opère un service d'urgence distinct et qui ne dispense pas de services en anesthésie et en chirurgie peut, avec l'approbation du comité paritaire, être admissible à la présente entente si le chef du département de médecine générale de l'établissement n'est pas déjà rémunéré en vertu de l'entente particulière relative à la rémunération du chef du département clinique de médecine générale ou n'assume pas la responsabilité du service d'urgence de l'installation.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale s'appliquent sous réserve des stipulations de la présente entente particulière.

3.00 ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

3.01 À des fins de rémunération, les activités médico-administratives du chef du service d'urgence couvertes par la présente entente sont analogues à celles qu'assume le chef de département clinique de médecine générale en vertu des dispositions de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2). L'Annexe I des présentes décrit ce que peuvent être les activités d'un chef de service d'urgence et, le cas échéant, de celui qui l'assiste;

3.02 Est également couverte par la présente entente l'activité professionnelle reliée à la participation du chef du service d'urgence aux activités reliées à l'organisation des services d'urgence de la région par le département régional de médecine générale (DRMG).

4.00 MODE DE RÉMUNÉRATION

4.01 Les activités visées aux présentes sont rémunérées selon une formule de rémunération à l'acte prévoyant le paiement d'un ou plusieurs forfaits hebdomadaires de cinquante dollars (50 \$);

AVIS : Utiliser la « Demande de paiement » n° 1200 et inscrire les données suivantes :

- le code XXXX01010112, dans la case NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE;
- le code d'acte **19040** dans la case CODE de la section « Acte »;
- le code d'établissement correspondant au service d'urgence (0XXX7);
- le nombre de **forfaits hebdomadaires** dans la case UNITÉS;
- le montant réclamé dans la case HONORAIRES.

Aucun autre service ne doit être facturé sur cette demande de paiement.

4.02 Un nombre de forfaits est alloué, sur une base annuelle, à chaque établissement selon le groupe auquel il appartient en vertu de la classification découlant des dispositions de l'entente particulière ayant pour objet la rémunération de la garde sur place effectuée dans le service d'urgence de certains établissements qui exploitent un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou qui font partie du réseau de garde intégré. Le nombre de forfaits alloués, par groupe, est le suivant :

- Établissements du groupe I : 520 forfaits par année
- Établissements du groupe II : 312 forfaits par année
- Établissements du groupe III : 208 forfaits par année

4.03 Sous réserve du paragraphe 4.04, au moins 60 % du nombre de forfaits alloués à un établissement en vertu de la présente entente doit être attribué au médecin qui assume la fonction de chef du service d'urgence;

4.04 Dans le cas où le chef du service d'urgence ou le médecin qui l'assiste n'est pas un médecin omnipraticien ou n'est pas couvert par l'entente générale des médecins omnipraticiens, le nombre de forfaits alloués en vertu de la présente entente est réévalué par le comité paritaire qui doit tenir compte notamment, de l'importance de la participation des médecins omnipraticiens à la dispensation des services au service d'urgence de l'établissement;

4.05 Tout médecin qui se prévaut des dispositions de l'entente particulière relative à la rémunération du chef du département clinique de médecine générale ne peut se prévaloir de plus de 50 % des forfaits alloués à l'établissement en vertu du présent article;

4.06 L'établissement transmet à la Régie un avis de service l'avisant de la nomination du médecin comme chef du service d'urgence ainsi que de tout médecin appelé à se prévaloir des dispositions de la présente entente.

AVIS : L'établissement doit informer la Régie de l'identité du médecin concerné en transmettant un avis de service à la Régie; ne pas inscrire d'heure puisqu'il s'agit d'un forfait hebdomadaire; indiquer l'entente particulière : chef du service d'urgence et préciser la période pour laquelle l'avis de service est en vigueur.

5.00 ANNEXE IX

5.01 La rémunération versée pour les activités visées aux présentes est sujette à l'application du paragraphe 5.3 de l'Annexe IX de l'Entente.

6.00 COMITÉ PARITAIRE

6.01 Le comité paritaire prévu à l'article 32.00 de l'entente générale est responsable de la mise en œuvre et du suivi de la présente entente particulière.

7.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

7.01 La présente entente particulière prend effet le 1^{er} janvier 2003 et demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 10^e jour de novembre 2003.

#PHILIPPE COUILLARD
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - CHEF DU SERVICES D'URGENCE (CHSGS)

ANNEXE I

Activités du chef du service d'urgence et, le cas échéant, de celui qui l'assiste

Coordonner les activités professionnelles des membres du service d'urgence :

- Organisation du travail dans les différentes aires de travail (choc, civières, clientèles ambulatoires)
- Rédaction des politiques et procédures du service d'urgence et s'assurer de leur application
- Participation à la préparation du plan des mesures d'urgence.

Gérer les biens et les espaces en lien avec le service d'urgence.

Surveiller la façon dont s'exerce la médecine dans le service d'urgence.

Planifier les activités de formation médicale continue.

Établir les règles d'utilisation des ressources et voir au respect de ces règles.

Établir des règles de soins médicaux et des règles d'utilisation des médicaments.

Établir et gérer la liste de garde.

Travailler en collaboration avec le directeur des services professionnels ou le coordonnateur de l'urgence en vue de s'assurer de la distribution appropriée des soins dans le service d'urgence (gestion courante de la fluidité de la circulation des patients) et faire des recommandations.

Collaborer avec le gestionnaire infirmier dans l'organisation de la formation du personnel infirmier du service d'urgence.

Nommer et encadrer les responsables des dossiers prioritaires du service d'urgence : relations interdépartementales, politiques et protocoles définissant le rôle de chaque département et service avec le service d'urgence, structure de soutien afin d'assurer un bon fonctionnement de la gestion de l'information, représentation du service d'urgence dans les comités de l'hôpital en lien avec le service d'urgence.

Participer aux activités des comités hospitaliers en lien avec le service d'urgence.

Voir au maintien des effectifs médicaux dans le service d'urgence et superviser le recrutement.

Soumettre un rapport annuel d'activités.

ANNEXE II

Établissements admissibles à l'entente particulière relative à la rémunération du chef d'urgence

No	Nom de l'établissement	Groupe
Région 01 : Bas St-Laurent		
03047	Centre N-D-de Fatima	3
03257	CH d'Amqui	3
03317	CH de Matane	3
03337	Hôpital N-D-du-Lac	3
03347	CH régional de Rimouski	1
03407	CH régional Grand-Portage	2
Région 02 : Saguenay / Lac-St-Jean		
02457	Hôtel-Dieu d'Alma	2
02477	CH Sagamie	1
02487	CH, CHSLD, CLSC Cléophas-Claveau	3
02507	CH de Dolbeau (<i>modifié le 03-11-16</i>)	2
02517	CH Jonquière	2
02527	Hôtel-Dieu de Roberval	2
Région 03 : Québec		
02037	Hôpital de l'Enfant-Jésus	1
02047	Pavillon Hôtel-Dieu de Québec	1
02067	Hôpital Laval (1975)	1
02107	Hôpital St-François d'Assise	1
02127	Pavillon St-Sacrement	1
02137	CHUL	1
02317	CH St-Joseph la Malbaie	3
02377	CH de Charlevoix	3
Région 04 : Mauricie / Bois-Francs		
01777	Hôpital St-Joseph La Tuque	3
01827	Pavillon St-Joseph	1
01857	CH régional la Mauricie	1
02757	Hôtel-Dieu d'Arthabaska	1
02777	Hôpital Ste-Croix	1
Région 05 : Estrie		
01067	CHSLD Memphremagog	2
01107	CHU Estrie-Bowen	1
01127	CH Lac-Mégantic	3
01167	CHU Estrie-Fleurimont	1
Région 06 : Montréal-Centre		
00057	CH Fleury	1
00067	Hôtel-Dieu de Montréal	1
00107	Hôpital Jean-Talon	1
00117	Hôpital Général Juif Sir Mortimer B Davis	1
00147	Pavillon Lasalle (<i>modifié le 03-11-16</i>)	2
00157	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	1
00187	Hôpital Général de Montréal	1
00207	CHUM (Pavillon Notre-Dame)	1
00257	Hôpital Royal Victoria	1

No	Nom de l'établissement	Groupe
Région 06 : Montréal-Centre (suite)		
00277	Hôpital Sacré-Coeur Montréal	1
00287	CH de Lachine	2
00307	Hôpital St-Luc	1
00317	CH de St. Mary	1
00357	Hôpital Santa Cabrini	1
00367	Pavillon Verdun	1
00407	Hôpital Général du Lakeshore	1
Région 07 : Outaouais		
01257	CH de Buckingham	2
01267	CH régional Outaouais	1
01307	CH du Pontiac	3
01337	CH de Maniwaki	3
07697	CH de Gatineau (mofifié le 03-11-16)	1
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue		
01507	CH Hôtel-Dieu d'Amos	2
01527	CH la Sarre	3
01537	CH Rouyn-Noranda	2
01547	CH de Val-d'Or	2
01557	Centre de Santé Sainte-Famille	3
Région 09 : Côte-Nord		
02697	Hôpital de Sept-Iles	2
07547	Pavillon le Royer	2
Région 11 : Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine		
03277	CH de Chandler	2
03287	Hôtel-Dieu de Gaspé	3
03307	CH Baie-des-Chaleurs	2
03417	Hôpital des Monts	3
Région 12 : Chaudière-Appalaches		
02757	Point de service Charny	3
02807	CH régional de l'Amiante	2
02877	CH Beauce-Etchemin	1
03007	Hôtel-Dieu de Lévis	1
03037	Hôtel-Dieu de Montmagny	2
Région 13 : Laval		
00447	Cité de la Santé de Laval	1
Région 14 : Lanaudière		
00857	CH régional de Lanaudière	1
01417	CH Le Gardeur	1

No	Nom de l'établissement	Groupe
Région 15 : Laurentides		
00787	Centre Annonciation	3
01277	Hôpital d'Argenteuil	3
01427	Centre Mont-Laurier (<i>modifié : 03-11-16</i>)	2
01437	CH Laurentien	1
01447	Hôtel-Dieu de St-Jérôme	1
01457	CH St-Eustache	1
Région 16 : Montérégie		
00427	Hôpital Haut-Richelieu	1
00927	Hôtel-Dieu de Sorel	1
00947	Richelieu-Yamaska	1
00957	Hôpital Charles Lemoyne	1
01037	CH de Granby	1
01087	Hôpital Barrie Mémorial	3
01137	Hôpital Brome-Missisquoi	2
01147	CH de Valleyfield	1
07537	CH Pierre-Boucher	1
07767	CH Anna-Laberge	1

EP - PREM

ENTENTE PARTICULIÈRE

RELATIVE AU RESPECT DES PLANS RÉGIONAUX D'EFFECTIFS MÉDICAUX (PREM)

PRÉAMBULE

La présente entente particulière est conclue en vertu du paragraphe 4.04 de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation conclue entre le Ministre de la santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec en date du 1^{er} septembre 1976.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 Dans le cadre des dispositions qu'édictent l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., c. A-29) et l'article 377.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) la présente entente particulière a pour objet de déterminer conventionnellement certaines modalités permettant d'assurer le respect des plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM).

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les stipulations de l'entente générale intervenue en date du 1^{er} septembre 1976, telle qu'amendée subséquemment, demeurent en vigueur sous réserve des stipulations ci-après déterminées.

3.00 AVIS DE CONFORMITÉ

3.01 Tout médecin qui exerce dans le cadre du régime d'assurance maladie peut présenter une demande visant à obtenir du département régional de médecine générale (DRMG) d'une région régionale un avis de conformité au PREM applicable dans le territoire de cette région régionale.

3.02 Compte tenu du nombre de postes fixé par le ministre en vertu de l'article 377 de la *Loi sur les Services de Santé et les Services sociaux* (LSSS) et sous réserve des paragraphes 3.04, 3.05 et 3.06 un médecin ne peut obtenir un avis de conformité au PREM applicable dans un territoire de région régionale que si ce plan n'a pas encore atteint le niveau approuvé par le ministre aux termes de ce même article de la Loi.

Aux fins de l'application de l'alinéa précédent, est considéré comme ayant pratiqué dans une autre région au sens de l'article 377 de la LSSS celui qui a exercé, dans le cadre du régime d'assurance maladie du Québec, selon les conditions apparaissant à l'annexe IV des présentes, pendant au moins une année au cours des trois années précédant l'année au cours de laquelle le médecin fait sa demande d'obtention d'avis de conformité.

3.03 De plus, tout médecin, pour obtenir un avis de conformité au PREM d'un DRMG de région régionale, doit s'engager auprès du DRMG à effectuer, dans le territoire de cette région régionale, 55 % et plus de sa pratique totale, en termes de journées de facturation, dans le cadre du régime d'assurance maladie.

3.04 Malgré le fait que le PREM d'une région où il veut s'installer ait été atteint, le médecin obtient un avis de conformité du DRMG de cette région dès lors qu'il vient d'un territoire insuffisamment pourvu de professionnels de la santé au sens de l'annexe XII de l'entente générale où il a exercé pendant une période continue d'au moins trois ans et que, de plus, il s'engage à effectuer dans la région visée 55 % et plus de sa pratique totale en termes de journées de facturation. Aux fins des présentes, une pratique est dite continue si elle rencontre les critères énoncés à l'article 4 de l'annexe XII de l'Entente.

3.05 À compter de la date d'entrée en vigueur de la présente entente particulière, le médecin qui débute sa pratique en vertu d'un avis de conformité dûment délivré, dans l'un des territoires, ou parties de ceux-ci, inscrits à l'annexe I de la présente entente, peut, à l'expiration d'une période continue de cinq (5) ans, obtenir un avis de conformité délivré par le DRMG d'une autre région, et ce, malgré que le PREM de cette dernière région ait été atteint.

Pour se prévaloir du présent paragraphe, le médecin doit avoir complété, annuellement, durant cette période, 55 % et plus de sa pratique totale en termes de journées de facturation. Il doit, de plus, s'engager à effectuer dans la région où il veut s'installer 55 % et plus de sa pratique totale en termes de journée de facturation. Les parties, par accord, désignent les territoires, ou partie de ceux-ci, sur recommandation du comité paritaire. Elles peuvent, de la même manière, modifier l'annexe I pour en retirer, y substituer ou y ajouter des territoires ou parties de ceux-ci.

3.06 Malgré le fait que le PREM d'une région où il veut s'installer ait été atteint, le médecin obtient un avis de conformité du DRMG de cette région, dès lors que, d'une part, il détient depuis 20 ans et plus son permis de pratique du Collège des médecins du Québec et que, d'autre part, il s'engage à y effectuer 55 % et plus de sa pratique totale en termes de journées de facturation.

3.07 Aux fins des présentes, le calcul de la répartition de la pratique du médecin en fonction de ses différents territoires de pratique se calcule sur la base des journées de facturation dans le cadre du régime d'assurance maladie, et ce, par territoire de régie régionale.

Le nombre de journées de facturation par territoire se calcule sur une base annuelle ou, pour des parties d'année, selon la date de délivrance de l'avis de conformité. L'année d'application au sens de la présente entente est du 1^{er} mars au 28 ou 29 février de l'année suivante. Une journée de facturation dans une région, aux fins des présentes, n'est comptabilisée que si la facturation est supérieure à 200 \$.

Ne sont considérés, aux fins de l'application du présent paragraphe, que les services dispensés dans le cadre du régime d'assurance maladie du Québec.

N'entrent pas dans le calcul de la répartition de la pratique du médecin, les journées de facturation effectuées auprès d'une instance à vocation nationale reconnue par le Ministre ou dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'entente générale.

3.08 La demande d'avis de conformité faite par un médecin à un DRMG implique que la Régie de l'assurance maladie, conformément aux articles 8.00 et 9.00 des présentes, transmet les données pertinentes à l'application de la présente entente concernant sa rémunération et ses années de pratique à la régie régionale concernée et au comité paritaire prévu aux présentes.

3.09 Un médecin peut demander par écrit au comité paritaire une suspension de son avis de conformité pendant une période maximale d'un an, et ce, pour l'une ou l'autre des raisons ci-après énumérées :

- a) S'il désire exercer dans une autre région pour poursuivre des études de niveau universitaire à temps plein ou pour toute autre raison laissée à l'appréciation du comité paritaire. Dans ce cas, le nombre total de journées que pourra facturer le médecin ne devra pas, pour l'année ou la partie d'année en cause, dépasser 45 % du nombre total de journées de facturation de ce médecin au cours de l'année, ou partie équivalente d'année, précédant le début de l'année de suspension d'avis de conformité.

Dans le cas où la région visée est désignée en vertu de l'article 7.00 des présentes, le comité paritaire peut accorder au médecin une dérogation à l'application des modalités prévues à ce dernier article.

- b) S'il cesse d'exercer dans le cadre du régime d'assurance maladie .

Le comité paritaire, après avoir consulté le DRMG du territoire auprès duquel le médecin détient son avis de conformité, répond par écrit à ce dernier dans les soixante (60) jours de la réception de la demande. Il envoie également copie de cette réponse au DRMG consulté.

Dans le cas où un médecin cesse d'exercer dans le cadre du régime d'assurance maladie pour une période plus longue qu'une année, le comité paritaire peut prolonger la suspension de l'avis de conformité si les activités du médecin, pendant cette période, sont considérées comme reliées à la dispensation ou à l'organisation des services médicaux.

4.00 ACTIVITÉS EFFECTUÉES AUPRÈS D'UNE INSTANCE À VOCATION NATIONALE OU DANS LE CADRE DU MÉCANISME DU DÉPANNAGE

4.01 Un médecin dont les activités dans le cadre du régime d'assurance maladie s'effectuent exclusivement auprès d'une instance à vocation nationale reconnue par le Ministre, ou exclusivement dans le cadre du mécanisme de dépannage prévu à l'article 30.00 de l'Entente, doit obtenir du comité paritaire une dérogation au paragraphe 3.01 des présentes. Cette dérogation tient lieu d'avis de conformité.

4.02 Le médecin qui détient un avis de conformité en vertu du paragraphe précédent respecte son avis de conformité tant qu'il maintient une pratique exclusive dans les activités visées au paragraphe précédent.

4.03 Aux fins de l'application du paragraphe précédent, une pratique est considérée comme exclusive lorsqu'elle comprend 95 % et plus de la totalité des journées de facturation du médecin au cours d'une année d'application.

4.04 Les dispositions applicables au médecin qui détient un avis de conformité s'appliquent au médecin visé au présent article.

4.05 Le médecin visé au présent article en ce qui a trait aux activités faites auprès d'une instance nationale peut obtenir l'autorisation du Ministre, après consultation du comité paritaire et du DRMG duquel le médecin détient son avis de conformité au début de sa pratique dans les activités visées au présent paragraphe, de maintenir la validité de cet avis de conformité. Cette autorisation est accordée pour une période pouvant aller jusqu'à deux (2) ans. Après consultation du DRMG et du comité paritaire, le Ministre peut prolonger le maintien de l'avis de conformité.

4.06 Le médecin visé au présent article en ce qui a trait aux activités faites dans le cadre du mécanisme de dépannage peut obtenir l'autorisation du comité paritaire, après consultation du DRMG duquel le médecin détient l'avis de conformité au début de sa pratique dans les activités visées au présent paragraphe, de maintenir la validité de cet avis de conformité. Cette autorisation est accordée pour une période pouvant aller jusqu'à deux ans. Après consultation du DRMG, le comité paritaire peut prolonger le maintien de l'avis de conformité.

5.00 PROCÉDURE D'OBTENTION D'UN AVIS DE CONFORMITÉ

5.01 Avant de débiter sa pratique dans le territoire d'une régie régionale ou de modifier la répartition interrégionale de sa pratique ayant pour effet d'invalider un avis de conformité antérieur, un médecin présente une demande d'avis de conformité au PREM en précisant, au moyen du formulaire apparaissant en annexe II des présentes, les informations suivantes :

- la date à laquelle il entend débiter sa pratique ou, le cas échéant, modifier la répartition interrégionale de sa pratique;
- indiquer, s'il y a lieu, qu'il entend se prévaloir du paragraphe 3.04, 3.05 ou, selon le cas, 3.06;
- indiquer, si tel est le cas, qu'il détient déjà un avis de conformité du DRMG d'une autre régie régionale.

5.02 Le cas échéant, le médecin doit expédier simultanément une copie conforme du formulaire apparaissant en annexe II de la présente entente au dernier DRMG qui, antérieurement, lui a délivré un avis de conformité;

5.03 Le DRMG apprécie le contenu de la demande d'avis de conformité du médecin et, dans les soixante (60) jours de la réception de la demande, répond, par écrit, en complétant le formulaire transmis par le médecin, et ce, aux fins suivantes :

- signifier au médecin l'acceptation de sa demande d'avis de conformité en lui réitérant les exigences suivantes :
 - ce médecin devra déterminer la date effective de prise d'effet de l'avis de conformité. Cette date doit être celle du début de sa pratique dans le territoire en cause ou, si tel est le cas, celle de la modification de la répartition interrégionale de sa pratique. Cette date ne peut excéder sept (7) mois suivant la date d'acceptation de sa demande d'avis de conformité par le DRMG.
 - s'il y a lieu, l'application, à son endroit, du paragraphe 3.04, 3.05 ou, selon le cas, 3.06;
- ou, dans le cas contraire, informer ce médecin du refus de sa demande d'avis de conformité.

Le cas échéant, le DRMG expédie également une copie de l'avis de conformité au dernier DRMG ayant antérieurement délivré un tel avis au médecin.

5.04 Un refus de délivrance d'un avis de conformité ne peut être fondé que sur l'atteinte du plan régional des effectifs médicaux, tel qu'approuvé par le ministre.

5.05 Dans les trente (30) jours suivant l'acceptation de la demande d'avis de conformité, le médecin doit confirmer par écrit au DRMG qu'il se prévaut de l'avis de conformité qui lui a été délivré et quelle sera la date effective de prise d'effet de l'avis de conformité. Le DRMG transmet à la Régie l'avis de conformité qu'il délivre au médecin.

Si le médecin ne confirme pas ainsi ses intentions à l'intérieur du délai imparti ou ne débute pas ses activités à la date effective de prise d'effet, il est réputé avoir refusé d'exercer ses activités dans le territoire de la régie régionale concernée. Dans pareil cas, le DRMG révoque l'avis de conformité délivré. Il en informe le médecin concerné et la Régie.

5.06 Exceptionnellement et suivant appréciation des motifs que lui présente un médecin, un DRMG peut reporter, à l'intérieur d'une période additionnelle maximale de six (6) mois, la date effective du début de pratique pour toute raison qu'il estime juste et équitable eu égard aux circonstances.

5.07 Un médecin ne peut obtenir qu'un seul avis de conformité à la fois. L'obtention d'un avis de conformité entraîne, à sa date effective de prise d'effet, la révocation automatique du dernier avis de conformité antérieurement délivré par tout autre DRMG si tel est le cas.

5.08 À moins d'avis écrit à l'effet contraire expédié par un médecin à un DRMG, un avis de conformité se renouvelle tous les deux (2) ans à partir de sa date de prise d'effet, et ce, selon les termes apparaissant au dernier avis délivré.

5.09 À la demande du DRMG ou d'un médecin, le comité paritaire peut, dans les cas exceptionnels et dans le respect du PREM de la région concernée, statuer relativement à toute situation mettant en cause, la délivrance, le refus de délivrance, la modification ou la révocation d'un avis de conformité.

6.00 RÉDUCTION DE LA RÉMUNÉRATION

6.01 La rémunération du médecin qui n'a pas obtenu un avis de conformité d'un DRMG ou qui ne respecte pas le pourcentage des journées de facturation apparaissant au paragraphe 3.03 de la présente entente, est sujette à une réduction de 30 %. Cette réduction s'applique sur l'ensemble de la rémunération versée pour les services dispensés par ce médecin en cabinet ou à domicile dans le cadre de sa pratique en cabinet, quel que soit son territoire de pratique, dans le cadre du régime d'assurance maladie du Québec;

6.02 La réduction de la rémunération s'applique sur une base trimestrielle dans le cas du médecin qui ne détient pas d'avis de conformité et, sur une base annuelle, du 1^{er} mars au 28 ou 29 février de l'année suivante, dans le cas du médecin qui détient un avis de conformité mais n'en respecte pas les conditions;

6.03 Dans tous les cas, cette réduction s'applique sur la rémunération une fois réduite de la coupure découlant de l'application du plafond trimestriel. Elle ne peut, toutefois, s'appliquer sur la rémunération qui, pour un trimestre, a été sujette à l'application de la réduction en vertu des dispositions de l'entente particulière relative aux activités médicales particulières;

6.04 Sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 8.00 des présentes, le médecin sujet à l'application d'une réduction de sa rémunération parce qu'il ne détient pas d'avis de conformité, doit, s'il désire formuler une demande d'obtention d'avis de conformité auprès du DRMG de la région où il exerce principalement, obtenir et respecter, pendant une période d'une durée de trois (3) ans, un avis de conformité dûment délivré par le DRMG d'une autre région que celle où il a principalement exercé pendant l'année sujette à l'application de la réduction.

6.05 Malgré le paragraphe 6.04 de la présente entente, un médecin qui ne détient pas d'avis de conformité, à l'expiration d'une période de cinq (5) ans pendant laquelle il est sujet à l'application d'une réduction de sa rémunération peut formuler une demande d'obtention d'avis de conformité auprès du DRMG de la région où il exerce principalement.

6.06 Le comité paritaire peut exempter de la réduction de la rémunération un médecin qui ne respecte pas le pourcentage des journées de facturation apparaissant au paragraphe 3.03 dans les conditions suivantes :

- si la proportion des jours de facturation dans le territoire de la région régionale de laquelle il détient son avis de conformité se situe entre 50 % et 55 % du total de ses jours de facturation dans l'année;
- s'il n'a pu respecter les conditions se rattachant à son avis de conformité en raison de sa participation, dans une autre région, à des activités reconnues prioritaires par le ministre.

6.07 Le comité paritaire peut en outre, pour cause, selon des modalités qu'il fixe, exempter un médecin de la réduction de rémunération ou de l'application totale ou partielle des périodes mentionnées aux paragraphes 6.04 et 6.05, et ce, pour des raisons non prévues à la présente entente. Le comité paritaire, préalablement à toute décision, consulte le DRMG du territoire duquel le médecin détient un avis de conformité ou, si le médecin ne détient pas d'avis de conformité, de la région où il a effectué le plus grand nombre de ses journées de facturation dans le cadre du régime d'assurance maladie.

7.00 RÈGLES S'APPLIQUANT AUX RÉGIONS À PRATIQUE PARTIELLE RESTREINTE

7.01 Aux fins de l'application du présent article, des régions socio-sanitaires, dites régions à pratique partielle restreinte, sont désignées par accord des parties sur recommandation du comité paritaire. Sous réserve de l'article 8.00 des présentes, le médecin qui ne détient pas d'avis de conformité de l'une de ces régions ne peut y exercer, même partiellement et ce, malgré qu'il respecte l'avis de conformité qu'il détient du DRMG d'une autre région. Les régions à pratique partielle restreinte sont inscrites à l'annexe III de la présente entente.

7.02 Sous réserve des dispositions de l'article 8.00 relatives aux dispositions transitoires et des paragraphes suivants, le médecin qui ne détient pas un avis de conformité d'une région à pratique partielle restreinte et qui y exerce au cours d'une année est sujet à une réduction de 30 % de sa rémunération provenant des services qu'il a dispensés en cabinet ou à domicile dans le cadre de sa pratique en cabinet dans la région à pratique partielle restreinte.

7.03 Le comité paritaire, avec l'accord du DRMG de la région à pratique partielle restreinte, peut exclure un sous-territoire de cette région, ou des services spécifiques qui y sont dispensés, de l'application des dispositions du paragraphe précédent. L'exclusion peut viser à la fois un sous-territoire et des services spécifiques et elle peut comprendre toute autre condition pertinente. Le comité paritaire en informe le DRMG de la région concernée.

7.04 Le médecin ne peut se prévaloir des dispositions prévues au paragraphe précédent que s'il obtient l'autorisation du comité paritaire. Les procédures sont les suivantes :

- Le médecin adresse sa demande au DRMG de la région à pratique partielle restreinte;
- dans le cas où la demande du médecin répond aux conditions accompagnant l'exclusion accordée dans le cadre des dispositions du paragraphe 7.03, le DRMG transmet, pour autorisation, la demande du médecin au comité paritaire;
- le comité paritaire doit, dans les trente jours suivant la réception de la demande du médecin, aviser le médecin de sa décision;
- lorsque l'autorisation est accordée, le comité paritaire transmet le nom du médecin à la Régie.
- le suivi de la pratique du médecin dans la région à pratique partielle restreinte est assuré par le comité paritaire. La Régie transmet le 1^{er} août de chaque année les données sur la rémunération du médecin pour l'année allant du 1^{er} mars au 28 ou 29 février de l'année précédente;
- dans le cas où le médecin n'a pas respecté les conditions rattachées à l'exclusion accordée en vertu du paragraphe 7.03 des présentes, le comité paritaire demande à la Régie d'appliquer les modalités prévues au paragraphe 7.02.

8.00 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8.01 Tout médecin en pratique entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 décembre 2003 est visé par le présent article.

8.02 Tout médecin visé au paragraphe 8.01 est réputé avoir complété une demande d'avis de conformité à un DRMG impliquant que la Régie de l'assurance maladie transmet les données pertinentes à l'application de la présente entente concernant sa rémunération et ses années de pratique à la régie régionale concernée et au comité paritaire prévu aux présentes.

8.03 Il est réputé détenir un avis de conformité du DRMG de la région où il exerce pour plus de 50 % de ses journées de facturation, entre le 1^{er} avril 2002 et le 31 mars 2003, selon l'information transmise par la Régie de l'assurance maladie dans le cadre de l'application de la lettre d'entente n° 153.

8.04 Le médecin qui a débuté sa pratique après le 31 mars 2003 ou qui a modifié la répartition interrégionale de sa pratique au cours de l'année 2003 et qui considère que la répartition de sa pratique telle qu'elle lui a été signifiée par la Régie dans le cadre de l'application de la lettre d'entente n° 153 n'est plus valable ou ne reflète pas sa pratique régulière, doit s'adresser, au plus tard le 1^{er} mars 2004, au DRMG de la région où il exerce principalement pour obtenir un avis de conformité de ce DRMG.

Le DRMG doit lui répondre dans les trente (30) jours sur la base de la répartition effective de sa pratique au cours de l'année 2003 et des premiers mois de l'année 2004. Cet avis de conformité est sujet à confirmation, au plus tard, le 1^{er} septembre 2004, sur la base des données sur la répartition interrégionale des journées de facturation de ce médecin transmises le 1^{er} septembre 2004 par la Régie pour l'année allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.

Dans le cas où les données sur la répartition interrégionale des journées de facturation du médecin ne confirment pas l'avis de conformité qui lui a été délivré en vertu de l'alinéa précédent, le comité paritaire, après avoir consulté le DRMG concerné, peut révoquer cet avis de conformité. Le cas échéant, le médecin est réputé détenir un avis de conformité du DRMG de la région où il exerce principalement selon les données transmises par la Régie au 1^{er} septembre 2004.

8.05 Le médecin qui, au cours de l'année allant du 1^{er} avril 2002 au 31 mars 2003, ou, dans le cas du médecin visé par le paragraphe précédent, au cours de l'année suivante, ne compte pas 55 % ou plus de ses journées de facturation dans le territoire d'une régie régionale :

- soit parce qu'il compte entre 50 et 55 % de ses journées de facturation dans le territoire d'une régie régionale;
- soit parce qu'il exerce dans trois (3) territoires de régie régionale ou plus et qu'il n'effectue pas 55 % et plus de ses journées de facturation dans le cadre du régime d'assurance maladie dans l'un de ces territoires de régie régionale;

est réputé respecter son avis de conformité tant que sa pratique, en termes de pourcentage de journées de facturation dans sa région principale de pratique, ne se situe pas, pour une année d'application, sous le pourcentage qui lui a été signifié par la Régie pour cette même région lors de la transmission d'information faites dans le cadre de la lettre d'entente n° 153 ou au 1^{er} septembre 2004 en vertu du paragraphe 8.04 des présentes.

8.06 Le médecin visé au paragraphe précédent, dont la pratique, pour une année d'application, se situe sous le pourcentage qui lui a été signifié par la Régie pour sa région principale de pratique lors de la transmission d'information faites dans le cadre de la lettre d'entente no 153, ou au 1^{er} septembre 2004 en vertu du paragraphe 8.04 des présentes, ne respecte pas son avis de conformité et est sujet à l'application des dispositions prévues à l'article 6.00 des présentes.

8.07 Le médecin visé au présent article et qui n'est pas réputé détenir ou ne détient pas, en vertu des paragraphes précédents, un avis de conformité d'une région à pratique partielle restreinte inscrite à l'annexe des présentes mais qui y a exercé au cours de l'année 2003 ne peut augmenter, ultérieurement, dans cette région à pratique partielle restreinte, sa pratique en termes de pourcentage de journées de facturation qui lui est reconnu sur la base des données transmises par la Régie dans le cadre de la lettre d'entente no 153 ou, le cas échéant, au 1^{er} septembre 2004.

Si, pour une année d'application, le médecin augmente cette pratique dans cette région, il est sujet à l'application de l'article 7.00 des présentes pour la partie de sa rémunération excédant le pourcentage de ses journées de facturation dans la région à pratique partielle restreinte qui lui est reconnu selon les dispositions de l'alinéa précédent. La Régie applique la réduction sur la rémunération versée lors des journées de facturation qui, chronologiquement dans l'année d'application, se situent une fois atteint le nombre de jours de facturation dans cette région auquel donne droit le pourcentage reconnu selon les dispositions de l'alinéa précédent.

Le comité paritaire peut toutefois exempter un médecin visé par le présent paragraphe de la réduction de la rémunération dans les conditions suivantes :

- si la proportion des journées de facturation dans le territoire de cette région à pratique partielle restreinte se situe à 10 % ou moins du seuil qui lui est reconnu en vertu du présent paragraphe;
- s'il n'a pu respecter le seuil qui lui est reconnu en vertu du présent paragraphe en raison de sa participation à des activités reconnues prioritaires par le ministre.

8.08 Le médecin qui répond, pour l'année 2003, aux dispositions prévues à l'article 4.00 des présentes en ce qui a trait aux activités effectuées auprès d'une instance nationale est réputé détenir son avis de conformité du DRMG de la région où il exerçait antérieurement. Il doit, au plus tard le 1^{er} février 2004, s'adresser à ce DRMG pour obtenir son avis de conformité. Au besoin, sur demande du DRMG, la Régie lui transmet ainsi qu'au médecin les données pertinentes sur la répartition interrégionale de la pratique du médecin pour la période antérieure.

Le médecin qui répond aux dispositions prévues à l'article 4.00 en ce qui a trait aux activités effectuées dans le cadre du dépannage depuis moins de quatre (4) ans peut obtenir un avis de conformité du DRMG de la région où il exerçait antérieurement avec l'approbation du Ministre, après consultation du comité paritaire et du DRMG concerné.

8.09 Le médecin qui n'a pas exercé dans le cadre du régime d'assurance maladie au cours de l'année 2003 et, le cas échéant, des années précédentes et dont les activités, pendant cette période, sont considérées comme reliées à la dispensation ou à l'organisation des services médicaux peut obtenir un avis de conformité du DRMG de la région où il exerçait au cours de sa dernière année de pratique dans le cadre du régime d'assurance maladie à la condition que cette dernière année de pratique ne soit pas antérieure à 1998. Si le médecin a cessé d'exercer depuis plus longtemps, le comité paritaire doit accorder son autorisation à l'obtention d'un avis de conformité.

8.10 Aux fins de l'application des articles 6.00 et 7.00 de la présente entente particulière, la première année d'application débute le 1^{er} mars 2004.

9.00 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE

9.01 La Régie transmet, au 1^{er} novembre de chaque année d'application, au DRMG et au comité paritaire, le nom des médecins qui n'ont pas respecté, au cours du premier trimestre de l'année d'application en cours, le pourcentage de facturation apparaissant au paragraphe 3.03 des présentes ou, le cas échéant, selon les dispositions transitoires apparaissant à l'article 8.00 des présentes. Elle leur transmet également l'information concernant les médecins qui sont visés par les articles 4.00 et 7.00 et ce, sous réserve des dispositions transitoires apparaissant à l'article 8.00 des présentes.

9.02 Relativement à l'application de la réduction prévue à l'article 6.00 et 7.00 des présentes, la Régie doit :

- transmettre, au 1^{er} septembre suivant la fin de l'année d'application, à chaque médecin qui n'a pas respecté son avis de conformité ou, le cas échéant, les dispositions relatives aux régions à pratique partielle restreinte apparaissant à l'article 7.00 des présentes, un avis de réduction selon les modalités prévues à l'article 6.00 ou 7.00 des présentes ou, le cas échéant, du paragraphe 8.06. Cet avis est également transmis au DRMG de la région duquel le médecin détient son avis de conformité ainsi qu'au comité paritaire.
- Dans le cas du médecin qui ne détient pas d'avis de conformité, lui rappeler par écrit, au plus tard trente (30) jours suivant la fin d'un trimestre au sens de l'annexe IX de l'entente générale, qu'il ne détient pas d'avis de conformité et l'aviser de l'application de la réduction selon les modalités apparaissant à l'article 6.00 des présentes. Cet avis est également transmis au DRMG de la région duquel le médecin détient son avis de conformité ainsi qu'au comité paritaire.

9.03 Relativement au suivi de l'application des dispositions transitoires prévues à l'article 8.00 des présentes, la Régie doit :

- Transmettre au comité paritaire, au 1^{er} septembre 2004, les données sur la répartition interrégionale de la pratique de chaque médecin pour l'année allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.
- au 1^{er} septembre 2004, confirmer ou infirmer l'avis de conformité délivré à chaque médecin en vertu du paragraphe 8.03 des présentes ainsi que les pourcentages de journées de facturation de chaque médecin qui s'est prévalu des dispositions du paragraphe 8.03 et requis pour l'application des dispositions de l'article 8.00.
- faire l'inventaire des médecins visés par le paragraphe 8.07 et en transmettre la liste au comité paritaire. Aviser chaque médecin concerné.

9.04 La Régie transmet au 1^{er} septembre de chaque année au comité paritaire les données sur la répartition interrégionale de la pratique de chaque médecin pour l'année d'application se terminant le 28 ou le 29 février de l'année en cours. La Régie transmet à la même date, à chaque DRMG, les données sur la répartition interrégionale des médecins exerçant sur son territoire.

10.00 DISPOSITIONS APPLICABLES À UN DÉPARTEMENT RÉGIONAL DE MÉDECINE GÉNÉRALE

10.01 Outre les dispositions déjà prévues à la présente entente, un DRMG doit s'entendre avec le comité paritaire sur la nature de leurs interventions et sur leurs responsabilités respectives quant aux suites à donner à la transmission des informations faites dans le cadre des dispositions du paragraphe 9.01 des présentes;

11.00 COMITÉ PARITAIRE

11.01 Le comité paritaire assume les fonctions qui lui sont confiées dans le cadre de la présente entente et conformément à l'article 32.00 de l'entente générale.

12.00 DIFFÉREND

12.01 Un différend s'entend de toute mésentente relative à l'interprétation, l'application et la prétendue violation de la présente entente particulière.

12.02 En raison du rôle et des attributions qui lui sont confiées en vertu de la présente entente, une régie régionale peut être partie à un différend au sens du présent article.

12.03 Seule une décision du Ministre, de la Régie de l'assurance maladie du Québec ou d'une régie régionale, peut faire l'objet d'un différend au sens des présentes dispositions.

12.04 Un médecin peut, seul ou par l'entremise de la Fédération, soulever un différend conformément au paragraphe 12.07 de la présente entente.

12.05 Nonobstant les dispositions de l'article 12.06, lorsqu'un médecin a déjà, soit par lui-même, soit par l'entremise de la Fédération, soulevé un différend, la Fédération ne peut de son propre chef soulever, au bénéfice du médecin, un différend relié à la même cause et au même objet.

12.06 Un différend peut être soulevé par le médecin ou la Fédération, agissant en son nom ou au nom du médecin.

12.07 Lorsqu'un différend a pour objet l'imposition d'une réduction de la rémunération, son maintien ou sa modification, ce différend doit être dirigé contre la Régie de l'assurance maladie du Québec. La régie régionale en cause peut toutefois être partie à ces différends.

12.08 La partie contre laquelle un différend est soulevé est réputée mandataire de toutes autres parties non mises en cause, que ce soit à des fins d'assignation, d'obtention de tous les renseignements requis, du règlement du différend à toute étape de la procédure de différend ou de l'arbitrage ainsi que de l'exécution de la décision du Conseil d'arbitrage.

12.09 Le Ministre ou la Fédération peut, en tout temps, intervenir dans tout différend visé par les présentes dispositions.

12.10 La décision que l'arbitre rend relativement à un différend visé par les présentes dispositions lie, selon le cas, la Régie de l'assurance maladie du Québec, une régie régionale, un établissement, le médecin visé ainsi que les parties à la présente entente particulière.

12.11 En faisant les adaptations nécessaires, les articles 24.00 à 28.00 de l'entente générale s'appliquent à un différend logé en vertu de la présente entente particulière.

12.12 Le défaut par la Régie de l'assurance maladie du Québec de transmettre au médecin un avis relatif à une réduction de sa rémunération prescrit en vertu de la présente entente particulière constitue un défaut qui empêche, pour un trimestre ou une année en cause, l'imposition de toute réduction de sa rémunération.

13.00 ÉVALUATION

13.01 Les parties conviennent de procéder, au cours du trimestre allant du 1^{er} mars au 31 mai 2005 à une évaluation du fonctionnement de l'entente et du niveau d'atteinte des objectifs poursuivis par les articles de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* relativement à la répartition interrégionale des effectifs médicaux et au respect des plans régionaux d'effectifs médicaux.

13.02 Dans le cas où l'une des deux parties évalue comme insuffisante l'atteinte des objectifs, les parties conviennent d'entreprendre des discussions pour apporter les correctifs requis.

14.00 MISE EN VIGUEUR

14.01 La présente entente particulière entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Elle demeure en vigueur jusqu'au renouvellement de l'entente générale.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 20^e jour de mai 2004.

PHILIPPE COUILLARD

Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.

Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

A - EP - PREM

ANNEXE I

TERRITOIRES DONNANT LIEU À L'APPLICATION DU PARAGRAPHE 3.05

AVIS : Annexe I : à venir

ANNEXE II

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AVIS DE CONFORMITÉ

AVIS DE CONFORMITÉ AU PLAN RÉGIONAL
DES EFFECTIFS MÉDICAUX RELATIF AUX MÉDECINS OMNIPRATICIENSANNEXE II DE L'ENTENTE PARTICULIÈRE RELATIVE AU RESPECT
DES PLANS RÉGIONAUX DES EFFECTIFS MÉDICAUX

1. Identification du médecin		
Nom	Prénom	Numéro de pratique
2. Coordonnées du lieu de pratique		
Nom du lieu de pratique		
Adresse		
Téléphone	Télécopieur	Courriel
3. Déclaration de la situation actuelle		
☐ Nouveau médecin débutant en pratique ou nouveau facturant au Québec désirant obtenir un avis de conformité du DRMG auprès duquel la présente demande est adressée. ☐ Médecin déjà en pratique au Québec désirant obtenir un avis de conformité du DRMG auprès duquel la présente demande est adressée. ☐ Médecin déjà en pratique désirant obtenir un avis de conformité du DRMG auprès duquel la présente demande est adressée et ce, suite à son retour d'une région éloignée, au sens de l'annexe XII de l'Entente générale, après y avoir exercé de façon continue pendant au moins trois ans. ☐ Médecin déjà en pratique désirant obtenir un avis de conformité en se prévalant du fait qu'il est de retour d'un territoire en pénurie d'effectif identifié à l'annexe I de l'entente particulière. ☐ Médecin déjà en pratique désirant obtenir un avis de conformité en se prévalant du fait qu'il a vingt ans et plus de pratique.		
4. Avis de conformité antérieur		
☐ Je détiens actuellement un avis de conformité au PREM du DRMG de _____ et j'expédie à celui-ci une copie du présent formulaire. (indiquer l'agence régionale) ☐ Je ne détiens pas d'avis de conformité au PREM délivré par un DRMG.		
5. Signature		
J'ai pris connaissance de l'Entente particulière relative au respect des plans régionaux des effectifs médicaux. Je m'engage à effectuer 55 % ou plus de mes activités, en termes de journées de facturation, dans votre région. J'ai pris également connaissance de l'article 3.08 de cette même entente: « La demande d'avis de conformité faite par un médecin à un DRMG implique que la Régie de l'assurance maladie, conformément aux articles 8.00 et 9.00 des présentes, transmet les données pertinentes à l'application de la présente entente concernant sa rémunération et ses années de pratique à l'agence de santé et de services sociaux concernée et au comité paritaire prévu aux présentes ». Notez que les données concernant votre rémunération seront divulguées en termes de journées de facturation.		
Signature du médecin	Date de la présente demande ANNÉE MOIS JOUR _____	Date prévue du début de pratique dans la région ANNÉE MOIS JOUR _____
6. Réponse du département régional de médecine générale		
Date de la Réponse du DRMG ANNÉE MOIS JOUR _____	☐ Demande acceptée ☐ Demande refusée	
Chef du département régional de médecine générale (en lettres majuscules)	Signature	Date ANNÉE MOIS JOUR _____
En cas d'acceptation de votre demande par le DRMG, vous devez confirmer dans les trente jours la date prévue du début de votre pratique dans notre région en complétant la section 7.		
7. Confirmation du médecin requérant et signatures		
Signature du médecin requérant	Date prévue du début de pratique dans la région ANNÉE MOIS JOUR _____	Date ANNÉE MOIS JOUR _____
Chef du département régional de médecine générale (en lettres majuscules)	Signature	Date ANNÉE MOIS JOUR _____

ANNEXE III

RÉGIONS À PRATIQUE PARTIELLE RESTREINTE

Région de Québec

Région de l'Estrie

ANNEXE IV

Calcul d'une année de pratique

Pour être considéré, aux fins de l'application du paragraphe 3.02 de la présente entente, comme médecin ayant pratiqué dans d'autres régions, le médecin doit avoir complété, au cours des trois dernières années précédant l'année au cours de laquelle il fait sa demande d'obtention d'avis de conformité, au moins une année de pratique qui répond aux conditions suivantes :

- cette année de pratique, ou partie de celle-ci, doit être complétée dans le cadre du régime d'assurance maladie du Québec;
- le médecin visé doit être considéré comme actif. Sous réserve des adaptations appropriées afin de permettre au médecin de prendre des vacances et des jours de ressourcement pour une durée totale d'au plus deux (2) mois par année, est considéré comme médecin actif tout médecin qui, mensuellement, reçoit une rémunération minimale de 4 000 \$ ou qui, bénéficiant d'une rémunération moindre, reçoit une rémunération minimale de 2 000 \$, l'activité professionnelle du médecin devant toutefois comprendre, dans ce dernier cas, un minimum de dix (10) jours de facturation.
- aux fins des sous-paragraphe précédents, seule la pratique postérieure à l'obtention du permis du Collège des médecins du Québec est considérée aux fins des présentes.

La Régie, sur demande du DRMG, transmet au DRMG et au médecin concernés les données pertinentes à l'application de la présente annexe.

6. PROTOCOLES D'ACCORD

INDEX DES PROTOCOLES D'ACCORD

No SÉQ.	PROTOCOLES D'ACCORD CONCERNANT :	PAGE
1	La rémunération de certains services professionnels dispensés par un médecin, couverts par la Loi sur la sécurité du revenu	---
#	Voir onglet B - CONSULTATION ET EXAMEN, manuel des omnipraticiens (page B-27)	
2	La rémunération du médecin qualifié qui complète le certificat prévu à l'article 258 (1) h) et (ii) du Code criminel	---
#	Voir onglet B - CONSULTATION ET EXAMEN, manuel des omnipraticiens (page B-28)	
3	La rémunération de certains services professionnels dispensés par un médecin et couverts par la Loi sur le curateur public	---
#	Voir onglet B - CONSULTATION ET EXAMEN, manuel des omnipraticiens (page B-29)	
4	La rémunération de certaines activités professionnelles effectuées au bénéfice d'une régie régionale	1
	ANNEXE 1 : Banques d'heures et enveloppes visées.	5
5	La rémunération de certaines activités professionnelles effectuées au bénéfice du Conseil médical du Québec.	6
	ANNEXE 1 : Banque d'heures	8
6	Réseau intégré de soins généraux	9
	ANNEXE 1 : Tarifs s'appliquant à l'examen fait à domicile auprès d'un patient en perte sévère d'autonomie	
	N.B. : Cette annexe a été intégrée au Préambule général, articles 1.1.6 b) et 2.2.6 A ainsi qu'à la section « CONSULTATION ET EXAMEN » (codes = 0007, 0008 et 0075) du manuel des médecins omnipraticiens (MAJ 40 / Sept. 98)	
	ANNEXE 2 : Entente particulière relative à la rémunération de la garde en disponibilité effectuée auprès d'un CHSLD exploité par un établissement ou dans le cadre du programme de maintien à domicile d'un CLSC	
	N.B. : Voir onglet « ENTENTES PARTICULIÈRES », page 127 (MAJ 40 / Sept. 98)	
	ANNEXE 3 : Distribution des actes pour lesquels un plateau de chirurgie pourra être facturé	
	N.B. : Une mention (P.G. 2.4.7.7 A) ou (P.G. 2.4.7.7 B) a été ajoutée à chacun des actes visés. Voir MAJ 40 / Sept. 98 du manuel, Préambule général, article 2.4.7.7.	
7	La rémunération de certains services professionnels dispensés dans le cadre du programme d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C (VHC).	12

6. PROTOCOLES D'ACCORD

PROTOCOLE D'ACCORD

AYANT POUR OBJET LA RÉMUNÉRATION DE CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES EFFECTUÉES AU BÉNÉFICE D'UNE RÉGIE RÉGIONALE

PRÉAMBULE

Ce protocole d'accord est relatif à un programme confié à la Régie d'assurance maladie du Québec en vertu de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1.00 OBJET

1.01 Ce protocole d'accord a pour objet la détermination des conditions d'exercice et de rémunération des médecins visés au paragraphe 1.02 qui, à divers titres, exercent certaines activités professionnelles au bénéfice d'une régie régionale;

1.02 Aux fins du présent protocole d'accord, le vocable « médecin » signifie, selon le cas :

- a) le médecin qui, auprès d'une régie régionale, agit à titre de médecin-conseil ou de médecin coordonnateur des services préhospitaliers d'urgence, et exerce les activités professionnelles décrites au paragraphe 4.01 ci-après;
- b) le médecin qui, élu ou nommé à une commission médicale régionale, exerce les activités professionnelles prévues au paragraphe 4.02 des présentes;
- c) le médecin, élu ou nommé au comité de direction du département régional de médecine générale et exerce les activités prévues au paragraphe 4.03 des présentes.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'appliquent au médecin visé, sous réserve des stipulations contenues dans le présent protocole d'accord.

3.00 PORTÉE ADDITIONNELLE

3.01 Outre les parties, la Régie et le médecin, le présent protocole d'accord lie la régie régionale.

4.00 ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

4.01 Pour le médecin qui, en cette qualité, agit à titre de médecin-conseil auprès d'une ou de plusieurs régies régionales ou de coordonnateur des services préhospitaliers d'urgence, l'activité professionnelle visée aux présentes est celle qui, reliée à la mission d'une régie régionale, est relative à l'exercice, sur le plan médical, des attributions suivantes :

- a) les activités de conseil ou de coordination, en regard de dossiers relevant du domaine de la planification, de la programmation, de l'organisation et de l'évaluation;
- b) la gestion de certains dossiers spécifiques, notamment ceux ayant pour objet la coordination des services préhospitaliers d'urgence, les activités médicales particulières, le monitoring des effectifs médicaux ainsi que les mesures incitatives;
- c) pour le compte d'une régie régionale, les interventions auprès de différentes organisations;
- d) les activités de concertation inter-régionale et inter-sectorielle;
- e) l'exécution de tout mandat confié au médecin par le directeur général de la régie régionale;

AVIS: Utiliser les codes d'activités suivants :

- 049038 : Coordination (coordonnateur)
 - 049067 : Expertise professionnelle (médecin-conseil)
- Le code d'établissement à utiliser est celui attribué à la régie régionale.

4.02 Pour le médecin qui est élu ou nommé à une commission médicale régionale, l'activité professionnelle visée aux présentes est celle qui est reliée à l'exercice des attributions suivantes :

- a) l'activité professionnelle effectuée pour le compte de la régie régionale à la demande de la commission médicale ou de la régie elle-même, par l'intermédiaire de la commission médicale régionale;
- b) l'activité professionnelle requise pour l'exécution d'un mandat qui, relié à la mission d'une régie régionale, est confié à la commission médicale régionale par une régie régionale.

AVIS: *Utiliser le code d'activités 049049, Participation à une commission médicale régionale (excluant la participation à une réunion de la commission médicale). Le code d'établissement à utiliser est celui attribué à la Régie régionale.*

4.03 Pour le médecin qui est élu ou nommé au comité de direction du département régional de médecine générale, l'activité professionnelle visée aux présentes est celle qui est reliée à l'exercice des attributions suivantes :

- a) l'activité professionnelle découlant des responsabilités dévolues au département régional de médecine générale en vertu de la Loi sur les Services de santé et les Services sociaux;
- b) l'activité professionnelle requise pour l'exécution d'un mandat qui, relié aux services médicaux généraux relevant de la régie régionale, est confié au comité de direction du département régional de médecine générale par le directeur général de la régie régionale.

AVIS: *Utiliser le code d'activités 049014, Participation au comité de direction DRMG ou le code d'activités 049012, Chef du département régional de médecine générale (seulement pour tarif horaire). Le code d'établissement à utiliser est celui attribué à la Régie régionale.*

5.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

5.01 Pour les activités décrites au paragraphe 4.01 du présent protocole d'accord, le médecin est rémunéré, de façon exclusive, selon le mode du tarif horaire ou celui des honoraires fixes;

5.02 Sous réserve du paragraphe 6.03, pour les activités décrites aux paragraphes 4.02 et 4.03, le médecin est rémunéré selon le mode du tarif horaire. Cependant, le médecin peut, s'il est détenteur d'une nomination selon le mode des honoraires fixes dans un établissement, continuer à se prévaloir de ce mode de rémunération pour ses activités effectuées au bénéfice d'une régie régionale;

La participation à une réunion de la commission médicale ne fait pas partie des activités décrites au paragraphe 4.02 et ne peut être rémunérée;

5.03 Sous réserve du paragraphe 5.05, le présent protocole d'accord tient lieu des nominations et autorisation permettant au médecin visé aux paragraphes 4.02 et 4.03 d'être rémunéré;

AVIS: *Aucun avis de service n'est nécessaire dans ces cas, sauf si le médecin rémunéré à honoraires fixes désire maintenir ce mode de rémunération.*

5.04 L'autorisation tenant lieu de nomination ne comporte, à l'endroit du médecin rémunéré à honoraires fixes visé aux paragraphes 4.02 et 4.03, ni détermination d'une qualité quelconque, ni détermination d'une période régulière d'activités professionnelles;

5.05 Le médecin visé au paragraphe 4.01 des présentes doit, pour bénéficier des dispositions du présent protocole d'accord, détenir une nomination de la régie régionale;

Il en est de même pour le médecin visé au paragraphe 4.03 et qui est nommé chef du département régional de médecine générale;

AVIS: *La Régie régionale doit faire parvenir à la RAMQ un avis de service n° 3547 « Tarif horaire » ou n° 1897 « Honoraires fixes »*

5.06 Aux fins de l'application du présent protocole d'accord, la nomination au sens du premier alinéa du paragraphe 5.05 fait référence au contrat de services professionnels passé entre le médecin et le directeur général de la régie régionale.

6.00 MODIFICATEURS

6.01 En faisant les adaptations appropriées, les règles relatives au cumul apparaissant au paragraphe 5.08 de l'annexe XIV de l'Entente s'appliquent à la rémunération des activités professionnelles visées aux présentes comme si celles-ci étaient effectuées pour le compte d'un établissement.

6.02 Au-delà du plafond annuel déterminé selon le paragraphe 5.02 de l'Annexe XIV de l'Entente, la dérogation prévue au paragraphe 5.10 de la même annexe s'applique également à la rémunération des activités professionnelles exercées par un médecin visé au paragraphe 4.01 ou 4.02 de cette entente;

AVIS : *Veuillez utiliser les codes d'activités mentionnés au paragraphe 4.01 et 4.02.*

6.03 Un dépassement spécifique est, pour l'exercice des activités décrites au paragraphe 4.03 des présentes, autorisé jusqu'à concurrence de 220 heures par année, au bénéfice du médecin qui a atteint le maximum d'heures prévu au paragraphe 5.02 ou 5.10 de l'annexe XIV de l'Entente ou au 3^e alinéa du paragraphe 15.01 de l'entente générale.

AVIS : *Veuillez utiliser les codes d'activités mentionnés au paragraphe 4.03.*

7.00 ANNEXE IX

7.01 La rémunération versée pour les activités visées aux paragraphes 4.02 et 4.03 des présentes est sujette à l'application des paragraphes 5.3 et 5.4 de l'annexe IX de l'Entente.

8.00 RÉPARTITION

8.01 Au niveau d'une régie régionale, la répartition des heures d'activités professionnelles ainsi que la détermination des obligations du médecin visé au paragraphe 4.01 relèvent du directeur général de la régie régionale;

8.02 Au niveau d'une régie régionale, la répartition des heures d'activités professionnelles ainsi que la détermination des obligations du médecin visé au paragraphe 4.02 relèvent du médecin qui, en sa qualité de médecin omnipraticien, est, selon le cas, président ou vice-président de la commission médicale régionale;

8.03 Au niveau d'une régie régionale, la répartition des heures d'activités professionnelles ainsi que les obligations du médecin visé au paragraphe 4.03 relèvent du médecin nommé chef du comité de direction du département régional de médecine générale;

8.04 Aux fins de l'application du paragraphe 8.02, le médecin visé à ce paragraphe agit sur recommandation de la commission médicale régionale. Relativement à l'exercice de ses fonctions, il fait rapport au conseil d'administration de la régie régionale;

8.05 Aux fins de l'application du paragraphe 8.03, le médecin visé à ce paragraphe fait rapport au directeur général de la régie régionale de l'exercice de ses fonctions. Ce dernier transmet ce rapport au conseil d'administration;

8.06 La mise en oeuvre du présent article est assujettie, en tout temps, à l'observance des modalités qu'édicté l'article 11.00 des présentes.

9.00 FACTURATION

9.01 Un relevé d'honoraires visé aux présentes est contresigné par le représentant autorisé de la régie régionale.

10.00 AVIS

10.01 La régie régionale avise la Régie d'assurance maladie du Québec de l'identité des médecins à qui s'applique le présent protocole d'accord.

AVIS :

- Un avis de service « Rémunération au tarif horaire », formulaire n° 3547, ou « Rémunération à honoraires fixes », formulaire n° 1897, doit être fourni pour les médecins agissant à titre de médecin-conseil et de médecin-coordonnateur des services préhospitaliers d'urgence (paragraphe 4.01).
- En ce qui concerne les médecins nommés à une commission médicale régionale (paragraphe 4.02), l'avis de service est nécessaire uniquement pour les médecins déjà rémunérés à honoraires fixes et désirant maintenir ce mode de rémunération.
- Un avis de service est également nécessaire pour le médecin nommé chef du département régional de médecine générale selon le paragraphe 4.03.

11.00 BANQUE D'HEURES

11.01 Après consultation auprès de la Fédération et des régies régionales, la Ministre détermine la banque d'heures maximale qui, selon le mode du tarif horaire ou celui des honoraires fixes, doit être allouée, sur une base annuelle, à une régie régionale, aux fins d'assurer la mise en oeuvre du présent protocole d'accord;

11.02 Cette banque identifie distinctement les enveloppes qui, à un niveau régional, sont réservées à la rémunération des activités professionnelles qui, selon le cas, relèvent des paragraphes 4.01, 4.02 ou 4.03;

11.03 En regard de chaque régie régionale, l'annexe I des présentes fait état de données pertinentes relatives aux nombres d'heures que comportent les banques et enveloppes visées par le présent article;

11.04 Pour les activités professionnelles relevant du paragraphe 4.03 des présentes, les heures accordées aux fins des responsabilités assumées par le chef et ses mandataires ne peuvent être inférieures à quarante pour cent (40 %) de la banque d'heures allouées.

12.00 PRÉSUMPTION

12.01 Aux fins de l'application de certains textes conventionnels pertinents (annexes VI et XII de l'Entente et entente particulière relative aux activités médicales particulières) et de la mise en oeuvre des dispositions réglementaires régissant la rémunération différente (Décret 1781-93), la rémunération versée en vertu du présent protocole d'accord constitue une rémunération de base et est réputée avoir été versée pour une activité professionnelle effectuée pour le compte d'un établissement exploitant un centre hospitalier.

13.00 RÉVISION

13.01 Les parties conviennent que la détermination de la banque d'heures allouées pour les activités professionnelles relevant du paragraphe 4.03 est sujette à modification au cours de la période d'implantation du département;

13.02 De plus à compter de la première date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent protocole d'accord, ce protocole peut, en tout temps, à la demande d'une partie, faire l'objet d'une révision;

Les parties conviennent de se rencontrer à la fin de la première année d'application du présent protocole d'accord et d'apporter, s'il y a lieu, les correctifs nécessaires;

13.03 Toute modification visée par le présent article est convenue, par accord, entre les parties.

14.00 DIFFÉREND

14.01 La Fédération peut, en exclusivité, en son nom ou au nom du médecin, soulever un différend au sens de l'article 22.00 de l'Entente, en regard du présent protocole d'accord. Dans ce cas, elle doit référer directement ce différend à l'arbitrage selon les procédures prévues au paragraphe 24.02 de l'Entente;

14.02 En faisant les adaptations appropriées, les articles 25.00, 26.00, 27.00 et 28.00 de l'Entente s'appliquent à la résolution de ce différend;

14.03 Aux fins de la mise en oeuvre du présent article, le vocable « établissement », à chaque fois qu'il est mentionné dans les articles énumérés au paragraphe 13.02 ci-dessus, est remplacé, lorsque la chose convient, par le vocable « régie régionale ».

15.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

15.01 Le présent protocole d'accord remplace le protocole d'accord du 14 juillet 1995. Il entre en vigueur le 1^{er} octobre 1999.

15.02 Il demeure en vigueur jusqu'à son remplacement par un nouveau protocole d'accord ou tout autre dispositif d'ordre conventionnel convenu par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 31^e jour de janvier 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE 1**AYANT POUR OBJET LA DÉTERMINATION DES BANQUES D'HEURES ET DES ENVELOPPES VISÉES PAR LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ACCORD***(Activités professionnelles effectuées au bénéfice d'une régie régionale)*

Régies régionales visées	Enveloppes Par. 4.01	Enveloppes Par. 4.02	Enveloppes Par. 4.03
Bas Saint-Laurent (01)	2410	452.5	1456
Saguenay / Lac-Saint-Jean (02)	2310	452.5	1456
Québec (03)	7827	770	2548
Mauricie / Bois-Francs (04)	2391	452.5	1456
Estrie (05)	2590	577.5	2548
Montréal-Centre (06)	4620	922.5	4108
Outaouais (07)	3080	452.5	1456
Abitibi / Témiscamingue (08)	2310	452.5	1456
Côte-Nord (09)	2310	452.5	1456
Nord du Québec (10)	1155	452.5	1456
Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine (11)	2310	452.5	1456
Chaudière-Appalaches (12)	2599	452.5	1456
Laval (13)	2310	452.5	1456
Lanaudière (14)	2310	452.5	1456
Laurentides (15)	2855	452.5	1456
Montréal (16)	5702	770	2548
Nunavik (17)	961		
Baie-James (18)	770		

PROTOCOLE D'ACCORD**AYANT POUR OBJET LA RÉMUNÉRATION DE CERTAINES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES EFFECTUÉES AU BÉNÉFICE DU CONSEIL MÉDICAL DU QUÉBEC (L.R.Q., c. C-59.0001)****PRÉAMBULE**

Ce protocole d'accord est relatif à un programme confié à la Régie de l'assurance maladie du Québec en vertu de l'article 2 de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**1.00 OBJET**

1.01 Ce protocole d'accord a pour objet la détermination des conditions d'exercice et de rémunération du médecin visé au paragraphe 1.02 qui exerce certaines activités professionnelles au bénéfice du Conseil médical du Québec;

1.02 Aux fins du présent protocole d'accord, le vocable « médecin » signifie le médecin qui est membre du Conseil médical du Québec nommé par le Gouvernement sur recommandation du Ministre, à partir d'une liste de médecins recommandés par la Fédération.

2.00 CHAMP D'APPLICATION

2.01 Les dispositions de l'entente générale relative à l'assurance maladie et à l'assurance hospitalisation entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec s'appliquent au médecin visé, sous réserve des stipulations contenues dans le présent protocole d'accord.

3.00 PORTÉE ADDITIONNELLE

3.01 Outre les parties, la Régie et le médecin, le présent protocole lie le Conseil médical du Québec.

4.00 ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

4.01 Pour le médecin, l'activité professionnelle visée aux présentes est celle qui est relative à sa participation aux travaux d'un ou de plusieurs comités du Conseil médical du Québec, en excluant, toutefois, le temps de présence aux séances du Conseil médical du Québec.

AVIS : *Veuillez utiliser le code d'activité 062046 (activités professionnelles auprès du Conseil médical) et le numéro d'établissement 94999 (Conseil médical du Québec).*

5.00 MODES DE RÉMUNÉRATION

5.01 Pour les activités décrites au paragraphe 4.01 du présent protocole d'accord, le médecin est rémunéré, de façon exclusive, selon le mode du tarif horaire;

5.02 Toutefois, malgré ce qui précède, le médecin peut, s'il est détenteur d'une nomination selon le mode des honoraires fixes dans un établissement, continuer à se prévaloir, de façon exclusive, de ce mode de rémunération pour ses activités effectuées au bénéfice du Conseil médical du Québec;

5.03 Le présent protocole d'accord tient lieu de nomination et autorisation permettant au médecin visé par les présentes d'être rémunéré;

5.04 L'autorisation tenant lieu de nomination ne comporte, à l'endroit du médecin rémunéré à honoraires fixes, ni détermination d'une qualité quelconque, ni détermination d'une période régulière d'activités professionnelles.

6.00 MODIFICATEURS

6.01 En faisant les adaptations appropriées, les règles relatives au cumul apparaissant au paragraphe 5.08 de l'annexe XIV de l'Entente s'appliquent à la rémunération des activités professionnelles visées aux présentes comme si celles-ci étaient effectuées pour le compte d'un établissement.

6.02 Au-delà du plafond annuel déterminé selon le paragraphe 5.02 de l'Annexe XIV de l'Entente, la dérogation prévue au paragraphe 5.10 de la même annexe s'applique également à la rémunération des activités professionnelles exercées par un médecin visé aux présentes.

6.00A ANNEXE IX

6.01A La rémunération versée pour les activités visées aux présentes est sujette à l'application des paragraphes 5.3 et 5.4 de l'annexe IX de l'Entente.

7.00 RÉPARTITION

7.01 La répartition des heures d'activités professionnelles ainsi que la détermination des obligations du médecin relèvent du Président du Conseil médical du Québec après consultation des médecins concernés;

7.02 La mise en oeuvre du présent article est assujettie, en tout temps, à l'observance des modalités qu'édicte l'article 10.00 des présentes.

8.00 FACTURATION

8.01 Un relevé d'honoraires visé aux présentes est contresigné par le Président du Conseil médical du Québec ou son représentant autorisé.

9.00 AVIS

9.01 Le Conseil médical du Québec avise la Régie de l'assurance maladie du Québec de l'identité des médecins à qui s'applique le présent protocole d'accord.

10.00 BANQUE D'HEURES

10.01 Après consultation du Conseil médical du Québec, le Ministère et la Fédération déterminent la banque d'heures maximale qui, selon le mode du tarif horaire ou celui des honoraires fixes, doit être allouée, sur une base annuelle, au Conseil médical du Québec aux fins d'assurer la mise en oeuvre du présent protocole d'accord;

10.02 L'année d'application, au sens du présent article se définit comme la période de douze (12) mois s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année. Les rajustements pour les parties d'année seront faits proportionnellement;

10.03 La banque d'heures allouée peut être modifiée par accord des parties;

10.04 L'annexe I des présentes fait état de cette banque d'heures.

11.00 PRÉSUMPTION

11.01 Aux fins de l'application de certains textes conventionnels pertinents (annexes VI et XII de l'Entente et entente particulière relative aux activités médicales particulières) et de la mise en oeuvre des dispositions réglementaires régissant la rémunération différente (Décret 1781-93), la rémunération versée en vertu du présent protocole d'accord constitue une rémunération de base et est réputée avoir été versée pour une activité professionnelle effectuée pour le compte d'un établissement exploitant un centre hospitalier.

12.00 MISE EN VIGUEUR ET DURÉE

12.01 Le présent protocole d'accord entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend effet le 1er avril 1996;

12.02 Il demeure en vigueur jusqu'à son remplacement par un nouveau protocole d'accord ou tout autre dispositif d'ordre conventionnel convenu par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 24e jour de octobre 1996.

JEAN ROCHON
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

ANNEXE 1

Ayant pour objet la banque d'heures maximale allouée, sur une base annuelle, au Conseil médical du Québec aux fins d'assurer la mise en oeuvre du présent protocole d'accord.

Pour une année d'application : 1540 heures

PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AU RÉSEAU INTÉGRÉ DE SOINS GÉNÉRAUX

Considérant la réforme en cours des services de santé et le rôle essentiel qu'y tiennent les services médicaux de première ligne;

Considérant la priorité accordée au réseau intégré de soins généraux et la nécessité impérieuse de mettre à la disposition des régions certains instruments susceptibles d'en faciliter la mise en place et le fonctionnement;

Considérant le contexte budgétaire actuel très difficile et la nécessité qu'il y a d'agir dans l'immédiat, par certaines interventions plus ciblées;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Dans le but de faciliter la gestion des plans d'effectifs médicaux en omnipratique :

- de mettre en place, en collaboration avec les régies régionales, dans les plus brefs délais, un comité technique avec mandat d'analyser et de valider la méthodologie de calcul des plans d'effectifs médicaux en omnipratique (PREMO) mise au point par la Régie régionale de l'Estrie et de faire aux parties toute recommandation pertinente.

2. En vue de favoriser une meilleure répartition intrarégionale des effectifs médicaux en omnipratique, principalement là où se font sentir les plus grandes difficultés de recrutement en regard de la dispensation des services médicaux de première ligne tant au niveau de la prise en charge et du suivi de clientèles vivant en milieu naturel qu'au niveau de l'accessibilité des services sans rendez-vous :

- de former un comité technique afin d'examiner les moyens à mettre en place pour permettre d'améliorer la répartition intrarégionale des effectifs médicaux en omnipratique et de faire aux parties toute recommandation appropriée.

3. Pour rendre plus accessible la dispensation des services médicaux à domicile auprès de patients en perte sévère d'autonomie :

- d'introduire certaines modalités spécifiques de rémunération telles qu'apparaissant en annexe I du présent protocole d'accord.
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 4,1 M\$, sur une base annuelle.

4. Aux fins d'assurer une disponibilité adéquate des services médicaux aux patients en perte sévère d'autonomie ainsi qu'aux personnes hébergées en soins de longue durée :

- de rémunérer la garde en disponibilité selon les conditions apparaissant en annexe II du présent protocole d'accord;
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 6,1 M\$ sur une base annuelle.

5. Dans le but d'assurer une accessibilité accrue des services médicaux :

- d'abolir le plafonnement quotidien des examens;
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 1M\$ sur une base annuelle.

6. Pour faciliter la dispensation des services d'urgence mineure en cabinet privé par la compensation de certains coûts supplémentaires découlant de cette pratique :

- d'accorder, par séance, à titre de frais compensatoires, un supplément de 12 \$ ou de 6 \$ pour certains actes nécessitant l'utilisation d'un plateau de chirurgie aux conditions et selon les modalités apparaissant à l'annexe III des présentes ;
- d'exclure ce supplément de l'application des articles 5 et 7 de l'annexe IX de l'entente générale;
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 1,5 M\$ sur une base annuelle.

7. Pour inciter à la dispensation des services médicaux sans rendez-vous durant les fins de semaines et les jours fériés dans les centres de services de consultations sans rendez-vous (cabinets et CLSC, sous réserve de l'application de l'article 9 du présent protocole, pour les périodes qu'il vise) :

- de majorer, pour une période transitoire, de 10 % la rémunération des services dispensés les samedi, dimanche et journée fériée en cabinet privé et en CLSC, quel que soit le mode de rémunération;
- de préciser que la période transitoire en cause couvre la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de la majoration précitée et le 1^{er} septembre 1999;

- dans le but d'appliquer, à partir du 1^{er} septembre 1999, cette majoration de 10 % aux seuls centres de services de consultation sans rendez-vous désignés par les parties :
 - de former un comité paritaire afin de définir, avec l'accord des parties, les critères de désignation de ces services;
 - de former, en collaboration avec les médecins omnipraticiens siégeant sur les commissions médicales régionales, des comités régionaux responsables de l'identification dans chaque région, des centres de services de consultation sans rendez-vous. Avec l'implantation des départements régionaux de médecine générale, le comité de direction de ces départements remplacera les médecins omnipraticiens siégeant sur les commissions médicales régionales au sein des comités régionaux;
 - de faire aux parties toute recommandation appropriée;
 - avec l'accord du comité paritaire, un comité régional susmentionné peut également, dans un territoire désigné selon l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie, lorsqu'il y a absence d'un centre de services de consultations sans rendez-vous dans un lieu donné, désigner le service d'urgence de première ligne d'un CHSGS, ou tout autre centre désigné par les parties, pouvant en tenir lieu;
 - d'accorder, à compter du 1^{er} septembre 1999, à l'intention du médecin rémunéré à honoraires fixes ou à tarif horaire qui exerce dans un CLSC désigné comme centre de services de consultation sans rendez-vous le bénéfice des dispositions régissant la garde sur place effectuée par un médecin rémunéré selon le mode des honoraires fixes ou celui du tarif horaire;
- avec l'accord des parties, en collaboration avec la régie régionale concernée, les dispositions régissant une désignation, au sens du présent article, peuvent, à titre exceptionnel, recevoir application avant le 1^{er} septembre 1999. À la même condition, il en est ainsi de l'octroi des bénéfices reliés à la garde sur place qui y serait effectuée par un médecin selon le mode des honoraires fixes ou, selon le cas, celui du tarif horaire;
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 4 M\$ sur une base annuelle.

8. Pour favoriser la dispensation des services médicaux auprès des malades admis dans une unité de soins aigus les fins de semaine et les jours fériés :

- de majorer de 10 % le tarif des examens et consultations faits auprès d'un malade admis dans une unité de soins aigus d'un CHSGS, d'un centre hospitalier psychiatrique, ou de tout autre centre désigné par les parties, les samedi, dimanche et journée fériée. Pour l'activité professionnelle consacrée à l'examen du malade admis de ces unités, cette majoration s'applique également, selon les modalités à préciser, aux médecins rémunérés selon le mode du tarif horaire ou des honoraires fixes;
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 1,3 M\$ sur une base annuelle.

9. Pour faciliter la dispensation des services médicaux dans les services d'urgence visés par les modalités de rémunération s'appliquant aux urgences à faible débit :

- de modifier le paragraphe 1.4 du préambule général au « Tarifs des actes médicaux » pour permettre, avec l'accord du comité paritaire l'octroi d'un forfait compensatoire à un deuxième médecin de garde sur place de 0 h 00 à 8 h 00 lorsque la situation le justifie;
- de modifier le forfait compensatoire prévu au paragraphe 1.4 du préambule général au « Tarifs des actes médicaux » et s'appliquant pour la période de garde de 0 h 00 à 8 h 00 et de le porter à 385 \$;
- de majorer de 10 % la rémunération des services dispensés de 0 h 00 à 8 h 00 dans le cadre de l'entente particulière relative au système pré-hospitalier d'urgence de la région de Montréal-Centre et de Laval;
- de rajuster l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 1,3 M\$ sur une base annuelle.

10. Aux fins de garantir une accessibilité plus grande aux services médicaux dispensés les samedi, dimanche et journée fériée, dans le service d'urgence de première ligne d'un établissement situé dans un territoire désigné aux termes de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie par un médecin dont le principal lieu de pratique est situé dans le territoire de la régie régionale où est situé ce centre :

- selon des modalités à déterminer par les parties, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 10 % du montant du plafond semestriel du médecin, permettre que la rémunération de ce médecin soit exclue de l'application de l'article 7 de l'annexe IX de l'entente générale, lorsqu'il dispense les services médicaux susmentionnés.

11. Pour consolider le réseau de services de première ligne**11.1 en regard des frais inhérents aux services dispensés en cabinet privé :**

- de majorer les tarifs s'appliquant aux examens faits en cabinet;
- d'exclure la majoration accordée en vertu du présent article de l'application des articles 5 et 7 de l'annexe IX;
- de rajuster, en conséquence, l'enveloppe budgétaire globale d'un montant récurrent de 8 M\$ sur une base annuelle.

11.2 pour favoriser une participation accrue des médecins rémunérés à honoraires fixes ou à tarif horaire dans la dispensation des services médicaux curatifs ou préventifs effectuée en établissement :

- sur recommandation du chef de département de médecine générale, du chef du service médical ou du médecin responsable de l'établissement, lorsque la réquisition de services entraîne ou est susceptible d'entraîner le dépassement du nombre maximal d'heures prévu pour la période régulière, de permettre la rémunération comme heures régulières de 5 heures par semaine de plus que la période régulière de 35 heures pour le médecin rémunéré à honoraires fixes et de 220 heures additionnelles par année pour le médecin à tarif horaire, selon des modalités à déterminer par les parties;
- de rajuster, sur une base annuelle, l'enveloppe budgétaire globale de 2 M\$.

12. D'exclure les sommes versées à des médecins omnipraticiens à titre d'honoraires de laboratoire (R=7) de l'application des articles 5 et 7 de l'annexe IX de l'entente générale pour les laboratoires de radiologie désignés par le comité paritaire aux conditions qu'il détermine. À cette fin, le comité paritaire s'inspire des modalités d'exclusion de plafonnement des gains de pratique prévalant pour les médecins spécialistes en radiologie, en faisant les adaptations nécessaires.

De rajuster, en conséquence, l'enveloppe budgétaire globale d'un montant équivalant aux coûts réels encourus, sur base annuelle, tel qu'agréés par les parties, pendant une période annuelle d'application de l'Entente.

13. De compenser, pour la période annuelle comprise entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999, l'ajout net de médecins par un rajustement de l'enveloppe budgétaire globale équivalant aux coûts réels encourus découlant de cet ajout net.**14. En vue de permettre à certaines communautés rurales ou éloignées de bénéficier, dans les meilleurs délais, d'une disponibilité accrue favorisant la dispensation de services médicaux :**

- de former un comité paritaire ayant pour mandat d'examiner l'opportunité qu'il y aurait d'introduire, à l'usage des régions régionales et des DRMG, un forfait disponibilité à l'intention des médecins appelés à desservir ces communautés;
- de faire aux parties toute recommandation jugée pertinente.

15. Ajuster les plafonds trimestriel et semestriel prévus à l'annexe IX de l'Entente pour tenir compte des ajustements consentis aux termes des présentes, à l'exclusion toutefois de ceux consentis en vertu du paragraphe 11.1 et des articles 6 et 12 de ce protocole.**16. De convenir, d'ici le 30 juin 1998, des amendements techniques requis à l'entente générale aux fins d'assurer la mise en oeuvre du présent protocole d'accord.****17. Le présent protocole prend effet le 1^{er} septembre 1998 sauf pour son article 10 qui prend effet le 1^{er} juin 1998 et ses articles 1, 2 et 5 qui prennent effet le 1^{er} juillet 1998.**

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 19^e jour de février 1999.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

PROTOCOLE D'ACCORD**ENTRE LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC ET LA MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX CONCERNANT LE VIRUS DE L'HÉPATITE C**

Concernant la rémunération de certains services professionnels dispensés dans le cadre du programme d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C (VHC).

Vu l'accord intervenu entre la Ministre et la Régie publié dans la Gazette Officielle du Québec en date du 11 août 1999;

Attendu qu'en vertu de cet accord, la Régie s'est vu confier l'administration du programme d'aide financière (VHC);

Attendu qu'au terme de l'article 2 de la Loi sur la Régie, celle-ci récupère du ministère intéressé, le coût des services qu'elle assume en vertu du programme précité;

Considérant que la Régie a, en vertu de cet accord, la responsabilité de rémunérer les médecins qui ont complété un formulaire de demande d'aide financière selon les tarifs déterminés par la Ministre et la Fédération;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Outre la rémunération pour les services médicaux dispensés par le médecin dans le cadre du programme VHC, est aussi rémunéré le service médico-administratif suivant:

9818 Remplir le formulaire intitulé «Demande d'aide financière: attestation médicale».....35,00

2. Le médecin produit ses demandes de paiement à la Régie qui, à cet égard, agit à titre d'agent payeur pour le compte de la ministre de la Santé et des Services sociaux.

3. La rémunération versée en vertu du présent protocole d'accord n'est pas sujette à l'application de l'Annexe IX de l'entente générale.

4. Ce protocole d'accord entre en vigueur le 28 juin 1999 et ses dispositions subsistent jusqu'à leur remplacement par un autre protocole.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Québec, ce 9e jour de novembre 2000.

PAULINE MAROIS
Ministre
Ministère de la Santé et
des Services sociaux

RENALD DUTIL, M.D.
Président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec